

Revue d'Alsace

Joseph Liblin,
August Gasser,
Angel Ingold



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
610
.A31
R4
v.54

REVUE D'ALSACE

COLLABORATEURS

DE LA „REVUE D'ALSACE“

A. DE BARTHÉLEMY, membre de l'Institut; H. BARDY; I. BEUCHOT; E. BLECH; J. BOURGEOIS; A. CHAUVIN, supérieur de l'Ecole Massillon; Mgr. CHÈVRE, curé-doyen de Porrentruy; A. CHUQUET, professeur au Collège de France; DURAIL-ROY; M. DUBRUEL; D^r L. EHRHARD; A. GASSER, directeur de la *Revue*; A. GENDRE; Mgr. GÜTHLIN; l'abbé HANAUER; id. P. E. HELMER; V. HENRY, professeur à la Sorbonne; CH. HOFFMANN; A. I. INGOLD, notaire honoraire; ANGEL INGOLD, directeur de la *Revue*; A. M. P. INGOLD; E. KELLER, ancien député; D^r L. KUENY; D^r LARGER; LÉON et EUGÈNE LEFÉBURE; CH. PFISTER, professeur à l'Ecole normale supérieure de Paris; chanoine RÆSS; R. REUSS, professeur à la Sorbonne; TH. SCHÖLL; G. SCHLUMBERGER, membre de l'Institut; A. WALTZ, bibliothécaire de la ville de Colmar; E. WALDNER, archiviste de la ville de Colmar; D^r WEISGERBER; E. WETTERLÉ, député au Reichstag, etc., etc., etc...



Société industrielle de Mulhouse.



REVUE D'ALSACE

FONDATEUR : JOSEPH LIBLIN

QUATRIÈME SÉRIE : QUATRIÈME ANNÉE

TOME LIV. DE LA COLLECTION



PARIS

A. Picard, Rue Bonaparte, 82

MANTOCHÉ
(Haute-Saône)

COLMAR
Place neuve, 8

1903



Baumling
Nikhoff
6-8-27
15137

GRANDIDIER

EST-IL UN FAUSSAIRE ?

La gloire de Grandidier fait partie, peut-on dire, du patrimoine de la « Revue d'Alsace ». On sait combien elle était chère au fondateur de notre recueil, M. Liblin. On sait aussi ce que MM. Gasser¹ et A. M. P. Ingold ont publié pour faire connaître les ouvrages du savant historien de l'Eglise de Strasbourg ou défendre sa mémoire.

Aussi sommes-nous heureux de faire connaître à nos lecteurs la décisive justification de Grandidier que vient de publier dans la « Revue historique » notre éminent collaborateur, M. Rod. Reuss².

LA DIRECTION.

1. Si dans mes réponses à M. Bloch j'ai parlé de questions politiques ou religieuses, c'est que M. Bloch n'était aventuré le premier sur ce terrain, non pas franchement comme je l'ai fait, mais entre les lignes où cela se lisait parfaitement, lorsqu'il parlait de l'*Unglaubwürdigkeit* et de l'*Unzulässigkeit* de Grandidier, le présentant non seulement comme un faussaire, mais encore comme un hypocrite. Ce qui explique la vivacité indignée de mes expressions.

J'ajouterai encore que, dans mes défenses de Grandidier, je n'ai nullement cherché à prouver l'authenticité des diplômes incriminés, mais à établir que M. Bloch n'apportait aucune preuve de leur soi-disant fabrication par Grandidier. Autre chose est un faux, autre chose une erreur. Moi-même, avant lui, avant aussi M. Dopsch qui a donné de meilleures preuves que M. Bloch de l'inauthenticité de ces actes, j'avais signalé deux erreurs de Grandidier à propos de Soultz.

A. GASSER.

2. A la suite d'un compte-rendu des *Nouvelles Œuvres inédites de Grandidier*. — Nous tenons à remercier ici le directeur de la *Revue historique*, M. Gabriel Monod, de l'autorisation qu'il nous a gracieusement donnée de reproduire l'article de M. Reuss.

Après une recension, de près de huit pages, de la publication de notre collaborateur, où, rendant compte des deux volumes de l'*Alsatia sacra*, M. Reuss écrit que : « Grâce aux recherches patientes et persévérantes de l'éditeur, le plus compétent peut-être actuellement, grâce à ses nombreux travaux antérieurs dans le domaine de l'histoire religieuse d'Alsace, pour compléter l'œuvre du maître, nous possédons aujourd'hui un ouvrage fondamental de plus pour les recherches alsatiques ; l'*Alsatia sacra* de Grandidier-Ingold sera dorénavant pour ce chapitre spécial de l'histoire provinciale l'instrument de travail nécessaire, le guide indispensable de tous les travailleurs du pays » ; il continue ainsi :

« ... On me permettra d'ajouter encore quelques mots à ce compte-rendu déjà bien long. En parlant ici des *Nouvelles Œuvres inédites*, il ne serait pas absolument nécessaire de traiter la question délicate et si vivement controversée dans les dernières années de l'*honnêteté scientifique* de Grandidier, mis en cause, on le sait, pour la falsification, véritable ou prétendue, d'un certain nombre de chartes et de diplômes publiés soit dans ses propres ouvrages, soit dans les *Nova subsidia diplomatica* de Wurdtewein. Néanmoins, puisqu'on pourrait s'étonner peut-être que je ne mentionne pas cette controverse et qu'aussi bien M. Ingold en a parlé, en passant, dans plusieurs de ses préfaces, j'exprimerai très brièvement ma façon de voir sur la question, sans songer d'ailleurs à entrer ici dans les menus détails de la polémique ouverte à ce sujet.

Je ne crois pas que quelqu'un s'avise aujourd'hui de prendre la défense, en bloc, des diplômes de Schuttern d'Ebersheimmunster incriminés par MM. Bloch, Bresslau, Dopsch, etc. Je suis tout prêt, pour ma part, à concéder l'inauthenticité de toutes

les pièces en litige, encore que certaines aient été défendues, longtemps après Grandidier, par des autorités passablement compétentes ; mais il ne me semble pas que leur *fausseté* réelle préjuge en rien la question de *falsification* par celui qui les a mises au jour. Il est fréquemment arrivé aux plus savants médiévistes de France et d'Allemagne au XVIII^e siècle de publier, de très bonne foi, des documents reconnus faux aujourd'hui. La même chose est arrivée plus d'une fois à d'éminents paléographes et diplomates d'outre-Rhin au XIX^e siècle, et l'on peut affirmer, sans se croire le moins du monde prophète, qu'il en sera de même au XX^e. Avant que nos petits-neveux soient arrivés à l'an 2000, il se sera trouvé des savants pour démontrer que MM. Bloch et Bresslau se sont trompés, tout comme leurs devanciers, dans l'appréciation de l'authenticité de certains documents utilisés par eux ; j'espère bien sincèrement d'ailleurs qu'ils ne seront pas traités pour cela de faussaires par quelque érudit grincheux des siècles futurs. C'est la marche incessante de la science qui le veut ainsi, la connaissance des détails techniques se perfectionnant de plus en plus et la diplomatie faisant des progrès continuels. Des esprits impartiaux ne songeront donc jamais à accabler de gros mots, pour de semblables erreurs, les coupables involontaires¹⁾, et c'en est un, très involontaire à mon avis, que

1) D'ailleurs, les critiques les plus sûrs d'eux-mêmes peuvent se tromper. Il y a quelques années à peine, l'un des plus savants et des plus grincheux, M. Antonius van der Linde, n'affirmait-il pas que l'illustre Schœpflin était, lui aussi, un misérable faussaire ? Et je suis sûr que M. Hermann Bloch serait aujourd'hui le premier à s'inscrire en faux contre une assertion aussi... téméraire.

celui dont on instruisait récemment le procès et dont on réclame la condamnation.

Le fait est qu'on ne soupçonnait pas généralement, du temps de Grandidier, ni d'un côté du Rhin ni de l'autre, les observances minutieuses et toutes les précautions imposées aux éditeurs de nos cartulaires contemporains. On publiait souvent les documents qu'on trouvait ou qui vous venaient du dehors, sans les regarder de très près. Pour atteindre donc sérieusement l'*honorabilité* de l'historien de l'église de Strasbourg, il faudrait établir, hors de toute contestation possible, son *intention de tromper le public*. Pour pouvoir hasarder seulement une démonstration de ce genre, il serait nécessaire de *démontrer* tout d'abord (non pas d'*affirmer* seulement) que Grandidier n'a pas reçu, *tout copiés*, les dossiers des chartes des différents monastères, qui lui en expédiaient en grand nombre; cela exclurait déjà la *possibilité* de voir et de contrôler les originaux. Car on connaît aujourd'hui, beaucoup mieux qu'autrefois, l'activité fiévreuse, — je maintiens ce mot à dessein, — du jeune chanoine, sa correspondance si étendue, ses occupations et ses obligations si nombreuses, non pas seulement comme savant, mais comme homme d'Eglise, homme du monde, homme de lettres. Qui peut croire actuellement, pour peu qu'il se soit donné la peine de se mettre au courant de sa façon de travailler, que Grandidier ait eu *matériellement* le temps et surtout les loisirs nécessaires pour *copier lui-même* ou seulement pour *collationner* d'une façon plus ou moins fugitive les *quatre mille* chartes

réunies par ses soins dont il parle dans une de ses préfaces ? Il a donc pu parfaitement avoir dans son immense *Thesaurus* deux expéditions, par exemple, d'un même diplôme relatif à Schuttern, venues de différents côtés, copies elles-mêmes de copies plus ou moins fidèles, prises à des époques différentes. S'il a eu scientifiquement tort d'éditer successivement deux *variantes* d'un même document, combien loin pourtant y a-t-il de là jusqu'à une *fabrication* de documents, comme on la lui reproche, surtout quand M. Bloch s'appuie, pour le convaincre de fraude, sur les textes d'un *copiastre* du xvii^e siècle dont rien ne garantit davantage l'authenticité absolue ¹⁾ !

Je laisse pour le moment de côté la question de moralité, d'une importance majeure pourtant, quand il s'agit d'une individualité comme celle de Grandidier ; je demande seulement qu'on m'accorde qu'il n'était pas un imbécile. Et, comme cela ne peut être déceimment affirmé par personne, je demande comment il est possible d'admettre le système imaginé par M. Bloch, suivant lequel notre auteur aurait été assez stupide pour fabriquer ses faux diplômes avec des textes *déjà imprimés*, empruntés à Schœpflin ou bien à dom Bouquet, falsi-

1) Si je ne craignais de voir *déformer* mon opinion par quelque adversaire trop désireux de triompher à tout prix, je n'hésiterais même pas à aller encore plus loin. Je ne m'étonnerais pas que Grandidier eût cru *parfaitement légitime* de chercher à rétablir le texte d'une charte perdue *dès qu'il croyait vraiment le reconnaître* dans le texte d'un *écrit* historique. Aux yeux d'un savant du xviii^e siècle, cela pouvait fort bien paraître comme un jeu tout à fait innocent, comme un tour de force érudit absolument licite ; pour avoir tiré de la *Chronique de Schuttern* les documents incriminés, il n'aurait certainement pas été à ses propres yeux, ni même à ceux de ses contemporains, un *faussaire*.

fication si naïvement grossière que le premier travailleur venu, s'avisant de conférer les pages de ces recueils si répandus, aurait pu s'apercevoir de la fraude. C'est pour cacher ces machinations déloyales, — et encore plus enfantines, — que Grandidier aurait critiqué si âprement les peccadilles infiniment plus vénielles de certains de ses prédécesseurs ou de ses contemporains, doublant sa fourberie scientifique d'une hypocrisie morale plus révoltante encore. On demande naturellement quel motif, — acceptable pour le simple bon sens, non hypercritique, — Grandidier pouvait bien avoir pour fabriquer cette douzaine et demie de diplômes incriminés, alors qu'il en avait des centaines et des milliers dans ses cartons, qu'on n'a pas la prétention sans doute de déclarer tous inauthentiques ¹⁾. M. Bloch n'a trouvé jusqu'ici qu'une réponse à cette question indiscreète : il était jaloux de son prédécesseur Schœpflin ; sa gloire ne le laissait pas dormir et il voulait, à tout prix, avoir plus d'*inedita* que lui dans son bagage scientifique ! Mais on peut lui faire remarquer tout d'abord que Grandidier a toujours fort bien vécu avec le célèbre professeur de l'Université de Strasbourg, et qu'après la mort de Schœpflin il n'en a jamais parlé que d'une façon respectueuse ; s'il l'a critiqué sur tel ou tel point, cela n'a jamais été avec la vivacité

1) Il est bien évident qu'il peut s'être trouvé dans ce nombre un certain nombre de documents falsifiés ou de faux, puisqu'on en a découvert dix-sept parmi les imprimés, beaucoup moins nombreux. Mais ni les liasses détruites par le bombardement des bibliothèques de Strasbourg ni celles conservées à Carlsruhe n'ont renfermé, je suppose, uniquement des pièces suspectes. C'est pourtant cela qu'il faudrait prétendre pour que notre argument perdît sa valeur.

parfois un peu rageuse qu'il montrait vis-à-vis d'autres écrivains et qui rappelle par moments la susceptibilité de l'homme de lettres moderne. On peut répondre surtout, et puisqu'on a mis la chose sur ce terrain, la réponse est topique, — qu'en tout état de cause Grandidier avait des matériaux en quantité suffisante pour remplir, s'il lui eût été donné de vivre, de chartes, de diplômes, de traités, des volumes plus gros encore que ceux de l'*Alsatia diplomatica* de son prédécesseur. Conçoit-on, quand on n'est pas de parti pris, qu'il ait compromis sa réputation scientifique, de gaité de cœur, pour la piètre satisfaction de mettre au jour une poignée de documents fictifs, absolument sans importance pour l'histoire générale du pays, et consacrés aux privilèges d'un monastère relativement fort obscur ?

En faisant donc même abstraction des préceptes de l'honnêteté la plus ordinaire, — et tous ceux qui ont parcouru la correspondance de Grandidier savent qu'on peut y signaler parfois les mouvements naturels d'une vanité un peu naïve, mais jamais rien qui nous montre une âme basse ou vulgaire, — il faudrait au moins rendre plausible, pour des esprits non prévenus, l'accusation portée contre lui. Si les faits dénoncés et partiellement établis n'étaient susceptibles d'aucune autre explication que de celle qu'ont donnée les adversaires de Grandidier, il faudrait bien s'incliner à regret ; mais tel n'est pas le cas actuellement ¹⁾. On peut

1) Aussi regrettons-nous que le critique anonyme qui a parlé de l'article de M. Bresslau dans la Revue historique (t. LXX, p. 458) ait parlé si durement de « l'absence de scrupules avec laquelle l'abbé Grandidier fabriquait ou altérait les documents. » Assurément, il y a *falsifi-*

fort bien soutenir, sans mériter pour cela l'excommunication scientifique majeure, que jusqu'ici la démonstration péremptoire, excluant toute possibilité d'une explication moins blessante pour l'honneur de Grandidier, *n'a pas été faite*. On peut avoir été trompé, on peut se tromper, sans être pour cela nécessairement un trompeur. Le zèle peu éclairé de ses correspondants, la préoccupation blâmable de sauvegarder des intérêts matériels qui travaillaient, tout autour de lui, les chapitres et les monastères, peuvent lui avoir fourni des documents inauthentiques ou du moins contaminés; il peut avoir négligé, dans la surcharge de besogne qui pesait sur ses peu robustes épaules, le soin des vérifications nécessaires; des confusions regrettables peuvent s'être produites dans l'amas de ses extraits. J'ai assez souvent vu à l'ancienne bibliothèque de Strasbourg les liasses confiées à M. Liblin;

cation matérielle du texte si vraiment on doit lire *Hevelini ejusdem ecclesie filii* dans le diplôme de Henri II pour Hohenbourg, alors que Grandidier y a mis *Hevelini Wurceburgensis ecclesie episcopi*. Mais l'important, *ici*, n'est pas de constater que l'éditeur, a fait figurer un témoin par erreur ou par fraude, à la signature de cet acte du 29 septembre 1016; c'est précisément de prouver qu'il a, *de propos délibéré*, changé un texte lisible, placé sous ses yeux, — auquel cas il aurait commis un faux véritable, — ou s'il n'a pu déchiffrer correctement un *original* ou une *copie* illisible; ou si encore on ne lui avait fourni qu'une copie *déjà inexacte*, auquel cas il serait absurde de l'accuser de *fabriquer* ou d'*altérer* le document. Quand on accuse, — devant un tribunal scientifique comme devant la justice, — c'est à l'accusateur de faire la preuve; je ne la vois pas s'imposant à la raison. Et quand l'auteur de la note citée tout à l'heure s'appuie sur l'unanimité de « tous les diplomates compétents » pour prononcer sa sentence, il ne faut pas oublier que dans certains milieux, et surtout depuis la conquête, c'est un article de foi que la science française fut incapable par elle-même de bien faire, du moins en Alsace, et que la science allemande est venue y porter la lumière au milieu de l'ignorance noire des annexés. Il ne faut pas se fâcher sans doute outre mesure de ces affirmations ou de ces sous-entendus, — les exceptions impartiales ne font pas défaut d'ailleurs, — mais il serait désirable que nous, au moins, nous n'en soyons pas les dupes.

j'ai assez longtemps gardé à la nouvelle bibliothèque de la ville les derniers et faibles débris des papiers de Grandidier échappés au feu, grâce à leur présence à Colmar, pour pouvoir affirmer qu'on ne déchiffrerait pas facilement les notes qui bourraient ses cartons et qu'il a pu se tromper, plus d'une fois, sur sa propre écriture. Tout cela est non seulement possible, mais me semble infiniment plus probable que l'acte de bêtise malhonnête qu'on attribue à cet homme, si avide d'une gloire légitime, qui va se ruiner aux yeux de ses contemporains déjà, sans doute, et très certainement aux yeux de la postérité.

En définitive, l'histoire ne se met pas en dehors des lois de la logique. Je ne suis pas, assurément, de ceux qui dédaignent les minuties de l'érudition, et je m'en suis consciencieusement inculqué jadis les préceptes dans les séminaires des Ranke, des Waitz, des Droysen et des Jaffé ; mais la présente polémique tend à me démontrer, une fois de plus, — si j'avais eu jamais envie d'en douter, — qu'on peut être un paléographe hors ligne, un érudit de grand mérite et pourtant n'être pas très fort en psychologie.

Assurément, Grandidier n'a été rien moins qu'un maître impeccable ; débutant à vingt-cinq ans, vivant à une époque où la critique historique était à peine inventée et dans des milieux où elle n'était guère en honneur, il ne pouvait pas l'être, et ceux de ses admirateurs qui s'obstineraient à nier absolument des erreurs, des inadvertances et des légèretés scientifiques qui furent de son âge, de-

sa robe et de son temps, lui rendraient en ce moment un bien mauvais service. Mais heureusement on peut encore concilier toutes les critiques légitimes qu'appelle son œuvre, avec une estime sympathique pour le jeune chanoine de Strasbourg. Je ne me sens nullement coupable envers la vérité historique en exprimant, une fois de plus, mes sentiments de respect pour son zèle scientifique, pour son indomptable et fatale ardeur au travail, mes sentiments de tristesse aussi de ce que tant de belles espérances, et plus que des espérances, aient été détruites par une fin prématurée.

ROD. REUSS.

UN MÉTÉOROLOGISTE ALSACIEN

AU XVIII^e SIÈCLE

De tout temps les humains se sont intéressés aux choses de la nature; mais parmi les phénomènes naturels il n'y en a guère eu qui aient su captiver davantage l'esprit des hommes que ceux de la météorologie.

Les variations souvent si brusques de la température, les mouvements parfois si désordonnés de l'atmosphère, la pesanteur de l'air, son état hygrométrique, les phénomènes magnétiques, électriques et optiques, ont toujours trouvé des observateurs patients et persévérants qui, en consignant leurs remarques journalières, en accumulant les données de l'expérience, espéraient trouver les lois qui régissent la météorologie, et fournir des règles certaines qui permettraient de prédire à longue échéance le temps qu'il ferait.

Par une gracieuse attention de M. l'abbé Ingold nous avons obtenu communication d'un recueil d'observations météorologiques faites dans notre pays d'Alsace. L'auteur du petit manuscrit était prêtre, ainsi qu'en font foi plusieurs détails de son travail¹. Il a habité la Haute-Alsace, tantôt Kaysersberg, tantôt Thann, tantôt Colmar,

1. La première page du manuscrit porte la note suivante écrite au crayon : Parait être de Jean Christen, vicaire à Thann, à la date du livre.

ou les environs de cette ville¹. Les observations consignées dans son opuscule commencent avec l'année 1755; elles continuent jusqu'au mois d'octobre 1805. A partir de cette époque, les notes que contient encore le manuscrit sont dues à un autre observateur dont il est impossible de préciser l'état civil. Cette seconde partie du recueil nous conduit jusqu'à la fin de 1811.

Le premier auteur du manuscrit note année par année, parfois mois par mois et même jour par jour, l'état de l'atmosphère dans la région qu'il habite. Il renseigne sur les vents dominants, sur les aurores boréales, sur les coups de foudre curieux, sur les ébranlements sismiques du sol, sur les anomalies dans les mouvements des planètes.

Toutes ces observations ne présentent évidemment pas pour le grand public un intérêt égal. Les échelles barométriques et thermométriques sont d'une lecture plutôt aride. Mais ce qui maintenant encore se lit volontiers, ce sont les faits divers que l'auteur a insérés dans son opuscule. Nous allons extraire du petit volume tout ce qui, à notre avis, sera de nature à intéresser le lecteur non-spécialiste.

D^r LOUIS KUÉNY.

1755.

Novembre et décembre très froid; il n'y a eu qu'un peu de glace avant la S^t-Martin.

9 décembre : un tremblement de terre.

1756.

Janvier et février sans glace.

Novembre, froid et beaucoup de neige.

Décembre, doux et pluvieux.

1. L'auteur du petit volume, bien que prêtre, ne semble pas avoir quitté le territoire français pendant les troubles de la Révolution, puisque ses notes ne discontinuent pas pendant la période la plus agitée de cette époque si funeste au clergé.

1757.

...Février; très froid au point que les rivières ont été prises et qu'on y passait avec de grosses charges. La fin du mois très doux.

...Le 24 août, 9 heures du matin, le thermomètre à 31° (Réaumur); à 10 heures du matin un orage sans pluie avec un vent du nord très violent qui a fait descendre le thermomètre à 4 degrés.

Une assez grande quantité de vin de médiocre qualité. Généralement une bonne année.

1758.

...Une année ordinaire.

1759.

Le juillet¹ le feu du ciel a incendié la toiture de la cathédrale de Strasbourg.

1. Dans notre manuscrit le jour manque.

Grandidier raconte également les deux accidents survenus en 1759, en indiquant les dates exactes :

« L'année 1759 fut deux fois très fatale à l'édifice de la Cathédrale. Le vendredi, 27 juillet, vers une heure et demie après-midi, le tonnerre, pendant un temps doux et serein, tomba sur la flèche de la tour. Le coup n'était pas fort, semblable à celui de l'explosion d'un pistolet : mais un globe de feu, comme un tourbillon de soufre, sans presque endommager la tour dont il n'abattit que quelques pierres, s'élança sur le grand toit de plomb qui couvrait la nef depuis la grande porte jusqu'au chœur. Il mit le feu à la charpente; l'incendie se répandit si rapidement, que dans moins d'une heure tout était en feu d'une extrémité à l'autre, et que le plomb fondu tombait en liquide enflammé de la voûte sur le pavé de la nef...

...Le 15 septembre de la même année 1759, à cinq heures et un quart après-midi, le tonnerre qui avait commencé depuis deux heures, tomba de nouveau sur la Cathédrale et exposa la couronne de la tour aux accidents les plus dangereux... Il n'y eut aucun accident dans l'intérieur de l'Eglise, et quoiqu'on eût sonné et battu le tocsin, le feu ne prit aucune part...

...Quatre années furent employées pour réparer les dommages causés par ces deux orages : ces réparations coûtèrent à la fabrique plus de quatre cent mille livres. Le toit, qui s'étend sur la nef, ainsi que celui qui est au-dessus de la coupole du dôme, furent couverts en cuivre rouge à beaucoup de frais...

(*Essais historiques et topographiques sur l'Eglise cathédrale de Strasbourg*, p. 190-195.)

Le septembre le feu du ciel a considérablement endommagé la flèche de la même cathédrale. Sans une pierre qui encore a tourné sur soi comme sur un pivot, il serait tombé 28 pieds de la flèche.

L'été très orageux et beaucoup d'accidents de la foudre.

L'automne constamment très beau et chaud.

... Beaucoup de grain, de foin.

Médiocrement de vin et pour la qualité de même.

1760.

L'été fort chaud, il n'a pas plu pendant trois mois.

Le 20 décembre avant 9 heures du soir la lune étant à deux jours de son plein, a eu un cercle lumineux d'une netteté très rare.

Du beau grain, médiocrement assez de foin, point de regain ni de légumes. Beaucoup de vin et d'excellente qualité.

1761.

... Le 30 septembre on a commencé à vendanger dans le ban de Colmar, chose inouïe de mémoire d'homme.

... Grain bon et en quantité. Assez de foin, point de regain. Bon vin, en petite quantité.

1762.

... Le 31 mars le baromètre est tombé à 10 $\frac{1}{4}$ lignes au-dessous du variable. De ma vie je ne l'ai vu si bas. Il a fait pendant la nuit un ouragan du midi.

... Beaucoup de pain, très bonne année en tout. De l'excellent vin et en quantité. Le raisin a été mûr à la fin de juillet. On a vu du raisin précoce rouge et blanc à la procession de la Fête-Dieu.

1763.

L'hiver très froid. Il a commencé dès le 6 décembre de l'année précédente et a duré avec violence sans aucun dégel jusqu'au milieu de février.

...Le printemps beau, sec et froid jusqu'en juin que le mauvais temps et la pluie ont commencé et ont duré jusqu'à l'équinoxe d'automne.

Assez de grain de médiocre qualité. Passablement de vin, mais très mauvais pour la qualité, aigre et vert comme celui de 1740. Beaucoup de foin et de regain.

1764.

...A la fin de janvier des amandiers ont été en pleine fleur.

1^{er} avril, la fameuse éclipse du soleil, centrale pour une partie de la France et autres pays. Elle a commencé à Colmar à 9 h. 30 m. du matin. Le temps était serein. Son milieu à 11 h. 10 m., et sa fin à 12 h. 12 m. Elle a été de dix doigts au moins le contact du disque du soleil et de celui de la lune dans la partie boréale presque parfait. Il n'y a point eu d'obscurité, mais dans la plus grande force de l'éclipse, la lumière du soleil a diminué et pâli beaucoup. La couleur du ciel était d'un gris-bleu; on n'a point vu d'étoiles. Le baromètre n'a pas varié, non plus que l'aiguille aimantée, mais le thermomètre a baissé à mesure que l'éclipse augmentait, et il est descendu de 6 degrés. Avant l'éclipse il faisait fort chaud, et pendant sa durée la fraîcheur était très sensible. L'hydromètre a fait voir qu'il n'y a pas eu de variation dans l'atmosphère. Après l'éclipse, le temps a été très beau et serein.

Cette année a eu quelque chose de remarquable au sujet de la température d'Italie, remarquée par le P. Jacquier dans la *Gazette littéraire*.

Le 4 juillet, il est tombé beaucoup de neige dans les montagnes de la Sabine aux environs de Rome, ce qui a fait tomber le thermomètre de Fahrenheit à 65, ce qui fait au thermomètre de Réaumur 14 $\frac{1}{2}$ degrés, ce qu'on a trouvé fort extraordinaire dans ce mois, quoiqu'on ait remarqué pendant nombre d'années que

le thermomètre ne monte jamais plus haut que 23 degrés selon Réaumur, mais c'est parce qu'il reste à peu près au même degré pendant tout l'été que les chaleurs de Rome sont si grandes. Il en est de même des chaleurs sous la ligne qui sont de 23, 24 degrés et jamais plus haut que 25, dans le temps qu'à Paris le thermomètre monte quelquefois à 29, 30 et plus. En Norvège, la chaleur est quelquefois plus forte encore, mais elle est de peu de durée.

Cette année n'a rien eu de remarquable pour ses productions.

1765.

Rien de particulier pour l'hiver. Le printemps et l'automne fort beaux. L'hiver a commencé le 6 décembre et a duré très longtemps.

1766.

Le froid de cette année est mémorable. Le printemps peu agréable.

Depuis le mois de mai jusqu'en juillet de la pluie.

Assez de grain. Foin en quantité. Vendange médiocre, mais le vin excellent.

1767.

Le froid de cet hiver a été encore plus vif que l'année dernière et a duré jusqu'au 25 janvier.

Le 12 janvier, le froid a été si vif qu'à midi par un beau soleil le thermomètre a resté à 13 degrés Réaumur (au-dessous de zéro), et à 7 heures du soir, il était à 17¹/₄.

Au commencement de février il a plu par un temps fort doux; il y avait eu près de dix mois de sécheresse.

...Peu de grain, mauvais vin et en très petite quantité.

1768.

... Le 6 janvier le thermomètre a été à 18 degrés presque et demi. C'est le froid le plus mémorable, presque de 3 degrés plus fort qu'en 1709 et 2 $\frac{1}{2}$ degrés plus fort que la congélation du sel ammoniac.

... Le 21 mars, à deux heures du matin, un petit tremblement de terre qui n'a duré qu'une ou deux secondes.

... Le 5 décembre, à 6 heures du soir, une aurore boréale assez forte. Le ciel était d'un rouge de sang jusque vers notre zénith. Il y en eut une plus belle le 28 octobre dernier qui dura depuis 6 jusqu'à 8 heures que j'ai oublié de noter.

Assez bonne récolte pour la qualité et la quantité. Peu de vin et mauvais.

1769.

Janvier fort doux ; il a tonné dans ce mois.

... 5 mars vers 6 heures du soir une belle aurore boréale.

... Froid en octobre au point que le thermomètre a été quelquefois à 4 et 5 degrés au-dessus de zéro. Du 3 au 4 octobre de la neige, le raisin encore pendant.

28 octobre, à 7 heures du soir, une magnifique aurore boréale d'un rouge très vif avec des rayons blancs jusque vers le zénith ; elle a commencé au nord et a tiré vers le couchant ; elle a duré $\frac{1}{4}$ heure.

Peu de grain, beaucoup de foin et de regain. Peu de vin, mauvais et fort cher.

1770.

... Quantité prodigieuse de neige ; il en est encore tombé en mars et avril.

... Peu de grain, peu de vin et mauvais. Beaucoup de foin et de regain.

Il y a eu cette année une cherté étonnante ; elle a commencé tout d'un coup le 20 mai.

Le froment s'est vendu pendant près d'un an 24, 30, jusqu'à 36 l., l'orge 15, 18, jusqu'à 20. Le boisseau de pommes de terre 3 l., le vin ainsi que toutes les autres denrées ont extrêmement renchéri.

La disette s'est fait sentir dans une bonne partie de l'Europe ; elle avait déjà commencé en Italie en 1764.

1771.

1^{er} janvier après-midi le baromètre à 4 degrés au-dessus du variable par le vent du midi. Le thermomètre a été au tempéré jusqu'après le coucher du soleil, et à 7 heures du soir, il était à 5 degrés au-dessus de zéro. De mémoire d'homme on ne se souvient pas d'avoir vu un premier de janvier si beau et si chaud. Il a fait toute la journée le plus beau soleil. L'hiver, jusqu'à ce jour, a été très doux...

... 11 août 8 h. $\frac{1}{4}$ du matin : le baromètre à 3 degrés au-dessus de variable, le vent au midi, il y a eu un tremblement de terre ; le mouvement n'a pas été un balancement, mais une espèce de soulèvement de bas en haut ; il n'a pas duré une seconde.

... Assez bonne récolte en grain pour la quantité et la qualité ; le grain toujours cher.

Peu de vin et de médiocre qualité. Le vinc blanc vieux ordinaire à 15 et 20, le vin rouge de 1766 jusqu'à 40.

1772.

... Avril fort froid ; beaucoup de neige. Le 20 avril, lundi de Pâques, elle a duré quelques jours et a fait beaucoup de tort aux arbres.

... L'automne le plus agréable qu'on puisse désirer.

... Une moyenne récolte ; le grain toujours cher.

La vendange généralement copieuse. En Haute et Basse-Alsace le vin est de médiocre qualité.

Il est à remarquer que quoique l'été ait été constamment chaud, le défaut de pluie a nui au raisin. D'ailleurs la pourriture a dévasté des cantons entiers.

1773.

... 17 juin, grêle mémorable aux environs de Belfort, qui a saccagé 22 bans. A Belfort, presque toutes les vitres et tuiles ont été cassées.

Les grelons d'une grosseur extraordinaire, beaucoup d'une livre.

... Une assez bonne récolte.

La vendange mauvaise pour la quantité. Le froid et les pluies du mois de juin ont fait évanouir les plus riches espérances. Le ver a causé aussi bien du dégât.

Le vin bon ; le prix entre 7 et 8 livres au pressoir.

1774.

... Le 17 janvier au soir et pendant la nuit un très violent vent du midi, vrai ouragan, des éclairs et un coup de tonnerre. Pendant la nuit il est tombé beaucoup de neige.

... Le 10 juillet à 3 heures du soir, thermomètre à près de 29 degrés au-dessus de zéro.

Tout ce mois, ainsi que le mois d'août, excessivement chaud et sec. De mémoire d'homme on n'a vu un été si continuellement chaud. Très peu d'orages.

... Le 10 septembre à 4 h. 20 m. du soir, il y a eu un petit tremblement de terre qui n'a pas duré une seconde. La direction a été du nord au midi.

... Le 5 février, dans la nuit, il y a eu un vent du midi très violent, un véritable ouragan. Le baromètre n'est cependant pas descendu au-dessous du variable. Il y a eu des éclairs et un coup de tonnerre. Vers 3 heures du matin, on a senti une très légère secousse de tremblement de terre.

... 16 juin, dans la nuit, il y a eu un fort orage. Le tonnerre est tombé sur une maison du faubourg de Bâle et y a mis le feu.

Le 26 juin, dans la nuit, il a fait un orage épouvantable, comme de longtemps on n'en a entendu ici. L'orage était au-dessous de la ville, aussi la foudre

y est-elle tombée nombre de fois, entre autres sur la collégiale, où elle s'est divisée pour suivre les fils d'archal qui répondent tant au poêle du marguillier qu'à la maison de Schidi, et pour descendre le long de la barre de l'horloge. Elle a noirci et fracassé un coin du cadran qui est dans l'église, où elle a arraché aussi une petite porte d'armoire servant aux cordes des cloches. La foudre est tombée aussi dans l'église des religieuses d'Unterlinden, où elle s'est divisée en trois globes, qui ont fait plusieurs trous et crevasses aux murs tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Pendant le même orage, la foudre est tombée à Eguisheim, où elle a incendié huit bâtiments.

Depuis ce jour, il a fait tous les jours des orages dans plusieurs parties de la province. La grêle a causé des dommages considérables, ainsi que les chutes d'eau. De mémoire d'homme il n'y a pas eu tant d'orages dangereux.

... 14 novembre : il a fait dans cette même journée du soleil, de la pluie, de la grêle, de la neige, du vent et du tonnerre avec des éclairs.

Le vin à la vendange : blanc 4 à 5 livres; rouge 6 à 7 livres.

1776.

... A Paris, plus froid pendant le mois de janvier qu'en 1709.

... 28, 29, 30 décembre, il est tombé une très grande quantité de neige. Depuis 1732, on n'en a pas tant vu, surtout dans les montagnes.

La moisson bonne.

Les vendanges médiocres pour la quantité et la qualité. Beaucoup de vignes ont été gelées dans la plaine pendant le vigoureux hiver de cette année.

(A suivre).

LA
MANUFACTURE D'ARMES BLANCHES
D'ALSACE

ÉTABLIE AU KLINGENTHAL

(SUITE)¹

CHAPITRE II
L'ENTREPRENEUR

1. L'entretien de la manufacture. — 2. La fabrication. — 3. Les droits et les privilèges de l'entrepreneur.

Après avoir traité l'histoire générale de la manufacture d'armes blanches d'Alsace nous passons à l'examen des principales institutions qui nous initieront au détail de son organisation et de son fonctionnement.

Nous étudierons en particulier la situation de l'entrepreneur, ses obligations et ses droits, le recrutement et la position économique des ouvriers et enfin les relations de la manufacture avec les communes avoisinantes.

I. L'entretien de la manufacture.

Primitivement l'entrepreneur était le maître de la manufacture. Il la gisait librement.

1. Voir la livraison de septembre octobre 1902, p. 435.

Les Lettres Patentes de Henry d'Anthès, qui l'obligeaient à établir les usines dans le courant d'une année, lui imposaient la charge de les entretenir en bon état et de les exploiter de façon à pouvoir fournir au gouvernement les armes blanches dont il aurait besoin. Mais l'Etat n'exerçait aucune surveillance régulière sur les achats de terrains et les constructions qui se faisaient.

Il ne se prononçait sur l'opportunité des acquisitions, etc., qu'au moment où la manufacture changeait d'entrepreneur. La restitution¹ qui se faisait alors de l'établissement, avait pour base une estimation, faite par experts, des bâtiments, des usines et des outils. Cette évaluation était primitivement, avec les besoins du service, la seule considération qui engageait l'entrepreneur à veiller au bon entretien de la manufacture. Le gouvernement voulait lui tenir compte des sommes qu'il aurait dépensées au-delà de celles mises à sa disposition par l'administration. D'autre part, si la manufacture avait une valeur inférieure aux avances faites par l'Etat, la moins-value devait être remboursée par l'entrepreneur.

Lorsqu'en 1736 la manufacture passa aux mains de Wolff, Jean-Philippe d'Anthès abandonna à l'Etat la somme de 48,557 livres, 7 sols, 11 deniers, que son père avait dépensée pour l'établissement au-delà des sommes mises à sa disposition. Cette offre gratuite, dont nous ignorons les motifs, modifia les limites de la responsabilité de Wolff. Le gouvernement voulut lui rembourser l'excédant, les sommes dépensées pour les constructions, soit 25.000 livres et 48.557 livres, 7 sols, 11 deniers. D'autre part, il prétendit retirer de

1. Tant que le gouvernement n'eût pas soumis l'entrepreneur à une surveillance continue et rigoureuse, il demanda un cautionnement pour la valeur dont l'entrepreneur répondait dans la manufacture, soit par cautions solidaires, soit par l'affectation d'immeubles. A partir de 1784, les droits réservés à l'inspecteur permirent au gouvernement de renoncer à tout autre garantie.

l'établissement au moins les sommes qu'il avait effectivement déboursées, soit pour les constructions, soit pour le dédommagement des ouvriers étrangers, c'est-à-dire la somme de 56.000 livres.

La manufacture ayant été évaluée en 1755 à 53.570 livres, 3 sols, les héritiers de Wolff durent rembourser la moins-value de 2.429 livres, 17 sols.

En 1765 l'établissement fut estimé à 54.208 livres, 9 sols, 4 deniers. Madame Maupetit qui assista au nom de son mari à l'estimation de la manufacture, protesta contre cette évaluation parce qu'elle ne dédommageait pas l'entrepreneur des dépenses qu'il avait faites. Il nous paraît, au contraire, étonnant que la manufacture ait pu être estimée approximativement à la valeur qu'elle avait en 1755, puisque le baron de Dietrich nous rapporte qu'elle était presque tombée en ruine pendant la guerre de Sept ans. Cette remarque est trop confirmée par les mesures prises dans la suite, pour qu'il soit permis de douter de sa justesse. Nous voyons en effet le ministre de la guerre, duc de Choiseul, s'intéresser personnellement au rétablissement de la Manufacture, et ordonner lui-même les réparations nécessaires. L'article VIII des Lettres Patentes de 1765 consacra aux travaux les plus urgents la somme de 18.000 livres à prendre sur les fonds destinés aux dépenses de l'artillerie. Cette somme s'ajouta à la responsabilité de Gau (soit 72.208 l., 9 s., 4 d.).

Le gouvernement crut en outre devoir à ce moment se réserver un droit de surveillance sur toutes les constructions qui se feraient à l'avenir au Klingenthal. L'article X des Lettres Patentes de 1765 défendit à l'entrepreneur de faire faire aucun bâtiment neuf, ni aucun changement à ceux qui existaient, « sans le consentement du Roy ». Le sévère Règlement de 1784 renchérit encore sur cette défense.

Par ces mesures le gouvernement limita tellement la liberté de l'entrepreneur et son initiative, qu'il trouva juste de prendre complètement à sa charge, par l'ar-

ticle VII des Lettres Patentes de 1786, l'entretien des bâtiments, des usines et des ustensiles.

Cependant, après avoir dû employer des sommes considérables à cette destination, l'administration rendit cette charge à l'entrepreneur. Sans déroger aux droits rigoureux qu'il s'était réservés, le gouvernement remit, dès le départ de Perrier, l'entretien de la manufacture à la charge de l'entrepreneur et y ajouta même le soin des bâtiments qu'habitaient les fonctionnaires de l'inspection. De Biszy répondait par conséquent d'une somme de 87.860 fr. 32 c.

Lors de la vente des propriétés du gouvernement au Klingenthal en 1838, la manufacture proprement dite avec le sol portant 89 maisons d'ouvriers, fut estimée à la somme dérisoire de 119.155 francs ; le bâtiment de l'inspection, à 4.200 francs. Il y eut en outre 3 hectares 53 $\frac{1}{2}$ ares de champs et de jardins qui furent évalués à 14.840 francs.

2. La Fabrication.

Le but du gouvernement français, en créant la manufacture du Klingenthal, avait été de se procurer en France les armes qui lui seraient nécessaires. Par conséquent l'entrepreneur était obligé par les Lettres Patentes de faire, de fabriquer toutes sortes d'armes blanches « à l'usage des troupes Royales, tant d'Infanterie, de Cavallerie et de Dragons que de Houssarts, « de la même qualité que celles qui se fabriquaient à « Solingen, suivant les échantillons qui en avaient été « approuvés. »

Primitivement l'administration ne s'occupait pas de la manière dont l'entrepreneur remplissait cette obligation. Sous ce rapport encore l'entrepreneur était libre. Les Lettres Patentes de 1730 se contentaient de prévoir un cas où cette obligation aurait cessé. Un théorème du mercantilisme défendant l'exportation de

matières premières pour conserver au pays la valeur de la main d'œuvre, on pouvait craindre que les gouvernements étrangers, en adoptant ce même système de politique, ne défendissent la vente de l'acier. C'est pour cette éventualité et pour le cas de guerre que l'article XII des Lettres Patentes de 1730 stipulait :
 « S'il arrivait que par force majeure ledit Henry Anthès
 « ne put tirer des païs étrangers des matières d'acier
 « pour la fabrication des dites armes blanches, et qu'il
 « ne lui en fut pas fourni par Nos ordres, comme
 « aussi qu'il n'en put pas trouver dans Notre Royaume,
 « il ne sera point obligé de continuer le travail, mais
 « seulement de Nous abandonner ladite Manufacture
 « sur le pied de l'estimation qui en sera faite... ».

Dans la suite, des mines d'acier ayant été découvertes en Alsace entre Dambach et Blienschwiller par Mackau d'Hurtigheim, cet article fut omis dans les Lettres Patentes de 1755 et 1765.

Les Lettres Patentes de 1730 exigeaient seulement que l'acier employé fût « de qualité propre pour la
 « fabrication des armes et équivalent à celui qui s'em-
 « ploye dans les Manufactures de Solingen. » Cette latitude permit à Maupetit de fournir des armes mauvaises avec de l'acier de Sarrebruck.

L'établissement ayant perdu son bon renom pendant la guerre de Sept ans, le duc de Choiseul écrivit en 1762 au Préteur Royal de Strasbourg, abbé de Régemorte, lors des pourparlers relatifs au magasin que la ville de Strasbourg devait fournir à l'entrepreneur :
 « Sa Majesté est instruite que depuis longtemps les
 « fourbisseurs de Strasbourg ont tout mis en usage
 « pour discréditer la Manufacture d'Alsace. Elle désire
 « que leur magistrat leur en impose à cet égard et
 « qu'il les excite même à se pourvoir à cette Manu-
 « facture, de celles (des armes) dont ils auront besoin
 « dans la suite pour leur commerce. »

L'abbé de Régemorte fit une enquête à ce sujet. Il constata que, Maupetit ayant employé de l'acier de

Sarrebruck, qui est de très mauvaise qualité, les troupes s'étaient plaintes amèrement des lames fournies et que, dans les marchés passés avec les fourbisseurs, elles avaient stipulé expressément que dorénavant les lames seraient tirées de Solingen et non plus de la manufacture d'Alsace.

L'inspecteur de Beauvoir obligea Maupetit à employer l'acier de Siegen. Dès ce moment, les lames ne furent plus cassantes et subirent les épreuves d'une manière satisfaisante. Pour éviter à l'avenir l'emploi de mauvais acier, on modifia le texte des Lettres Patentes lorsqu'elles furent renouvelées en 1765. Tandis que celles de 1755 avaient eu la même prescription générale que celles de 1730, l'article IV des Lettres Patentes de 1765 porte que l'entrepreneur « ne pourra
« employer l'acier à la fabrication des armes destinées
« pour Nos troupes que sur la permission que Nous
« Nous réservons de lui en accorder, après qu'il aura été
« constaté par des épreuves réitérées faites par Nos
« ordres que ledit acier est d'une qualité supérieure
« ou au moins équivalente à celui de Siegen. »

Pour empêcher complètement le renouvellement des faits qui avaient mis les troupes françaises dans un état d'infériorité marquée lors de la guerre de Sept ans, le gouvernement s'assura par le Règlement de 1784 toutes les garanties nécessaires pour assurer la prompte exécution des commandes et la bonne qualité des armes fabriquées. Il soumit tout le fonctionnement de la Manufacture à un contrôle régulier et continu.

Dès l'origine du Klingenthal, le gouvernement faisait procéder, de temps en temps, à des visites générales par des délégués du ministère de la guerre¹. En outre

1. En 1731, la manufacture fut inspectée par le général Vallière. En 1736, ce fut l'intendant de Brou (GVSS, II, p. 308) qui la visita, et en 1747, le Prévôt Albert Kuhn qui fut chargé par le Commissaire des Guerres, Gayot, de constater l'état de l'établissement à la suite de la mort de Wolff. Un dossier d'inspection daté du 23 septembre 1802 contenant un mémoire du général Macon, un état des bâtiments et un

de tout temps (« le régime canaillarchique excepté », dit le général d'Aboville), des officiers d'artillerie avaient été chargés d'une surveillance régulière. Mais les expériences faites avec les entrepreneurs amenèrent de grandes modifications dans l'organisation et dans la compétence de l'inspection.

Primitivement ces officiers résidaient à Strasbourg, et ce n'est que par suite des événements survenus sous l'entrepreneur Wolff, qu'ils furent obligés d'habiter dans les environs immédiats du Klingenthal. A partir de 1756, ils élurent domicile à Obernai, à Bœrsch et à Saint-Léonard, tout en gardant à Strasbourg un logement fourni par la ville. Enfin les irrégularités commises par Maupetit eurent pour conséquence qu'à la restauratfon de la manufacture, on bâtit au Klingenthal même une maison destinée à l'habitation des inspecteurs. Ils y logèrent à partir de 1768. Cette simple histoire du lieu de résidence des inspecteurs démontre comment de petit à petit la manufacture a été serrée de plus près par la surveillance de l'Etat. Lorsque, le premier avril 1784, un règlement nouveau codifia les pouvoirs de l'inspection, la liberté d'action de l'entrepreneur fut entravée à un tel point, que Gau préféra se désister.

Les officiers chargés de surveiller la Manufacture étaient un lieutenant-colonel (ou quelquefois un colonel) et plusieurs capitaines. On choisissait en outre

rapport du général de la Riboisière, se trouve au Ministère de la Guerre, de même qu'un autre du 20 novembre 1810 et un troisième de 1818. Le dernier contient un mémoire du général d'Anthouard avec un rapport du commandant Krantz, tandis que le mémoire de 1810 est du général d'Aboville et le rapport du commandant Marion.

1. Le Précis historique de 1810 donne la liste suivante des inspecteurs employés au Klingenthal depuis 1756 :

de Champagny, lieutenant-colonel d'artillerie, jusqu'en 1758 ;

de Chateaufort, lieutenant-colonel, du 1^{er} janvier 1759 au 1^{er} mars 1761 ;

de Beauvoir, lieutenant-colonel, de 1761 au 16 octobre 1765 ;

de Saint-Mars, lieutenant-colonel, de 1765 au 1^{er} avril 1767 ;

de Manson, chef de brigade, de 1767 au 1^{er} mars 1769 et en

parmi les meilleurs ouvriers des contrôleurs ou reviseurs qui assistaient ces fonctionnaires et procédaient à la partie technique de l'inspection. Ils étaient tenus de se conformer à tout ce qui leur était prescrit par l'inspecteur ou par les officiers et devaient rendre compte journallement au premier de ce qui intéressait le service. On comptait au moins un capitaine pour deux cents ouvriers et un contrôleur pour cent.

En 1810, les trois capitaines chargés de l'inspection de la manufacture restaient six mois de suite dans la même partie. La surveillance était partagée de façon à les occuper à peu près autant l'un que l'autre : au moins ancien revenait la surveillance des ouvriers dans les boutiques des villages voisins, la vérification des calibres et des matières qui étaient chez ces ouvriers, la police des compagnons, apprentis et surtout des conscrits qui n'étaient pas tous très assidus au travail ; au second, les essais et la réception des matières, leur distribution, la surveillance des raffineurs, l'entretien des usines et la police intérieure du village ; au troisième, la recette des armes noires et blanches, la vérification des livrets, la distribution de l'ouvrage aux maîtres, l'appel des compagnons et apprentis qui venaient tous aux recettes avec leurs maîtres, enfin la surveillance des contrôleurs dont il fallait assurer la sévérité et la justice.

qualité de lieutenant-colonel jusqu'au 1^{er} septembre de la même année ;

de Bonnal, lieutenant-colonel, jusqu'au 1^{er} janvier 1773 ;

de Collonge, lieutenant-colonel, jusqu'au 1^{er} décembre 1774 ;

d'Orgeans, lieutenant-colonel, jusqu'au 1^{er} septembre 1776 ;

de Belleville, lieutenant-colonel, jusqu'au 1^{er} janvier 1780, et en qualité de colonel jusqu'au 1^{er} juin 1781 ;

de Givry, capitaine en premier, de 1781 à 1787 ;

Prenut, par intérim, capitaine, en 1787 ;

de Jucherau, de 1787 à 1791 ;

de Cabanes, de 1791 à 1793 ;

Manton, inspecteur civil ; Le Vavas seur ; Ché rer ; Marion, chef d'escadron ; Alny (sans dates).

La liste est en partie corrigée ou complétée d'après un état extrait du registre de la Chambre du Logement de Strasbourg.

Pour avoir une garantie que les contrôleurs ou reviseurs procédaient consciencieusement aux examens et aux visites dont ils étaient chargés, il leur était défendu de changer de poinçon sans ordre de l'inspecteur. Les officiers, ayant une empreinte en plomb de chaque poinçon, pouvaient facilement reconnaître le reviseur qui avait fait la recette. Celui-ci demeurait personnellement responsable du prix des armes et des pièces d'armes qu'il avait reçues et qui étaient ensuite reconnues rebutables par l'inspecteur.

La surveillance de l'Etat ne négligeait pas le moindre détail du fonctionnement de la manufacture. Depuis l'arrivée des matières premières jusqu'à la dernière goutte d'huile dont on graissait l'arme finie avant de l'emmagasiner, depuis l'enrôlement des ouvriers et leur occupation jusqu'à leurs dettes de cabaret et leur vie privée, rien n'échappait au contrôle des chefs militaires.

L'entrepreneur était obligé d'avoir toujours un approvisionnement suffisant pour au moins trois mois d'un travail suivi. Quand des commandes de commerce l'obligeaient à prendre des matières parmi celles reçues et destinées au service du gouvernement, il devait préalablement prévenir l'inspecteur de la quantité des matières dont il voulait faire usage, et des précautions qu'il prenait pour leur remplacement, afin d'éviter tout retard dans les fournitures à faire au gouvernement.

L'examen des matières premières se faisait par deux ouvriers en présence d'un contrôleur, d'un officier et de l'entrepreneur ou de son préposé. Un procès-verbal signé par ceux qui avaient assisté à la visite, était remis à l'inspecteur. Les matières reconnues bonnes étaient marquées du poinçon d'acceptation et déposées dans un magasin. La porte de ce dépôt était à deux clefs dont l'une restait entre les mains de l'inspecteur et l'autre entre celles de l'entrepreneur.

La distribution des matières ainsi éprouvées se faisait à des jours et heures désignés par l'inspecteur et toujours en présence d'un employé du gouverne-

ment. Toutes les fois qu'il entraît dans les magasins ou qu'il en sortait des matières, il était remis à l'inspecteur un état signé par le contrôleur et l'entrepreneur ou son préposé, et constatant la quantité des matières entrées ou sorties, afin que l'inspecteur pût toujours avoir connaissance des approvisionnements existants.

Les matières qui ne pouvaient être employées qu'après avoir été reçues à l'examen étaient le cuivre, la houille, la tôle et le fer qui devait être scrupuleusement éprouvé à chaud et à froid. Enfin les expériences faites pendant la guerre de Sept ans expliquent que l'acier ait été soumis à une visite toute spéciale. L'entrepreneur était obligé d'instruire l'inspecteur de tout convoi d'acier arrivant au Klingenthal. Le règlement ne se contentait pas du premier examen. Il voulait que le raffinage fût suivi par un contrôleur et même par un officier chargé particulièrement de ce soin par l'inspecteur. L'acier raffiné était de nouveau présenté à la visite du contrôleur qui examinait si les barres étaient bien soudées, si elles n'offraient ni doublures, ni criques, etc. On obtenait ainsi la garantie la plus sérieuse pour la bonne qualité de cette matière. Car toutes les barres qui à l'inspection étaient reconnues mauvaises, comme celles qui étaient criqueuses, brûlées, etc., étaient mises au rebut, et il était sévèrement défendu à l'entrepreneur de les délivrer et aux raffineurs de les employer pour la fabrication des armes. Il en était de même lorsque les raffineurs, après avoir étiré l'acier brut en languettes, en trouvaient des morceaux qui ne pouvaient entrer dans la composition de leurs troussees sans y occasionner du tort, et quand les ouvriers, en employant l'acier raffiné, y découvraient des défauts qui n'avaient pas pu être aperçus à la première visite.

L'inspecteur dirigeait tout le travail en imposant le type des commandes. Lorsque le gouvernement voulait faire fabriquer des armes d'une nouvelle espèce, l'inspecteur faisait exécuter par l'entrepreneur un modèle

qu'il adressait au directeur général des manufactures pour que celui-ci le fit approuver par le premier inspecteur général et par le ministre, s'il y avait lieu. Aussitôt que le modèle approuvé était renvoyé à l'inspecteur, celui-ci en faisait faire deux autres semblables par l'entrepreneur et adressait les trois au ministre de la guerre qui apposait son cachet sur chacun d'eux. L'un était remis au dépôt général de l'artillerie, les deux autres étaient renvoyés à l'inspecteur qui en gardait un pour lui servir de titre comparatif pour les armes qu'il avait à examiner. Le troisième enfin était remis à l'entrepreneur.

Ce dernier était tenu de fabriquer un modèle semblable pour chaque maître-ouvrier qui devait travailler à la fabrication des armes commandées. Mais ces types n'étaient remis aux ouvriers qu'après avoir été examinés par l'inspecteur et reconnus d'une conformité exacte au premier modèle. L'inspecteur y apposait son poinçon. Il marquait de la même façon les calibres, mandrins, filières, tarauds, etc., dont se servaient les ouvriers et que l'entrepreneur était tenu de leur fournir.

Le travail lui-même était l'objet d'une surveillance continue de la part des fonctionnaires du gouvernement. Les contrôleurs étaient spécialement chargés de l'instruction des ouvriers. Pendant des tournées, qu'ils devaient faire le plus souvent possible, ils visitaient les ouvrages, faisaient travailler en leur présence pour s'assurer par eux-mêmes si les ouvriers employaient les meilleurs procédés, et dans le cas où ils ne les employaient pas, les contrôleurs devaient les leur faire connaître, l'outil à la main. Ils devaient s'assurer si les calibres, mandrins, filières, etc., dont les ouvriers se servaient journellement, n'étaient point altérés par l'usage, et dans ce cas, en faire faire de nouveaux. Les ouvriers étaient obligés de suivre strictement ce qui leur était prescrit par les reviseurs.

A côté de ce contrôle, les officiers eux-mêmes devaient aller fréquemment dans les boutiques voir

travailler les ouvriers, et l'inspecteur de son côté devait les visiter le plus souvent possible.

Chaque ouvrier était tenu de faire visiter les pièces qu'il avait fabriquées. Aucune arme noire ne passait au raffinement, à l'aiguiserie, à l'usine des monteurs sans avoir été examinée par les contrôleurs. Or ceux-ci devaient avoir la plus grande attention à ne laisser échapper aucun défaut rendant inutile le travail des ouvriers qui devaient continuer la fabrication de l'arme. Les pièces ayant des défauts réparables étaient marquées, de chaque côté du défaut, d'un léger trait de lime et rendues à l'ouvrier pour qu'il y remédiât. Celles jugées irréparables étaient marquées d'un coup de marteau dont l'impression était assez profonde pour que l'ouvrier ne pût plus les représenter sans qu'elles fussent reconnues.

La fabrication des baïonnettes était soumise à sept visites successives.

L'examen des douilles à baïonnettes présentées par le forgeron avait pour objet de constater si elles étaient conformes au modèle et si elles n'avaient pas de défaut essentiel. Le contrôleur s'assurait qu'elles étaient bien soudées et assez fortes pour être mises à leur juste dimension avant qu'elles ne fussent passées au foreur.

Un nouvel examen les attendait quand elles sortaient des mains de cet ouvrier.

Les lames forgées et soudées aux douilles étaient présentées à un reviseur qui en vérifiait toutes les dimensions.

Après avoir été trempées et aiguisées, les baïonnettes devaient avoir l'élasticité nécessaire. Pour s'en assurer, un reviseur les faisait ployer dans les deux sens sur un mentonnet de 12 lignes de hauteur, placé sous le milieu de la longueur de la lame, la pointe étant assujettie à la même hauteur et l'autre extrémité de la lame devant venir toucher la planche sur laquelle le mentonnet était fixé. On vérifiait en outre si ces lames avaient toutes les dimensions prescrites, si elles

étaient bien soudées à la douille et si elles n'avaient aucun défaut, tel que doublure, travers, etc., qui pût nuire à leur solidité.

Lorsqu'il s'agissait de l'examen des baïonnettes finies, le contrôleur constatait si les entailles étaient placées avec une exacte précision, si l'intérieur de la douille avait le diamètre qu'il devait avoir. Il examinait si la virole avait toutes ses dimensions, si elle posait exactement sur son embâse, si elle tournait uniformément et sans ressaut, si sa vis était bien taraudée, ainsi que son écrou, si le pivot d'arrêt était bien et solidement placé, si le coude était arrondi aux proportions prescrites ; enfin il vérifiait de nouveau si la lame n'avait pas quelque défaut qui aurait échappé au premier examen.

La recette des fourreaux n'avait lieu que quand ils avaient les dimensions prescrites, quand le cuir était fort et de bonne qualité et la couture bien faite.

Enfin les baïonnettes acceptées par les contrôleurs étaient soumises à l'examen de l'inspecteur ou des officiers à ses ordres. Celles auxquelles on ne reconnaissait aucun défaut, étaient reçues définitivement et marquées¹ du poinçon de l'inspecteur, portant la lettre initiale de son nom.

Le contrôle auquel était soumis la fabrication des sabres, n'était pas moins minutieux.

Les forgeurs de lames présentaient les armes noires à la visite du reviseur. Celui-ci en examinait les dimensions de la soudure de la soie et s'assurait que le fer ne s'étendait pas au-delà de 18 lignes sur la lame, etc.

Après que les lames avaient été trempées et aiguisées, le reviseur s'assurait si elles n'avaient aucun défaut contraire à leur solidité, tel que traverses, doublures, notamment sur le tranchant. Elles étaient ensuite fouettées vigoureusement deux fois de chaque côté sur un

1. Cette marque définitive se mettait, pour les baïonnettes, sur le coude ; pour les lames de sabres, sur le talon près de la soie, et, pour les sabres montés, sur la branche ou sur la coquille et sur le fourreau.

billot de bois de chêne, très uni, de 30 pouces environ de hauteur, de 18 pouces de diamètre à sa base et de 12 pouces à la partie supérieure.

Pour constater l'élasticité des lames longues, on les ployait sur les deux sens d'après un procédé prescrit dans tous les détails par le règlement.

Pour les lames à deux gouttières, on avait adapté au mur une planche de 4 pouces et demi de large, à deux pieds de terre. A terre, il se trouvait une seconde planche contigue au mur, et, sur celle-ci, une tringle en bois éloignée de trois pouces du mur. On plaçait la pointe de la lame sur la planche inférieure contre la tringle, et on appuyait ensuite fortement sur la soie pour faire ployer la lame jusqu'à ce qu'elle touchât le mur. Chaque fois qu'elle était ployée, le reviseur constatait si elle n'était pas faussée.

On devait se servir d'un appareil semblable pour la lame évidée, mais la planche qui devait être placée à deux pieds de terre, au lieu d'avoir quatre pouces et demi, devait en avoir cinq et demi.

Cette épreuve prescrite par le règlement était considérée comme insuffisante au Klingenthal. On la remplaça par une autre plus forte, qu'en 1810 le général d'Aboville proposa d'approuver. Il se prononçait dans le même sens au sujet de l'épreuve du dos et du tranchant sur le bloc, laquelle était usitée au Klingenthal sans qu'elle fût prescrite par le règlement.

Les lames qui restaient faussées ou arquées, étaient marquées sur la soie du poinçon du contrôleur et remises au trempeur pour être retrempées. Après avoir ensuite été polies par l'aiguseur et représentées au magasin de réception, elles subissaient une nouvelle épreuve. Celles qui se trouvaient encore faussées, étaient cassées à la pointe, d'environ un pouce, parce qu'il était démontré qu'elles étaient faites avec des matières de mauvaise qualité. Enfin les lames reçues par les contrôleurs étaient de nouveau soumises à un examen par l'inspecteur ou les officiers. Les pièces de monture,

les poignées et les fourreaux, subissaient des épreuves analogues.

Les sabres montés étaient examinés séparément par le contrôleur et par l'inspecteur ou les officiers. Il fallait s'assurer si les montures étaient limées convenablement, si les soies étaient bien rivées, si la coquille ou la croisée portait bien à plomb sur les épaulements du talon de la lame, si la rivure de la soie était assez serrée pour que rien ne ballotât dans la monture, si toutes les pièces avaient les proportions qu'elles devaient avoir et n'avaient ni soufflures ni gerçures, si les garnitures présentaient la solidité convenable et étaient bien assujetties.

Les pièces d'armes et les armes reçues étaient déposées au magasin du gouvernement. Un garde d'artillerie, qui avait toujours la clef de ce dépôt, en était responsable. Il lui était surtout défendu de délivrer des pièces ou des lames à des ouvriers sans constater la présence des deux poinçons, celle du reviseur et celle de l'inspecteur.

L'article XI des Lettres Patentes de 1730 stipulait :
 « Le dit Henry Anthès sera en outre tenu, ainsi qu'il
 « s'y soumet et oblige, de fournir et livrer dans ladite
 « Manufacture les armes blanches pour le Service de
 « Nos Troupes, à un dixième de moins que ce qu'elles
 « se vendront à Solingen, sans que par le défaut de
 « débit, il puisse prétendre de nous aucun dédommage-
 « ment ni indemnité ».

Cet article ne fut pas observé strictement. Les entrepreneurs cherchèrent au contraire à augmenter les prix et se servirent, à cet effet, notamment d'un droit de trente pour cent dont le Conseil d'Etat avait imposé les armes étrangères.

Bien que ce droit n'eût point pour objet « un impôt
 « sur les lames des troupes du Roy, mais uniquement
 « l'établissement du débit de la Manufacture d'Alsace »,
 comme dit l'abbé de Régemorte dans son rapport sur l'enquête faite en 1762, Maupetit faisait le compte suivant :

« 1° il portait le prix des lames eu égard à leur valeur
« à Solingen ; 2° le port de Solingen à Strasbourg y
« compris les droits que les fourbisseurs paiaient à la
« douane de Strasbourg ; 3° le droit de trente pour
« cent porté par l'arrêt sur l'introduction des lames
« venant de l'étranger », et en additionnant ces trois
valeurs, il arrivait à la somme qu'il se faisait payer par
l'Etat. A l'appui de cette assertion, l'abbé de Rége-
morte dresse un état à six colonnes contenant :

la première : le prix des lames à Solingen en argent
d'empire ;

la seconde : leur prix en argent de France ;

la troisième : les frais de voiture des dites lames de
Solingen à Strasbourg et les droits que les fourbisseurs
payaient à la douane de cette dernière ville ;

la quatrième : le droit de trente pour cent établi
par arrêt sur les lames venant de l'étranger ;

la cinquième : le total du prix auquel revenaient
les lames que les fourbisseurs faisaient venir de Solingen ;

la sixième : le prix que demandait Maupetit pour
les lames qu'il vendait aux fourbisseurs.

*Voici ce docu-
ment :*

	Argent d'empire fl	Argent de France fl s d	Voiture et douane fl s d	30% fl s	Total fl s d	Prix de Maupetit fl s
La douzaine de lames de grenadiers	8.45	19 7	1 4	4 4	24 15	23
La douzaine de lames de dragons	8.36	18 15	1 4	4 4	24 3	24 10
La douzaine de lames de caval. à dos à 33 ponces.	9.50	21 13	1 4	5 8	28 5	25 4
La douzaine de lames de caval. à dos à 36 ponces.	12.24	27 5	1 4	6	34 9	33
La douzaine de fleurets .	3.—	6 12	12	1 4	8 8	8
La douzaine de lames plates ordinaires . . .	5.—	11	18	1 4	13 2	16
La douzaine de lames vidées	6.20	13 16 4	18	2 10	17 4 4	16
La douzaine de lames de couteaux de chasse . .	4.50	10 11	18	1 16	13 5	12
Une lame vidée dorée à l'ordinaire	0.57	2	1 6	4	2 5 6	3
Une douzaine de balou- nettes pour fusil . . .	4.—	8 16	28		9 4	12
Une douzaine de lames de hussards	10.—	21	1 4	4 16	27	28 16
Une douzaine de lames à dos étroits	8.—	17 12	1 4	3 12	22 8	21
Une douzaine de lames de soldats à dos . . .	4.—	8 14	18	2 8	11 10	12
Une douzaine de lames pour les suisses . . .	4.24	9 12	18	2 8	12 18	13 10

On voit par cet état que parmi les quatorze espèces de lames qui y sont énumérées, sept étaient vendues par Maupetit à un prix qui dépassait celui auquel on pouvait acheter à Strasbourg les mêmes lames fabriquées à Solingen, et que pour les sept autres les prix de Maupetit n'étaient pas sensiblement inférieurs à ceux auxquels revenaient les lames analogues de Solingen.

Aussi le gouvernement, pour ne plus être exploité par l'entrepreneur du Klingenthal, voulut soumettre Maupetit à une taxe, et ordonna, dans ce but, une enquête minutieuse sur les prix auxquels revenaient les armes de Solingen vendues à Francfort.

Il parut cependant plus simple, dans la suite, de passer un marché à forfait chaque fois que le gouvernement avait besoin d'armes. Par suite de l'introduction du Règlement de 1784, du temps de l'entrepreneur Perrier, le prix des sabres et des baïonnettes fut fixé en commun par les officiers, les contrôleurs (!), les ouvriers (!), et l'entrepreneur. On accordait à ce dernier 5% de ses avances et 10% de la valeur des armes qu'il fournissait.

L'entrepreneur de Biszy (1797-1801) passa de nouveau à forfait les marchés concernant les commandes du gouvernement. Mais lorsque la manufacture passa aux mains de Julien Coulaux, on rétablit le Règlement de 1784, tout en augmentant le taux du bénéfice à 20%. Enfin lors du renouvellement du bail de Coulaux en 1809, on fixa à 25% le bénéfice quand le montant des commandes serait au-dessous de 300.000 francs.

3. Les droits et les privilèges de l'entrepreneur.

Pour favoriser l'établissement et le développement de la nouvelle industrie, le gouvernement accorda à l'entrepreneur des privilèges qui devaient faciliter le travail.

L'article VI des Lettres Patentes de 1730 avait pour but d'assurer à l'entreprise les matières premières au

compte le plus avantageux : « S'il se trouve en Notre
« province d'Alsace des mines d'acier de qualité propre
« pour la fabrication des dites armes et équivalent à
« celui qui s'emploie dans les Manufactures de Solin-
« ghen, permettons audit Henry Anthès d'en tirer et
« fondre, et d'établir à cet effet les usines nécessaires,
« comme aussi de fouiller pour tirer les charbons de
« terre et autres matières propres pour l'exploitation
« de ladite Manufacture, le tout en dédommageant les
« propriétaires des terres... »

C'est grâce à cet article que l'associé d'Anthès et de Wolff, Mackau d'Hurtigheim, fit des recherches qui amenèrent la découverte d'acier dans les environs de Dambach et la création de la « Manufacture Royale d'Acier d'Alsace » ¹.

Une autre stipulation des Lettres Patentes assurait encore à l'entrepreneur l'acier nécessaire pour les commandes de l'armée : « En cas que Nous jugions à
« propos de faire une provision d'acier dans Notre ville
« de Strasbourg, il en sera délivré audit Henry Anthès,
« en telle quantité que Nous estimerons convenable
« pour la fabrique des armes blanches destinées pour
« Nos troupes seulement, à charge et condition par lui
« de payer la quantité dudit acier qui lui sera délivré,
« ou d'en tenir compte au prix courant sur les fourni-
« tures d'armes qu'il fera pour Nos troupes sans pou-
« voir en augmenter le prix. »

En outre, des ordonnances de l'intendant d'Alsace et plus tard les Lettres Patentes de 1765 accordaient à l'entrepreneur le bois d'affouage et les tuiles pour les constructions à faire, de même que le bois de chauffage nécessaire.

Enfin les idées de l'époque admettaient encore une

1. Lettres Patentes du 8 avril 1737, enregistrées le 28 mai 1737. (Ordonnances d'Alsace, II, p. 159) Voyez au sujet de cet établissement : (Bazin) Traité sur l'acier d'Alsace, ou l'art de convertir le fer de fonte en acier. Strasbourg, 1737.

autre disposition qui garantissait le fonctionnement régulier de la manufacture, en assurant à l'entrepreneur le travail exclusif de ses ouvriers : « Défendons pareillement à toutes personnes de quelque condition et de quelque qualité qu'elles soient, de débaucher, sous quelque prétexte que ce soit, les ouvriers qui seront employés dans la dite Manufacture, à peine aussi de trois mille livres d'amende... et de punition plus sévère s'il y échoit ».

En créant la manufacture d'armes blanches, Henry Anthès s'était obligé à fournir aux troupes royales les armes blanches prises à l'établissement, à un dixième de moins que ce qu'elles se vendaient à Solingen. Le gouvernement ne voulant pas garantir un minimum de commandes, Anthès ne pouvait prétendre à aucune indemnité pour défaut de débit. Sans prendre d'engagement sur ce point, l'administration chercha par d'autres moyens à assurer la prospérité de l'établissement. C'est le commerce libre, favorisé par des privilèges, qui devait soutenir la manufacture quand les commandes du gouvernement étaient faibles.

Le principal de ces droits était le monopole qui fut accordé à Henry Anthès pour la fabrication d'armes blanches en Alsace. Les Lettres Patentes faisaient défenses de créer dans la province un établissement pareil à celui du Klingenthal et d'y fabriquer des armes blanches, sous peine de confiscation des matières et des armes et, en outre, de dix mille livres d'amende. Cette amende était applicable : un tiers à l'Etat, un tiers aux hôpitaux des lieux du débit et l'autre tiers au profit de l'entrepreneur lésé.

Ce monopole qui devait durer 30 années à partir du jour (30 décembre 1730) de l'enregistrement des Lettres Patentes du 15 juillet 1730, passa aux nouveaux entrepreneurs, lorsque Wolff et Mackau d'Hurtigheim acquirent l'établissement en 1736. Par contre, en 1755 et en 1765, les Lettres Patentes renouvelèrent le monopole pour trente nouvelles années, avant l'ex-

piration de celui accordé par les précédentes. Après 1765, il n'y eut plus de renouvellement.

Pour faciliter le commerce, l'article IV des Lettres Patentes du 15 juillet 1730 accordait encore à l'entrepreneur un entrepôt gratuit à Strasbourg (il en eut bientôt un autre à Paris): « Nous ferons donner les « ordres nécessaires pour qu'il soit fourni audit Henry « Anthès gratuitement dans Notre ville de Strasbourg « des magasins suffisants pour y mettre, par forme « d'entrepôt, des provisions d'acier et de fer, ainsi que « les armes blanches qui seront fabriquées dans ladite « Manufacture. »

Enfin le commerce du Klingenthal devait surtout être favorisé par les privilèges douaniers qui étaient accordés à l'entrepreneur. Il jouissait non seulement de l'exemption des droits d'entrée sur les matières premières, mais il pouvait aussi envoyer ses armes en franchise dans tout le royaume de France. Il était donc dispensé non seulement de la ferme d'Alsace, mais aussi des cinq grosses fermes.

Voici la teneur de l'article VIII des Lettres Patentes du 15 juillet 1730, qui accordait cette faveur : « Voulons « et entendons que les fers, aciers ¹, bois et charbons « qui seront employés dans ladite Manufacture, soient « exempts à l'entrée des droits de la ferme d'Alsace « et autres généralement quelconques dans l'étendue de « ladite Province et que les armes ² que ledit Henry « Anthès fournira pour nos troupes et qu'il leur en- « voyera sur les ordres qu'il en recevra de Notre part « par le secrétaire d'Etat et de Nos commandements « ayant le département de la guerre, soient aussi exempts « de tous droits, à l'effet de quoi il lui sera expédié « Nos passeports nécessaires ; permettons en outre audit « Henry Anthès de faire passer et transporter annuellement « dans telles provinces de Notre royaume que bon lui

1. Les Lettres Patentes de 1786 ajoutent : « Cuivres ».

2. 1786 : « Armes, outils et autres objets ».

« semblera ¹, aussi sans payer aucuns droits, jusqu'à la
 « quantité de six milliers pesants d'ouvrages fabriqués
 « en lames ordinaires d'épées et en couteaux de chasse
 « pour le service du public, à l'effet de quoi il lui sera
 « pareillement expédié des passeports de Nous jusqu'à
 « ladite quantité seulement, sans que lesdites franchises
 « et exemptions puissent avoir lieu pour aucuns autres
 « outils, soit de fer ou d'acier, qu'il sera loisible audit
 « Henry Anthès de faire fabriquer dans ladite Manu-
 « facture en donnant néanmoins la préférence à la
 « fabrique des armes nécessaires pour Notre service. »

Par les Lettres Patentes de 1765 le privilège relatif aux armes de commerce fut étendu aux fleurets et aux armes exportées à l'étranger.

Si l'article que nous avons cité, fixait une quantité de six milliers pesants, ce n'était pas pour limiter l'exemption à cette somme, mais uniquement pour déterminer la quantité pour laquelle il fallait expédier des passeports et qui équivalait au maximum de la production. Car lorsqu'en 1765 la manufacture fut restaurée de manière à être capable d'une plus grande production, le contingent des armes affranchies de tout droit fut porté par les Lettres Patentes au poids de dix milliers pesants, et le baron de Dietrich raconte qu'avant la retraite de Gau le commerce était tellement florissant que la franchise de vingt milliers pesants accordée par arrêt du Conseil ne suffisait plus pour la totalité de la vente qui se faisait aux marchands.

Nous avons déjà dit que, pour protéger l'industrie des armes blanches contre la concurrence étrangère, le Conseil d'Etat mit sur les lames importées un droit de trente pour cent, et à quel abus cette protection avait donné lieu.

Primitivement, tout en étant obligé de donner la préférence aux commandes du gouvernement, l'entre-

1. 1786 : « Ou chez l'étranger ».

preneur restait libre de fabriquer des armes pour le public. Ayant même reconnu qu'à certaines époques les commandes de l'État ne suffisaient pas pour entretenir un travail régulier et continu dans la manufacture, et qu'à ces moments la vente aux commerçants devait soutenir l'établissement, le gouvernement faisait examiner les armes de commerce par ses propres contrôleurs et en garantissait la bonne qualité.

Cependant les armes destinées à des particuliers n'étaient le plus souvent que des objets de parade pour lesquels la garantie de l'État était superflue. Aussi le Règlement du 1^{er} avril 1784 défendit aux contrôleurs du roi d'inspecter les lames de commerce, l'entrepreneur devant avoir pour cet objet un contrôleur particulier.

Le Règlement admettait cependant une exception :
« Le gouvernement ne voulant point compromettre la
« réputation de sa manufacture veut que toutes les
« armes que l'entrepreneur serait autorisé par lui à
« fabriquer pour le compte des puissances étrangères,
« soient soumises aux mêmes visites, épreuves et exa-
« mens que celles destinées pour son service. »

Il fut interdit en outre à l'entrepreneur de fabriquer des lames de commerce sans l'agrément de l'inspecteur et d'employer, à cet effet, des ouvriers qui seraient occupés par des commandes de l'État.

Cette défense fut rigoureusement appliquée et de fréquentes visites chez les ouvriers devaient en constater l'observation. Le commerce du Klingenthal en subit un grand préjudice. A en croire le baron de Dietrich, il cessa presque complètement. Cet auteur nous rapporte que la concurrence de Gau avait fait tomber le prix des lames de fabrique étrangère de 33 livres 10 sols la douzaine à 12 livres 10 sols. Il y ajoute cette réflexion caractéristique pour l'école d'économistes dont il faisait encore partie : « M. Gau avait par conséquent
« diminué de deux tiers l'exportation en argent que ce
« commerce faisait sortir du royaume; cette concu-

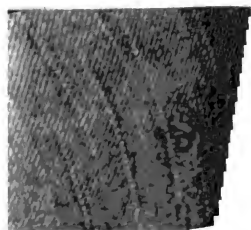
« rence n'existant plus, les fabriques étrangères ont déjà
 « rehaussé leur prix qui, si l'on en croit les négociants,
 « ne tardera pas à revenir à l'ancien taux.

Pour donner une idée complète de la situation de l'entrepreneur, il faut encore ajouter qu'il jouissait de certains droits d'honneur. Les Lettres Patentes lui permettaient d'avoir à la Manufacture des gardes vêtus des livrées royales et de mettre, sur la porte principale de l'établissement, l'inscription « Manufacture Royale d'Armes Blanches ». Si ce dernier privilège ne devait pas paraître d'une très grande importance, il faudrait se rappeler quelle envie il excita chez les fabricants de Solingen et avec quelle humble dévotion ils sollicitèrent de Napoléon la grâce de pouvoir se nommer « Manufacture impériale et royale du Grand-duché de Berg ».

Le sceau de la manufacture du Klingenthal portait l'écusson de France avec la couronne et l'inscription : « Manufacture Royale d'Armes Blanches d'Alsace ». Quelquefois l'écusson, encadré par les colliers des ordres royaux ou seulement par celui de l'ordre militaire de Saint-Louis, reposait sur une panoplie d'armes de tout genre.

(*A suivre.*)

PAUL-ALBERT HELMER.



LES TROUBLES DE LANDSER

IL Y A QUELQUE CENT ANS

(FIN) ¹

Enterrements accidentés. — Vengeance de Fleuron. — Le renard est refait. — Le chroniqueur lui donne le coup de grâce. — Procès. — Les écoles. — Nerwag et le nonce du pape. — Le sous-préfet met Fleuron à la raison. — *Cineries et ossa*.

L'inculpé riposte, narquois : « Quelle histoire me faites-vous là ? Quelle antienne me chantez-vous ? » Et il aborde de front les articles de la plainte et, subtil, les démolit pièce à pièce. Il épilogue plaisamment, chicane par instants et raille : il est gai. Tout d'abord il se défend d'être entré dans des détails familiers sur la vie privée de son adversaire, et d'avoir trahi le secret de ses frasques passées. Il y a malentendu, voilà tout. D'ailleurs pourquoi se serait-il fait scrupule de répéter que, du temps qu'il desservait la cure de Riedisheim, Fleuron avait envoyé sa servante en France, y apprendre la langue du pays et la cuisine ? C'est le secret de Polichinelle. Eh quoi, où est le mal ? Le fait démontre tout uniment qu'il a fine gueule et goûte la fine littérature. En ce triste monde, pour distraire ses misères et relever son courage, ne faut-il pas que l'humaine nature trouve de ces compensations ? Le tout est de se les pouvoir payer. En conscience, ce ne sont

1. Voir la livraison de septembre-octobre 1902.

là propos légers, babioles qui ne valaient pas la peine d'être relevées. Et c'est sur ces frêles assises qu'on se fonde pour le molester, lui, si pacifique, lui, à qui toutes ces histoires déchirent l'âme ! Ah ! que ce monde est donc plein de méchanceté ! Pour le reste c'est tout simplement un ramassis de ragots. Il ne se cache pas d'avoir pensé, un peu haut à vrai dire, que « Fleuron n'était pas un prêtre catholique, que c'était un persécuteur des chrétiens, et qu'il valait mieux pour être un poteau de latrines que d'une chaire pastorale ». Il parle à cœur ouvert, qu'on lui rende cette justice ! Mais que diantre ! Tout cela est-il vrai ou non ? Et si cela est vrai, comme chacun sait, y a-t-il là de quoi le condamner à la réparation qu'exige le féroce plaignant ?

Durant ces malignes explications la mine de Fleuron s'est refrognée ; ses sourcils se sont froncés. Il replique, vif et verbeux, et sa main commente sa parole d'un geste de prédicateur fulminant : « Il convient, vous l'avez entendu, il convient ! Et cela suffirait sinon pour le faire pendre, du moins pour lui valoir condamnation. Mais la qualification de taureau et de cheval entier ? Ah ! il l'oublie celle-là et n'en souffle mot, et pourtant, l'écervelé la lançait à pleine bouche, devant un auditoire trop enclin déjà à la malice. Et sa calomnie relative à la vie scandaleuse que j'aurais menée à Riedisheim ? Voilà qui doit donner aux paroissiens une fière idée de leur pasteur. N'est-il pas criminel, au milieu de la crise que traverse présentement la commune, de déprécier la cure, où se rattachent les fils qui font mouvoir petits et grands, d'atteindre le ministre de Dieu dans son prestige, et de détruire son empire, cet empire que doivent subir tous les esprits sans exception et dont aucun ne devrait se défendre. Hélas ! combien de couards n'ont-ils déjà passé au parti de la trahison ! Tout cela confond la raison. Mais qu'on aille aux informations et l'on verra ce que valent ces malveillantes affirmations ! » etc., etc. Il conclut enfin en priant le

juge de ne pas mettre sa lunette au point de vue de Wintzer, mais de confondre le garnement par une sévère application de la loi. Après avoir oui l'une et l'autre partie et après prudente recollection, ayant délibéré en lui-même et tiré conseil du plus profond de sa conscience, le juge confesse qu'il n'y voit goutte et prononce qu'il n'est pas suffisamment édifié par ces divulgations. « Sur quoi, nous, juge de paix, considérant que les parties sont contraires en faits, lesquels le sieur demandeur offre de prouver, considérant que la preuve étant admissible, c'est le cas d'admettre le sieur demandeur à la preuve desdits faits. Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, après qu'il a été posé en fait par le sieur demandeur que le Jeudi, 23 courant, le défendeur a dit en présence de plusieurs personnes et devant des enfants, que le sieur demandeur était un taureau, un cheval entier, qu'il menait une vie scandaleuse, et la même qu'il avait menée à Riedisheim, soutenu le contraire par le défendeur, avons permis aux parties de faire preuve respective desdits faits par devant nous, le jeudi prochain, 6 Juin, pour les enquêtes faites et rapportées, être statué qu'au cas il appartiendra, dépens réservés ».

Le 6 juin, les deux parties recomparaissent, flanquées cette fois de témoins. Voici Noll, journalier ; le laboureur François Altenbach ; Xavier Noll, tonnelier ; voilà le sexe faible et bavard, représenté par Thérèse Lussy et Thérèse Noll, femme d'Ignace Matterer. Ce sont tous, hélas ! témoins à charge, et le malheureux Wintzer se voit déjà prêt à être embroché : il devient pensif. Cependant le juge, dans une phrase arrondie et rassurante, fait comprendre aux témoins que ce n'est ni le lieu ni l'heure de s'entortiller la langue, mais qu'il convient de parler clairement et nettement, de dire la vérité, ni plus ni moins, toute la vérité, rien que la vérité. Puis chacun y va de sa petite déposition, Tous s'accordent à déposer que le demandeur a été grièvement insulté par le défendeur et que réparation

lui est due. Alors le magistrat « jugeant en dernier ressort, condamne le défendeur à faire réparation au sieur demandeur, en déclarant, Dimanche prochain, neuf du courant, devant la grande porte de l'église paroissiale de ce lieu, lorsque les paroissiens sortiront en plus grand nombre, que c'est scandaleusement, contre toute vérité, et par une méchanceté atroce, qu'il a dit du sieur demandeur, en présence de plusieurs personnes et des enfants, le Jeudi 23 mai dernier, qu'il était un taureau, un cheval entier, qu'il avait envoyé sa servante en France, qu'il servirait mieux pour un seuil de latrine que pour une chaire pastorale, et qu'il était un filou, s'en repend, lui en demande pardon et excuse, et le reconnaît pour un homme probe et honnête, incapable de pareilles infamies, dont il l'a taxé si scandaleusement, en cinquante francs de dommage et intérêts, applicables pour les pauvres de cette paroisse et aux dépens liquidés à 14 frs. 95 centimes. »

Après le prononcé de la sentence, le magistrat régale par surcroît le coupable d'une petite admonestation toute paternelle et farcie de conseils judicieux. Il ne s'adresse pas à ses passions, mais à sa raison seule. Il lui souhaite de la douceur dans les mœurs et dans l'esprit plus de clairvoyance. Il l'exhorte à la vertu de discrétion et l'engage à s'appliquer à faire des progrès dans la science du bien dire en même temps qu'en sapience. Qu'il imite la prudence du seigneur curé, qui n'aplatit jamais personne que quand il se sent appuyé par la force publique. Qu'il ne s'avise plus jamais de contrarier ledit pasteur, et se garde de tomber dans les écarts de langue, mais use de ses connaissances avec à propos, car c'est bien facheusement que, au cas spécial, il a emprunté ses termes de comparaison à la zoologie. C'est un fait que Fleuron n'est point un cheval, ni entier ni même tronqué.

La foule s'écoula diversement impressionnée. Chacun pensait à sa manière. Tandisque les uns blâmaient Wintzer de sa noirceur et entouraient le curé, le com-

plimentant de n'être ni un poteau de latrine, ni un taureau, ni un cheval entier — ce qui ressortait avec une clarté aveuglante du jugement, d'autres trouvaient ridicule qu'on eût déployé tout l'appareil de la justice pour établir une vérité qui sautait aux yeux et qui jusqu'alors avait paru tout simplement évidente. Cependant tous convenaient *in petto* que l'audience leur avait fait passer un moment de douce gaité. Quant à Wintzer, il rentra chez lui d'un pas leste, encore qu'en méditant amèrement sur le peu de commodité qu'il y a pour une bourse plate à se dégorger. Par bonheur le ciel lui vint en aide, et la sentence ne fut pas suivie d'exécution, si toutefois nous entendons bien le passage suivant de notre manuscrit : « Le sieur Fleuron ne tarda pas à faire signifier ce jugement. Mais il fut étonné de voir que ses plus zélés protecteurs étaient hors d'état de lui fournir les moyens de le faire exécuter. Georges Wintzer était sans fortune et nullement disposé à faire la réparation qui lui était enjointe, et il ne resta à son adversaire que la honte de l'avoir inutilement traduit en justice et d'en supporter les dépens, tant il est vrai que la vengeance atteint rarement son but ».

Sur cette pensée philosophique s'il en fût, le chroniqueur démontre que Fleuron était incorrigible, et il le prouve en contant les soucis de dame Hitzelberger. Cette pieuse et intéressante personne, « ci-devant religieuse, également recommandable par sa haute piété et sa grande charité envers les pauvres », le désolait, le curé, car quand il lui faisait signe d'entrer chez lui, je veux dire à ses offices, la demoiselle, ô triste chose ! lui faisait nique et lui tournait le dos.

Cependant combien précieuse n'était-elle pas pour la commune. La municipalité le savait bien et toute la population, tant il y a que l'on se demandait s'il ne convenait pas de lui confier l'école communale des filles. La vérité est que le curé y tenait plus qu'aucune autre, et il poussait le maire à saisir le conseil de la question. « C'était tout simplement un piège qu'il vou-

lait lui tendre, car en conservant son école privée on ne pouvait pas l'astreindre à conduire ses élèves au culte du jureur. Il n'en aurait plus été de même, si elle avait été nommée institutrice publique ». Le conseil municipal esquiva la difficulté ou pour mieux dire opina pour le *statu quo*. En effet, le 30 octobre 1808, le maire ayant obtenu du sous-préfet de réunir son conseil, celui-ci discuta la question suivante : « Si la dame Hitzelberger qui jusqu'ici a donné l'instruction aux jeunes filles que les parents voulaient lui confier, peut se rendre plus utile encore si elle était désignée par le conseil municipal pour être institutrice de l'école des filles de cette commune ». La délibération fut tout à l'avantage de celle qui en était l'objet. Elle vaut d'être reproduite, non moins pour la gloire de M^{lle} Hitzelberger que parce qu'elle nous présente un léger croquis d'une école spéciale à la campagne, il y a quelque cent ans.

« ... Le dit conseil municipal, considérant que l'école qu'a tenue jusqu'ici la dame Hitzelberger, indépendamment de l'instruction sur les langues française et allemande, consiste principalement à donner aux jeunes filles un certain maintien convenable à leur sexe, à apprendre à coudre, broder et autres ouvrages propres à leur état; considérant qu'en lui faisant prendre la qualité d'institutrice publique, elle ne serait plus à même d'apprendre à ses élèves tous lesdits ouvrages, puisque la quantité de filles qui, par cette institution, seraient forcées de fréquenter son école, lui enlèverait tous les moments qu'elle pouvait donner à leur apprendre ces ouvrages utiles et agréables et, qu'en conséquence, elle serait forcée à se borner à la simple instruction des langues; considérant que l'éducation des filles consiste principalement à leur apprendre les ouvrages utiles à leur sexe; considérant que les deux tiers des parents qui ont des filles, ne sont pas en état de fournir aux dépenses d'une pareille éducation et préfèrent d'envoyer leurs filles à l'école de l'institutrice attitrée de la commune; considérant que la dame Hitzelberger, sans jamais

prétendre à aucun traitement n'a pas cessé de rendre aux parents et à la commune entière des services essentiels en instruisant gratis une certaine quantité de jeunes filles pauvres ; considérant enfin qu'en établissant dans la commune deux écoles primaires, l'une de garçons et l'autre de filles, cela n'aboutirait qu'à entraver la confiance que les parents peuvent avoir soit dans les talents du sieur Meyer, instituteur, soit dans celle de la dame Hitzelberger : a été unanimement d'avis de laisser la faculté à la dame Hitzelberger de continuer son école sur le pied qu'elle l'a fait jusqu'à ce jour, sans vouloir l'astreindre à prendre la qualité d'institutrice publique ».

Patience et longueur de temps font plus que force et violence. Fleuron avait fait mine de se résigner, mais il s'était juré de prendre la revanche.

Trois ans s'étaient écoulés depuis cet arrêté que Salomon eût paraphé, lorsque le curé jugea opportun de rouvrir la lutte. « Il se persuada qu'un laps de trois ans avait pu changer l'opinion des membres du conseil municipal ; il se flattait d'ailleurs d'avoir les suffrages du sieur maire et de Rougea, greffier. »

Le dimanche, 10 novembre 1811, à onze heures du matin, le maire fit passer à tous les membres du conseil une invitation à assister à la réunion fixée à deux heures de relevée, « pour délibérer sur un objet de la plus haute importance ». Outre le maire et le greffier, prirent place autour du tapis municipal Ventoux le notaire, Rougea le marchand, l'huissier Huger, les cultivateurs Blanlin et Schnider. « Le maire fit un discours sur le peu de progrès que font les enfants aux écoles et sur la négligence de l'instituteur et de l'institutrice. Ce discours se termina par demander à ce que le conseil municipal ait à délibérer sur la nécessité de retirer les jeunes filles de l'école pernicieuse de la dame Hitzelberger et de se pourvoir d'une autre institutrice, disant qu'il s'en présentait une de Schléstadt qui demandait

un traitement annuel de 250 frs., logement et le bois de chauffage gratis. »

Ayant dit, le maire passa la parole à son féal greffier qui, non content d'appuyer les dires du patron, renchérit encore sur lui en étalant complaisamment les prétendues hontes de la demoiselle Hitzelberger, et en enveloppant dans ses exécration tous les « sectaires » qui refusaient leur tribut d'admiration à Fleuron. Là-dessus orage, tempête ! Nos édiles se lèvent, le poil hérissé. Les menaces se croisent, les gros mots s'entrechoquent ; on se montre le poing : « Tout d'abord de quel droit nous avez-vous convoqués ? Montrez-nous l'autorisation qui vous a permis de nous réunir ». Le maire gesticule comme un possédé, le greffier se disloque : « Mais au moins prenons une décision quelconque. — Non, non, on ne discute pas sur une infamie, et ce serait une infamie, une ingratitude révoltante de priver la dame Hitzelberger de son école, après les services immenses qu'elle a rendus à la commune sans avoir jamais exigé aucun traitement. S'il y avait lieu d'en accorder un à une institutrice, la justice voudrait qu'on lui donnât la préférence sur toute autre, etc., etc. » Et les uns et les autres sortent courroucés, laissant maire et greffier dans le plus sot embarras.

Le maire en référa au curé, qui laissa éclater la plus vive jubilation. C'était l'occasion d'expulser du conseil tous ceux qui n'étaient pas de son bord. Il insinua de dénoncer au sous-préfet ces factieux qui rechignaient, ce qui fit le maire. Du sous-préfet, la plainte alla au préfet qui, « sans vérification préalable, ni autre forme de procès déclara lesdits membres refusants démissionnaires, faisant nommer à leur place des créatures du curé, lesquels furent installés le 10 octobre 1811. »

Malgré ces succès, le nombre des récalcitrants ne diminuait pas. Pour en avoir raison, Fleuron recourut à des expédients nouveaux. Joseph Nerwag, qui faisait commerce de vins à Landser, avait un frère établi à Lucerne depuis de longues années. Le curé imagina

d'user de ce canal pour obtenir du nonce, résidant en ce même Lucerne « la décision de la question qui faisait le sujet d'une division d'opinion entre les habitants de Landser, tendante à savoir s'il est permis aux catholiques de fréquenter le culte d'un curé jureur et de recevoir les sacrements de sa main. » Nerwag, qui plaçait ses vins sur les routes de l'Helvétie, avait, comme tous ses pareils, le verbe abondant et ne doutait de rien. Il tranchait de tout sans savoir grand chose, et devant la théologie même son bagou ne fléchissait. Traiter des grands intérêts de la chrétienté avec un nonce du pape, bagatelle ! Ce n'est par exemple pas cela qui ferait reculer un commis-voyageur ! Cependant comme le droit de signer des bulles ou de mettre leur seing au bas des brefs n'a pas encore été reconnu aux honorables membres de la corporation, Henri Nerwag dut se contenter d'exposer ses vues et ses vœux au nonce. Et il enleva la place avec un brio digne du succès qui couronna son éloquence. « Le nonce, sans prendre les informations nécessaires à l'effet de pouvoir prononcer en connaissance de cause, ignorant sans doute l'obstination du sieur Fleuron et de ses confrères du canton de Landser à réparer le scandale qu'ils ont donné, n'hésita pas à décider la question affirmativement. »

Mais à quoi bon triompher, lorsque gloire et profit en se montrent au bout ? Cet aphorisme inspira à Nerwag l'idée, quand Noël fut proche, d'aller à Landser, cueillir ses lauriers. Indépendamment de cette toute juste ambition, un sentiment l'animait, de piété filiale. Il avait laissé au village une mère et des sœurs, dont l'âme était désorientée par tous ces bouleversements de principes. Il fallait les tranquilliser, les bonnes femmes. Il vint donc et pendant son séjour au pays, infidèle à la futaille, passa corps et âme à la fausse prêtraille. Missionnaire du sieur Fleuron, il prônait dans toutes les maisons que sous peine de péché mortel, on est tenu d'assister au culte du curé jureur.

Quand Nerwag eut disparu de la scène, parut — 10 janvier 1812 — une lettre circulaire du secrétaire de l'évêque de Strasbourg à l'adresse de tous les curés des environs de Landser, leur enjoignant « de se donner de garde d'accorder l'absolution à la classe des habitants de Landser qui ne fréquentaient pas le culte de leur curé, encose moins de les communier. » D'autre part l'évêque nommait le sieur Stouling, curé jureur de Bouxwiller, « commissaire à l'effet de s'entreparler avec les dits curés et d'aviser aux moyens de faire cesser le schisme, dont l'évêque imputait la cause aux anti-fleuronistes, au lieu de le chercher dans l'obstination et le refus constant du sieur Fleuron, à remplir son devoir de curé catholique. »

Ici le chroniqueur nous apprend, dans une note, qu'il existait vraiment à Landser un parti qui s'appelait les Fleuronistes, c'est-à-dire les partisans du sieur Fleuron, et un autre qu'on disait être les papistes ou anti-fleuronistes, c'est-à-dire ceux qui ne fréquentaient pas le culte de Fleuron. Nous nous en doutions, et cela se devinait sans une grande contention d'esprit, mais ce qui nous était plus difficile à penser après tout ce qui précède, c'est que les papistes l'emportaient en nombre.

Il est vrai que le crédit de Fleuron ne progressait plus d'une ligne, dans les limites de sa paroisse. Mais pas une étrange bizarrerie toutes ses manœuvres lui valaient un grand prestige aux yeux de ses collègues d'alentour, jureurs ou non. Il leur inspirait une sorte de terreur qui les tenait en respect et, parmi les bons, un grand nombre se rapprocha de lui, « tout en détestant son système anti-catholique. Il en résulta une réunion de jureurs et de non-jureurs si générale, qu'il ne resta plus aux fidèles que la triste alternative de se priver des secours de la religion ou de les chercher dans le lointain, chez des prêtres auxquels il était encore réservé d'oser dire la vérité sans craindre les foudres du sieur Fleuron et de ses protecteurs. »

Après les Mucius, le juge de paix avait été jusqu'à le plus solide appui de Fleuron. Or voici qu'un beau jour en pleine audience, la sentence lui resta dans le gosier : il tomba frappé d'apoplexie. Il survécut, mais il ne valait plus qu'à être mis au rancart. Cependant rien n'était moins aisé que de le lui faire comprendre. Qui attacherait le grelot ? Depuis quelque temps, le maire rêvait de troquer l'écharpe contre la toque. Le moment lui semblait propice ; toutefois il fallait, de gré ou de force déloger d'abord le titulaire de sa charge et il lui répugnait d'entreprendre cette peu délicate opération, d'autant plus que le juge se cramponnait désespérément à son siège. Seul Fleuron eût été homme à accepter la vilaine besogne.

Le maire s'aboucha donc avec le curé et les deux hommes s'entendirent comme larrons en foire. Donnant donnant, ils firent le pacte suivant : Fleuron culbuterait le juge de paix, le maire l'aiderait à opérer la perte du notaire Wentoux considéré comme le chef du parti anti-fleuroniste ! Top-e-là, marché conclu !

Sur la promesse faite par Roseau de rédiger une dénonciation contre Wentoux, le curé se mit à l'œuvre. Il sut si adroitement jouer du miroitement de ses appats, que le juge donna dans le panneau. Il démissionna en faveur de Roseau « moyennant une pension viagère de cinquante francs à l'église paroissiale de Landser. » (?)

Du côté du notaire, il n'en alla pas aussi expéditivement. Ce Wentoux n'était pas homme à se laisser saigner sans crier. Il pria le sous-préfet de lui communiquer la dénonciation dont il était la victime, pour pouvoir en établir la fausseté, et, l'ayant obtenue, il se défendit avec l'intrépidité d'une conscience à l'aise. Sa riposte nous fait connaître les méfaits dont il était chargé.

De la défensive il passe lestement à l'offensive :
« Ce n'est pas le sieur Wentoux qui a traité les Fleu-

ronistes de sectaires, mais bien le sieur Rougea, greffier, qui a taxé ainsi les anti-fleuronistes, en pleine assemblée municipale le 10 novembre 1811 : témoins tous les membres du conseil. 2) Le sieur Wentoux n'a jamais causé de trouble en sortant de l'église; c'est un lieu public; il est permis d'y entrer et d'en sortir quand on le juge à propos. La liberté des opinions religieuses étant décrétée, il est libre à tout le monde d'assister ou de ne pas assister à l'office du sieur Fleuron. Les anti-fleuronistes assistent à la messe du prémissaire, les jours de dimanche; pourquoi le sieur Fleuron affiche-t-il de venir les y troubler par des fonctions qui sont réellement des hors-d'œuvre, puisque, s'il cherchait la paix, il laisserait au moins les anti-fleuronistes tranquillement entendre leur messe qui ne dure qu'un quart-d'heure. C'est donc lui qui trouble le repos public par des affectations. Il est vrai que les anti-fleuronistes se retirent lorsque le sieur Fleuron entre pour faire des fonctions, mais cette retraite se fait sans bruit et sans affectation. Donc de leur côté il ne résulte aucun trouble. 3) Le sieur Wentoux ne fréquente aucun cabaret, il trouve le bonheur dans le sein de sa famille. Il ne fait que des visites de bienséance. Comment prouverait-on qu'il fait le recruteur? 4) Il n'a jamais empêché personne de fonder des anniversairec, puisqu'il y a des testaments rédigés par lui où il se trouve de pareilles fondations. D'ailleurs les témoins qui assistent aux testaments attesteront que le sieur Wentoux, dans la rédaction de ses testaments, s'en tient strictement à la volonté des testateurs. 5) Quand les testateurs entendent mettre pour clause expresse que les messes par eux ordonnées soient dites par des prêtres catholiques, le notaire peut-il se dispenser d'écrire ce que les testateurs lui dictent? 6) Le sieur Wentoux, en 1806 avait été invité de la part des administrateurs de la fabrique de l'église et du sieur Juif, pour lors curé, de procéder à la liquidation des dettes actives qui prouvaient encore être dues à la

fabrique. Il ne crut pas pouvoir se refuser à faire ce travail pour l'église. A cet effet, on lui remit une partie des titres qui, après que l'opération a été terminée, furent rendus au sieur Rougea, secrétaire de la fabrique, lequel donna décharge au bas d'une lettre que le sieur Wentoux lui écrivit à ce sujet le 17 novembre 1811. Les sieurs Fleuron et Roseau profitèrent de cette circonstance pour établir le sixième chef de leur dénonciation contre le sieur Wentoux, dont la décharge ne portait aucune spécification de titres. Il ne se doutait même pas qu'il en fallut une, puisqu'on ne lui avait réclamé aucun récipissé. Voilà comme une action pieuse par elle-même peut quelquefois servir de prétexte pour exercer une vengeance. »

Attaque et protestation furent déposées sur le bureau du sous-préfet. Il en conçut de l'humeur et manda maire et curé par devers lui. Quand il les eut en sa présence, il leur demanda sévèrement s'ils se doutaient de la gravité de leur démarche et s'ils persistaient. Ils répondirent qu'ils avaient bien pesé les conséquences de leur acte et se rendaient bien compte de sa portée. Ils se dirent forts de prouver leurs allégations et à chaque observation répétaient comme un refrain : « il sautera, il sautera ! » Le sous-préfet leur fit observer que leurs preuves n'avaient pas la limpidité de l'eau de roche. Il leur découvrit qu'il tenait entre les mains certaine décharge qui, à coup sûr, réduisait à néant au moins le sixième chef de leur déclaration : il n'était pas loin de croire que les autres ne valaient pas mieux. Il les engagea à retirer leur plainte sans quoi ils pourraient fort bien être prévenus de fausse dénonciation et châtiés avec toute la rigueur des lois, ce qu'entendant, les deux compères furent vivement impressionnés et se pincèrent les lèvres. A mesure que parlait le sous-préfet leur belle assurance s'évanouissait; d'agressifs ils devenaient honteux et penauds. Enfin ils le supplièrent d'anéantir le papier compromettant, qui avait changé d'aspect à leurs yeux :

aux brillants reflets des trophées de victoire s'était substituée la maussade apparence d'un guépier.

Le sous-préfet prit alors un ton menaçant et fit entendre qu'il était fatigué de recevoir à tout moment des dénonciations mal fondées, et en particulier celles du sieur Fleuron qui lui paraissait avoir la tête terriblement remuante. Pour y mettre fin il ordonna à ce dernier d'être plus circonspect à l'avenir et « de ne plus se présenter à l'église les jours de fête et de dimanche pendant l'intervalle de la messe du prémissaire, puisque c'était l'unique moyen de ne pas troubler l'ordre public. »

Les deux tyranneaux s'en revinrent à Landser l'oreille basse. La farce avait manqué. Elle n'en avait pas moins produit les plus plaisants effets. Quant à ses conséquences sur les sentiments de la population landsérienne, ce furent celles d'un calmant et « l'on peut assurer que depuis cette époque, les esprits sont aussi tranquilles que les circonstances peuvent l'exiger. Les anti-fleuronistes se voyent forcés de gémir en secret sur la triste position de la commune, dont le service divin était jadis le plus pompeux du Sundgau, tandis qu'aujourd'hui il n'est pas comparable à celui du dernier hameau du canton, prennent le parti d'attendre en silence qu'il plaise au Tout-puissant de les délivrer du joug d'un curé juré obstiné. Les Fleuronistes, de leur côté, se vouent à l'indifférence. Ils vont la plupart à l'église parce que c'est l'usage. Ils poussent la complaisance pour leur jureur jusqu'à écouter régulièrement ses sermons, tout eu jurant qu'ils n'y entendent rien, mais c'est bien tout ce qu'il faut pour vivre dans l'insouciance. »

Après s'être si activement prêté concours pour dauber l'ennemi commun et le vexer, le curé et le maire finirent par se prendre aux cheveux. Le sieur Meyer qui cumulait les honorables fonctions de magistrat et de chantre d'église, ayant rendu sa belle âme à

Dieu, sa succession fut ouverte. Le curé nomma Pierre à sa place. Le maire fit choix de Paul. Ils s'entêtèrent tous deux. Le curé refusa de céder, le maire ne voulut reculer d'un pouce. Notre chroniqueur ne dit pas comment le conflit prit fin. L'essentiel pour lui, c'est que dès lors le maire et le curé se tournèrent le dos.

De coutume les romans finissent par un mariage. Moins folâtre l'histoire procède différemment : au terme de chaque période, elle nous montre des croix sur les cimetières. Des coryphées de cette histoire — drame ou comédie, suivant l'angle sous lequel on voit les choses — ce fut le curé Weissrock qui ouvrit la noire série, Weissrock l'exilé... La lettre suivante que l'évêque de Mayence écrivit à Mad. Hitzelberger, nous semble trouver ici sa place :

« Mayence le 26 mai 1812

« Bénissons, ma très-chère sœur, le Seigneur ! que tout ce qui est en nous bénisse son saint nom ! Il est bon le Dieu que nous servons et sa miséricorde n'a point de bornes. Ce qu'il fait est bien fait, nous devons aimer toutes ses volontés. Le bon P. Weissrock reconnaît sans doute aujourd'hui mieux que jamais combien notre Dieu mérite d'être aimé et combien nous avons tort de l'aimer si peu. Il est avec lui, il jouit de la récompense de tant de souffrances, de tant de travaux et de tant d'actions faites pour sa gloire. Il est heureux et le sera pour toujours. Ne répandez pas de larmes, ma chère sœur, ou, si vous en répandez, que ce soit des larmes de joie et de consolation.

« Aimé, respecté dans toute sa paroisse, il a encore fait avec beaucoup de zèle et de pompe la première communion de ses enfants, le dimanche de Quasimodo, en travaillant comme un homme de quarante ans eût pu le faire. Pendant toute sa carrière, il avait prêché les vendredis et les dimanches dans sa paroisse, sans parler des catéchismes et des confessions : on aurait dit qu'il voyait déjà la couronne qui l'attendait. Le second dimanche après Pâques, qui chez nous, fait la clôture du temps pascal, il se fatigua encore beaucoup au confessional et ramena encore beaucoup de pécheurs. Mais comme

un athlète qui jette ses habits pour mieux combattre, le Père Weissrock, par une permission divine sans doute, avait aussi jeté ses habits d'hiver, et surtout une certaine pelisse qu'il portait sur la peau. Il prit un froid, rentra chez lui et se coucha avec un point de côté et une grosse fièvre.

Le médecin réussit au bout de huit jours à lui ôter le fond de sa maladie. Mais la machine était usée, la faiblesse devint extrême; sa nature succomba et l'homme apostolique triompha. On peut dire qu'il est mort comme il l'a désiré, sur le champ de bataille, — la fin a été semblable à sa vie — patient, résigné, plein d'amour et de désir d'aller posséder son Dieu ! J'avais beau lui dire que son mal diminuait, que nous le garderions encore sur la terre pour travailler de concert, il ne le crut pas. Sa réponse était : *Vado ad patrem...* Peu de temps avant de tomber malade, il avait dit à quelqu'un avec beaucoup d'émotion : On ne peut plus faire de bien sur terre, ou n'est plus écouté quand on parle de Dieu, je prie le Seigneur de me retirer. »

« C'est le jour de Saint-Marc — 25 avril — vers les cinq heures du soir, qu'il a expiré, entre les bras de son brave Père Chartreux, après avoir été muni plusieurs jours auparavant de tous les sacrements. On peut dire que rien ne lui a manqué pendant sa maladie. Toute la paroisse était en prières et aux petits soins : la confrérie du Sacré-Cœur, établie dans son église, le veillait jour et nuit, une sainte religieuse se chargea des attentions que demande un malade; tous les ecclésiastiques se succédèrent pour le voir et lui témoigner leur estime; on faisait des prières publiques, dans cette même église pour lui. L'enterrement et le service vont se faire avec la décence convenable. Bref, tout sera fait comme s'il était mort dans son cher Landser, dont il parlait constamment. Saluez de ma part cette digne commune; je l'aime parce qu'elle a été aimée du brave P. Weissrock. Le Seigneur soit avec vous, ma chère sœur, et avec tous les vôtres. »

LOUIS, évêque de Mayence. »

Ce fut ensuite le tour du juge de paix Manloo que nous avons vu déjà frappé par l'apoplexie. Avant d'opérer la culbute finale, il avait dégringolé du haut de son heureuse insouciance, s'écorchant à tous les

degrés de l'infortune, et perdant, coup sur coup, saint frusquin, crédit, considération : son opportunisme ne lui avait pas réussi. Sa fin eut lieu le 7 juin 1812.

Il ne tarda pas à être suivi par un autre passager sur la route de l'inconnu. Depuis près d'un an, le dolent époux d'Anne Widoublard était tombé dans une sombre mélancolie. Anne avait beau lui corner aux oreilles, de l'aurore au crépuscule, qu'il était le plus heureux des mortels, sa mine s'allongeait à mesure. Il allait et venait sans regard, le sourire avait fui de ses lèvres. « A le voir on aurait dit qu'il méditait continuellement quelque noir projet. L'ennui le rongait, mais le mal ne devint sérieux que le premier jour du mois de mai 1812, et il augmenta tellement que les médecins en désespérèrent. »

Wentoux git sur sa couche, geignant ; il se sait frappé à mort. L'irrémédiable s'est révélé à ses yeux. Accroupie à son chevet, Anne lui parle d'une voix sourde, et le malade l'écoute avec cette tendresse d'accoutumance qui survit quand l'amour a chaviré au milieu des tourmentes de la vie, et qui résiste à ses usures, à ses lassitudes. De quoi lui parle-t-elle ? Elle lui dit sans doute le déchirement de son cœur, l'entretien de l'espoir de se revoir bientôt réunis dans l'au-delà, espoir si doux à ceux qui s'en vont et à ceux qui restent. Bah ! Anne est une femme pratique. Elle ignore les délicatesses de l'âme et ce qu'il y a d'exquis dans une affection désintéressée. Elle l'entretient de sa succession et lui parle d'argent. Telle une goule, elle le presse, le tourmente, le tracasse, lui meurtrissant l'âme, « pour qu'il lui laisse un monument éternel de sa tendresse » et exhérède ses proches, ses parents naturels, ceux de son sang. Et pendant que, l'œil ardent, le feu aux lèvres, cet être sans pudeur accomplit sa répugnante besogne, son frère est là, et ses deux beaux-frères à elle, qui montent la garde aux portes de la maison et de la chambre, de peur que les frères du moribond ne puissent communiquer avec

lui. Quand la harpie a épuisé son souffle et sa salive, elle leur cède momentanément la place pour aller reprendre de nouvelles forces. Alors l'obsession recommence sous une autre forme. « Pourrait-il abandonner cette pauvre Anne à son triste sort, l'exposer à être le jouet de la famille Wentoux, la pauvre!... elle, si dévouée, si aimante, qui s'est exténuée en soins et se tue en sollicitudes?... » Vieille ritournelle et toujours nouvelle, que les tribunaux ont parfois le bon esprit de changer en désappointement et en grincements de dents, en attendant que le Dieu de justice et d'honnêteté fasse entendre sa voix !

Le malade n'en peut plus. Il sent qu'il ne pourra échapper à la tyrannie de cette femme. Pour arriver à expirer en paix et en finir, il demande du papier, une plume, et écrit son testament sous la pression, sous la dictée d'Anne, entourée de ses suppôts. Il faut qu'il la dédommage de ses soins, car cela se solde, le dévouement de ces sortes de gens, en bonnes espèces. Meurs, mais paie ! Et ainsi elle lui extorque le tout, abstraction faite de deux mille francs, qui représentait le montant de diverses sommes avancées par l'abbé Wentoux et qui lui revenaient à titre de créancier.

Cependant le 16 août, l'abbé Wentoux, inquiet, parvint à lever la consigne et à parler à son frère. Il ne songeait guère au testament, lui ; son unique souci était de réconcilier le mourant avec Dieu. Aux premiers mots le malheureux eut un sursaut : « Quoi, en serais-je là ? Non, non, assez de cette lugubre plaisanterie ! » « L'abbé le conjura à genoux, par l'amitié que lui portaient tous ses frères, par les cendres de son père et de sa mère... de songer à faire son devoir. » Ces paroles firent bondir Anne : « Et moi ne suis-je donc pour rien ici ? » Il lui fut répondu, finement : « Hélas, Madame, vous y êtes pour beaucoup. » L'abbé sortit, au désespoir !

A peine chez lui, il entendit frapper à sa porte. Il ouvrit et se trouva face à face avec Roseau. Le maire

venait lui annoncer que Michel avait changé d'avis et s'était décidé à recevoir les dernières consolations de la religion. Il avait accordé sa confiance au curé de Kotzingen. Ce curé était apparenté à Anne Widoublard. Il fut appelé pendant la nuit et, sa mission accomplie, se déclara satisfait de son pénitent.

Mais la mort réclame sa proie. Wentoux s'affaiblit de plus en plus. Et voilà qu'au dehors une joyeuse rumeur s'élève. Les sonorités du cor, soutenant la voix grêle des violons, troublent la sérénité du soir ; des cris de joie leur répondent, le piétinement des rondes folles les accompagne. C'est le bal, c'est la fête de l'année qui bat son plein, tout à côté de la maison où l'on râle. Tandis que déjà le souffle de la mort glace son front, Wentoux se redresse, tend l'oreille ; il écoute hagard, l'angoisse au cœur. Des cris, des appels au plaisir ! Ce sont les amis des jours heureux qui, emportés par la valse, sautent, voltigent, roulent. Sa tête retombe sur ses coussins, un long gémissement sort de ses lèvres livides. Dans les flots tournoyants de la danse, les couples enlacés vont, viennent, passent et repassent, s'abandonnent aux ivresses de la musique et de la cadence. Les voix se font plus ardentes, les mouvements plus fiévreux, les yeux s'allument, brillent, étincellent. Sa voix s'éteint, sa vue s'obscurcit, sa poitrine halète... Un dernier soupir : l'infortuné n'existe plus.

La lugubre nouvelle tombe comme un coup de foudre au milieu des danseurs. Ils ont pâli, l'envie de valser leur a subitement passé : ils se dispersent tristement.

Le 6 mai de l'année suivante, l'évêque Saurine se mit en route dans l'intention d'aller voir comment se comportaient les bonnes gens de Landser. Il voulait, disait-il, mettre à la raison les fanatiques qui troublaient le repos de son aimé et fidèle Fleuron.

La mort le guettait à Soultz. Au débotté, elle le terrassa. Pendant quelques heures il se débattit sous ses

étreintes, mais l'aiguille n'avait pas fait le tour du cadran de l'église, qu'elle l'avait emporté. Ce fut dans la nuit du 8 au 9 mai 1813.

Le temps a fait son œuvre d'apaisement, et l'oubli est venu. Combien de personnes connaissent-elles encore, à Landser, les troubles qui ont agité l'âme de leurs aïeux ?

ANGEL INGOLD.

FIN

LE
PREMIER HISTORIEN DE BELFORT

J. J. C. DESCHARRIÈRES

(1744-1831)

SA VIE ET SES ŒUVRES

I.

Sa vie.

C'est dans une des provinces voisines de la nôtre qu'il faut aller pour trouver le pays d'origine de celui qui fut le premier historien de la ville et du territoire de Belfort et qui n'est, pour ainsi dire, connu que sous le pseudonyme de *Descharrières*.

En réalité, il se nommait CLAUDE (*Jean-Joseph*) et était né le 20 juin 1744 au Val-d'Ajol de Nicolas Claude et Jeanne-Claude Dechaseau. Baptisé le même jour, il eut pour parrain et marraine Jean-Joseph Grancolas et Jeanne-Marie Bougel¹.

1. Nous devons ces renseignements à l'extrême obligeance de M. l'abbé F. THOMASSIN, qui fut longtemps curé du Val-d'Ajol, avant de venir à Saint-Dié comme grand-vicaire du diocèse, puis chanoine-archiprêtre de la cathédrale. Nous lui exprimons tous nos remerciements, tant pour l'extrait des registres de l'Etat civil de la commune du Val-d'Ajol (Vosges), qu'il a bien voulu demander à notre intention, que pour d'autres documents qu'il nous a communiqués et qui nous ont été d'un grand secours pour la rédaction de cette notice biographique.

A cette époque le Val d'Ajol faisait partie du bailiage de Remiremont; il comprenait toute la surface contenue dans le haut bassin de la Combeauté, rivière orientée nord-est qui coupe en deux le territoire. C'est dans la vallée même, sur les deux versants et sur les plateaux qui les dominent que se trouvent épars la multitude des hameaux, écarts et fermes qui composaient le ban¹,

C'était bien là le type le plus complet d'une communauté de montagne. Il y avait un centre ou chef-lieu, Laitre, et une infinité d'habitations, dont pas un, encore à l'heure qu'il est, ne porte le nom de Val-d'Ajol, qui n'est donné qu'à leur ensemble. L'église était à Laitre.

Un de ces nombreux hameaux, situé à une petite lieue de distance, se nomme *Les Charrières*, et c'est dans une de ses huit ou dix maisons² que Jean-Joseph Claude vit le jour. Cela explique comment, à un certain moment de son existence, il prit de préférence le nom de son lieu natal, sous lequel il est généralement connu.

Né dans une famille aisée de braves et pieux cultivateurs il reçut une bonne instruction; ses heureuses dispositions facilitèrent grandement la tâche de ses maîtres. On le destina à l'état ecclésiastique, vers lequel il se sentait attiré par son éducation et ses sentiments. Il résolut d'entrer dans la Compagnie de Jésus, malgré les haines et les dénonciations dont elle était alors l'objet. Bien que faisant partie de la Lorraine, le Val-d'Ajol dépendait du diocèse de Besançon. Ce fut cependant chez les Jésuites de Nancy qu'il commença son noviciat le 3 octobre 1759, suivant ainsi librement sa

1. Cf. Dr ALBAN FOURNIER, *Topographie ancienne du Département des Vosges*, 9 fasc. (*La Voie*), p. 127.

2. Le hameau des Charrières n'avait en 1887 que 12 maisons avec 60 habitants (*Dict. des Communes*, dans le *Département des Vosges* de Léon LOUIS).

vocation pendant les premières années, grâce à la protection que Stanislas, roi de Pologne et duc bénéficiaire de Lorraine, accordait encore à la Société¹. Mais après sa suppression en France en 1762, il fut envoyé au Collège d'Avignon, où les Jésuites se maintenaient, et y professa les Belles-Lettres.

A l'époque du bref de Clément XIV, qui prononça solennellement, en 1773, la suppression, pour toute la chrétienté, de la Compagnie de Jésus, l'abbé Claude n'avait pas encore fait ses derniers vœux, puisqu'ils ne se prononcent chez les Jésuites qu'à 33 ans. Il retourna dans son diocèse et entra au grand séminaire de Besançon où il fit sa théologie.

Ordonné prêtre, il remplit pendant quelque temps un vicariat au chapitre de Sainte-Marie-Madeleine de Besançon²; puis, devint aumônier du 1^{er} régiment d'artillerie en garnison dans cette ville. Il occupa ce poste pendant deux ou trois ans avec succès. Il affectionna toujours les militaires, et, plus tard, il aimait à se rappeler les jours de sa jeunesse où il résidait au milieu d'eux.

Ses supérieurs ecclésiastiques l'envoyèrent comme vicaire à Belfort, dont le curé était, depuis 1759, Félix Pierron. Ce fut pour lui une bien vive satisfaction que celle de pouvoir vivre pendant quelque temps avec un aussi pieux, un aussi zélé pasteur; il en avait entendu parler avec les plus grands éloges au séminaire de Besançon.

L'abbé Pierron était un Belfortain, né au Fourneau, vers 1725, d'une ancienne famille du pays. Après d'excellentes études au grand séminaire, il fut ordonné

1. La plupart des renseignements qui vont suivre sont tirés de la *Notice sur l'abbé Descharrières*, publiée dans l'*Ami de la Religion, journal ecclésiastique, politique et littéraire*, année 1831 (t. 69^e), pp. 337-341. — V. aussi l'article *Descharrières* dans la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus* du R. P. Sommervogel, qui n'est qu'un court résumé de la *Notice* précitée.

2. C'est lui-même qui nous l'apprend dans une lettre datée du lycée de Strasbourg le 1^{er} juillet 1814, et adressée à un habitant de Belfort.

prêtre en 1750 et demeura dans cet établissement en qualité de professeur, mais la faiblesse de sa santé l'obligea de revenir dans sa ville natale. Il y fut nommé vicaire, et, deux ans après, devint curé de Rechésy¹, où il resta près de six ans. La mort de l'abbé Fournier, survenue le 28 février 1759, laissa vacante une prébende de chanoine à la collégiale et la place de curé de Belfort. Il fut appelé à l'une et à l'autre, pour la plus grande édification du chapitre et de la paroisse. En 1770, il acheta de ses propres deniers la vieille maison de ville de la rue de l'Étuve, dans le but d'y établir une école de filles dirigée par des religieuses, ce qui fut un fait accompli dès l'année suivante, et le 29 février 1772, il put céder à la ville l'école qu'il venait de fonder².

Tel était le digne prêtre auquel l'abbé Claude allait servir d'auxiliaire. Très actif, d'une santé robuste, avec le jarret solide du montagnard vosgien, il se chargea de la partie *extra-muros* de la paroisse, qui comprenait la desserte de l'église de Brasse et l'administration spirituelle de Cravanche, Le Valdoie et Offemont, villages co-paroissiaux. Il se trouvait aussi dans une ville pourvue d'une assez nombreuse garnison, et il était heureux, en sa qualité d'ancien aumônier militaire, de s'occuper des soldats, dont il savait s'attirer la confiance et qu'il a toujours aimés pendant toute sa vie.

Il fut d'un grand aide à son curé, lorsque celui-ci fit construire à ses frais une église au Valdoie et qu'il lui fallait surveiller les travaux et vérifier les comptes.

Malgré cette besogne, l'actif vicaire trouvait encore des loisirs pour faire des recherches sur l'histoire du pays et fouiller les archives de la ville. Ces archives étaient alors gardées avec un soin particulier, car sur leur intégrité reposait en grande partie la bonne con-

1. Village du Territoire de Belfort, canton de Delle, à l'extrême frontière suisse.

2. Cf. HENRI BARDY, *Étude historique sur Belfort*, p. 459.

servation des vieilles Franchises municipales. Elles n'avaient pas eu à subir les pertes irréparables que l'avenir leur réservait. Le futur historien « des Ville et Comté de Belfort » eut donc à sa disposition des documents précieux qu'il nous est aujourd'hui impossible de consulter.

Il put aussi se rendre compte assez exactement de ce qu'avait été l'ancien Belfort par ce qu'il en restait encore au moment de son arrivée dans la ville. Tout ce qui était au pied du château avait à peu près conservé son aspect d'autrefois : beaucoup de vieilles maisons étaient intactes, et la forteresse elle-même, avec son antique donjon crénelé, avait cet air féodal et ce cachet pittoresque dont on ne se fait plus la moindre idée de nos jours.

Un triste événement interrompit bientôt sa vie laborieuse. S'il lui fit éprouver un des plus violents chagrins qu'il ait ressentis de sa vie, il jeta aussi le deuil dans toute la population de la ville et du voisinage. Le vénérable abbé Pierron mourut le 11 décembre 1780, emporté en quelques jours par une maladie épidémique qui sévit sur la contrée pendant l'hiver de 1780-81. Ce fut pour le vicaire un bien douloureux, un bien cruel moment que celui où il ferma les yeux de son curé, car il s'était établi entr'eux une grande intimité. Sa douleur fut décuplée quand il put se rendre compte, aux obsèques de son pasteur, de la perte immense que l'on venait de faire. La nouvelle de cette mort imprévue, presque subite, causa une véritable consternation. Tous accoururent en foule pour assister à son enterrement, qui se fit, suivant le désir qu'il en avait exprimé à ses derniers moments, dans le cimetière du Valdoie, auprès de l'église qu'il avait fait bâtir. Les soldats de la garnison se joignirent en corps au funèbre cortège, même ceux du régiment de *Royal-Suédois* infanterie, quoiqu'arrivés depuis deux mois seulement et qui étaient tous des luthériens allemands, à l'exception, disait-on, d'un seul officier catholique. Cette mani-

festation aussi touchante que grandiose impressionna tellement l'abbé Claude, qu'il voua dès lors une sorte de culte à ce saint prêtre, dont il résolut de faire connaître les vertus et les travaux.

Il quitta Belfort peu de temps après pour aller à Saint-Loup, près de Luxeuil, où il avait été nommé curé. Il occupait cette place quand éclata la Révolution. Il refusa de prêter serment à la Constitution civile du clergé, et ce refus l'enleva à ses paroissiens et le força de s'expatrier. Ce fut alors qu'il crut prudent de changer son véritable nom pour prendre celui de *Descharrières*, du hameau du Val-d'Ajol qui l'avait vu naître, faisant de celui-ci son nom de famille et de celui de *Claude* un nom de baptême. C'est sous ce nom d'emprunt qu'il sera désormais désigné et connu de la postérité.

« Il se retira à Augsbourg, dit l'*Ami de la Religion*, où la protection de l'évêque, le prince Clément-Wenceslas de Saxe, lui faisait espérer d'être mieux reçu ; l'amour de son trompeau l'engagea à rentrer dès que les temps furent un peu plus calmes. Obligé de sortir de nouveau, sans doute après le 18 fructidor (4 Septembre 1797), il se confia à des protestans, qui favorisèrent sa fuite, et lui montrèrent même un généreux dévouement en le guidant dans les montagnes. Sa première résidence fut à Altorff, au pied du mont Saint-Gothard, et il y donna des leçons aux enfans du lardaman du canton. L'invasion des Français en Suisse ne le laissa pas longtemps tranquille dans ce séjour. Il s'enfonça en Allemagne et gagna Vienne, où son esprit et ses connaissances lui procurèrent bientôt quelque dédommagement de ce qu'il avait perdu. Il fut nommé professeur de Mathématiques au collège Thérésien, et fut chargé, en outre, des jeunes princes Galitzen. Là, il vit de près les résultats des innovations de Joseph II ; sage observateur, il jugeait très-bien la situation de l'église d'Allemagne, et il nous a transmis, à cet égard, des notes dont nous souhaitons pouvoir faire usage un jour. »

Enfin, sous la main habile et ferme du Premier Consul, la France voyait revenir des jours meilleurs. En même temps qu'il permettait aux émigrés de rentrer dans leur patrie, il rappelait les prêtres, relevait les autels et, le 15 juillet 1801, signait le Concordat. Néanmoins, l'abbé Descharrières ne crut pas devoir en profiter. La tranquillité dont il jouissait en Allemagne, et peut-être son affection pour ses élèves, le retinrent dans ce pays. Il ne se décida à revenir en France qu'en 1806, et retourna à Belfort dont il avait gardé un triste mais si doux souvenir.

Depuis deux ans, sur l'initiative du Conseil municipal, le Ministre de l'Intérieur avait autorisé l'établissement dans cette ville d'une école secondaire. Justement, une place de professeur venait d'y être vacante. L'ancien vicaire fut nommé pour la remplir. Il s'occupa avec ardeur de ses nouvelles fonctions, auxquelles, du reste, il s'était habitué pendant son exil. En dehors d'elles, il reprit ses études d'histoire locale, et comme, malgré ses soixante-deux ans, son activité était restée très grande, il desservit en même temps la paroisse du Valdoie, où il avait déjà exercé le ministère avant la Révolution, alors qu'il était attaché au curé Pierron.

Voulant utiliser une partie des documents qu'il avait autrefois réunis, il conçut l'idée d'écrire, à titre d'essai, une *Histoire littéraire de Belfort et du voisinage*

1. Le gouvernement de la République, vu la loi du 11 floréal an 10, les arrêtés du 30 frimaire an 11 et du 19 vendémiaire an 12, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, arrête ce qui suit :

La commune de Belfort (Haut Rhin) est autorisée à établir une école secondaire dans l'aile gauche de l'Hôtel-de-ville.

Cette autorisation est accordée à la charge par ladite commune de remplir les conditions prescrites par les arrêtés du 30 frimaire an 11 et 19 vendémiaire an 12.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Le premier consul : BONAPARTE.

Pour le premier consul :

Paris, 29 Nivose an 12 (19 Janv. 1804).

Le Secrétaire d'Etat : MARTE.

et d'en faire le sujet d'un discours. Ce fut à la distribution solennelle des prix de l'École secondaire, au mois de Septembre 1808, et en présence du Bureau d'administration¹ et d'un nombreux public, que ce discours fut prononcé par le professeur Descharrières.

« Il y a près de trente ans, dit-il en débutant, que
 « l'étude de votre histoire était mon délassement ordi-
 « naire dans des fonctions plus pénibles ; j'ai connu la
 « plupart de vos littérateurs : les livres imprimés ou les
 « manuscrits des autres me sont familiers ; vos archives
 « ont passé sous mes yeux dans des temps plus sereins ;
 « vos pères ont reçu de mes mains la bénédiction
 « nuptiale ; peut-être est-ce à mon ministère que vous
 « devez le caractère auguste de chrétien. Je vais donc
 « vous parler avec pleine connaissance de cause, sans
 « que mon attachement bien connu pour votre pays
 « puisse faire suspecter le témoignage d'un étranger, si
 « toutefois l'on peut me regarder parmi vous comme tel. »

Cet assez long discours, qui dut faire une excellente impression sur toute l'assistance, fut publié après avoir été enrichi d'un grand nombre de notes des plus intéressantes. Il devint, de cette façon, *le premier ouvrage historique* qui ait paru sur Belfort et son arrondissement. Nous² y reviendrons tout-à-l'heure en énumérant les œuvres de l'abbé Descharrières.

Son second séjour dans notre ville ne dura que quelques années. Au moi de mai 1810, presque au moment de la transformation de l'école secondaire communale en collège, il fut nommé aumônier du lycée de Strassbourg. Il occupa ces fonctions pendant dix ans².

1. En 1808, le Bureau était ainsi composé : Le général de division Mengaud, *sous-préfet, président* ; Gérard, *maire* ; Petitjean, *Procureur impérial* ; Carhan, *conseiller municipal* ; Louis Ordinaire, *id* ; et Chapuis, *Directeur de l'Ecole*.

2. Une petite note accompagnant une dissertation sur *Cravanche, berceau de Belfort* (*Revue d'Alsace*, année 1864), due sans doute à M. Liblin est erronée. La voici : « Etude inédite de « l'abbé Claude

Mais en 1820¹, on lui donna sa retraite avec une petite pension. L'*Ami de la Religion* dit « qu'il fut assez sensible à cette espèce de disgrâce qu'il ne croyait pas avoir méritée et qui ne doit être attribuée sans doute qu'à son âge. L'abbé Descharrières avait alors 77 ans. Il s'attacha à la paroisse de Saint-Jean et s'y rendait encore utile. Jusque dans sa vieillesse, il aimait à faire le catechisme aux enfans et s'occupait de recherches historiques et de travaux littéraires pour lesquels il avait toujours eu beaucoup de goût. C'est au milieu de ces occupations que le mort le frappa ; il succomba le 8 mai 1831 à une attaque d'apoplexie, laissant à de nombreux amis des souvenirs qui leur seront toujours chers. »

En commençant son article nécrologique, le même journal s'exprimait dans les termes suivans :

« Un savant estimable, un prêtre plein de foi et de zèle, un homme d'un esprit aimable, est mort, il y a peu de mois, à Strasbourg, dans un âge avancé. Il avait beaucoup écrit, et, outre ce qu'il a publié, il laisse de nombreux manuscrits ; nous en possédons même quelques uns que l'auteur avait bien voulu nous communiquer. Il était un des lecteurs les plus assidus de notre journal et un de nos correspondans les plus utiles. Nous devons à son obligeance des renseignemens, des observations, des notices sur différents sujets. A tous

« Descharrières, ancien principal du collège de Belfort et décédé proviseur du lycée royal de Strasbourg. » — Deux grosses erreurs en deux lignes !... Jamais Descharrières ne fut principal du collège de Belfort ; il fut professeur à l'école secondaire dont le directeur était Chappuis. Cette école fut transformée en 1810 par Fontanes, Grand-Maitre de l'Université impériale, en collège communal quelques mois après le départ de Descharrières pour Strasbourg. Aumônier du lycée, il n'en fut jamais proviseur, et c'est à tort que l'auteur d'un compte-rendu paru dans les *Annales de l'Est* (1902, p. 115) à propos d'un manuscrit de l'abbé D. imprimé dans la *Revue catholique d'Alsace*, lui donne ce titre.

1. Dans son article, la *Bibliothèque de la Cie de Jésus* du R. P. Sommervogel, qui n'est qu'un résumé très succinct de celui de l'*Ami de la Religion*, donne la date de 1822. Une note placée en tête d'un mémoire publié dans le *Bulletin de la Société belfortaine d'Emulation* (4^e année, 1877-79), p. 40, dit que l'abbé D. « occupait encore ses fonctions d'aumônier en 1825. » Ici, l'erreur est par trop évidente.

ces titres, il a droit de notre part à des marques de souvenirs et à des témoignages d'attachement et d'estime qu'il nous est doux de lui rendre. Nous nous persuadons d'ailleurs que ce que nous avons à dire de lui ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs, qui se réjouiront de voir toute une vie employée à des travaux honorables. »

Cette appréciation très élogieuse, comme le sont habituellement toutes les nécrologies et oraisons funèbres, est, dans cette circonstance, parfaitement juste et bien fondée. On va voir, en énumérant et examinant les œuvres historiques et littéraires de ce savant ecclésiastique, qu'elle n'est nullement exagérée.

II.

Ses œuvres.

Nous venons de dire que l'abbé Descharrières avait beaucoup écrit. C'est surtout dans les années de sa vieillesse qu'il écrivit le plus. Il habitait alors la Citadelle, située entre la ville et le Rhin, quartier presque exclusivement militaire, loin du bruit de la cité, propice à la méditation et aux études. Il avait également énormément lu et son érudition était considérable. Il emmagasinait dans sa mémoire, qui était prodigieuse, une infinité de choses; elles lui revenaient à l'esprit en temps opportun et lui permettaient de faire à chaque instant des citations, dont il abusait, et qui rendent la lecture de ses ouvrages très fatigante et indigeste. C'était, du reste, le défaut de beaucoup de savants de cette époque.

On peut ranger ses ouvrages en trois catégories : historiques, ecclésiastiques et divers.

Comme dans le présent travail, nous nous plaçons à un point de vue plus particulièrement belfortain, nous

devons rejeter, pour les examiner, l'ordre chronologique, qui, au premier abord, paraît le plus rationnel, et commencer par ceux qui sont consacrés à l'histoire de Belfort et de son arrondissement.

§ Ouvrages historiques.

1° *Essai sur l'histoire littéraire de Belfort et du voisinage, cinquième arrondissement communal du Haut-Rhin*, avec un grand nombre de notes, par J. J. C. D. C. P. C. R., professeur à l'Ecole Secondaire de Belfort ; chez J. P. Clerc, Imprimeur Libraire, grand Rue, n° 1, vis-à-vis l'Hôtel de la Sous-Préfecture. 1808, In-12 de 182 pp.

Ainsi que le dit l'auteur dans sa dédicace à Félix Desportes, préfet du département du Haut-Rhin et membre de la Légion d'honneur, c'était « le premier ouvrage historique sur Belfort et son arrondissement », et il ajoutait dans un *Avertissement* que ce n'était qu'un simple *Essai* : « Le sujet était neuf, le temps court, les matériaux rares. L'objet sera rempli si un aussi faible début engage quelque plume savante à faire mieux ou moins mal. Dans cette vue, l'on a imprimé, à la suite du discours, quelques notes dont on s'est servi, afin qu'elles puissent également être utiles à ceux qui voudroient suivre la même carrière, sans s'assujettir à des recherches fastidieuses que tout le monde n'a pas la facilité d'entreprendre ».

Cet *Essai*¹, nous l'avons fait observer déjà, est sous forme d'un discours de distribution de prix. Il est divisé en deux parties, la première consacrée aux *Savants ecclésiastiques*, la seconde aux *Savants laïcs*, plus une pér-

1. L'auteur a pris pour épigraphe ce fragment d'un vers de l'*Art poétique* d'Horace : *Ausi . . . et celebrare domestica facta*, qu'il a fait suivre de ces deux autres :

*Asses audacieux, peut-être téméraire,
Pour tracer de Belfort l'Histoire littéraire.*

oraison de quelques pages. Les notes, au nombre de 141, occupent 97 pages. Le reste du volume comprend le Palmarès de l'année scolaire 1807-1808.

L'exemplaire que nous avons entre les mains a appartenu à l'abbé Descharrières. Il a été acheté à Strasbourg le 22 juillet 1831, c'est-à-dire près deux mois et demi après sa mort (8 mai), chez le bouquiniste Salomon, bien connu à cette époque des bibliophiles alsaciens. Le livre est cartonné et contient, interfoliés, autant de feuillets blancs que d'imprimés. Plusieurs des premiers ont des annotations écrites de la main même de l'auteur, ce qui donne à cet exemplaire une valeur toute spéciale que les amateurs sauront apprécier¹.

2° *Histoire générale et particulière des ville et comté de Belfort, arrondissement communal le plus occidental du département du Haut-Rhin*, par un ancien fonctionnaire de cette ville. Un fort vol. in-f°, manuscrit, relié en veau, de 1272 pp.

C'est ce gros ouvrage qui fait de l'abbé Claude Descharrières « le premier historien de la ville de Belfort ». Il y travailla longtemps, et ce n'est qu'au mois de juillet 1826 qu'il le termina et put l'envoyer à la reliure. Auparavant, vers 1809, quand il était professeur à l'école secondaire, quelques extraits en avaient été imprimés et publiés dans une petite feuille qui paraissait sous le titre de *Journal judiciaire de Belfort*, et qui n'eut qu'une durée éphémère. D'autres, écrits plus tard, en 1823, « sous l'heureux règne de Louis XVIII », furent communiqués à un habitant de la ville qui les copia. Ceux-ci traitaient principalement des sièges que Belfort avait eu à soutenir pendant la guerre de Trente ans et en 1654. La copie fut mise à notre disposition : elle renfermait des erreurs, qui furent corrigées dans

1. On a broché, à la fin du volume, une pièce imprimée s. l. n. d. qui doit être fort rare : c'est un cantique (en sept couplets) à l'usage des paroissiens de Belfort, sur le nouveau curé de cette ville, l'abbé Pierre Degé, nommé en 1810, mort le 18 mai 1813. Les mots soulignés sont de la main de Descharrières.

le manuscrit définitif, que nous ne connaissions pas alors, et nous avons le regret d'avoir contribué à les répandre lorsqu'en 1851 nous écrivîmes pour la *Revue d'Alsace* notre travail sur « Les Suédois dans le Sundgau ». Ce n'est qu'un peu plus tard que nous eûmes connaissance du manuscrit original, grâce à l'obligeance de l'abbé Fiétier, auquel il venait d'être donné par l'évêque de Strasbourg Mgr André Ræss. La bibliothèque municipale de Belfort ne possède cet ouvrage, si précieux pour l'histoire locale, que depuis 1866 ; elle le doit à la générosité des héritiers de M. Fiétier, décédé curé de Belfort le 10 février de cette même année, qui l'offrirent au maire Ed. Mény. Le futur « maire du siège » s'empessa de le déposer aux archives de la ville. C'est une grande satisfaction pour nous d'avoir pu rectifier, dans notre *Etude historique* publiée dans les Bulletins de la « Société belfortaine d'Emulation », les inexactitudes autrefois commises par Descharrières, reproduites par nous, et rétablir autant que faire se peut la vérité historique.

M. Kleinclausz, aujourd'hui professeur d'histoire à l'Université de Dijon, dit en parlant de l'ouvrage en question : « Cet énorme volume est plein de confusion et de répétitions. L'auteur n'a pas conçu un plan suffisamment rigoureux. Il a écouté beaucoup trop son imagination et trop peu les textes, mais il a placé à la fin de son ouvrage un excellent recueil de pièces justificatives comprenant les titres essentiels. On peut tirer grand profit de ce recueil ¹. »

On se rendra compte de la justesse, mais aussi de la bienveillance de cette critique, en lisant les extraits plus ou moins longs de l'*Histoire* que la Société d'Emu-

1. V. *Les Origines de la ville et de la commune de Belfort et la politique de Renaud de Bourgogne, comte de Montbéliard*, par A. Kleinclausz, professeur agrégé d'histoire. (*Bull. de la Soc. belf. d'Emul.*, n° 14, 1895, pp. 52-109).

lation de Belfort a publié dans quelques-uns de ses Bulletins :

Celui de 1873 (pp. 15—20) contient la *Pierre de la Miotte*, où l'auteur disserte sur l'origine et l'usage de ce vieux monument ; on voit quelles suppositions bizarres et fantaisistes peut créer une vive imagination quand elle est doublé d'une grande érudition ;

Dans le Bulletin N° 8 (1886-87) se trouve (pp. 43—46), sous le titre de *Histoire de Belfort*, un fragment très étendu comprenant la description de l'ancien château, celle des deux bourgs et des villes vieille et neuve de 1307 à 1687 ;

Le volume de 1892 (N° 11) contient (pp. 108 à 128) la partie du manuscrit relative aux anciens sièges.

On peut reprocher à Descharrières de disserte et d'amplifier sans cesse, d'abuser des citations d'auteurs de toutes sortes, poètes et prosateurs. On raccourcirait singulièrement son travail en élaguant les généralités et les hors-d'œuvres qui l'encombrent et nuisent à l'intelligence des questions qu'il traite. Beaucoup de choses avancées ne reposent sur rien d'assez certain pour pouvoir en tenir grand compte.

Nous ne pensons pas, en signalant ces défauts, faire une critique trop sévère ; nous voulons seulement mettre en garde les futurs historiens de notre Territoire.

3° *Histoire de la Vie de M. Francois-Félix Pierron, chanoine-curé de Belfort, mort en odeur de sainteté*, par un de ses commensaux. Un vol. in-12, imprimerie J. L. Heitz, à Strasbourg, 1826, avec un portrait (lith. de F.-M. Brœhm).

Il y a 70 pp., y compris les notes et pièces justificatives. « L'auteur, dit l'*Ami de la Religion*, avait aussi rédigé sur le même sujet un autre travail, qu'il voulut bien nous envoyer, sous le titre de *Précis de la vie de M. Pierron* ; il aurait souhaité que nous l'eussions fait imprimer à Paris, ou que nous en eussions donné des extraits dans ce journal ; mais nous ne crûmes ni l'un ni l'autre possible. Ce *Précis*, en 49 pages

in-folio, est même plus étendu que la notice imprimée où la vie de M. Pierron ne fait que 30 pages. »

4° *Cravanche, berceau de Belfort au préjudice de Brasse, ou époque celtique, romaine, franco-bourguignone et germanique de Belfort et de son arrondissement.* Lettre à M. Ugonin, savant antiquaire, propriétaire à Belfort et Cravanche, etc.

Cette lettre, signée J.-Jos. Claude Descharrières, ancien desservant du Valdoie, Cravanche et autres lieux adjacents, est datée du Lycée de Strasbourg, le 24 mai 1814. Elle est suivie d'une autre, assez courte, adressée au même, du *Lycée royal*¹ le 1^{er} juillet suivant. Le manuscrit a été communiqué par M. A. Ingold, de Cenay, qui en était le possesseur, à M. J. Liblin, directeur de la *Revue d'Alsace*, et publié dans le volume de l'année 1864.

5° *La Dévotion à Notre-Dame de Sewen*, vallée et canton de Masevaux.

Cette notice, conservée manuscrite aux archives communales de Sewen, a été écrite en 1816 et raconte l'histoire de la dévotion dont l'image de cette Notre-Dame fut l'objet et dont Descharrières place l'origine au milieu du XIII^e siècle, c'est-à-dire au moment où Rodolphe d'Autriche commença à prendre la qualité de seigneur de Masevaux. Ce manuscrit a été publié dans la *Revue catholique d'Alsace*, année 1900, p. 323.

6° *La Vie et Martyre du R. P. Grégoire de St.-Loup*; 1 vol. In-8 de 90 pp., 1796.

Il y a eu trois éditions de cet ouvrage la même année, savoir : à Paris (sous le nom de Bâle), à Luxeuil et à Orléans.

1. Cette dénomination de *Lycée royal* peut paraître singulière, car les deux mots semblent incompatibles, mais il faut se rappeler qu'à l'époque où la lettre fut écrite, on était dans un moment de transition entre l'Empire et la première Restauration où les établissements d'enseignement secondaire de l'Etat n'étaient pas encore désignés sous le nom officiel de *Collège royal*.

Le P. Grégoire était un religieux capucin condamné révolutionnairement et guillotiné à Vesoul le 15 janvier 1796.

7° *Histoire de la paroisse et commune du Val-d'Ajol, Hérival et communes voisines, arrondissement de Remiremont, département des Vosges*, par un indigène.

Ce volumineux travail, auquel l'auteur a donné pour épigraphe le vers si connu d'Ovide (*Tristes*, lib. 2, v. 321) :

Et pius est patriæ facta referre labor,
est dédié à l'abbé Gérard, curé du Val-d'Ajol, dans les termes suivants :

« Monsieur et très-honoré pasteur,

« L'histoire du Val-d'Ajol ne pouvait être offerte qu'à
« celui qui en fait l'honneur par ses vertus, la sûreté
« par sa sollicitude, la lumière par ses instructions. Rece-
« vez-la, Monsieur, sous ces différents points de vue.
« Ajoutez-y, de ma part, le titre de la plus juste recon-
« naissance et du respect profond avec lequel je suis

« Monsieur et très-honoré pasteur,

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur

« J. Joseph Claude DESCHARIÈRES. »

« Prêtre du Val-d'Ajol, Secteur des Granges de la Croix. »

« *Citadelle de Strasbourg, automne 1825.* »

Le manuscrit original, donné par l'auteur au curé Gérard a été offert à la mort de celui-ci à la commune du Val-d'Ajol et est déposé à la mairie¹. Il en a été fait un certain nombre de copies, dont une, admirablement calligraphiée, appartient à M. l'abbé F. Thomassin, archiprêtre de la cathédrale de Saint-Dié et ancien curé du Val-d'Ajol. C'est cette copie que nous avons eu sous les yeux. Elle forme un gros volume in-f° de

1. Ce manuscrit, d'une écriture un peu difficile, passa de l'abbé Gérard, qui l'avait reçu de l'auteur, aux mains de l'abbé Rosaye, son neveu et son second successeur, après avoir été le vicaire de son oncle. M. Rosaye le garda assez longtemps au presbytère, et c'est seulement vers 1868 ou 1870 qu'il en fit don à la Mairie, où il est conservé.

842 pp., dont 478 pour l'histoire proprement dite, et le reste de preuves.

Telles sont les œuvres historiques imprimées ou manuscrites laissées par Descharrières. Mais en dehors d'elles, il avait fait beaucoup d'autres recherches sur les prêtres et les fidèles morts victimes de leur foi pendant la révolution, et il envoya beaucoup de matériaux à l'abbé Carron pour son ouvrage : *Les Confesseurs de la Foi dans l'Eglise gallicane à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, A. Leclère, 1820). C'est de lui que sont, dans cet ouvrage toutes les notices sur les confesseurs dans l'Est de la France.

Il fit aussi des notes sur les *Martyrs de la Foi* de M, l'abbé Guillon (1820—21), et il adressa son travail à l'*Ami de la Religion*, qui en a donné un extrait dans son N^o 740. « Il y relevait, dit ce journal, beaucoup d'erreurs, d'inexactitudes et de méprises, dont nous ne pûmes signaler que les plus importantes. Nous lui devons, dans le même genre, deux cahiers offrant une liste de personnages distingués par leur piété dans la haute Alsace et dans le voisinage ; ce sont des ecclésiastiques des religieux, des religieuses, des laïcs respectables : nous nommerons l'abbé Bourquenez, l'abbé Bruat, l'abbé Schuler, le jésuite Durozoy, auteur de quelques ouvrages, l'abbé Durupt, le missionnaire Felemé, etc. Nous voudrions trouver l'occasion d'utiliser ces notices, rédigées, à ce qu'il nous a paru, avec beaucoup d'exactitude, et on souhaiterait seulement un peu plus de précision. »

§ Ouvrages ecclésiastiques.

L'abbé Descharrières avait adressé au même journal plusieurs manuscrits curieux ayant trait à des matières plus ou moins religieuses : 1^o une liste d'abjurations de protestants depuis 50 ans, principalement à Strasbourg, liste qui va jusqu'aux temps modernes, et qui

renferme un grand nombre de noms ; 2° un article bien fait sur les conférences ecclésiastiques ; 3° un parallèle de la conduite des religieuses de Strasbourg, au commencement du protestantisme et pendant la Révolution, écrit plein de recherches curieuses ; 4° un article sur le supplément au *Propre des Saints* du diocèse de Strasbourg ; 5° des notes pour les *Mémoires sur l'histoire ecclésiastique du dix-huitième siècle*. « Ces notes, dit la *Notice* à laquelle nous empruntons ces renseignements, que nous conservons précieusement, nous serviront beaucoup pour une nouvelle édition de nos *Mémoires*. L'abbé Descharrières y a fait entrer des faits et des observations qui prouvent autant de sagesse et de critique que de zèle. Il y a, entre autres, une note sur la collection des Décrétales dont nous nous pourrions enrichir quelque jour ce journal. Enfin, nous devons à l'obligeance de cet excellent homme quelques articles qui ont paru successivement dans notre collection ; une lettre aux aumôniers de régiment, insérée dans notre N° 191, tome VIII ; une autre lettre sur l'abbé Pochard et les autres directeurs du séminaire de Besançon, N° 323, tome XIII ; une lettre sur les évêques constitutionnels Moyse et Gobel, N° 787, tome XXXI ; une notice sur l'évêque Saurine, que nous avons fait entrer dans celle que nous avons donné sur ce prélat ; enfin beaucoup de petits articles sur des cérémonies, sur des abjurations, des premières communions militaires, sur des ecclésiastiques morts et autres faits relatifs à la religion. »

§ Ouvrages divers.

Descharrières n'était pas seulement instruit dans tout ce qui se rapporte à la religion, il s'était aussi beaucoup occupé des mathématiques, qu'il avait même enseignées lorsque, pendant l'Emigration, il était attaché comme professeur au Collège Thérésien à Vienne. Il avait également étudié les sciences physiques, afin,

disait-il, d'être en état de répondre aux difficultés que les incrédules tirent des nouvelles recherches ou des nouvelles découvertes.

Il a publié plusieurs ouvrages qui prouvent la variété de ses connaissances. Les voici dans l'ordre chronologique, d'après le P. Sommervogel :

1° *Conseils aux Suisses sur leur artillerie*, trad. de l'Anglais, 1794.

2° *Commerce littéraire et militaire entre un Anglais et un Suisse*, ou Collection d'opuscules sur la guerre, la fortification et l'artillerie ancienne et moderne en Angleterre et en Suisse. In-8°, Bâle, 1795.

3° *Pensées générales sur la nature et les arts pour former, par la mémoire, l'esprit et le cœur des enfants*, trad. du latin. In-8°, Bâle (chez Thumeisen, lib.), 1796.

4° *Apologie des Suisses, ou réponses aux accusations générales et particulières qui ont été formulées contre cette Nation par divers écrivains, en particulier par Muratori*; trad. de l'italien de M. W., avec notes et additions. In-8°, Bâle, 1796.

5° Plusieurs travaux du même genre dans *Scriptura menstrua augustana pro Religione*; 1799—1801.

6° *Observations sur les anciennes fortifications de la ville de Strasbourg et sur les Ecoles d'Artillerie en France*; 1 vol. in-8°, 16 pp., Strasbourg, Levrault, 1818.

Lorsqu'au mois de mai 1810, il dut quitter Belfort pour Strasbourg, l'abbé Descharrières était encore loin d'avoir achevé son histoire. Il crut pouvoir emporter, pour les utiliser au fur et à mesure du besoin, différentes pièces des Archives communales, avec l'intention bien arrêtée — nous n'en doutons nullement — de les renvoyer quand elles ne lui seraient plus nécessaires. On ne peut que blâmer fortement la négligence qu'il a mise à s'acquitter de cet impérieux devoir. S'il n'a pas été très scrupuleux dans cette circonstance, nous sommes loin de penser qu'il ait eu l'indélicatesse de vouloir s'approprier des documents dont il connaissait

l'importance historique. Il n'en est pas moins vrai que quelques personnes ont pu se croire autorisées à y voir un détournement intéressé,¹ comme en sont capables certains collectionneurs acharnés.

En effet, ces pièces ne furent pas réintégrées dans le dépôt d'où elles n'auraient pas dû sortir sans une permission expresse de la municipalité qui aussi a eu sa part de torts en cette occasion. Elles restèrent dans la bibliothèque de l'abbé Descharrières, d'où elles passèrent, après sa mort, dans celle d'un prêtre strasbourgeois, l'abbé Ahlfeld, qui devint plus tard chanoine de la cathédrale et curé de Saint-Pierre-le-Vieux.

Elles y demeurèrent dans un oubli profond, et personne au monde, si ce n'est leur possesseur, ne se doutait de leur existence, quand le hasard vint la révéler. Lorsque le chanoine Ahlfeld mourut vers la fin de l'année 1878, il fallut procéder à la vente de sa magnifique bibliothèque. Pour la faciliter, on en dressa le catalogue, qui comprenait 3342 numéros, sans compter les gravures². Parmi ces N^{os}, la plupart manuscrits, il y en avait plusieurs qui provenaient de la collection Descharrières, notamment les titres de la seigneurie de Belfort suivant un état de 1673, manuscrit in-4^o, rel. en parchemin (N^o 1925 du catal.); un lot de 10 pièces des 17^e et 18^e siècles concernant la ville de Belfort (N^o 2034); un autre lot de pièces du 18^e siècle relatives à des procès soutenus par la même ville et d'autres communes du Haut-Rhin (N^o 2035); Statistique du canton de Belfort en 1801 et 1802, par le citoyen Louis Ordinaire, de Besançon, manuscrit de 86 pp. (N^o 1586).

Renseignées par ce Catalogue, la ville de Belfort et la *Société d'Emulation* se mirent en commun pour

1. Cf. *Bull. de la Soc. belf. d'Emul.*, 4^e année (1877-1879). p. 30.

2. *Catalogue de la Bibliothèque de feu M. le chanoine Ahlfeld*, in-8^o de 154 pp. — Strasbourg, typ. de X. H. Leroux, 1878.

acquérir les documents détournés soixante-dix ans auparavant, et, à la vente qui eut lieu à Strasbourg, au presbytère de Saint-Pierre-le-Vieux, le 2 décembre 1878 et jours suivants, elles eurent la bonne fortune de faire rentrer dans les Archives municipales une importante série de pièces anciennes et modernes.

HENRI BARDY.

LES
PETITS IMPRIMEURS
DE HAGUENAU

AU XVI^e SIÈCLE

Pendant que Setzer remplace son beau-frère Anshelm dans son atelier, où il est remplacé à son tour par son gendre Brubach, on rencontre à Haguenau quatre autres imprimeurs de moindre importance : l'étranger anonyme installé chez Gran avant 1524; Amand Farkal de 1524 à 1527; Wilhelm ou Guillaume Seltz en 1528 et 1529; Valentin Kobian de 1532 à 1542. Un coup d'œil sur ces dates suffit pour reconnaître que ces hommes n'ont point travaillé en même temps, qu'il existe entre eux un rapport, sinon de parenté, du moins de succession industrielle. Farkal arrive à point pour recueillir l'héritage de Gran et de son représentant. Lui parti, Seltz accourt aussitôt. Kobian, un ancien ouvrier de Haguenau, y met moins d'empressement, retenu ailleurs, ou effrayé par l'insuccès de ses devanciers; mais il vient aussi, dans l'espoir sans doute de retrouver quelque chose de cette longue prospérité typographique, dont il avait été pendant plusieurs années le témoin émerveillé.

Ces tentatives plus ou moins heureuses se firent selon toute vraisemblance dans l'officine même de Gran. Lorsque l'âge, la maladie, ou quelque autre raison de nous inconnue, obligea ce dernier à mettre un autre à la tête de son imprimerie, celle-ci conserva tout natu-

rellement son matériel et son installation : c'était le meilleur moyen de tirer bon parti de l'un et de l'autre. Quand l'entreprise passa plus tard entre les mains de vieux imprimeurs, qui avaient eux-mêmes des presses, des caractères, etc., le matériel devint disponible, au moins en partie, et passa entre des mains étrangères. Mais il demeura aussi en partie au service des nouveaux venus. C'est ainsi que le *Calepin* de 1523 put être réimprimé en 1526 avec les mêmes bois et les mêmes types, que la bordure du *Valla* de 1523 se retrouve dans le *Wilram*, dans les *Magni Turci epistolæ*, dans le *Poème en l'honneur de Charles V*, imprimés par Seltz en 1528 et 1529, etc...

Des considérations extrinsèques peuvent être invoquées en faveur des mêmes conclusions. On a vu par les comptes de S. George que l'atelier de Gran devint dans la suite l'auberge du *Rosenkrantz*. Or c'est à la fin de 1541, au moment où cesse la carrière de Kobian que ce nom apparaît pour la première fois. (Il n'est du reste qu'un jeu de mots, inspiré par l'association du nom de l'ancien propriétaire *Grans* avec celui de la rue, *Rosengasse*). Ne peut-on pas conclure de là que jusqu'à cette époque la maison conserva sa destination primitive? Dans les comptes de la Melvog, Kobian est appelé en 1537 Feltin *in der Rosengasse*. Il se trouvait donc bien certainement installé dans cette rue, peu étendue d'ailleurs, où Gran avait si longtemps travaillé.

Les notices consacrées à ces imprimeurs seront courtes, non seulement à cause de leur importance secondaire, mais aussi et surtout parce que les renseignements nous manquent. On ignore d'ordinaire ce qu'ils furent avant leur arrivée à Haguenau, ce qu'ils devinrent dans la suite; et le court séjour qu'ils firent ici ne laissa dans les archives locales que des traces fugitives.

1. Jean Albert ou Albrecht.

Dans le chapitre consacré à Gran nous avons signalé des innovations nombreuses et inattendues, qui se remarquent dans ses dernières publications, ainsi que l'apparition, non moins inattendue, de trois ouvrages imprimés tout à coup sous son nom en 1526 et 1527, après trois années de silence complet.

« Toutes ces innovations, disions-nous, Gran n'a pas pu les faire spontanément dans ses vieux jours. Il est difficile également d'admettre qu'un prote ordinaire ait eu chez lui assez d'audace pour les entreprendre, et d'autorité pour les réaliser. D'où la conclusion forcée que, tout en restant le chef nominal de l'officine, Gran y avait installé un étranger qui en avait la direction réelle, destiné sans doute à prendre sa succession après un stage plus ou moins temporaire ».

« Cet étranger, ajoutions-nous encore, nous ne le connaissons pas; mais on le connaîtra peut-être un jour, *surtout si l'on cherche parmi les tenants et aboutissants de l'imprimerie strasbourgeoise de Knobloch.* »

On verra dans le chapitre suivant sur quoi se fondait cette dernière assertion. Contentons-nous de remarquer pour le moment que ces lignes étaient écrites et même imprimées depuis deux ans lorsqu'une, rencontre fortuite nous découvrit une piste nouvelle, qui nous conduisit directement aux lumières que nous attendions de Strasbourg.

Cette rencontre était un fragment de charte, en partie effacé, qui servait de couverture à un carnet de comptes. Ce que nous pûmes déchiffrer de cet acte nous apprit que l'imprimeur Jean Albrecht y vendait à Vitus Geisfel, doyen de Surbourg, dans la Kesslergasse, la moitié d'une maison dont l'acquéreur possédait déjà l'autre moitié. La partie du texte qui renfermait la date a disparu. Mais la mention de l'échevin devant

lequel la vente fut conclue, Martzloff de Hohestet, y supplée dans une certaine mesure : il occupa ce poste du 25 mai 1528 au 3 décembre 1535¹.

Le nom de Jean Albrecht ne nous était pas inconnu. Il appartenait à un associé d'Anshelm qui signa avec lui deux publications faites ici en 1516 et 1517 ; il était aussi porté par un imprimeur strasbourgeois qui épousa la veuve de Knobloch le père et fut l'associé de Knobloch le fils de 1532 à 1539. Mais les historiens de l'imprimerie strasbourgeoise n'en savaient pas davantage et l'identité des deux Albrecht, quoique vraisemblable, était loin d'être un fait certain.

Heureusement pour nous nous connaissions mieux, grâce à nos recherches sur les immeubles de Haguenau, la maison des Geisfel². Cette maison devait à l'hôpital une rente foncière de 7 d, payée par le boucher Jean Geisfel jusqu'en 1510, par ses héritiers en 1511, par Jean Giesser de 1522 à 1542. Ce Jean Giesser est appelé *marschalk* en 1527, *buechtrucker* de Strasbourg en 1538. Cette dernière indication fut pour nous un trait de lumière. Ne prouvait-elle point l'identité de Jean Albrecht avec Jean Giesser ? La qualité de maréchal reconnue à ce dernier rendait du reste la vérification facile.

On sait que dans l'ancienne organisation municipale de Haguenau la ville avait à sa tête un stettmeister, pris parmi les échevins, qui remplissaient cette charge à tour de rôle pendant trois mois. A ce maire patricien était adjoint un sénateur plébéien, que sous le nom de *maréchal*, que les latinistes traduisaient volontiers par *tribunus plebis*, représentait dans la Régence l'élément populaire. Ces dignitaires sont naturellement

1. Un autre Hohestet fut échevin de 1505 à 1506. Mais à cette époque V. Geisfel n'était ni prêtre, ni doyen de Surbourg.

2. Elle s'appelait *sur Atzel* et la rue où elle se trouvait à cette date, selon les temps, Kesslergasse, Betzheimergasse, Atzelgasse. La rente de 7 d. fut rachetée en 1595 par Hans Ursch qui la payait à cette époque.

mentionnés dans une foule d'actes et il n'est pas difficile, surtout depuis la seconde moitié du XV^e siècle, d'en reconstituer la série complète.

En faisant ce travail on trouve indiqué comme maréchal Hans Albrecht pendant le 2^e trimestre 1523, le 4^e trim. 1524, le 1^{er} trim. 1527, le 2^e trim. 1529, le 4^e term. 1530, Hans Albrecht ou Hans Giesser pendant le 3^e trim. 1532.

L'identité de Hans Albrecht et de Hans Giesser une fois constatée, une foule de textes négligés ou incompris jusque-là, nous fournissent des renseignements précieux.

Les comptes de l'hôpital mentionnaient une seconde rente foncière de 2 fl , longtemps soldée par Sigelman vor der Burg, puis jusqu'en 1516 par la veuve Rorer et ses héritiers. Elle est payée de 1512 à 1526 par Hans Giesser, en 1527 par Hans Albrecht, maréchal; de 1528 à 1532, par Hans Giesser, après 1535 par herr Joh. Albrecht, genant Gieser. Mais en 1511 le débiteur s'appelait Hans von Offewilre der Giesser.

Inintelligible en elle-même, cette indication est expliquée par les comptes postérieurs. Elle est encore confirmée par un recensement des tribus, sans date, mais rédigé dans les premières années du siècle, vers 1503. Là dans la tribu der *Richen Constaffler*, quelques lignes après Gran se trouve marqué *Albrecht Hans von Offewilre*. D'où il résulte assez clairement qu'Albrecht lui-même, ou tout au moins sa famille, était originaire d'Offwiler.

En 1516, au moment sans doute où Albrecht s'associait à Anshelm, il contracta un emprunt que le receveur de l'hôpital inscrit en ces termes au chapitre de ses paiements de fonds : « J'ai prêté 200 fl. (6.000 m.) à Jean Giesser et acquis une rente de 8 fl. payable à la S. Barthélemy. » Mais bien qu'Albrecht reçoive seul le capital, la rente est marquée dès 1517 sous son nom et sous celui de Vitus Geisfel, doyen de Surbourg. Ce dernier figure même presque toujours en

première ligne et seul après 1543. Dans les années qui suivent 1535, le comptable nous fournit encore une donnée nouvelle. Il inscrit : Mag. Vitus Geisfell, doyen de Surbourg, et herr Joh. Albrecht genant Gieser, *sin swager* (son beau-frère).

A première vue, cette qualification de beau-frère, qui n'est donnée à Albrecht qu'après 1535, pourrait faire croire qu'il l'a méritée par son mariage récent avec la veuve de Knobloch. Mais on ne tarde pas à repousser cette idée. D'une part on connaît le nom de cette veuve ; elle s'appelait Marguerite Voglerin¹. Puis les relations intimes de Giesser avec Vitus Geisfell remontent beaucoup plus haut. C'est en premières noces qu'il a dû épouser une Geisfell, et par suite obtenir d'abord une part dans la succession du boucher Geisfell : la moitié d'une maison dont Vitus Geisfell possédait l'autre moitié ; ensuite la garantie de son beau-frère pour l'emprunt qu'il contracta en 1516. Cette parenté était si bien reconnue de tous qu'en 1525, lorsque le doyen de Surbourg réfugié à Haguenau pendant la guerre des Paysans, y dut acquérir le droit de bourgeoisie, les Ordres du jour ne l'appellent jamais autrement que « le beau-frère de Jean Giesser »².

L'hôpital avait encore une créance sur Albrecht de 100 fl. (3.000 m.), dont la rente (4 fl.) est payée par lui de 1519 à 1539, antérieurement par Hans Mergert, depuis 1540 par le négociant Christmann Plattenberger. En 1535, il remettait de nouveau 20 fl. sur des rentes échues à Zutzendorf, *dem ercsamen h. Albrecht genant Giesser, burgern zu Strasburg*. Mais on ne rencontre à ces occasions que la répétition de détails déjà donnés ailleurs.

Sans nous édifier sur la vie intellectuelle d'Albrecht, sur ses pensées, ses sentiments, les mobiles de ses

1. *Centralblatt für Bibliothekswesen*, 1887, p. 297.

2. Hans Giessers *swager*, der Zunft kauffen halb. 1525, 15, 22, 31 mai.

actes, ces renseignements nous éclairent assez exactement sur les divers incidents de sa carrière : ses destinées nous sont aujourd'hui mieux connues que celles de la plupart de ses collègues.

Originaire d'Offwiler il vint, vers l'année 1500, se fixer à Haguenau, où par son mariage avec une fille du boucher Geisfell, il ne tarda pas à prendre sa place parmi les bourgeois les plus aisés de la ville¹.

Il était fondeur. De là ce surnom de *Giesser*, qui remplace si souvent son nom de famille. L'expression est vague et rien ne nous autorise à préciser. Mais il n'est pas défendu de croire que les fontes dont s'occupait Albrecht tenaient de l'art plus que du métier. Cela expliquerait son entrée dans la tribu aristocratique der Reichen Consteffler et ses relations intimes avec les imprimeurs de Haguenau et de Strasbourg.

Fut-il de bonne heure en rapport avec Gran? On l'ignore. Mais son beau-frère l'était, et le prote W. Angst lui a dédié une des plus importantes de ses publications (1514).²

Dès l'arrivée d'Anshelm à Haguenau, Albrecht s'associait à lui, au moins pour une partie de ses productions, celles qui avaient à un titre spécial un cachet artistique. On pourrait même croire que l'idée de l'association fut antérieure à cette arrivée. L'emprunt contracté par Albrecht à cette occasion est du 24 août 1516, et au mois de juillet Anshelm imprimait encore à Tubingen.

La société Anshelm et Albrecht ne dura point longtemps. Elle publia deux ouvrages illustrés (1516 et janvier 1517), en prépara sans doute d'autres. Puis elle disparut, sans laisser d'autres traces dans l'imprimerie d'Anshelm. La rupture fut-elle provoquée par des dissentiments personnels ou par l'insuccès financier de l'entreprise? Il est probable qu'on ne le saura jamais.

1. Sur trois maréchaux notés comme tels, Hans Jungfougt est entré en charge en 1503, et Clauss de Gottesheim en est sorti en 1504. On ne peut donc hésiter qu'entre ces deux dates.

2. Nous avons traduit plus haut cette intéressante dédicace.

Ce qui est certain c'est qu'Albrecht ne quitta point Haguenau. Nous en avons la preuve d'abord dans l'histoire de ses rentes esquissées ci-dessus, ensuite et surtout dans sa carrière politique. Au début de 1523 il fut porté par les suffrages des sénateurs, ses collègues, à cette dignité de maréchal alors si recherchée par les bourgeois de Haguenau. Cela suppose évidemment que depuis plusieurs années il siégeait dans les conseils de la ville et qu'il n'avait jamais cessé d'être un membre actif de la cité.

Albrecht remplissait encore cette charge pendant le troisième trimestre 1532 ; il devait la reprendre de nouveau au troisième trimestre 1534 ; mais on ne le voit plus. Une charte du 6 août 1534, conservée aux archives du département, nous apprend qu'il était à cette date le mari de la veuve de Knobloch le père, imprimeur et bourgeois de Strasbourg. Dès 1533 paraissent deux livres sortis « ex officina Knoblochiana impr. par Joh. Albrecht ». Il continue ensuite à y publier une trentaine d'ouvrages de 1533 à 1538, mais n'indique plus — par suite peut-être de son mariage — l'officine où ils virent le jour.

En 1539 il est mort¹. Il est impossible de parcourir cette courte notice sans remarquer combien elle conviendrait à l'inconnu que nous avons signalé dans l'atelier de Gran.

Albrecht est présent à Haguenau à cette époque. Sans avoir reçu l'éducation d'un typographe, sans avoir débuté dans cette carrière, il aime l'imprimerie et les travaux qui s'y rapportent, comme le prouvent son association avec Anshelm et plus tard son activité dans l'officine de Knobloch. Enfin ce mariage de raison fait

¹. Les histoires de ses dettes varient sur cette date. Nous avons déjà dit que les Registres de Comptes tardent souvent plusieurs années à noter les mutations qui surviennent. — Ce que nous disons de l'activité typographique d'Albrecht à Strasbourg, nous le devons aux bienveillantes communications du docteur Schorbach.

à un âge avancé, dans une ville étrangère, prouve qu'entre Albrecht et les Knobloch les relations d'amitié et sans doute aussi d'intérêt remontaient beaucoup plus haut. Avant de connaître Albrecht et sa présence continue à Haguenau, nous avons cru que Knobloch, après avoir souvent usé comme éditeur des presses de Gran, avait fini par mettre son nom sur les livres qu'elles imprimaient pour lui. Si singulière qu'elle fut, cette hypothèse nous semblait le meilleur moyen d'expliquer les anomalies de tout genre que nous constatons dans les dernières publications de Gran et dans l'emploi abusif de son matériel. Aujourd'hui mis en face d'Albrecht d'un homme si bien fait pour diriger, à un titre quelconque, les ouvriers de Gran, pour s'effacer lui-même en faveur d'un bailleur de fonds étranger, nous pensons que cette hypothèse s'impose au lecteur.

Albrecht n'a signé de son nom aucun des ouvrages qui furent publiés sous sa direction dans l'atelier de Gran. C'est dans le catalogue de Knobloch qu'il faudra les chercher, ainsi que plusieurs des publications faites par son successeur.

(A suivre.)

A. HANAUER.

VARIÉTÉS.

Le Monument de Mulhouse.

La Société industrielle de Mulhouse vient de publier un ouvrage qui est plus qu'un *livre d'or*, et que l'on a très exactement qualifié, comme nous le faisons aussi en tête de ce compte-rendu, de *monument*.¹

C'est un monument par la dimension du volume, par la richesse et l'intérêt de l'illustration de ce magnifique in-4° de 1107 pages ; c'est surtout un monument parce que c'est la légitime glorification de ce qu'a réussi à faire, dans le domaine de l'industrie, l'activité énergique et intelligente des habitants de Mulhouse.

L'extraordinaire développement, dans le cours du siècle passé, de la vieille petite cité républicaine est un véritable phénomène. En 1798 elle comptait à peine 6000 habitants, et le dernier recensement en accuse 80,000 de plus. Le budget de Mulhouse atteignait en 1806 la modeste somme de 56,000 francs : aujourd'hui il se chiffre par 4,000,000 de marks ! Dans le magistral récit historique qui ouvre l'*Histoire de l'industrie de Mulhouse* sont racontés ces développements successifs de la cité, et en constatant quelle énergie fut dépensée dans le cours du XIX^e siècle par les Mulhousiens, on s'explique mieux que leur ville soit devenue l'un des centres industriels les plus importants du monde.

Une chose que le *Monument* ne dit peut-être pas assez, c'est la part qui revient à la *Société industrielle* dans cette glo-

1. *Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle. Enquête centennale.* — Un superbe volume in-4 de 1107 pages, avec 261 illustrations dans le texte et 46 planches et cartes en phototypie hors texte. — Librairie BERGER-LEVRULT et C^{ie} à Paris, Librairies BAHY et STÜCKELBERGER à Mulhouse. Prix : Broché en deux tomes, 40 fr. Relié en demi-marocain, plats toile gaufrée, fers spéciaux, 55 fr.

rieuse histoire. Le tout n'est pas d'exercer son activité individuelle, son intelligence personnelle. Pour réussir comme on l'a fait à Mulhouse, il faut surtout l'esprit d'association, et la *Société industrielle* est un des plus beaux exemples qu'offrirait jamais cette vérité. C'est donc à elle surtout que revient l'honneur d'avoir porté à un si haut point la prospérité de Mulhouse, et ce qu'elle a fait, ce qu'elle a su inspirer à ses membres et par eux à tous leurs concitoyens¹, on le trouvera en détail dans ce livre auquel, après cette observation préliminaire, il est temps de revenir.

Comme on l'a déjà dit, l'ouvrage s'ouvre par un chapitre sur l'histoire de Mulhouse, rapidement mais agréablement contée, depuis ses origines les plus lointaines jusqu'à notre époque. L'administration municipale et l'état des finances forment le second chapitre, à la suite duquel vient l'histoire des écoles primaires, secondaires et techniques : parmi ces dernières, comme l'on sait, les écoles de tissage, de filature et de chimie comptent parmi les plus renommées de l'univers. On trouvera dans le chapitre suivant tous les renseignements désirables sur *les édifices des cultes* : protestant, catholique et israélite. (Jusqu'en 1798 la religion protestante était à Mulhouse religion d'état, et aucun autre culte n'était toléré. Aujourd'hui il y a à Mulhouse 63,000 catholiques, avec quatre, bientôt cinq églises.) La *Société industrielle* a ensuite son chapitre, puis la sous-préfecture, l'hôtel de ville, le régime des eaux, la voirie, le Nouveau-quartier, les marchés, l'abattoir, les hôpitaux, les cimetières, les théâtres, les voies de transport et de communication, les casernes, les pompiers. On le voit, rien ne manque à cette histoire municipale que tous goûteront et liront avec plaisir.

Le reste de l'ouvrage est, pour les profanes, d'un moindre intérêt, bien que dans les monographies consacrées à chacune des diverses industries de Mulhouse, il y ait, dans chaque chapitre, sous le titre d'*introduction*, un récit historique dont la lecture est accessible à tous. Nous ne suivrons donc pas l'auteur, ou les auteurs, à travers ces chapitres où les détails techniques abondent et que suit la nomenclature analytique des maisons industrielles de leur ressort, tant à Mulhouse que dans toute la

1. Non seulement dans le domaine de l'industrie dont s'occupe surtout l'*Histoire documentaire*, mais dans celui des arts, de la science proprement dite, de l'histoire... etc.,... dont le livre ne parle pas.

Haute-Alsace, moins cependant à Ste Marie-aux-Mines, par une exception que les lecteurs de l'intéressante étude de M. Blech, parue ici-même, ¹ regretteront avec nous. Bornons-nous à dire que l'ouvrage forme ainsi un véritable encyclopédie industrielle dont l'intérêt, on l'a dit avec raison, n'est pas simplement régional : les industriels et les économistes de tous les pays, tous ceux que les questions sociales ne laissent pas indifférents puiseront dans l'*Histoire documentaire* un grand nombre de renseignements précieux dont bon nombre et non des moins importants, n'avaient pas été publiés jusqu'ici.

Ce qui ajoute à l'intérêt de cette publication, ce sont les nombreuses et belles illustrations qui ornent l'ouvrage : les hommes marquants de Mulhouse y défilent devant le lecteur comme dans une intéressante galerie. Les vues d'usines, d'ateliers, de machines y sont prodiguées, ainsi que les aspects des divers quartiers et des quelques monuments de la cité, et enfin des plans et des cartes montrant les développements successifs de Mulhouse. ²

Le tout forme bien, comme on le voit, un monument à la gloire de Mulhouse, dont les auteurs ont droit à toutes les félicitations pour avoir mené à si bonne fin leur patriotique entreprise.

Une réflexion pour conclure. Mulhouse me semble avoir mérité d'être ainsi exaltée, parce qu'on n'y a jamais oublié, pour me servir d'une expression chère à F. Engel-Dollfus, ce type si achevé de l'industriel mulhousien, de poursuivre non seulement la perfection *technique*, mais l'*idéal moral*. On n'aura pour s'en convaincre qu'à relire dans l'*Histoire documentaire* tout ce qu'ont organisé, en fait d'institutions charitables, les chefs de l'industrie mulhousienne.

A. M. P. INGOLD.

1. En 1901.

2. Grâce à une bienveillante communication du secrétaire de la publication de l'*Histoire documentaire*, M. Aug. Thierry-Mieg, à qui nous devons adresser tous nos remerciements, nos lecteurs auront une idée de l'intérêt des illustrations de l'ouvrage, où se trouvent encore de bien meilleures planches, de plus grande dimension, comme par exemple une vue de l'ancienne église de S. Etienne. Ces planches ont été faites d'après les clichés de la maison Braun & Cie, qui est aussi une des belles industries de Mulhouse, et dont la réputation est universelle.

LIVRES NOUVEAUX

Collection de Médailles et de Monnaies d'Alsace formée pour Henri Meyer et donnée au Département des Médailles de la Bibliothèque Nationale par M. Carlos de Beistegui en 1902.

Sous ce titre, M. Babelon, le savant conservateur du Cabinet des Médailles, a publié, chez Rollin et Feuardent, un extrait du catalogue de la vente Henri Meyer qui, outre les pièces intéressant l'Alsace, comprenait des monnaies féodales et seigneuriales françaises. H. Meyer, né à Illzach, près Mulhouse, en 1830, établit, après la guerre de 1870, sa fabrique de tissus à Ourscamps (Oise). Son médaillier était très connu pour ses pièces rares ; il en avait publié le catalogue sous le titre : *Monnaies royales et seigneuriales. Classement chronologique. Paris, 1890.* Mais l'objet des préoccupations constantes de Henri Meyer était sa série d'Alsace ; rien ne lui coûtait quand il s'agissait de l'augmenter. Aussi MM. Engel et Lehr trouvèrent-ils auprès de lui des indications précieuses lorsqu'ils publièrent leur *Numismatique d'Alsace*.

H. Meyer avait l'intention de léguer sa collection alsacienne au Cabinet des Médailles, afin qu'elle ne fut pas dispersée, mais la mort ne lui laissa pas le temps de prendre les dispositions nécessaires. Les héritiers décidèrent de vendre, et la vente fut annoncée pour le 26 mai 1902. M. Babelon aurait vivement désiré faire, en son entier, l'acquisition de la série alsacienne, mais, hélas, les fonds manquaient ! Il fit part de ses regrets à un Mexicain, M. Carlos de Beistegui. Celui-ci pour remercier la France de l'hospitalité qu'il y reçoit, acheta généreusement *en bloc* toute la série. Grâce à ce don magnifique, il est entré au Cabinet des Médailles 1145 pièces concernant l'Alsace : 717 monnaies et 428 médailles.

Le catalogue que M. Babelon a publié est extrait du catalogue général de la vente Meyer. Il est illustré de 32 superbes planches, reproduisant les pièces les plus rares.

Citons un ducat d'or de Léopold ; un thaler de Charles de Lorraine, 1605 ; Colmar, demi-écu carré, 1574 ; un grand thaler de 1670 ; Haguenau, florin de 1600, thaler de 1635 ; Hanau-Lichtenberg, thaler de Philippe V, 1597 ; Abbaye de Murbach, florin d'André d'Autriche ... etc.

Ce catalogue rendra les plus grands services à ceux qui s'occupent de Numismatique d'Alsace et qui ne peuvent venir à Paris mettre à contribution la science et l'amabilité à toute épreuve de M. Babelon.

JULES SCHWARTZ.

Nous extrayons ce qui suit des comptes-rendus de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres :

M. Héron de Villefosse présente à l'Académie, au nom de M. A. Gasser, directeur de la *Revue d'Alsace*, un travail intitulé : *Recherches archéologiques sur le territoire de Mantoche (Haute-Saône)*. Gray, 1901, 120 p. in-8°, avec 26 planches.

« L'auteur a eu l'heureuse idée de relever le plan de la grande villa romaine du Creux du Lare ; il a joint à ce plan une description de toutes les pièces de l'habitation et l'indication des découvertes qui y ont été faites. Les mosaïques de cette villa ont été malheureusement détruites. Une seule subsiste encore à l'état de débris : la partie centrale qui se composait de compartiments géométriques, séparés par des torsades, a disparu, mais on a transporté au musée de Gray ceux des angles ornés de taureaux marins nageant au milieu de poissons et de canards. M. Gasser compare ce pavage aux autres mosaïques découvertes sur le territoire des Séquanes. Tout ce qui a été trouvé dans les fouilles, poteries, pièces de verrerie, monnaies, etc., est consciencieusement décrit ; l'habitation avait été ruinée et ravagée de fond en comble, de sorte que le butin archéologique n'a pas été très abondant. L'auteur n'en a eu que plus de mérite à persévérer dans ses recherches et à les mener jusqu'au bout. »

ROHAULT DE FLEURY. *Les couvents de S. Dominique. Colmar : Monastère des Catherinettes. Plan de 1821 et essai de restauration. — Couvent de Guebwiller*, 3 planches.

Les Etats-Unis d'Europe et la question d'Alsace-Lorraine, par un Européen. Paris, Société parisienne d'édition : 3 fr. 50.

PHIL. DESCHAMPS. *L'Alsace-Lorraine française quand même!* Paris, Lemerre : 3 fr. 50.

RICHARD (A.) *Les Vosges (1674-1814-1870)*. Paris, Chapelot, 1901 : 1 fr. 50.

ESPERANDIEU. *Deux sièges de Belfort*. Paris, Berger-Levrault, 1902 : fr. 0,75.

SORGNIS. *Die Volksschulen im Elsass von 1789-1870*. Strasbourg, Bulle, 1902. In-8° : 4 fr. 50.

Les serments carolingiens de 842 à Strasbourg, en roman et tudesque, par Adolphe KRAFFT. Paris, Leroux, 1901, in-8° de 142 pp. : 3 fr. 50.

Articles de revues.

Le mois littéraire et pittoresque. Octobre 1902. Odilienberg, par P. FRANCHE.

Mittheilungen aus dem Vogesenclub. 15 Septembre 1902. Eine frühgeschichtliche Ringmauer auf dem Riesberge bei Niederbronn, par C. MATHIS.

Revue de l'Ecole d'anthropologie de Paris. Novembre 1902. Alsaciens contemporains et Alsaciens du moyen-âge, par G. HERVÉ.

Carnet de la Sabretache. Novembre 1902. Le général Louis Jacques baron de Coëhorn, par G. BERTIN, avec portraits.

Revue des études juives. Juin 1902. Elie Schwab, rabbin de Haguenau, par M. GINSBURGER.

Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1902, N° 3. Le P. Carlos Sommervogel, par A. PONCELET.

Revue forézienne. Le P. Gratry, par Alp. GERMAIN.

~~~~~

*Revue des deux mondes.* 15 Novembre 1902. Souvenirs de captivité, décembre 1870, par le général ZURLINDEN.

~~~~~

Revue alsacienne illustrée. Décembre 1902. A quelle race rattachent les Alsaciens, par le Dr DOLLINGER. — Taques et plaques de poêle alsaciennes, par le Dr KASSEL. — Chronique d'art industriel : Exposition de Spindler à Turin, par A. LAUGEL.

~~~~~

~~~~~  
Imprimerie F. SÜTTER & Cie, Rixheim (Alsace)



André Waltz
bibliothécaire de la ville de Colmar.

M. WALTZ

ET

LA „BIBLIOGRAPHIE COLMARIENNE“.

Colmar, j'ose le dire sans crainte d'être démenti par personne, a le bonheur de posséder ce que l'on peut appeler, dans toute la force du terme, un bibliothécaire modèle.

Peut-être M. Waltz a-t-il eu des prédécesseurs plus savants¹, ou encore qui pouvaient être de meilleurs littérateurs, — nous savons que nous blesserions sa modestie, une de ses vertus caractéristiques, si nous disions le contraire. Mais à coup sûr, aucun n'a eu, à un plus haut degré, ce qui fait en somme la qualité maîtresse d'un conservateur de bibliothèque : je veux dire la complaisance, la serviabilité, l'empressement à se rendre utile à tous, petits et grands, et à mettre à la disposition des travailleurs, avec une obligeance et une aménité qui n'ont jamais été prises en défaut, les trésors dont il a la garde.

¹ Cela est douteux. Bien qu'*autodidacte* (ce qui n'amoin-drait certes pas son éloge et est encore une réponse péremptoire à ceux qui sottement prétendent que pour valoir quelque chose il faut être *akademisch gebildet*, oubliant tous les fruits secs que l'on récolte dans les universités) M. Waltz n'a-t-il pas su acquérir dans plusieurs branches des connaissances humaines, en numismatique notamment, une compétence de premier ordre ?

Et ce qui est remarquable et fait l'éloge de M. Waltz mieux que nous ne saurions l'exprimer, c'est que, tout en livrant le meilleur de son temps à ceux qui fréquentent la bibliothèque et en se tenant toujours à leur disposition, il a trouvé le moyen de donner au public plusieurs importants travaux. Sans parler de sa collaboration à diverses revues historiques, et en particulier à la nôtre où son nom se trouve dans plus de dix livraisons; sans parler de l'édition de la *Chronique de Billing* et de celle du *Kaufhaus*, qui ne se souvient en Alsace de ce magnifique *Catalogue Chauffour*, l'un des ouvrages qui rendent le plus de services aux travailleurs de notre province?

Et là ne se borne pas l'activité féconde de M. Waltz. Chargé aussi de la conservation de ce beau *Musée Schongauer* dont Colmar s'enorgueillit à juste titre, notre bibliothécaire a su, non seulement lui donner une organisation excellente et qui tout récemment encore a reçu un perfectionnement inattendu¹; mais grâce à lui les collections colmariennes ont été augmentées de plusieurs véritables trésors artistiques qui, sans son initiative intelligente, auraient été perdus ou seraient allés enrichir des musées étrangers.

Mais voici un bien long préambule pour annoncer la *Bibliographie colmarienne* que vient de publier M. Waltz. Ce qui est notre excuse, c'est que, ayant la bonne fortune de pouvoir offrir à nos lecteurs une gravure très artistique représentant M. Waltz dans son cabinet de travail d'Unterlinden, portrait que nous devons au crayon distingué d'un de ses fils nous avons cru devoir l'accompagner des quelques renseignements biographiques qui précèdent.

1. Toute une série de remarquables tableaux, à double face, dont le verso n'avait pas vu la lumière depuis cinquante ans, sont maintenant placés de façon à ce que l'on puisse voir les peintures des deux côtés.

Venons-en donc à cette *Bibliographie colmarienne*, bel in-8° de XXI-589 pages, qui fait grand honneur aux presses d'où il est sorti. Sous la forme d'une bibliographie, c'est en réalité une véritable histoire de la vieille cité impériale que nous a donné l'auteur. Histoire générale, — géographique, — histoire religieuse, artistique, littéraire, juridique, etc..., etc..., tout figure dans ce volume, et sous chacune de ces rubriques sont énumérés les ouvrages, brochures, feuilles volantes, articles même des journaux (car rien n'est oublié) qui s'y rapportent.

M. Waltz, sans avoir la prétention d'être absolument complet — un ouvrage de ce genre ne l'est jamais, — a cependant approché de la perfection autant qu'il est possible de le faire ¹. Sur certains sujets en particulier, il nous donne une abondance de renseignements qui est vraiment surprenante. Citons-en deux exemples : la bibliographie de notre célèbre monastère d'Unterlinden, où précisément sont installés la bibliothèque et le musée de Colmar, comprend 8 grandes pages. Mieux encore : celle de Schongauer en a 40, soit plus de 200 numéros. Comme notre regretté E. Müntz eut été satisfait ! On devine que ces deux parties ont été traitées *con amore*. Mais le reste, pour avoir moins d'importance, n'en est pas pour cela négligé, et il n'est, peut-on dire, aucun fait de l'histoire de Colmar, petit ou grand, sur lequel on ne trouve quelque indication dans cette intéressante nomenclature, laquelle, pour le dire en passant, n'a pas la sécheresse et la monotonie habi-

1. On pourrait cependant adresser quelques critiques à l'auteur. La plus importante, il est vrai, ne le regarde pas, mais la Société industrielle de Mulhouse, qui a patronné la publication et exigé l'emploi simultané des deux langues, ce qui fait une bizarrerie singulière. Voici quelques autres petites remarques. Pour la campagne de Turenne en Alsace, on aurait pu citer les excellents articles de M. des Robert parus dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, P. 95, n° 572, lire *Humbert de Romans*, au lieu de Hubert. Sur *Murrho*, on aurait encore pu citer *Miscellanea alsatica*, I, p. 65-68. On voit quelles vétilles il faut relever pour avoir quelques critiques à faire à cet excellent livre.

tuelles de ce genre de livres, grâce aux notules historiques, biographiques, littéraires dont l'habileté de l'ouvrier a su l'agrémenter.

. . .

Félicitons donc la piété *filiale* de M. Waltz d'avoir élevé à sa chère cité natale ce beau monument dont elle ne saurait assez lui être reconnaissant. Et pour revenir à ce que l'on disait en commençant, félicitons-nous d'avoir au milieu de nous un homme qui sait si bien faire valoir et exploiter les richesses que nous possédons, et souhaitons qu'il puisse encore de longues années durant, nous aider à en tirer parti.

LA DIRECTION.

CHRONIQUE BELFORTAINE

PAR

l'abbé SCHULER

Les chroniques belfortaines sont fort rares et, à ce titre, nous avons cru utile de tirer de l'oubli celle de l'abbé Schuler, écrite au commencement du XIX^e siècle et déposée à la bibliothèque de Belfort.

Notre narrateur est le fils de l'architecte-entrepreneur de l'église Saint-Christophe, Henri Schuler, né, en 1695, à Wolkmarshheim, ville de l'Electorat de Cologne, de Henri, bourgeois de cette localité, et de Louise Bielefeld. D'après l'abbé Descharrières, auteur d'une *Histoire* restée manuscrite de Belfort, Henri Schuler aurait d'abord été employé en Lorraine par le roi Stanislas, puis serait venu à Belfort pour y construire l'église Saint-Christophe dont la première pierre fut placée le 16 octobre 1727. En même temps qu'il était l'architecte-entrepreneur de cet édifice religieux, dont les plans avaient été dressés par Maréchal, ingénieur du Roi à Strasbourg, il avait l'entreprise des fortifications de la place ; on lui doit aussi la construction de la maison Noblat (hôtel de ville actuel).

Le 31 mai 1732, il se maria avec Hélène Lemoine, fille de Paul Lemoine, procureur au bailliage, et de Madeleine Villin. Hélène eut pour témoins Joseph Lemoine, huissier royal, son oncle, et Paul Ferrier, avocat, son cousin. Dans le contrat de mariage Henri Schuler est qualifié : bourgeois de Belfort, architecte audit lieu, entrepreneur des fortifications de la ville. Il obtint des lettres de naturalisation en 1745. Dans le certificat délivré, à cet effet, par le magistrat de Wolkmarshheim, son nom est orthographié Schöler.

De son mariage naquirent quatre enfants : François, marié à Louise Duchassin ; Henri, l'auteur de cette chronique, né le

25 octobre 1735; Madeleine, mariée en 1767 à Jean Pierre Clavey, morte le 2 octobre 1810, et enfin, le Benjamin de la famille, Albrecht, mort religieux bernardin à l'abbaye de Lucelle. Henri Schuler mourut à l'âge de 78 ans, le 3 janvier 1773. Il avait achevé l'église en 1750.

Notre chroniqueur avait fait de bonnes études, nous dit l'abbé Descharrières, en littérature et en philosophie, au pensionnat des Jésuites de Pont-à-Mousson, où il avait eu pour émule le célèbre chevalier de Boufflers, sous le Père, depuis abbé Georgel. Il fit son cours de théologie à l'université de Besançon, sous les savants professeurs Bullet, Pochard, etc., et il y reçut les saints ordres. Il entra peu après dans la congrégation de la Mission de Saint-Vincent-de-Paul ou des Lazaristes, craignant que le monde, à qui il plaisait par les agréments de son caractère, ne lui fit perdre l'esprit de son état. Il y enseigna la théologie, dirigea des séminaires, prêcha avec succès en différentes stations jusqu'à l'époque de la Révolution, où il préféra quitter sa patrie et perdre sa fortune qui était de plus de 50.000 francs, plutôt que de renoncer à la foi catholique. L'abbé Schuler figure sur la liste générale des émigrés du Haut-Rhin, sous le nom de Schuller Henry prêtre lazarusiste de Belfort. Il se retira à Heidelberg. Il fit imprimer un petit poème latin, étant bibliothécaire du séminaire de Heidelberg, sous le titre : *Tobiades... dedicat Henricus Schuler, Belfortensis presbyter, Electoralis seminarii Heidelbergensis bibliothecarius* (August. Windelic., Doll. 1795, in-8°, 50 chap., 103 pages). Successeur du célèbre P. Desbillaud dans cette bibliothèque, l'abbé Schuler voulut marcher sur ses traces dans la poésie latine. Quoique les protestants ne reconnaissent pas comme canonique le livre de Tobie dont l'histoire forme le canevas de ce petit poème, les journalistes allemands de cette communion n'ont pas laissé de parler avec éloge de cette production intéressante, soit sous le rapport de la bonne latinité si négligée aujourd'hui, soit sous celui de la morale qui ne l'est peut-être pas moins.

Après le Concordat, l'abbé Schuler revint mourir pauvre dans sa patrie. Il a laissé dans son pays, en style du *Vert-Vert*, différentes petites pièces françaises inédites, entre autres : *Les dîners*, automne 1780; *La perruque*, 1783; *La culotte perdue et retrouvée*, 1784; *Le départ de Belfort*, 1788; *La pipée maladroite*, 1791, et une bonne description du monastère de

la Trappe et des vertus qu'on y pratique, qui fait oublier ce que les pièces précédentes peuvent avoir de frivole.

Henri Schuler mourut à Belfort le 6 avril 1812, justement regretté des gens de lettres et des bons chrétiens. Il sut toujours allier les devoirs de son état aux bienséances de la société; il était les délices des bonnes compagnies par sa douceur, son esprit, sa gaieté, ses saillies, ses vastes connaissances et surtout par sa politesse et sa réserve de tout genre¹.

Son acte de décès porte : « ... ancien prestre et ci-devant bibliothécaire et aumônier au grand-duché de Heildberg ».

DUBAIL-ROY.

Ville vieille.

La ville de Belfort, telle qu'on la voit aujourd'hui, est bien différente de ce qu'elle était dans les premiers temps de son existence; à peine trouvera-t-on encore quelques traces de son ancienne disposition, et une grande partie même de son local actuel est entièrement effacé.

Lecteur concitoyen! Cherchez la rue appelée Rue du berceau et celle du Rosemont, où les trouverez-vous? Cherchez aussi les rues qui menaient autrefois au vieux bourg et au bourg appelé Résot? où sont-elles maintenant? Et ces deux bourgs mêmes que je viens de nommer, que sont-ils devenu? comment étaient-ils construits? Vous me répondez : mais ce n'est pas assez dire : le temps les a détruits. C'est ici qu'on voudrait savoir quand et comment le temps les a détruits. Il conste que la ville vieille de Belfort a changé de forme de plus de la moitié, mais quelles ont été les causes de ces changements? C'est ce qu'on voudrait encore apprendre, et c'est ce qu'on ne saura jamais. Si Belfort avait encore ses propres chroniques, comme les a encore aujourd'hui la ville de Thann, sa voisine, qu'elle aurait dû imiter, combien de faits n'y découvrirait-on pas, qu'on

1. ALBÉ DESCHARRIÈRES, *Histoire de Belfort*.

est maintenant forcé d'ignorer à jamais, mais il faut le dire ici : nos premiers ancêtres vivaient au jour la journée ; ils ne pensaient guère à la littérature, ne préparaient rien à la postérité ; alors, on n'écrivait à Belfort que les actes publics, mais on laissait froidement tomber dans l'oubli tout autre événement qui, aujourd'hui, serait des objets curieux de lecture et occuperait la curiosité littéraire de mes concitoyens. Et celui qui veut de nos jours faire l'histoire de Belfort ne peut que gémir sur la pénurie et la sécheresse de ses archives. Il faut souvent, pour éclairer quelques faits anciens qui s'y sont passés, et qu'on voudrait découvrir, feuilleter cent et cent paperasses.

Quoi qu'il en soit et pour en revenir à la ville vieille de notre patrie, je répéterai pour ma commodité ce qu'en a dit un auteur récent¹ qui, plus laborieux que moi, a fait quelques recherches arides sur cet objet, et je m'en tiens nonchalamment à son récit pour m'exempter de beaucoup de recherches ennuyeuses et de feuilleter les vieux papiers.

La ville de Belfort, considérée dans sa toute première origine, avait huit rues et trois portes. Ses principales rues étaient celle des halles², celle qui est plus bas où l'on tenait le marché³ et qui garde encore le même nom, et celle appelée de l'Etuve, près la grande fontaine. Je vais, mon lecteur, rider le front parce que je mets ici la rue de l'Etuve parmi les principales et les premières de notre ancienne patrie. Je ne me retracerai pourtant pas ; je sais bien qu'elle est, à la vérité (n'en déplaise à ceux qui l'habitent), une des plus chétives rues que nous ayons aujourd'hui à Belfort, mais dans les vieux temps dont je parle, elle était une rue distinguée ; on l'appelait rue de l'Etuve parce qu'on

1. L'abbé Descharrières, auteur d'un *Essai sur l'histoire littéraire de Belfort*, 1808, 1 vol. in-8°. Cfr. le dernier numéro de la *Revue d'Alsace*, p. 68.

2. Actuellement¹, rue du Pavillon.

3. Rue du Vieux Marché.

y prenait des bains chauds et des étuves sèches ou humides; mais comme cet établissement ne se soutint pas (je ne sais pas pourquoi) et qu'il a perdu toute son utilité, le magistrat la supprima et fit de cette maison le dépôt de ses archives et le lieu de ses assemblées. Aujourd'hui, on ne voit plus aucune trace de cette antique maison de ville¹ qui ne devait pas être d'un grand goût, et la rue elle-même, gardant toujours, par honneur pour sa vieille gloire, le nom de l'étuve, se tient pourtant fort humblement dans la classe des rues les moins spécieuses et qui lui font le moins d'honneur. C'est cependant dans cette même rue de l'étuve que s'est trouvé, dans les derniers temps, l'établissement d'une célèbre école féminine² que mes concitoyens regretteront à jamais et que les cruelles extravagances de la Révolution ont détruite. Il y avait encore cinq autres rues qui n'existent plus aujourd'hui et que je veux pourtant nommer : 1° celle du berceau³ qu'on dit avoir été derrière celle de l'étuve, qui, par après, a été bouchée par le bâtiment dit autrefois le four banal; 2° celle du Rosemont⁴ qui était une continuation de celle des Halles vers le levant et dans laquelle se trouvait une fontaine; 3° celle appelée derrière le cloître⁵ et voisine de l'ancien chapitre, mais qui est toute changée en jardin au-dessous du château;

1. Remplacée au commencement du XVII^e siècle par une autre maison commune, située près de la Porte de Brisach.

2. Le curé Pierron avait acquis, en 1770, l'emplacement de l'ancienne maison commune de la rue de l'Etuve pour y aménager une école de filles dirigée par les sœurs de l'Instruction chrétienne et qui subsista jusqu'à la Révolution. Sous le premier Empire, l'Ecole secondaire fut établie dans ces bâtiments. Plus tard, les sœurs de Portieux s'y installèrent et y restèrent jusqu'à la laïcisation des écoles de filles.

3. Cette rue, parallèle à la rue de l'Etuve et placée à l'Est de celle-ci, existait encore au commencement du XVIII^e siècle; dans un plan de 1768, elle est déjà fermée à son extrémité nord.

4. La rue Rosemont, placée au sud de la rue des Halles (du Pavillon actuellement) fut modifiée à la suite de la construction de la caserne du Pavillon.

5. La rue derrière le cloître s'étendait à l'Est de la caserne du Pavillon.

4° c'étaient les rues qui, d'un côté, menaient au vieux bourg et de l'autre au bourg Résot, qui était une division de ce qu'on appela généralement Bourg de Belfort. Je le répète, ces rues ont toutes disparu. Dans la rue des Halles que j'ai nommée la première, se trouvait l'ancienne maison seigneuriale qui existe toujours et qui sert aujourd'hui aux bureaux de la sous-préfecture¹; il se trouvait aussi dans la même rue l'ancienne église paroissiale et collégiale qui fut démolie en 1753 pour y bâtir, à la place, un pavillon. Enfin (et toujours dans la même rue) se trouvaient aussi les maisons des anciens chanoines bâties autour de l'église dans le goût de la plus vieille et de la plus simple antiquité, comme on peut s'en convaincre aujourd'hui.

Mais où étaient alors placés le vieux bourg et le bourg Résot dont j'ai parlé il y a un moment? Voici la situation qu'on leur donne : ils dominaient la vieille ville au-dessus de la rampe du château; on dit même que ces bourgs avaient leurs rues, leurs places et leurs portes. Le premier de ces bourgs avoisinait le château actuel auquel il communiquait par une porte qu'il avait au midi. Le second bourg était placé près d'une tour appelée des Bourgeois. Tous deux étaient bâtis à l'antique, comme on a déjà dit et le temps les a détruits, soit par les guerres, soit par les incendies, soit enfin par le nouvel arrangement des fortifications modernes qui, effectivement, ne présente plus, du côté de la ville, qu'une nouvelle et longue forme de parapets et d'embrasures construite en pierres de taille.

Voilà donc ce qu'était originairement la ville vieille de Belfort et telle elle a resté pendant quelques siècles; mais déjà dans le XIV^e siècle², la population l'obligea de construire d'autres rues et d'autres habitations. C'est

1. Ecole normale actuelle.

2. Dans le partage de 1347, il est déjà question de la ville neuve qui devait être limitée à l'Est par la rue actuelle de la Grande Fontaine.

cet agrandissement qui fut appelé ville neuve pendant plus de deux cent ans, avant la dernière ville neuve que Vauban bâtit en 1687 de l'autre côté du canal. Cette ancienne ville neuve, dont je commence ici de parler, descendait du haut de la ville jusqu'à la rivière du moulin. Elle comprenait, entre autres rues, celle qui mène de la grande fontaine à la porte de Brisach et qui s'appelait rue des faïvres, du mot latin *fabr*, apparemment parce qu'elle était pleine de serruriers, de maréchaux, de charrons. Cette même rue s'appelait aussi en allemand *Schmidgass*, parce que dans les temps dont je parle ici on parlait deux langues à Belfort, savoir la romance et le tudesque, ce tudesque qui est proprement l'allemand du Sundgau. L'ancienne ville neuve comprenait encore la rue Malengin¹ qui de tous temps a été (et est encore) l'égout de la rue des faïvres qui est au-dessus d'elle, parce que le derrière de ses maisons et par conséquent les évier des cuisines, les latrines, les écuries, les fumiers, les vidanges des vases et des bouillons de nuit tombait dans cette même rue appelée Malengin et l'a déshonorée jusqu'à ce jour. C'est ce qui lui acquiert cette ignominieuse célébrité, que quand on parle d'une rue sale, on ne manque jamais de la donner en exemple. Hé ! qui ne sait ce proverbe de Belfort : sale comme la rue Malengin !

A la ville neuve de la vieille ville appartenait encore la grande rue², parallèle à la rue des faïvres et aboutissant à la grande fontaine ; cette rue était celle où se tient maintenant journellement le marché, la rue du moulin³ qui mène aujourd'hui à l'hôpital des bourgeois et qui était alors (comme elle l'est encore de nos jours) coupée perpendiculairement par la rue appelée sur l'eau, parce qu'elle conduisait droit à un abreuvoir près

1. Rue Christophe Keller. Le nom de Malengin lui vint d'un bourgeois notable de ce nom vivant au XV^e siècle.

2. Rue du Petit Marché.

3. Rue de l'Hôpital.

du moulin. Enfin venait la rue de l'horloge qui, de la grande fontaine, conduisait à une porte construite alors où commence la place de l'arsenal. On appelait cette rue de l'horloge, parce qu'il y en avait un qui était dressé sur la tour de cette porte, comme il était d'usage dans toutes les vieilles villes et les vieux bourgs.

Toutes ces rues que je viens de nommer, existent aujourd'hui sous d'autres noms et avec cette différence qu'elles sont mieux bâties et qu'elles offrent un plus grand nombre de belles maisons et pour achever l'article de la porte de l'horloge, elle était celle qui fermait l'ancienne ville neuve du côté du couchant et on lui donnait le nom de porte de Bourgoigne, parce que, sortant par cette porte, on entraît dans une souveraineté étrangère qui était alors le Comté de Bourgogne, appelé aujourd'hui Franche-Comté. Cependant la ville vieille de Belfort avait encore deux autres portes déjà même dans sa première origine : l'une était au levant où se trouve aujourd'hui l'imprimerie de Clerc, et elle s'appelait porte du Rosemont¹ ; l'autre² était au midi, près d'une tour, qu'on nommait la glacière et plus anciennement tour cornière, située près du rempart, du côté du fourneau. Toutes ces trois portes de notre vieille patrie ont changé de situation et de nom. Aujourd'hui, Belfort n'en a plus que deux et, tandis qu'autrefois, elles étaient bâties à l'antique, comme elles l'étaient à Delle, à Granvillars, à Landscrone et à Ferette, aujourd'hui ces portes sont construites dans le goût de toutes les villes de guerre. Celle qui était autrefois au levant est aujourd'hui placée beaucoup plus bas et s'appelle porte de Brisach, peut-être à cause des relations fréquentes que les circonstances politiques avaient établi dans l'ancien temps entre Belfort et Brisach, comme on peut le voir dans l'histoire d'Alsace. Les

1. Ou des Halles, placée à l'Est de la Porte de Brisach, vis-à-vis l'Ecole normale

2. Située à l'extrémité sud de la rue du Pavillon actuelle.

routes qui y aboutissent de nos jours n'ont pas eu autrefois la même direction et la chaussée qui passe devant les jardins et va droit à Roppe, n'a pas une origine ancienne. Quant à l'autre porte de notre ville, elle termine aujourd'hui la ville neuve de Vauban et elle s'appelle porte de France, parce qu'elle conduit au royaume de ce nom à qui la ville appartenait depuis peu quand cette porte fut construite. De tout temps, on aurait bien désiré avoir une troisième porte du côté du Fourneau, qui eut été bien commode pour les habitants, mais l'hôpital militaire se trouvant dans le corps de casernes qui est du même côté¹ où l'on aurait voulu avoir la porte, il est bien probable que c'est ce qui en a empêché la construction. Il est vrai que maintenant que cet hôpital est hors la ville, rien n'empêche de construire cette porte au grand désir des citoyens et elle donnerait lieu à une jolie promenade hors des remparts et le long du canal jusqu'au Fourneau, mais dans les villes de guerre, on ne fait pas toujours ce qui serait commode et agréable à leurs habitants.

Par le nouvel arrangement des fortifications, Belfort n'a plus maintenant que deux villes, appelées ville vieille et ville neuve, mais pour la ville neuve on n'entend que celle de Vauban, en delà du canal ; tout ce qui est en deçà est appelé ville vieille ; n'en déplaie aux citoyens dont les maisons touchent au canal, à main droite, et qui ont la vanité de vouloir appartenir à la ville neuve, parce que leurs maisons à deux étages ont de la grâce, qu'elles sont neuves, bien régulières forment un beau quai le long de la rivière ! Il est décidé que le nom de ville neuve ne passera pas le canal de la place. Lecteur compatriote ! votre maison est-elle à la droite de ce canal, tout est dit ; vous voilà citoyen de la ville vieille, tenez-vous en là et ne

1. L'hôpital militaire fut installé dans le front sud des casernes entourant la ville de 1721 à 1792.

contestez plus. Enfin, pour terminer l'article, écoutez la petite remarque que je fais ici en passant. Tout ce que je viens de raconter de la ville vieille de Belfort peut paraître fort peu intéressant et même très minutieux pour un étranger qui me lira par hasard ; mais vous, lecteur concitoyen, ne devez pas le trouver tel ; il doit toujours être fort agréable à un compatriote d'apprendre même les plus petites choses de sa patrie, et plus ce qu'on lui raconte est ancien, plus il doit être empressé à le recueillir ; mais quoiqu'il en soit, après la description fidèle que je viens de donner de l'ancienne ville vieille de Belfort, vous voyez que je n'ai pas exagéré quand je vous ai dit au commencement de cet article, qu'elle est bien différente aujourd'hui de ce qu'elle était autrefois et elle nous fait plus d'honneur.

Enfin, je présente encore à mon récit un nouveau faubourg¹ qui s'étend insensiblement depuis plus de quatre-vingt ans sur le penchant d'une colline dont les environs, outre la situation de la ville, offrent encore l'aspect d'une campagne très étendue et très agréable et les bâtisses qui s'y trouvent avancent petit à petit vers la pierre de la miotte. Ce lieu dont je parle n'était originairement qu'un petit défrichement que quelques bourgeois laborieux avaient commencé dans un terrain pierreux, sec et aride et où il paraissait téméraire de vouloir faire croître seulement un légume dans un local où l'on ne pouvait avoir d'autre eau que celle de la pluie et des orages ; aussi les propriétaires de ces jardins sentant la difficulté d'en tirer quelque avantage, abandonnèrent le fruit de leur labeur au créateur tout puissant de la nature, et dans ce sentiment de confiance élevèrent une croix sur une éminence voisine et l'appelèrent croix de l'espérance. Il est aujourd'hui remarquable que Dieu bénit les travaux de ces pieux con-

1. Faubourg de l'Espérance, au plateau des Chèvres.

citoyens et le terrain qui, anciennement offrait à leur bêche plus de pierre brute que de terre, se trouve aujourd'hui couvert en une grande quantité de jardins enrichis par la culture et embellis par l'agrément. Les pierres qui en ont été tirées ont servi à leurs enclos qui renferment non seulement des légumes, des fruits et des fleurs de toute espèce, mais des embellissements, des symétries et des variétés champêtres qui égayent l'œil et annoncent le bon goût. Avec le temps, on y a élevé non seulement des belvédères, mais des maisons très habitables par leur riante et régulière construction, où déjà plusieurs particuliers y ont choisi leur constante demeure et établi leur ménage.

Grandeur.

Ce mot, que je mets en titre, n'est nullement une qualité qui convient à ma patrie ; j'entends seulement par ce mot l'étendue qu'elle peut avoir. Est-ce une petite, est-ce une médiocre ville, voilà une question qui intéresse mon amour propre ; je sens, à ce moment, que je suis né à Belfort et je désirerais bien qu'il fût plus grand qu'il n'est, et malheureusement, il n'est pas même dans la classe des villes médiocres du département du Haut-Rhin. C'est ce qui me fâche assez. Il faut pourtant que je dise ici ce que Belfort peut avoir d'étendue, et si je veux dire la vérité, je dirai que c'est une petite ville, avoué qu'il m'en coûte de faire ; cela ne sonne pas assez noblement pour une ville où j'ai pris naissance. La vanité qui se niche dans l'âme de tous les hommes, souffre toujours quand on vient à penser qu'on est né dans un petit endroit et il est assez ordinaire d'entendre parler dans les sociétés des petites villes, avec quelque expression de mépris ; par exemple, j'ai entendu une fois, dans mon jeune âge, un inconnu qui disait de Belfort : *c'est un trou*, c'est une *bicoque*. Ce qu'il disait là devant moi ne me mettait

pas à l'aise ; je sentais que je ne pouvais guère le contredire ; je me taisais et gardais humblement l'incognito. Il en était à ce moment de moi, comme d'un petit homme, qui sans se faire voir, entend parler de sa courte stature avec des épithètes disgracieuses contre lesquelles il ne peut se défendre. Il se tient alors caché pour le moment, et ne dit rien, dans l'impossibilité où il est de donner une idée plus avantageuse de sa taille.

Mais quoiqu'il en soit de l'enceinte plus ou moins grande de ma patrie, supposé que les vieux livres de géographie la disent petite, c'est un défaut dont elle s'est bien corrigée depuis plus d'un siècle, car, soit dit pour consoler mes compatriotes, si notre patrie est une petite ville, elle l'était davantage, quand elle n'était encore qu'un bourg du Sundgau, entouré d'un simple mur à trois portes. On dit qu'alors Belfort n'avait pas deux cent feux dans son circuit qu'on mesure, en effet, des yeux. L'espace qui se trouve depuis le pied du château jusqu'aux maisons qui descendent, d'un côté, vers la place de l'arsenal, et de l'autre, vers la rue de l'hôpital, c'était là toute l'étendue qu'avait Belfort. Mais avec le temps il s'est aggrandi par la construction d'une nouvelle ville qui, pourtant ne la met pas encore au rang des villes médiocres. Aussi, quand on veut parler de ma patrie avec quelque éloge, on ne dit pas : *Belfort est une belle ville*, on dit seulement : *Qu'il est joli*. Cette épithète diminutive fait comprendre que si Belfort a quelque beauté, ce n'est toujours qu'en petit. Mais après tout, si Belfort est petit, on pourrait s'en prendre au maréchal de Vauban qui l'a si étroitement resserré dans ses murs bastionnés. Que n'en prolongeait-il le terrain, soit d'un côté ou d'un autre, Belfort en serait devenu plus imposant. Mais si sa population se trouve ainsi si gênée derrière le rempart qui l'emboîte étroitement ; elle n'en a que plus d'activité pour s'accroître au-dehors et former des faubourgs, et sans les entraves que l'on met à l'extension de ses

bâtiments hors des fortifications, Belfort serait aujourd'hui une grande ville, mais elle le sera tôt ou tard et si jamais on vient à favoriser l'avidité qu'il a de s'aggrandir, tout fait présumer qu'il sera, un jour, une ville plus grande que Colmar, et, peut-être, aussi grande que Strasbourg. La multitude des grandes chaussées qui y aboutissent, son local, sa contrée, etc., tout invite l'étranger, de quelque état ou de profession qu'il puisse être, à venir y établir son domicile et c'est ce qu'il fera, *dès qu'il lui sera permis* de bâtir à son gré et à sa liberté.

Rues.

En traitant cet article, je ne veux parler que des rues de la ville vieille. Celles de la ville neuve ont déjà eu leur bonne portion d'éloge. Mais en m'en tenant seulement aux rues de la ville vieille, je prétends en trouver assez pour prouver que cette ville vieille a encore bien des agréments que j'aurais tort de passer sous silence.

Je sais que quelqu'un a dit de Belfort que sa ville vieille, pour avoir quelques maisons par-ci, par-là, n'en était pas moins comparable à une vieille femme qui, toute décrépète qu'elle est, se met, pour se faire belle, du blanc, du rouge et des mouches sur le visage; que cette ville vieille sera toujours, quoiqu'elle fasse, une vieille ville qui, difficilement, pourra effacer les rides et la laideur de sa vieillesse. Cette plaisanterie me paraît outrée et la description sincère que je vais faire de la plus grande partie de ses rues fera tomber tous les préjugés qu'on peut avoir conçu de la susdite ville vieille de ma patrie.

Et en effet. Convenons, avant toute chose des termes : qu'appelle-t-on *une belle rue* ? Sans contredit, c'est celle qui flatte l'œil, ou (ce qui est la même chose), c'est celle qui est droite et bien bâtie. Eh bien,

je vois dans la ville vieille de Belfort, un grand nombre de rues qui ont ce mérite. Je vais ici en faire l'exacte énumération et l'habitant de ma patrie qui me lira sera forcé de dire : *Vraiment, je n'y ai pas pris garde, mais l'auteur a raison.*

Je commence 1° par le quai qui règne le long du canal à main droite. Ce quai est incontestablement un très beau morceau de la ville vieille; peut-on désirer une rue plus belle et plus frappante? Cette rue est étroite, cela est vrai; mais d'un bout à l'autre, c'est-à-dire depuis le corps de garde¹ de la place d'armes jusqu'aux casernes près du moulin, elle est tirée au cordeau et bordée d'une longue suite de bâtiments réguliers de trois étages et dont l'alignement présente depuis le pont de l'arsenal un très bel aspect, qui provoque l'attention et égaie l'œil du voyageur qui se promène sur la place d'armes.

2° Cet alignement du quai de la Savoureuse, qui fait une vraie décoration de la ville vieille, c'est encore la belle qualité des maisons et des rues qui environnent immédiatement l'église paroissiale. Je ne les nomme pas ici, parce que les dénominations qu'on leur a donné dans la Révolution² sont puérides et triviales. C'est dans une de ces rues que se trouve celle de mon domicile³; elle est également droite et alignée. Le bâtiment même que j'occupe prend presque la rue tout entière. Mais malheureusement, il se trouve dans cette même rue un cabaretier et un juif : le premier la dégrade par les tas illicites de son fumier; le seconde la déshonore par la négligence de ses croupissantes ordures; je ne peux donc faire de cette rue l'éloge que je voudrais bien.

1. Poste de police actuel.

2. Pendant la Révolution, les noms des rues furent changés. Pour quelques-unes, d'autres dénominations leur furent attribuées, sous le premier Empire.

3. L'auteur de cette chronique habitait rue Mény n° 4 (aujourd'hui maison Kauffmann).

Rivière.

Les rivières qui arrosent les villes sont plus ou moins grandes ; celle qui arrose le faubourg de Belfort se réduit à peu de chose. Cette rivière s'appelle Savoureuse et on dit qu'en remontant vers le Ballon d'où elle sort, ses eaux sont savoureuses jusque-là que les gens de cette contrée s'épargnent la dépense du savon qu'on emploie ordinairement pour blanchir le linge. Je m'étonne encore que les hommes ne se soient point encore servi de ces mêmes eaux pour se faire économiquement la barbe, s'il est vrai que les eaux de la Savoureuse aient cette propriété. Mais voici encore d'autres remarques sur cette même rivière. Il ne faut pas la chercher dans notre faubourg dans tous les temps, car tantôt on la voit, et tantôt on ne la voit plus. Mais quand elle est à sec, elle est alors de quelque utilité pour Belfort ; on se sert communément de son sable pour la bâtisse des maisons et de ses cailloux pour le pavé des rues. Les eaux de cette rivière, hors le temps des grandes pluies, sont toujours belles et claires ; les femmes y viennent lessiver par amour propre et c'est presque à tous les beaux jours de l'année que l'on voit sur les bords de cette rivière, dans l'étendue d'un demi-quart de lieu, du linge qu'on fait sécher et dont la blancheur semble le disputer à la neige du ballon de Giromagny.

La rivière de Belfort est encore une rivière libertine qui se plaît à changer de lit et en former plusieurs autres, en promenant ses eaux vagabondes, tantôt d'un côté et tantôt d'un autre. Aussi n'aime-t-on pas avoir des propriétés dans son voisinage. Elle mine les terres, les coupe ou les déchire, enlève les écluses et remplit de sable tout ce qu'elle inonde : voilà les ravages annuels de cette insolente Savoureuse, contre lesquels les propriétaires ont peine à se défendre. Mais c'est principalement dans la saison de l'hiver que cette rivière

exerce ses fureurs, les grosses pluies ou le grand dégel et la fonte universelle des neiges l'enflant alors d'orgueil, elle roule des eaux fougueuses et destructives. Je me rappelle l'avoir vu un jour menacer de fort près le glacis des fortifications, en mordre avec voracité les terres pour se jeter dans le fossé, il fallut arrêter ses flots par un triple rang de fascines qui occasionna une grande dépense, mais qu'elle rendit inutiles les années suivantes. Cette bizarre rivière qui, tout à coup, roule des eaux abondantes, impétueuses et débauchées, tout à coup aussi se dessèche et ne présente plus que le sable et les cailloux des différents lits qu'elle a formés. En été surtout, où l'on aurait le plus besoin d'elle, on la voit tomber dans une honteuse sécheresse et on la passe et repasse constamment à pied sec, et les femmes, forcées de chercher ailleurs des eaux pour leur lessive, maudissent hautement son aridité; mais lorsque les eaux reviennent et qu'elle en remplit même toute la largeur de son lit accoutumé, elle n'est pas pour cela poissonneuse; on n'y voit pas même un méprisable goujon. Le peu de profondeur qu'elle offre presque partout empêche qu'elle ne devienne navigable, même avec des petits bateaux qui vogueraient jusqu'à la rivière du Doubs où elle se jette du côté de Montbéliard. Il faudrait ramasser, pour cet effet, toutes ses différentes eaux dans un seul lit, et y faire entrer assez de ruisseaux pour la grossir suffisamment à pouvoir porter quelques chétifs bateaux. L'utilité de cette entreprise ne serait guère que pour Giromagny qui pourrait alors commodément porter plus au loin le commerce de ses fromages qu'on appelle communément tête de moine. Je me rappelle pourtant qu'il y a un an qu'un ingénieur leva le plan de cette rivière, mais je n'en ai pas su la raison ¹.

1. Il s'agit probablement d'études faites pour le tracé du canal du Rhône au Rhin, entrepris vers 1804 et auquel on travailla activement de 1808 à 1810 (achevé seulement en 1832).

Autrefois cette même rivière avait, outre le pont de pierre, encore deux autres ponts de bois dont l'un était construit près des Capucins¹ dont je parlerai tout à l'heure ; l'autre² conduisait aux maisons qui confinent le cimetière de Brasse et, par ce chemin, on abrégait beaucoup pour les convois funèbres ; mais les caprices de la rivière ont si souvent déconcerté Belfort par le cours variable et inconstant de ses eaux, qu'on a enfin abandonné le dessein de rétablir ce pont qui était fréquemment le jouet de cette folle et bizarre rivière qui culbutait ce pont ou (ce qui était plus risible) en éloignait ses eaux et le laissait directement subsister sur un terrain sec. Il arrivait de là que l'étranger en faisait des risées et qu'il disait aux gens de Belfort : « Hé ! Monsieur, à quoi bon faire un pont où il ne passe point d'eau ? » C'est depuis ce temps-là que les enterrements de la ville prennent le chemin du grand pont et parcourent la grande moitié du faubourg pour aboutir enfin au cimetière de la paroisse. Bien entendu que le casuel de ces enterrements en est devenu plus riche.

Fortifications.

Encore dans le XVII^e siècle, avant que les fortifications n'enveloppassent Belfort, la vaste plaine qui règne depuis Giromagny jusqu'à Montbéliard, apportaient la richesse de ses champs et de ses prairies jusqu'au mur simple et antique de cette ville. Je ne parle pas ici par imagination : je me rappelle que, dans ma petite jeunesse, j'écoutais avec intérêt un vieux habitant de Belfort, fameux par son grand âge qui passait cent ans ; il s'appelait Coyet (nous alors consolant pour toutes les vieilles gens de notre patrie et qui leur faisait espérer de vivre aussi longtemps que lui) ; or,

1. Aujourd'hui l'hôpital militaire.

2. Pont du Magasin.

ce vieil homme nous disait en langue romance¹, en nous montrant l'arsenal et sa place : « Là, mes enfants, où vous voyez ce gros bâtiment, j'ai fauché l'herbe de prés pendant bien des années ! »

Telle était donc l'ancienne situation des environs de Belfort ; quand on sortait de son mur par la porte de Bourgogne, on entraît immédiatement dans une vaste campagne, comme on y entre en sortant de Guebwiller ou de Turckheim, lorsque, en 1687, il fut décidé que Belfort serait environné de remparts et de bastions, et Vauban en exécuta le plan qui était en grande partie de son invention. Oh ! combien de terres grasses et fertiles furent alors perdues pour l'agriculture ! Combien de laboureurs de Belfort qui firent à Mars le sacrifice de leurs champs et de leurs prés pour en construire des hautes masses de terre d'où partiraient les foudres de guerre ! Des régiments entiers de soldats furent employés à la construction de ces redoutables ouvrages. Ce qu'on appelle aujourd'hui *le Magasin* devint le dépôt des instruments nécessaires au travail des fortifications, et dans peu de temps, on vit une grande partie de cette belle plaine qui entourait la ville convertie en larges fossés et en grosses pièces de défense. Nos vieux citoyens entendirent pour la première fois les noms de parapet, de courtine, de bastion, de demi-lune, d'ouvrage à corne et à couronne, etc. Et après quelques années, Belfort fut salué avec le respect qu'on doit aux villes de guerre. On vit des bouches à feu sur ses bastions et son arsenal rempli de fer et d'instruments meurtriers. Les habitants se trouvèrent enveloppés de remparts de cinquante pieds de hauteur, et assujettis à des ponts-levis qu'on n'ouvrait et ne fermait jamais à leur volonté. Avant ces ponts-levis, le bourgeois revenait à son domicile à l'heure qui lui plaisait dans la nuit, mais depuis la construction de ces

1. Patois.

ponts-levis, il se vit obligé de rentrer au logis à neuf ou dix heures du soir ou d'être dans le cas de faire baisser les portes de la ville.

Il faut aussi faire cet aveu : que le plan de fortifications de Belfort ne donne à ses habitants aucun agrément par ses remparts, comme ils en donnent dans beaucoup d'autres villes de guerre dont je ne nommerai que Strasbourg et Besançon. Les remparts de Belfort sont adossés sévèrement aux casernes qui les surmontent de vingt pieds de hauteur, les entourent et les emboitent de toute part. Aussi, ces remparts ne sont-ils jamais fréquentés par les citoyens ; ils en laissent la jouissance aux seuls soldats de la garnison, qui sont nécessités d'ailleurs d'y aller chercher les lieux secrets qui se trouvent bâtis au-dessus des fossés et dans l'épaisseur des parapets.

Depuis que Belfort est devenu place de guerre, ses habitants n'ont pas cessé de désirer que la ville eut plus d'ouvertures et plus d'accès qu'elle en a, en effet, à l'air qui vient de la campagne. Si les casernes étaient séparées des remparts comme dans toutes les autres villes de guerre, l'air en circulerait mieux au-dedans de la ville et l'habitation en serait beaucoup plus saine. C'est précisément ce qui fait aujourd'hui l'orgueil des habitants des faubourgs de la porte de France, fiers de l'air pur qu'ils respirent, des vastes prairies qui les environnent. Ils nous disent avec dédain ou avec pitié : « Fi ! de votre cité et de son air épais et stagnant ! Gens de la ville, sortez de vos hautes murailles et venez respirer l'air chez nous et vous aurez les visages de santé que nous portons ! »

A dire vrai, c'est aujourd'hui un désir assez général de n'avoir de fortifications à Belfort que celles de son château ; mais à cela, voici ce que j'ai oui plaisamment et que je vais rapporter : il n'est pas donné à toutes les villes de guerre, disait-on, d'avoir tous les agréments que leurs habitants pourraient désirer, les désagréments dont on se plaint à Belfort, est bien compensé

par l'honneur qu'on y a d'habiter une ville de guerre. C'est à l'époque de ses fortifications que Belfort s'est élevé en gloire au-dessus de toutes les autres petites villes qu'elle a dans son voisinage, jusqu'à plus de quinze lieues en Alsace. Tout petit et tout chétif qu'était Belfort dans son origine, il triomphe de sa petitesse même et devint ville et capitale du Sundgau, et par quoi? par ses fortifications. C'est alors qu'on le vit s'agrandir et s'embellir par degrés, et par le front majestueux qu'oppose aujourd'hui ses remparts et ses bastions, elle se place dans le rang honorable des villes de guerre; voilà ce qui lui donne maintenant une place distinguée dans l'histoire et dans tous les dictionnaires géographiques. Si Belfort n'avait pas été une ville de guerre, on n'en parlerait pas plus de lui aujourd'hui qu'on ne parle de Landscron ou de Ferrette, grâce à Vauban, s'il n'avait pas choisi Belfort pour exécuter son système, Belfort n'aurait aujourd'hui que sa ville vieille, et serait encore ce qu'elle était il y a cent-vingt ans; c'est-à-dire un lieu rangé au nombre des petits bourgs d'Alsace, et Ferrette lui aurait enlevé le titre glorieux de capitale du Sundgau, comme effectivement elle en avait déjà pris le titre dans quelques ouvrages géographiques. Mais quand Ferrette vit que, dans la suite des années, Belfort acquérait une belle ville neuve, à laquelle on joignait des ouvrages de fortification, il lui céda humblement le titre de capitale du Sundgau et demeura dans le rang des petits bourgs de la Haute-Alsace. Grandvillars, quoique plus ancien que Belfort et effectant, il y a peu d'années, une ville du temps des Romains, donne aujourd'hui la palme à Belfort et reconnaît avec respect sa noble qualité de ville capitale. Delle, qui peut se vanter d'avoir soutenu des sièges, comme Belfort, lui rend le même hommage que Grandvillars. Montbéliard, ce vieux et jaloux rival de Belfort, qui se vantait un jour d'écraser par son commerce celui de cette ville, s'incline aujourd'hui devant elle, et, reconnaissant la supériorité de son rang

et de son élévation, se fait un honneur de lui vendre ses futaines et ses pains d'épices. Je ne dis rien de Giromagny qui n'a jamais voulu être ville et qui, loin de rivaliser Belfort, s'en tient humblement à lui vendre ses têtes de moine¹ ou à lui blanchir ses pièces de toile ou ses lessives. Porrentruy n'a rien non plus qui le mette au-dessus de Belfort. Il est vrai qu'il était naguère² la résidence d'un prince allié à la Suisse ; mais qu'avait-il pour défense ? une poignée de vieux soldats qui, dans un cas d'attaque, aurait tiré derrière un vieux mur, percé de crénaux, quelques coups de leurs vieilles arquebuses. Mais qu'est-ce que cela contre les tours bastionnées de Belfort et l'ouvrage à couronne de son château ?

D'après tout ce que je viens de raconter, on voit ce que Belfort était autrefois et ce qu'il est aujourd'hui : autrefois, un chétif bourg, clos d'un chétif mur ; aujourd'hui, une ville de guerre qui a ses ingénieurs, son état-major, ses guerriers et ses canons.

Canal.

La petite rivière qui traverse la ville n'est autre chose que l'écoulement des eaux d'un gros étang situé à un quart de lieue. Ces eaux sont conduites par un beau canal, construit en pierre de taille, séparant la ville vieille de la ville neuve et coulant parallèlement à la Place d'armes dans un lit profond de vingt pieds au-dessous du sol sur lequel la ville neuve est bâtie. Il faut que l'étranger vienne plonger la tête dans le canal pour en apercevoir les eaux qui ne sont d'ordinairement qu'à la hauteur d'un pied. Il en résulte de là un grand inconvénient pour les lessiveuses, c'est que

1. Fromages.

2. Avant la Révolution, résidence du prince-évêque de Bâle.

les eaux coulant trop bas au-dessous du lavoir, ces pauvres femmes sont dans la nécessité de se mettre des journées entières dans la rivière pour être à même d'atteindre l'eau et d'y laver leur linge, ce qui leur occasionne ces fluxions et ces rhumatismes dont elles se trouvent accablées dans l'arrière-saison de leur âge. Par pitié pour elles, j'ai désiré mille fois que la municipalité prit en considération les inconvénients de leur travail, en remédiant de quelque manière à ceux de la rivière qui ne monte jamais assez haut près du lavoir pour y laver commodément le linge.

Mais à propos des eaux trop basses de cette rivière, il vient à ma mémoire une réplique que fit, un jour, un citoyen de Belfort à un habitant de Montbéliard. Celui-ci plaisantait sur la petite rivière qui traverse la ville de Belfort et se moquait des chétives eaux qu'elle y coulait. « Votre canal, disait-il au citoyen de Belfort, est trop beau pour une si petite rivière que la vôtre ; les goujons y pameraient et une souris ne pourrait pas s'y noyer. Prenez garde, ajouta-t-il, gens de Belfort, si quelque grosse bête allait boire dans votre canal, elle le dessécherait entièrement. » « Il est vrai, lui répartit le citoyen de Belfort, les eaux de notre canal ne sont pas abondantes, mais elles suffisent aux besoins que nous avons d'elles ; nous y vidons nos pots de chambre et nos latrines, et ce que nous avons vidé va tout droit chez vous ».

Mais non seulement les eaux du canal de Belfort sont trop basses et rendent leur usage trop difficile aux relaveuses ; mais elles sont encore honteusement précaires, puisqu'il dépend des ouvriers de la forge d'en arrêter le cours quand il leur plait. Mais quand ce chétif ruisseau coule, on entend le bruit désagréable que font les servantes et les lessiveuses sur le lavoir du canal, frappant, dès le grand matin, à coups redoublés le linge avec leurs retentissants battoir, et réveillant toujours trop tôt les habitants des maisons voisines. Par bonheur que ce ruisseau tarit souvent dans l'année ;

c'est le seul temps auquel les voisins peuvent se promettre quelques nuits pleinement paisibles et tranquilles. Quelqu'un a fait une remarque que je veux dire ici. Arrive-t-il à Belfort, disait-il, que les tambours incommodent un citoyen gravement malade, le commandant a la bonté de faire supprimer ce bruit ou de leur faire prendre un autre chemin ; mais le tapage du canal de Belfort, sans aucun égard pour les voisins incommodés, va toujours son train dès les quatre heures du matin, et on ne peut pas plus arrêter le carillon des battoirs des lessiveuses qu'on ne pourrait arrêter leur langue. On dirait, en vérité, que ces femmes frappent avec gaité de cœur en dépit des voisins qui les maudissent. Toute la consolation qu'on peut donner à un malade qui loge sur la rivière, c'est de lui dire : Attendez, pauvre souffrant, que la rivière soit arrêtée par l'écluse de la forge et seulement alors vous aurez du repos. Mais lors même que les eaux de cette inconstante rivière sont arrêtées, voici bien un autre inconvénient : c'est qu'alors il se découvre dans le lit qu'elle laisse à sec un monceau de charognes que les bouchers jettent dans le canal, contre toute règle de police, et l'air est alors infecté par des exhalaisons meurtrières dont le voisinage adjacent dans la ville et plus encore les habitants du faubourg se plaignent amèrement. Ce canal sera-t-il donc toujours sans remède ; mais en continuant encore de dire un mot de cette incommode rivière, il faut que je raconte pour finir qu'il fut un jour question de couvrir son canal (au moins pour la partie qui règne le long de la place) d'une voûte qui aurait formé une rue à côté de laquelle on aurait construit une ligne de bâtiments réguliers et uniformes, qui auraient été parallèles à ceux qui existent déjà sur le quai du canal du côté opposé. L'exécution de ce plan aurait, à la vérité, un peu augmenté la population de la ville ; mais elle aurait privé la place de la promenade qui en fait une parure et qui a son utilité et son agrément. Autrefois, cette promenade était plus longue et allait

jusqu'à l'abreuvoir de la rivière ; le pont Royer¹ a beaucoup contribué à ce qu'elle a été raccourcie, mais le dommage, qu'on portait avec affectation aux arbres, en a accéléré le dépérissement. Ce qui reste encore de cette promenade fait regretter ce qui en a été retranché, car les ombres fraîches dont on y jouit dans la saison de l'été en fait un lieu bien attrayant et toujours bien fréquenté². C'est dommage qu'il est maintenant si petit ; mais il suffit, dira-t-on, pour Belfort qui est une petite ville. Hé ! faut-il donc que dans une petite ville tout soit petit !

Langue.

On a parlé à Belfort dans les anciens temps trois sortes de langue : la romance, la française, la germanique et la tudesque qui est l'allemand corrompu du Sundgau³. On met l'usage de ces dernières langues dans les temps où Belfort a été successivement sous la domination de l'Autriche et celle de la France ; quant à la langue romance, comme elle était déjà établie dans les contrées de la Gaule celtique avant même que Belfort n'ait existé, il n'est pas étonnant que cette langue ait été la première qu'on ait parlé dans les murs de son bourg et elle s'est toujours conservée avec les autres langues que nous venons de nommer ; car il est assez ordinaire de trouver des villes où se parlent deux ou trois langues vivantes tout à la fois. C'est donc de la langue romance dont je vais parler ici et qu'on appelle communément, par une erreur impar-

1. L'arc du canal couverte pour relier la rue de l'Eglise à la Place d'Armes.

2. Cette promenade fut démolie pendant le siège de 1813-14. De jeunes arbres furent plantés sous la Restauration, et, fortement atteints pendant le bombardement de 1880-71, ont été coupés en 1874.

3. L'allemand n'a jamais été en usage à Belfort, même pendant l'occupation autrichienne.

donnable *patois*. Je vais indiquer l'origine et l'antiquité de cette langue, la venger, etc.

Dissertation sur la langue romance de Belfort appelée faussement patois. La langue française qu'on parle aujourd'hui à Belfort, n'a pas été la première langue de cette ville. Sans vouloir déterminer le temps auquel elle a commencé à s'y introduire, je me borne à dire ici que la langue romance a régné longtemps avant la langue française dans notre patrie et je vais, à ce moment, indiquer l'origine et l'antiquité de cette langue, la venger de mépris qu'on en fait aujourd'hui et montrer le tort que nos compatriotes ont de la laisser tomber dans l'oubli.

La langue romance (telle qu'on l'a parlée à Belfort pendant bien des siècles) est cette langue qui, dans le VII^e ou le VIII^e siècle, prit naissance dans les Gaules belgiques par le mélange qui s'y fit du gaulois, du latin et de l'allemand qui y avaient tous trois régné successivement après que les Romains et ensuite les Francs se furent emparés de ces pays. Cette langue romance était déjà si fort en vogue au IX^e siècle que le peuple n'entendait plus ni le gaulois, ni le latin, ni l'allemand et qu'en conséquence les conciles ordonnèrent aux curés de prêcher en langue romance. C'est cette même langue que parlèrent, dans le même siècle, Charles de France et Louis de Germanie quand, à la tête de leurs armées respectives, ils se jurèrent réciproquement une alliance mutuelle ; toutes les expressions de cette langue dont les deux rois se servirent alors pour exprimer leur amitié réciproque, se trouvent aujourd'hui dans l'*Histoire d'Alsace* par l'abbé Grandier. Quiconque les confrontera avec la langue romance qu'on parle encore aujourd'hui à Belfort, avouera qu'il n'y a presque pas de différence entre cette première langue de notre patrie et celle qu'ont parlée les deux frères rois. C'est ce dont le lecteur lui-même pourra se convaincre en lisant la confrontation de ces deux langues que je donnerai à la fin de cette dissertation.

Ce fait historique posé, voici les trois remarques que je fais en faveur de la langue romance de Belfort, même : 1° puisque cette langue de notre patrie est la même qu'ont parlé au XI^e siècle les deux rois Charles de France et Louis de Germanie, comme j'ai promis de le démontrer, cette langue a, dès lors, une antiquité de 900 ans ; 2° la langue que Charles de France et Louis de Germanie parlèrent sur le champ de bataille devait être aussi la langue du peuple français lui-même, puisque c'était pour se faire entendre de l'armée française que Louis de Germanie s'expliqua à voix haute en cette langue ; 3° la ville de Belfort a eu le mérite de conserver cette langue jusqu'à ce moment et de la conserver encore. D'après ces trois remarques qui, toutes, sont à la louange de la langue romance et à celle de notre patrie, je ne puis m'empêcher de demander ici à mes concitoyens par quelle fatalité il arrive qu'une langue si spécialement distinguée dans les monuments historiques et qui a été, jusqu'à présent, la langue de nos pères depuis l'origine même de Belfort, se trouve aujourd'hui négligée avec affectation parmi eux. Déjà, on n'entend plus, comme on entendait encore, il y a quarante ans, les parents appeler leurs enfants en langue romance : *Coulas* ¹, *Yade* ², *Joseli* ³, *Pierot* ⁴, *Yadine* ⁵. Hélas ! il n'est que trop remarquable que cette langue est mise de côté dans presque toutes les familles. Décidément, nos dames, quoique originaires de Belfort, semblent avoir abjuré la romance, que leurs mères parlaient encore avec elles dans leur jeunesse ; elles ne se donnent plus le salut que leurs anciens concitoyens exprimaient en cette langue et toutes leurs conversations se passent en beau

1. Nicolas.

2. Claude.

3. Joseph.

4. Pierre.

5. Claudine.

français. C'est un scandale pour moi de voir à Belfort qu'un petit-fils ne connaît plus la langue de son grand-père; je l'entends parler français à sa servante qui est du Salbert, et cette servante du Salbert qui ne sait encore bien la langue qu'on lui parle, fait des efforts de vanité pour répondre à son maître; mais chose plus remarquable encore à Belfort, c'est que les servantes elles-mêmes, nées à Cravanche, au Valdoie, à Offemont, à Damjoutin, à Bavailier parlent français entr'elles à la fontaine et à la rivière. Les déchargeurs (comme on les appelle à Belfort), qui, naguère, juraient en langue romance au faubourg ou sur la place de l' Arsenal, aujourd'hui, tout en chargeant et déchargeant leurs ballots, ne jurent plus qu'en gros style français; mais je n'ai pas encore exprimé ici toutes mes plaintes; en voici de plus fortes : le marché de Belfort qui, pendant des siècles entiers a été une athénée célèbre où la langue romance brillait dans tout son éclat et qui était pour notre ville une sorte d'académie publique, où cette langue depuis huit cents ans, régnait comme sur son trône, le marché de Belfort, dis-je, depuis quelques années a changé de langue. Nos concitoyennes y acceptent les œufs, le beurre et le poisson en français, les paysannes en fixent le prix dans la même langue et jusqu'à nos laitières anabaptistes, tout y parle français. Hé ! où en seraient aujourd'hui nos arrière-grands-pères s'ils devaient revivre à Belfort. Telle est l'affreuse décadence qui menace l'antique et honorable langue romance.

A Belfort, la langue française est devenue un idiome épidémique et elle a tellement pris dans tous les états et dans toutes les classes de notre patrie qu'il n'y a plus que nos vieilles mamans qui parlent romance, et encore leurs petites-filles cherchent à les en corriger en ne leur répondant qu'en français par mépris.

Mais quelle pouvait donc être la cause de cette chute de la langue de nos pères ? J'en sais une et je vais la déclarer sur-le-champ : les étrangers qui, tous

les jours s'établissent parmi nous et qui, ne pouvant pas parler la langue romance de Belfort, cherchent à en inspirer du mépris, prétendant pour justifier leur injuste dédain que cette langue est un *patois* ! C'est cette expression que je veux relever dans cet écrit et je soutiens que la romance de Belfort n'est pas et ne fut jamais un *patois* et que cette qualification est aussi impropre qu'elle est injuste.

Etats.

Les états les plus remarquables à Belfort parmi ses concitoyens et ses cohabitants étaient l'état ecclésiastique, celui d'avocat et de procureur, celui de tanneur, de marchand et de laboureur. Comme nos ancêtres avaient un grand zèle pour la religion de Jésus-Christ, ainsi que je le ferai voir dans un article spécial, il n'était pas étonnant que l'état ecclésiastique y fut en honneur et il l'a été constamment jusqu'aux temps déplorables d'une restauration révolutionnaire. Jusqu'alors, les parents, en général, aimaient voir quelques-uns de leurs enfants dans cet état et ils n'épargnaient aucune dépense pour les rendre dignes du sacerdoce et autres dignités de l'Eglise. On raconte d'un citoyen qui exerçait une profession dans l'enceinte de Belfort, qu'il s'excusait sur la cherté de son débit, parce qu'il avait un garçon qu'il élevait dans l'état ecclésiastique et que l'entretien de ses études théologiques lui coûtait bien des sols. On a vu à Belfort jusqu'à dix ou douze familles en même temps avoir des élèves au célèbre séminaire de Besançon, au diocèse duquel notre patrie, pour être bâtie dans l'ancienne Séquanie, ressortissait. Mais Belfort fournissait encore plus de sujets à l'état monastique. Il était difficile de trouver en France un ordre où l'on n'eût pas compté le fils d'un de nos concitoyens.

Nous avons eu des compatriotes chartreux ; la

Trappe elle-même, ce cloître distingué par ses rigueurs, a eu deux de mes contemporains qui ont persévéré jusqu'à la mort dans les austérités de ce monastère. J'ai déjà parlé d'un couvent de Capucins qui avait son existence dans le faubourg de France et ce couvent a eu plusieurs de nos compatriotes qu'on y a respecté et chéri.

Nos jeunes concitoyennes ont eu aussi autrefois beaucoup de goût pour les cloîtres; les plus rigoureux n'ont pas effrayé la faiblesse de leur sexe. Les Clarisses et les Carmélites ont eu des demoiselles de Belfort qui s'y sont distinguées par la sainteté de leur vie. Au moment même où j'écris ces lignes, je salue de loin deux de mes cousines qui achèvent leur louable carrière sous le costume de deux monastères de la Champagne. Aujourd'hui, les cloîtres sont universellement abolis et surtout ceux des hommes. Il ne reste plus que le clergé séculier, pour porter seul le pénible fardeau du ministère évangélique. L'Eglise n'a plus maintenant que ses propres troupes, les auxiliaires n'existent plus. Malheureusement, Belfort ne donne plus autant de sujets au clergé séculier et, si cette réflexion m'afflige, je tâche de m'en consoler par le souvenir d'avoir vu dans ma patrie trois pasteurs qui, tous, étaient nés dans l'enceinte de ses murs.

Je viens maintenant aux autres états. Celui de laboureur était le plus ancien de la ville; ceux qui l'exploitaient habitaient tous la ville vieille et jouissaient d'une heureuse médiocrité. Tant qu'il a existé des familles bourgeoises qui, de père en fils, s'occupaient de la culture des terres, l'exercice du labourage a régné dans les murs de Belfort. Je me rappelle avoir encore vu, dans mon enfance, la dernière de ces familles qui s'éteignit vers le milieu du XVIII^e siècle : elle demeurait dans la rue qui conduit à l'hôpital et le domicile de cette famille qui n'offrait à la vue qu'un édifice rustique, est aujourd'hui une belle maison à trois étages. Dans les temps dont je parle, il ne fallait pas chercher une belle

rue dans celle où demeurait un laboureur. Celle que je viens de nommer était bien sale, en même temps qu'elle était fort mal bâtie, comme on peut le soupçonner par ce qui en reste encore. On y entendait tout l'hiver battre en mesure à la grange et le bruit des fléaux était le réveil-matin ordinaire des gens du voisinage. Pendant cette existence du laboureur dans la ville vieille, il était remarquable que cette ville vieille contrastait singulièrement avec la ville neuve. Dans celle-ci, l'étranger ne voyait que de belles maisons et des rues proprement entretenues, et dans celle-là, quand on entrait dans une rue de laboureur, on ne rencontrait que des tas de paille et de foin, des fumiers, des égouts, des étables, des écuries, sans compter les troupeaux de chèvres, de moutons, de vaches et de cochons qui, alors, faisaient une des principales richesses de la ville vieille. Aussi les bergers et bergères y sonnaient-ils fort souvent du cornet à bouquin. Maintenant qu'il n'y a plus de laboureurs à Belfort, on ne voit plus de rue sale que la célèbre Malengin, qui, depuis l'origine de la ville vieille, semble avoir prescrit le droit d'être malpropre et soutient constamment, en dépit de toutes les lois de la police, son antique réputation de malpropreté. Aussi, est-il ordinaire aux habitants de Belfort, quand ils veulent exprimer un endroit fort sale, de le comparer aussitôt à la rue Malengin, soit dit sans offenser ceux qui y demeurent. Mais pour revenir toujours aux états civils de l'ancien Belfort, celui de la magistrature était sans contredit le plus distingué et le plus honorable. Comme je ne parle dans cet article que du vieux temps, je ne veux parler non plus que de l'ancien corps municipal qui déjà subsistait à Belfort dès le commencement du XIII^e siècle. La magistrature alors était éligible toutes les années. C'était Renaud de Bourgogne, souverain du comté de Belfort, qui avait accordé¹ aux habitants de la ville le pouvoir

1. Par lettres de franchises de 1307.

d'élire à la pluralité des voix neuf d'entre eux pour les gouverner et veiller aux droits du seigneur de la ville.

Telle est l'origine de la première magistrature qui parut à Belfort. Elle était composée d'un prévôt, d'un maître bourgeois, de huit conseillers, d'un procureur fiscal, d'un greffier et d'un secrétaire. La forme des élections était comme il suit : les bourgeois ayant droit de suffrage se partageaient en quatre corps, desquels on choisissait dix qui, formant les électeurs, procédaient à l'élection du magistrat, de concert avec le prévôt, le maître bourgeois et deux anciens conseillers. Le magistrat, ainsi élu, prêtait serment dans les mains du prévôt dans l'église collégiale de Saint-Denis ou (ce qui est la même chose) dans l'église paroissiale de Saint-Christophe. On lit la formule de ce serment dans l'excellente *Histoire d'Alsace* de M. l'abbé Grandidier en ces termes : Je jure à Dieu de vivre et de mourir dans la foi catholique, apostolique et romaine, de porter respect à messieurs de l'Eglise, etc.

Il est rare que les élections, quelles qu'elles soient, se passent toujours avec tranquillité, il fut un temps malheureux où l'élection de la magistrature devint vicieusement orageuse ; on dit que la jalousie, l'ambition et l'inimitié furent les sources empoisonnées de ce trouble. Il en résulta parmi les concitoyens un choc violent qui excita l'attention du gouvernement. La seule autorité souveraine apaisa l'orage, mais les bourgeois perdirent le privilège de leur élection, la Cour nomma le Magistrat qui restait en place toute sa vie. Cet ordre subsista jusqu'au temps où la France changea toutes les parties de son gouvernement ; elle amena une nouvelle forme de magistrature qui est celle que nous voyons aujourd'hui dans notre patrie.

Le costume de ces anciens pères de la patrie était simple, mais respectable. Le Magistrat dans son grand appareil paraissait en habit en drap noir et manteau noir, une longue cravate blanche qui descendait fort

bas, lui donnait l'air d'une gravité plus imposante. Dans les cérémonies, il faisait marcher devant lui quatre valets de ville revêtus d'un manteau rouge, orné d'une plaque d'argent qui représentait les armes de la ville. A l'église il occupait un grand banc majestueusement découvert en face de la chaire et sa présence solennelle aux grands offices de paroisse en relevait la pompe et la magnificence.

Celui d'avocat et de procureur en était encore un fort distingué dans notre patrie. Dans cet état se trouvaient des hommes éclairés et judicieux qui étaient nés dans son enceinte. Le sérieux de leur vocation ne leur ôtait rien de l'amabilité de caractère qui doit inspirer à des concitoyens un vrai esprit patriotique, mais tous demeuraient dans les bornes d'une respectable simplicité. On plaidait alors sans aucun costume distingué. Le Magistrat lui-même siégeait sans bonnet et sans robe, et l'avocat ou procureur ne portait à la salle d'audience point d'autres parures que celle de la vérité de sa cause et de la force de sa persuasion. Mais j'ai ouï dire aussi que l'esprit de paix, de probité et de bonne intelligence qui régnait dans ces bons vieux temps parmi les concitoyens rendaient les plaidoyers fort rares. L'avocat attendait dans son bureau le plaideur, comme l'araignée attend la mouche dans le centre de ses filets, et le procureur, dans son étude, guettait une pratique comme l'oiseleur guette une bécasse dans un buisson. L'huissier faisait fort peu d'exploits, et souvent il se plaignait à sa femme du peu de lucre qu'il tirait de ses rares assignations ; c'est qu'il vivait dans un bien autre siècle que le nôtre et il y avait alors peu d'ambitieux et de chicaneurs.

L'état militaire n'a commencé son existence à Belfort que quand elle est devenue, au XVII^e siècle, une ville de guerre ; alors elle a eu son état-major et sa garnison qui se composait, pour l'ordinaire, d'un régiment d'infanterie et un de cavalerie. On sait que où il y a de la troupe, les villes en sont plus agitées et

plus vivantes et quoique l'enceinte de Belfort est petite, la garnison ne s'y est jamais déplu. Les vivres y étaient à bon marché et le soldat s'y plaisait. Si le bâtiment de l'hôpital¹ eût été mieux construit, le militaire se trouvait bien à Belfort en tout point. Les officiers avaient des demeures attitrées dans les différents corps de pavillons qui offrent un beau coup d'œil. Du reste, l'état militaire se tenait très distingué de tout autre état et ne formait aucune liaison civile et patriotique avec l'état des bourgeois. Aussi les jeux, les divertissements de celui-là n'entraient jamais en partage avec celui-ci. On ne voyait ni bourgeois, ni bourgeoise dans un bal militaire et il s'en passait aisément et sans regret. Ce n'est pas qu'avec le temps l'état civil ne se soit rapproché de l'état militaire : nos jeunes concitoyennes ont éprouvé quelque ambition d'avoir un officier pour époux et on en a vu dans plusieurs familles.

(A suivre).

1. Installé dans les casernes du front sud de la ville, de 1721 à 92.

LES
PETITS IMPRIMEURS
DE HAGUENAU
AU XVI^e SIÈCLE

(SUITE) ¹

2. **Amand Farkal** (1524-1427).

D'après les traditions économiques de nos pères, les établissements publics, églises, couvents et hôpitaux, emmagasinaient leurs grains dans les années d'abondance, pour les vendre ensuite au-dessous du cours aux époques de cherté. Pour prévenir les abus, ces achats en détail étaient d'ordinaire réservés aux bourgeois² et proportionnés aux besoins de leurs familles.

L'année 1524 fut une époque de cherté. Le seigle qui, chez nous, servait alors presque exclusivement à la fabrication du pain, se vendait 10 *ß* 4 *ſ* le sac, 24 m. 55 l'hectolitre. La ville en fit distribuer plusieurs

1. Voir la livraison de janvier février.

2. Pas toujours cependant. En 1501, par exemple, la campagne (le *land*) prend autant de part que la ville à des ventes de ce genre faites par l'hôpital. Les comptes dressés à cette occasion ne nous sont connus que depuis peu. Tout en ne mentionnant, comme de juste, que les imprimeurs qui avaient leur ménage, ils en signalent un certain nombre. A côté de Nicolas de Neuvillers, de Gorgus, de Wigant de Gemingen, de Conrad, déjà connus de nos lecteurs, ils nomment Anstett, Jacob Smyde, Augustin, Peter, Ambrosius et trois Henri : Heinrich d'Entzingen, Heinrich le truckergesell ou truckerknecht, et un troisième Heinrich, identique peut-être avec Henri Gran.

milliers de sacs à 12 ou 16 δ le boisseau (14 m., 25 et 19 m. l'hectolitre). Ces ventes commencèrent à l'hôpital du 31 mai au 20 juin, continuèrent à S. George du 26 juin au 19 août, et reprirent de nouveau à l'hôpital du 9 septembre au mois de janvier 1525. *Albrecht buchtrucker* prend part à la première de ces distributions, mais il ne figure point aux deux dernières et y est remplacé, ce semble, par un *Amandus buchtrucker*, qui est évidemment le Farkal dont nous avons inscrit le nom en tête de ce paragraphe. Albrecht est encore en scène le 3 juin, Amandus y monte le 26 juin. Si notre supposition est exacte, c'est entre ces deux dates qu'a dû se faire l'installation de ce dernier. Dès lors il achète presque régulièrement 3 boisseaux par semaine, ce qui suppose une consommation annuelle de 26 sacs, d'environ 29 hectolitres, un ménage assez considérable de huit à neuf grandes personnes ¹.

Farkal venait de Colmar, où il avait publié depuis 1522 une dizaine d'ouvrages plus ou moins considérables. Convoitait-il dès lors la succession de Gran et serait-ce pour cette raison que la rose de Haguenau figure à cette époque déjà sur sa marque de fabrique ? Nous signalons le fait, sans insister davantage.

Jusqu'ici nous ne connaissons que huit publications faites à Haguenau sous son nom : le *neue Testament* (1524), l'*alte Testament*, en quatre parties (1525), un Commentaire de Jean Agricola sur S. Luc (1526), les *Elementa pietatis* du même (1527), un opuscule de Gervasius Schuler, pasteur de Bischwiller (1527), et trois brochures sans date ².

Si restreint que l'on suppose un atelier, dût-il n'occuper que deux ou trois ouvriers, huit publications

1. Coïncidence à noter. C'était juste la quantité de grains que Gran faisait moudre par an. Ne peut-on pas aussi conclure de là que le patron recevait à sa table une partie de ses ouvriers ?

2. *Das jüngst gericht* (est à Haguenau); *Christlich frag und Antwort* (à Francfort); *ein geistlich Almanach* (à Strasbourg).

dont quatre au moins n'ont qu'une médiocre importance, ne sauraient suffire ni à l'occuper, ni à le faire vivre pendant près de quatre ans. On est donc forcé de choisir entre deux hypothèses, à moins que l'on ne préfère, ce que nous ferions volontiers, les adopter toutes deux en même temps. Il faudra croire qu'une partie notable des productions de Farkal a été détruite par le temps ou dort encore oubliée dans la poussière des bibliothèques. Il se peut aussi que plusieurs d'entre elles aient paru sous le voile de l'anonyme, ou signées d'un nom étranger.

La première de ces hypothèses échappe naturellement à toute appréciation. Mais le lecteur sait que nous sommes disposé à reconnaître la main de Farkal dans les trois publications en quelque sorte posthumes de Gran (1526 et 1527), signalées plus haut. La même conclusion, nous l'étendrons volontiers à plusieurs volumes parus sous le nom de Knobloch, dans les années 1524 et 1525. Le contingent de Farkal sera par suite plus que doublé et pourra attendre avec plus de calme et de dignité les recrues que lui réservent les bibliographes de l'avenir.

Les ordres de jour du sénat parlent quatre fois de Farkal :

- 1527, 19 avril. Amandus druckers büchlein.
- 14 août. Die sach Amandus drucker betreffend und schulmeister zu Surburg.
- 19 août. Amandus buchdrucker und schulmeister von Surburg.
- 2 sept. Amandus drucker gegen den schulmeister zu Surburg.

Ces mentions sont trop vagues pour fournir des renseignements utiles. Il est impossible d'entrevoir quels furent les démêlés de Farkal avec le maître d'école de Surburg et s'ils eurent quelque influence sur le départ de notre typographe, qui ne tarda pas à survenir.

D'après Barack ¹, Farkal imprima deux ouvrages à Strasbourg en 1529 et 1530, puis on n'entend plus parler de lui. Sa marque d'imprimeur comprend ses initiales et la rose de Haguenau. Heitz en signale huit variétés différentes. C'est beaucoup pour un typographe dont le catalogue est si modeste.

3. Guillaume Seltz (1527-1529).

Lorsque Menrad Molther envoya à son imprimeur de Haguenau les deux traductions (Pindare et Agapit), que celui-ci publia en septembre 1527 sous le nom de Granius, il y avait joint un troisième opusculé, un commentaire de Wilram sur le Cantique des Cantiques. Mais vu la précipitation de son départ, cet imprimeur — Farkal ou un autre — n'avait pas eu le temps d'exécuter la commande. Ce soin échut à son successeur. Tel est du moins le sens donné par nous à une note mise en tête de l'imprimé par Jacques Kammerland de Mayence, qui remplissait sans doute chez Seltz les fonctions de correcteur. « Voilà, écrit-il à Molther, ce Wilram que tu souhaitais ardemment, non de nous, mais d'un autre Frédéric. Je l'ai soigné de mon mieux. Il ne t'arrive pas imprimé dans la forme que tu demandais ; cela ne pouvait se faire. Accepte ce qui était dans notre pouvoir ».

Ce Wilram, terminé le 7 septembre 1528, n'était pas toutefois la plus ancienne publication haguenauienne de Seltz. Dès le 12 février 1528, il avait achevé ce qu'on appelle les *Wormser propheten*, une traduction des Prophètes, faite par les anabaptistes Ludwig Hätzer et Hans Denck, qui avait paru à Worms l'année précédente (13 avril 1527). Comme l'ouvrage est un in-folio de plus de 300 pages, il a dû rester quelques semaines

1. HEITZ, XXXIII, *Elsässische Büchermarken*, in 4°. 1892.

sur le métier : ce qui nous force à placer l'installation de Seltz à Haguenau dans les derniers mois de 1527.

Quel était-il et d'où venait-il ? Personne n'a pu nous le dire et les recherches que nous avons faites à ce sujet, sont demeurées jusqu'ici sans résultat. Avant 1528 on ne le rencontre nulle part. Après 1529 il disparaît subitement, sans laisser de traces.

Si éphémère que fût sa carrière, elle a eu néanmoins ses jours de gloire. Les *Wormser propheten*, illustrés d'un grand nombre de planches, sont l'une des productions les plus estimées et les plus recherchées de la typographie haguenauienne. Il imprima aussi in-folio, avec le concours de l'éditeur strasbourgeois Paul Götz, le *richterlich Clagspiegel* de Sébastien Brand, également illustré de gravures, et une Bible allemande en plusieurs parties.

Le directeur de notre école latine, Jérôme Gebwiller, trouva chez lui les complaisances que lui refusait Setzer. Il lui fit imprimer d'abord deux de ces brochures de polémique religieuse, dans lesquelles il aimait à déposer ses vues conciliatrices — *Gravissimæ Sacrilegii...* (1528) et les *Prédications* de S. Hildegarde (1529) de *présente clericorum tribulatione* — joignant à la première une introduction adressée au magistrat, quelques pages excellentes sur l'origine et la constitution de la cité. Puis il consacra une autre publication à la glorification de la maison impériale, qui était aussi pour lui l'objet d'un culte particulier. Il y célèbre tour à tour la captivité de François I^{er} (1525), la prise de Rome (1527), le triomphe de Charles V à Naples (1528) et celui de Ferdinand en Hongrie (1526)¹. C'est évidemment à ce dernier ouvrage que se rapporte la mention un peu confuse que Schœpflin a consignée dans ses *Vindiciæ*, quand il dit : « Guill. Seltz imprima à Haguenau deux poèmes remarquables, l'un de Gebwiller sur Charles V,

1. In gloriosissimum Sacræ Cæs, atque cath. Mæz, triumphum. (Se trouve à la bibl. royale de Vienne).

en 1529, l'autre, un chant triomphal relatif à la capture de François I^{er} par Charles V, en 1525¹.

Moins d'importance présentent les autres publications connues de Seltz : Das erste buch Mosi gepredigt durch Jacob Othernn (avril 1528) et Magni Turci epistolæ (1528). Notons toutefois que la première d'entre elles renferme son titre dans une bordure de Gran (la seconde sans les iniales) et que la dernière, comme le Wilram et le In gloriosissimum, a la bordure du Valla de Gran. Ailleurs sur ses in-folio et même dans Wilram se rencontre la marque particulière de Wilhelm Seltz, un Wadossé à une ancre².

4. Veltin Kobian (1532-1543).

Dans les comptes de la Glandée pour 1520 apparaît un *Veltin buchtrucker*, qui ne doit pas être distinct de l'imprimeur Veltin admis aux distributions de grains de 1524 (p. 143), et appelé le 12 juillet *Veltin Durlach buchtrucker*, le 26 juillet et le 16 août *Veltin Kobie buchtrucker*. Les Comptes de la Melwog qui ne commencent qu'en 1525, mentionnent Veltin Kobian pour la première fois en 1532. Il résulte évidemment de là que le Veltin Kobian, que nous trouvons à partir de 1532 à la tête d'une imprimerie haguenauienne, était

1. Vindicie, 115 : Guil. Selzius Hagenoæ duo illustria carmina impressit; alterum Gebvileri de Carolo V, 1529, alterum triumphale, quum Franciscus I a Carolo V caperetur an. 1525. Les vers de Gebwiller sur la captivité de François I^{er} avaient déjà paru antérieurement, dans une publication conservée à la bibliothèque de Zurich, sous ce titre : In sacræ Cæsareæ atque catholicæ Majestatis Insignem triumphum, quo Franciscum galliarum regem XXIII die Fe|bruarii anno Domini M D XXV, exiguis Hispanorum et Germanorum copiis, apud insubres | praelio vicit. Mais nous ignorons où cette publication fut faite. En tout cas elle n'a pu être imprimée à Haguenau par Seltz, qui n'y était point en 1525. Aucune des deux publications n'est indiquée dans le catalogue, si intéressant du reste, que Ch. Schmidt a dressé des œuvres de Gebwiller dans son *Hist. litt. de l'Alsace*.

2. HEITZ, pl. LXXI, 1 et LXXII, 2.

originaire de Durlach, et avait travaillé antérieurement dans notre ville, pendant plusieurs années, en qualité de prote ou de simple ouvrier.

Que devint-il de 1525 à 1530? Les archives de Durlach pourraient sans doute nous le dire. En 1530 il y dirigeait un atelier typographique, comme nous l'apprend un opusculé conservé à la bibliothèque de Trèves. Il a pour titre : *Annotatio seu Breviarium rerum memorabilium...* Turrelaci per Valentinum Kobian an. 1530, et renferme une courte chronique, qui s'étend depuis le début de l'ère chrétienne jusqu'en 1529. Il quitta ensuite cette résidence pour s'arrêter un instant à Ettelingen où il édita entre autres, au mois de février 1532, une *Nouvelle Méthode de médecine tirée des sciences mathématiques*, par l'astrologue Jean Hartfurt Virdung. Cet ouvrage fantaisiste était imprimé à l'avenant, si bien que Kobian crut devoir s'excuser auprès du public de n'avoir pas toujours compris les expressions techniques de l'auteur, et lui recommander l'étude de trois longues pages d'errata, jointes à son livre.

Ce succès douteux ne l'empêcha point de débiter à Haguenau, au mois de septembre de la même année, par trois autres ouvrages de médecine¹. Il annonce même dans l'un d'eux (Savonarole) l'intention de réimprimer un certain nombre d'œuvres analogues, non seulement en caractères plus élégants, mais aussi avec un texte plus correct. Les anciens éditeurs, dit-il, laissent à désirer, surtout à ce dernier point de vue : les typographes ne connaissent pas assez les hiéroglyphes et les abréviations des Esculapes modernes. Et de fait, l'année 1533 s'ouvre encore chez lui par deux publications médicales, une réimpression du Vir-

1. *Insignis medici Cophonis tractatus de arte medendi,*
Avicennæ oratio... de universali ratione medendi,
Excellentissimi medici M. Savonarole de arte conficiendi aquam vite.

dung, et un traité de *médecine pratique* inédit de Galearius de S. Sophie.

Ce dévergondage médical, assez étrange sur la place de Haguenau, et ces promesses de correction, s'expliquent sans doute par la souscription du dernier livre que nous venons de citer. « Tout ce traité, y lit-on, a été publié à Haguenau pour tous les amis de la médecine et corrigé avec grand soin par George Kraut, docteur ès arts et en médecine. » Ce docteur occupa à Haguenau de 1533 à 1543 le poste de médecin municipal. C'était, paraît-il, un praticien distingué, *eine fortreffliche person*, comme le reconnaissent les Procès verbaux du sénat. On lui allouait le traitement alors exceptionnel de 50 fl. (11 à 1200 m.) par an. C'est évidemment sur son concours de spécialiste que comptait Kobian pour l'expurgation de ses textes.

Mais le placement de ces sortes d'ouvrages était-il ici trop difficile? Y eut-il brouille entre l'imprimeur et son prote officieux, peut-être son bailleur de fonds? Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'en dépit de ces promesses, malgré l'établissement définitif du Dr Kraut à Haguenau, les publications postérieures de Kobian — il est vrai que nous n'en connaissons qu'une trentaine — n'ont plus rien de commun avec la médecine.

On y voit Kobian subir tour à tour les influences les plus diverses. En 1534 c'est le pasteur strasbourgeois Hédion, qui lui fait imprimer une traduction allemande des Offices de S. Ambroise et celle d'un opuscule d'Erasmus sur la manière de se préparer à la mort. Puis survient un silence de plus d'un an¹, qui n'est toutefois qu'apparent, comme le prouvent les Ordres du jour, mais sur lequel toute donnée nous manque. En

1. Nous ne connaissons pour 1535 qu'un catéchisme en quelques pages, intitulé : *Fragestück des christlichen Glaubens für die Jugend*, par Brentz.

1536, la parole est à Gebwiller, le directeur de notre école latine.

Il publie chez Kobian une étude historique sur le duché de Lorraine, et un poème héroïque d'Erasmus, sur les martyrs anglais Thomas Morus et l'évêque Fischer, victimes de la Réforme. Il ne fut pas étranger à l'impression des *Actiones juris* du jurisconsulte lorrain Nicolas de Lescut, qu'il recommanda selon l'usage du temps par six distiques élogieux.

Dans ce dernier ouvrage un avertissement du *typographe au lecteur* mérite d'être relevé. Il nous montre le peu de cas qui se faisait alors de la propriété littéraire. Ayant appris que Lescut avait composé cet ouvrage, Kobian s'adresse à lui, demande et obtient communication du manuscrit, et, sur la recommandation de divers légistes consultés *ad hoc*, sollicite la permission de l'imprimer. Lescut la refuse. Le livre n'en parut pas moins, en dehors de lui et malgré lui, grâce à une copie que l'imprimeur avait prise, pendant que le manuscrit se trouvait entre ses mains¹. Remarquons-le toutefois en passant, le style de l'épître, les détails donnés, révèlent chez Kobian une certaine connaissance de la langue latine et un fonds sérieux d'instruction.

Deux publications² faites en 1538 et 1539 ont pour éditeur Hans Griesbach, bourgeois de Haguenau. L'association est indiquée par la formule habituelle *ausz verlegung des ersamen Hans Griesbach burger daselbst*. Elle est aussi marquée d'une façon vraiment exceptionnelle, qui a dérouté plus d'un critique, où perce peut-être la petite vanité du bourgeois parvenu, par un bois qui présente, à gauche la rose de Haguenau, à droite un fer à cheval, armes de Griesbach.

1. L'édition se trouva du reste si défectueuse que Kobian dut la réimprimer l'année suivante, mais cette fois, assure-t-il, *omni menda purgato suoque nitore reddito libello*.

2. Der Job ausgelegt durch Johannes Brentzen.

Der Evangelist Johannes ausgelegt durch Joh. Brentzen.

Fils d'un maréchal ferrant, maréchal ferrant lui-même pendant de longues années, Jean Griesbach ou von Griesbach ne devait pas prêter à notre imprimeur un concours intellectuel de grande importance. Mais il avait assez bien mené sa petite barque, il venait d'être élevé (Noël 1532) par les suffrages des sénateurs, ses collègues, à la dignité de Marschalck. Il avait de l'argent et du crédit, deux choses toujours utiles dans les affaires, indispensables à un homme qui, comme Kobian, se trouvait chaque jour en face d'incessantes difficultés¹, pécuniaires et autres.

Les Ordres du jour qui ne parlent que très rarement de Setzer et de Brubach — qui suivaient pourtant les mêmes errements, mais en langue latine — s'occupent fréquemment de Kobian. Sans nous arrêter à des mentions qui se rapportent, croyons-nous, à des affaires privées, nous sommes forcés de reconnaître l'imprimeur lui-même dans la plupart des indications suivantes :

- 1534. 4 mars. Veltin Kobians clag, des buch-druckers suplication.
- 18 mai. Veltin Kobian exemplar.
- 31 août. Veltin Kobians hausfrau.
- 7 sept. V. Cobians verhörung.
- 18 & 30 nov. Das exemplar dem drucker.
- 1535. 17 nov. Veltin Kobian exemplar zu berichtigen.
- 1536. 17 mai. Kobians exemplar.
- 14 sept. Veltin Kobian.
- 10 oct. Kobians exemplar.
- 6 nov. Veltin Kobians suplication.
- 1538. 30 déc. Kobians exemplar,

auxquelles il faudrait sans douter ajouter celles-ci :

1. De 1538 à 1551 Griesbach remplit les fonctions de receveur de la léproserie. Il mourut en 1551 laissant quatre filles : Gertrude, Christine, Elisabeth, mariée à Mathis Spach, le forgeron, et Anne, femme de Jacob Synn, le *scherer* (barbier-chirurgien).

1539. 12 mars. Griesbach exemplar.
 25 août. Hans Griesbach.
 15 oct. Hans Griesbach.
 1540. 26 sept. M. Hans Griesbach, et d'autres
 analogues.

Quoique sans cesse occupée de Kobian, qui la provoquait avec non moins d'insistance par ses publications allemandes, la censure ne se montrait point bien sévère. Lisez par exemple la brochure publiée sur le mariage par le pasteur Erasmus Alber. Ce n'était d'après le titre que la traduction d'un opuscule latin, composé par le sénateur vénitien Franciscus Barbarus. Mais le traducteur y mêla ses idées personnelles, tirées, dit-il modestement, « non de ma propre tête, mais des leçons de mon illustre et excellent maître, le D^r Martin Luther. » Toute la dédicace du livre, dans laquelle se trouve cet aveu, n'est qu'une apologie du mariage des prêtres, une diatribe contre le célibat ecclésiastique, qu'il appelle délicatement un *hurnstand* et contre l'Eglise elle-même qu'il accuse de condamner le mariage ¹, sans lequel cependant « Kund Keyn erbarkeit sein, sonder eyn sauleben, ja ein papisten und romanisten leben. » Des magistrats qui toléraient un pareil langage, aussi calomnieux pour leurs croyances que grossier pour leur clergé, ne sauraient être considérés comme des censeurs rigides.

Cette conduite est d'autant plus surprenante que Kobian ne semble pas avoir été de composition difficile, à en juger par une lettre conservée dans nos Archives. Dans cette pièce qui n'est point datée, Kobian conjure le sénat, tant en son nom qu'au nom de tous les ouvriers de la ville intéressés à son travail, de lui donner une réponse qu'il attend depuis quelque

1. Der bispstliche gewel der sich alle gute ordenunge ze verwüsten bevliessen hat und den götlichen Ehstand für eyn fleischlichen, das ist, für eyn ungötlichen stande uszgeschrien.

temps. Il s'offre du reste à faire tous les changements que l'on pourra désirer ¹.

La mention « V. Kobian supplication » se lit encore dans les Ordres du jour en 1543, les 7, 9, 16, 23, 30 mai. A quoi se rapportait-elle? Peut-être à son admission à l'hôpital? Ce qui est certain, c'est qu'il y mourut peu de semaines après, le 16 août, laissant à l'établissement, devenu son héritier légal, la modeste somme de 10 β (17 m. 60) ².

La dernière publication que nous connaissions de lui, est le Commentaire de Brentz sur l'évangile S. Jean, qui parut en 1542. Son titre est encadré dans une bordure de Setzer ³, qu'il avait déjà employée antérieurement ⁴. Il a aussi ses bordures particulières, mais dépourvues de marques, sauf celle qui fut faite en l'honneur de son associé Griesbach (le fer à cheval).

5. Sigmund Bund (1553-1557).

Il n'est pas impossible qu'après le départ de Brubach sa succession ait tenté Balthasar Beck, fils de l'imprimeur René Beck et imprimeur lui-même à Strasbourg. Telle est la portée que pourrait avoir l'indication suivante des Ordres du jour :

1537. 3 sept. Balthasar Beck buchtrucker.

Mais si Beck eut réellement cette pensée, il se laissa sans doute décourager par l'accueil peu sympathique qu'elle rencontrait à Haguenau. C'est une conclusion que nous suggèrent les négociations dont nous

1. Wo es oder an wellichem endt, ort und platt unleidenlich gefunden wurt, wil ich dis selbig heissen lassen.

2. Compte de 1543 : 10 β hat verlassen Veltin Kobian der buchtrucker; ist gestorben uff donnerstag nach Assumptionis Marie.

3. HEITZ, pl. LXIX, 2. On rencontre aussi sur le S. Luc de Brentz (1534) les côtés de la bordure d'Anshelm. HEITZ, LXI.

4. 1535. Fragstück des christlichen Glaubens.

1537. 750 teutsche Sprichwörter de J. Agricola, etc.

allons rendre compte et qui nous sont connues grâce à quelques extraits tirés de nos anciens *Ratsprotocoll*.

1553. 6 mars. « Il est parlé de quatre petits livres de l'imprimeur Sigmund Bund, deux latins et deux allemands; il désirerait les imprimer et obtenir une réponse. — On a décidé de soumettre les latins au prédicateur (Jean Baptista), au maître de l'école latine (Conrad Schenck), à M. Nicolas Scheid (médecin) et à M. Simon (Voltz) de S. George. Quant aux allemands, ces messieurs (du conseil) pourront les voir et les lire, le sénat statuera ensuite ce qu'il voudra. Comme l'imprimeur est en relation avec les Anabaptistes et d'autres (sectaires), il faut se tenir sur ses gardes et aviser aux moyens de prévenir et détourner le mal.

10 juillet. « Comme Sigmund Bund insiste auprès du stettmeister, et prie qu'on lui permette d'imprimer les exemplaires déposés ou qu'on les lui rende, — il est décidé de ne pas en autoriser l'impression, de les lui restituer et de lui dire de laisser là son imprimerie; on ne voulait pas avoir ici d'imprimerie pour le moment¹.

24 juillet. « M. Hans Schwintzer procureur du grand conseil de Strasbourg, comparait devant le sénat avec un autre, à cause de Sigmund Bund de *Wachenheim*. Ils prient de lui permettre d'imprimer, afin qu'il puisse gagner sa vie, entretenir sa femme et ses enfants, rappelant les réponses qu'il avait obtenues antérieurement du conseil. Pour rassurer le sénat contre tout désagrément, il voulait ne travailler que in politioribus litteris, in facultatibus, poesi ou matières analogues. Dans le cas où il songerait ou serait engagé à s'occuper de controverses religieuses, il consulterait d'abord M. Prothasius Gebwiller (fils de Jérôme et ancien prédicateur de la cathédrale de Strasbourg qui résidait

1. Der druckerei müssig zu gan, dann man uf dis mols kein druckerey alhie haben wolte.

alors à Haguenau), et s'en remettrait à son jugement et à sa censure : lui-même était désireux de ne rien imprimer qui pût attirer des ennuis ou du dommage au sénat. — Il fut reconnu de lui permettre d'imprimer, aux conditions proposées par lui. Il remettra d'abord les exemplaires au sénat ou à la chancellerie, pour qu'on puisse les examiner et voir si on pouvait les admettre ou non.

27 sept. « Sigmund Bund l'imprimeur présente le manuscrit de deux Sermons prêchés par M. Johan Wernher à Ringersdorf; — le sénat autorise l'impression.

Jusqu'ici l'histoire ne s'est pas occupée de S. Bund. Tout ce que nous rencontrons sur son passé, se borna longtemps à la mention suivante, empruntée au catalogue 65 de Trübner, n° 323 : « *Ein rhumreich zierlich unnd fast fruchtbar Histori von... Ritter Ponto... auch von der schönen Sidonia... gedruckt zu Strassburg bei Sigmund Bun und vollendet am ersten tag des Mertztes M.D.XXXIX.* Plus tard nous avons vu à la bibliothèque de Vienne une brochure intitulée : *Von dem ampt der Fürsten... durch Ph. Melancton newlich im latein ausgegangen und jetzt verteutschet... Getruckt zu Strazburg bei Sigmund Bun im jar MDXL.*

Il résultait de ces publications que Bund se trouvait à Strasbourg dans les années 1539 et 1540. Il n'y habitait plus en 1553, à l'époque des négociations que nous venons d'exposer. Le rôle qu'il y joue n'est pas celui d'un étranger, désireux de s'établir à Haguenau, qui parle de son arrivée plus ou moins récente ou prochaine. Il se trouve déjà sur place, y a des relations bien connues, est en mesure de harceler le régent par ses obsessions, lutte avec énergie contre un mauvais vouloir qui eût découragé un homme du dehors, encore libre sur le choix de sa résidence. Bund devait donc demeurer à Haguenau avant 1553 et nos recherches se portèrent tout d'abord sur ce point.

Elles ne furent pas sans résultat. Nous n'oserions pas l'identifier sans hésitation avec un *buchdrucker* *Symund* qui, d'après les comptes de la Melwog, travaillait à Haguenau comme ouvrier, en 1528. Mais on peut admettre avec assurance qu'il n'est point distinct d'un Sigmund Bund, qui dans les années 1548, 1549, 1550, 1551, 1552 et même 1557 habitait la paroisse de S. Nicolas et envoyait régulièrement ses porcs à la glandée. Il était ainsi réellement à Haguenau depuis plusieurs années, vivant de ses rentes ou d'autres travaux, ayant provisoirement rompu avec la profession d'imprimeur, qu'il demande à reprendre en 1553.

Mais sa presse ne marcha-t-elle jamais ici antérieurement à cette date ? A-t-il profité de l'autorisation accordée dans la séance du 27 septembre ? N'a-t-il pas encore obtenu et utilisé dans la suite d'autres permissions analogues ? Rien ne permettait de répondre à ces questions. Les Ordres du jour n'existent plus. Les procès-verbaux du sénat que nous venons de citer, grâce à quelques Extraits faits au XVIII^e siècle, ont disparu. Les Extraits eux-mêmes manquent pour les années 1556-1580. Les catalogues des Bibliothèques et des Antiquaires restaient muets.

Et cependant nous espérions. Cette confiance se basait sur une publication française que nous connaissions depuis de longues années ¹. Elle donnait la traduction d'un voyage fait en Amérique, au début du XVI^e siècle, par un bourgeois d'Ulm, Nicolas Federmann le jeune, *voyage imprimé en allemand à Haguenau en 1557*. De la relation elle-même, l'éditeur français disait qu'elle « est de la plus grande rareté, qu'il ne l'a trouvée citée dans aucune bibliographie ; entièrement oubliée en Allemagne, (elle) n'a jamais été traduite dans aucune

1. Voyages, Relations et Mémoires originaux pour servir à l'histoire de la découverte de l'Amérique, par Henry Ternaux. Paris, Arthus-Bertrand. 1837.

langue ». Mais il ne nomme point l'imprimeur lui-même et ne dit rien qui puisse aider à le retrouver.

Au premier moment, cette indication n'avait provoqué autour de nous que des sourires d'incrédulité. En 1557, Haguenau ne possédait plus ni presse, ni imprimeur. Cela dura jusqu'au jour où les négociations racontées ci-dessus vinrent, sinon imposer silence aux sceptiques, du moins leur enlever leur unique point d'appui. Dès que Bund imprimait ou pouvait imprimer à Haguenau en 1553, personne n'avait plus le droit d'affirmer que ni lui, ni aucun autre imprimeur, n'y travaillait en 1557.

Nos espérances finirent par être justifiées. La bibliothèque de Munich nous découvrit enfin l'oiseau rare, si longtemps cherché sans succès. Au milieu des richesses bibliographiques qui s'y trouvent accumulées, se rencontre l'ouvrage suivant : *Indianische Historia*, eine schöne kurtzweilige Historia Niclaus Federmanns des jungen von Ulm erster reise, so er von Hispania uñ Andalosia aus in Indias des oceanischen Mörs gethan hat, und was ihm alwo ist begegnet, unz auff sein widerkunfft in Hispaniam, auffß kurtzest beschriben, gantz lustig zu lesen. MDLVII. Le tout est suivi de l'explicit catégorique : getruckt zu Hagenaw bei Sigmund Bund.

C'est à ce volume unique, qui a dû être précédé, accompagné et suivi de beaucoup d'autres, que se réduit pour le moment ce que nous connaissons de la presse haguenauienne de Bund. Il est à espérer que les bibliographes de l'avenir sauront, par leurs recherches et leurs trouvailles, enrichir ce catalogue par trop sommaire.

(A suivre.)

A. HANAUER.

UN
MÉTÉOROLOGISTE ALSACIEN
AU XVIII^e SIÈCLE
(SUITE)¹

1777.

19 février, le baromètre à variable, le thermomètre à 15 degrés au-dessus du point de la glace, beau et chaud, le vent au midi. Dans la journée le baromètre est descendu à trois degrés au-dessous du variable. Vers 10 heures du soir, il a fait des coups de vent du midi très violents. A 10 heures trois quarts, il y a eu une très légère secousse de tremblement de terre, qui n'a pas duré une seconde. A Strasbourg, il y a eu beaucoup d'éclairs et du tonnerre.

Le octobre², aurore boréale.

Le novembre³, aurore boréale très vive.

Le 31 décembre, à 4 heures du matin, deux forts éclairs et du tonnerre.

1778.

Le 14 juin, sur le soir, un peu d'orage. Le temps est devenu si froid qu'il a fallu faire du feu. Il a duré ainsi jusqu'au 23.

1. Voir la dernière livraison.

2 et 3. Les jours manquent dans le manuscrit.

Le 7 et le 15 juin, il y a eu deux fortes grêles qui ont fait un dommage considérable à un grand nombre de bans dans la Basse-Alsace.

Le 14, jour de la Fête-Dieu, on n'a pu faire la procession à Strasbourg à cause des grandes pluies. C'est la première fois qu'elle a manqué.

Le 22 septembre, à 9 heures du soir, une magnifique aurore boréale tirant vers l'ouest. Elle a duré jusqu'après minuit. On dit que la veille il y en a eu une aussi, mais moins forte.

Dans la nuit du 25 octobre¹, il y a eu une inondation considérable, telle qu'on n'en a pas vu depuis mémoire d'homme. Des maisons emportées, des ponts, chaussées, vignes enlevés. Les vallées et la Lorraine ont le plus souffert. Cette crue d'eau, aussi effroyable que subite, a surpassé celle de 1740 et même celle de 1553, suivant les remarques faites à Mülhausen.

31 octobre. Dans la nuit un ouragan du midi. A 5 heures et demie du matin, une légère secousse de tremblement de terre du bas en haut, qui n'a duré qu'un clin d'œil.

Le 31 décembre, il a fait à Metz un orage épouvantable, accompagné d'éclairs, de tonnerre et de grêle. Le vent a été si furieux qu'il a soulevé plusieurs personnes. La foudre est tombée sur la cathédrale, et de là elle s'est divisée en cinq branches. L'explosion a été si terrible qu'une fille malade en est morte d'épouvante.

Nota. Depuis plus de 50 ans, la terre n'a jamais été plus profondément gelée que cette année-ci.

Pluie tombée à Paris en 1778 : 17 pouces 10 lignes.

¹. D'après le curieux récit du curé de Thann de cette époque, M. François Joseph Hug, la pluie avait commencé le 23. Ce récit a été publié par M. Ingold père, dans le *Journal de Thann* des 20 au 27 octobre 1849.

1779.

Janvier. Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} de ce mois, il y a eu un ouragan du midi des plus violents avec beaucoup de pluie, des éclairs et quelques coups de tonnerre. Le vent s'est soutenu dans sa violence jusque vers le soir qu'il s'est tourné vers la bise et que le baromètre a remonté. A 6 heures, il a neigé.

Nota. J'ai été instruit que le 1^{er} janvier la foudre était tombée avec force flocons de neige sur le clocher de l'église paroissiale de Fribourg-en-Brigau, y avait causé beaucoup de dégâts, qu'ensuite ce feu avait circulé en abondance sur la place sans y faire du mal.

Nota. A Remiremont, la foudre a incendié l'église des Dames et d'autres bâtiments dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier.

8 février, vers onze heures du soir, il y a eu une forte et très belle aurore boréale, accompagnée d'un brouillard dans quelques quartiers de Colmar. On a cru qu'il brûlait. En conséquence, on a crié : au feu, et on a déjà préparé les agrès des incendies.

13 février, à 7 heures du soir, une petite aurore boréale qui n'a duré qu'une demi-heure.

15 février, après dix heures, une belle et forte aurore boréale ; elle a duré jusque vers minuit.

25 mars, à 7 heures du soir, une très belle aurore boréale qui a duré jusqu'après neuf heures.

Fin de mars et jusqu'à la mi-avril, il a fait un très beau temps chaud. Dès le 6 et le 7 avril, on a vu aux treilles, et même dans les vignes, des feuilles : chose très rare.

Le 24 mai, lundi de Pentecôte, on a vu des pieds de vignes aux treilles, et même dans la montagne, en fleurs. Les gens les plus âgés ne se souviennent pas d'avoir vu cela.

Le 18 septembre, à 7 heures du soir, une aurore boréale qui a duré jusque vers 10 heures. Le temps s'est beaucoup rafraîchi.

Octobre, tout le mois très beau et très chaud. De mémoire d'homme on n'a pas vu un automne aussi constamment beau. Le 30, il a plu.

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, il a fait beaucoup d'éclairs et quelques coups de tonnerre. Il y a eu un violent vent du midi avec une pluie battante qui a duré toute la journée du 4. Toutes les eaux ont prodigieusement augmenté; beaucoup de ponts ont été enlevés.

NB. Le 8 novembre, le plus épais brouillard à Hombourg.

Décembre. Tout ce mois-ci il a fait un temps si doux que la plupart du temps le thermomètre a été au tempéré et au-dessus. Le vent a toujours été au midi. Il n'y a pas eu de glace jusqu'à la fin de l'année. Le vent presque toujours au sud ou à l'ouest. On a vu rarement le soleil pendant novembre et décembre.

Moisson pas aussi copieuse qu'on l'espérait. Vendange inégale, passable dans notre vignoble pour la quantité. Le vin excellent.

1780.

29 février. Une aurore boréale peu forte et qui n'a pas duré.

28 avril, vers midi, un petit tremblement de terre qui n'a pas duré deux secondes. Sa direction a été du nord au sud.

28 juillet, à 11 heures du soir, jusqu'à 3 heures du matin, une très belle aurore boréale, o. n. o.

Août beau et très chaud. La sécheresse a duré depuis la Pentecôte jusqu'au mois de septembre, à l'exception de quelques petits orages. On ne se souvient pas d'une sécheresse aussi longue. On a fait partout des prières publiques.

La vendange bonne pour la quantité et excellente pour la qualité.

Décembre. Il n'a gelé que vers Noël.

Le grain n'a pas été cher, mais bien le foin à cause de la grande sécheresse du printemps.

1781.

Le plus fort degré de froid de l'hiver a été 9° au-dessous de zéro.

Juillet constamment très chaud. Le plus fort degré de chaleur a été 29 degrés au-dessus de zéro. Le 25, un bourgeois de Kaysersberg a bu du vin nouveau.

Le 17 août, nous avons eu un violent orage qui a commencé le soir, et qui a duré presque sans interruption 24 heures. La foudre est tombée dans plusieurs endroits, entre autres sur le château de Rouffach et au-dessous de la Baroche.

La grêle a fait bien du dégât dans la Haute-Alsace et autour de Landau. Le village de Dessenheim a été abîmé.

Septembre. Les cinq premiers jours excessivement chauds. Le thermomètre à 25 et 27 au-dessus de 0. Le chaud continue.

Le 3 septembre, mon vigneron a vendangé le demi-arpent de nouveaux plants au Thorguth¹. Il m'a apporté, le 10, du vin nouveau qui avait déjà perdu sa douceur.

Le 10, a commencé la vendange à Dieffenthal et à Scherviller.

Le 13, on a commencé à vendanger le rouge à Sélestadt.

Le 3 octobre, dans le ban de Kientzheim et dans tout le vignoble.

On a fait en général beaucoup de vin. Dans un canton du ban de Sigolsheim on a fait 9, 10, jusqu'à 12 bittichs par schatz.

Le vin s'est vendu dans les commencements à 3 livres et peu après il a augmenté de 20 et de sous. On en a enlevé une incroyable quantité dans

1. Le pont de la route de Colmar à Sainte-Croix s'appelle *Thorguth*, et il y avait à cette époque des vignes dans tous ces parages. Notre météorologiste résidait sans doute à Colmar à ce moment.

Kientzheim et lieux circonvoisins. Les particuliers de Sélestadt en ont acheté 80 mille mesures dans la montagne...

1782.

Février, le 16, le thermomètre à 12 degrés au-dessous de zéro ; après midi il était encore à 8. Une bise des plus fortes. Dans la nuit le canal des Moulins (à Colmar vraisemblablement) s'est engorgé de glaçons, et toutes les maisons aux environs de la boucherie ont été remplies d'eau. Il a fallu sortir du premier étage de plusieurs par des échelles.

Tout le mois de mai jusqu'au 27, à l'exception de deux jours, froid et pluie. Il a fallu faire du feu presque tous les jours. Le 9 mai, il y a eu un orage assez fort, mais qui n'a pas duré et n'a fait aucun mal.

Octobre 8, une lumière zodiacale nord-ouest depuis 7 heures jusque vers onze heures.

Vendange tardive. En général, le raisin n'était pas mûr. Il a été assez bon dans notre vignoble. Le vin à 4 livres, 4 livres 10 sous, et 5 livres.

La moisson de cette année a été abondante en froment. Le seigle n'a pas réussi, l'orge non plus ; jamais on l'a vu si cher.

La vendange a été très tardive. Dans le bon vignoble elle a été assez copieuse. Le vin ne sera pas de la première qualité, mais bon. Le blanc s'est vendu au pressoir 4 livres et plus.

1783.

Depuis le 5 janvier jusqu'au 18, le temps toujours doux et pluvieux. Le thermomètre n'a jamais été plus bas que 3 degrés au-dessous de zéro et souvent au-dessus du zéro. Les eaux ont beaucoup grossi, même le Rhin, ce qu'on n'a guère vu dans cette saison. 18 et 19, le temps s'est un peu rafraîchi, sans geler cependant. 20, il a gelé. 21, le temps s'est déjà radouci

et il a dégelé. 27, il y a eu après midi quelques coups de tonnerre. Le temps est devenu encore plus doux.

Février n'a rien eu de remarquable. En général, il a été froid.

24 mars après-midi, il a tonné à Thann et aux environs.

Juin. Depuis le 17 jusqu'au...¹, il y a eu des brouillards très forts dans la montagne et qui s'étendaient même dans la plaine, comme en automne. De mémoire d'homme on n'a vu pareil phénomène au mois de juin.

19 juin, jour de la Fête-Dieu, on n'a pas pu faire la procession ni en Alsace, ni à Porrentruy et à Saint-Dié, à cause d'une pluie averse.

Nota. Le 16 avril, on a vu à Salon-de-Crau, en Provence, à une heure et demie de l'après-midi, trois soleils. Ces parhélies² ont duré une heure et demie. En 1629, on en a vu cinq à Rome.

27 juin. Orage peu fort ici, mais dans les environs. La foudre a tué un homme à Epfig, un autre à Guevenatt. Elle a incendié une grange à Ebersheim. Dans la vallée de Massevaux il y a une fonte de nuée. L'eau entrainait dans les maisons jusqu'au premier; elle a entraîné quelques bâtiments. La grêle y a fait un grand dommage.

1^{er} juillet. Le brouillard a commencé à diminuer. 2 juillet, il a été encore moins fort. Pendant la durée de ce long et singulier brouillard, matin et soir, on pouvait fixer le soleil dont le disque était du plus beau rouge. 3 juillet, le brouillard a repris, mais moins fort, et a duré jusqu'au 19. 21, à 5 heures du matin, un orage a duré jusqu'à midi. La foudre est tombée plusieurs fois à Colmar, sans y faire du mal. Encore du brouillard, mais beaucoup moins fort. 25, le brouillard a cessé.

1. La seconde date manque.

2. On donne le nom de *parhélie* à l'image du soleil réfléchie par les nuages. Les parhélies sont surtout fréquents dans les régions polaires.

Août, 1^{er}, très chaud. 2 thermomètre à 30 degrés au-dessus de zéro ¹. 3, à midi, thermomètre au même point qu'au 8 juillet 1783. Peu après un orage qui a fait tomber le thermomètre à 20 degrés. Cet orage a fait un très grand ravage dans les environs de Kaysersberg et Colmar par la grêle et par des fontes de nuées.

Octobre constamment très beau et chaud. Il n'y a eu que deux demi-journées de pluie. De mémoire d'homme on n'a pas vu de plus bel automne.

31 décembre, à 8 heures du matin, le thermomètre a été à 14 degrés au-dessous de zéro, mais l'après-midi le temps s'est radouci. Dans la nuit, il a plu et le 1^{er} janvier 1784, à huit heures du matin, il a été à 2 degrés au-dessus de zéro. Jamais je n'ai vu un changement si prompt : 16 degrés de différence en 24 heures.

1784.

Janvier, 19, 20, 21, il a neigé beaucoup. Le froid toujours à 3, 4 degrés. Chose remarquable, on a vu de tous côtés une prodigieuse quantité d'alouettes ; on en a beaucoup tiré. Le 19 au soir, on a vu derrière l'hôtellerie du Bœuf une trentaine d'outardes. On en a vu dans plusieurs parties de la province. Ce long et fort hiver a fait périr une prodigieuse quantité de gibier.

26 janvier. Thermomètre à 8 degrés au-dessous de zéro.

Le froid ensuite a diminué un peu et il a beaucoup neigé pendant plusieurs jours. 29, il y avait 16 à 17 pouces de neige à Colmar.

Février. Le froid s'est soutenu. Le thermomètre avait toujours été à 2, 3, 4 degrés au-dessous de zéro jusqu'au 20, que la nouvelle lune nous a amené le dégel qui s'est fait successivement et sans pluie.

1. A Kaysersberg.

29 novembre, à 10 heures un quart de nuit, il y a eu un petit tremblement de terre qui n'a pas duré une seconde. Il a été cependant très sensible. Le mouvement a été d'orient en occident. Il n'y a eu aucun accident. Le baromètre n'a pas varié, ayant été avant et après au beau. Ce tremblement de terre a été ressenti plus fortement à Strasbourg, où l'on a entendu peu auparavant un bruit sourd souterrain. Des personnes endormies ont été jetées hors du lit. Il y a eu des plafonds crevassés et d'autres tombés en partie. On y a observé que le baromètre était tombé précipitamment très bas. A Belfort, les deux secousses ont été si fortes que les soldats et cavaliers sont sortis avec frayeur des casernes, croyant qu'elles allaient crouler. A Horbourg et à Andolsheim, des paysans ont vu une trainée de lumière qui a précédé le tremblement de terre et qui n'a duré qu'un instant ¹.

L'année n'a pas été bien abondante. La fenaison a manqué en grande partie. La moisson assez bonne, mais peu de paille. La vendange inégale, bonne en Haute et Basse-Alsace, presque nulle dans le bon vignoble. Le vin de très peu de qualité.

1785.

Mars 12, il a commencé à neiger après-midi et a continué pendant la nuit. 13, au matin, il y avait onze pouces de neige, et au pied des montagnes un

1. Voici ce qu'on lit dans les *Mémoires de la baronne d'Oberkirch* (II, p. 178) au sujet de ce tremblement de terre :

« A Montbéliard... il y eut... un tremblement de terre dont on fut très épouvanté. Vers les 10 h du soir, beaucoup de gens étaient déjà couchés, lorsqu'on entendit gronder le tonnerre et presque aussitôt on sentit les maisons trembler ; les portes s'ouvrirent, les lits remuèrent et les porcelaines dansèrent sur les buffets ; à grand peine pouvait-on se tenir debout. Les habitants eurent une frayeur horrible ; on se rappela avoir entendu dire aux vieillards que 112 ans auparavant pareille chose était arrivée... »

« A dater de ce moment les lettrés de la principauté s'attendirent au sort de Pompéi et d'Herculanum. Il y eut bien des testaments et des confessions décidés cette nuit-là. »

pied et demi. 15. On n'a pas encore vu de violettes, ce dont je ne me ressouviens pas, à Kaysersberg.

Mars, 22, beaucoup de neige. 27, Pâques, le thermomètre à 4 degrés au-dessous de zéro. 28, dans la matinée, force neige. 29, neige, thermomètre à 5 degrés au-dessous de zéro. 30, à 6 sous zéro. 31, à 5 et demi sous zéro.

3 avril, dans la nuit, il est tombé 4 pouces 3 lignes de neige. 4 et 5, il a continué de neiger un peu. 8, le temps s'est adouci.

31 août, un fort orage dans le val d'Orbey. La foudre est tombée sur l'abbaye de Pairis, et y a fait des effets singuliers; elle n'a pas mis le feu.

Septembre, 9, un fort orage. La foudre a incendié la maison de Sainte-Odile. Elle est tombée aussi sur la maison de recette de l'abbaye d'Andlau, à Honcourt, dans le val de Villé. Le premier coup a abattu toutes les cheminées, le second toutes les tuiles, le troisième a charpenté (sic) toute la charpente du toit. La femme du receveur, assise dans son poêle, a reçu une forte commotion électrique sans autre mal.

La vendange a été inégale, dans quelques bans complète, dans d'autres médiocre. En général, le vin est de médiocre qualité. L'année en général a été heureuse. La moisson bonne et copieuse; il y a eu cependant beaucoup de blé noir. Peu de foin en général, mais beaucoup de regain. La vendange a été abondante dans de certains bans, dans d'autres médiocre. Le vin n'est pas d'une grande qualité.

1786.

Mai, 4 et 6, gelées blanches qui ont fait du tort aux jeunes vignes et aux arbres fruitiers. 13, à 6 heures du soir, un parhélie du côté du midi; il n'a duré que 2 ou 3 minutes.

7 septembre, vers 4 heures du matin, un tremblement de terre sensible le long de nos montagnes. Dans

la nuit du 26 au 27 septembre, il y a eu un tremblement de terre qui a peu duré, mais qui a été très sensible à Thann et le long des montagnes.

Décembre, le 13 et le 14, il y a eu un vent du sud-ouest des plus violents qui a déraciné bien des arbres et abattu bien des cheminées. C'est à Strasbourg qu'il s'est fait sentir violemment dans la nuit du 13 au 14. Quantité de cheminées ont été abattues; deux maisons ont croulé. Quelques personnes prétendent avoir senti à Strasbourg, dans la nuit du 12, une petite secousse de tremblement de terre. Dans la nuit du 13, vers deux heures du matin, et le 14, à sept heures du soir, il y a eu des éclairs, même un coup de tonnerre. Le 14, au matin, on a senti, surtout le long des montagnes, un petit mouvement de terre. On a senti à différentes reprises le long des Vosges, et on a entendu dans la montagne du Ballon de Guebwiller un bruit souterrain, et comme des coups de canon, et cela pendant plusieurs jours, ce qui a alarmé beaucoup le peuple. Les habitants de Lautenbach ont même demandé à leur curé des prières publiques, qui cependant n'ont pas eu lieu.

1787.

Février, jusque vers la fin, froid. Cependant dès le 15, on a vu quelques violettes. Le dernier jour de ce mois on a vendu déjà des bouquets.

Mars. La végétation pendant ce mois a augmenté rapidement. Les abricots étaient déjà noués, les buissons presque totalement verts, tous les arbres fruitiers prêts à se mettre en fleurs.

Mai, en général froid jusqu'à la fin. Souvent de la pluie. Il a fallu chauffer jusqu'à la fin. Ce mauvais temps a arrêté le sève et a fait beaucoup de tort aux fruits; presque toutes les poires sont tombées.

Juillet, 17, grande grêle vers dix heures du matin. 20 bans en Alsace et autant de l'autre côté du

Rhin, jusqu'en Souabe, ont été grêlés plus ou moins. Il y a eu beaucoup de gibier de tué, même des personnes tuées par la grêle; il y avait des grelons plus gros qu'un œuf.

Octobre, 6, après 7 heures du soir, une belle aurore boréale de peu d'étendue, mais montant presque au zénith, avec des jets de lumière blanche; elle a peu duré. Tout le mois d'octobre et jusqu'au 14 novembre, le temps a été doux, même chaud. Les arbres se mettaient en sève; on a craint même que les semailles ne montassent. On a trouvé des grains qui se mettaient en tuyaux.

Ce qu'il y a à remarquer, c'est qu'à la fin de septembre les raisins étaient encore loin de la maturité. Les pluies chaudes et les belles journées du mois d'octobre les ont mûris parfaitement.

Décembre, 18, vers 7 heures du soir, tonnerre, éclairs très forts, pluie battante et grêle.

L'année a été abondante en foin. La moisson a été généralement bonne pour le seigle et l'orge. Le froment n'a pas rendu autant qu'on l'espérait; la paille a été très abondante. La vendange n'a pas été en général abondante, ni trop bonne pour la qualité. Le vin nouveau s'est cependant vendu fort cher.

1788.

Février, le 11, à 7 heures du soir, on a vu à Strasbourg une très belle aurore boréale.

Mars, 31, à 5 heures et quelques minutes du soir, un petit tremblement de terre.

K. 1^{er} Juin, 17, un orage et de la grêle qui a fait beaucoup de dégâts aux environs de Sigolsheim.

Juillet, 4, thermomètre à 26 au-dessus de zéro, vers 4 heures du soir, un orage et de la grêle qui n'a pas

fait grand mal ; il y a eu des grelons comme des noisettes.

K. Juillet, en général beau et chaud. Le 13, la grande et mémorable grêle aux environs de Paris qui a tout saccagé.

17, grêle à Kayzersberg et dans le val d'Orbey ; elle a fait du tort aux environs de Sigolsheim, Ammerschwihr, Ingersheim.

K. Août, en général beau et chaud, entremêlé de pluies chaudes. La végétation a beaucoup profité. Le 15, on a servi aux séminaristes de Strasbourg, pour leur dessert, à chacun deux raisins.

Sur la fin du mois, un poirier dans mon fossé a porté à trois branches supérieures des fleurs. Dans le même temps un sureau a fleuri en plein pour la deuxième fois ; mon tonnelier a cueilli beaucoup de fleurs.

Septembre, 29, on a commencé la vendange dans le ban de Kientzheim ; elle a été commencée plus tôt dans plusieurs bans du vignoble. Le temps a été superbe et chaud.

K. Octobre, en général beau et chaud. 11. J'ai fait mon vin rouge. Le ¹ octobre, une petite aurore boréale.

Novembre, commencement beau et chaud, un véritable été de S.-Martin.

Décembre, 4, il a commencé à neiger, le 5 continué ; il y a eu plus de deux pieds de neige.

18, 7 heures du matin, le thermomètre à 20 degrés sous zéro ; à 7 heures et demie, à moins 21, et à 8 heures et demie à moins 22. C'est le degré le plus froid dans la France. A midi encore à moins 17, à 9 heures du soir à moins 18.

L'année a été des plus fertiles en fruits ; la moisson paraissait bonne aussi, mais les gerbes ont mal rendu,

1. Le jour manque.

et, à la Saint-Martin, le blé a monté au marché de Colmar jusqu'à 22 et 23 livres. Il s'est toujours soutenu à 18 et 19 livres, quoique l'exportation ait été défendue.

La vendange a été généralement bonne, dans quelques bans même complète. La qualité du vin très bonne aussi, et il a été dès la vendange à haut prix, à 7 et 8 livres la mesure.

Nota. Le 18 décembre, le thermomètre de mercure de M. Deraine ¹, l'ingénieur, a été à 24 degrés et demi au-dessous de zéro; il l'a fait insérer dans le journal de Paris, feuille du 28 décembre. On assure que le même jour le thermomètre est descendu à Bâle à moins 30. Le Rhin a été tellement pris au vieux Brisach que les chariots chargés y ont passé.

31 décembre, à Belfort, le thermomètre à moins 22 $\frac{1}{4}$.

NB. La belle-mère de M. Vinderhalter, bourgeois au vieux Brisach, qui en 1709, avait dansé comme fille sur le Rhin gelé, a encore assisté en cette année à une fête donnée par la ville sur le Rhin gelé; on l'y a conduit avec la musique.

1789.

Mars, dans sa totalité, froid et mauvais; il est tombé beaucoup de neige, et presque tous les jours il a neigé.

Avril, en général inconstant; cependant plutôt beau que mauvais.

Mai, jusqu'au 26, très beau et très chaud; le thermomètre plusieurs fois à 21 et 22 au-dessus de zéro. La lune rousse qui a fini le 24 a été constamment belle.

Juin, depuis le 1^{er} jusqu'au 11, toujours mauvais, pluie et froid. Le thermomètre presque toujours au-dessous du tempéré, il a fallu chauffer. Dans la nuit,

1. Nous ne sommes pas bien sûr de la lecture de ce nom propre.

orage et une forte grêle qui a fait beaucoup de mal dans plusieurs endroits du plat pays ; il n'y en a pas eu dans la montagne.

21, dimanche, entre deux et trois heures, la foudre a tué, à Landser, M. Wendling fils dans la chambre de Mademoiselle Neef (?) qu'il était à la veille d'épouser. Sa montre, ses boucles d'argent, et une bague au doigt ont été fondus.

Le même jour, après trois heures, la grêle a saccagé la ville de Fribourg et plusieurs bans des environs. Toutes les fenêtres et tuiles de la ville ont été cassées. La plupart des grelons étaient comme des œufs. Plusieurs étaient des morceaux de glace pesant plus d'une livre. Un berger n'a pu sauver de son troupeau de 400 moutons que quatre ; tous les autres ont été tués, ainsi qu'une grande quantité d'oies. Le même jour, 21 juin, il a fait un ouragan épouvantable en Basse-Alsace, proche de Lauterbourg. Il a dévasté dans la forêt du Lienwald, une longueur de trois lieues sur la largeur d'une portée de fusil, en déracinant et brisant les plus gros arbres. On évalue le produit de ces arbres à plus de 80 mille cordes. Dans la plaine il n'a laissé aucun arbre sur pied.

Au village de Wœrth, toutes les tuiles ont été enlevées ; plusieurs granges ont été déplacées, ensuite l'ouragan a passé le Rhin où il a fait de pareils ravages.

Octobre. Point de vendanges à Kaysersberg et dans les environs.

1790.

Tout le mois de février a été doux, quelquefois chaud et généralement beau. Le midi a presque toujours soufflé. Dès le commencement du mois il y a eu des violettes.

Avril, inconstant, mais doux. Dès le milieu du mois on a vu des bourgeons aux vignes, et sur la fin des semences.

Décembre en général beau et très doux ; on a pu se promener tous les jours.

En général l'automne a été très beau, ainsi que novembre et décembre. C'était le même température de l'année dernière.

L'année a été heureuse et abondante. La moisson excellente et comme on en a peu vu. La vendange en général bonne pour la quantité ; la qualité du vin n'est pas à citer.

1791.

Janvier, en général très doux. Tous les jours on a pu se promener. Il y a eu trois fois de grands ouragans qui ont causé des inondations. Le 14, vers 5 heures du matin, plusieurs personnes ont senti un petit tremblement de terre.

Février, 2. Il a fait dans la journée toutes les espèces de temps : du soleil, de la pluie, de la neige, du vent et du tonnerre.

Avril, 3, éclipse de soleil, plus de moitié ; mais elle a commencé près de deux heures plus tard qu'elle n'était annoncée dans les almanachs.

Mai. Vers la fin du mois les vignes ont commencé à fleurir.

Juin, 14, 15, 16, thermomètre à 4 degrés au-dessus de zéro ; il a fait si froid qu'il a fallu faire du feu au fourneau. 23, Fête-Dieu, la pluie a fait rentrer la procession. A Colmar, elle ne s'est pas faite.

Août, 1^{er}. Le thermomètre a été à 31 degrés au-dessus de zéro, c'est-à-dire à un demi-degré au-dessus du 8 juillet 1753.

Août 16. Dans la nuit il y a eu à Thann un orage accompagné d'une grosse grêle qui a duré plus d'une heure et a ravagé les deux meilleurs cantons de vignes, la Rang et l'Engenberg, en entraînant pieds de vignes, échelas et la terre.

Octobre. Je n'ai été obligé de faire du feu que le 29.

Décembre. Tout ce mois a été sombre et humide, il n'a point gelé. Le seul jour de Noël a été beau ; le soleil a lui.

1792.

Mai. Les premiers jours très froids. Il a gelé, et les arbres ont beaucoup souffert, surtout les abricotiers.

Juin, 3. Dimanche de la Trinité. Un grand orage, à trois reprises pendant toute la journée, avec ouragan et une pluie à verse qui a causé bien du dommage. A Fréland, trois enfants ont été frappés de la foudre, dont l'un est mort sur la place. Un pâtre a aussi été grièvement blessé. 4. Encore un orage très fort, mais qui a moins duré. La pluie a été encore plus violente. 5. Beau et chaud ; mais vers midi un brouillard sec et puant comme en 1783. Ce brouillard n'a duré que ce jour. 7. Jour de la Fête-Dieu. Il a fallu faire la procession dans l'église à cause de la pluie et de la boue.

Décembre 12. On a senti à Kaysersberg, à 11 heures du matin et à 11 heures 40 minutes, deux légers tremblements de terre, du sud-ouest au nord-ouest.

Le même jour, à Strasbourg, il a fait un fort orage à deux heures du matin. Des éclairs très vifs, deux forts coups de tonnerre, avec grêle, neige et un grand ouragan. La foudre est tombée dans la rivière derrière Saint-Etienne.

Il a fait pendant deux jours des vents très violents.

1793.

Janvier 21. Le temps s'est radouci ; le thermomètre à 2 degrés et demi au-dessous de zéro.

Mai. A l'exception de trois ou quatre jours chauds, on a chauffé pendant tout le mois. 30. Pluie. La procession de la Fête-Dieu n'a pas pu se faire.

Le printemps a été favorable ; les arbres ont bien fleuri.

31 mai. Le thermomètre à 2 degrés au-dessus de zéro, avec un vent du nord très vif. Gelée blanche. Hier et aujourd'hui il est tombé beaucoup de neige sur les montagnes. Toute la journée le thermomètre n'a pas passé 10 degrés. Il a fallu chauffer même dans la salle à manger.

Juin 1, 2. Le froid a continué. Le premier, il est tombé plus d'un pied de neige et de grêle dans le val d'Orbey. 3. A huit heures du matin, le thermomètre à zéro, et l'après-midi à 20 au-dessus de zéro. Les vignes de la plaine ont beaucoup souffert. 12. Un orage peu fort a donné un temps froid, avec un vent de bise et de nord-ouest qui a continué. 19. Thermomètre à 5 degrés au-dessus de zéro. De la pluie froide. J'ai eu du feu dans le fourneau. 20. Encore froid et du feu dans le fourneau; il a neigé dans la montagne. 21. Encore froid et du feu au fourneau. 22. Encore froid. Thermomètre à 6 degrés. Du feu au poêle. J'ai eu froid aux mains en disant la messe. 23, 24, 25, 26, de même encore du feu. Le temps s'est cependant radouci. 27. Le temps s'est mis au chaud successivement.

Juillet 16. Thermomètre à 31 degrés, c'est-à-dire à un demi-degré plus haut qu'au 8 juillet 1753.

NB. Les 25 et 26 juin, il a fait si froid dans la Basse-Autriche que la glace a porté les voitures.

Décembre, froid assez modéré. Un des arbres pommiers de ma cour a conservé des feuilles vertes jusqu'au 20 janvier suivant.

1794.

Mars. Un temps superbe pendant tout le mois. Les arbres et les productions de la terre plus avancés qu'ils ne le sont ordinairement à la mi-avril. La vigne se montrait déjà entrant en végétation à la mi-mars. Depuis grand nombre d'années, on n'a pas vu mars si beau et si favorable.

Avril. Tout le mois très beau et chaud, mais sec. Dès la mi-avril, la vigne s'est mise en bourgeons; les grains de toute beauté et très avancés.

25 mai. Ce jour-là, dernier quartier de la lune rousse, de la pluie, et le temps s'est tellement rafraîchi qu'il a fallu faire du feu. Ce froid s'est soutenu jusqu'au 4 juin.

La moisson n'a pas été si abondante qu'on l'avait espéré à cause des dégâts que les souris ont causés dans les blés. De mémoire d'homme on n'en a tant vu.

On a vendangé ici avant la Saint-Michel. Peu de vin, mais très bon, fort cher.

Beaucoup de poires, mais très peu de pommes.

Octobre, tantôt beau, tantôt pluvieux et froid. Cependant j'ai pu manger jusqu'à la fin du mois sans feu; mais j'en ai eu le matin et souvent le soir dans mon poêle.

1795.

Janvier 5. Jour de la pleine lune. A 7 heures du matin, thermomètre à moins 15. Il y a eu au matin autour de la lune un grand et beau cercle coloré, preuve de l'intensité du froid. Le thermomètre dans ma chambre à coucher, entre les doubles fenêtres, a été à moins 10. 26. Thermomètre à moins 15. Brouillard le matin. Temps couvert; vent au nord. Dans la nuit mon flacon d'eau pour les yeux, composée de deux tiers d'eau de neige et d'un tiers d'eau de cerises, a gelé sur ma table de nuit pour la seconde fois. Il avait déjà gelé le 5 de ce mois.

Pour la première fois, il y a eu de la glace dans mon puits... A midi, le thermomètre à moins 12. Le soir il a plu. 27. Thermomètre à 1 degré au-dessous de zéro toute la journée. Vent au midi. Verglas, crue d'eau qui a emporté le pont près du cimetière.

Février 1^{er}. Neige; dans la nuit, un très grand vent du midi; le dégel en plein. Plusieurs personnes ont

ressenti, après onze heures du soir, trois petites secousses de tremblement de terre. 2. Sur le soir il a tonné dans le val d'Orbey.

Juin. Dès le commencement, la vigne a commencé de fleurir.

Juillet. Presque entier mauvais et froid. 15, 16, 17, on a été dans le cas de faire du feu. 18. Il a gelé fort au Bonhomme. Jusqu'au 22, venteux, orageux, et il n'y a pas encore eu de chaud suivi. 24, à 2 heures du matin, il a neigé derrière Kaysersberg.

Octobre. Presque tout le mois a été beau, chaud et sans pluie. On a pu être jusqu'à la fin sans faire du feu.

Décembre. Très peu de froid. A la fin du mois, on a cueilli à Thann des violettes. Dans le même mois de décembre, M. Berry a trouvé et mangé des fraises mûres sur une montagne du val d'Orbey.

L'année a été très abondante en tout; la moisson excellente. On ne se ressouvient pas que les gerbes aient tant produit. Cependant, à cause de la Révolution et de la guerre, le grain fort cher.

Vendange assez bonne pour la quantité; la qualité excellente. Vin blanc jusqu'à 14 livres au pressoir.

1796.

Depuis le premier janvier jusqu'au ¹, il a toujours fait beau, à des brouillards près; il n'a jamais gelé. 12, 13, 14, chaud à pouvoir se promener sans gants. Le thermomètre à 4, 5 et 6 au-dessus de zéro. Il a fait pendant tout ce mois le plus beau temps du monde, chaud à pouvoir se promener matin et soir.

A la mi-janvier, on a vu fleurir des violettes, marguerites, des pêchers, des amandiers, même un poirier bien situé.

1. Date manque.

Mars 27, jour de Pâques. Il a beaucoup neigé. Il est tombé 5 pouces de neige.

Juillet. Vent du midi. Il a soufflé presque continuellement pendant 3 mois.

1797.

Mars 21, équinoxe. Thermomètre à 4 degrés et demi au-dessous de zéro. Très clair. La bise très forte. De mémoire d'homme on n'a pas senti à pareil jour un froid si fort. La végétation est très retardée; on ne trouve pas encore couramment des violettes.

Avril. Assez généralement bon. Rien d'extraordinaire pour la température. La végétation assez tardive; la floraison favorable.

Mai. Généralement beau. Des jours très chauds, surtout vers la fin. Quelques jours de brouillards qui ont fait du tort aux fruits à noyaux.

Juin. Les premiers jours venteux et froids, par suite d'orage. 5 et 6. On a fait du feu.

Nota. Depuis le mois de mars, il a régné en Alsace et de l'autre côté du Rhin, parmi les bêtes à cornes une épizootie, qui a fait bien du ravage. Bien des gens, à cause de cette mortalité, n'ont plus voulu manger de bœuf. Ce qu'il y a de singulier, c'est que plusieurs endroits, comme Kientzheim, Saint-Hippolyte et autres, n'ont pas éprouvé ce fléau, quoique entourés d'endroits infectés de ce mal.

Même dans ceux-ci, quelques particuliers qui ont pris des précautions en faisant des fumigations de vinaigre et d'ail, etc., ont conservé leurs vaches en santé. Cette épizootie a été telle qu'elle a fait périr une quantité prodigieuse de vaches. Telle commune qui avait un troupeau de quatre à cinq cents pièces, l'a vu réduit à 12 ou 15 bêtes. Ici, à Kaysersberg, en quinze jours de temps, il en a péri près de deux cents. 7, 8, encore froid à se chauffer. 10. Pluie continuelle,

froid. Thermomètre au-dessous du tempéré. Toujours le vent du midi. J'ai diné dans un poêle chaud.

Nota. En 1764, les premiers jours du mois de juin ont été pareillement pluvieux et froids. Le 6, en allant en Basse-Alsace, j'ai diné à Sélestadt, dans un poêle chaud.

Juillet 1^{er}. Thermomètre à 4 degrés. La bise, le matin ; les fenêtres ont sué comme en hiver. 8. Le chaud a repris et a successivement augmenté. 15. Orage à dix heures du soir. Des éclairs continuels et très vifs. Il a peu duré. Un grand ouragan avec de la grêle pendant une ou deux minutes seulement ; elle a fait du dommage. Cet orage a été très fort à Epfig. On a trouvé une quantité de lièvres, perdrix de tués par la grêle. Il y a eu des grelons qui ont pesé jusqu'à deux livres.

Nota. Le 21 juillet, il y a eu un accident terrible à Erstein. De dix caissons de poudre que l'artillerie légère conduisait, sept ou huit ont sauté, soit par négligence, soit par la grande chaleur du jour. 30 ou 40 maisons d'Erstein ont été bouleversées et détruites. 3 à 400 personnes y ont perdu malheureusement la vie. De cent canonniers qui escortaient les caissons, six seulement ont été conservés. C'est un désastre affreux ¹.

Août. Le chaud et la sécheresse se sont soutenus comme le mois précédent.

Septembre. En général, très beau et chaud. Il y a eu quelques pluies qui ont fait grand bien. Pendant tout le mois on a pu se passer du feu.

1. Voici ce qu'on lit dans le *Moniteur universel* du 3 août 1797 sur cet accident :

« Strasbourg, 1^{er} thermidor. Il est arrivé hier un grand malheur dans nos environs ; douze caissons chargés ont pris feu dans la petite ville d'Erstein, à quatre lieues d'ici. Cette explosion y a causé d'horribles ravages ; la ville est à moitié réduite en cendres ; un très grand nombre d'habitants ont péri, ainsi que presque tous les soldats du détachement qui escortait ce convoi ; les chevaux et leurs conducteurs ont sauté en l'air ».

Novembre. Les premiers jours ont été un été de S.-Martin. Ensuite du froid humide, pluie, gelée blanche, un peu de neige.

11. A Paris, vers quatre heures du soir, se sont soulevés de la Seine des bouillons agglomérés d'un brouillard épais, fétides et d'une nature tellement condensée qu'il interceptait la lumière à dix pas. Tout l'horizon a été subitement enveloppé. Il opérait un effet corrosif sur la vue et l'odorat, et en moins d'un quart d'heure le brouillard a plongé tout Paris dans une nuit profonde. On se perdait, on se heurtait, on s'appelait. On fut obligé de se servir de chandelles et de torches, etc. En matière de brouillard, celui-ci est un des phénomènes les plus extraordinaires du siècle. Il a été chassé par une gelée blanche sèche.

Décembre 30. Plusieurs personnes prétendent avoir senti un léger tremblement de terre, ici, à Kayserberg, dans la nuit du 30 au 31, vers 1 heure du matin.

1798.

Janvier 18. Un astronome de Paris a observé un corps noir, rond, traverser le disque du soleil.

Mars 8. On a observé dans la Bresse, à 7 heures du soir, un globe de feu très singulier. Au bout de quelques secondes, il se fit une explosion semblable à un fort coup de canon. Ce météore répandit une lumière telle qu'il semblait que le jour eut reparu. La cause, suivant M. Lalande, est le gaz hydrogène qui s'enflamme dans l'atmosphère.

14. Vers 10 heures du matin, un tremblement de terre s'est fait sentir à Sarguemines et environs. La secousse a été si violente qu'elle a soulevé une partie du pont. Quelques jours auparavant, un météore enflammé s'est élevé à 3 lieues sud de Metz, suivi d'une détonation très forte. C'est vraisemblablement celui-ci-dessus.

Avril. *NB.* Tremblement de terre sur la côte occidentale de Sumatra, aux Indes. Le 20 février, il a causé de très grands dommages. 500 personnes ont perdu la vie dans une seule ville.

25 mai, à 1 heure 15 minutes, tremblement de terre à Sienne, en Toscane, très fort, qui a causé beaucoup de dommage. 50 personnes y ont perdu la vie et beaucoup de blessées. Le pape heureusement était à la promenade, car une partie du couvent de Sainte-Barbe qu'il habitait s'est écroulée.

Juin. Chaud et très beau. Les commencements frais par une bise vive. Des pluies de temps en temps. La plupart des vignes avaient défleuri avant la Saint-Jean. Il y a eu des cantons de vignes où le coupe-bourgeons¹ ont fait un grand dommage.

Août 23. Vers 6 heures du soir, un fort orage, à Colmar surtout. La foudre est tombée sur le clocher de l'église ci-devant collégiale. Elle a suivi le fil d'archal qui répondait depuis le haut de la tour au corps de garde de la place. Elle a tué un brigadier de dragons qui était de garde, et qui était devant ledit corps de garde avec un lieutenant de volontaires qu'elle a rendu muet et sourd, et blessé encore deux militaires qui se trouvaient en groupe avec eux. Le même orage est tombé à Niederhergheim, où la foudre a incendié deux granges et a tué un particulier qui marchait sur la chaussée.

A Colmar, il a fait si sombre qu'on ne se voyait presque pas. La frayeur a été presque universelle.

Nota. Le dragon tué avait son casque de cuivre sur la tête.

Octobre en général beau, chaud. On n'a fait du feu que le dernier jour.

Novembre. Un été de la Saint-Martin. L'hiver s'est annoncé le 23. Sur la fin de la pluie avec un dégel.

¹. Nom vulgaire d'un charançon qui, après avoir pondu dans les bourgeons des arbres fruitiers, les coupe à leur base et arrête la sève.

1799.

21 janvier. Thermomètre à moins 17.

Nota. La superficie de l'eau dans le seau au fond de mon puits, qui est très profond, a été gelée.

Février, 12. Au premier dégel (23 janvier) et à celui-ci il y a eu de tous côtés de fortes inondations qui ont causé bien du ravage. On a ressenti dans les départements du nord et sur les côtes un tremblement de terre assez fort. Tous les journaux sont remplis des désastres occasionnés par les inondations et les glaçons.

Mai. Presque tout ce mois a été froid, sombre et venteux. Les blés et productions de la terre très retardés. Il a fallu faire du feu au fourneau jusqu'au 24 de ce mois. 25. Premier jour serein et de soleil. Le vent toujours vif. Grande sécheresse.

Juin. Les premiers jours venteux, froids. 15, 16. Thermomètre à 4 degrés au-dessus de zéro. Il y a eu de la glace dans les montagnes et au bord des rivières. J'ai fait faire un peu de feu le matin. Le chaud n'est venu qu'à la Saint-Jean.

Juillet. Le 9, à onze heures du matin, un orage qui a peu duré. La foudre est tombée sur une maison d'Ammerschwihr, dont la toiture a été incendiée. 10. Second orage aussi avant midi. La foudre est tombée au village de Holtzwihr, a incendié une grange et encore d'autres bâtiments. Cet orage a fait, par une pluie très forte, de grands dégâts dans les vignes de la montagne, à Ammerschwihr, à Katzenthal, à Sigolsheim, etc., en entraînant les pieds de vigne, les échalas et toute la terre. A Sigolsheim, le torrent a entraîné des poutres, du bois de corde, etc. Ces orages ont rendu le temps pluvieux et très froid.

13 juillet. Il a fait une gelée blanche dans le val d'Orbey. Le froid a duré jusqu'au 26. Plusieurs personnes ont fait faire du feu au poêle. 27. Thermomètre encore au-dessus de zéro le matin. Pendant la journée

il a monté à 20 degrés. Très chaud. 28. Le matin, le thermomètre encore au-dessous de zéro. La journée chaude et venteuse. En général, le mois de juillet a été désagréable et froid.

Septembre. En général, désagréable, pluie, froid dans les premiers jours.

Equinoxe. A la nuit, vent du midi très violent, éclairs, tonnerre.

Décembre. Froid, sombre et pluie.

Nota. On a trouvé plusieurs personnes gelées par le grand froid.

(La fin prochainement).

LES
IMPOSITIONS, CORVÉES ET DÎMES
D'UNE
PETITE VILLE DE LA HAUTE-ALSACE (SOULTZ)
(FIN)¹.

Impositions seigneuriales (Suite). — En 1691, le bailli de Soultz rend une sentence par défaut sur le réquisitoire du procureur fiscal dudit bailliage, par laquelle il déclare caduque et réunie au domaine de l'évêché, une maison avec ses dépendances, située à Soultz, provenant de feu le sieur de Landenberg et supposée appartenir lors de la sentence aux sieurs Batiers et consort, habitant à Bâle. Le motif de la sentence était que, depuis 30 années, cette maison était abandonnée et non habitée et qu'il n'en a été payé ni taille, ni rentes, ni autres émoluments. Lesdits Batiers et consors, prétendus propriétaires d'icelle, avaient été assignés sur les fins de réquisitoire et faisaient défaut².

En 1706, le cardinal de Rohan, laisse et abandonne à D^e Claire d'Elsenheim quatre schatzs de vignes, du ban de Soultz, reconnus vacantes et caduques suivant un renouvellement de 1670, moyennant une reconnaissance annuelle de deux pots de vin à livrer à la recette

1. Voir le N^o de septembre-octobre 1901.

2. Inv. p. 40.

de Rouffach, pour laquelle les dites vignes seront toujours affectées à l'évêché¹.

L'inventaire des titres du bailliage mentionne une lettre écrite en 1679 à la régence par le bailli de Soultz par laquelle il mande, que lors du renouvellement fait au ban de Soultz par son prédécesseur, plusieurs biens se sont trouvés dont la propriété n'a pu être prouvée par les possesseurs et qu'il leur a été enjoint de rapporter preuve de la propriété d'iceux. Il importe que la régence lui ordonne la conduite qu'il doit tenir à leur égard. A sa lettre est jointe une spécification bien détaillée des dits biens. La régence répond que pour vaquer à un pareil examen, il fallait attendre que le grand ouvrage de la paix fut consommé².

En 1581, le greffier de Soultz, Lidi, présente requête à l'évêque Jean IV. Il y expose qu'il est né bâtard et par cette conséquence incapable de tester de son bien, lequel, selon les privilèges de l'évêché de Strasbourg, en vigueur dans l'*Obermundat*, était de droit dévolu aux seigneurs évêques ainsi que celui de tout bâtard résidant dans l'évêché. Il demande, vu les services qu'il a rendus au public comme greffier, une permission de tester. L'évêque communique la requête à la régence qui trouve ledit greffier dans le cas d'obtenir de la bienveillance de l'évêque cette permission, à charge par l'impétrant de donner une reversale par laquelle il reconnaît n'avoir que par grâce le droit de tester.

Nous avons déjà parlé du droit de chute d'eau, perçu par l'évêque sur les moulins.

Il percevait aussi un droit d'enseigne sur les cabaretiers; en 1789, il était de six livres. L'évêché avait seul droit de débit de fer, de fouille de salpêtre et d'exploitation des mines; la ville par contre avait droit de débit de sel.

1. Inv. p. 19.

2. Inv. p. 29.

L'inventaire des titres du bailliage mentionne un bail, passé en 1694, par lequel le sieur Otton Schillinger, fermier du débit de fer dans tout l'évêché de Strasbourg, sous-baillie à Hitz, juif de Soultz, le débit de fer dans le bailliage de Soultz et dans Eguisheim. Les conditions sont les suivantes : il fournira bon fer et au prix qu'il se vend au bailliage de Rouffach et autres de l'évêché. Il le vendra seul; nul autre n'en pourra vendre, sous peine de cent livres d'amende et de confiscation; par contre le sous-fermier doit donner au fermier tous les ans 75 florins; le bail doit durer six années. En cas de guerre ou autre force majeure, le bailleur indemniserà le preneur. Requête du juif sous-fermier : il expose que suivant son bail, nul autre ne doit vendre du fer dans le bailliage de Soultz, que cependant l'Intendant a permis à différentes personnes la liberté de vendre des clous; en second lieu, que la régence lui a fait ordonner de vendre le fer à un denier meilleur marché qu'il se vendait, et ce parce qu'à Colmar, il se vendait meilleur marché, ce qui diminuait considérablement son profit. Il prie la régence de remédier à ces deux cas ou de lui accorder indemnité contre le fermier principal. On y joint des pièces qui prouvent que l'évêché avait déjà en 1679 affermé le débit de fer dans le bailliage de Soultz¹. En 1789, ce droit de débit de fer était affermé pour 9 ans à raison de 260 livres; il l'était précédemment à 230 livres². Par règlement de 1682, l'évêché avait droit de fouille de salpêtre, à charge que le fermier des dits salpêtres ne les pourra vendre qu'à celui qui avait ordre du roi pour en fournir les magasins des places d'Alsace. Le même règlement accordait à l'évêché les minéraux de la montagne.

En 1529, l'évêque Guillaume III rend un jugement arbitral entre les communautés de Rouffach d'une part,

1. Inv. p. 6.

2. Archives de Soultz.

et celles de Soultz, Eguisheim, Pfaffenheim, Soultzmatt, Guebelswihr et Gundolsheim, au sujet de l'achat et débit du sel. Rouffach le prétendait seul. Ces quatre communautés prétendaient pouvoir l'acheter et débiter comme Rouffach. L'évêque décide qu'elles pourront l'acheter et débiter comme Rouffach, mais qu'elles ne pourront le débiter que dans l'enceinte de leurs bans ¹. En 1663, les communautés présentent requête à l'évêque François Egon. Elles exposent que de tout temps elles avaient eu la permission d'acheter et débiter du sel; que par ce commerce elles se défaisaient de leurs vins qui étaient leur unique richesse, puisque au lieu de payer comptant le sel qu'elles achetaient, elles donnaient du vin en échange. Que l'évêque leur faisant défense de se mêler en aucune façon du débit du sel leur comptait cependant, ainsi qu'elles le prouvent par un jugement arbitral de 1529, de l'évêque Guillaume (c'est celui dont extrait ci-dessus), plus par les reversales données par les évêques Berchtold, Léopold, et Léopold-Guillaume, lors de leur élection à l'épiscopat. Il leur est répondu par la régence, que le débit de sel est un droit régalien de l'évêché, auquel des évêques particuliers n'ont pu préjudicier, qu'ils ne l'ont même pas voulu, les uns, en confirmant les privilèges de l'*Obermundat*, n'ayant pas compris le débit de sel, et l'évêque Guillaume ayant seulement réglé la façon de ce débit entre quelques communautés ².

A la fin du siècle dernier, la ville eut un procès important avec la communauté de Hartmannswiller et le fermier du débit de sel. A propos de ce débit, la franchise que la Révolution accorda à la vente du sel, mit fin aux prétentions des parties.

Notons encore le droit d'avocatie ou *Vogtrecht*, qui était de 10 sols sur la Commanderie, de 10 sols sur la chapelle des Cisterciens et d'une livre bâloise sur la

1. Inv. p. 22.

2. Inv. p. 28.

ferme et les biens que le couvent d'*Unterlinden* de Colmar avait à Soultz. Ce droit se percevait encore sur la cour de Saint-Léonard à Wuenheim et sur le village de Hartmanswiller (deux livres six sols) ¹.

Corvées. — Voici quelles étaient les principales de ces impositions : les habitants de Soultz et de Wuenheim ayant chevaux et voitures, devaient, à chaque Quatre-Temps, mener une voiture de bois au château, pour les gages du bailli. Les membres du conseil étaient exempts de cette corvée. La ville de Soultz devait payer annuellement 29 livres, pour une ancienne corvée de voiturage de bois qui avait été ainsi remplacée.

Depuis le XIII^e siècle, Soultz devait fournir à Pâques 8.000 échalas pour les vignes du seigneur à Orschwihr, et ceux de Wuenheim étaient tenus de les y conduire ; on leur payait leur nourriture, mais non pas celle des chevaux.

Chaque année, au Carnaval, chaque bourgeois des trois villages devait une poule à l'évêque ; une partie de ces volailles était donnée au bailli. Les accouchées étaient franches de ce droit. Ces coutumes étaient certainement d'origine colongère. (*Urbaire*).

La ville de Soultz avait le droit de commander corvée aux bourgeois, pour toutes les réparations et travaux d'ordre public.

Le règlement de 1682 supprima les corvées illimitées que les évêques de Strasbourg s'étaient mis en possession d'imposer sur leurs sujets ; mais il leur fut accordé de jouir de 12 journées de corvée par an, des habitants de l'évêché, chacun rachetable par 10 sols ; de 7 corvées de cheval, rachetable par 15 sols, et 7 corvées de chariot attelé de 4 chevaux, rachetable par 60 sols, et s'il y a moins de chevaux, à proportion. Le droit

1. Urbaire.

de corvées en 1789 produisait, année commune, 3050 livres.

Dîmes. — A l'époque franque, la dime de la marche de Soultz semble avoir appartenu exclusivement à l'abbaye d'Ebersmunster; les diplômes de Louis le Débonnaire et les suivants, en font une dépendance de la chapelle de Saint-Pierre, dans la cour dite de la porte. Le diplôme de 818 mentionne les dîmes dépendantes de l'église et de la cour seigneuriale, la dime des terres saliques, dépendantes de la cour de la porte; le diplôme de 824 ne mentionne que la dime dépendante de l'église-mère. Le diplôme de Luce III, de 1183, fait mention des mêmes dîmes que celui de 818.

Au XIII^e siècle, quand nous voyons le territoire de Soultz indubitablement incorporé au Haut-Mundat, une partie de la dime est à l'évêque de Strasbourg, une autre au recteur de Soultz, une autre à l'évêque de Bâle. Une part de celle de l'évêché de Strasbourg est inféodée aux comtes de Ferrette; une autre, dépendante de la cour d'Ollviller, et inféodée également aux comtes de Ferrette, passe avec ladite cour à la chapelle des Cisterciens de Soultz; enfin certaines dîmes qui avaient appartenu à Ebersmunster et d'autres, sont alors aux mains des chevaliers de Saint-Jean, de la commanderie de Soultz.

Thibault, comte de Ferrette, par sa lettre de 1295, accorde en douaire à Catherine de Clingen, sa femme, mille marcks d'argent, et ce sur la dime de Soultz, que Conrad, évêque de Strasbourg, lui avait accordée en fief : « Daz zu unserme zehenden zu Sulze horet, das wir zu lehene hant von unserme heren deme bischofe von Strazburg ¹ ».

Par lettre du 1^{er} avril 1312, le comte Ulric de Ferrette abandonne à Jean, évêque de Strasbourg, tous

1. *Livre salique du grand chapitre de la cathédrale de Strasbourg*, fol. 53, apud Grandidier not. mss. édit. Méglin.

les droits qu'il avait sur la dime de Soultz « uff den zehenden zu Sulze¹ ».

Les dîmes que l'évêque de Bâle possédait à Soultz, furent fréquemment engagées. Henry d'Isny, engage en 1278, à Thierry de Rougemont, les dîmes en vin et en grains de Soultz et de Pfaffenheim². En 1283, il engage celles de Soultz à Thiébault de Ferrette, jusqu'à concurrence de 100 marcs, pour récompense de l'aide qu'il lui avait porté pour le siège du château de Porrentruy³. La même année, il engage encore les dîmes de Soultz à trois citoyens de Bâle pour une somme de 600 marcs d'argent destinée à parfaire la somme qu'il doit verser pour la Terre-Sainte⁴.

En 1313, l'évêque de Bâle hypothèque huit charretées de vin blanc sur les dîmes d'Alschviller, à un chanoine de Colmar et à son frère pour 100 marcs d'argent⁵.

En 1334 l'évêque Jean Senn conclut à réméré une obligation par laquelle il s'engage à payer annuellement, entre autres, une rente de 5 charretées de vin blanc assignée sur son pressoir à Soultz. Cet emprunt était destiné à relever la forteresse de Porrentruy, ruinée par un incendie⁶.

En 1368, l'évêque de Bâle vend à réméré à Cuntzmann, Puliant d'Eptingen une rente de 6 foudres de vin blanc, sur les dîmes et les vignes épiscopales de Soultz pour 600 florins⁷. En 1267, il en avait déjà engagé une partie aux frères de Hirtzbach⁸. En 1370, il donne en fief, au même d'Eptingen, deux charretées

1. SCHŒFFLIN, *Als. diplomatica*.

2. TROUILLAT, II, p. 289.

3. Ibid., II, p. 373.

4. Ibid., II, p. 378.

5. Ibid., III, p. 191; l'évêque Jean Senn les dégage en 1352 et donne en échange d'autres dîmes. (Tr., IV, p. 26).

6. Ibid., III, p. 454.

7. Ibid., IV, p. 259.

8. Ibid., IV, p. 708.

de vin blanc, sur les dimes épiscopales de Soultz, et en cas d'insuffisance de celles-ci, sur les dimes de Wattwiller, le tout pour un capital de 200 florins¹.

Le comte Frédéric de Ferrette ayant donné la cour d'Ollwiller aux moines cisterciens de l'abbaye du Lieu-Croissant, son fils Ulric y ajouta en 1249, toutes les dimes en blé, vin et foin, dépendantes de la dite cour. Ces dimes sont mentionnées en 1254, comme dotation de la chapelle des Cisterciens, consacrée à Soultz la dite année par l'évêque de Bâle, Berthold de Ferrette². Quand les Cisterciens de Soultz vendirent, en 1260, le domaine d'Ollwiller aux frères de Waldner, ils eurent soin d'en excepter les dimes qui en dépendaient et qui demeurèrent attachées à la chapelle de Soultz. Comme précédemment certains biens avaient été détachés d'Ollwiller par le comte de Ferrette pour rester inféodés aux Trubelberg, et que les dimes dépendantes de ces biens avaient néanmoins été assignées aux moines de Lieu-Croissant, ces dimes furent l'objet d'une contestation entre les dits moines et Conrad de Jungholtz, héritier de Trubelberg, laquelle fut réglée par une transaction datée d'octobre 1263³.

La perception des dimes d'Ollwiller devint aussi l'objet d'un litige entre les moines cisterciens et les chevaliers de Saint-Jean de la Commanderie de Soultz. Le différend fut réglé en 1291 par voie d'arbitrage. Il fut décidé que les chevaliers percevraient désormais la dime que jusqu'ici percevaient les Cisterciens pour les biens de Trubelberg, au-delà de Rimbach, autour et sur la colline dite Mittelberg. Suit le détail de ces biens. En-deça de Rimbach, les chevaliers percevront aussi la dime au canton dit Froschgraben et sur les prés derrière l'église au Langmatt, sur un pré près de la carrière, près du Sigelbrune, aux Bergmatt. Les Cisterciens par

1. TROUILLAT, IV, p. 719.

2. Ibid., I, p. 581 et 605.

3. Ibid., p. 99 et 136.

contre, percevront la dime au-delà de la rivière de Wuenheim dans le ban de Soultz, jusqu'à Ollwiller, partout où les chevaliers l'avaient perçue jusqu'ici et spécialement au Trubelberg, au Wasserfall, au Schweighof... sur des vignes ayant appartenu à l'abbaye d'Ebersmunster, sur tous les biens vendus aux Waldner¹.

En 1341, un tribunal arbitral décide, en faveur de la chapelle de Soultz, une contestation qui s'était élevée pour la perception de la dime entre les Cisterciens et Henri de Réguisheim². La même année, toutes les dimes et les biens dépendants de la chapelle de Soultz lui sont confirmés par l'évêque de Strasbourg³.

Ces dimes passèrent, vers la fin du XVI^e siècle, aux mains de l'évêque de Bâle, avec la chapelle des Cisterciens.

Suivant l'urbaire des droits de l'évêché de Strasbourg à Soultz, les dimes se divisaient de la façon suivante : une partie appartenait à l'évêque comme seigneur ; elle se percevait sur les raisins qui étaient pressurés sur le pressoir de l'évêque ; une autre partie également en vin, appartenait aux décimateurs communs, *gemainen zehendtherren*, et se pressurait au presbytère sur le pressoir commun. Une part, notamment celle d'Eptingen et de Truchsess, revenait aussi à l'évêque de Strasbourg. Voici du reste la proportion dans laquelle les décimateurs communs se partageaient la dime : 14 mesures au recteur de Soultz, 4 mesures au seigneur de Granviller, 3 mesures aux Berenfelt, 2 mesures à l'évêque de Strasbourg, 2 mesures au chapitre rural *citra-colles*, 2 mesures encore à l'évêque de Strasbourg, 2 mesures aux Riechter, et 2 mesures aux Reich. Ce qui revenait au seigneur, était colligé par le receveur de Rouffach, entre les mains duquel se versaient du reste tous les revenus seigneuriaux du bailliage.

1. TROUILLET, III, p. 509.

2. Ibid., III, p. 792.

3. Ibid., III, p. 793.

Le seigneur évêque percevait la moitié de la dime au canton Unterwolfhag et Bas Girsthalden, la moitié de la dime au canton Fröschgraben, la moitié au canton Bihlfeld, la moitié au Goltacker, la moitié de la partie du Himmelreich qui est vers la ville, la moitié du Liebenberg, Mittelberg et Hornstein, la moitié au Forst moyen, la moitié au Bintzberg, la moitié entre le Holtzweg et chemin de Wuenheim.

Les décimateurs communs, percevaient la moitié au canton Oberwolfhag, la moitié au canton Unterwolfhag, et Bas Girsthalten, la moitié au Forst, Girsthalten, la moitié au Haut Erlenbach, la moitié au Kleinfeld et Bas Wolfhag, la moitié au Fröschgraben, la moitié au Screchen et Durchgehendengass, la moitié au Bullfeld, la moitié au Goltacker, la moitié au Himmelreich, la moitié derrière la Capell, le long des fossés, la moitié au Megelsée, la moitié au Bas Mambert, depuis le verger de Saint-Jean. On appelle cette dime: *Morenschendt*; la moitié au Liebenberg, Mittelberg, et Wuenheim, la moitié au Mittelforst, la moitié au Büntzberg, la moitié au-dessus du Bintzberg, la moitié entre le Holtzweg et le chemin de Wuenheim.

Les chevaliers de Saint-Jean percevaient la dime par moitié au Haut Wolfhag, au Forst et Girsthalten, au-dessus de l'Erlenbach, au Screchen, et Durgehendengass, à la partie extrême du Himmelreich, au Bas Mambert, dit *Moren Zehendt*, au haut Bintzberg dit aussi Morenzehendt. Les sieurs de Fleckenstein, de Strasbourg percevaient la dime à la moitié du Kleinfeld.

La chapelle de Soultz la percevait par moitié derrière la Chapelle le long des fossés, et au Megelsée. La dime à l'Orschwillerburg se partageait entre la veuve d'Epfigen, d'Altkirch, le recteur de Soultz et les Waldner. Le recteur de Soultz percevait encore la dime au Winterhalt et dans la partie du Liebenberg, du Mittelberg et du Hornstein qui touchait au Reckholderberg.

L'évêque de Strasbourg percevait un quart de la dime en grains sur tout le canton, entre Soultz, Wuenheim, et Jungholtz; un quart était aux Schauenbourg, un quart au curé recteur de Soultz, et un quart à la dame Zund de Pfaffenheim.

Les mêmes décimateurs percevaient la dime en foin dans le même canton et derrière Wuenheim, mais comme le sire de Schauenbourg y possède des prés, il n'en paie pas la dime, mais par contre, il ne percevait pas sa part. Les trois autres parts étaient si minimes, qu'on l'affermait ordinairement pour 10 sols bâlois. La chapelle de Soultz a aussi la dime, dans un petit canton derrière Wuenheim, ou Winckel.

Les 4 décimateurs ci-dessus, perçoivent dans le même canton la dime en chanvre; la part de l'évêque est si minime, qu'il la donne annuellement pour 4 sols. La dime en vin appartient pour moitié aux décimateurs communs et à l'évêque de Strasbourg au canton Rotherrain. La dime au Bergacker, entre Wuenheim et Ollwiller, appartient moitié à la chapelle de Soultz, moitié aux décimateurs communs. Le recteur de Soultz perçoit seul la dime en vin au canton Bürck, situé entre le Bergacker et la forêt.

La dime en vin au Rothenberg, ban de Rimbach-Zell, appartenait moitié aux chevaliers de Saint-Jean, moitié aux décimateurs communs.

Par délibération du 19 avril 1789, la municipalité de Soultz s'oppose au paiement des impositions de 15.000 livres pour le château de Saverne¹. Elle s'appuie sur ce que l'arrêt n'a pas été signifié régulièrement, que le roi, ne pouvant déterminer des impôts sans le consentement de la Nation, un seigneur pourra d'autant moins charger ses justiciables de nouvelles impositions; d'autant moins cela répugne aux anciens privilèges, par lesquels les évêques de Strasbourg se sont engagés

1. Voir d'après Dag. Fischer (*Revue d'Alsace*, 1875. p. 263), quels étaient les revenus de l'évêché de Strasbourg en 1682 et ultérieurement.

à ne jamais surcharger leurs sujets de nouvelles tailles et impositions sans leur consentement. Elle décide également de ne plus payer le sixième des contributions seigneuriales qui autrefois était à la charge des deux prévôtés de Hartmannswiller et de Rimbach-Zell, qui sont échangés à M. de Waldner, et se réserve de réclamer la restitution des sommes ainsi indûment payées.

Les droits et charges seigneuriales furent abolis par la loi de l'Assemblée Nationale, votée le 5 août 1789; de même que les privilèges et les dîmes. L'évêque de Bâle se refusa à l'abandon des privilèges; n'étant pas de la nation française, il prétendit que les décrets de l'Assemblée Nationale ne lui étaient pas applicables. La municipalité de Sultz fit procéder d'office à l'estimation des biens et possessions de l'évêque dans le ban de Sultz pour faire la répartition des impôts.

Le 20 novembre 1789, la municipalité de Markolsheim demande l'avis de celle de Sultz sur les résolutions qu'elle a prises de refuser les droits, corvées et impositions seigneuriales; la municipalité répond qu'elle a démontré par ses arrêtés des 19 avril et 16 août, où elle pétitionnait à l'Assemblée Nationale pour être déchargée des impôts seigneuriaux, qu'elle considérait comme usurpés le droit de débit de fer et de sel, le 30 et 50 denier, les corvées en argent, le droit d'établir et de congédier les juifs et l'impôt annuel de 8.000 livres pour subsides, ainsi que ceux de 12.000 livres pour le château de Saverne. Elle demande la restitution des sommes payées et refuse désormais tous impôts seigneuriaux.

L'Assemblée Nationale ayant modifié le système des impositions, la municipalité reçoit le 1^{er} janvier 1792 les mandements de contribution foncière de 1791 portés à 19.007 livres 10 sols, et la mobilière à 14.268 livres 16 sols; elle fait des représentations au Directoire du district sur l'imposition trop considérable et trop disproportionnée; elle croit qu'il y a erreur et fait part

en même temps de l'impossibilité où l'on se trouve pour faire la répartition sur les propriétés des citoyens, vu que le cadastre est à renouveler. Elle nomme des commissaires pour répartir le ban de Soultz en état de sections.

Le 28 juillet 1792, elle reçoit mandement pour la contribution foncière à 20.650 livres, 5 sols, 5 deniers $\frac{1}{2}$, et la contribution mobilière à 8.142 livres, 5 sols, 3 deniers. Le 6 janvier 1793, la municipalité reçoit deux lettres du département : l'une demande de livrer immédiatement la contribution patente; l'autre nomme le citoyen Valentin Gallias de Guebwiller pour la confection des rôles de matrice; une commission fut chargée d'aider le citoyen Gallias à cet ouvrage.

La municipalité n'ayant pu livrer la somme de 18.596 livres, 3 sols, 7 deniers $\frac{1}{2}$ d'impôts pour 1792, parce que, les matrices de rôles n'étant pas terminées, on n'a pu procéder à la répartition, se voit forcée de contracter un emprunt pour solder cette somme à l'Etat. Le 21 juillet 1793, ces matrices furent seulement terminées.

En novembre 1793, la municipalité reçoit mandement de la contribution mobilière fixée à 23.033 livres, 5 sols, 2 deniers, laquelle est répartie immédiatement.

Le mandement de la contribution mobilière pour 1793, s'éleva à 4.825 livres, 17 sols 10 deniers $\frac{1}{2}$.

A. GASSER.

FIN

LA
MANUFACTURE D'ARMES BLANCHES
D'ALSACE

ÉTABLIE AU KLINGENTHAL

(SUITE)¹

TROISIÈME CHAPITRE
LES OUVRIERS

1. Origine et nombre des ouvriers. — 2. Le travail. — 3. Les salaires et les gratifications. — 4. Les habitations. — La culture des champs et du bétail. — Mesures de prévoyance. — 7. Privilèges. — 8. Juridiction et discipline.

1. Origine et nombre des ouvriers.

La manufacture d'armes blanches d'Alsace était destinée à concourir avec les établissements de Solingen, puis à les supplanter en France. Dans ce but, on fit venir du pays de Berg les ouvriers nécessaires pour la fondation des usines. Fidèle à une maxime du Colbertisme, qui tendait à favoriser l'accroissement de la population, le gouvernement protégea l'immigration qu'il avait provoquée. Par les lettres patentes de 1730, il accorda à Henry d'Anthès, outre les fonds destinés à l'acquisition ou aux constructions nécessaires pour l'établissement, la somme de 25.000 livres spéciale-

1. Voir la livraison de janvier-février.

ment destinée au dédommagement des ouvriers venus ou qui viendraient encore des pays étrangers.

Grâce aux avantages que l'entrepreneur leur offrait, il réussit, en janvier 1730, à faire venir les dix ouvriers dont nous avons parlé plus haut, bien que les jurandes des artisans de Solingen défendissent à leurs membres d'émigrer et les obligeassent par serment à ne jamais quitter le pays de Berg, même pour un simple voyage. Lorsque, après la réussite des essais, la manufacture fut définitivement établie dans la vallée de l'Ehn, l'immigration d'ouvriers étrangers continua. La description que nous fait Peloux de l'industrie d'Alsace vers 1735, nous donne les renseignements suivants sur les étrangers qui étaient venus s'établir au Klingenthal :

« Il y avait, à la fin de 1731, que je l'ay vue,
« 25 principaux ouvriers, forgerons, aiguiseurs, trem-
« peurs, ciseleurs, doreurs, etc., outre un grand nombre
« d'autres personnes employées à leur service, et on
« les avait tous tirés d'Allemagne, et ils prétendaient
« avoir pour la plupart des secrets particuliers pour la
« préparation et trempe de l'acier, qu'ils disaient in-
« connus et qu'ils ne voulaient point révéler. Ce n'est
« pas sans peine et sans dépense que les entrepreneurs
« sont parvenus à en attirer à leur Manufacture ; plu-
« sieurs même ont déserté d'abord, mais ils commencent
« à s'accoutumer à ce pays, et quelques-uns y ont
« même déjà pris des établissements. Les entrepreneurs
« espèrent d'en attirer encore des pays étrangers un
« plus grand nombre et comptent de donner dans quel-
« que temps à ceux-cy des élèves, au moyen desquels
« on sera en état de s'en passer dans la suite et per-
« fectionner l'établissement. »

L'immigration fut particulièrement grande pendant que Wolff était entrepreneur et favorisait les ouvriers étrangers qui étaient ses corréligionnaires. Mais elle ne cessa jamais complètement durant tout le XVIII^e siècle.

A côté des ouvriers venus de Solingen, les entrepreneurs admirent, dès le commencement de la manu-

facture, des hommes de la province d'Alsace, d'abord comme apprentis et plus tard comme ouvriers.

Le Précis Historique de la manufacture d'armes blanches, rédigé en 1810, lors de la visite faite par le général d'Aboville, contient le tableau suivant qui fait connaître l'accroissement successif du nombre des ouvriers occupés à l'établissement.

		En activité pendant			
<i>Classes d'ouvriers</i>		1730	1770	1790	1810 à la fin
Raffineurs		2	3	7	15
Forgeurs de	Douilles	2	26	45	62
	Bouts et viroles	2	26	2	4
	Lames	4	12	19	34
Foreurs		4	1	1	1
Trempeurs		1	2	2	9
Aiguiseurs		2	24	42	103
Limeurs de bayonnettes		2	16	50	124
Graveurs		1	2	2	3
Fondeurs		1	2	4	21
Faiseurs de fourreaux ou chamoiseurs		1	2	4	2
Menuisiers		1 (?)	2 (?)	4 (?)	13
Monteurs fourbisseurs		1	2	47	194
Charpentiers et serruriers		1 (?)	2 (?)	47 (?)	5
Total		10	86	217	590

L'auteur du Précis fait les réflexions suivantes sur le nombre des ouvriers occupés en 1810 (590):

« Ce nombre étant plus que suffisant aux besoins, « l'on devra être très réservé dans l'admission des « élèves; et l'on fera bien de n'en plus recevoir que « de familles bien connues et des villages ci-après dé- « nommés : Grendelbruch, Mollkirch, Børsch, Saint- « Léonard, Ottrott, Bernardswiller, Heiligenstein, Saint- « Nabor et Klingenthal. Ceux des autres villages ne « viennent ordinairement que pour échapper à la cons- « cription, et on a mille peines de les faire travailler.

« Les limeurs et les fourbisseurs étant les moins nécessaires, il ne faudra augmenter ces deux classes que des fils des maîtres qui seront hors d'état de payer l'apprentissage d'un autre métier.

« Les ouvriers de Klingenthal ne savent pour la plupart qu'une seule partie; aussi ne peuvent-ils travailler qu'aux armes, et quand les commandes sont faibles, ils manquent d'ouvrage et sont misérables. Il conviendrait peut-être qu'ils fussent instruits dans plusieurs parties, ou au moins dans deux, afin de ne pas dépendre les uns des autres et travailler d'avantage pour le commerce, quand ils n'ont rien à faire pour le gouvernement. Depuis juillet 1809, on ne reçoit plus de maître forger de douilles ou de baïonnettes, qu'il ne sache bien faire les deux parties, et toutes les places de maître ne sont données qu'aux ouvriers qui font le mieux à un concours général où tous les compagnons qui se conduisent bien, sont admis. On doit continuer cette mesure et ne pas craindre de faire descendre les maîtres qui, ayant moins de 15 ans de service, livreront plusieurs mois de suite de mauvais ouvrage. L'on doit aussi forcer beaucoup de jeunes gens qui se présenteront, à entrer chez les aiguiseurs qui ne seront jamais trop nombreux ».

2. Le travail.

Tandis que primitivement l'entrepreneur engageait et occupait librement ses ouvriers, le Règlement de 1784 soumit leurs rapports à l'inspection de l'Etat.

L'entrepreneur ou un maître ouvrier ne pouvait plus admettre d'apprenti sans l'agrément de l'inspecteur. La distribution même de l'ouvrage se faisait par les fonctionnaires du gouvernement. L'inspecteur, les officiers et les contrôleurs devaient donner une attention particulière à ce que les distributions fussent toujours

faites en raison de l'habileté, de l'exactitude et de la bonne conduite des ouvriers. Le premier de chaque mois, l'inspecteur remettait à chaque maître-ouvrier un billet signé de lui, portant le nombre des pièces qu'il avait à mettre en fabrication pendant le mois. L'entrepreneur délivrait exactement ce qui était spécifié sur ce billet. Cette distribution des matières se faisait de même en présence d'un officier ou de l'inspecteur. Il était sévèrement défendu aux ouvriers d'employer pour la fabrication des armes d'autres matières que celles qui leur avaient été remises régulièrement.

Tout le travail des ouvriers était soumis à une surveillance constante de la part du gouvernement. Sous ce rapport, nous retrouvons au Klingenthal une institution qui était en vigueur à Solingen¹ et qui donnait aux corporations le moyen de reconnaître les armes fabriquées par chaque artisan : les maîtres-ouvriers, dans toutes les parties de la fabrication, étaient tenus de marquer leurs ouvrages de leur poinçon. Le Règlement de 1784 défendait aux ouvriers de se prêter ces poinçons les uns aux autres, et ne permettait de les changer que sur l'ordre de l'inspecteur, qui en gardait une empreinte. Dans chaque salle de recette, il y avait un tableau indiquant la marque de chaque maître à côté de son nom.

Grâce à cette mesure, il était facile de retrouver l'ouvrier qui avait raffiné une arme mise au rebut. Il était obligé d'en remplacer l'acier ou de se laisser faire une déduction de son salaire.

3. Les salaires et les gratifications.

En entrant à la manufacture, les ouvriers ne s'obligeaient qu'à faire le travail de leur métier. Cependant l'entrepreneur Wolff, ayant voulu faire creuser et appro-

1. THUN, p. 14, 50 et suiv.

fondir les étangs et les fossés, les employa à des travaux de terrassement. La plupart des ouvriers se soumirent. Mais deux d'entre eux, « prévoyant qu'ils n'y « seraient employés que par corvées sans espérance « d'en être payés », refusèrent de travailler et furent punis de ce chef par Wolff.

Les autres ouvriers firent les travaux demandés. Mais n'ayant point été payés du vivant de Wolff, ils s'en plaignirent après sa mort en disant que « cet entre-« preneur en avait usé avec eux comme avec des « esclaves, puisqu'il leur avait fait faire des corvées... « sans leur en avoir payé un denier. » Ils demandaient à être dédommagés par les héritiers de Wolff. A raison d'une livre ou d'une livre et quatre sols par journée, la somme qu'ils exigeaient, était assez considérable, puisqu'un état, contenant les réclamations de dix-huit ouvriers, s'élève à 1.308 livres, et un autre, se rapportant à six ouvriers, à 892 livres 16 sols.

Les héritiers de Wolff firent valoir leur minorité et refusèrent de payer les sommes demandées, en disant que Wolff « n'avait point agi pour son profit ni pour « sa commodité particulière, mais uniquement pour « l'utilité de la Manufacture qui retombait au Roy... », « que les ouvriers n'avaient jamais stipulé ni exigé « aucun salaire de ce travail et que d'ailleurs le sieur « Wolff aurait fait donner à chacun des dits ouvriers « les jours qu'ils ont travaillé extraordinairement à « l'agrandissement des dits fossés et étangs et au dé-« chargement des marais, tantôt une chopine, tantôt « un demi-pot de vin selon le temps qu'ils y ont em-« ployé, de sorte qu'on ne voit point à quel titre les « ouvriers peuvent prétendre de salaire ».

Après que Wolff eut obligé ses ouvriers à faire ces travaux, en employant tous les moyens qui étaient à sa disposition, et après qu'il eut mis en prison ou au pilori ceux qui s'étaient plaints de son injustice, ses héritiers faisaient valoir qu'aucun salaire n'avait été « ni stipulé ni exigé », et ils croyaient suffisamment

rétribués par quelques chopines, demi-pots de vin, des ouvrages qui avaient occupé 48, quelquefois 96 et plusieurs fois 144 journées !

Ces abus de l'entrepreneur Wolff expliquent comment l'administration arriva à surveiller les contrats conclus avec les ouvriers et la fixation des salaires. Mais on imaginerait difficilement la réalité, tant l'ingérence du gouvernement était grande et la liberté de l'entrepreneur limitée, pour ne pas dire anéantie. Le Règlement de 1784 ordonnait à ce sujet (art. 9 et 10 du deuxième titre) :

« L'intention du gouvernement étant que les ouvriers
« jouissent d'un salaire proportionné à la nature et à
« la perfection de leur travail, l'inspecteur, les officiers
« à ses ordres, les contrôleurs, les reviseurs, l'entre-
« preneur et trois ouvriers de chaque classe, choisis
« par leurs camarades, procéderont à la fixation du
« prix qu'il sera juste d'accorder pour chaque pièce
« d'arme.

« Le gouvernement voulant aussi ôter aux ouvriers
« tout prétexte de se plaindre, par rapport au prix
« des matières à eux vendues par l'entrepreneur, l'ins-
« pecteur et autres, désignés en l'article précédent, pro-
« céderont à la fixation du prix desdites matières ; et
« pour l'entrepreneur et les ouvriers, celui-là sera tenu
« de présenter les marchés par lui faits pour raison de
« l'achat de ces matières ainsi que les factures et autres
« pièces justificatives des prix qu'elles lui auront cou-
« tées rendues à la Manufacture. »

Il était formé un état de ces prix signé par ceux qui avaient procédé à leur fixation. Des expéditions de cet état étaient remises au ministre de la guerre, au premier inspecteur général, au directeur général, à l'entrepreneur et à l'inspecteur.

Le ministre de la guerre ayant approuvé ces prix, il était passé des marchés avec les différentes classes d'ouvriers. Il ne pouvait être fait aucun changement aux prix fixés de cette façon, sans l'approbation du

ministre de la guerre, auquel il était rendu compte des motifs qui nécessitaient l'augmentation ou la diminution. Les représentations qui étaient faites à ce sujet, étaient signées par l'inspecteur, les officiers, les contrôleurs, les reviseurs et l'entrepreneur, et elles étaient adressées au directeur général et au premier inspecteur général de l'artillerie.

L'administration veillait même au paiement exact des salaires. Après les nombreuses épreuves auxquelles les armes étaient soumises à l'inspection, elles n'étaient acceptées définitivement et pourvues du poinçon de réception qu'après le paiement du salaire des différents ouvriers qui y avaient travaillé.

Outre les salaires que l'entrepreneur payait à ses ouvriers, le gouvernement leur réservait des gratifications extraordinaires. Dès l'année 1735, Henry d'Anthès reçut une allocation annuelle de 1.200 livres qu'il devait distribuer pour récompenser les ouvrages extraordinaires et utiles à la manufacture ou pour reconnaître l'assiduité au travail.

On reprocha dans la suite à l'entrepreneur Wolff de s'être servi de cette somme dans son propre intérêt. Il est prouvé, en effet, qu'elle fut employée en partie à la rétribution de l'instituteur que Wolff avait fait venir au Klingenthal. Afin d'éviter de pareils abus, le gouvernement chargea son représentant de la distribution des gratifications.

« Pour exciter l'émulation parmi les ouvriers, dit
« le Règlement de 1789, il est établi, pour chaque
« classe, deux prix par an qui seront délivrés... par
« l'inspecteur au maître qui aura eu le moins de rebuts.
« Ces prix seront chacun de 24 fr. pour les raffineurs
« et les aiguiseurs, et de 18 fr. pour les forgers de
« douilles, les forgers de baïonnettes, les forgers de
« lames, les trempers, les monteurs : ce qui fera tous
« les six mois une somme de 138 fr. »

Un prix était accordé en outre à chaque maître qui avait formé un élève national ; mais il n'était dé-

livré que lorsque celui-ci avait fait son chef-d'œuvre sous les yeux des contrôleurs et d'un officier. L'apprenti lui-même recevait une gratification égale aux deux tiers de celle accordée à son maître.

A partir de l'année 1809, on chercha à restreindre les prix d'encouragement, et l'on décida de ne plus les accorder qu'à ceux qui seraient admis compagnons avant d'être appelés à la conscription. On continua cependant à encourager les ouvriers en augmentant les commandes de chaque maître proportionnellement à la perfection de l'ouvrage qu'il livrait.

4. Les habitations.

Lorsque les premiers entrepreneurs établirent la manufacture, ils durent offrir aux ouvriers étrangers de grands avantages pour les attirer. C'est dans ce but qu'ils promirent à ceux qui viendraient se fixer au Klingenthal « un établissement et logement franc » tant pour eux que pour leurs enfants nés et à naître « qui s'attacheraient à la manufacture ».

En construisant les usines, on ménagea au rez-de-chaussée et au premier étage des logements destinés aux ouvriers. L'appartement se composait généralement d'un poêle ou chambre d'habitation, d'une chambre à coucher et d'une cuisine. Cette dernière était quelquefois commune à plusieurs ménages. Des logements se composant de plusieurs chambres étaient destinés aux familles nombreuses. Il y avait rarement une cave ou un vestibule.

Le tableau suivant dressé d'après les indications qui se trouvent dans l'estimation de la manufacture faite en 1784, donne une idée du nombre et de l'état de ces habitations :

Bâtiments et étages.	Nombre des pièces.				
	Poêles	Chambres	Cuisines	Vestibules	Caves
1. Première aiguiserie:					
Rez-de-chaussée.	1	0	1 (avec four à pain)	0	0
Premier étage.	6	6	1 (commune)	0	0
Manuaires	0	4	0	0	0
2. Forerie:					
Rez-de-chaussée.	1	1	1	0	0
Premier étage.	2	2	1 (com.)	0	0
3. Caserne:					
Rez-de-chaussée.	8	8	8	0	8
Premier étage.	8	16	7	0	0
4. Bâtiment du trempeur:					
Premier étage.	2	2	1 (com.)	1	0
5. Forge à douilles:					
Premier étage.	1	1	1	1	1
6. Bâtiment des trempeurs:					
Premier étage.	2	2	1 (com.)	0	0
7. Grande boutique des limeurs:					
Premier étage.	3	2	3	0	0
Grenier	0	6	0	0	0
8. Bâtiment du hardier:					
Rez-de-chaussée.	1	2	1	0	0
Premier étage.	1	2	1	0	0
9. Seconde aiguiserie:					
Premier étage	4	4	1 (com.)	0	0
10. Ancienne forerie:					
Rez-de-chaussée.	1	1	1	0	0
Premier étage	1	0	1	0	0
11. Boutique du fondeur:					
Premier étage	1	1	0	1	0
12. Bâtiment des forgeurs de lames:					
Rez-de-chaussée.	2	4	2	0	0
Premier étage	3	6	2	1	0
13. Troisième aiguiserie:					
Premier étage	2	2	2	0	0
14. Quatrième aiguiserie:					
Premier étage	2	2	2	0	0
Grenier	0	6	0	0	0
15. Cinquième aiguiserie:					
Premier étage	3	3	2 (dont 1 com.)	0	0
Grenier	0	3 (?)	0	0	0
	55	86	40 (dont 6 communes)	4	9

Comme on peut admettre qu'en principe le nombre des familles devait être égal à celui des poêles, il faut compter en 1784 environ 55 familles d'ouvriers habitant les usines et disposant en tout de 141 chambres et de 40 cuisines. A certains moments cependant, la population était tellement dense que des familles entières, et de très nombreuses, étaient renfermées dans une seule chambre.

Outre ces habitations ménagées dans les usines, la manufacture possédait de petites maisons dans lesquelles des familles d'ouvriers habitaient séparément. En 1810, il y en avait 23. Toutefois ni le gouvernement ni l'entrepreneur n'ayant d'intérêt direct à maintenir ces bâtiments en bon état, ils étaient généralement mal entretenus par leurs habitants. Aussi l'administration proposa-t-elle, en 1810, de les vendre aux ouvriers compris à ce moment comme maîtres ou compagnons sur les rôles de la manufacture et qui seraient porteurs d'un certificat de bonne conduite et de solvabilité, délivré par l'inspecteur. Bien que cette proposition eût été reçue favorablement par le gouvernement, elle ne fut pas exécutée.

Certains bâtiments servaient en commun à tous les ouvriers. Il y avait une buanderie, et un four banal et une étable à vaches. Une des maisons faisant partie de la manufacture était installée en cabaret, et un apprentis adossé à une usine servait de salle de danse.

Les logements que l'entrepreneur ou le gouvernement mettaient de la sorte à la disposition des ouvriers, devinrent insuffisants à la longue. Il n'y eut donc pas d'opposition lorsque des ouvriers voulurent bâtir avec leurs propres ressources sur le terrain même de l'établissement. Seulement, bien qu'il y eût un article des lettres patentes de 1765 et de 1784 disant qu'aucun bâtiment ne pourrait être construit sur les terrains appartenant à la manufacture sans l'approbation du ministre de la guerre, il n'était donné aux ouvriers ni autorisation ni concession écrite. Aussi lorsque l'Etat vendit

l'établissement en 1838, il comprit dans le marché « la
« propriété du sol des terrains sur lesquels différents
« particuliers ont établi des constructions sans autori-
« sation et sans concession écrite, avec le droit de faire
« enlever ou d'acquérir ces constructions conformément
« à l'article 555 du code civil, mais le tout sans garan-
« tie ». Sur ces terrains, dont la superficie était de
« 70 ares, il y avait 89 maisons.

L'acquéreur de la manufacture ne fit pas usage de l'article 555 du code civil, mais resta propriétaire du sol jusqu'à ce que les ouvriers pussent l'acquérir de gré à gré en le payant de leurs économies. Cela s'est fait petit à petit, de sorte qu'il n'y avait plus en 1898 qu'une seule maison dont le sol appartient à MM. Coulaux et C^{ie}.

Les ouvriers qui voulaient travailler à domicile ou qui ne craignaient pas de se rendre journellement au Klingenthal, pouvaient aussi habiter dans les villages environnants. En effet il y eut bientôt des apprentis originaires de ces endroits et des maîtres qui y acquirent des propriétés par suite de leur mariage ou autrement. Dès l'origine de la manufacture, les ouvriers étaient reçus bourgeois par la ville de Bærsch quand ils se déclarèrent prêts à payer la taxe du Bürgergulden, et ils prêtaient le serment d'obéissance aux magistrats du lieu.

En 1810, par suite du manque de logements à la manufacture, il n'y avait au Kliugenthal même que 243 ouvriers, dont 94 maîtres, 94 compagnons et 50 apprentis. Les 357 autres étaient dispersés dans les villages d'alentour distants jusqu'à dix kilomètres des usines et des recettes.

(A suivre.)

PAUL-ALBERT HELMER.

VARIÉTÉS

Le régiment du Bas-Rhin (1813-14).

Le Bas-Rhin, comme le Haut-Rhin, devait fournir à l'armée régulière qui défendit la France à la fin de 1813 et dans les trois premiers mois de 1814, une légion ou régiment de gardes nationales mobilisées, composé de trois cohortes qui chacune comprenait deux compagnies de grenadiers et deux compagnies de chasseurs, chaque compagnie à 150 hommes. On sait le rôle du régiment du Bas-Rhin qui fut bloqué dans Huningue (Cfr. A. CHUQUET, *L'Alsace en 1814*). Nous avons trouvé le procès-verbal de formation de ce régiment, et peut-être les lecteurs de la *Revue d'Alsace* nous sauront-ils gré de tirer de ce document les détails et les noms qu'il renferme.

Le régiment fut passé en revue le 16 novembre 1813 par le sous-inspecteur Duperreux : il comptait 1070 hommes de troupe et 45 officiers, un colonel, trois chefs de bataillon, trois adjudants-majors capitaines, un officier payeur capitaine, un chirurgien major, douze capitaines, douze lieutenants, douze sous-lieutenants. Après cette revue, le général de division Demont, sénateur, chargé du commandement en chef de la garde nationale mobilisée, réunit les officiers et forma les cadres de l'état-major et des douze compagnies.

Voici comment furent composés les cadres :

Lentz (Charles-Guillaume), colonel, 49 ans ;

Kuhn (Jean-Conrad), chef de bataillon de la 1^{re} cohorte,
51 ans ;

De Glaubitz (Charles-Frédéric), chef de bataillon de la
2^e cohorte, 54 ans ;

Ponson (Henry), chef de bataillon de la 3^e cohorte, 40 ans ;

Andrès (Martin), adjudant-major capitaine de la 1^{re} cohorte,
46 ans ;

Ulrich (Jacques), adjudant-major capitaine de la 2^e cohorte, 35 ans ;

Lentz (Charles-Frédéric), adjudant-major capitaine de la 3^e cohorte, 26 ans ;

Dessaudais (Jean-Charles-Thomas), officier payeur capitaine, 40 ans ;

Hartung (Henry), chirurgien-major, 28 ans.

1^{re} COHORTE.

1^{re} compagnie de grenadiers :

Ponsain (Joseph-Antoine), capitaine, 55 ans ;

Bosquet (Fulcrand), lieutenant, 56 ans ;

Augé (François-Joseph), sous-lieutenant, 41 ans.

2^e compagnie de grenadiers :

Schwab (Georges), capitaine, 47 ans ;

Marquis (Charles-Alexandre), lieutenant, 41 ans ;

Balzinger (Jean), sous-lieutenant, 42 ans.

1^{re} compagnie de chasseurs :

Delanoue (Louis-Jean), capitaine, 67 ans ;

Vohalm (Laurent-Mathias), lieutenant, 55 ans ;

Kutter (Georges), sous-lieutenant, 34 ans.

2^e compagnie de chasseurs :

Ravet (André), capitaine, 56 ans ;

Clauss (Georges), lieutenant, 40 ans ;

Kayser (Geoffroi), sous-lieutenant, 21 ans.

2^e COHORTE.

1^{re} compagnie de grenadiers :

Alsterffer (Jean-Michel), capitaine, 46 ans ;

Favreau (Charles-Antoine-Félicité), lieutenant, 23 ans ;

Bosch (Félix-Mathias), sous-lieutenant, 21 ans.

2^e compagnie de grenadiers :

Tritz (Chrétien), capitaine, 45 ans ;

Anstett (Louis), lieutenant, 25 ans ;

De Glaubitz (Frédéric), sous-lieutenant, 16 ans.

1^{re} compagnie de chasseurs :

Boyer (Joseph), capitaine, 50 ans ;

Laurent (Pierre-Joseph), lieutenant, 38 ans ;

Corhumel (Charles-Louis), sous-lieutenant, 30 ans.

2^e compagnie de chasseurs :

Rehm (Daniel), capitaine, 44 ans ;
Sigrist (Sébastien), lieutenant, 50 ans ;
Monnet (François-Denis), sous-lieutenant, 40 ans.

3^e COHORTE.*1^{re} compagnie de grenadiers :*

Kayser (François-Joseph), capitaine, 70 ans ;
Apffel (Maximilien), lieutenant, 28 ans ;
Mucker (François), sous-lieutenant, 38 ans.

2^e compagnie de grenadiers :

Milton (Jean-Louis-Georges), capitaine, 47 ans ;
Aulon (Jean), lieutenant, 57 ans ;
Pagnon (Auguste), sous-lieutenant, 30 ans.

1^{re} compagnie de chasseurs :

Lentz (Philippe-Regnard) capitaine, 45 ans ;
Cardot (Pierre), lieutenant, 45 ans ;
Bosch (François-Sigisbert), sous-lieutenant, 22 ans.

2^e compagnie de chasseurs :

Rommel, capitaine ;
Wautrin, lieutenant ;
Kappler (Christophe), sous-lieutenant, 37 ans.

Le conseil d'administration fut nommé et installé le même jour. Les membres étaient le colonel Lentz, président ; les chefs de bataillon Kuhn et de Glaubitz ; les capitaines Ravet, Schwab et Alsterffer ; le sous-officier Stinhy. L'officier chargé de la tenue des contrôles fut le chef de bataillon Ponson.

J.-B. MARLEIX.

LIVRES NOUVEAUX

Les Hautes-Chaumes des Vosges, étude de géographie et d'économie historiques, par M. Pierre Boyé, docteur ès lettres, docteur en droit, licencié ès lettres, correspondant de l'instruction publique, avocat à la cour d'appel de Nancy. Paris et Nancy, Berger-Levrault et Cie, 1903. In-8° de 432 p., avec 3 planches.

A ses titres divers l'auteur en joint d'un lustre non moins chatoyant : écrivain distingué de par la grâce de sa plume, il est de plus historien marquant de par la solidité de ses travaux d'étudition. Nous en trouvons un, parmi ces derniers, qui fut couronné par l'Académie française, ce qui offre quelque garantie, ce nous semble, à ceux qui inclineront à prêter en toute confiance l'oreille à son verbe. Cet ouvrage a pour titre : *Un roi de Pologne et la couronne ducal de Lorraine. Stanislas Leszcynski et le troisième traité de Vienne*. M. Boyé a voué une touchante prédilection aux faits et gestes du bon roi : il s'occupe de lui avec continuité et sans lassitude, témoins..... Mais réservons au moins un bout de place au livre qui sollicite aujourd'hui le baptême de la critique. Remarquons toutefois que Stanislas n'absorbe pas d'une façon absolue les pensées et les soins de M. Boyé. Nous en évoquons, pour preuve, le titre de ses ouvrages. Même si vous vous plaisez à l'harmonie de la langue de Virgile et d'Horace, vous découvrirez dans ladite liste de quoi satisfaire vos goûts : *Qualis vir et scriptor exstiterit Theodoricus Alisius*, etc. Mais retournons à nos montagnes et à leurs chaumes.

Les chaumes ! M. Boyé, cherche tout d'abord à préciser le sens de cette dénomination ; car, dans le cours des âges, sa signification se modifia pour aboutir à des acceptions diverses

et d'emploi simultané, à telle enseigne que le contexte seul permet d'en fixer la valeur. « Une chaume, sans doute, reste avant tout le pâturage. Par là, cependant, du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle, les documents peuvent encore désigner les districts forestiers voisins, compris dans la même amodiation. Grâce à une double et inverse évolution du sens, nous revenons ainsi vers la compréhension plus extensive du début, quoique la surface territoriale soit envisagée désormais à un tout autre point de vue ». Pareillement l'auteur dissèque les mots *first*, *verste*, *feste*, *faite*, *wasen*, pour établir leur synonymie ou les points qui les différencie. Et terminant ce chapitre fort attachant sous son apparente aridité, M. Boyé se défend d'avoir « voulu présenter des distinctions futiles ou accumuler les subtilités... » Quoiqu'il en soit, cette terminologie était indispensable à connaître la clarté du reste.

Tous les chapitres du livre rivalisent d'intérêt, comme on s'en convaincra en jetant un simple coup d'œil sur leurs en-tête. Chacun d'eux se ramifie en une variété de thèmes sur lesquels l'auteur disserte en maître à qui nul ne saurait en apprendre. Si son érudition est patente, l'agrément de l'exposition séduira d'autre part les plus revêches aux élucubrations savantes; toute résistante que soit l'armature, les enjolivures qui le parent, toujours du meilleur acier, exercent sur les yeux et l'esprit une invincible séduction. L'histoire est une merveilleuse mine : M. Boyé y puise abondamment pour donner du relief à ses dissertations et leur prêter un appui aussi solide qu'attrayant.

L'introduction atteste le concours sans cesse grandissant des étrangers dans nos Vosges. Elle n'en trahit pas moins, si non un regret, du moins une crainte. « L'heure n'est pas éloignée, si déjà elle n'a sonné, où l'affluence des étrangers, interrompant le calme solennel qui y planait, enlèvera peut-être aux gazons des cimes leur plus exquise poésie. » Toujours est-il que ces étrangers ne trouveront pour leurs excursions à côté du guide routier, de *vade-mecum* plus instructif et plus agréable que le livre dont nous parlons. Mais d'autres préoccupations ont guidé l'auteur : « Nous souhaitons, dit-il, suffisamment montrer l'excellence des pâturages des chaumes, reconnus par une antique expérience, attestée par les soins des générations successives. Imprudemment, ces pelouses furent autrefois trop étendues aux dépens des forêts; il serait fâcheux que, dans l'ardeur des reboisements, elles fussent à l'avenir

trop restreintes. Une transformation complète en ce sens a été jugée par beaucoup impossible. Ce ne serait, à vrai dire, qu'une question de longue patience. Nous estimons que jusqu'ici on n'a pas tenu assez compte des données du passé. On a surtout négligé ce facteur tout puissant : le temps. Il nous plairait que ce soit un des principaux résultats de notre travail d'apporter de nouveaux arguments de discussions à la controverse. »

La thèse sera prise en considération : nous n'en pouvons douter.

ANGEL INGOLD.

Das alte Kayzersberg, par Jos. CLAUSS. Kayzersberg, chez l'auteur, 1902, gr. in-4° de 15 pages de texte, 18 photographures et 7 vues dans le texte.

Malgré le cours destructeur du temps, malgré les secousses terribles que notre Alsace a subies et dans lesquelles toutes choses eussent dû sombrer sans laisser de trace, la résistance de la matière, comme celles des âmes alsaciennes, est telle que la plupart de nos localités renferment encore des merveilles de l'art ancien. Lorsque ces curiosités de sculpture ou d'architecture sont encore serties dans un cadre pittoresque, elles acquièrent un charme infini, trop souvent ignoré. C'est une belle œuvre que celle entreprise par M. Clauss, dans son vicariat de Kayzersberg, vicariat qui est un labeur de tous les instants. Non content de nous donner ce dictionnaire topographique d'Alsace que réclamait la vétusté de celui de Baquol, il entre dans les détails et vulgarise dans le magnifique album que nous avons sous les yeux, grâce aux ressources de la reproduction photographique, les sites et les antiquités si nombreuses et si curieuses de Kayzersberg. Après une introduction historique, un peu trop courte peut-être, nous trouvons une description raisonnée et savamment étudiée de chacun des objets représentés dans les 18 planches photogravées à la perfection. Il ne nous reste qu'un vœu à formuler, c'est de voir ainsi représentées et mises en lumière toutes les curiosités artistiques que renferment encore nos localités d'Alsace.

ALSATA.

W. KOTHE. *Kirchliche Zustände Strassburgs im vierzehnten Jahrhundert*. Fribourg, Herder, 1903. In-8° de 126 pages.

LEITSCHUH. *Strassburg* (N° 18 des Villes d'art célèbres). Leipzig, Seemann, 1903. In-4° de 176 pages.

G. FLAYEUX. *Excursion dans nos montagnes*. Saint-Dié, Cuny, 1901. In-8° de 100 pages. (Charmants récits d'excursions de Fraize au Bressoir par le Bonhomme, au Val d'Orbey et aux lacs... etc., etc.).

WITTICH (trad. par Korn). *Le génie national de races française et allemande en Alsace*. Paris, Giard et Brière, 1903. In-8° de 100 pages.

(WALLER). *Die ehemalige Benediktinerabtei Ebersheim-münster*. Rixheim, Sutter, 1903. In-8° de 37 pages. Avec un plan de l'abbaye au XVIII^e siècle.

M. BARRÈS. *Scènes et doctrines du Nationalisme*. Paris Juven, 1903. In-12 de 517 pages. (Plusieurs chapitres de ce livre concernent le problème alsacien-lorrain).

Articles de revues.

Analecta Bollandiana, 1901. P. DE LOË, De vita et scriptis B. Alberti Magni. (On se rappelle que cet illustre dominicain fit plusieurs séjours en Alsace).

Journal des sciences militaires. Juin et août 1902. GRANGE, Une division allemande au combat de Frœschwiller.

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. 1903, n° 1. PAULUS, Wimpfelingiana.

Strassburger Diözesanblatt. Février 1902. KARTELS, Bericht über die Visitation des Chorherrenstiftes Surburg im Jahre 1604.

Le messager des Vosges illustré. (Publication nouvelle, paraissant à Sainte-Marie-aux-Mines, chez D. Cellarius). I. Jules Degermann. II. Le châtelet des ducs de Lorraine à Sainte-Marie. Excursion aux environs de Niederbronn. III. Michel Paira. IV. Jacques Emile Dietz. V. L'ancienne église sur le Pré. M. Simonis.

~~~~~

*Revue d'histoire de l'Etat-major de l'armée* (Paris, Chapelot) 1902. La campagne de 1870 : les journées des 8, 9 et 10 août.

~~~~~

Notes d'art et d'archéologie. Février 1903. Les camps celtiques d'Alsace et le Stauffen.

~~~~~

*Monde catholique illustré.* Décembre 1902. Eugène Müntz, par A. GIRODIE.

~~~~~

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1903, janvier-février. Le clergé catholique et les enfants illégitimes protestants et israélites en Alsace au XVIII^e siècle, par R. REUSS.

~~~~~

---

*Imprimerie F. SUTTER & Cie, Rixheim (Alsace)*

# CHARLES X A COLMAR

EN 1828 1.

---

Parmi les découvertes de la science moderne qui, depuis un demi-siècle, sont venues modifier d'une façon si profonde les conditions de l'existence d'autrefois, l'installation des lignes de chemin de fer est assurément l'une de celles qui ont bouleversé le plus complètement les usages et les habitudes de toutes les classes, à tous les degrés de l'échelle sociale.

L'éloignement de certaines provinces, la difficulté des communications, le mauvais état des routes étaient autant d'obstacles, qui, lorsqu'ils se trouvaient réunis, se changeaient en difficultés presque insurmontables, et le voyage de Paris à Strasbourg, aujourd'hui si simple et si facile, était encore sous la Restauration, une expédition lointaine et coûteuse.

Si un pareil trajet était déjà compliqué pour les simples particuliers, on devine ce qu'il devait être pour

1. Sources : I. *Relation du voyage en Alsace de Sa Majesté Charles X.* Strasbourg, chez Schmidt et Gracker, 1828. In-8° de 116 pages ;

II. *Voyage du roi dans les départements de l'Est et au camp des manœuvres de Lunéville.* Paris, imprimerie royale, 1828 ;

III. *Relation du voyage de Charles X en Alsace.* 1829, par FARGÈS MÉRICOURT ;

IV. *Archives nationales*, section moderne. O<sup>3</sup> 122 ; F<sup>7</sup> 9533-9535, Haut-Rhin ;

V. *Archives nationales*, F<sup>1a</sup> 559-560, voyages de souverains ;

VI. *Archives nationales*, F<sup>1a</sup> III, Haut-Rhin, l'Police, Esprit public, 7. 10. 13.

VII. *Archives du château de Vic-sur-Aisne*, lettres et papiers de famille inédits.

un souverain entouré d'une suite nombreuse et brillante, escorté de troupes de parade, et accompagné d'un immense personnel de subalternes et de valets, suivis eux-mêmes de charriots et de fourgons de toute espèce.

Les Archives nationales nous ont laissé le curieux détail de ce qu'était l'organisation minutieuse et compliquée de ces voyages de souverains, objet de l'ambition de chacune des provinces que le roi consentait à aller visiter, et que chaque ville se faisait honneur de revendiquer comme le plus précieux témoignage de la bienveillance royale. Les infirmités de Louis XVIII avaient rendu impossibles ces déplacements pendant tout le cours de son règne : le plus petit voyage eût été une fatigue au-dessus de ses forces; mais il n'en était pas de même pour Charles X qui, à 70 ans passés, gardait encore l'activité et la tournure d'un jeune homme; aussi au commencement de 1828, le roi décida-t-il que, dans le courant de l'été, il se rendrait aux vœux des habitants de l'Alsace qui sollicitaient depuis si longtemps l'honneur de contempler les traits de leur souverain et de lui exprimer leurs sentiments de fidélité et de dévouement. Il s'y décidait d'autant plus volontiers, que ces voyages à travers les provinces avaient été pour lui, à maintes reprises, un triomphe. La nature, en effet, lui avait prodigué ces grâces aimables qui plaisent à tous les rangs de la société et qui, sur le front des rois, deviennent un don si rare et si précieux pour s'attirer les cœurs! Les plus prévenus étaient subjugués malgré eux par l'élégance et la courtoisie de ses manières, le charme et la grâce qui se dégageaient de toute sa personne. La bonté de son cœur se lisait sur sa physionomie ouverte et souriante, et, à un jugement sage et équitable, il joignait un esprit d'à propos et de repartie qui lui faisait trouver le mot exact et juste pour déchaîner l'enthousiasme et conquérir les foules.

Le Dauphin, qui ne ressemblait à son père ni au physique ni au moral, n'en jouissait pas moins d'une

certaine popularité. Si l'élégance et la grâce paternelle lui faisaient défaut, chacun cependant se plaisait à reconnaître sa droiture, sa modestie et son honnêteté ; enfin, la manière brillante dont il avait dirigé la campagne d'Espagne, avait montré que chez lui, comme chez tous les Bourbons, la valeur était héréditaire.

Le départ des deux princes fut fixé au 31 août 1828 ; plusieurs semaines à l'avance, on avait étudié et tracé, avec le soin le plus minutieux, la durée et l'itinéraire du voyage, décidé les lieux d'arrêt et la longueur des étapes et veillé, de concert avec les préfets et les autorités militaires et civiles, à ce qu'on eut prescrit les dispositions nécessaires pour trouver toutes les facilités qui pourraient contribuer à l'agrément et à la célérité du voyage. Rien ne devait être laissé à l'imprévu avant l'arrivée dans chaque ville. L'état envoyé au marquis de la Suze, chargé d'assurer les logements des personnes du service de l'hôtel, de la bouche et du gobelet, nous montre l'importance de cet énorme convoi qui précéda le roi dans son voyage. On compte d'abord « un fourgon pour l'argenterie », puis « une pourvoyeuse du gobelet », « une gondole à 15 places, et une chaise pour le 1<sup>er</sup> maître d'hôtel ». Au moment du voyage à Colmar, c'est le marquis de Pardailhan qui est en charge ; il est remplacé à Lunéville par M. de Laurencel. Le service de la bouche comprend l'écuyer, deux chefs-servants, trois officiers servants, un aide sommelier, un « couvreur de table » et douze garçons servants. Pour l'argenterie : un sous-aide et un laveur y sont spécialement préposés. Un « chef-travailleur » dirige la cuisine-bouche. Il est assisté de dix aides, un sous-aide, un aide élève et deux hommes de force. A l'office-gobelet sont attachés deux sous-chefs travailleurs, deux aides, un garçon, un laveur de porcelaine. Et à ce nombreux personnel, il faut ajouter le maître de l'hôtel, quatre officiers du gobelet, un commis au contrôle, son quartier-maître, un sous-quartier-maître et un huissier.

On transporte une batterie de cuisine complète ; fer, étain, cuivrierie, matériel, faïence, poterie, objets de décors, sans compter la porcelaine, verrerie, tole, vannerie, bois, sellerie, dont le détail forme une interminable liste. Pour l'ornement des tables, il y a même « cinq grands vases de Sèvres, remplis de fleurs, et six groupes d'étagère par paires avec leurs socles ». Le roi mange dans de la porcelaine précieuse ; les officiers dans un service fond bleu orné du chiffre royal.

Tout cet immense cortège est en fonctions lorsque Charles X arrive à Meaux, le 31 août à 5 heures trois quarts. Le roi a quitté les Tuileries à 3 heures avec le Dauphin ; il est accompagné du duc de Mouchy, capitaine des gardes, du duc de Polignac, premier écuyer, des ducs de Maillé et de Fitz-James, premiers aides de camp, et du duc d'Escars, menin du Dauphin. Il a près de lui, en outre, son premier gentilhomme de la Chambre, le duc Charles de Damas. Le nom de Damas est synonyme de fidélité à la royauté, et cinq membres de la famille de Damas ont des charges de cour auprès du roi, du Dauphin et de la Dauphine, ce qui a amené cette plaisanterie facile « que la maison royale est doublée en damas et meublée de même ! »

Le ministre de l'Intérieur, M. de Martignac, est aussi du voyage ; il est parti deux heures avant le roi et le reçoit à son entrée dans la ville. Charles X couche à Meaux et le 1<sup>er</sup> septembre il arrive, à 5 heures et demie, à Châlons où il passe la nuit.

On peut se rendre compte des profits et bénéfices de toutes sortes produits par la visite royale dans chaque ville, lorsqu'on songe que, pour la seule journée passée à Meaux, les frais du gobelet, de la cave et de la bouche, joints aux dépenses extraordinaires et imprévues, se sont montés à 2.661 fr. 84 cent. Le prince de Croy-Solre remplace le duc de Mouchy, dont le service prend fin le 1<sup>er</sup> septembre et qui est resté à Meaux. Le terme de la troisième étape est Verdun où



l'on parvient le 2 septembre, à 5 heures, et d'où l'on repart le lendemain, à 10 heures du matin, pour arriver à Metz le 3 septembre pour dîner. Pendant deux jours on séjourne à Metz, et le 6 septembre le cortège royal, qui a quitté la capitale de la Lorraine à 8 heures du matin, arrive à 6 heures et demie du soir sur la frontière d'Alsace, où l'attendent le conseiller d'Etat Esmangard, préfet du département du Bas-Rhin et le lieutenant-général vicomte de Castex, commandant la 5<sup>e</sup> division militaire. On passe sous un arc de triomphe en feuillage, élevé par les agents forestiers à la limite du département de la Meurthe, et l'on se dirige vers Saverne. A l'entrée de la ville, Charles X trouve une délégation de quinze jeunes filles qui lui offrent une corbeille de roses de Bengale. « Que Votre Majesté ne voit dans ce bouquet que l'emblème de nos vœux », lui dit Mademoiselle Amélie Kolb, qui est à la tête de ses jeunes compagnes, « et puissent les jours de Votre Majesté n'être jamais semés, comme ces fleurs, que de roses sans épines ! » Le souverain sourit avec indulgence à l'ingénieux et délicat compliment qui l'accueille à son entrée en Alsace, et répond avec cette galanterie charmante qu'il a gardée des beaux jours de Versailles, dont il a été jadis le héros : « C'est avec d'autant plus de plaisir que je reçois ces fleurs, Mesdemoiselles, leur dit-il avec grâce, que j'y vois l'image de vous toutes ». Le roi loge dans le petit château qui a remplacé la vieille résidence des princes-évêques de Strasbourg et, le lendemain à son départ, on lui montre sur la façade une plaque de marbre avec une inscription que le propriétaire, par une délicate attention, a fait apposer pendant la nuit pour perpétuer le souvenir de son court passage à Saverne. Trois heures de trajet en voiture suffisent pour arriver à Strasbourg, où un même dîner réunit à Charles X, le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, les margraves ses neveux, et le prince de Furstemberg son beau-frère. Une représentation de gala au théâtre et une illumination de la

flèche de la cathédrale, qui se dresse tout en feu à 437 pieds dans les airs, terminent la soirée.

La journée du 8 n'est pas moins occupée. La matinée est prise par une grande revue au polygone et l'après-midi, par une visite à l'hôpital civil. Au travers des rues remplies par une foule compacte, la voiture de Sa Majesté a peine à se frayer un passage, et c'est au bruit des acclamations et des vivats qui retentissent sans relâche, que le roi, à 5 heures, rentre au château pour se rendre une heure plus tard à la maison commune où un grand repas lui est offert par la ville, puis au bal qui a lieu le soir à la préfecture.

Le lendemain, 9 septembre, c'est la visite des fortifications, puis de l'hôpital militaire, enfin le roi se rend en calèche à la partie du Rhin appelée « le bras mobile », et assiste à des manœuvres de pontonniers auxquelles lui et son fils prennent le plus vif intérêt ; le soir, à 8 heures et demie, Charles X se rend au théâtre où a lieu un grand bal. De larges cartouches décorent la salle, rappelant le souvenir des visites royales dans le chef-lieu du Bas-Rhin : Louis XIV (25 octobre 1681), Louis XV (5 octobre 1744), Charles X (7 septembre 1828). Le séjour à Strasbourg a pris fin : le 10 septembre, à 9 heures du matin, le roi entend la messe dans la chapelle du château et se met en route pour Colmar. Aucune escorte n'entoure la voiture royale et, comme l'a fort bien dit le préfet Esmangard, « en se confiant à l'amitié des Alsaciens Charles X a choisi la garde la plus sûre et la plus fidèle ».

A une demi-heure de la ville, on trouve, rangé des deux côtés de la route, le régiment des hussards de Chartres, commandé par le Baron Simonneau, et enfin, sous un arc de triomphe orné d'emblèmes et d'inscriptions en l'honneur des Bourbons, 300 enfants des écoles qui tous agitent un drapeau blanc, accueillant avec des cris répétés de « Vive le roi ! » Charles X et le Dauphin.

Le Baron de Muller, maire de Colmar, s'avance escorté de ses deux adjoints, Messieurs Leib et Béchéle, et prononce une courte harangue : « Sire, quoi que placé à l'extrême frontière de vos vastes états, et touchant à l'Allemagne dont nous conservons encore le langage, nous avons prouvé, à peine conquis par le grand roi, que nous étions aussi bons Français que nos aînés les plus fidèles ». Puis il présente, sur un plat de vermeil, les clefs de la ville. « J'accepte ces clefs, lui répond le souverain, mais c'est pour vous les rendre avec la plus entière confiance. Tout ce que j'ai vu jusqu'ici en Alsace, m'a vivement touché ; cependant votre accueil ne m'a causé aucune surprise, je connais de longue date mes bons Alsaciens, et je les ai considérés comme les sujets les plus fidèles et les plus dévoués ». Les applaudissements éclatent, et le roi monte dans une calèche découverte qui attend toute attelée, et, précédé par le corps municipal, il pénètre dans la ville en suivant la rue Kléber et la rue des Clefs. Charles X, souriant et affable, s'entretient avec M. de Muller et lui parle de son oncle, le chanoine de Strasbourg, doyen du chapitre, qui a porté l'un des coins du dais sous lequel Sa Majesté a fait son entrée dans le chœur de la cathédrale. « J'ai promis à votre oncle de lui donner de vos nouvelles, lui dit-il, j'ai eu un grand plaisir à faire sa connaissance et j'en ai un très grand à vous parler de lui ».

Le roi admire la décoration des maisons, toutes tapissées de drapeaux blancs et d'étendards fleurdelisés, qui flottent presque à chaque fenêtre. L'une d'elles, plus somptueusement pavoisée, attire son attention ; il s'informe du nom de ceux qui l'habitent. « Sire, répond le maire, vous voyez devant vous l'hôtel Reiset <sup>1</sup>, où a été élevé, chez son père, le receveur général des

1. Cet hôtel se trouve au N° 30 de la rue des Clefs ; il comprend les maisons Waltz, Waltz-Würklin et Ménégoz.

finances, mon propre oncle, le lieutenant-général vicomte de Reiset<sup>1</sup>, dont je n'ai pas besoin de vous rappeler les services ». « Certes, répond Charles X, c'est un brave soldat, et l'un de mes plus fidèles serviteurs ; je l'aime et l'estime, et ne puis que vous féliciter, baron, d'être son neveu ».

Le maire de Colmar, en effet, par son mariage avec Henriette de Stackler, fille elle-même d'une Reiset, se trouve être le neveu du général de Reiset<sup>2</sup>. Monsieur de Muller, maire et président du Conseil général, est un fort bel homme, excellent administrateur, toujours prêt à obliger, mais qui tient à jouir exactement de toutes les prérogatives auxquelles il croit avoir droit. C'est au point qu'invité à dîner chez le receveur général et ne se trouvant pas occuper la place à laquelle il croit avoir droit, il a refusé successivement tous les plats des deux services, ne consentant à prendre qu'un simple verre d'eau. Mais, malgré cette plaisante aventure que chacun raconte, nul n'est plus populaire, et, royaliste fervent, il est heureux et fier d'être, auprès de Charles X, l'interprète des sentiments des habitants de Colmar. Il escorte le roi jusqu'à Saint-Martin, et au moment où Sa Majesté quitte l'Eglise, un groupe de douze petites filles de 6 à 8 ans, s'avance vers lui pour lui présenter une corbeille de roses. « Sire, lui dit la plus jeune, acceptez ces fleurs que l'innocence a cueillies pour Votre Majesté ». Le roi l'embrasse avec bonté et se dirige à pied vers la préfecture installée, rue des Clefs, dans un vaste bâtiment qui, avant la Révolution,

1. Marie Antoine vicomte de Reiset, lieutenant-général des armées du roi, commandant des gardes du corps 1775-1836, fils de Jean-Jacques de Reiset, receveur général des finances, et de Marie-Thérèse Carré de Beaudoin.

2. Jean Chrysostome Louis Baron de Muller, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold d'Autriche, né à Lauterbourg en 1775, marié le 30 novembre 1811 à Sainte Marie-aux-Mines, mort à Strasbourg le 23 mars 1851, fils de Louis de Muller, commandant pour le roi à Lauterbourg, tué en 1793, et Anne de Rozières.

appartenait à l'abbaye de Pairis et devait servir de maison dimière. La rue est sablée, et le cortège royal s'avance au milieu d'une double haie de sapins enguirlandés, qui forment une avenue triomphale. Les présentations commencent : M. Millet de Chevers, premier président de la Cour royale, présente sa compagnie; puis c'est M. Desclaux, procureur général, à la tête des officiers du parquet; vient ensuite M. Chauffour, avec le Conseil général; puis le clergé et le consistoire, et enfin le vicomte de Castex, lieutenant-général commandant la division, suivi de nombreux officiers généraux.

Chacun des corps constitués prononce un discours auquel Sa Majesté répond quelques mots appropriés, pour exprimer la satisfaction qu'il éprouve. Puis, à 6 heures, a lieu le dîner où prennent place : le baron de Muller, le vicomte de Castex, le préfet M. Rambourg et l'évêque, et auquel le roi a invité les principaux fonctionnaires. Par une délicate attention, Charles X a ordonné qu'on ouvre toutes les portes, et a autorisé tous les habitants à circuler librement autour de la table. Plus de 10.000 personnes, venues de la ville et des environs, pénètrent successivement dans la salle du banquet, et ont la satisfaction de pouvoir contempler les traits du roi et du Dauphin. La foule devient un moment si compacte, que M. de Muller craint que Sa Majesté n'en soit incommodée, car le service a peine à se faire, et il veut donner des ordres pour faire évacuer la salle. « Laissez, baron, laissez, lui dit alors Sa Majesté, mon plaisir est doublé par celui de ces braves gens ». On n'a point à craindre, heureusement, que le menu ne soit pas au goût de Sa Majesté. Les préfets et les maires ont été prévenus, avant le voyage, de l'habitude du roi, d'envoyer à l'avance pour le précéder, dans chacune des villes où on le traite, un officier servant et un cuisinier qui lui préparent les mets qu'il préfère. Tout se passe donc sans encombre. M. de Muller, avec adresse, rappelle au roi que si

Colmar est une des premières cités de l'ancienne Alsace incorporées à la France, elle a su en toute circonstance manifester son attachement et son dévouement aux Bourbons. Il lui rappelle qu'à la Restauration de 1814, dès le 20 avril, une députation de trois membres du conseil municipal s'est rendue à Paris pour présenter au roi une adresse de félicitations au nom des habitants de Colmar, et déposer au pied du trône leur tribut de respect, d'amour et de fidélité. Il lui parle des inutiles efforts des révolutionnaires, dans ces dernières années, pour égarer ou corrompre l'opinion des habitants, et des indignes moyens mis en usage pour semer dans les campagnes l'inquiétude et le découragement. « Mais toutes ces manœuvres, ajoute-t-il, ont été vaines, et lors de la naissance du duc de Bordeaux, objet de tant de chères espérances, Colmar a témoigné son allégresse par des manifestations et des illuminations auxquelles tous les habitants ont tenu à l'honneur de prendre part ». Le roi répond avec bienveillance qu'il n'a point non plus perdu le souvenir des touchantes adresses, ornées de rubans noirs, qui lui sont parvenues de toutes les parties de l'Alsace, lors de la mort de son malheureux fils, et qui lui ont fait connaître d'une manière authentique les sentiments dont sont animés les Alsaciens.

Toute la soirée les cris et les vivats retentissent dans la rue des Clefs, et ce n'est que lorsque Charles X se retire, que ses sujets cessent leurs acclamations, dans la crainte de troubler son repos et son sommeil.

Le lendemain, 11 septembre, Charles X entend la messe dans ses appartements, et, aussitôt après, il part pour Mulhouse qu'il a promis de visiter.

Mais dans la nuit sont parvenus des avis anonymes qui parlent de conspiration et d'attentat. Les autorités s'émeuvent et déclarent à Sa Majesté que ses jours peuvent être en danger à Mulhouse qui, à tort ou à raison, passe pour être hostile à la royauté. Le roi se

contente de rire de leurs craintes. « Non seulement j'irai à Mulhouse, s'écrie-t-il, mais, puisqu'il en est ainsi, j'arriverai sans escorte ».

Charles X, en effet, connaît la droiture et la franchise du caractère alsacien ; il sait qu'ils se refuseraient peut-être à des injonctions ayant pour but de faire célébrer son passage selon la volonté et les caprices de l'autorité, mais qu'ils entendent fêter brillamment à leur manière la venue de leur souverain. « Ce n'est pas toujours, ajoute-t-il avec sagesse, ceux qui font le plus de bruit qui produisent le plus de besogne ; et s'ils crient ici moins haut qu'ailleurs, c'est qu'ils sont plus calmes, mais je sais que leurs démonstrations partent du cœur ».

Sans plus tarder on se met en route, on traverse Sainte-Croix et Ensisheim, vieille ville qui fut longtemps la capitale des possessions autrichiennes en Alsace. Sur le parcours, le roi semble frappé de la différence des costumes du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, car à Strasbourg on a eu l'ingénieuse idée de faire défiler sous ses fenêtres, dans des chars élégamment décorés, l'élite des villageois des environs en costume national. Dans la Haute-Alsace, les habits des hommes, tous sans collet ni revers, avec des poches apparentes et un seul rang de boutons, sont généralement gris foncé ou brun noir tranchant sur un gilet à grands revers rayé de couleurs vives. Un grand chapeau de feutre à deux cornes complète cette pittoresque toilette.

Aux environs de Strasbourg, au contraire, les habits ont de grands cols, haut montés, et s'ouvrent sur des gilets d'un rouge éclatant. Quant au chapeau, il n'a plus qu'une corne, placée par derrière, et le bord est rabattu par devant. Sa Majesté admire le coquet costume des filles, avec leurs jupes rouges à petits plis ornées d'une large bande verte, leur pièce d'estomac rehaussée de broderies, et le petit bonnet d'argent, en forme de casque, qui retient si gracieusement leurs

cheveux réunis en longues tresses garnies de galons et de rubans. Et comme le roi s'étonne de la quantité de costumes entièrement noirs, on lui explique que le lendemain de leur mariage toutes les femmes alsaciennes renoncent à porter des couleurs.

A un quart de lieue de la ville s'élève un pavillon, entièrement tendu d'étoffe rouge et blanche, qui sert de porte à une avenue triomphale. C'est là qu'attend le maire de Mulhouse, le chevalier Blanchard, célèbre par son énergique patriotisme. Il a été prévenu de l'approche du cortège par de petits pigeons blancs, ayant au cou un drapeau, que, depuis le départ de Colmar, on a lâchés de place en place sur la route, pour annoncer la prochaine venue du roi. « La population toute entière, dit M. Blanchard, dans son discours de bienvenue, est là ivre de joie et de bonheur, impatiente de contempler les traits de son souverain et de lui exprimer ses véritables sentiments. Puisse l'enthousiasme qui va éclater sur le passage de Votre Majesté, et les acclamations de 40.000 âmes, être un triomphe digne du meilleur des rois ». En même temps il présente à Charles X et au Dauphin qui y prennent place, une calèche découverte attelée de huit chevaux blancs superbes, somptueusement harnachés, et conduits en main par huit valets de pied. Malheureusement, le temps, menaçant depuis le matin, se gâte tout à fait. Mais le roi s'oppose à ce qu'on remonte le soufflet de la voiture, et, à la vue du souverain qui reçoit sans sourciller la pluie qui tombe à flots, pour ne pas priver ses sujets du spectacle de son entrée dans la ville, tous les parapluies se ferment comme par enchantement et les femmes, en grandes parures, les jeunes filles, vêtues de blanc et couronnées de fleurs, renoncent à se garantir de l'averse qui les inonde.

On suit au pas l'avenue décorée de 300 mats surmontés de flammes blanches, enguirlandés de chêne et de festons de fleurs, rattachés de place en place par de larges cartouches aux armes de France. Le roi



descend à l'hôtel de M. Mathieu Dollfus, où des appartements lui ont été préparés.

C'est là qu'il donne audience aux autorités, et qu'il reçoit une députation de trente jeunes filles conduites par Mademoiselle Hortense Blanchard, fille aînée du maire de Mulhouse. « Nous serons heureuses et fières, lui disent-elles, de pouvoir nous souvenir que, dans notre jeunesse, nous avons contemplé les traits de Charles X qui fait le bonheur et l'admiration des peuples ».

Le déjeuner a lieu chez le maire Blanchard<sup>1</sup> et, comme la veille à Colmar, la population, sur l'ordre du roi, est autorisée à circuler autour des tables pendant toute la durée du repas. Charles X s'entretient longtemps avec M. Blanchard, dont la femme est la sœur du lieutenant-général de Reiset, et lui parle encore de son beau-frère et de la sympathie dont il daigne l'honorer. Après une courte visite à l'exposition des produits alsaciens, le roi monte sur la plate-forme établie au-dessus de la grande salle pour jouir du coup d'œil de l'immense plaine qu'arrose le canal « Monsieur » qui doit être terminé dans quelques mois. En partant, il remet au maire une médaille d'or et donne l'ordre de distribuer sur sa cassette une somme de 6.000 frs. aux ouvriers. « Le 11 septembre est un beau jour, Messieurs, dit-il à haute voix au moment de s'éloigner, vous pouvez être assurés que j'en conserverai toujours le souvenir! »

Entre 4 et 5 heures, on est de retour à Colmar, après avoir passé par Rouffach, et, le soir, un grand bal a lieu à l'hôtel, situé dans la grande rue à laquelle le Baron de Muller veut donner désormais le nom de

1. Le chevalier Jean Pierre Louis Nicolas Blanchard de Heiteren, né à Huningue, le 22 octobre 1768, intendant militaire en 1820, gouverneur du Fricktal en 1806, mort en 1847, marié à Marie Françoise de Reiset. Leur fils Eugène Blanchard (1805-76) devint général de division, commandant la garde impériale.

« rue Charles X ». « Rien ne manque au bonheur du corps municipal de votre bonne ville de Colmar, dit-il au roi dans sa harangue, puisqu'il obtient aujourd'hui la plus insigne faveur, celle qui rendit toujours heureux un sujet fidèle, la présence de notre roi bien aimé chez nous et au milieu de nous...! » En même temps il remet à Sa Majesté une médaille qu'il a fait frapper en son honneur. Sur l'une des faces se trouve le buste du souverain, sur l'autre l'inscription commémorative du voyage. Charles X semble prendre grand plaisir à admirer le coup d'œil magnifique de la salle du trône, décorée avec une fastueuse élégance, et dont une profusion de glaces reflète à l'infini les trois rangs de femmes en grande parure, couvertes de fleurs et de diamants. Il reste pendant une heure et se retire après avoir vu danser trois contre-danses et trois valses.

Le lendemain, 12 septembre, est le jour du départ. Le roi entend la messe dans ses appartements, et, à 7 heures et demie, il monte dans une calèche découverte, escortée par le 1<sup>er</sup> régiment de hussards et les pompiers à cheval. Il fait ses adieux au maire qui attend avec le conseil municipal, à l'embranchement des routes d'Ingersheim, sous l'arc de triomphe élevé hors la ville, pour lui présenter leur dernier hommage. Charles X lui remet une tabatière enrichie de son chiffre en diamants. « Je m'en vais charmé, lui dit-il, de l'accueil des habitants de l'Alsace, comptez que je parlerai de vous à votre excellent oncle de Reiset, et que je ne me ferai pas faute de le complimenter sur son neveu de Colmar et son beau-frère de Mulhouse ». Puis il monte dans sa voiture de voyage après avoir laissé, pour les distribuer, 8.000 frs. au préfet, 2.000 frs. au maire et 1.000 frs. à l'évêque.

Charles X est venu à Colmar par la route de la plaine, c'est par la route de la montagne que s'effectue son retour. Il arrive à Kiensheim, au pied des Vosges, et s'arrête sous l'arc de triomphe élevé par les soins

du conseiller de Golbéry<sup>1</sup> devant son antique château, dont les vieilles tours sont pavoisées d'écussons fleurdelisés et de banderoles. Mademoiselle de Golbéry, à peine âgée de 12 ans, s'avance vers Sa Majesté et lui présente une corbeille de raisin. « Sire, lui dit-elle avec gentillesse, avec cette bonté qui vous gagne tous les cœurs, daignez accepter les produits de nos campagnes. Mon père qui s'occupe du passé, m'a raconté que Charles le Téméraire a couché dans ce château il y a 400 ans. Moi, je ne songe qu'à l'avenir, et je lui ai répondu qu'il s'écoulerait plus de 4.000 ans avant qu'on oubliât le passage de Charles le Bien-aimé ! »

Vers 8 heures on atteint la ville de Kaysersberg. Devant un somptueux arc de triomphe, 80 jeunes filles sont groupées, vêtues de blanc, une branche de lys à la main, et jettent des fleurs dans la voiture royale en acclamant les princes.

C'est en vain qu'un orage affreux se déchaîne et fait rage, personne ne songe à quitter son rang, et les cris de « Vive le roi ! » se mêlent au bruit du vent et au fracas de tonnerre.

La commune de Bonhomme fut la dernière de l'Alsace traversée par le roi. Les jeunes gens du pays, à cheval, attendaient la voiture. Ils l'escortent jusqu'au moment où le roi les congédie avec des paroles pleines de bonté. Les habitants, joints à ceux de Sainte-Marie-aux-Mines, s'étaient groupés en grand nombre pour présenter au roi leurs derniers hommages au moment où il allait quitter leur patrie. Le clergé s'était réuni

1. La famille de Golbéry était alliée à la famille de Reiset. Georges-Joseph-André de Golbéry avait épousé Marie-Philippine de Muller. Il était conseiller au Conseil Souverain et membre de la noblesse aux États Généraux. Né en 1741, mort en 1823. La famille de Muller était apparentée à la famille de Reiset, depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, Antoinette de Hirsinger, sœur de Anne-Marie de Reiset, née Hirsinger, ayant épousé en 1728 Jean-Chrysostome-François de Muller.

au cortège royal et les prêtres chantaient le *Domine salvum fac*, tandis qu'on gravissait au pas le côté de la montagne du Bonhomme. Arrivé au sommet, Charles X s'arrêta un instant pour considérer l'immense panorama de l'Alsace qui se déroulait sous les yeux; puis, après avoir pris congé des fonctionnaires du Haut-Rhin, il franchit la limite du département des Vosges, où le préfet, M. de Champlouis, l'attendait sous un arc de triomphe, pour le complimenter à son tour.

Le soir, Sa Majesté arrivait à Lunéville et descendait au palais des anciens ducs de Lorraine, habité par le prince de Hohenlohe. Trois jours durant, il resta en Lorraine pour assister aux grandes manœuvres du camp de Lunéville et pour convier chez lui les autorités civiles et militaires à de fastueuses réceptions. Chaque jour, la table royale comptait 40 couverts au dîner et 25 au déjeuner, sans parler de celle du premier maître d'hôtel à laquelle prenaient place les officiers de service.

Après de nombreuses et brillantes fêtes, le 15 il se remettait en route pour aller coucher à Nancy et, après s'être arrêté successivement à Toul, à Troyes et à Provins, il rentrait le 19 septembre, à 3 heures de l'après-midi, à Paris d'où il repartait immédiatement pour Saint-Cloud. La première personne qu'il apercevait à sa descente de voiture était l'évêque de Nancy, Mgr. de Forbin, qui, revenu tout exprès pour la visite royale dans sa ville épiscopale, où d'ordinaire on ne le voyait guère, s'était, en fin courtisan, arrangé de telle sorte, et avait su faire si grande diligence, qu'il était revenu assez à temps pour recevoir le roi à son arrivée aux Tuileries.

Durant ces vingt jours de voyage, Charles X avait répandu par sa présence l'allégresse dans six départements. Quelques jours après le départ de Sa Majesté, le préfet du Haut-Rhin adressait une chaleureuse pro-

clamation à ses administrés : « Vous viviez heureux, leur disait-il, sous le règne protecteur du meilleur des rois et du meilleur des pères, mais la plupart d'entre vous ignoraient encore l'empire irrésistible qu'exercent sur les cœurs, la grâce la plus parfaite unie à la plus touchante bonté. »

Deux mois plus tard, le 4 novembre, jour de la Saint-Charles, l'inauguration du buste du roi à Mulhouse fournissait au maire une nouvelle occasion d'exprimer ses sentiments de reconnaissance et de gratitude.

« C'est en vain, disait-il, dans son discours, qu'on avait voulu prétendre que le roi n'aimait pas Mulhouse et que l'esprit de parti avait essayé de représenter notre patriotisme sous le jour le plus défavorable. Notre souverain n'a point hésité à venir parmi nous, il s'est assuré lui-même que notre amour pour une sage liberté ne pouvait être confondu avec l'entraînement vers la licence, et que notre esprit d'indépendance qui ne repousse que l'arbitraire, avait toujours été soumis au fidèle accomplissement des lois. Son égale protection pour toutes les croyances, son amour paternel pour tous les Français, son respect pour la charte du royaume fait qu'il est pour nous, comme pour la France toute entière, le meilleur des pères et qu'il restera toujours le meilleur des rois ».

Sans doute l'enthousiasme des habitants de l'Alsace pour le roi était unanime et sincère, et leurs transports peignaient à la fois leur espérance et leur désir de voir prolonger son règne aussi bien que ses jours. Charles X, devant ce touchant accueil, était en droit de croire qu'il était plus que jamais pour tous *Charles le bien-aimé*, et que ces provinces qu'il venait de traverser, seraient toujours les plus fermes soutiens de la monarchie ; mais l'agitation incessante des partis allait bientôt, une fois encore, changer la face des choses. Moins de deux ans plus tard, Charles X, victime de

sa bonté et de sa faiblesse, voyait s'effondrer brusquement sous le souffle révolutionnaire des journées de juillet, ce trône qui semblait établi sur des bases si solides et qui pourtant allait entraîner irrémédiablement dans sa chute une double couronne, le sceptre d'un vieillard et celui d'un enfant.

Vicomte DE REISET.

---

# LES SUFFRAGANTS

## DE L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DE BALE

### AU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

#### NOTE PRÉLIMINAIRE <sup>1</sup>

Dans l'Eglise primitive, chaque chrétienté avait son évêque. Plus tard, le concile de Laodicée, au IV<sup>e</sup> siècle, interdit l'érection d'évêchés ailleurs que dans les cités. Les titulaires des évêchés supprimés devinrent alors les auxiliaires de l'évêque de la cité ; de même les évêques chassés de leurs sièges au VII<sup>e</sup> siècle par les Sarrazins. Intérimaires d'abord et appelés à exercer leurs fonctions dans des cas isolés, les évêques auxiliaires finirent par être attachés d'une manière stable à un évêché. « L'étendue de certains évêchés, dit D. Berlière, les occupations multiples de leurs titulaires, obligés de remplir un rôle politique, forcèrent les évêques à attacher à leur personne un auxiliaire qui put les remplacer pour les fonctions pontificales, et parfois aussi pour l'administration spirituelle de leurs diocèses. On ne peut nier que dans certains cas des évêques n'aient trouvé dans les auxiliaires une institution qui venait singulièrement en aide

1. Ces quelques brefs renseignements sur l'origine des suffragants intéresseront sans doute nos lecteurs. Nous les empruntons en grande partie à un article récent de la *Revue bénédictine* (janvier 1903), dû à la plume érudite de notre excellent ami et collaborateur, D. Ursmer Berlière, directeur de l'Institut belge à Rome.

à leur incurie, à la négligence ou même à l'oubli de leurs devoirs de pasteurs. Mais attribuer à ces motifs l'institution des évêques auxiliaires serait une exagération manifeste et une erreur. Les titulaires de grands évêchés, surtout des principautés ecclésiastiques, avaient besoin d'aides; leurs fréquentes absences, l'obligation où ils étaient de s'occuper d'une foule d'affaires d'ordre temporel, les obligeaient à prendre des mesures sérieuses, afin de veiller au bien spirituel de leurs sujets ».

Le XIII<sup>e</sup> siècle vit se multiplier le nombre des évêques auxiliaires; souvent « la vanité et l'ambition s'en mêlèrent, dit D. Berlière; des religieux d'ordres mendiants y trouvant un moyen soit de faire valoir leurs talents, soit de s'émanciper du joug de la vie régulière »; abus auxquels portèrent remède le concile de Vienne (1312) et surtout le concile de Trente (1547). Finalement les papes Pie IV et Pie V organisèrent définitivement la situation des suffragants, en réglant la question de leurs revenus, en leur interdisant les fonctions épiscopales en dehors du diocèse auxquels ils étaient attachés, et en limitant leur nombre aux seules églises qui étaient dans l'usage d'en avoir un ou dans le cas de nécessité urgente.

---

## I.

**Jean, évêque de Lintonia** (Lintoniensis), avant 1238.

Vicaire *in pontificalibus* de l'évêque Henri de Thoune, lequel assistait, peu avant sa consécration et son élévation définitive sur le siège épiscopal de Bâle, au IV<sup>e</sup> concile de Latran (1215).

1. WIMPHELING, cité par Grandidier-Ingold, III, 26.



Henri de Thoune tint le siège de Bâle de 1216 à 1238, année de sa mort, qui eut lieu le 17 février.

C'est pendant cette période, sans doute vers la fin, qu'il demanda et obtint de Rome un évêque auxiliaire dit suffragant.

« Henri de Thoune, dit le Père Sudan, est le premier prince-évêque de Bâle qui se soit adjoint un pro-évêque, ou, comme on l'appelle, un suffragant, dans la personne de Jean, évêque de Lintonia »<sup>1</sup>.

Et pour expliquer ce titre épiscopal, l'auteur de la *Basilea sacra* se hâte d'ajouter, d'accord avec la *Chronique de Thann*, qu'il semble avoir copiée : « Après que les Sarrazins eurent chassé de leurs sièges les évêques d'Asie et d'Afrique, le Saint-Siège, voulant conserver ininterrompue la succession des évêques dans ces régions conquises par les Sarrazins, défera leurs titres à des pro-évêques, destinés à prêter leur ministère comme vicaires aux évêques de l'Europe qui en auraient besoin. De là le nom de *Titulaires* ou de *Portatifs* qui leur est donné dès les temps anciens, et qui les montre, avec leur titre, exilés de leurs églises ».

La *Chronique de Thann* ajoute que l'évêque Jean de Lintonia était membre de l'Ordre teutonique avant d'être élevé à l'épiscopat<sup>2</sup>.

C'est tout ce que nous savons sur le premier suffragant de l'évêché de Bâle.

## II.

**Thierry, episcopus Vironensis, 1264.**

L'histoire de l'illustre abbaye de Murbach nous donne le nom du second suffragant connu dans l'évêché

1. *Basilea sacra*, 126. Cfr. HAFNER, *Solothurner Geschichte*, I, 298. Toutefois, un *Weihbischof* du diocèse de Bâle est déjà signalé en 1160 comme consécrateur de l'église de Steinbach. Son nom n'est pas donné. (*Chronik des Klosters Schönensteinbach*, par DIETLER, p. 37).

2. *Chron. Thann.*, I, 109.

de Bâle. En 1264, le vicaire *pontifical* de l'évêque Henri de Neuchâtel était Thierry ou Théodoric, avec le titre d'évêque « Vironensis ».

D'après un document rédigé à Wattwiller en 1264, la veille des saints apôtres Simon et Jude, le suffragant Thierry venait de consacrer à proximité du village d'Uffholtz, une chapelle, avec son autel, en l'honneur de la Très Sainte Vierge Marie, des saints Antonin et Pancrace et de saint Antoine. La cérémonie avait été fort belle. En la terminant, le suffragant de Bâle avait accordé une indulgence de 40 jours aux pieux visiteurs de ce sanctuaire aux fêtes de l'Assomption et de saint Antoine <sup>1</sup>.

### III.

**Albert, évêque de Prusa** (Prusanus), 1274-1280.

C'est encore sous le règne de l'évêque de Bâle Henri de Neuchâtel (1272-1274), qu'apparaît le successeur du suffragant Thierry. Il se nomme Albert, avec le titre de *Prusanus*. Il était à la mort de Henri de Neuchâtel (15 septembre 1274), son vicaire *in pontificalibus* <sup>2</sup>.

Le suffragant Albert continua ses fonctions sous le célèbre évêque Henry d'Isny (1275-1286). Il appartenait, comme Henri d'Isny lui-même, à l'ordre des Frères mineurs.

En 1280, le jour de l'Assomption, il était à Saint-Amarin, où il consacrait, dans la chapelle du château, uu autel en l'honneur de la Très Sainte Vierge. Il y renfermait des reliques de saint Jean-Baptiste, de sainte Marguerite, de saint Désiré, et même de la sainte

1. GATRIO, *Abtei Murbach*, I, 325. Archives départ. de Colmar, Murbach, cart. 45.

2. *Chron. Thann*, I, 189.

Crèche et du saint Sépulcre. Indulgence aux visiteurs pendant l'octave de l'Assomption<sup>1</sup>.

La même année, il réconcilie l'église et le monastère de Schwarzenethan et consacre deux autels dans cette église. Il accorde, en outre, des indulgences pour la visite de l'église du couvent<sup>2</sup>.

#### IV.

**Conrad**, évêque de *Tulm* (sic), en 1294.

Au nom de l'évêque de Bâle, Pierre d'Aspelt, il consacre deux autels dans l'église de Steinbach, l'un en l'honneur de la Mère de Dieu, l'autre en l'honneur de la sainte Croix de N. S. J.-C. 3.

#### V.

**Boniface**, évêque de *Bosonie* (Bosoniensis), 1297  
(alias 1293).

Sous le règne de l'habile médecin, Pierre d'Aspelt, élevé par Boniface VII en 1292 sur le trône des princes-évêques de Bâle, puis promu en 1307 par le pape Clément V au siège archiepiscopal de Mayence, le suffragant de Bâle fut d'abord Boniface, évêque de Bosonie. Il avait déjà fonctionné comme tel sous Pierre Reich de Reichenstein (1286-1296).

A cette époque de foi vive, Bâle, comme tant d'autres cités chrétiennes, se peuplait de maisons religieuses. Dans le nombre, on vit en 1275 les Augustines se construire à Bâle, sous les auspices de l'empereur Ro-

1. Codex 443 de la biblioth. de la ville de Colmar, cité par GATRIO, *Abtei Murbach*, I, 326.

2. *Revue catholique d'Alsace*, 1894, p. 30. (Document tiré des archives du Haut-Rhin).

3. *Chronik des Klosters Schönensteinbach*, p. 128.

dolphe de Habsbourg, et sous la conduite des Dominicains, le monastère de Klingenthal. L'église du couvent était achevée en 1297, et le 17 mai le suffragant de Bâle, Boniface, en fit la consécration solennelle <sup>1</sup>.

Les Augustines de Klingenthal venaient du monastère de Hüsseren en Haute-Alsace, non loin d'Eguisheim. Plus tard, elles prirent l'ordre et l'habit des Dominicaines.

Le savant historien de Mülinen fait le suffragant Boniface évêque de « Bosnie ». Il le dit moine des Ermites de Saint-Augustin. Il ajoute que le suffragant Boniface consacra l'église des Augustines, avec ses trois autels, en l'honneur de la très sainte Vierge. Il fixe à l'année 1293 la cérémonie de cette consécration <sup>2</sup>.

Au reste on peut lire en entier le procès-verbal de cette consécration dans les *Monuments de Trouillat*, tome II, p. 547-548.

L'ancien couvent de Klingenthal est aujourd'hui une caserne <sup>3</sup>.

## VI.

*Ivan, évêque de Lacédémone, avant 1305.*

Un bénédictin de Saint-Léonard, nommé Ivan, était suffragant de Bâle, lorsqu'en 1305 l'évêque Pierre d'Aspelt fut promu, comme nous l'avons dit, à l'archevêché de Mayence.

C'est la *Chronique de Thann* qui nous l'apprend <sup>4</sup>. Elle ne dit rien de plus de ce suffragant, que mentionne aussi en passant Haffner, l'historien de Soleure <sup>5</sup>.

On ne doit pas confondre ce vicaire « in pontificalibus » de Pierre d'Aspelt, avec le vicaire général de

1. *Basilea sacra*, 244. WURSTISEN.

2. MÜLINEN, *Helvetia sacra*, II, 167. Cfr. TROUILLAT, *Monuments de l'Evêché de Bâle*, II, 547-548.

3. *Id.*, ib., II, 168.

4. *Chron. Thann.*, I, 274.

5. HAFNER, *Geschichte*, 127.

ce dernier, le chanoine Martin, prévôt des Augustins de Saint-Léonard, à Bâle <sup>1</sup>. Ce dernier n'avait pas le caractère épiscopal.

C'est à ce suffragant, comme aussi déjà à son prédécesseur Boniface, qu'on doit attribuer l'initiative ou au moins la rédaction des Statuts synodaux en 46 articles, qui furent promulgués en 1302 par l'évêque de Bâle, Pierre d'Aspelt. Comme ils sont rapportés tout au long dans l'*Histoire des évêques de Bâle* par Mgr. Vautrey, nous renvoyons le lecteur à cet ouvrage. Il ne pourra qu'admirer et louer hautement la sagesse de ces règles diocésaines <sup>2</sup>.

Mgr. CHÈVRE.

1. GERBERT, *Codex diplom. hist. Sylva nigra*, p. 242.

2. *Hist. des évêques de Bâle*, I, 290-293.

LES  
IMPRIMEURS DE HAGUENAU  
AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

(SUITE) <sup>1</sup>

---

VI.

**Les problèmes bibliographiques.**

Pendant les premiers temps de l'imprimerie, le *Titre* des livres se contentait d'ordinaire d'annoncer l'ouvrage et de mentionner son auteur. Le nom de l'imprimeur, la date et le lieu de l'impression, quand on les notait, étaient rejetés à la fin du volume, dans la souscription appelée aussi *Explicit*. Cette disposition commune ne souffrait que de rares exceptions.

Dans la suite, par l'adoption de bordures ornementées, la provenance typographique des livres fut indiquée sur le titre lui-même, quoique d'une manière indirecte et réservée. C'est ce qui a lieu chez Gran depuis 1514. Ses concurrents et ses successeurs allèrent plus loin. Dès 1518, Anshelm hasarde çà et là des titres plus explicites. Setzer imprime assez régulièrement sur ses titres, avec ou sans bordure, son nom, celui de Haguenau, et la date de la publication, ce qui ne

1. Voir la livraison de mars-avril.

l'empêche point de répéter les mêmes données à la fin du livre.

Personne ne songerait à protester contre ce luxe de renseignements, si les deux sources qui nous les fournissent concordaient toujours entre elles. Mais on y constate parfois un désaccord inattendu, qui se borne le plus souvent à des divergences sans portée sérieuse, mais qui prend aussi çà et là les proportions d'un problème difficile à résoudre.

Au lieu de discuter ces singularités isolément, dans les notices consacrées aux officines où elles se rencontrent, nous avons préféré leur consacrer ici un chapitre spécial. Ce rapprochement nous épargnera bien des répétitions et rendra leur appréciation plus facile.

### 1. Deux dates pour un livre.

Il n'y a pas lieu, croyons-nous, à s'en préoccuper, lorsque les deux dates indiquées ne diffèrent que de quelques jours ou de quelques semaines. Pour le Théocrète de Setzer, par exemple, on rencontre :

Tit. Haganoæ per Johan. Secerium. Anno XXX mense novembri.

Exp. Haganoæ apud Johan. Secerium. Anno XXXI mense februario.

L'une des dates correspond sans doute au commencement, l'autre à la fin de l'impression. La question paraît moins simple, quand la date la plus ancienne se trouve à la fin du volume, comme dans les *Nova Scholia* de Mélanchthon in *Proverbia Salomonis*.

Tit. Haganoæ per Joān. Secer. An. M.D.XXXI.

Exp. Excudebat Haganoæ Joannes Setzerius. Anno salutis M.D.XXX.

Faut-il ne voir dans ce fait qu'une distraction de compositeur ? Mais que penser quand cet écart est de

plusieurs années, comme pour une grammaire grecque de Mélanchthon, conservée à la bibliothèque de Francfort?

Tit. Gram | matica græca | ... M.D.XXXIII.

Exp. Haganoæ, per Johan. Secerium | Anno M.D.XXXI,  
mense junio.

Le mystère s'est éclairci pour nous, lorsqu'à la bibliothèque de Tubingue nous sommes tombé sur le même ouvrage, muni du même Explicit, mais précédé d'un titre différent:

T. Gramma | tica græca Phil | ... Haganoæ per Joh.  
Secerium anno M.D.XXXI, mense junio.

Il est évident qu'à la mort de Setzer (1532) ses héritiers trouvèrent dans ses magasins un certain nombre d'exemplaires invendus de cette grammaire. Pour les écouler plus facilement, ils les avaient munis d'un titre nouveau, qui leur rendait un air de jeunesse aux yeux du public sans défiance.

La même explication doit être admise sans aucun doute pour un commentaire de Mélanchthon : *In Psalmos aliquot davidicos*, conservé de même à Francfort.

Tit. Haganoæ in officina Petri Brubachii. Anno  
M.D.XXXV, mense augusto.

Exp. Haganoæ in officina Joannis Secerii. Anno  
M.D.XXXII mense martio.

Ce système de rajeunissement, que P. Brubach appliquait aux *rossignols* de son beau-père, il ne le trouvait pas mauvais pour les siens. Nous possédons un *Orator* de Cicéron annoté par Mélanchthon, dont le titre porte anno XLII, alors qu'il a pour souscription :

Haganoæ in officina seceriana excusum, anno a virginis partu M.D.XXXIII, mense vero Martio.

On a vu plus haut que le nom d'officina seceriana était celui que portait l'atelier de Brubach de 1532 à 1534. En 1542, cet imprimeur se trouvait installé à Francfort.



Pour assurer le succès de ces sortes de rajeunissements, on ne se contentait pas toujours de modifier la date. A la bibliothèque de Colmar se rencontre l'ouvrage suivant : Das sechst Capitell des Evangelisten Luce sampt dem fünfften Mathei, von der rechten warhafftigen Auslegung des Gesetzes inn XXI predigt verfasst durch Johann Brentz... getruckt zu Hagenow ; avec l'explicit : getruckt zu Hagenau bei Veltin Kobian, alsz man zalt Tausend fünffhundert dreissig neun jar. Or le même ouvrage se trouve à Munich et ailleurs avec la même souscription, mais avec un titre différent : Die rechte und warhafftige Auslegung des gantzen Gesetz Gottes, allen Menschen hoch von nötten zu wissen, durch Joannem Brentium. Anno M.D.XLIII. Ce titre est suivi d'une Préface et d'une Table des matières également nouvelles : le tout imprimé en caractères complètement distincts de ceux qui se voient dans le corps du livre.

Il est clair que la publication de Kobian n'eut qu'un débit fort restreint. A sa mort (1543) un stock considérable tomba entre les mains de ses créanciers, qui cherchèrent à en tirer le meilleur parti possible. Ils donnèrent à l'Œuvre de Brentz, non seulement une date nouvelle, mais aussi un titre plus alléchant, et, grâce aux changements indiqués, l'acheteur rebelle finit par capituler.

## 2. Deux lieux d'impression.

La critique pourrait ne voir qu'une équivoque fortuite dans la place qu'occupe le nom de Wittemberg sur le titre suivant :

In Epistolam s. Pauli | ad Galatas commentarius | ex  
prælectione D. Mar | tini Luth. collectus | Witte-  
bergæ | M.D.XXXV.

Elle remarquerait que le lieu de l'impression est nettement marquée dans la souscription :

Haganoæ, in ædibus P. Brubachii. Anno M.D.XXXV, que le nom de Wittemberg, tout en laissant soupçonner autre chose, ne peut par conséquent désigner que l'endroit où les uotes du commentaire ont été recueillis.

Mais la même critique consentira-t-elle à ne voir qu'un pur hasard dans une disposition analogue qui se rencontre ailleurs :

An die Radherrn | aller städte deutsches | landes: das sy  
christ | liche schuolen auffrichten | und halten sollen |  
Martinus Luther | Wittenberg M.D.XXIV.

Ici, toute souscription manque. Il est bien vrai que le titre cité se trouve au milieu d'une bordure de Setzer <sup>1</sup>. Mais parmi les contemporains, bien peu étaient en état de saisir ce détail et de rectifier le sens que l'arrangement du titre présentait à première vue.

Grâce à la souscription de l'un et à la bordure de l'autre, les deux ouvrages mentionnés ne peuvent provoquer aucune difficulté sérieuse. Mais sans y mettre beaucoup de malice, il est permis de croire que dans les deux cas l'équivoque était préméditée. L'acheteur qui désirait une publication de Luther, préférerait naturellement un texte imprimé à Wittemberg sous les yeux du maître, à une édition faite au loin, souvent contre le gré ou à l'insu de l'auteur, toujours sans son concours. C'est cette prévention légitime que flattait une habile disposition du titre, qui, sans rien affirmer en termes catégoriques, n'en devait pas moins tromper le vulgaire.

Peut-être y avait-il aussi dans ces finesses un désir secret de dépister la censure. Lorsqu'on la redoutait sérieusement, on faisait des publications clandestines, dissimulées par l'emploi de pseudonymes ou par l'absence complète de toute indication bibliographique. La crainte paraissait-elle moins fondée, l'imprimeur se

<sup>1</sup>. Et non d'Anshelm, comme le pense Weller. Repertorium n° 2973. Anshelm ne vivait plus en 1524.

contentait de demi-mesures. Sans renier entièrement son œuvre, il évitait de se mettre en évidence et se dérobaît, au moins en partie, aux regards indiscrets.

C'est cette préoccupation que trahit, croyons-nous, une édition des *Salomonis sententiæ* de Mélanchthon, conservée à la bibliothèque de Bâle. Sur le titre on lit : Argentorati M.XXV ; la souscription porte : Johanni Secerio excudebatur. La première indication est évidemment fausse et a été corrigée par l'explicit. Mais pourquoi l'avait-on donnée ? Rassuré sur les suites de sa hardiesse, Setzer publiera la même année une seconde édition du même commentaire, mais cette fois son œuvre s'avoue franchement. Il imprimera sans hésiter :

Tit. au milieu de sa bordure et de sa marque :

Haganoæ per Johan. Secerium.

Exp. Haganoæ per Johannem Secerium M.D.XXV,  
et le janus.

Si formelle que soit la contradiction entre le titre et l'explicit dans l'exemple cité, nos imprimeurs ont encore trouvé le moyen d'aller plus loin. Voici un *Dritte Teyl des alten Testaments*, que nous avons sous les yeux. On y lit :

Tit. getruckt zu Straszbourg M.D.XXIX.

Exp. getruckt zu Hagenow durch Guilhelmum Seltz  
in verlegung Pauli Gætz und Martin Hesze im jar  
M.D.XXIX.

Les deux hommes cités comme éditeurs et bailleurs de fonds étaient des Strasbourgeois. Ils auront songé un instant à faire marquer Strasbourg comme lieu d'impression, mais y auront renoncé dans la suite, en considérant que les parties déjà parues de la même Bible étaient datées de Haguenau. Il y eut toutefois à ce sujet deux manières de voir distinctes, qui prévalurent tour à tour et qui laissèrent leur trace, l'une sur le titre, l'autre dans la souscription.

Le lecteur fera bien de ne pas perdre ce fait de

vue. Il sera moins étonné de rencontrer l'impression d'un livre attribuée à des hommes qui n'en sont que les éditeurs.

### 3. Les marques d'imprimeurs.

Plus d'une fois dans le cours de cette étude historique, nous avons indiqué les marques des imprimeurs. D'ordinaire on réserve ce nom à certaines gravures qui renferment leurs initiales, leurs armoiries ou celles des villes qu'ils habitent, des emblèmes en rapport avec leurs personnes. Les imprimeurs les mettent sur leurs ouvrages, tantôt isolées, tantôt rattachées à des bordures de titres, comme des espèces de signatures iconographiques, chargées d'en garantir la provenance. C'est en ce sens qu'a été formée la collection si intéressante en elle-même et si importante pour la bibliographie, que Heitz a publiée en 1892<sup>1</sup>.

Au point de vue bibliographique un pareil travail quelque complet qu'il puisse être, ne rend qu'en partie les services qu'on attend de lui. A côté des marques proprement dites, qui tiennent ce caractère de leur nature, il en est d'autres qu'on pourrait appeler *marques par destination*, qui jouent le même rôle, grâce à leur emploi fréquent et régulier. Certaines bordures figurent avec tant de suite et de constance sur les produits de tel atelier, qu'à leur vue, en dehors de tout autre indice, on peut se prononcer sur leur lieu d'origine.

Anshelm a deux bordures in 4°, l'une munie, l'autre dépourvue de ses initiales. La première, quoique médiocre et employée à peine 4 ou 5 fois, a sa place dans les *Büchermarken*; la seconde, plus artistique et utilisée sur une cinquantaine d'ouvrages, en est impitoyablement écartée. Et cependant c'est cette dernière qui a permis à von Dommer d'expliquer deux impres-

1. *Elsässische Büchermarken*. Strassb., in-fol.

sions anonymes de Luther<sup>1</sup>, alors que l'autre n'a jamais servi et ne servira jamais à aucune recherche bibliographique. Et cependant elle aurait particulièrement besoin d'être bien connue, parce que, quoique différente au fond, elle a beaucoup d'analogie avec deux autres bordures, qui se rencontrent chez Prüss à Strasbourg et chez Jean Schäffer à Mayence.

Il est bien vrai que pour tirer parti de ces marques semi-officielles, il faut beaucoup de tact et de critique. Mais la critique n'est jamais de trop. Panzer s'appuyait sur des initiales, quand il revendiquait pour Setzer quatre brochures allemandes de 1521, ignorant ou oubliant que Setzer n'avait point d'imprimerie à cette date, perdant de vue que les mêmes initiales pouvaient convenir tout autant à Jean Schott de Strasbourg ou à Jean Schäffer de Mayence<sup>2</sup>.

Les *Büchermarken* elles-mêmes ne s'avancent-elles pas à l'aventure, quand, basées sur un Janus unique en son genre (LXXI, 8), elles attribuent à Setzer une bordure non moins unique (LXX, 2<sup>a</sup>), placée sur un Euripide anonyme, qui ne ressemble en rien aux bordures connues de notre imprimeur? Elles se trompent certainement, lorsqu'elles gratifient Kobian d'un paon (LXVIII, 1), qui appartenait bel et bien au directeur de notre école latine, à Jérôme Gebwiler, que celui-ci a fait mettre en 1536 sur un livre imprimé par lui chez Kobian, comme il l'avait fait pour une autre de ses publications chez Seltz en 1529, pour une troisième chez Setzer en 1530, pour une quatrième chez Jean Grieninger en 1527, etc., etc. 3.

La critique est même d'autant plus nécessaire ici,

1. *Lutherdrucke auf der Hamburger Bibliothek*. Leipzig, 1888, n° 220, 231<sup>a</sup>.

2. *Die Mainzer Buchdruckerfamilie Schäffer*. E. Roth. (Beihäfte zum Centralblatt für Bibliothekswesen, IX. Les n° 1121, 1122, 1120, 1116. Ann. II.

3. In gloriosissimum C. M. triumphum 1529. — Spitome regii ortus, 1530. — Même ouvrage, 1527.

REVUE D'ALSACE, 1903.

que l'on s'attend moins aux abus nombreux que provoquent nos marques d'imprimeurs. On s'en sert non point pour faciliter la vente de ses produits, comme ces industriels modernes, qui aiment à contrefaire les marques de leurs concurrents, mais dans la vue unique de décorer ses livres. Telle bordure rappelle directement un atelier spécial, un typographe donné. Qu'importe? Elle est vendue par les héritiers de cet imprimeur, elle est achetée et employée par d'autres imprimeurs, comme si ce rapport n'existait pas. La bordure de Setzer armée de ses petites initiales (LXIX, 2) se retrouve non seulement chez son successeur Brubach (1534 et 1535), mais aussi chez un étranger, V. Kobian, en 1535, 1537, 1542. Il résulte même de là des singularités assez curieuses. La seconde bordure in-folio de Gran — la rose avec l'épi sans initiales — Heitz ne la signale dans aucune production de Gran<sup>1</sup>, il ne semble la connaître (p. 136) que par un ouvrage imprimé à Strasbourg (?) en 1530 et un autre, publié à Francfort en 1554.

Encore ne faut-il pas perdre de vue que, dans les cas cités, l'abus dont nous parlons ne se fait qu'après la mort de l'imprimeur, qui avait commandé la marque, auquel elle était destinée. On comprend qu'à son décès son matériel se disperse de côté et d'autre, subisse des destinées fort diverses. Mais que penser, lorsque l'abus arrive de son vivant, lorsque la même marque, à lui personnelle, se rencontre chez lui et s'étale en même temps sur des productions signées par d'autres? La question mérite d'être examinée de plus près.

#### 4. La Summa Joannis Vallensis.

Un livre in-4° a été publié avec l'explicit suivant :

Summa fratris Jo. Vallensis de regimine vite humane...

1. Il aurait pu citer toutefois : *Sermones D. Augustini* 1521. — *Das täglich Brot* 1522.

originali puritati restituta, excusaque et impressa per providos viros Jo. Knobloch et Paulum Gætz, viros argentinenses, finem sortita est pridie Kalen. junii anno a Christi natali XVIII supra millesimum quingentesimum.

Il a son titre encadré dans la bordure adoptée par Gran depuis 1514. Cette bordure renfermait dans son bois inférieur, on ne l'a pas oublié, la rose de Haguenau, un épi (granum), armes parlantes de notre imprimeur, surmonté de ses initiales H. G., tout ce qu'on peut imaginer de plus personnel et de plus caractéristique. A l'époque où parut la *Summa Joannis Vallensis*, le 31 mai 1518, cette bordure se trouvait dans son atelier ; il l'avait employée peu de jours auparavant, le 5 mai, dans son *Gemma gemmarum* ; il s'en servit plusieurs fois la même année, sur tous ses in-quarto.

Par l'encadrement de son titre, la Somme nous dit ainsi de la façon la plus formelle : je sors des presses haguénauiennes de Henri Gran. Mais par son explicit, elle nous affirme en termes non moins catégoriques qu'elle a été imprimée — non pas à Strasbourg, il est vrai — mais ce qui paraît revenir au même, par les bourgeois de Strasbourg Jo. Knobloch et Paul Gætz. A qui croire ? Il y a là deux affirmations contraires, qui ne sauraient être vraies à la fois, entre lesquelles il faut choisir. Ou Gran a imprimé lui-même la Somme que l'explicit attribue indûment à deux imprimeurs strasbourgeois, ou ceux-ci ont mis abusivement sur leur travail la marque de leur collègue, empruntée à Haguenau pour cet emploi au moins étrange.

Remarquons tout d'abord que des deux Strasbourgeois ci-dessus nommés, Knobloch seul était imprimeur. Gætz n'avait point de presse à lui, quoiqu'il soit mêlé, en qualité de commanditaire à beaucoup d'entreprises typographiques. On l'a vu plus haut éditer une bible chez Seltz (p. 247). Il est plus d'une fois associé à Knobloch, mais comme bailleur de

fonds<sup>1</sup>. Malgré l'insistance avec laquelle la Somme se prétend *restituta, excusa, impressa* par lui, il ne participa que par son argent, sans intervenir par sa personne ou par ses ouvriers, à l'impression du livre. N'est-il pas vraisemblable que la part de Knobloch lui-même, indiquée dans les mêmes termes, ne fut pas plus directe que la sienne.

Knobloch, en effet, bien qu'il eût son officine et ses ouvriers, recourait souvent à des presses étrangères. Notre Gran, pour ne parler que de lui, imprima à son compte 4 ouvrages en 1508, 3 en 1509, 2 en 1510, 4 en 1512, 1 en 1513. Si après cette date son nom cesse de paraître comme éditeur sur des imprimés de Gran, leurs relations ne cessèrent point d'être aussi intimes et aussi cordiales que par le passé; notre *Summa*, quelle que soit la portée que l'on attache à la bordure, le prouve surabondamment. Seulement en 1518, par des raisons que nous ne connaissons pas, qui tenaient peut-être à la personnalité de Gœtz — que nous avons vu céder en 1529 à une préoccupation semblable, — Knobloch aura demandé à figurer sur l'explicit en qualité d'imprimeur. Et Gran accéda à ce désir avec la condescendance qu'il devait à un ami, à un client de cette importance.

Cette explication nous paraît la plus naturelle et la plus plausible pour le problème qui se pose devant nous. La repousser, c'est admettre que Knobloch a emprunté de Gran la bordure de son titre. Il pouvait se passer de bordure, il en avait une demi-douzaine dans son fond qui convenaient à des in-quarto, et malgré cela il eût été en chercher une autre dans une

1. V. par ex. HERTZ, p. 20, op cit.:

1520. De amicitia — libri stanneis characteribus excvsi Argentine commvni ære Joannis Knoblovchii et Pavli Götzt concivivm.

1521. Noctes atticæ — in ædibus Knoblovchiis impensis communibus Pauli Gœtz et Joannis Knoblovchii.

1522. Erasmi colloquia — Argentorati, expensis Johannis Knoblovchii et Pauli Gœtz.



ville étrangère, chez un homme qui n'en avait qu'une et ne pouvait s'en dessaisir sans gêne, une autre bien connue du public, marquée de la rose de Haguenau, de l'épi de Gran, du nom même de ce dernier. Amener Gran à lui céder dans l'explicit l'honneur de l'impression, était pour lui une espèce de satisfaction et de triomphe; rattacher à ses propres productions une gravure notoirement étrangère, était un aveu d'indigence ou une ridicule puérilité.

Ce n'était pas d'ailleurs le seul emprunt que Knobloch aurait dû faire à Haguenau pour imprimer lui-même la Somme. A côté de caractères gothiques et romains qui n'ont rien de particulier, on remarque dans cet ouvrage un grand nombre de majuscules gothiques employées par Gran depuis 1512 dans presque toutes ses publications, plus une dizaine d'initiales ornementées de deux grandeurs différentes, adoptées par lui depuis 1514<sup>1</sup>. Or aucun imprimé contemporain de Knobloch ne présente, ni les mêmes majuscules, ni les mêmes initiales, tandis qu'elles continuent à figurer chez Gran jusqu'à la fin de sa carrière.

Tout cela, l'imprimeur strasbourgeois aurait eu à se le faire prêter par son collègue haguenauien. Tout cela, il aurait eu à le demander au dehors, alors qu'il possédait tout un choix de majuscules gothiques, alors qu'il avait sous sa main cinq ou six alphabets d'initiales ornementées<sup>2</sup>. Tout cela, il l'aurait employé sans y mêler, par mégarde ou à dessein, des ornements de son fond particulier. Tout cela, il l'aurait renvoyé à Haguenau, cette unique impression terminée.

En dépit de l'explicit et de son affirmation catégorique, la critique n'hésitera pas à dire, croyons-nous,

1. Les lettres C, E, N et Q sont dans le Biel de 1515, P dans le Hieremias de 1514, V dans le Sanctorale de 1515, le N dans le Holen de 1517, etc., etc.

2. 1517, Der Heiligen leben; 1518, la Jérusalem de Seb. Brant; 1519, Der Ritter vom Turn, le regimen de T. Wydman, etc.

que la *Summa Joannis Vallensis* fut imprimée à Haguenau, dans l'atelier de Gran, avec son matériel.

Mais la condition de cet ouvrage n'est pas un fait isolé. Osera-t-on étendre la même conclusion aux publications dont nous allons parler ?

### 5. Seconde bordure de Gran.

Tout en admettant que pour des motifs quelconques Gran ait pu attribuer l'impression d'un de ses livres à des collègues strasbourgeois, se contentant de le revendiquer indirectement par l'emploi de sa bordure, on peut penser que cette association de ses initiales avec des noms étrangers ne lui plaisait que médiocrement. On pourrait même supposer que ce fut pour éviter le retour de cet incident désagréable qu'il fit faire dès 1519 de nouvelles bordures, alors que les anciennes se trouvaient encore en excellent état. Il y supprima ses initiales, n'y laissant que la rose de Haguenau et l'épi de grain. C'était toujours une marque, mais moins accentuée et moins personnelle.

C'est pour cette raison peut-être qu'il leur préférerait leurs aînées et les employait plus volontiers. Mais cette préférence pourrait encore s'expliquer autrement. Le nouveau bois in-4° — le seul qui nous préoccupe ici — éprouva un malheur dès le début. Il se trouve déjà endommagé dans le *de amicitia* d'Altensteig, imprimé en septembre 1519. Si ces défauts, qui ne firent que croître avec le temps, n'empêchèrent pas notre bois d'avoir une histoire aussi longue que variée, elles offrent en même temps à la critique un avantage précieux, celui de mettre son identité hors de doute.

Après l'avoir rencontré dans quelques publications de Gran, nous le retrouvons en 1522 dans une édition des Commentaires d'Arnobius Afer sur les Psaumes avec l'explicit : Argenterati, in ædibus Joannis Knoblochii, mense decembri, anno Christi M.D.XXII. Les

caractères du livre n'ont rien de saillant; mais sur quatre initiales ornementées qui y figurent, trois (B, P, Q) se voient aussi dans le Calepin de Gran (1523 et 1526). On peut donc se croire autorisé à reprendre pour cet Arnobe l'argumentation sur laquelle nous insistions tout à l'heure. Cela paraît d'autant plus fondé que si l'absence des initiales H. G. rend l'emploi de cette bordure moins choquant chez un imprimeur étranger, les brisures du bois répugnent à toute idée d'emprunt. Elle était devenue un de ces instruments défectueux, dont un ouvrier peut se servir, quand il l'a sous la main, qu'il ne songe guère à chercher chez un autre.

Mais le cas de cet Arnobe va se renouveler. La page consacrée par Heitz à cette bordure (p. 134) la constate sur :

1524. Tit. Jo. Pom. Bugenhagii in L. Psalmorum.

Exp. Argentorati excudebat | Joannes Knoblochius | Anno M.D.XXIII | mense augusto.

1525. Tit. Ein sermon von der zerstörung Jerusalem.

Exp. Zuo Straszburg getruckt durch Johan | Knobloch M.D.XXV.

1525. Tit. Erklerung wie Carlz tat sein ler von dem h. Sacr. achtet.

Expl. Zuo Straszburg getruckt durch Johan | Knobloch M.D.XXV.

En même temps beaucoup d'initiales de Gran, celles de son Calepin en particulier, se rencontrent là et dans d'autres publications encore signées par Knobloch. On en trouve 7 dans son Ovide (mai 1522), 2 dans son Antibarbarorum (août 1522), dans sa Moria (déc. 1523), 3 dans le Bugenhag. (août 1524), 3 dans le De duplici copia (mai 1525), etc. Toutes ces dates nous ramènent à cette époque obscure et confuse où Gran avait cessé d'être maître chez lui, où ses presses et son matériel étaient soumis à des influences étrangères.

Ces influences étaient évidemment à la dévotion de Jean Knobloch. Travaillaient-elles à Haguenau même aux frais et sous le nom de leur patron, transformant leur atelier en une véritable succursale de l'officine strasbourgeoise ? Se contentaient-elles de lui communiquer, en tout ou en partie, leurs caractères et leurs bois ? Alternaient-elles, selon l'occurrence, entre les deux systèmes ? Répondre en détail à toutes ces questions serait un travail fort long, fort fastidieux et d'une utilité assez douteuse.

Contentons-nous de remarquer que les bordures et les caractères de Gran ne furent en aucun temps la propriété de Knobloch. S'il leur arriva jamais de faire la navette entre Haguenau et Strasbourg, ce ne pouvaient être que des voyages de pure complaisance. Quand le jour de la liquidation arriva, en 1526, ils se trouvaient exacts à leur poste, chez Gran, leur propriétaire, pour se disperser de là dans le voisinage, la plupart chez Setzer, son concurrent, les autres chez les petits imprimeurs qui lui succédèrent <sup>1</sup>.

Cela est surtout facile à constater pour la bordure de 1519, si fréquemment employée par Knobloch de 1522 à 1525. Elle est sur le Justin de Setzer (1526), sur le Mosi de Seltz (1528), sur l'Osée de Setzer (1531). Brubach s'en sert à son tour dans son Justin et ses Enarrationes, en 1533, et ailleurs. Ces publications remplacent çà et là, par un autre bois, celui qui renfermait la rose de Haguenau et l'épi de Gran. Mais Setzer le conserve et se croyait sans doute en droit de le faire. La rose n'est pas déplacée chez lui et il pouvait voir dans l'épi de Gran, comme le suppose ingénieusement le Dr Steiff, une tige de porreau, une allusion à cette qualification de *lauchensis* qu'il prend plus d'une fois. Il est probable qu'il n'eût point disputé ces bois aux rongeurs de Strasbourg, mais les trouvant à Haguenau

1. Sauf la première bordure. Des précautions furent sans doute prises par Gran pour la soustraire à de nouvelles profanations.

même, à quelques pas de chez lui, il se montra moins difficile.

Nous n'insistons pas d'avantage. Ce qui vient d'être dit a dû prouver au lecteur que les renseignements typographiques les plus formels, insérés à la tête ou dans la souscription d'un livre, ne sauraient être acceptés sans critique. Exactes dans la plupart des cas, ces données soulèvent parfois des problèmes si confus que le bibliographe, qui respecte le *suum cuique*, a besoin d'être toujours sur ses gardes.

A. HANAUER.

LA  
MANUFACTURE D'ARMES BLANCHES  
D'ALSACE

ÉTABLIE AU KLINGENTHAL

(SUITE)<sup>1</sup>

---

5. La culture des champs et du bétail.

A Solingen<sup>2</sup>, tous les artisans possédaient des terres se composant généralement de champs d'une contenance de 3 à 4 *Morgen*, de quelques broussailles et d'une petite prairie. En arrivant en Alsace, les premiers ouvriers de l'établissement ne trouvèrent pas de biens à cultiver dans leurs moments de loisir. Après avoir été des artisans indépendants, ils entraient dans une manufacture qui leur payait un salaire, mais qui ne leur offrait aucune terre pour les attacher au sol de leur nouvelle patrie.

De tel état de choses naquit un mécontentement qui ne fit qu'augmenter lorsque des ouvriers natifs de la province entrèrent à la manufacture. Ceux-ci possédaient souvent des propriétés dans les environs. Etant pour la plupart catholiques, ils pouvaient en outre s'établir dans ces villages en épousant des filles de

1. Voir la livraison de mars-avril.

2. THUN, p. 56.

paysans. Enfin lorsque Wolff renvoya des logements de la manufacture, les ouvriers catholiques, les autorités des localités environnantes usèrent de représailles et défendirent de vendre ou même de louer des champs à des personnes non catholiques, c'est-à-dire aux seuls ouvriers que Wolff admit au Klingenthal.

Les ouvriers restés aux usines se plaignirent amèrement de cet état d'infériorité. Aussi Wolff dut-il chercher à y remédier. Sans autre forme de procédure il alla en 1742 dans les forêts de Bœrsch et de Bischoffsheim désigner aux ouvriers habitant le Klingenthal des terrains qui seraient défrichés par eux et cultivés en champs.

Ce procédé aussi énergique qu'arbitraire provoqua naturellement un conflit avec les propriétaires des forêts dont Wolff disposait sans aucun droit. Mais même la dénonciation de nouvel œuvre faite sur place par le bailli Bartmann de Bœrsch, le 4 mai 1742, resta infructueuse. Car en quittant, Bartmann vit les ouvriers continuer le travail, « ce qu'il prit pour une opiniâtreté », « manifeste directement rebelle à la voie de la justice, », « contraire aux droits des communautés et aux ordres », « de monseigneur l'intendant ». Quant aux autorités supérieures, elles n'intervinrent pas dans ce conflit, le ministre ayant enjoint au subdélégué Gayot de se tenir à l'écart de toute question religieuse.

Cependant lorsque la manufacture passa à l'entrepreneur Maupetit, celui-ci fut expressément autorisé, par l'article 2 des lettres patentes du 24 novembre 1753, à prendre dans les forêts de Bœrsch et de Bischoffsheim des terres qui seraient distribuées aux ouvriers. Ces communes furent très mécontentes de ce privilège. Bien que leurs bailli et préposés eussent déclaré « qu'ils étaient prêts à obéir aux ordres de Sa Majesté », lorsque, le 12 mai 1756, le canton, dit Rainfeld, fut alloué aux ouvriers moyennant une redevance annuelle de 80 livres à payer par l'entrepreneur, tous, à l'exception de Bartmann, refusèrent de signer

leur comparution et protestèrent de cette façon contre l'expropriation en faveur de la manufacture.

Le terrain choisi et qui se trouvait à proximité de la fabrique, était divisé, lors de sa restitution à la commune de Boersch en 1837, en 88 parcelles d'une superficie totale de 691 ares et, par conséquent, en moyenne de 7,85 ares. Plus de la moitié, soit 51, avait une contenance de 4 à 7 ares. Il y avait :

|                           |        |
|---------------------------|--------|
| 1 parcelle de . . . . .   | 1 arc  |
| 1 parcelle de . . . . .   | 2 ares |
| 4 parcelles de . . . . .  | 3 »    |
| 12 parcelles de . . . . . | 4 »    |
| 16 parcelles de . . . . . | 5 »    |
| 13 parcelles de . . . . . | 6 »    |
| 10 parcelles de . . . . . | 7 »    |
| 7 parcelles de . . . . .  | 8 »    |
| 2 parcelles de . . . . .  | 9 »    |
| 5 parcelles de . . . . .  | 10 »   |
| 3 parcelles de . . . . .  | 11 »   |
| 3 parcelles de . . . . .  | 12 »   |
| 1 parcelle de . . . . .   | 13 »   |
| 2 parcelles de . . . . .  | 14 »   |
| 4 parcelles de . . . . .  | 15 »   |
| 1 parcelle de . . . . .   | 20 »   |
| 1 parcelle de . . . . .   | 22 »   |
| 1 parcelle de . . . . .   | 25 »   |
| 1 parcelle de . . . . .   | 35 »   |

---

*Total* : 88 parcelles. *Superficie totale* : 691 ares.

Le Rainfeld était en partie d'une pente trop rapide ou couvert de trop grands rochers pour permettre une culture intense. Les parcelles étaient emplantées de seigle, de trèfle et de navettes, quelquefois elles étaient laissées en prés ou cultivées en jardins. Mais le rendement principal n'étaient pas ces cultures annuelles qui ne réussissaient pas bien. On y plantait presque partout des arbres fruitiers. Il y avait des pommiers, quelques poiriers et pêchers, beaucoup de noyers et surtout de



pruniers. L'arbre qui y était planté de préférence, était le cerisier dont les fruits distillés donnent le kirsch du Klingenthal, renommé en Alsace à l'égal de celui de la Forêt Noire.

Le Rainfeld était le principal canton accordé aux ouvriers du Klingenthal, mais ce n'était pas le seul. Sur le terrain même de la manufacture, il y avait des jardins et des vergers entre les maisons. D'autres terres avaient été données à bail par le Chapitre de Saint-Léonard, d'autres enfin par la ville d'Obernai.

D'après le Règlement de 1784, l'entrepreneur ne pouvait plus ôter à un ouvrier la jouissance du logement et des champs qu'il occupait à la manufacture. Lorsqu'un terrain ou un logement devenait vacant par le renvoi ou la mort de celui qui l'occupait, l'inspecteur le donnait à celui des maîtres qui était reconnu avoir le plus de talent et la meilleure conduite; à mérite égal, le plus ancien avait la préférence.

Plus tard, l'article 18 du titre 4 du Règlement du 18 frimaire an X fixa la manière dont les prés, jardins et terres labourables dépendants de la manufacture devaient être distribués aux ouvriers:

« Autant que possible les maîtres aiguseurs, les  
« forgeurs de douilles, de baïonnettes, le maître d'école  
« et le pâtre ont chacun une portion, les maîtres for-  
« geurs de lames et les raffineurs trois quarts de por-  
« tion, les autres métiers une demi-portion et enfin les  
« compagnons, habitants de Klingenthal, la moitié de  
« leurs maîtres ».

Outre les champs qui étaient distribués aux ouvriers, l'entrepreneur leur fournit encore à ses frais le droit de pâturage dans une partie des forêts de la commune de Böersch. Par bail conclu en 1748 et renouvelé en 1758, Böersch accorda ce droit moyennant une redevance annuelle de 2 livres un sol par tête du bétail qui restait à la charge de l'entrepreneur.

Ce droit passa en 1786 dans les lettres patentes de Perrier. L'article II portait qu'il serait assigné par l'in-

tendant d'Alsace, dans les bois des communautés de Bœrsch et de Bischoffsheim, un canton où les ouvriers de la manufacture pourraient faire paître leurs bestiaux à condition qu'ils les feraient garder par un pâtre commun et que Perrier paierait aux communautés pour chaque tête de bétail le prix qui serait convenu de gré à gré ou fixé d'office par l'intendant.

Bientôt la redevance annuelle tomba en désuétude, mais les habitants du Klingenthal ont conservé leur droit de pâturage dans les forêts de Bœrsch jusqu'à ce jour.

#### 6. Mesures de prévoyance.

Si dès l'origine on chercha à améliorer le salaire des ouvriers en leur offrant le logement, des champs et les moyens d'élever du bétail, on ne s'occupa que bien tard des institutions de prévoyance. Ce n'est que sous l'Empire que nous voyons des pensions accordées après 45 ans de service. Cependant il n'y en avait que quatre, et le Précis Historique de 1810 dit qu'il en faudrait huit. Il ajoute : « ...et alors il n'y aurait plus « de malheureux dans la Manufacture ».

Il y avait à cette époque une caisse dans laquelle étaient versées toutes les amendes infligées aux ouvriers. Elle était destinée à secourir les ouvriers malades, blessés ou misérables.

On chercha aussi à préserver la santé des ouvriers contre certains dangers auxquels les exposait leur travail.

Par suite de la poussière qui se développe quand on aiguise à sec, l'occupation de l'aiguiseur est très malsaine. C'est pour cette classe que l'on établit d'abord des mesures préservatrices.

Le Précis Historique de 1810 dit à ce sujet : « Il « faudrait avoir les aiguiseurs au double du nécessaire « à cause de la maladie, jusqu'à ce jour, sans remède,

« qui les enlève ou les vieillit de très bonne heure, et  
 « met tous ceux qui y résistent hors d'état de travailler  
 « dès l'âge de 45 ans. On a voulu les préserver en  
 « employant un verre encadré comme les épingliers de  
 « l'Aigle, département de l'Orne. Mais ce moyen est  
 « insuffisant à cause de la poussière extrêmement fine  
 « qui s'élève et vole par toute l'aiguiserie. Des masques  
 « seraient préférables, s'ils permettaient de respirer. Il  
 « n'y aurait, je crois, de convenable que des tuyaux  
 « qui amèneraient l'air du dehors directement à la  
 « bouche sans communiquer avec l'air intérieur des  
 « usines. Ce dernier moyen très gênant aussi semble  
 « le plus sûr. S'il ne réussit pas, il faut doubler le  
 « nombre des ouvriers de cette classe, les protéger par  
 « tous les moyens et leur accorder des pensions après  
 « 30 ans de service pour n'en manquer jamais ».

## 7. Privilèges.

De tout temps, même avant l'introduction du Règlement de 1784, les ouvriers de la manufacture d'armes blanches avaient été considérés en quelque sorte comme engagés au service de l'État. En cette qualité, ils jouissaient de nombreux privilèges.

L'un des principaux avantages accordés aux ouvriers, était l'exemption de certains impôts conformément à l'article 7<sup>1</sup> des lettres patentes du 15 juillet 1730 ainsi conçu :

« Voulons que les employés dans la dite Manufac-  
 « ture et les ouvriers qui y travailleront à la fabrique  
 « des dites armes, lesquels n'auront point été aupara-  
 « vant compris dans les rôles des impositions, soient  
 « exempts de toutes charges et impositions tant envers  
 « Nous qu'envers les villes, communautés et les sei-  
 « gneurs particuliers et qu'ils soient seulement sujets

1. Article 5 des lettres patentes de 1755 et de 1765.

« à la capitation suivant le rolle qui en sera arrêté  
« par le dit sieur intendant en Notre dite province  
« d'Alsace, qu'ils soient pareillement exempts de la  
» milice et ne puisse sous aucun prétexte être enrôlés  
« ni engagés par les officiers de Nos troupes, attendu  
« que Nous prenons et mettons sous Notre protection  
« et sauvegarde spéciale la dite Manufacture, les em-  
« ployés et ouvriers en icelle, ainsi que le dit Henry  
« Anthès... ».

Au commencement, l'application de cette exemption ne souffrit aucune difficulté. Tous ceux qui venaient de l'étranger s'établir dans la vallée, ne possédaient aucune terre imposable dans les environs. Les champs qu'ils cultivaient au Klingenthal, n'étaient pas leur propriété. Mais lorsqu'il y eut à la manufacture des ouvriers de la province d'Alsace, il fallut faire une différence entre ceux-ci et les étrangers. Les terres des premiers ayant été comprises auparavant dans les rolles des impositions, ne donnaient aucun droit à un privilège.

L'article IV des lettres patentes de 1786 abandonna cette distinction. Sans tenir compte des impôts que les ouvriers pouvaient avoir eu à payer avant d'entrer au service de la manufacture, il les déclara tous exempts de toutes charges et impositions, tant envers le roi, qu'envers les villes, les communautés et les seigneurs particuliers. Ils devaient seulement payer la capitation.

Ce privilège ne fut pas entièrement supprimé par la chute de l'ancien régime. En vertu d'une lettre du 4 germinal an III de la commission de commerce et d'approvisionnement de la République, les ouvriers furent encore déclarés exempts de toute réquisition. De même en 1816 quelques ouvriers ayant été appelés à faire des travaux sur les routes, le préfet déclara que de pareilles dispositions étaient contraires aux intentions de l'administration et pouvaient compromettre le service de l'établissement. Il invita par conséquent le maire à supprimer la réquisition dont il s'agissait et à exempter

à l'avenir les ouvriers de la manufacture de pareilles prestations.

Enfin jusqu'en 1834, les biens du Klingenthal, tant ceux appartenant au gouvernement que ceux dont la propriété revenait à la commune de Bœrsch, étaient portés au rôle de l'impôt foncier sous le nom du gouvernement sans mention de la jouissance que les ouvriers pouvaient en avoir. Ils étaient par conséquent exempts de tout impôt. Ce n'est qu'en 1834 que le conseil de préfecture arrêta que les contributions assises sur le terrain dit Rainfeld seraient supportées à partir de 1831, époque du cadastre, par les particuliers qui en avaient joui comme usufruitiers.

La manufacture ayant été supprimée à cette époque, les ouvriers ne jouirent plus d'aucune exemption d'impôts.

#### 8. Juridiction et discipline.

Aucune des lettres patentes ne contenant de disposition relative à la juridiction à laquelle la manufacture d'armes blanches devait être soumise, les habitants du Klingenthal furent en principe justiciables des juges ordinaires du lieu. C'est ce qui fut décidé par le Grand Chapitre le 28 mars 1733 :

« D<sup>nus</sup> syndicus referens hac occasione, dit le procès-verbal, inter illos qui in opificio a D<sup>no</sup> Anthes constructo laborant, operasque suas præstant, jam varias contestationes fuisse exortas, ibidemque nonnullos excessus factos esse, quæsitivis de illis cognoscere debeat ?

« Cum in litteris regiis præfato D<sup>no</sup> Anthes concessis pro hocce opificio judex non fuerit commissus dictumque opificium in banno Bœrsch situm sit ; conclusum fuerit satrapæ memorati loci Bœrsch commissionem dandam esse, ut de controversiis, excessibus, omnibusque aliis causis, qui ibidem oriri possunt (sic)

« — exceptis tamen illis qui opificium ipsum concernunt — cognoscat, donec a Regia Sua Majestate aliter signatum fuerit ».

C'était donc le bailli de Boersch qui était appelé à rendre justice en première instance. Mais cette règle souffrait des exceptions. D'abord il y avait des matières dont la connaissance était soustraite aux tribunaux seigneuriaux, comme tous les délits forestiers. Ensuite un ancien privilège accordé par les empereurs et confirmé par plusieurs arrêts du Conseil d'Etat autorisait le magistrat de Strasbourg à juger, à l'exclusion de tout autre juge, les bourgeois de cette ville dans toutes les actions personnelles. L'entrepreneur Wolff jouissait de ce privilège.

Enfin la décision précitée elle-même excluait de la juridiction seigneuriale « tout ce qui concernait la manufacture elle-même ». C'était primitivement l'entrepreneur qui exerçait la police et maintenait l'ordre à la manufacture. Il condamnait selon le délit à des amendes, à la prison et au carcan. Wolff doit même avoir infligé lui-même des peines corporelles à des ouvriers qui refusaient de lui obéir. Il les « maltraita d'un grand nombre de coups de tricot, disent-ils dans leur plainte à l'intendant, tant sur le dos que sur les mains en sorte qu'ils les eurent enflés pendant trois semaines entières et furent conséquemment obligés d'y faire faire des incisions dont ils souffrirent des douleurs immenses sans pouvoir travailler ni vaquer à leurs affaires ».

Bien que, dans un document, on fasse l'éloge de la manière dont Wolff établit la discipline dans la manufacture, il paraît que bien souvent ses répressions n'étaient pas justifiées. Regardées comme des vexations arbitraires, elles inspiraient une grande crainte aux ouvriers. De son vivant, ils n'osèrent pas se défendre, « parce que, s'ils eussent remué, il n'eût pas manqué de s'en venger et d'exercer sur eux des cruautés ainsi et de même qu'il en a usé à l'égard de bien

« d'autres ? » Ce n'est qu'après sa mort que de nombreuses requêtes furent adressées à l'intendant : Ces documents sont remarquables par leur conclusion. Les ouvriers demandaient « pour qu'à l'avenir la justice leur soit rendue dans tous les cas où le successeur du dit « Wolff » pourrait se trouver partie, de commettre tel « juge qu'il lui plairait, si mieux il n'aimait nommer « par préférence à tout autre M<sup>e</sup> Bartmann, bailli le « plus à portée et juge territorial de la dite manufac-  
« ture ». Il s'agissait donc déjà dans ces plaintes de 1747 de créer un tribunal spécial connaissant des litiges qui s'élèveraient entre l'entrepreneur et les ouvriers — « un conseil de prud'hommes ».

Dans la suite, l'administration se chargea elle-même du maintien de l'ordre à la manufacture. Après avoir été un accessoire du pouvoir du patron sur les ouvriers qu'il paye, la discipline devint une attribution de l'inspecteur militaire. Le Règlement de 1784 déclare expressément : « L'inspecteur a la police générale de « la manufacture; les ouvriers de toute espèce employés « dans cet établissement à la fabrication des armes, sont « immédiatement sous ses ordres et sous ceux des offi-  
« ciers, ses adjoints, dont le plus ancien le représente « toujours dans ses absences ».

A partir de ce changement, la juridiction disciplinaire ne fut plus limitée aux actions qui concernaient directement le travail ou la manufacture, mais s'étendit petit à petit sur toute la vie des ouvriers. On ne punissait plus seulement pour un refus de travailler ou un défaut masqué à dessein à une arme. Des amendes étaient prononcées pour inconduite, pour disputes entre ouvriers, pour dettes de cabaret, etc. Toute leur vie était soumise au contrôle de l'inspecteur. Les ouvriers avaient besoin d'une autorisation formelle même pour se marier.

Les punitions dont disposaient les fonctionnaires du gouvernement, avaient changé de nature depuis l'époque où Wolff maltraitait lui-même ses ouvriers et les plaçait

au pilori sur un pied<sup>1</sup>. Le Règlement de 1784 fixait les peines à infliger dans les cas peu importants : « L'inspecteur pourra punir les ouvriers par une diminution d'ouvrage proportionnée à la gravité de leur faute et par le renvoi de la manufacture lorsqu'ils l'auront mérité par une négligence habituelle, une mauvaise conduite, une ivrognerie incorrigible, ou enfin par un de ces défauts nuisibles à la bonne discipline qui doit régner dans tout établissement ». Il était toujours rendu compte au premier inspecteur général de l'artillerie et au directeur général des manufactures d'armes, des motifs qui avaient nécessité ce renvoi, et ces motifs étaient détaillés dans un procès-verbal signé par l'inspecteur, les contrôleurs, les reviseurs et l'entrepreneur. Pour assurer l'efficacité des peines, il était expressément défendu à l'entrepreneur de faire travailler aux fournitures destinées au gouvernement, tout ouvrier que l'inspecteur avait puni par une privation d'ouvrage.

Pour les cas graves, le Règlement contenait les dispositions suivantes : « La peine de prison pourra être aussi infligée provisoirement par l'inspecteur dans les occasions d'émeute, soulèvement et dans toutes celles où il y aurait du danger à laisser les coupables en liberté. L'inspecteur est alors autorisé à demander main-forte à la brigade de gendarmerie ou à toute autre force armée la plus voisine ; mais il en rendra compte au général commandant la division dans l'arrondissement de laquelle se trouve la manufacture et lui fera connaître toutes les circonstances du délit par un procès-verbal signé de lui, des officiers, des contrôleurs, des reviseurs et de l'entrepreneur et dont copie sera adressée de suite au ministre de la guerre,

1. Pour rendre la peine du carcan plus dure, Wolff avait fait placer au pied du pilori un poteau sur lequel le condamné ne pouvait poser qu'un pied.



« au premier inspecteur général et au directeur général  
« des manufactures. Le général commandant la division  
« prononcera ensuite sur le sort des coupables ».

Le premier Empire amena de nouveaux changements dans ces peines. Les pouvoirs disciplinaires sont décrits pour cette époque dans le Précis historique de 1810, lequel énumère les punitions suivantes :

« 1° L'incorporation dans un des régiments de l'armée  
« pour une inconduite qu'il est impossible de corriger  
« et pour un refus formel de travailler ;

« 2° La prison à Barr ou à Strasbourg quand on  
« manque d'assiduité ou que l'on néglige trop l'ouvrage  
« ou enfin pour un défaut masqué à dessein à une  
« arme, aussi pour une insulte à un officier ou un  
« contrôleur ;

« 3° La salle de police pendant un, deux, trois jus-  
« qu'à quatre dimanches de suite pour disputes entre  
« ouvriers, dettes de cabaret, etc. ;

« 4° Enfin une diminution d'ouvrage ou une amende  
« de 1 fr. 50 à 5 fr. pour des fautes moins graves ».  
(Le produit de ces amendes formait une masse qui servait à secourir les ouvriers malades, blessés ou misérables).

Dès le début de la manufacture du Klingenthal, on constate de la part des ouvriers une tendance à quitter le travail afin d'obtenir satisfaction pour leurs revendications et d'autre part du côté de l'entrepreneur et du gouvernement la crainte de provoquer une grève par le mécontentement des ouvriers. Il devait tout naturellement en être ainsi dans un établissement comme celui du Klingenthal. Car les ouvriers ne connaissaient généralement qu'une seule partie de la fabrication et ne pouvaient pas être remplacés les uns par les autres. Le fonctionnement de toute la manufacture dépendait donc de la volonté de chacun qui acquérait de ce fait une force redoutable pour l'entrepreneur et l'Etat, surtout aux époques de grandes commandes.

Dès le conflit provoqué par l'entrepreneur Wolff, nous trouvons du côté des ouvriers et de leurs protecteurs la déclaration menaçante que, si on ne leur rendait pas justice, ils seraient obligés d'abandonner le service et de désertre la manufacture. D'autre part le subdélégué Gayot recommande à l'entrepreneur de faire de sorte que les ouvriers n'aient pas conscience de leur force. « Il me paraît essentiel, dit-il, de ne pas autoriser les ouvriers à se prévaloir du besoin qu'ils peuvent croire qu'on a d'eux ».

Lorsqu'en 1753, la ville de Bœrsch demanda à l'intendant de condamner les ouvriers de cet endroit à payer les impôts — il s'agissait de quatre aiguisers, ouvriers dont le nombre n'était jamais suffisant, et de l'unique graveur de la manufacture — les préparatifs de la guerre de Sept ans rendaient urgente la fabrication des lames commandées par le ministre. Aussi l'intendant ne pût-il pas prendre la décision qui, bien que clairement prescrite par la simple justice, aurait mécontenté des ouvriers qui menaçaient d'abandonner le travail. Il fallut leur faire espérer l'exemption encore pour l'année courante.

Enfin quelques années avant la suppression de la manufacture, en mars 1831, une soixantaine d'ouvriers se mutinèrent et abandonnèrent le travail dans le but d'obtenir une augmentation de salaire. Pour les faire « rentrer dans l'ordre », une compagnie de soldats fut envoyée au Klingenthal. Le moment d'une grève était aussi mal choisi que possible. Le gouvernement ne demandait pas mieux que de se voir forcer la main pour la cessation du travail puisqu'il avait fondé à Châtellerault une nouvelle manufacture destinée à remplacer celle du Klingenthal.

---

## QUATRIÈME CHAPITRE

## RAPPORTS

## AVEC LES COMMUNES VOISINES

Les privilèges accordés aux entrepreneurs donnèrent une vive impulsion au développement de l'industrie alsacienne. Nous avons vu notamment Mackau d'Hürtigheim rechercher dans la province des mines de houille et d'acier. Mais ces mêmes faveurs devaient exciter l'envie, et quand elles imposaient des charges à des communes, elles devaient nécessairement se heurter à de mauvaises volontés et provoquer des plaintes.

On ne peut pas absolument donner tort à ces communautés, car le sans-gêne dont on usait quelquefois envers elles, portait gravement atteinte à leurs intérêts. L'embarras de savoir sur quel fonds prendre l'argent, était souvent une raison suffisante pour mettre la dépense à la charge des villages environnants. C'est ainsi que l'inspecteur particulier des ponts et chaussées en Basse-Alsace fit la proposition suivante au directeur des ponts et chaussées Clinchamp : « La construction  
« de la partie de chaussée dont il est question, n'étant  
« uniquement (!) affectée qu'au logement de M. le com-  
« mandant de la manufacture royale d'armes blanches  
« au Klingenthal, et ne sachant par conséquent sur quels  
« fonds la dépense qu'elle exige, sera prise (!), il serait  
« juste (!!) à ce que par la suite l'entretien soit mis à  
« la charge de la ville d'Obernheim et des autres com-  
« munautés propriétaires de la forêt où conduit ce  
« chemin qui, de tout temps, s'est trouvé dans l'état  
« actuel de dégradation où il est, par le transport des  
« bois qui s'exploitent pendant le courant de l'année  
« en la dite forêt, inconvénient auquel on ne pourra  
« obvier que par un entretien très suivi.

« Fait à Strasbourg, le 15 août 1778.

« MULLER ».

Pourtant dès 1771 la construction de la grand'route du Klingenthal à Strasbourg dont les communes tiraient un avantage direct, avait provoqué des réclamations de la part d'Obernai et d'Oberrottrott, et les autres endroits ne se prêtaient que de mauvaise grâce aux corvées qu'on leur imposait sur cette chaussée.

C'est ainsi encore que les fournitures imposées aux communes furent l'objet de nombreuses plaintes. Une ordonnance de l'intendant et, après 1765, l'article deuxième des Lettres Patentes autorisaient l'entrepreneur à tirer des forêts environnantes les bois nécessaires tant pour la construction des bâtiments que pour le chauffage des ouvriers et pour faire du charbon. Ce bois devait être payé de gré à gré. La ville d'Obernai préférant la vente par adjudication, s'adressa en 1770 à l'intendant pour faire rejeter sur les forêts de Barr une partie des fournitures qui devaient être faites à la manufacture. L'aversion contre cet établissement ressort évidemment du fait que les forêts d'Obernai étaient à ce moment « remplies de bois sur le retour et jonchées « d'une grande quantité de gros arbres couchés à terre ».

D'autre part les communes de Bœrsch et de Bischoffsheim se plaignirent en 1779 que l'entrepreneur prenait toujours son bois dans les cantons les plus rapprochés de la manufacture. Il avait ainsi presque dépeuplé par des coupes successives une partie des forêts qui, en sa qualité de « quartier de réserve »<sup>1</sup>, devait toujours être en bon état et prête à servir aux besoins urgents de l'Etat.

Toutes les communes propriétaires des forêts avaient enfin un sujet de plainte identique. Elles reprochaient aux ouvriers de leur voler du bois dans les forêts. Il fallut en effet les menacer à plusieurs reprises de peines sévères. Ainsi il fut fait défenses expresses aux habitants de la manufacture de prendre aucun bois dans

1. Article XIV du Règlement des forêts de Bœrsch et Bischoffsheim du 1<sup>er</sup> juin 1753.

les forêts sous peine de 300 livres d'amende, en 1741 par l'intendant de Brou, le 19 décembre 1747 par l'intendant de Vanolles et enfin en exécution de ces ordonnances, le 4 juillet 1748 par le bailli Bartmann de Böersch. Cette défense fut réitérée lors de la conclusion du contrat de pâturage passé en 1758 entre Böersch et la manufacture.

Il y avait au Klingenthal un véritable marché où se vendait le bois volé. C'est ainsi qu'en 1747 Jean-Dietric Benighausen, « forgeron à la forge appartenant à d'Hürtigheim », déposa sous serment avoir vu que plusieurs habitants d'Obernai « avaient mené pendant l'été environ « 60 cordes de bois, plus de sapin que de hêtre, une « grande quantité de fagots de hêtre et de sapin auprès « de la forge, devant le magasin de charbon et au-dessus « du pont » et avaient vendu ce bois à différents paysans de Meistratzheim et à d'autres forains. En conséquence, il fut fait « défense aux gens de Klingenthal « de ne donner ni laisser aucune place et lieu aux « habitants d'Obernai, de Bischoffsheim ni aux autres « sous peine de 500 livres d'amende et de prêter la « main directement ou indirectement pour faciliter les « ventes de bois, fagots, échalas de chêne et petits « échalas de sapin pour que ces abus ne fussent pas « continués à l'avenir ».

Nous avons dit dans un chapitre précédent de quelle façon les communes environnantes avaient subi l'obligation de céder des champs aux ouvriers de la manufacture. Il n'y a pas jusqu'à la fourniture de tuiles qui n'ait provoqué de véhémentes réclamations.

Pendant la reconstruction de la manufacture par l'entrepreneur Gau, le tuilier de Böersch était obligé de faire, les années ordinaires, trois cuissons pour la manufacture et de fournir plus de 32.000 tuiles ou briques. Ces grandes livraisons l'empêchaient de pourvoir aux besoins du public. Aussi lorsqu'en août 1775, il dut faire deux cuissons extraordinaires pour les usines, on craignit une émeute de la part des bourgeois de

Bœrsch et « le vénérable chapitre pensa envoyer au « ministre un mémoire à cet égard ». L'entrepreneur ne put donner entièrement tort aux bourgeois de Bœrsch et fit dire à ceux qui avaient besoin de tuiles pour mettre à couvert leurs récoltes, qu'il leur donnerait toutes les facilités qui dépendraient de lui. Il alla lui-même chez le bailli pour l'en prévenir et pour se faire donner un état de la quantité de tuiles dont ces particuliers pourraient avoir un besoin pressant. Il les leur fit distribuer sur les cuissons destinées à la manufacture en se réservant seulement la quantité indispensable pour mettre à l'abri un bâtiment nouvellement construit. « Voilà, écrivit Gau, la conduite que je tiens malgré « les ordres que j'ai ; j'y suis porté par ma façon de « penser et par l'humanité ». Ne serait-il pas, peut-être, permis de voir dans cet empressement de l'entrepreneur une preuve que la crainte d'une émeute de la part des paysans de Bœrsch était vraiment sérieuse ?

L'accaparement de la rivière par la manufacture d'armes blanches n'était pas sans porter préjudice aux moulins et aux autres usines installées sur l'Ehn. Un état de ces établissements<sup>1</sup> se trouvant dans la banlieue d'Obernai nous montre leur importance en 1773. Outre le martinet de cuivre de Jean-Daniel Oesinger de Strasbourg érigé par arrêt du Conseil d'Etat du 12 février 1737 et qui se composait de deux arbres tournants, il y avait encore en aval du Klingenthal quinze moulins, une foulerie à fouler du drap et des peaux de chamoiseurs et une usine à piler les écorces de chêne pour tanner le cuir, soit encore trente et un tournants.

Le dit état contient la remarque suivante : « La « rivière de l'Ehn est en elle-même fort petite et ne « tire des eaux que des sources et grandes pluies, ce « qui est cause que pendant les sécheresses de l'été la

1. Archives d'Obernai, DD, 31.

« plupart des moulins chôment, surtout dans le temps  
 « qu'on remplit les étangs et réservoirs qui sont derrière  
 « la ville d'Obernai pour faire travailler les aiguiseries  
 « et martinets de la Manufacture Royale d'Armes  
 « Blanches du Klingenthal et le martinet du sieur  
 « Oesinger de sorte que les boulangers de la ville,  
 « pour se mettre en état de fournir la bourgeoisie et  
 « passants, sont nécessités de faire transporter leurs  
 « grains aux moulins de Molsheim et Moutzig établis  
 « sur la rivière de la Bruche ».

La ville d'Obernai dut chercher à porter remède à ce mal. Elle y fut d'autant plus obligée qu'elle défendait aux boulangers non seulement d'acheter leurs grains ailleurs que sur le marché de la ville, mais aussi de les faire moudre en dehors de la ban-lieue <sup>1</sup>. Elle construisit elle-même, en partie sur terrain communal, en partie sur des biens achetés, des étangs destinés à fournir l'eau aux usines inférieures quand la manufacture ou le martinet Oesinger remplissaient les réservoirs de la vallée. Grâce à ces mesures, la distribution des eaux de l'Ehn fut réglée à la satisfaction de tous les riverains.

Il n'y eut pas que les villages et les petites villes pour se plaindre de la manufacture. La capitale de la province d'Alsace elle-même attaqua la double obligation qui lui était imposée en faveur de l'établissement du Klingenthal, de fournir dans son enceinte un logement à l'inspecteur et un magasin à l'entrepreneur.

La Chambre de logement se plaignit au sujet de la première de ces charges et sur ses instigations, les préteurs, consuls et magistrats de la ville de Strasbourg adressèrent le 12 juillet 1781 une lettre au ministre de la guerre, marquis de Ségur. « Quoique l'inspection de  
 « cette Manufacture éloignée de plusieurs lieues de  
 « Strasbourg, y disaient-ils, paraisse exiger plutôt la

1. GVSS, II, p. 306.

« résidence au Klingenthal que dans cette ville, il s'est  
« cependant introduit que l'on payerait aussi dans cette  
« ville un logement aux officiers du Corps Royal char-  
« gés de l'inspection : mais il a été en même temps  
« établi pour règle qu'on ne leur payerait ce logement  
« que suivant leur grade dans le corps », comme cela  
se faisait pour les officiers de la garnison.

Or l'inspecteur de Givry, nommé le 1<sup>er</sup> juin 1781, n'avait que le grade de capitaine en premier au corps royal d'artillerie. Cette qualité ne lui donnait droit qu'à un logement de 15 livres par mois. Son prédécesseur de Belleville ayant passé du grade de lieutenant-colonel à celui de Colonel, la ville avait sans difficulté augmenté le logement à 50 livres par mois. De Givry exigea d'être traité comme son prédécesseur et refusa le logement de 15 livres.

Sur ce refus les députés à la Chambre du logement adressèrent un mémoire à la Chambre des XIII de la ville de Strasbourg déclarant non fondée la demande du nouvel inspecteur. Ils rappelaient que de Manson qui en qualité de chef de brigade fut fait inspecteur le 1<sup>er</sup> avril 1767 et qui garda l'inspection en cette qualité jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1769, époque à laquelle il obtint le brevet de lieutenant-colonel, n'avait reçu son logement jusqu'à ce moment que sur le pied de chef de brigade. Les députés à la Chambre du logement ajoutaient « que d'ailleurs il paraîtrait même que les  
« officiers employés à la manufacture des armes blanches  
« au Klingenthal ne doivent pas être dans le cas de  
« réclamer un logement dans la ville de Strasbourg  
« dont ils n'ont joui que par abus jusqu'à présent  
« depuis que le Roi leur a fait bâtir une belle et vaste  
« maison au Klingenthal, où ils devaient faire leur  
« résidence ».

Ces raisons ne furent cependant pas prises en considération au ministère et la ville de Strasbourg fut déboutée de ses prétentions. Le marquis de Ségur répondit le 15 juillet 1781 que « l'emploi de Givry était



« conformément à l'ordonnance du 3 septembre 1776, celui d'un lieutenant-colonel, que c'était par choix qu'il lui avait été confié et que s'il n'en avait pas le rang, il en avait les appointements et devait par conséquent jouir de tous les autres avantages qui y étaient attachés ».

L'autre charge qui provoqua des réclamations de la part de la ville de Strasbourg, était la fourniture de magasins suffisants pour le dépôt des provisions d'acier et de fer et des armes fabriquées au Klingenthal. Cette obligation était insérée dans les lettres patentes. Mais lorsqu'après la fondation de la manufacture, les intendants d'Alsace écrivirent à ce sujet au magistrat de Strasbourg, cette ville refusa de fournir les locaux demandés, et les ministres de la guerre jugèrent à propos de ne pas insister.

Ce fut donc l'administration militaire qui loua les deux salles qui devaient servir de magasins<sup>1</sup> et qui fit payer le loyer de 312 livres par le trésorier de l'artillerie. Mais lorsqu'en 1762 l'inspecteur choisit un nouveau magasin pour lequel le propriétaire demandait 432 livres, elle essaya de nouveau de faire porter cette dépense par la ville de Strasbourg.

Celle-ci rappela que, depuis l'établissement de la manufacture, elle avait été dispensée de fournir ce magasin et que surtout le logement du garde-magasin ne pouvait en aucun cas être à sa charge. Elle faisait valoir qu'elle payait bien des logements en argent aux officiers et aux personnes uniquement attachées aux militaires; mais qu'elle n'en avait jamais fourni aux employés des vivres ou des fourrages et beaucoup moins encore à des bourgeois qui, comme le contrôleur en question, faisaient un commerce ou avaient une profession.

1. Cet entrepôt se trouvait dans la rue du Jeu des Enfants, vis-à-vis de la Cave Profonde; à partir de 1762 vis-à-vis des Petites Boucheries dans une maison appartenant à un médecin Hahn.

Le magistrat de Strasbourg ne réussit pas à se faire dispenser complètement, de cette charge. Mais après qu'il eut prouvé que le fer et l'acier ne restaient pas longtemps en entrepôt à Strasbourg, que les armes étaient tout de suite envoyées aux régiments qui les avaient demandées, et que celles qui restaient, étaient destinées au commerce, l'administration militaire reconnut que la maison louée sans la participation du magistrat était trop grande pour le magasin des armes blanches. Il fut donc arrêté que la ville ne paierait que 300 livres et que le surplus serait à la charge du locataire.

Lorsque la manufacture passa aux mains de Perrier, la ville de Strasbourg cessa de payer le loyer. Après deux années, l'entrepreneur s'adressa au prêteur royal pour l'obtenir de nouveau. La ville s'y opposa malgré le texte des lettres patentes en alléguant qu'en 1762 cette charge ne lui avait été imposée que dans le but de favoriser la fabrication d'armes blanches pour le commerce. Cette branche d'industrie ayant été abandonnée et les armes du gouvernement se trouvant en entrepôt chez l'inspecteur de la manufacture, la ville prétendait que toute raison de continuer la fourniture d'un magasin avait cessé. Dans une requête au comte de Brienne du 29 décembre 1787, le magistrat de Strasbourg conclut à l'abolition de cette prestation en disant : « Nous osons solliciter ce soulagement avec « d'autant plus de confiance qu'il nous paraît dans les « principes bienfaisants d'une administration occupée si « efficacement de la réforme des abus onéreux au « peuple ».

La charge ne fut plus rétablie. Bientôt toutes les autres prestations des communes disparurent par l'abolition générale des privilèges. Ce fut à partir de ce jour que, sous l'Empire et sous la Restauration, la manufacture jouit d'une faveur incontestée dans toute la contrée qui lui devait son bien-être.

PAUL-ALBERT HELMER.

# CORRESPONDANCE

ENTRE

## LE DUC D'AIGUILLON ET LE PRINCE-COAJUTEUR LOUIS DE ROHAN

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 1772, pendant que le prince-coadjuteur Louis de Rohan était encore en route pour se rendre à Vienne, où il devait exercer les fonctions d'ambassadeur du roi Louis XV, le représentant intérimaire de la France en Autriche, le sieur Durand, écrivit au duc d'Aiguillon la lettre qui a dans la correspondance de Durand le numéro 62. Il y annonça que plusieurs régiments de cavalerie autrichiens entraient en Bohême. « Si cette marche », continue-t-il, « se fait dans cette saison, on peut juger des défiances de la cour de Vienne et de ses inquiétudes sur les dispositions du roi de Prusse <sup>1</sup>... Dans les lettres <sup>2</sup> que le roi de Pologne a écrites à Leurs Majestés Impériales sur les dangers qu'il a courus <sup>3</sup>, il y a insinué qu'il souhaiterait avoir un ministre accrédité à cette cour. La réponse ayant été conforme à ses désirs, on attend ici dans cette qualité M. de Kreptowitz ».

1. Cfr. Adolf BEER, *Die erste Teilung Polens*, II, p. 150.

2. Voir dans Adolf BEER, op. cit. *Documente*, p. 87.

3. Le 3 novembre 1771 le roi Stanislas Poniatowski fut enlevé de Varsovie, conduit dans une forêt pour être livré à ses ennemis. Peu s'en fallut qu'il ne fût assassiné. V. Adolf BEER, op. cit. *Documente*, p. 88 ; DE SAINT-PIERRE, *Le partage de la Pologne*, p. 258 ; DE BROGLIE, *Le secret du Roi*, II, p. 378 ; SCHLOSSER, *Geschichte des achtzehnten Jahrhunderts*, III, p. 241.

*Lettre n° 63 de Durand au duc d'Aiguillon.* — « Vienne, le 3 janvier 1772. Si jamais la cour de Vienne en vient à une rupture avec les Russes, on pourra faire ici usage de ce mémoire<sup>1</sup> pour convaincre Leurs Majestés Impériales du peu qu'elles auraient à fournir aux Confédérés pour en tirer de grands services. Les réponses de la Russie au dernier écrit du ministère autrichien ne sont point encore arrivées. Tout ce que m'en a pu dire hier M. le prince de Kaunitz, c'est qu'il savait par Berlin qu'elles ne devaient pas tarder. Le prince ajouta que, quelles qu'elles fussent, elles seraient de la plus grande importance. Je lui ai appris que depuis près de quinze jours M. Panin<sup>2</sup> avait annoncé au prince Galitzin<sup>3</sup> l'envoi d'un courrier qui arriverait à peu de jours près, aussitôt que la lettre qui en faisait mention, et que le ministre russe en cette cour était surpris du retard ».

*Lettre n° 64 de Durand au duc d'Aiguillon.* — « Vienne, le 8 janvier 1772. Aux rapports de M. de Laudon se joignent les avis de la Saxe qui augmentent la défiance de la cour de Vienne sur les dispositions du roi de Prusse. On diffère cependant à donner des ordres pour grossir le nombre des régiments de cavalerie en quartiers dans la Bohême ; il s'est trouvé que la quantité d'avoine, qu'on rassemble dans les magasins, n'était pas encore suffisante pour pourvoir à la consommation qu'exigeraient les nouveaux corps qu'on songeait à faire passer sur cette frontière... M. de Vioménil<sup>4</sup> m'a adressé, au nom de la Généralité<sup>5</sup>, une copie d'un manifeste de M. Pulawski<sup>6</sup>, par lequel cet

1. Il est question d'un mémoire rédigé par le comte Michel-Casimir Oginski dans le but d'obtenir l'appui du roi Louis XV. Le comte Michel-Casimir Oginski se trouvait à la tête des Confédérés de Lithuanie. Il ne faut pas le confondre avec le comte Ignace Oginski, envoyé du roi de Pologne à la cour de Vienne.

2. Ministre des affaires étrangères en Russie.

3. Ambassadeur de Russie en Autriche.

4. V. à son sujet dans l'*Introduction*, p. 20.

5. C.-à-d. des chefs de la Confédération de Bar.

6. Cfr. dans l'*Introduction*, p. 12.

officier désavoue la part qu'on lui a attribuée dans le prétendu assassinat du roi de Pologne. On me prie de le faire parvenir à Leurs Majestés Impériales et de solliciter pour lui le droit d'asile que la lettre de M. le prince de Kaunitz a annoncé devoir lui être refusé. J'ai répondu que je ne pouvais faire ces démarches sans exciter les clameurs de beaucoup de gens et leur fournir un prétexte de déclamer contre nous, que je servais en particulier M. Pulawski, si M. le prince de Kaunitz m'en fournissait l'occasion, mais que c'était à M. de Pac<sup>1</sup> à écrire au nom de la Généralité à ce ministre et à lui envoyer les justifications d'un des généraux de la Confédération ».

*Lettre n° LIV du duc d'Aiguillon à Durand. —*  
« Versailles, le 8 janvier 1772. ...Les avis que M. de Laudon a donnés à la cour de Vienne prouvent l'étendue que le roi de Prusse donne à ses préparatifs et à ses dispositions. Il est donc surprenant que la sécurité du ministre autrichien se soit soutenue jusqu'au moment où les faits les plus palpables ont rassemblé tous les moyens de mettre les états autrichiens en danger et de brusquer l'exécution du projet des deux cours unies sans doute pour le malheur de la Pologne. Les réflexions que vous faites à ce sujet ainsi que sur l'esprit que paraît diriger la conduite de la cour de Vienne ont paru mériter l'attention du Roi. Nous sommes bien persuadés des soins que vous vous donnerez pour tâcher de démêler de plus en plus les vues de la cour où vous êtes et le parti qu'elle peut se proposer de tirer des circonstances actuelles ».

*Lettre n° 65 de Durand au duc d'Aiguillon. —*  
« Vienne, le 9 janvier 1772. M. le prince de Kaunitz et M. le prince Galitzin ont reçu les courriers qu'ils attendaient. Celui de M. le prince de Kaunitz a remis

1. V. sur ce personnage FARGES, *Recueil des Instructions... Pologne*, II, p. 295.

en passant à Berlin un paquet à M. de Swieten<sup>1</sup> qui a demandé une audience au roi de Prusse et qui en a envoyé le résultat par un second courrier. Je soupçonne que M. le prince de Kaunitz ne me fera aucune ouverture sur ces expéditions jusqu'à ce qu'il en ait rendu un compte détaillé à l'Impératrice et qu'il différera encore de quelques jours à en entretenir cette princesse à cause de son indisposition<sup>2</sup>. Si on s'en tient en attendant aux bruits qui courent, la Russie persévère dans ses dispositions et ne rabat rien de ce qu'elle a exigé des Turcs. Elle n'est cependant pas entièrement d'accord avec le roi de Prusse, qui porte fort loin le prix auquel il met son concours à maintenir les prétentions de Catherine II... L'agent du landgrave de Cassel, qui a eu communication de l'état des finances pour l'année 1770, s'est avisé de l'envoyer par la poste à sa cour. Le paquet a été ouvert ici, et, comme cet agent est sujet de l'Impératrice, il a été mandé pour savoir de qui il tenait les pièces dont il a fait l'envoi. J'ignore la réponse; mais je sais qu'on fait des recherches pour découvrir quel est le commis qui les a livrées. Tant que cette agitation durera, nous ne pourrons parvenir à ce que je désirerais pour avoir une connaissance plus parfaite des finances du pays, qui serait d'en avoir des états pour les années qui ont précédé 1770, afin de juger si l'accroissement peut se soutenir ou si la recette a été forcée. Les Confédérés de Bar sont arrivés aux confins de la Transylvanie. Ils m'ont fait solliciter de leur envoyer des secours pour subsister pendant la quarantaine. J'ai répondu que je n'étais pas en état par moi-même de fournir des fonds à près de 700 personnes et que je n'étais point autorisé à changer la destination de ceux de la Cour, qui étant d'ailleurs appliqués à la subsistance d'une troupe ne souffriraient aucun retard dans leur délivrance, que la seule chose

1. V. sur van Swieten *Introduction*, p. 64.

2. Cfr. *Introduction*, p. 50.

que je pourrais faire pour les obliger était de parler en leur faveur et d'obtenir des ordres du tribunal de la santé, pour qu'on les traitât avec humanité pendant leur séjour aux lazarets, et je les ai en effet recommandés au président du tribunal ».

*Lettre n° 66 de Durand au duc d'Aiguillon.* — « Vienne, le 10 janvier 1772. Hier M. le prince de Kaunitz me tira à part. Ce fut pour me dire qu'il y avait moins d'apparence de paix que jamais, que la Russie dans un discours étudié, mais dont les impressions ne lui en imposaient pas, demandait que, sans rien proposer de sa part aux Turcs, on les mit dans le cas de faire des offres, qu'elle se désistait cependant de la cession de la Moldavie et de la Valachie, mais que c'était à charge d'obtenir ailleurs un équivalent, que du reste elle persévérerait dans ses prétentions, surtout dans celle de maintenir les Tartares dans leur indépendance<sup>1</sup>, qu'elle en ajoutait même une nouvelle, dont il ne pouvait me faire la confidence, mais qui seule formerait une grande difficulté à lever, qu'il soupçonnait le roi de Prusse d'avoir conclu un nouveau traité avec Catherine II<sup>2</sup>, qu'il ignorait la qualité des engagements pris, que le remède à tout ceci ne pouvait être qu'une guerre, que dans l'état où l'on se trouvait, ce remède même était un mal redoutable, qu'avant de s'engager davantage il fallait réfléchir mûrement, puisque cette démarche aurait les plus grandes suites et que le système de l'Europe en pouvait être ébranlé. Je le remerciai de cette ouverture. J'observai que la guerre ne serait pas moins onéreuse à la Russie et à la Prusse qu'à la cour de Vienne et je répétais à plusieurs reprises, dans le dessein de voir, s'il me ferait un plus long mystère de ce que la Russie ajoute à ses premières demandes... ».

1. Cfr. FRÉDÉRIC II, *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg, 1763 jusqu'à la fin du partage de la Pologne, 1775*, dans les Œuvres historiques de Frédéric II, roi de Prusse, éd. Reuss, t. VI, p. 34.

2. Cfr. FRÉDÉRIC II, op. cit., p. 42.

*Lettre du prince Louis de Rohan au duc d'Aiguillon.* — Vienne, le 11 janvier 1772. Il fait part au duc d'Aiguillon de son arrivée à Vienne, des visites qu'il vient de faire aux princes de Kaunitz et de Colloredo<sup>1</sup> et de celles qu'il a reçues de ces ministres. « Le prince de Kaunitz surtout », remarque-t-il, « y a mis une grâce infinie ».

*Lettre n° 67 de Durand au duc d'Aiguillon.* — « Vienne, le 15 janvier 1772. M. le prince de Kaunitz m'a paru satisfait de ce que je lui ai dit de vos égards pour son sentiment au sujet des ouvertures faites par le roi de Prusse. Selon lui ce prince ne songe qu'à profiter des plus petites circonstances soit en politique, soit en guerre. Il ne déploie que dans cette partie un talent singulier, n'ayant d'ailleurs jamais de plan régulier soit de campagne, soit de négociation. J'ai profité du moment pour tirer de lui ce qu'il soupçonnait des engagements de ce prince envers la Russie. Il semblerait, selon ce qu'il m'en a dit, qu'il n'y aurait qu'une assurance contenue peut-être dans les lettres de Catherine II de se procurer à la cour de Berlin un accroissement de territoire. « Serait-ce », lui ai-je dit, « celui de Danzig ? » — « Je ne puis le croire », m'a-t-il répondu... La Généralité m'avait fait consulter par M. de Vioménil sur le projet qu'elle aurait d'engager la cour de Vienne à reconnaître de sa part un ministre et à rejeter celui que Stanislas-Auguste envoie ici. J'ai répondu que la première partie de ce projet était prématurée et que les circonstances seraient peut-être un peu plus favorables pour y travailler qu'à l'égard de la seconde. C'était une démarche qui ne pouvait avoir aucun succès... M. de Vioménil insiste sur le besoin urgent où il est d'une somme de 45.000 florins. M. de Bréa a bien voulu en faire les avances sur le quartier de janvier ».

*Lettre n° LVII du duc d'Aiguillon à Durand.* — « Versailles, le 18 janvier 1772. Nous apprenons de

1. Vice-chancelier de l'Empire.



Pétersbourg que la réponse de l'impératrice de Russie à Leurs Majestés Impériales doit être partie. Vous jugerez aisément de l'impatience avec laquelle nous attendrons l'avis de l'impression qu'elle aura faite à Vienne..... ».

*Lettre n° 68 de Durand au duc d'Aiguillon.* — « Vienne, le 18 janvier 1772. Si le roi de Prusse s'occupe des conditions essentielles de la paix, il cache à la cour de Vienne ses dispositions à cet égard ; car à s'en tenir aux insinuations réitérées de sa part, il voudrait non seulement persuader aux Turcs de faire la cession de la Crimée et des côtes voisines, mais il ne cesse de solliciter le ministère autrichien de joindre ses efforts aux siens pour terminer sur ce pied l'ouvrage de la pacification. Le motif de sa conduite en ce cas n'est point inconnu. Son unique allié est la Russie. Il veut tout sacrifier à son union avec elle et n'inspirer à Catherine II aucun dégoût pour son alliance... J'ai demandé à M. le prince de Kaunitz, si ce prince se disposait à remplir ses promesses et à évacuer la Pologne, conformément à la déclaration qu'il en avait faite ou s'il avait fait faire sur ce point quelques nouvelles insinuations à Leurs Majestés Impériales. M. le prince de Kaunitz m'a répondu que la cour de Berlin n'avait rien fait dire de nouveau à la sienne sur le séjour des troupes prussiennes en Pologne et qu'il fallait voir si les troupes russes les relèveraient... ».

*Lettre n° 1 du prince Louis de Rohan au duc d'Aiguillon* <sup>1</sup>. — « Vienne, le 20 janvier 1772. Je commence ma nouvelle carrière, Monsieur le Duc, par vous adresser la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire au Roi. J'en joins une pour vous, séparée de cette première dépêche, où j'en tre dans des détails plus particuliers. M. Durand m'a mis au fait la position actuelle, et il voudra bien me continuer ses bons offices pour me procurer tous

1. Citée en partie dans l'*Introduction*, p. 49.

les renseignements qui pourront contribuer à développer le plan de la négociation. Je ne vous apprendrai encore rien de nouveau. M. Durand vous a tout dit dans sa dernière dépêche. J'espère que ma correspondance sera plus nourrie et plus instructive, dès que j'aurai des rapports plus intimes et plus directs avec les ministres de cette cour et ceux du Roi en pays étrangers. Je ne vous présenterai aujourd'hui que le tableau que je me suis tracé à moi-même pour mon instruction, j'y ajouterai quelques idées qu'a fait naître un premier aperçu. Je vous demande vos conseils, Monsieur le Duc, et votre indulgence : c'est à vous à me guider. Si j'ai des succès, je vous les devrai.

Le moment présent est un moment de crise pour l'Europe. La Russie fière de ses avantages et, ne voulant point mettre de bornes à ses prétentions, continue une guerre désastreuse pour la Pologne qu'elle veut subjuguier ou asservir à ses volontés. Le roi de Prusse va sûrement se mêler de la querelle. Catherine II, peut-être malgré elle, a besoin de lui. Il le sait et il en profitera pour s'agrandir aux dépens de la Prusse polonaise. On parle déjà de son traité avec la cour de Pétersbourg. L'Angleterre est trop intimement liée avec la Russie pour ne pas lui donner en pareille circonstance des secours qui pourront procurer aux Anglais des établissements dans les Echelles du Levant, gêner notre commerce et peut-être l'y détruire. Le Turc, furieux et de ses défaites et des conditions qu'on exige pour une pacification, fera de nouveaux efforts pour amener la Russie à une paix plus honorable. La Maison d'Autriche ne souffrira certainement pas que les Russes s'établissent trop près des frontières de Hongrie ou augmentent une puissance déjà trop redoutable par le démembrement de plusieurs provinces soumises à la domination ottomane<sup>1</sup>. La France ne pourra s'empêcher

1. Cfr. *Introduction*, p. 64.

de prendre part à des événements qui doivent nécessairement influencer sur le système politique de l'Europe.

Je crois qu'en bonne politique la France, quoiqu'alliée de la Maison d'Autriche ne doit pas contribuer à son agrandissement, ni concourir à lui donner une prépondérance qu'elle ne partagerait certainement pas avec nous. D'un autre côté, ne serait-il pas plus dangereux de laisser prendre à la Russie trop d'ascendant dans les affaires d'Allemagne ? Si on lui fournit les occasions d'apprendre le secret de ses forces, si on lui permet de dicter des lois trop impérieuses à la Pologne et à la Porte, si on ne met pas un frein à l'ambition démesurée du roi de Prusse, si on n'aide pas la cour Impériale à faire contre-poids, n'est-il pas à craindre que l'équilibre de l'Europe ne se rompe, que nous ne voyions se consommer cette fameuse alliance du Nord, à laquelle la Russie travaille sans relâche et que nous sommes intéressés à empêcher ; que les Russes victorieux, mais qui manquent d'espèces, ne viennent à s'enrichir par le commerce combiné de la Mer Noire et de la Mer Blanche ? La faction russe et le parti anglais domineraient bientôt en Suède, les puissances du Nord deviendraient seules les arbitres de l'Allemagne, peut-être même la Maison d'Autriche se verrait forcée à n'y plus jouer qu'un rôle secondaire, sans que nous pussions en retirer aucun avantage. L'Angleterre triompherait, les Turcs humiliés ne nous pardonneraient jamais de ne nous être point opposés plus efficacement à leurs ennemis, et la France perdrait nécessairement cette haute considération qui l'a toujours fait regarder comme la première puissance de l'Europe.

L'Impératrice craint la guerre et la réputation du roi de Prusse ; cependant son parti paraît pris. Vienne et Constantinople sont peut-être déjà convenues de leurs faits par un traité particulier. Malgré l'épuisement de la Bohême et le mal-être de la Haute-Autriche, le trésor impérial a des fonds considérables ; les troupes autrichiennes sont en bon état, elles marquent de la

bonne volonté, et l'Empereur ne sera pas fâché de se trouver à la tête d'une armée ; les nuages qu'ont pu faire élever les sentiments particuliers du grand visir se dissiperont par le besoin mutuel de s'entraider. Il n'est pas à présumer que le ministère ottoman, se voyant à la veille d'être puissamment secouru, voudra sacrifier la gloire de la Porte à son attachement personnel pour les Russes.

Au reste, ce moment de guerre peut être très intéressant pour la France et la Maison de Bourbon. Vienne ou aura besoin de nous, ou sera fortement occupée. Ce sera l'occasion ou jamais de fixer invariablement l'état de la Maison de Bourbon en Italie, d'étendre peut-être nos limites du côté de la Flandre, mais surtout de tarir la source des prétentions de l'Empereur sur plusieurs états d'Italie. Il est bien essentiel d'arracher le plus tôt possible le germe des divisions qui naîtraient indubitablement, si le génie de ce prince, qui paraît se tourner vers le despotisme militaire, avait le temps de s'alimenter par l'inaction.

Si la Maison d'Autriche se déclare contre les Russes, ce sera sans doute en conséquence du nouveau traité qu'on présume fait avec la Porte. Ce traité ne nous ayant point été communiqué et se trouvant probablement tout à l'avantage des parties contractantes, nous pourrions, je crois, ne point concourir à son exécution. Le prince de Kaunitz a souvent dit à M. Durand que si la guerre devenait inévitable<sup>1</sup>, l'Empereur et l'Impératrice en soutiendraient le poids, sans rien exiger de nous. Je tâcherai de me faire encore répéter la même chose. Si ce propos, que je trouve un peu fier, se soutient par l'effet, nous ne participerons point aux calamités de la guerre, mais sans rester simples spectateurs. Ce sera le cas, comme je l'ai déjà remarqué, de veiller aux intérêts de la Maison de Bourbon, d'aider

1. Cfr. Adolf BERR, *Die erste Teilung Polens*, II, p. 151.

plus puissamment les Polonais et de nous les attacher encore plus étroitement par le secours que nous pourrions leur procurer.

Si cependant on requérait les 24.000 hommes ou les 8 millions <sup>1</sup>, ne serons-nous pas en droit d'exiger la communication du traité avec la Porte pour pouvoir décider notre conduite? Cette guerre avec la Russie n'ayant aucun rapport direct avec la France, ne pouvons-nous pas très aisément ne point nous y engager sans des conditions avantageuses? Il faut, je crois, nous garder surtout de n'y paraître précisément comme troupes auxiliaires : toute la gloire des succès rejallirait sur la cour impériale, et la Porte s'habituerait à donner à la cour de Vienne une prépondérance, dont la France a toujours joui à Constantinople. Pourquoi alors ne proposerions-nous pas d'employer notre contingent à agir offensivement contre la Russie en Pologne? Nous aurions par là le rôle principal; les Polonais, dont nous seconderions les efforts et qui nous seraient redevables de leur liberté, s'attacheraient de plus en plus à la France; le Grand Seigneur nous regarderait comme un allié nécessaire; Vienne serait forcée de nous ménager et de nous associer à ses avantages, et certainement alors la paix ne pourrait se conclure sans nous.

Je vous supplie, Monsieur le Duc, de me faire part de votre opinion sur ces premières idées, afin de puiser dans vos conseils le degré de force et de fermeté qu'il faudra mettre dans ma manière de traiter avec le prince de Kaunitz.

La cour d'Espagne demande qu'on envoie d'ici un ambassadeur à Naples. La reine annonce, dit-on, un esprit de domination qui inquiète <sup>2</sup>. L'ambassadeur d'Es-

1. Promis par les traités de Versailles de 1756 et de 1758.

2. Marie-Caroline, fille de Marie-Thérèse, épouse du roi Ferdinand de Naples. Cfr. ANRETH, *Briefe der Kaiserin Maria Theresia an ihre Kinder und Freunde*, I, p. 26; III, p. 56.

pagne m'a dit hier qu'on lui mandait de Madrid que cette demande était concertée avec la cour de France et m'a prié de me joindre à lui. Je lui ai répondu que je n'étais point encore instruit des intentions du Roi, mais que sa parole suffisait pour m'autoriser à agir de concert. Le caractère respectable de M. Mahoni a dû, je crois, Monsieur le Duc, me dicter cette réponse ; cependant je ne me presserai pas pour pouvoir apprendre de vous la manière dont je dois me conduire.

Je vais incessamment faire les recherches qui pourront me mettre à portée de vous donner le plus tôt possible des mémoires détaillés et exacts sur l'état intérieur de la monarchie autrichienne, sur celui de ses forces militaires ainsi que de ses ressources. Je tâcherai de vous faire connaître les principaux ministres de cette cour et ceux des cours étrangères qui peuvent avoir quelque influence dans les affaires. Enfin, Monsieur le Duc, je n'épargnerai rien pour remplir avec zèle les fonctions que le Roi a bien voulu me confier et vous donner des preuves du désir que j'aurai toujours de mériter votre amitié et de vous convaincre du sincère et parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Duc, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le prince LOUIS DE ROHAN, coadjuteur.

P. S. Monsieur le Duc sait que l'Empereur a parcouru la Bohême pour tâcher de découvrir les causes de la disette qui désole ce royaume et y apporter des prompts remèdes<sup>1</sup>. Qu'a produit cette éclatante démarche ? Rien<sup>2</sup>. Les chefs des dicasters assemblés et instruits par l'Empereur même depuis son retour n'ont pu se réunir sur les moyens à prendre. Le prince vou-

1. Cfr. la lettre de Marie-Thérèse à Marie-Antoinette, du 31 octobre 1771.

2. Cfr. ARNETH, *Briefe der Kaiserin Maria Theresia an ihre Kinder und Freunde*, I, p. 80.

lait qu'on remit au capitaine de chaque cercle la quantité de blé nécessaire pour nourrir les habitants et ensemençer les terres, en les chargeant de vendre la denrée au prix comptant. On a répondu que ce n'était pas le manque de denrées, mais le défaut de circulation d'espèces qui occasionnerait la grande disette, et on apportait pour preuve sans réplique que sur presque tous les marchés il restait toujours des blés qui ne se vendaient pas, faute d'argent. L'Empereur, qui n'aime pas à être contrarié dans ce qu'il propose, a pris de l'humeur et forcé de céder, parce qu'il ne peut en cas pareil employer la voie de l'autorité, il ne veut plus entendre parler de cet important objet. Tel est, dit-on, son caractère : il entreprend d'abord avec ardeur ; les obstacles l'irritent et le rebutent. Ne connaissant que la force et n'agissant que d'après ses propres lumières il aime souvent mieux s'arrêter que de prendre conseil et de suivre les avis de personnes qui pourraient le diriger ou l'éclairer.

La cour de Vienne a traité assez favorablement les Confédérés de Bar. Le président du tribunal de la santé, que M. Durand a sollicité en leur faveur, nous a assuré que suivant les ordres de l'Impératrice, ces Confédérés, au nombre de 700, seront reçus à la quarantaine, qu'il leur sera fourni des vivres et même de l'argent et qu'après avoir satisfait aux lois de la contumace, ils auraient la liberté de passer par la Hongrie pour se rendre où ils jugeraient à propos.

P. S. du 23 janvier. Ayant appris que M. de Vioménil allait envoyer deux officiers de confiance à Vienne et qu'ils seraient porteurs de dépêches pour la cour, j'ai cru devoir suspendre le départ du courrier : MM. d'Elliot et Laroche viennent d'arriver. Monsieur le Duc verra par la dépêche de M. de Vioménil la position actuelle des Confédérés. MM. d'Elliot et Laroche vont repartir avec l'argent, dont M. Durand a eu l'honneur de vous parler dans ses dernières dépêches et dont M. Bréa a bien voulu faire les avances.

Monsieur le Duc trouvera ci-joint deux paquets à son adresse, un à celle de M. de Boynes <sup>1</sup> et une lettre de M. de Vioménil à M. de Monteynard <sup>2</sup> ».

*Lettre du prince de Rohan à Louis XV.* — « Sire, La saison, les mauvais chemins et les accidents inséparables d'une longue route ne m'ont permis d'arriver à Vienne que le 10 de ce mois. Le 11 j'ai vu le ministre de l'Empereur <sup>3</sup> et celui de l'Impératrice <sup>4</sup>. Ils m'ont rendu leur visite le même jour. Le 12, l'Empereur a bien voulu me donner son audience ; je n'ai pu avoir que hier celle de l'Impératrice. La suite d'un rhume, dont, Dieu merci, il ne reste plus de trace, a été cause de cet intervalle.

L'Empereur m'a chargé de marquer à Votre Majesté combien il était sensible aux sentiments que je lui exprimais de sa part, de l'assurer que l'alliance lui était précieuse, que l'intérêt des deux couronnes était tellement lié et confondu qu'il le regardait comme devenu le même, que c'était l'ouvrage de Votre Majesté et de l'Impératrice ; ensuite il m'a demandé des nouvelles de la santé de Votre Majesté. Je lui ai dit que pour notre bonheur elle était constamment bonne. Après un instant de silence, l'Empereur m'a fait quelques questions sur l'âge et la santé de la famille royale ; il m'a dit qu'il espérait que Votre Majesté était contente de Madame la Dauphine, et changeant assez promptement de conversation il l'a portée sur des objets moraux et en a choisi un qui m'a étonné : le malheur d'être pour commander les hommes. La discussion a été assez longue ; l'Empereur soutenait son avis avec chaleur ; cependant j'ose dire que j'ai terminé avec avantage en lui faisant le portrait d'un roi chéri par ses peuples et dont le cœur est si connu de ses sujets que rien ne peut alté-

1. Ministre de la marine.

2. Ministre de la guerre.

3. Le prince Colloredo.

4. Le prince de Kaunitz.



rer l'amour dont ils sont pénétrés, de sorte que si des circonstances inévitables amenaient des moments un peu fatigants pour eux, ce même amour les ferait supporter sans murmure. Qu'il est doux, Sire, de présenter sous ces traits le tableau de son maître !

La conversation avec l'Impératrice a été assez longue. Elle a commencé par exprimer les sentiments dont elle est pénétrée pour Votre Majesté ; elle m'a peint avec vivacité son attachement à l'alliance, combien elle était nécessaire à l'intérêt des deux couronnes. Elle m'a parlé de son amour pour Monsieur le prince de Kaunitz en me disant qu'il avait toute sa confiance et qu'elle lui avait de grandes obligations. Elle m'a ajouté qu'elle désirait que sa froidure ne me prévint pas contre lui. Je lui ai dit que je ne pouvais mieux répondre qu'en lui faisant le récit fidèle de ce qui s'était passé à ma première entrevue avec M. de Kaunitz, que le ministre y avait été d'une prévenance telle que je n'avais pu m'empêcher de lui en marquer ma sensibilité et ma reconnaissance, que n'ayant jamais eu occasion de connaître M. le prince de Kaunitz à Paris et n'ayant pu le juger que par ouï-dire, que j'avais été touché de la réception qu'il m'avait faite, qu'après le premier moment donné à l'importance de nos deux caractères il m'avait avoué que mon extérieur lui confirmant le bien qu'on lui avait dit de moi il sentait naître une sympathie, dont il me faisait l'aveu avec confiance, qu'il espérait mériter mon amitié et que dès ce moment il cédait à l'attrait que je lui inspirais et m'assurait que dans tous les instants je pouvais m'adresser à lui et que je trouverais un honnête homme qui se ferait une loi de me parler en ami toutes les fois que je le voudrais et qu'il avait trop de probité pour manquer à un tel engagement. L'Impératrice m'a répondu qu'elle lui en savait très bon gré et « *je vous charge, mon prince* » (ce sont ses propres expressions), « *de le témoigner de ma part* ». Elle m'a parlé ensuite avec détail de Madame la Dauphine et du désir qu'elle a qu'elle satisfasse Votre

Majesté sous tous les rapports et surtout en témoignant égard aux personnes que Votre Majesté distingue et honore de ses bontés, que ce devait être là sa première loi, et faisant tomber la conversation sur le mérite de Monsieur le duc d'Aiguillon, elle a dit que les affaires confiées à d'aussi bonnes mains ne pouvaient avoir que le meilleur succès. C'est ainsi que m'en avaient déjà parlé l'Empereur et le prince de Kaunitz. L'Impératrice n'a pu me taire son inquiétude sur l'accord des puissances du Nord et combien de grands succès de la Russie la *tourmentaient*. Je lui ai répondu que Votre Majesté voyait avec le plus vif intérêt des circonstances si critiques et j'ose dire que sans manquer au respect que je devais, j'ai fait sentir combien est grande la supériorité de la France qui ne peut jamais être environnée d'ennemis capables de lui faire éprouver la même crainte.

Je crois, avant de finir, devoir dire à Votre Majesté que M. Durand a su se concilier ici une estime générale ; comme ministre plénipotentiaire de Votre Majesté il jouit d'une considération due à son caractère ; mais son mérite personnel y a ajouté, s'il est possible, des nuances qui lui procurent des distinctions très flatteuses. Je profite de ses conseils ; son expérience lui donne des droits que j'aime à reconnaître.

J'ai rendu à Votre Majesté le compte fidèle des premiers pas faits dans une carrière nouvelle pour moi et dans laquelle je travaillerai avec zèle. C'est le seul mérite que je me connaisse et c'est avec confiance que j'en porte l'hommage aux pieds de mon maître. Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté le très humble, très soumis et très fidèle sujet, le prince Louis de Rohan, coadjuteur de Strasbourg.

De Vienne, le 20 janvier 1772 ».

*Lettre n° LVIII du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 64 de Durand.* — « Versailles, le 21 janvier 1772. Il est assez naturel de présumer que l'arrivée de

la réponse de la cour de Russie<sup>1</sup> achèvera de décider les arrangements et les préparatifs de la cour de Vienne, d'autant qu'on ne peut, ce semble, douter que l'impératrice de Russie n'ait pris le temps de consulter le roi de Prusse sur son nouvel écrit et qu'on peut le regarder comme étant dicté par ce prince ».

Le duc d'Aiguillon approuve ensuite la conduite de Durand à l'égard de Pulawski.

*Lettre n° LIX du duc d'Aiguillon en réponse aux lettres n°s 65 et 66 de Durand.* — « Versailles, le 22 janvier 1772. Comme je vois par une lettre que m'écrit M. le prince Louis de Rohan qu'il est arrivé à Vienne, je me réserve de lui mander la façon de penser du Roi sur les différents détails contenus dans vos lettres, lorsqu'il aura rendu compte de ses premières conférences avec M. le prince de Kaunitz. Nous sommes bien persuadés qu'il n'aura rien négligé pour pénétrer le secret de la proposition nouvelle que la Russie doit avoir mise en avant et relativement à laquelle nous n'avons aucune notion qui puisse aider nos conjectures ».

*Lettre n° 2 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.* — Vienne, le 29 janvier 1772. Tous les officiers qui sont ici ont eu ordre de rejoindre leurs régiments pour la fin du mois. Les ingénieurs employés à reconnaître le pays vers les frontières de la Moldavie et de la Pologne aux environs de Kaschau et à y ouvrir des marches viennent d'être mandés à la cour. Il passe pour constant que M. de Laudon commandera en Hongrie et que ses équipages sont prêts... M. le comte de Potocki<sup>2</sup> me dit hier avant son départ pour la Hongrie qu'on lui mandait de la Généralité que le roi de Pologne faisait lever 20.000 hommes dans ses économies pour les joindre aux Russes, que le roi de Prusse éten-

1. Cfr. Adolf BEER, *Die erste Theilung Polens II*, p. 143.

2. Cfr. *Introduction*, p. 12.

daît sans cesse son cordon par 150 hommes dans les lieux un peu considérables et que les prisonniers confédérés ont été conduits à Riga...

Le prince Hildburghausen<sup>1</sup> continue à traiter avec l'Impératrice des affaires présentes. Son caractère impétueux et ardent s'impatiente de l'espèce de léthargie, dans laquelle le ministère autrichien paraît enseveli. Il voit le roi de Prusse se mettre en état de tout entreprendre et il accuse M. le prince de Kaunitz de lenteur et d'aversion pour le travail. L'Impératrice l'écoute, mais ne lui confie pas, à ce qu'il paraît, les vrais motifs de la conduite de son ministère. Sans être encore bien initié dans les mystères de ce cabinet, il m'a paru que l'Impératrice voulait qu'on tentât tout pour éviter la guerre. Elle en craint les événements, et le seul nom du roi de Prusse est un épouvantail qui la fait frissonner. Les impressions profondes occasionnées par les secousses de la guerre dernière semblent avoir laissé subsister dans cette âme, si grande d'ailleurs, une espèce d'ébranlement qui diminue nécessairement l'énergie de son caractère. M. le prince de Kaunitz, qui aime ses aises et qui veut s'éviter de grands embarras, se prête volontiers aux désirs de sa souveraine. De là cette inaction qui a droit d'étonner, de là tous ces tempéraments qu'on imagine pour n'en point venir à une rupture. Mais si l'éclat devient nécessaire, la cour de Vienne aura à se reprocher de n'avoir pas saisi le moment. La Russie a eu le temps de se précautionner, et le roi de Prusse s'est ménagé des ressources. On sait ici que ce monarque a fait battre et répandre en Pologne des ducats de Hollande marqués 1768, sur lesquels il y a un déchet de six pour cent... On a dépêché samedi dernier un courrier à Pétersbourg<sup>2</sup>. Il passera par Berlin. Il est sans doute porteur des der-

1. Cfr. *Introduction*, p. 42.

2. Cfr. Adolf BEER, *Die erste Teilung Polens*, II, p. 153.

nières dispositions de la cour de Vienne. On ne doit pas tarder à savoir le parti qu'elle prendra...

Le prince de Kaunitz me témoigne amitié et confiance en société; je me flatte qu'il en usera de même en affaires. Quoique les démêlés actuels ne nous intéressent pas directement, j'imagine que, comme alliée, la cour de Vienne ne voudra pas nous laisser ignorer ce qu'elle se propose de faire pour le bien général. Son silence en pareille circonstance annoncerait une défiance que nous ne méritons pas; et, sans vouloir pénétrer les secrets de sa politique, il en est qu'elle ne doit pas nous cacher, ou l'alliance n'est plus qu'un vain nom ».

*Lettre n° LX du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 67 de Durand.* — « Versailles, le 29 janvier 1772. Nous sommes assez portés à penser comme M. le prince de Kaunitz que la marche du roi de Prusse est très difficile à saisir et à suivre soit dans la guerre, soit dans les négociations; mais la question intéressante est maintenant de savoir, si le but auquel il tend par des moyens quelconques est en effet un accroissement de territoire. Le propos du ministre autrichien semble tendre à résoudre la question affirmativement, s'il ne laissait pas subsister quelque doute relativement à la nature de l'engagement qui peut exister entre la cour de Pétersbourg et celle de Berlin. Au surplus il ne serait pas hors de l'ordre des possibilités que Danzig fût englobé dans le lot du roi de Prusse de la malheureuse Pologne. La défiance que M. de Kaunitz vous a marquée des dispositions de la Porte nous paraît inconcevable après la confiance que la cour de Vienne nous a faite en des termes où elle en était avec le Grand Seigneur. Il est très intéressant, Monsieur, d'approfondir la source d'une pareille variation. La conduite personnelle de Muzun Oglon, depuis que la guerre est déclarée, paraît devoir effacer les impressions que sa conduite antérieure avait pu donner... Nous ne pouvons qu'approuver la

réponse que vous avez faite à M. de Vioménil sur les démarches que la Généralité se proposait de faire auprès de la cour de Vienne. C'est passer bien rapidement du désespoir à une confiance excessive. Les choses ne paraissent pas encore au point de maturité qui pourrait engager Leurs Majestés Impériales à traiter d'une manière quelconque avec les Confédérés sur de pareilles matières. Je répondrai par une lettre particulière à l'objet des avances que le sieur de Bréa a faites pour M. le baron de Vioménil ».

(*A suivre*).

D<sup>r</sup> L. EHRHARD.

---

SUR  
LA FONDATION A MULHOUSE  
DE LA  
FEUILLE DES JEUNES NATURALISTES  
~~~~~  
NOTES ET SOUVENIRS

C'est d'une œuvre d'origine alsacienne que nous venons entretenir aujourd'hui les lecteurs de la *Revue*.

La *Feuille des jeunes naturalistes* est née à Mulhouse en 1870, trois mois avant la terrible tourmente qui a balayé tant d'œuvres et brisé tant d'existences. Elle est due à l'initiative de deux jeunes gens de 18 ans, Ernest Dollfus et Maurice Hofer, qui avaient su faire partager leur goût ardent pour les sciences naturelles à de nombreux amis Mulhousois dont plusieurs s'occupèrent activement avec eux de la direction du journal ; citons notamment MM. Eugène Engel, Gustave Weiss, Auguste Kœchlin qui faisaient partie du comité de rédaction et ont secondé par leurs conseils, après la mort de leurs amis, ceux qui ont été appelés à leur succéder.

Qu'il nous soit permis de nous reporter à ces années déjà bien éloignées, de raviver ces souvenirs à peine estompés par le temps, tant ils sont encore présents à notre mémoire, et de fixer ici la genèse de cette *Feuille* qui répondait à un besoin réel, fort bien compris par ses jeunes fondateurs. Ceux qui ont suivi le développe-

ment de leur œuvre de propagande scientifique, savent l'empreinte profonde dont ils l'ont marquée pendant leur vie si courte, et se reportent volontiers à la lecture de ces premiers numéros, si pleins d'entrain et d'ardeur communicative.

Ernest Dollfus était avant tout un excellent observateur, un esprit réfléchi, à la fois très précis et très sincère. Il avait, dès son enfance, adopté une méthode de travail excellente, et en nous reportant à ses carnets de notes, nous sommes surpris de voir le nombre des faits observés, la pensée philosophique qui s'en dégage, la joie qu'il éprouve à faire part à ses amis des études ainsi faites ; il est leur guide dans leurs débuts en histoire naturelle, provoquant et dirigeant leurs observations. Dès l'âge de 14 ans, il écrivait à son camarade : « J'ai tant étudié le premier volume des Insectes de Chenu que je le sais presque par cœur ». Trois ans après, en 1869, il disait à un ami pour le gagner à l'histoire naturelle : « Marque tes observations et fais-les moi parvenir. Je chercherai à y répondre, nous les discuterons et nous avancerons ainsi bien plus vite. Plus il y en aura et plus cela me fera plaisir. Ecris-les quelles qu'elles soient, à mesure qu'elles te viennent à l'esprit ; c'est là ce que j'ai fait aussi pour les notes que tu vas lire ».

Quel était à ce moment-là l'état de l'histoire naturelle en France, en dehors des centres universitaires ? Un petit nombre de travailleurs isolés publiaient, généralement dans un bulletin de Société, des travaux souvent très méritants et qui servent encore de base à nos connaissances sur l'histoire naturelle régionale ¹. A côté d'eux, de jeunes collectionneurs, ramassant des insectes et des plantes, qu'ils mettaient du reste au même rang que les timbres-poste, sans autre désir que

1. Ernest Dollfus avait une profonde reconnaissance aux naturalistes qui l'ont aidé dans ses débuts ou même dans ses travaux postérieurs, tels que MM. Oscar Kœchlin, Faudel, Dr Puton, etc.

celui de posséder quelque sujet rare ; ces collectionneurs, sans moyens d'entrer en relations les uns avec les autres, ne faisaient guère d'échanges, et bientôt leur zèle se refroidissait et leurs collections allaient se perdre dans quelque grenier. Le mot de *biologie* était inconnu de presque tous ces amateurs, et pourtant est-il rien de plus captivant que ces manifestations de la vie qui nous entoure ? Que ces formes innombrables dont nous pouvons aujourd'hui suivre souvent l'évolution, ces modifications incessantes dûes à des causes diverses et qui bouleversent nos anciennes idées sur la stabilité des caractères spécifiques, ces lois naturelles que nous arrivons, trop lentement ! à débrouiller et dont quelques-unes, mises en évidence par des travaux retentissants, ont eu une si puissante influence sur les connaissances humaines générales ? Tout cela, Ernest Dollfus le sentait avec ardeur, avec l'enthousiasme provoqué par ses études dans la nature. Ces recherches, très poussées sur des sujets spéciaux, ne nuisaient en rien, bien au contraire, à une compréhension large et élevée de la nature dans laquelle il aimait tant à vivre ; dans ses promenades, il jouissait autant du détail des faits observés que de l'ensemble, et ses réflexions lui faisaient apprécier, en véritable artiste, ces paysages intimes de notre belle plaine d'Alsace avec leur vaste horizon de montagnes dont les tons délicats donnent aux lointains un charme si particulier et une si merveilleuse finesse.

« Je suis content de bien peu de chose, écrivait-il en rentrant d'une promenade d'automne aux bords de la Doller ; voici un petit pont, un ruisseau qui coule en roulant ses cailloux, une petite écluse, quelques vieux chênes déchirés, tourmentés, pittoresques, un marais en miniature, de l'herbe, quelques fleurs, un peu d'ombre ; voilà à quoi se bornent mes exigences ; quel plaisir à s'en aller, joyeux comme l'alouette qui s'envole du sillon, libre comme elle d'errer où la folle du logis vous mène ; mais on s'arrête bien vite, on trouve un endroit paisible comme celui que je viens de

décrire et on s'y établit pour y passer des heures entières couché sur l'herbe, à étudier ce petit univers, parcelle de l'infini, à assister à ces drames qui se déroulent devant soi, à méditer sur le vol des oiseaux, sur l'objet de ses pensées, sur la vie, sur l'éternité et sur tant d'autres sujets ; c'est là le bonheur » !

Il savait, suivant l'expression d'un des collaborateurs de la *Feuille*, faire « un kilomètre en trois heures » et en tirer grand profit ; il est vrai que les jouissances du vélosport n'existaient pas encore et l'on ignorait les records de vitesse entre jeunes gens. Cela ne l'empêchait nullement, non plus que son ami Maurice, d'être de très vaillants excursionnistes, et les belles courses de montagnes, surtout dans nos Vosges, n'avaient pas de plus fervent adepte qu'eux. Marcher sac au dos, avec une bonne provision de récipients pour les récoltes et un carnet de notes en poche, était pour les deux amis le plus salulaire des exercices ; jamais ils n'ont connu l'ennui, cet éternel et malfaisant ennemi des natures même les plus intelligentes, lorsqu'elles ne savent pas trouver l'emploi de leurs capacités. L'ennui n'existe pas pour le naturaliste ; dans une des lettres citées plus haut, nous relevons la phrase suivante : « Je ne puis m'empêcher de penser que cette récréation, qui est plus qu'une récréation, est souvent la meilleure, la plus utile et la plus intéressante. Pas une minute de notre plus grand ennemi : « l'ennui ». Et cependant, chose étrange, ce plaisir n'appartient qu'à bien peu de personnes ». C'est une des principales considérations qui devraient pousser les parents à éveiller et à entretenir chez leurs enfants ces goûts précieux d'observation, voire même de collections d'histoire naturelle, car l'une ne va guère sans l'autre, et les collections de ce genre, lorsqu'elles sont faites avec soin et avec d'autres idées que celles de la possession, sont l'une des meilleures écoles de méthode et d'ordre que l'on puisse imaginer.

Si les jeunes naturalistes français étaient encore bien.

dépourvus de liens communs en France, en 1870, il n'en était pas de même en Angleterre, où, sous l'influence des Wood, des Smiles, etc., l'histoire naturelle était déjà très populaire parmi la jeunesse. Nous ne serions pas surpris qu'actuellement ce soit notre pays qui l'emporte à cet égard sur notre voisin d'outre-Manche, mais il n'en était pas ainsi à l'époque dont nous nous occupons : les microscopes à bon marché étaient alors à la portée de tous les écoliers, leur facilitant les observations; les livres élémentaires abondaient et étaient généralement accompagnés de nombreuses figures et conçus avec ces idées pratiques qui sont l'une des grandes qualités anglaises. Les jeunes gens se groupaient volontiers en petites sociétés ou « Field-Clubs », faisaient ensemble des excursions, des échanges, se communiquaient leurs observations au grand bénéfice de tous, et ce mouvement était fort encouragé par leurs parents et leurs maîtres.

Une connaissance approfondie de la langue anglaise avait mis de bonne heure Ernest Dollfus en communication avec plusieurs de ces Sociétés; il entretenait une correspondance active avec le directeur du Collège de Taunton, le Rev. Tuckwell (aujourd'hui en retraite, après avoir dirigé la grande Ecole de Rugby), esprit distingué qui venait de créer un petit journal d'observation scientifique à la portée de la jeunesse, journal auquel il avait donné le titre original de « *Eyes and no Eyes*, Yeux et pas d'yeux ». Nous croyons que cette correspondance n'a pas été sans influence sur les idées des organisateurs de la *Feuille*; elle a certainement servi à les préciser et à leur montrer l'utilité qu'il y aurait à créer en France un organe analogue qui servirait à grouper les observations de ces jeunes débutants, à stimuler leurs travaux, à les mettre en rapports par des échanges les uns avec les autres, et à les tirer ainsi de cet isolement qui lassait les plus vaillants d'entre eux.

Le projet était hardi; il pouvait demeurer sans écho : « *Tentanda omnia* », disait leur première circulaire qui

fut adressée aux camarades des lycées et collèges de France en avril 1870. Plus de 150 réponses vinrent aussitôt montrer au jeune Comité de rédaction qu'il ne faisait pas fausse route ; la plupart de ces lettres étaient conçues en termes fort chaleureux, et le lien qui devait unir toutes ces bonnes volontés ne tarda pas à se nouer.

Dans la pensée des fondateurs de la *Feuille*, tous ceux qui s'intéressaient à leur œuvre devaient former une seule et grande famille. « Cette pensée fut comprise de bonne heure par les premiers adhérents, ainsi que le dit M. Ch. Langrand, dans la notice qu'il a consacrée à son ami Ernest Dollfus, et c'est un spectacle à la fois intéressant et touchant de voir des relations amicales, presque intimes, établies tout à coup entre jeunes gens qui ne se connaissaient pas auparavant et ne se voyaient pas ».

Maurice Hofer comme son ami, méditait la nature en philosophe : « Combien de jeunes gens, disait-il, dans une de ses lettres, ne comprennent pas qu'il faut avoir été longtemps larve pour devenir insecte parfait ! Aujourd'hui plus que jamais, il faut avoir longtemps et assidûment nourri son intelligence entre quatre murs pour jouir de la vie et être un homme instruit et propre à l'action ».

La volonté, l'action, la haine des théories vides et inutiles et le profond amour de la vérité, tels étaient les grands moteurs de ces jeunes esprits qui, chacun avec ses connaissances spéciales (Maurice Hofer se destinait à la médecine) et des vues de détail souvent différentes, étaient si bien faits pour se comprendre et pour rayonner autour d'eux.

Le 27 décembre 1869, par un de ces beaux hivers d'Alsace, où la neige, la vraie neige éblouissante craque au pied et scintille au soleil, Ernest Dollfus avait repris sa promenade favorite : « Je veux absolument jouir, autant que possible par ce temps, de ma forêt, et je

prends le chemin qui mène à la Doller. Quel triste spectacle que ces acacias dénudés, entremêlés de chênes au brun feuillage, qui font entendre un bruissement mélancolique, et à mes pieds une route blanche de neige à peine foulée par quelques pieds d'hommes, et sous ce trompeur linceul de neige, des ornières profondes, pleines d'une eau à peine gelée. Pas un son, rien, rien ! Je suis seul avec moi-même : *this is solitude* ! Oh ! cette influence des causes extérieures sur notre être moral ! Sans le vouloir, je me laisse envahir par une sombre tristesse ; je songe à bien des chagrins passés et futurs, aux mille déceptions qui composent la vie, à la triste situation de l'homme, obligé de combattre pendant tout le temps qu'il vit, et puis, quoi ? Mais c'est alors que je reconnais cet immense et précieux avantage de la volonté, qui fait de nous *des hommes, des individus, en nous permettant de réagir* contre toutes les impressions qui nous rendraient malheureux par une cause tout à fait indépendante de nous et de notre être ».

Cette grande influence de la volonté, la fin de sa vie allait nous en donner une preuve décisive.

Après la grande crise, après le départ d'Alsace et l'adieu définitif au pays qu'ils aimaient tant, et bien que leur santé ait été profondément atteinte, on retrouve les deux amis solides au poste. Pas un instant, la pensée ne leur était venue d'abandonner leur œuvre : « Nous avons une sorte de responsabilité et de devoir à l'égard de nos abonnés et de l'entreprise elle-même ; nous avons un but bien arrêté en commençant, nous nous en approchons de jour en jour, il faut continuer ». Une autre fois, Ernest Dollfus écrivait : « Plus la *Feuille* me donne à travailler et plus je la chéris, car j'ai la conviction que c'est une œuvre utile ».

Après une interruption forcée de quelques mois, la publication fut donc reprise, avec le concours dévoué de M. Eug. Engel, et la rédaction transportée de Mulhouse à Paris.

Cependant la maladie de cœur qui devait emporter Ernest Dollfus au printemps de 1872, s'aggravait sans rien lui enlever de son énergie morale : ses études de droit qu'il poursuivait avec succès ne l'empêchaient pas d'entretenir l'active correspondance nécessaire à la rédaction du journal et il y joignait ses travaux approfondis sur diverses questions d'histoire naturelle : ses recherches sur les Helminthes des Insectes et des Invertébrés en général qu'il avait entreprises quatre mois avant sa mort sont un travail très important, qui est malheureusement resté inédit¹ ; on peut le considérer comme un résumé complet de l'état de la question à cette époque et il y a joint un grand nombre d'études originales qui témoignent de la netteté de son esprit observateur.

Il était conscient de la gravité de son état, et, sentant venir sa fin, il demanda à être transporté au Havre pour y revoir la mer qu'il avait tant aimée. Quelques heures avant sa mort, entre deux crises, il mettait, et sans émotion apparente, la dernière main à la composition du numéro qu'il ne devait pas voir paraître.

Maurice Hofer ne survécut qu'un an à la mort de son ami, mais cette année ne fut pas perdue pour la *Feuille* ; l'activité du jeune directeur ne se démentit pas. Aux membres de l'ancien comité qui étaient venus habiter Paris, s'adjoignirent deux membres nouveaux qui avaient été attirés par la conception élevée de l'œuvre entreprise : MM. Ch. Langrand et Jules de Gaulle, ce dernier membre de la *Société entomologique de France*, et leurs conseils furent très précieux pour ceux qui avaient pris à cœur de continuer cette publication qui leur était devenu si chère.

Nous n'avons pas ici à suivre le chemin parcouru depuis trente ans, la réalisation de quelques-uns des *desiderata* des fondateurs de la *Feuille*, la création de

1. Les notes sont déposées à la bibliothèque de la *Feuille des jeunes Naturalistes*.

la vaste bibliothèque d'histoire naturelle dont Maurice Hofer avait conçu le projet et qui a prêté plus de 5.000 volumes scientifiques à ses lecteurs dans les différentes parties de la France.

Constatons seulement que la *Feuille* a toujours conservé ce caractère qu'elle avait au début, d'être une œuvre collective d'observation scientifique, ouverte à tous ceux qui désirent travailler.

ADRIEN DOLLFUS.

SOLDATS ALSACIENS

III

Le capitaine Mann, d'Oberhergheim

(1759-1822).

En examinant les états de service du brave alsacien dont on vient de lire le nom, le général Cavaignac s'écria : « Cet homme aurait dû devenir général » !

Mais comme bien d'autres héros des guerres de la Révolution et de l'Empire, Michel Léger Mann était sans instruction : ce qui devait l'empêcher d'arriver aux étoiles que sa bravoure certes auraient méritées. On va en juger.

Un coup de tête le décida, dit-on, à entrer dans la carrière où il devait s'illustrer. Un jour, son curé eut à le réprimander publiquement. Mann quitte son village et court s'engager au 17^e dragons, ancien régiment de Schomberg, qui comprenait un grand nombre de nos compatriotes.

Des premières années de service de Mann on n'a gardé aucun souvenir. Mais voici que commencent la grande guerre et les héroïques chevauchées de la cavalerie française à travers l'Europe.

Le régiment de Mann entre en campagne un des premiers. Bientôt notre dragon sort des rangs : briga-

dier le 11 prairial an II (mai 1793), il donne partout des preuves de bravoure et d'intrépidité.

« A l'affaire de Nieder-Ottenbach il tue un hussard et emmène son cheval. A l'attaque de Wegersheim ¹, il tue quatre fantassins du corps de Rohan et reçoit deux coups de feu. La veille de la prise de Lauterbourg il tue un hussard autrichien, prend son cheval et arrache un dragon du 11^e régiment des mains de l'ennemi.

« A Frankenthal il prend un dragon ennemi avec son cheval, retourne au combat, tombe sur un corps d'infanterie, le disperse et s'empare du cheval du commandant ».

« Tous ces faits, ajoute le narrateur, se passèrent sous les yeux des camarades de Mann qui, pénétrés d'admiration pour son courage et sa modestie, lui accordèrent ² les témoignages les plus honorables de leur estime » ³.

Aussi la Convention, à la séance du 23 thermidor suivant (12 août), ratifia la nomination de Michel Léger Mann à une sous-lieutenance vacante dans son régiment.

Ses blessures (un coup de sabre sur la tête, un autre dans le flanc droit) le mettent à pied (26 nivôse an III) pour un assez long temps. Dès qu'il peut rejoindre son régiment, il se distingue par de nouvelles actions d'éclat. Voici comment son brevet de lieutenant — il est nommé à l'ancienneté le 1^{er} frimaire an XI — raconte, dans le style particulier de ces sortes de documents, les *campagnes, actions, blessures* de Michel Léger Mann :

1. A Weyersheim près Strasbourg, dit le certificat que nous citerons plus loin. D'après ce dernier document, Mann à cette affaire « avait traversé la rivière à la nage, tué six soldats autrichiens et fait prisonnier un caporal ».

2. Par un certificat détaillé, daté de Pont-à-Mousson, 16 vendémiaire an XI, dont j'ai une copie sous les yeux.

3. Capitaine CHOPPIN, *La cavalerie française* (Paris, 1893, in-4°, p. 408).

« Il a tué partiellement à l'ennemi (sic) ; pris 13 et 19 chevaux..., 2 pièces de canon, six canonniers et huit chevaux, avec quelques camarades animés par son exemple ; a tué un commandant autrichien près Mannheim et a ramené son cheval. S'est distingué aux différents passages du Rhin ».

Aussi Napoléon qui se connaissait en hommes, à sa première distribution solennelle de croix de la Légion d'honneur, en messidor an XII (1804) est heureux de la placer sur la poitrine de notre brave alsacien, qui dut rendre à cette occasion le sabre d'honneur qui lui avait été décerné précédemment. Une grave blessure reçue à Austerlitz l'année suivante (un coup de feu à la cuisse) met Michel Léger Mann « dans le cas d'invalidité absolue », atteste le chirurgien ; et avec les regrets que l'on devine, il s'en revient boitant au village natal, manger tristement sa solde de retraite, après 47 ans et 1 mois de services, soit « 14 campagnes de guerre, les neuf dernières comptant double, celle de l'an XIV triple ».

Mais sa blessure se guérit assez pour lui permettre de retourner à l'armée où il est rappelé avec le grade de capitaine, en 1809, « dans les grenadiers du Rhin, sorte de milice chargée de surveiller la frontière », disent les *Souvenirs* de sa fille, sans préciser malheureusement davantage à quelles affaires il prit part.

Licencié en 1811, il retourna une troisième fois sous les drapeaux en 1814 où il s'illustra à la défense de Neuf-Brisach, pour être définitivement renvoyé dans ses foyers, le 16 juillet 1815.

Michel Léger Mann, qui avait épousé une demoiselle Remy, la nièce de mon arrière-grand'mère, mourut à

1. Quelques jours après, sur les lignes de la Queich, « voulant délivrer d'entre les mains de l'ennemi un officier, son cheval fut tué sous lui et il fut emmené prisonnier. Il le resta trois mois, s'échappa des prisons, entra en France par Bâle en Suisse et recommença à servir pour la défense de sa patrie ». (*Certificat déjà cité*).

Oberhergheim, le 3 janvier 1822. Sa tombe, que l'on reconnaissait par un bénitier de pierre où 2 épées s'entrelaçaient avec une croix de la Légion d'honneur, a aujourd'hui disparue. Un joli pastel, le représentant en lieutenant de dragons, est en la possession du signataire de cette notice.

Sources : Papiers et souvenirs fournis par sa fille, Mademoiselle Anna Mann, de Walbach ; — *Gazette nationale*, 1794 ; — CHOPPIN, op. cit.

A. M. P. I.

UN
MÉTÉOROLOGISTE ALSACIEN
AU XVIII^e SIÈCLE

(FIN) ¹.

1800.

Avril. Ce mois a été constamment beau et chaud. Très souvent le thermomètre a été à 20 degrés et même au-dessus. La végétation a été très heureuse. Les arbres ont parfaitement fleuri, la vigne a poussé des feuilles et même a eu des semences avant le 20 de ce mois. Plusieurs fois des pluies chaudes et fructifiantes. Ce qu'il y a à remarquer, depuis le 20, le baromètre a été au-dessous du variable, même à 3 degrés au-dessous; cependant le beau temps et le chaud se sont soutenus. De mémoire d'homme on n'a pas vu un si beau mois d'avril, et toutes les productions de la terre si avancées et promettre tant.

Mai. Jusqu'au 13, beau, chaud; quelquefois un peu de pluie. La saison la plus favorable pour la végétation. Dès les premiers jours de ce mois, le seigle a commencé à fleurir; les prés portent de l'herbe à foison. La vigne extrêmement avancée; beaucoup de semences. Le froment s'est vendu au marché à 14, jusqu'à 18 francs.

1. Voir la livraison de mars-avril.

13. J'ai mangé à diner les premières fraises des bois.

La fin du mois beau, chaud. On a trouvé des vignes qui se sont mises en fleurs, même des jeunes plantes qui avaient déjà défléuri.

Dans quelques endroits, on a déjà fauché les prés.

Juin 1, 2, 3. Temps rude et froid à souffrir le poêle chaud.

13, 14, toujours froid, sombre. Vent désagréable d'ouest. Thermomètre au-dessous du tempéré. Ces jours il a gelé au val d'Orbey. Il y a eu de la glace jusqu'à Alspach.

15, 16, 17, 18 toujours froid. Vent du couchant, fort et désagréable. Tous les jours on a fait du feu au poêle.

Juillet, 7. Le thermomètre à 24 et demi. 8. Thermomètre à 25 et demi.

Il a suivi quelques jours rudes et froids. Mais, depuis le 18 jusqu'à la fin du mois, le temps a été serein et fort chaud. Le vent du nord a constamment soufflé. Une grande sécheresse continuelle, dont les productions de la terre ont beaucoup souffert, même les vignes.

Août. Même sécheresse et chaud.

N. B. 19. Le thermomètre à une heure après-midi à 31 degrés et demi, c'est-à-dire à 1 degré plus haut que le 8 juillet 1753. A 3 heures, à 31 degrés. Le même vent brûlant du midi. Sur un thermomètre de Strasbourg on a marqué le même degré de 31 au-dessus de zéro en 1781, tandis qu'à Colmar je ne l'ai observé qu'à 29 au-dessus de zéro.

Octobre. Variable et pluvieux, surtout pendant la vendange qui a été très mauvaise pour la quantité.

Novembre 9. Un vent du midi si chaud que le thermomètre est monté à 18 degrés au-dessus de zéro. L'après-midi, un des plus violents ouragans qui a fait crouler quelques bâtiments, enlevé des toitures et fait tomber des cheminées... Cet ouragan a fait dans les provinces maritimes de France et dans beaucoup de pays des dégâts affreux. Il sera toujours mémorable.

Le reste du mois de novembre n'a rien présenté de remarquable ; il y a eu quelques beaux jours d'été de Saint-Martin. La plus grande partie sombre et humide.

1801.

Janvier. Commencement sombre, humide. Thermomètre presque toujours au-dessus de la glace. Inondations.

Mars 22. Vent du sud. Pluie continuelle ; de grandes inondations dans la plaine. — 25. Très serein, vent d'Orient. Les eaux ont bien baissé. — 29, 30, 31. Le temps est devenu très serein ; poussière de mars.

Mai. Dès la fin du mois les vignes sont mises en fleurs.

Juin, 12 et 13. Orages, grêles qui ont tellement refroidi le temps que j'ai été obligé de faire du feu au fourneau.

14, 15, 16, de même ; le 14, thermomètre à 4 degrés au-dessus de zéro.

Ce temps rude a continué jusqu'au 20. Le 23, il est tombé beaucoup de neige, et il a gelé dans plusieurs bans. Le reste du mois a été mêlé de quelques jours chauds ; mais en général, le temps a été désagréable.

Septembre, 10. A minuit et demi, un petit tremblement de terre venant de l'est, qui a peu duré et n'a causé aucun dommage.

21. Dans la nuit du 20 au 21, il y a eu un grand ouragan, accompagné de tonnerre et de beaucoup de pluie.

Octobre. En général variable. Pluie, vent, nébuleux. Quelques beaux jours. Froid. On a fait du feu pendant tout le mois.

Novembre. Tout ce mois a été venteux, pluvieux, sombre. Des vents très forts ; des inondations considérables de tous côtés et en Alsace, qui ont causé bien des malheurs et des dommages, tant sur mer que sur

terre. Tout le mois a été froid, cependant il n'a point gelé. Encore ce mois a été remarquable par les inondations et les malheurs de tous les côtés.

Décembre. Le commencement de ce mois a été aussi orageux et pluvieux. Vers le milieu beaucoup de neige. Les inondations ont encore augmenté.

30. A . . . heures du soir, il a fait des éclairs, du tonnerre, et on a senti un petit tremblement de terre.

31. Le thermomètre au-dessous de la glace. En général, ce mois a été très venteux et pluvieux. De tous côtés des inondations.

En Alsace, partout les rivières ont débordé, même le Rhin. Les inondations ont causé des dommages très considérables.

1802.

Janvier 1. Très serein. Le thermomètre à près de 7 degrés au-dessous de la glace.

20. Il a commencé à dégeler. — 22. Sur le soir, un vent chaud et violent avec de la pluie a fait augmenter la rivière d'ici, de sorte qu'on pouvait toucher l'eau sur le pont de la Boucherie, ce qui a fait craindre une forte inondation ; mais à une heure du matin, l'eau a commencé à baisser et a continué. Cette crue d'eau momentanée a causé bien du dommage, surtout à Ingersheim, où la rivière s'est portée sur les nouvelles maisons. Un pan de mur a été abattu.

Mai 1. Le temps très beau et chaud. Un petit orage sur le Rhin qui a amené pendant la nuit une pluie chaude.

14, 15, 16. Mauvais, froid. Thermomètre à 4, 3, 2 au-dessous du zéro. — 17. Thermomètre presque à la glace. Dans le même jour, pluie, vent, neige, orage, quelques rayons de soleil. — 18, 19. Vent désagréable, froid. Thermomètre presque à la glace. Feu au poêle.

Juin. Les premiers jours très beaux... Les vignes se sont mises en fleurs. — 8. Temps fort rafraîchi. Petite

pluie. Ce jour de Saint-Médard il a plu un peu à différentes reprises, mais c'est la suite de l'orage d'hier.

Le 7 juillet, à 9 heures 53 minutes du soir, on a ressenti à Strasbourg une secousse de tremblement de terre qui a été assez considérable.

Septembre 7. Thermomètre à 22 et demi au-dessus de zéro. Après-midi, un orage et de la pluie. La foudre est tombée dans la maison de la vieille Devigne (?) sans y faire le moindre mal.

12 septembre. On a senti à Strasbourg et dans les environs après six heures du matin deux secousses de tremblement de terre. La seconde a été la plus forte. 13, 14. Encore quelques petits tremblements de terre. Ils n'ont causé aucun dommage, mais bien effrayé.

Continuation de la grande sécheresse. Elle a duré depuis la Saint-Jean. Pendant cet été on a compté 54 jours de très grandes chaleurs.

Octobre. Continuation de la sécheresse. 7. Commencement de la pluie.

Depuis mémoire d'homme on n'a pas vu un temps plus beau et si chaud pour la saison. La vendange petite, inégale pour la quantité. La qualité supérieure. Le raisin sans aucune pourriture et parfaitement mûr.

Novembre. Il a gelé pendant deux ou trois jours, où le thermomètre a été à moins 3 avant la Saint-Martin.

23. Il y a eu au soir sur le Rhin un très fort orage, des éclairs très vifs. A Fribourg, la foudre est tombée sur la principale église et a fondu en partie le fil d'archal qui répond au corps de garde.

Nota. Le tremblement de terre qu'il y a eu à Constance a formé une île dans le lac.

Nota. Dans la nuit du 8 au 9 de ce mois, un tremblement de terre à Strasbourg, qui a été ressenti aussi à Wissembourg. Il n'a pas causé de dommage.

1803.

Août. *Nota.* Le thermomètre depuis le mois dernier toujours au-dessus de 20 degrés; la sécheresse continue depuis trois mois et au-delà.

Septembre. Même température et sécheresse jusqu'au 16 que le temps s'est mis à la pluie par un vent du midi.

23. Après 7 heures du soir entre le sud et l'ouest un météore igné de plus de 4 pieds en longueur qui a duré plus d'un quart d'heure. Le même jour, un tremblement de terre à Thann.

Les mois d'octobre, novembre et décembre ont été assez pluvieux. Des inondations; temps sombre. La fin de décembre chaude; le thermomètre plusieurs fois au tempéré. Dans la nuit du 30 au 31, un ouragan, grand vent, pluie, orage avec éclairs.

28 décembre. Il y a eu à Paris un ouragan comme de mémoire d'homme on n'en a vu. Les personnes ne pouvaient se soutenir. Beaucoup de gros arbres déracinés, des toitures enlevées, même des maisons écroulées, etc.

1804.

Le mois de janvier a été en général très doux. Plusieurs jours même le thermomètre est monté au tempéré et au-dessus. Les amandiers sur la fin, et même des poiriers, se sont mis en fleurs.

Au commencement de février, on a vu des jeunes pinsons et des hannetons.

Février. Au commencement du mois le temps s'est rafraîchi. La fin du mois, temps assez doux, humide et sombre. La végétation qui était assez avancée a été arrêtée.

Avril. Rien d'extraordinaire à noter pour la température. Ces mois en général ont été froids et venteux.

Août. En général mauvais, humide. On désespérait que les raisins en très grande quantité vinsent à mûrir.

Septembre. Très beau mois, chaud ; les raisins ont très bien mûri.

Octobre. Dans ce mois, qui a été fort beau, on a fait le vendange qui a été dans tous les vignobles si abondante que les futailles ont été souvent rares. De mémoire d'homme on n'a vu de vendange plus complète. Partout aussi le vin a-t-il considérablement diminué de prix. Sa qualité n'a pas été supérieure, mais il s'est bonifié dans les tonneaux. A la vendange on a payé, dans nos bons vignobles, le vin à 4 et 5 livres, et puis il a monté à 6 et 7 livres.

Novembre. A peu près même température. L'hiver a commencé après un petit été de la Saint-Martin.

Décembre. Commencement froid et beaucoup de neige.

1805.

Janvier. Le commencement du mois sombre, froid. Il n'a pas dégelé.

14. Petit dégel. Un peu de pluie.

Février 5. Dégel par un vent du midi très violent. Baromètre à 6 au-dessous du variable. Thermomètre à 7 degrés au-dessus de zéro.

C'est à cet endroit que l'auteur du petit manuscrit a cessé ses notes. Probablement est-il mort peu après le mois de février 1805. Les dernières pages de l'opuscule sont d'une écriture presque illisible. La maladie, la vieillesse ont fait valoir leurs droits.

Les dix dernières pages de notre manuscrit continuent l'œuvre commencée. L'écriture est différente, l'orthographe moins soignée ; les remarques plus rares et moins intéressantes. Cette seconde partie commence avec le mois d'octobre 1805 et se termine par l'indication de la température en décembre 1811.

Octobre 1805. Le 11 et le 12, le thermomètre à 2 au-dessous de la glace ; les vignes ont été un peu

endommagées. Le 20 et le 21, à 1 au bas de la glace; le raisin a gelé quoique non mûr, et les feuilles des vignes sont tombées. Le 22, 23 et 24 à la glace.

1806.

Le 9, 10 et 11 mars il est tombé 4 pouces de neige. Dans la nuit du 14, elle a disparu par un vent violent du midi, mêlé de pluie.

Le 23 octobre, il y a eu un ouragan effroyable qui a duré 24 heures et qui était au plus fort entre 7 et 8 heures du soir. Le vent a abattu beaucoup de tuiles, des cheminées, quantité d'arbres et a soulevé et renversé une maison à Michelbas¹ (sic), bâtie depuis deux ans. Elle était à Arnitz le jeune.

Le 2 décembre inondation. Voyez mon Journal n° 1500.

1807.

.

1808.

Le 3 septembre, de grands nuages provenant de la vallée de Saint-Amarin couvrirent la ville. On entendit gronder un peu l'orage. A 6 heures 10 minutes, un coup violent partit et la foudre tomba entre les deux peupliers à côté de la sécherie de toile peinte de MM. Robert et Compagnie, placée dans l'enclos des ci-devant Cordeliers², entra en terre où elle fit un trou. 4 ou 5 minutes après partit un second coup, plus fort que le premier; on vit tomber la foudre au clocher de la paroisse, là où les cloches sont suspendues, descendit dans l'emplacement où on sonne, brisa un morceau de pierre du jambage de la porte de communication avec le chœur, y entra, donna contre le mur où se trouve le cadran du grand horloge (sic) de

1. Probablement Michelbach, près de Thann.

2. A Thann. Depuis 1845, c'est l'hospice civil.

la ville, frappa dessous le cadran en flèche qui marque les heures et fit un trou précisément sous 6 heures et quart, répandit le plâtre, le ciment et des écailles de pierres de ce trou jusque vers la sacristie et finit par répandre au chœur une quantité d'étincelles et de la fumée qu'on vit sortir de dessous le toit du chœur. Beaucoup de monde se trouva à l'église qui avait assisté à la messe du Père Hippolyte Schott ¹, qui venait à peine d'entrer à la sacristie où il se déshabillait lorsque le coup tomba.

Cette année est mémorable en ce qu'on a fait une immense quantité de fruits de toutes les espèces. Il faut compter qu'un quart a été gâté, abandonné, que ni les hommes ni les animaux ne voulaient plus manger.

Cette même année 1808, on a eu une grande quantité de raisins à la vigne, mais qui n'a point mûri, et dont le vin sera très mauvais.

1809.

Cette année est notable en ce qu'on n'a point fait de fruit du tout, d'aucune espèce, et que le vin a totalement manqué pour la quantité comme pour la qualité.

1810.

Dans le courant de cette année j'observe que les grains n'ont point trop bien réussi. On a vendu le froment à 27, 28 et 29 livres le sac.

La vendange n'a pas mieux réussi que le grain. On a fait peu de vin et très médiocre. On a vendu le commun à 16 livres, 17 livres la mesure à la vendange, et celui de la montagne à 23 livres, 24 livres la mesure.

1. Capucin, né à Thann en 1733. Retiré dans sa ville natale après la Révolution, il devint ensuite curé de Burbach-le-Haut, prêtre à Markolsheim et mourut en 1820. (FRAYHIER, SCHICKELÉ).

1811.

Cette année sera mémorable par les qualités délicieuses de vin qu'on a généralement fait dans notre département. Il sera conservé dans les grandes caves et surtout chez les personnes fortunées. Déjà au mois de juillet on voyait et on avait du raisin de la vigne. En août il était très commun. Tous les saints des églises en étaient décorées, on en servait sur les tables.

Il n'y a pas eu de printemps; l'été commença et dura de continuité depuis le mois de mars...

D^r LOUIS KUENY.

LIVRES NOUVEAUX

Chronique de Colmar, par F. H. J. CHAUFFOUR, dit le Syndic, publiée par M. A. Waltz. Colmar, impr. Jung, 1903.

Voici un titre qui comblera d'aise tous les enfants de Colmar que le malheur du temps a éparpillés loin du sol natal, mais qui n'en ont pas moins conservé le culte fidèle. Combien sont-ils ? On entend, en traversant nos rues, parler tant de langues, tant d'idiomes, qu'on songe involontairement au jour de la dispersion des peuples et de la confusion des langues, à l'ombre de la tour de Babel : l'allemand, les patois vosgiens, l'alsacien avec ses variantes, l'italien, le français, etc., frappent successivement, simultanément même, votre tympan, au point que l'on doute du lieu où l'on se trouve. Mais quels que soient les rivages où les circonstances ont exilé les aborigènes, tous liront avec délectation l'ouvrage de M. Waltz, M. Waltz qui... Toutes les formules élogieuses n'ont-elles pas été épuisées pour dire l'amabilité de notre bibliothécaire, le charme de son commerce, etc., etc. ?

La ville de Colmar et la dynastie des Chauffour, voilà le double noyau sur lequel il semble avoir voulu concentrer ses études, mais Dieu sait si le sujet est riche et la matière abondante ! L'ouvrage qu'il vient de livrer au public commence par une sorte de dissertation, dans laquelle M. Chauffour commente les diverses opinions, émises par les différents écrivains, sur l'étymologie du nom et sur les origines de la ville de Colmar ; puis les événements se succèdent, sous forme de notes ou d'extraits, sans liaison entre eux, précédés de leurs dates, dans l'ordre chronologique, jusqu'au 25 août 1788. « A partir de 1730, ce sont les événements dont il a été le contemporain, que le syndic a consignés... Outre la chronique, proprement dite, le manuscrit renferme plusieurs notices relatives aux charges et aux

impositions de la ville, puis, disséminés à la gauche des pages, la liste des prêteurs, des commandants, des stettmeisters, des conseillers, des syndics de la ville ». Les notices en question figurent à la suite de la chronique, sous forme d'appendices. Cette dernière partie n'est pas la moins précieuse. On reste souvent fort perplexe devant certaines dénominations dont le sens précis vous échappe. On va aux renseignements et l'on revient l'esprit un peu plus brouillé qu'auparavant. Chacun avait son explication, mais à toutes faisait défaut l'exactitude qui exclut toute équivoque, toute superfluité, la régularité rigide, la justesse absolue. Dorénavant nous ne nous sentirons plus d'hésitation quand on nous parlera du *Gewerff*, de l'*Heussgeld* et du *Thoraus*, etc., etc. Plus loin, une note nous initie à la composition des tribus. Là nous apprenons, par exemple, que les médecins, les chirurgiens et les apothicaires étaient embrigadés dans le même corps que les tonneliers, les cabaretiers, les barbiers. *Per la qual cosa?* Mystère! On s'étonne moins de voir les chaudronniers et les musiciens fréquenter sous la même enseigne, vu sans doute le tapage qui leur est commun.

En somme, M. Waltz vient de se créer un nouveau titre à la reconnaissance de ses compatriotes. Nous l'en félicitons de tout cœur.

ANGEL INGOLD.



Les Sires de Parroy au chapitre de Saint-Dié. — Miscellantes, 1903, par A. BARDY. Saint-Dié, Typ. C. Cuny.

L'année avait à peine commencé son cours que déjà deux savantes productions étaient écloses sous l'inlassable plume de notre collaborateur ; si les nécessités de la mise en page nous ont contraint à en différer l'avis, qu'il veuille bien nous en excuser.

Il n'y a qu'une relation fort problématique entre l'Alsace et les sires de Parroy, quoique le nom soit orthographié *Parocia* dans la Chronique de Chaumousey de 1128, ce qui fait supposer à M. Bardy que son étymologie est le même que celle de notre La Baroche. C'est à cette circonstance que l'opuscule en question devra d'éveiller l'attention de nos lecteurs.

La seconde de ces publications est un recueil de morceaux détachés, groupés sous le titre de *Miscellantes*. En tête, un vibrant hommage à la profonde érudition de M. l'abbé Georges

Flayeux, à propos de son *Etude historique sur l'ancien ban de Fraize*. Puis, selon sa poétique habitude, M. Bardy, dont la pensée se complait aux féériques aventures, nous mène un brin par les chemins du rêve et de la fantaisie. A l'automne de sa vie, dans la sérénité qui a succédé pour lui aux fièvres et aux agitations d'une existence pleine de travaux utiles, sa lyre vibre plus suavement, lorsqu'il nous peint les grâces ou nous dit les fiers dédains des créatures éthérées auxquelles aujourd'hui il rend un culte mystérieux. A ce propos nos lecteurs s'associeront certainement à nous, pour supplier notre ami vénéré de ne pas se hasarder trop imprudemment — en cette entrée de printemps, où les genêts sauvages commencent à se couvrir de fleurs et toute la campagne à exhaler d'énivrantes voluptés, — le long du « clair ruisseau qui sort de la grotte située sous la vieille tour de Milandre », car, « c'est à une assez courte distance à la localité que nous habitons depuis notre départ de Saint-Dié ». Ou du moins, qu'il se tienne bien sur ses gardes si sa galanterie l'induisait à aller conter fleurette à la dame qui hante ces parages. Pensez-donc, si elle allait « s'élancer sur lui, le jeter par terre, lui déchirer les seins avec ses ongles, lui serrer la gorge pour l'étouffer » ; comme il advint à certain pauvre diable de Moustier dont X. Marmier a conté la pitoyable aventure ! Nous courrions risque d'être privés à jamais du plaisir de lire les attrayantes études dont il se propose certainement encore d'enrichir notre recueil. Mais n'ayons crainte et gageons plutôt que la capricieuse personne livrera bientôt à l'ingénieux savant quelque savoureuse confidence qui lui fournira l'occasion de nous donner, sous forme d'interview, une délectable relation de son mystique fleuretage.

La légende est, comme nous le disions, le domaine où M. Bardy se plaît à exercer ses facultés d'investigation. Mais il sait non moins bravement faire œuvre d'hagiographe rigide, témoin son étude sur « Saint Maimbœuf ». Quel chagrin que la place ne nous permette pas de nous étendre sur toutes les belles choses qu'il nous apprend, par exemple, sur les caractères qui différencient les saints de nos Vosges de ceux de l'Esgau.

Puisque nécessité oblige, sautons à pieds joints sur « Bonne année (Coutumes et Légendes) », chapitre frais comme la bise hivernale et gai comme une nuit de Saint-Sylvestre :

... Que Dieu bénisse votre cave
Et tout le vin qu'il y a dedans,
Le rouge comme le blanc !

Regrettons aussi de ne pouvoir converser avec l'auteur sur Madame Jacques Delille, née Vaudechamps. M. Bardy communique à ses lecteurs les renseignements qu'il a glanés de part et d'autre sur le séjour que fit Delille dans nos régions. Aux plus mauvais jours de la Terreur, des jaloux, offusqués par l'éclat d'une gloire qui était alors dans sa période la plus rayonnante, profitèrent de quelques imprudentes témérités pour le désigner à la colère des maîtres du jour. L'aède jugea bon de s'éclipser. D'une traite, il fut à Saint-Dié. Dans l'une des spirituelles notices qu'il a consacrées aux « séjours de quelques hommes illustres en Alsace », M. de Neyermand avance que le poète demeura deux ans à Saint-Dié; une année, affirme M. Bardy. De là il gagna la Suisse, touchant barre à Colmar, où il connaissait intimement le comte de Reiset; il présenta à qui de droit une requête aux fins d'obtenir un passeport. Les autorités de cette ville ne virent aucun inconvénient à y faire droit, et le voilà en route pour Bâle. En septembre 1794 il est à Ferrette et il ne tarde pas à s'installer à trois kilomètres de là, au couvent abandonné de Lupach. M. Bardy est toujours documenté comme un casier d'archives, ce qui n'empêche pas son récit d'avoir toute la grâce d'une blquette; il est même égayé de détails assez croustillants. Du reste, l'auteur venge Madame Delille des traits malicieux qu'une critique inconsidérée s'est amusé à décocher contre sa mémoire. Malgré le grand écart d'âge que trahissent les extraits de naissance des deux conjoints, on s'aima ferme. Ajoutons pour plus de clarté que Delille s'était marié avec Mademoiselle Vaudechamps à Londres, vers 1790. « Il le pouvait, bien qu'ayant reçu les ordres mineurs, juste ce qu'il fallait pour prendre le titre d'abbé avec le petit collet, et jouir, de par le comte d'Artois, son protecteur, du bénéfice de Saint-Séverin, au diocèse de Poitiers. Néanmoins, par précaution, et pour être en paix avec sa conscience, il avait demandé et facilement obtenu une dispense ». Qu'à son tour M. Bardy nous octroie dispense d'en dire davantage sur les mérites de ses nouvelles productions. Tout le premier, nous sommes à souffrir de la dure obligation de reprimer l'élan de notre plume. Mais puisque nécessité oblige!...

A. I.



Les Etats-Unis d'Europe et la question d'Alsace-Lorraine, par un Européen. Paris, Société parisienne d'édition, 1902 ; 1 vol., 3 fr. 50.

Après avoir exposé la situation actuelle de l'Europe, menacée économiquement et même politiquement par les Etats extérieurs, l'auteur établit l'urgence pour les Etats européens de se confédérer en une ligue capable de résister efficacement au danger. Il convient cependant que la question d'Alsace-Lorraine est le plus sérieux obstacle à l'établissement de cette confédération, et il propose une solution qui, pour n'être pas neuve, n'en est pas moins la seule pacifique et qui ménage en même temps l'amour-propre des Etats intéressés. C'est la création entre l'Allemagne et la France d'une première confédération de petits Etats. L'auteur établit que le Traité de Verdun n'a pas été un simple pacte de famille entre les fils de Louis-le-Débonnaire, mais qu'il a tenu compte des éléments de races. En effet tandis que les populations de la France étaient restées surtout celtes, et celles de l'Allemagne surtout germanes, les peuples qui constituèrent la Lotharingie étaient formés de sous-races produites par le mélange des races qui s'étaient rencontrées sur ces territoires. Ils ne sont ni Français ni Allemands. L'auteur continue à établir, par des considérations historiques très documentées, que la Lotharingie, brisée par les compétitions rivales de la France et de l'Allemagne, a toujours tendu à se reconstituer dans le cours d'histoire. C'est là la partie neuve et intéressante de ce travail, car jamais ce point de vue n'a été établi d'une façon aussi lumineuse.

Aujourd'hui il ne manque à la Lotharingie que l'Alsace-Lorraine et peut-être les provinces rhénanes, la Lorraine française et la Franche-Comté. Ces Etats formeraient alors avec la Suisse, le Luxembourg, la Belgique et la Hollande, une ligne d'Etats confédérés, établissant une barrière entre les rivalités de la France et de l'Allemagne et préparant le terrain à la conclusion d'une confédération générale des Etats d'Europe.

ALSATA.

L'Abîme, par RAYMOND MAYGRIER. Paris, de Rudeval, s. d. 1 vol. 3 fr. 50.

L'auteur a dédié aux Alsaciens-Lorrains cet ouvrage qui n'est pas un alsatique ; l'action se passe à Paris, aucun Alsa-

rien n'y est mêlé. Sous forme de roman, c'est une histoire abrégée et psychologique pour ainsi dire, de la fin de l'Empire et de la troisième République. C'est presque une ironie que cette dédicace à ceux qui ont si longtemps mis leur confiance dans la patrie française, d'un livre qui met en évidence en un vivant tableau, toutes les plaies de cette pauvre France! Nous les connaissons ces Herlocq sans scrupules et sans convictions qui sacrifient sans vergogne la patrie au veau d'or. Nous les connaissons malheureusement aussi ces Aubry, héros de l'année terrible, aux idées généreuses, qui se laissent entraîner eux aussi par l'appât des jouissances, au risque d'entraîner à leur suite la patrie dans l'abîme. Cependant nous voulons accepter l'augure de la fin du livre. Après l'expiation, nous avons confiance dans la jeune génération et dans les femmes de France, les vraies! Mais qu'elles se souviennent cependant que l'homme est fait de passions : s'il ne veut pas qu'elles soient ses maîtresses, il n'en sera le maître qu'à condition de s'élever dans un idéal surnaturel, dans ces *croyances* auxquelles M. Maygrier fait une trop timide allusion.

Lisons ce livre, comparons et si possible réagissons! Un mot encore : cette lecture n'est pas faite pour les jeunes filles.

ALSATA.

Observations sur la Légende de sainte Odile, par Marius SEPET. Paris, 1902. (Extrait de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*). In-8° de 22 pages.

Nos lecteurs nous sauront gré de leur citer la conclusion de la savante étude du conservateur des manuscrits de la Bibliothèque nationale : « ... Une saine critique, toute réserve faite, sur tel ou tel point, sans rien relâcher des droits de la science et de la vérité, n'a point d'objection sérieuse à formuler contre le culte de l'abbesse de Hohenbourg, mais peut et doit, bien au contraire, s'associer d'esprit comme de sentiment à la confiance, sept fois séculaire, des populations rhénanes dans la céleste patronne de cette terre d'Alsace, toujours si chère aux cœurs français ».

The Jewish Encyclopedia. New-York et Londres. Funk, in-4°.
Alsace, par R. REUSS.

Les Strasbourgeois en Franche-Comté, p. GEROCK. Strasbourg, Heitz. In-8° de 33 pages.

L'Ecole supérieure de pharmacie de Strasbourg, par LAMBERT DES CILLEULS. Nancy, Sidot. In-8° de 174 pages.

Articles de revues.

Revue alsacienne illustrée. Mars. A. GIRODIE, Théodore Deck. — LAUGEL, Chronique d'art décoratif. — KESSEL, Taques et plaques de poêles en Alsace.

Le Messager des Vosges illustré. 29 mai. La tombe d'un général russe à Mongoutte près Sainte-Marie-aux-Mines.

Etudes. 5 avril. H. CHÉROT, Le général Ducrot à Strasbourg (1865-1870).

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, 1903, I. François Bær, évêque auxiliaire de Bâle (1550-1611), par F. GFRERER. — Das Colmarer Ried, par E. WALDNER.

Revue catholique d'Alsace. Avril. M. le chanoine Dacheux, par N. DELSOR.

Deutsche Rundschau. Janvier et mars. Souvenirs d'Auguste SCHNÉEGANS (1870).

Revue chrétienne. Février. Le théâtre populaire en Alsace, par H. SCHÆN.

Imprimerie F. SUTTER & Cie, Rixheim (Alsace)

THIERENBACH

(728-1130)



ur les plis onduleux des pentes du Ballon,
Thierenbach est niché dans un riant vallon,
Formant en ses contours un cirque de verdure,
Dessiné par le temps, orné par la nature,
Encadré de forêts dont les sombres sapins
Et les chênes altiers s'étagent en gradins :
Vasque de jasper vert, d'émeraudes parée,
Où lentement s'écoule une source azurée
Qui creuse dans les prés aux exquis senteurs,
Une nappe d'opale en un cercle de fleurs.

Or l'an sept cent vingt-huit, de Murbach les saints prêtres,
Disciples de Pirmin, dans ces sites champêtres,
Dressèrent un autel à la Mère de Dieu.
Des miracles fréquents éclataient en ce lieu
Par Notre-Dame élu dans sa bonté suprême :
Elle nous rappelait que sa douleur extrême
En embrassant son Fils qui venait d'expirer,
Nous invite à souffrir et nous dit d'espérer.
A des pâtres, un jour, assise dans la nue,
En pleurs, portant son Fils, elle était apparue !

Dans le siècle douzième, un généreux seigneur
Udalric d'Eguisheim, voulut qu'avec honneur,
Au culte de Marie, en ce pèlerinage,
Fût rendu pour toujours un éclatant hommage :
Thierenbach eut son temple agrandi, restauré,
A la Mère de Dieu noblement consacré ;
Et tout auprès, soumis à la règle sévère
Des moines de Cluny, un pieux monastère,
Un humble prieuré, s'éleva dans les bois,
Pour honorer la Vierge, en implorant sa voix.

Sous les noyers ombreux et sur la verte pente
De la route qui monte et doucement serpente,
Une source jaillit en un jet de cristal.
Notre-Dame voulut l'offrir comme un régal
Aux pèlerins lassés.... et cette eau bienfaisante,
Par son divin pouvoir et sa vertu puissante,
Aux aveugles donnait, douce comme le miel,
La joie et le bonheur de regarder le ciel ;
De contempler ravis l'image de la Vierge,
Qu'éclairait en tremblant la flamme de leur cierge.

Un jeune homme de Soultz, fils d'un riche seigneur,
Luttait contre la mort, consumé de langueur.
Les siens, découragés, perdaient toute espérance ;
En Notre-Dame il mit sa pleine confiance.
Sa mère le mena, porté sur un brancard,
Devant l'image sainte implora son regard....
Et la Mère du Christ voyant cet enfant pâle,
Gisant comme son Fils et leur douleur égale,
Eut pitié !... le jeune homme aussitôt se dressant
Marcha jusqu'à l'autel... guéri... reconnaissant !

Il consacra son or au saint pèlerinage,
De Cluny se fit moine, et mourut en grand âge.
Les paroissiens de Soultz que ce prodige émut,
Des biens de la commune offrirent un tribut :
Les nobles, les bourgeois avec grande abondance,
Les pauvres, les manants selon leur indigence
Donnèrent leur offrande ; une procession
Fut établie au jour dit de l'Invention,
Souvenir de ferveur, de foi du moyen-âge,
Qui depuis cette époque en est le témoignage.

Les villages voisins : Jungholtz, Rimbach, Wuenheim,
La ville de Rouffach, Bollwiller, Isenheim,
A Thierenbach allaient en foule chaque année,
Et leurs processions, traversant la vallée,
Déroulaient leurs replis sur les prés et les champs,
Au lointain les échos répondaient à leurs chants ;
Tous à genoux priaient le cœur de la Madone,
De la Mère du Dieu qui nous aime et pardonne,
Demandant son appui pour les dons temporels
Et son divin secours pour les biens éternels.

Des pays éloignés, de l'Alsace entière
Les pèlerins venaient, unissant leur prière.
Prodiges éclatants, miracles confirmés,
Toujours étaient, par eux, au retour proclamés !
Des ex-voto sans nombre ornaient le sanctuaire,
Témoignages naïfs de foi vraie et sincère :
Paysannes, bergers priant pour leurs troupeaux,
Malades, accidents, tous peints sur ces tableaux....
Et toujours au-dessus, assise dans la nue,
La Vierge des douleurs, aux pâtres apparue.

Acceptez mon poème, offert en ex-voto,
D'un cœur alsacien humble et sincère écho,
Vierge de Thierenbach, qui protégez l'Alsace,
Qui bénirez encor notre vaillante race,
Que nos mères priaient, qu'invoquaient nos aïeux !
Du ciel écoutez-nous, daignez jeter les yeux
Sur notre cher pays, donnez-lui confiance
En ses mâles vertus : énergie, espérance !
Qu'à son passé fidèle et par vous rassuré,
Il conserve toujours votre culte sacré !

GEORGES SPETZ.



LES
ÉVÊQUES AUXILIAIRES DE BÂLE

AU XIII^e SIÈCLE

NOTES SUPPLÉMENTAIRES

La *Revue d'Alsace* a publié récemment (1903, pp. 235-241), sous la signature de Mgr. Chèvre, quelques notices sur les suffragants de l'ancien évêché de Bâle au XIII^e siècle. Quelque brèves que soient ces notices, dans l'état actuel des recherches sur les évêques auxiliaires (*Weihbischöfe*) du Moyen-Age, elles ont leur intérêt et leur utilité. Il y aura lieu sans aucun doute de les compléter, au besoin de les rectifier, mais c'est par ces appoints successifs que l'on arrivera un jour à donner un travail exact et définitif.

Lorsqu'on s'occupe des suffragants du XIII^e siècle, on ne doit jamais perdre de vue que ces dignitaires ecclésiastiques remplirent ordinairement leurs fonctions épiscopales dans plusieurs diocèses, soit simultanément, soit successivement. En recherchant leurs traces dans les diocèses voisins de celui qui fait l'objet de recherches directes, on peut être sûr de rencontrer les mêmes personnages. Bâle confinait à Strasbourg; Mayence n'était pas éloigné; Trèves et Cologne avaient entre eux des rapports assez étroits, et de Cologne à Münster, Osnabrück et Paderborn d'un côté, à Liège de l'autre

il n'y avait pas trop loin. Effectivement, en consultant les travaux publiés jusqu'ici sur les suffragants de ces différents diocèses, on rencontre ceux qui exercèrent leurs fonctions dans le diocèse de Bâle. Les renseignements plus nombreux recueillis de cette façon permettent de mieux fixer la carrière de ces évêques.

Les notes supplémentaires que je publie aujourd'hui ont été recueillies au cours de mes lectures et de recherches spéciales pour un travail sur les suffragants de Cambrai et de Tournai, dont la *Revue bénédictine* a commencé la publication en janvier 1903.

Le premier évêque signalé par Mgr. Chèvre est **Jean**, *episcopus Lintoniensis*, que la Chronique de Thann assure avoir appartenu à l'ordre teutonique. Le P. Sudan en fait le premier suffragant de Bâle et place son ministère sous l'épiscopat de Henri de Thoune (1216-38).

L'évêché *Lintoniensis* n'est autre que celui de Lithuanie (*Lethoviensis*, *Lithoviensis*, *Litoviensis*, *Lettoviensis*, *Latoniensis*, *Laconiensis*) dont l'érection date de 1251 au plus tôt ¹, ou même seulement de 1253 ². Le premier titulaire fut un religieux de l'ordre Teutonique, Chrétien, qu'on rencontre dans des actes de 1254 et qui exerça les fonctions de suffragant dans le diocèse de Mayence. Sa mort est fixée au 9 février 1271 ³.

Son successeur fut un autre religieux de l'ordre Teutonique, Jean, que l'on signale parmi les suffragants de Mayence à Erfurt en 1273 et 1279 ⁴. Nous le rencontrons à Orvieto parmi les signataires d'une lettre d'indulgences accordées à l'abbaye de Saint-Michel de

1. BERGER, *Reg. d'Innocent IV*, n. 5440, t. III, p. I.

2. RIPOLL, *Bullar. Prædicat.*, I, 236, n. 307; cfr. POTTHAST, *Regesta*, n. 15027. Le 24 juin 1253 le pape Innocent IV chargea Albert, archevêque de Prusse et de Livonie, de faire choix d'une personne digne pour évêque du siège de Lithuanie.

3. EUBEL, *Hierarchia cathol. mediæ ævi*, I, 316.

4. FELDKAMM, *Geschichtliche Nachrichten über die Erfurter Weihbischöfe*, 30-31; KOCH, *Die Erfurter Weihbischöfe* (*Zeitschr. f. Thür. Gesch.*, VI, 65); RATTINGER, ap. *Der Katholik*, 1895, I, 147-148.

Lunebourg¹; à Schuttern le 13 août et le 19 décembre 1283²; le 2 février 1285 à Colmar, d'où il adresse une lettre d'indulgences aux Frères-Mineurs de Rothenburg³; le 12 juin suivant au monastère des Cisterciennes de Baint, qu'il consacra en qualité de suffragant de l'évêque de Constance⁴, et, de nouveau, à Schuttern, le 24 août 1288, comme suffragant de Strasbourg⁵. Ces documents semblent assez bien indiquer que l'assertion du P. Sudan n'est pas correcte, et qu'on doit reculer d'un demi-siècle le ministère de l'évêque Jean de Lithuanie.

Thierry, évêque de Wierland (*Vironensis*) est mieux connu. C'était un franciscain, natif d'Hildesheim, qui fut élevé au siège de Wierland, situé aux confins de la Livonie et de l'Estonie, sous la métropole de Lund, puis de Riga, vers 1246⁶. Il exerça les fonctions d'auxiliaire dans les diocèses de Mayence⁷, Trèves⁸, Osnabrück⁹, Paderborn¹⁰, Cologne¹¹, Utrecht¹² et Strasbourg. C'est en effet l'évêque de Wierland (*Veronensis*), qui date de Colmar le 11 novembre 1284 une lettre

1. LEIBNITZ, *Script. rer. Brunswic.*, II, 383. Le pape Martin IV se trouvait alors à Orvieto.

2. SCHANNAT, *Vindem. litter.*, 20; *Gallia krist.*, V, 854.

3. EUBEL, *Hier. cath.*, I, 316.

4. *Diözesan-Archiv von Schwaben*, t. 7 (1890), p. 91, note.

5. SCHANNAT, *Vind. litt.*, 21; cfr. INGOLD, *Nowv. Œuvres inéd. de Grandidier*, III (*Alsatia sacra*, I), pp. 15-16.

6. EUBEL, *Hier. cath.*, I, 563.

7. KOCH, *Erfurter Weihbischöfe* (*Zeitschr. f. Thür. Gesch.*, VI, 63-65); FELDKAMM, 24-26; *Histor. Jahrbuch*, 1881, 371-373; 1888, p. 423; *Der Katholik*, 1895, I, 145.

8. HOLZER, *De protiscopis Trevirensibus*, 18-22.

9. MÜLLER, *Geschichte der Weihbischöfe von Osnabrück*. Lingen, 1887, pp. 25-27.

10. EVELT, *Die Weihbischöfe von Paderborn*. Paderborn, 1869, pp. 20-23.

11. BINTERIM, *Suffraganti Colonienses extraordinarii*, 38-39.

12. On le rencontre dans le diocèse d'Utrecht le 8 décembre 1250 à l'abbaye d'Egmond (*Annal. Egmond.*, ed. de Geer van Jutfaas, pp. 98-99); *Mon. Germ. hist.*, XVI, 478. L'auteur des *Annales* fait un grand éloge de l'évêque de Thierry. On le trouve le 25 avril 1251 à Utrecht. (*Archief voor de geschiedenis van het aartsbisdom Utrecht*, VII, 156-57).

d'indulgences pour le monastère des Dominicaines des Unterlinden ¹.

Albert, *cp. Prusanus*, est un personnage assez connu. C'était un religieux dominicain, qui avait reçu d'Innocent IV le 10 janvier 1246 le titre d'archevêque de Prusse et de Livonie ², en échange de celui d'Armagh en Irlande ³. Il garda ce titre jusqu'au moment où le pape Alexandre IV (20 janvier 1255) érigea la métropole de Riga, dont il devint le titulaire ⁴. Dans un acte daté de Mons en Hainaut le 18 août 1250, il prend le titre de « *Dei gratia Prutic et Livonie archiepiscopus* » ⁵.

Comme nous le voyons remplacé à Riga dès le 5 novembre 1274 ⁶, et qu'on signale sa présence en 1280 à Saint-Amarin et à Schwarzenhan ⁷, il faut croire qu'il aura résigné le siège de Riga et repris son ancien titre.

Conrad, évêque de *Tulm*, est, si nous ne nous trompons, l'évêque de ce nom qui gouverna le diocèse de Toul de 1279 jusque vers 1296 ⁸. Il était natif de Tubingue et appartenait à l'ordre de Saint-François. On lui attribue la fondation et la consécration du monastère de Sainte-Claire à Bâle ⁹.

Boniface, évêque de Bosnie ou de Diakovar ¹⁰, n'est pas non plus un inconnu. On sait que le 27 avril

1. A. INGOLD, *Le monastère des Unterlinden de Colmar au XIII^e s.* Strasbourg, 1896, p. 13.

2. POTTHAST, n. 11989.

3. EUBEL, I, 109, 442.

4. *ib.*; cfr. v. GÖTZE, *Albert Suerbeer, Erzbischof von Preussen, Livland und Ehsland*. St.-Petersbourg, 1854, 8°; W. WALLACE, *Life of St. Edmund of Canterbury*. Londres, 1893, p. 296, note.

5. L. DEVILLERS, *Chartes du chapitre de Ste-Waudru de Mons*. Bruxelles, 1899, I, 250-51.

6. EUBEL, I, 442.

7. *Revue d'Alsace*, 1903, pp. 238-39.

8. EUBEL, I, 530.

9. *Gallia christ.*, XIII, 1020.

10. La série des évêques de ce diocèse à la fin du XIII^e siècle est assez incertaine. (EUBEL, I, 146).

1292 il consacra l'église des Franciscains de Villingen en qualité de suffragant de l'évêque de Constance ¹.

Ivan, évêque de Lacedémone ², franciscain, accorda le 7 juin 1294 des indulgences à l'église de Bautzen ³, et, la même année, à celle de l'abbaye de Brevnov à Prague ⁴. On le signale en 1299 à Soleure, et comme suffragant de Strasbourg, Bâle et Constance ⁵. Le 11 octobre 1302 il consacra l'église de l'abbaye de Schwarzach ⁶.

D. URSMER BERLIÈRE, O. S. B.

1. EUBEL, *Gesch. der oberdeutschen Minoritenprovinz*, p. 212, note 84; *Freiburger Diözesanarchiv*, t. XXVIII, 43; t. XXX, 194.

2. Il ne faut pas confondre ce siège avec celui de Lacedogna (*Laquedonensis*) dans le sud de l'Italie.

3. *Cod. dipl. Saxon. reg.*, II, 2, p. 244; MACHATSCHEK, *Gesch. der Bischöfe des Hochstiftes Meissen*. Dresden, 1884, p. 223.

4. Archives de Brevnov, B, II, 50; *Studien und Mittheilungen aus dem Benediktinerorden*, 1882, I, p. 81.

5. EUBEL, I, 302.

6. *Gallia christ.*, V, 877; INGOLD, *Nouv. Œuvres inéd. de Grandidier*, III, 16.

SOUVENIRS DE 1813 & 1814

JOURNAL D'UN HABITANT DE CERNAY

M. Henri-Louis-Joseph-Xavier de Latouche, l'auteur des mémoires qui vont suivre, né à Cernay le 7 août 1747, y est décédé le 3 mai 1828, à l'âge de 81 ans, 8 mois. Il était fils de Henri-Frédéric de Latouche et de Geneviève d'Anthès; il s'était marié en premières noces avec Mademoiselle Antoinette de Schauenbourg, et en secondes avec Mademoiselle Julie de Haffner¹. M. de Latouche était capitaine à la suite du régiment d'Alsace, et seigneur de Cernay pour un 7^e. Il fut l'un des 38 membres de la noblesse des bailliages de Belfort et de Huningue qui notifia, le 28 mars 1789, au Clergé et au Tiers-Etat, sa volonté bien arrêtée de faire le sacrifice de ses privilèges pécuniaires pour venir au secours de l'Etat et de la Patrie. Il fut le premier colonel de la Garde nationale de Cernay et se fit gendarme pendant la Révolution française pour sauver sa fortune.

Une partie de ces « Mémoires » a été publiée dans la « Feuille d'annonces de Thann et de Cernay », dont je suis le seul sans doute à posséder la collection, du 21 février au 21 novembre 1858. On les a jugés assez intéressants pour leur faire l'honneur d'être reproduits,

1. Sur cette seconde femme de M. de Latouche, cfr. la *Notice sur le P. Danzas*, dans la collection des *Moines et religieux d'Alsace*, p. 11.

mais intégralement¹, dans la « Revue d'Alsace », dont je suis l'un des plus anciens collaborateurs, — ayant commencé à y écrire il y a 51 ans, — et que dirigent aujourd'hui mes fils.

Arm.-Ign. INGOLD,
notaire honoraire.

RELATION

des événements qui sont arrivés depuis l'entrée des armées alliées.

1813. Décembre 23. Vers les 4 heures du soir, arrivèrent à Cernay dix hommes de l'armée ennemie, savoir : 6 houssards et 4 cosaques. Ils entrèrent en ville au grand galop, en criant : *Wo scyed die gendarmen, die conterband-garten und die verfluchte droits réunis, die fermalcedrte Keller-Ketzern* ! Les habitants leur ayant dit que cette espèce de gens avait pris la fuite, ils s'en retournèrent par la porte de Belfort et rencontrèrent le courrier de Paris qu'ils arrêtrèrent, et malgré ses sollicitations et celles du directeur de la poste de Cernay, ils conduisirent ce courrier et sa malle à Ensisheim où était leur quartier général².

Décembre 24. La ville ne fut nullement inquiétée. On croyait que l'ennemi marchait vers le pays de Porrentruy, et n'avait envoyé ces houssards et ces cosaques que pour aller aux nouvelles et s'informer de l'esprit public des habitants de la contrée.

1. Et avec les notes dont j'ai accompagné leur première publication.

2. Le prince de Schwarzenberg avait passé le Rhin entre Bâle et Schaffhouse, à la tête d'une armée de 200.000 hommes, prussiens, russes, bavares, autrichiens, etc... Le 21 décembre, au lever du soleil, les Bâlois avaient livré passage au centre de cette armée qui se porta sur Huningue, tandis que l'aile gauche marchait sur Colmar et que l'aile droite pénétrait en France par Genève.

Au moment où commence le récit de M. de Latouche, le général autrichien de Frimont et l'archiduc Ferdinand occupaient Mulhouse et Ensisheim.

Décembre 25. A 3 heures du matin 30 houssards de Szeckler, se présentèrent sur le pont, où ils rencontrèrent la patrouille, à qui ils demandèrent pourquoi elle était armée de fusils, et ordonnèrent d'ôter ses armes; sur ce les habitants de la ville formant cette patrouille se sauvèrent dans la ville et jetèrent précipitamment leurs fusils dans le corps de garde de la porte de Belfort.

L'officier qui commandait ces houssards est un homme de 40 ans environ et se nommait Müller; il entra dans la ville, se présenta à la municipalité, parla au conseil général de la commune qui était composé de six membres. Il fit à ces messieurs différentes questions : S'il se trouvait des militaires français dans la ville? S'il y avait des gendarmes? des droits réunis? des douaniers?

Ces 30 houssards campèrent sur la plaine de l'Ochsenfeld et envoyèrent ensuite demander des subsistances. Ils furent de suite satisfaits. Ils placèrent ensuite des vedettes sur les chemins d'Uffholtz, de Colmar, de Belfort et de Thann, et tout rentra dans la plus parfaite tranquillité.

Décembre 26. A dix heures du matin arrivèrent à l'improviste 19 ou 20 gendarmes français venant de Thann par le chemin des vignes; ils étaient commandés par un de leurs lieutenants nommé Sommer. Cet officier a déclaré avant sa mort, arrivée quelques mois après, que le maire de Cernay lui avait écrit qu'il pouvait hardiment passer à Cernay avec ses gendarmes, qu'il ne s'y trouvait que 20 houssards. Il entra donc par la porte haute avec 6 cavaliers, traversa la ville, les autres gendarmes passèrent derrière les remparts pour joindre leur chef au sortir de la porte de Colmar, mais ils rencontrèrent les vedettes de l'ennemi qui, dans ce moment, mangeait la soupe devant l'auberge du Soleil.

hors de la ville. Ces derniers montèrent de suite à cheval pour barrer le chemin aux gendarmes. Il y eut une escarmouche qui dura un demi-quart d'heure ; deux gendarmes furent blessés, un troisième fut fait prisonnier ; ce dernier fut de suite dépouillé entièrement de ses habits que l'ennemi vendit immédiatement à un étranger qui se trouvait à l'auberge du Lion rouge, tenu par le sieur Brunner¹.

Pendant cette escarmouche un accident très fâcheux mit la ville dans la plus grande consternation : un nommé Sébastien, cocher de M. Mouff, percepteur du canton de Cernay, eut l'imprudence d'arracher à un housnard son mousqueton et de le frapper de cette arme. Il se sauva ensuite pour se cacher. Ce fait indigne exaspéra la troupe ennemie, qui vint à l'hôtel de ville réclamer le drôle, en disant au maire que, si dans deux heures il ne leur était livré, la ville serait réduite en cendres. Le maire et le conseil général se rendirent là-dessus en députation chez le commandant pour demander pardon de cette insulte. Ils protestèrent de leur innocence et demandèrent grâce pour la ville. Le commandant, plein de justice et d'équité, ayant égard à cette démarche, dit à la députation qu'il ne serait pas juste que l'innocent fut confondu avec le coupable, qu'il allait donner l'ordre le plus exprès pour faire respecter les propriétés des habitants, qu'ils devaient entièrement compter sur sa parole d'honneur, ajoutant qu'il faisait serment au nom de la sainte Trinité que la ville n'essayerait aucun dommage et que, pour mieux rassurer les habitants.

1. Aujourd'hui l'hôtel de la Ville de Paris. — Les journaux allemands de l'époque ont donné des proportions colossales à cette escarmouche qu'ils ont qualifié de *bataille de Cernay*.

Ils étaient trente, parfaitement valides et aguerris, contre vingt cassés par l'âge et les fatigues, comme ceux qui remplissaient alors les cadres de la gendarmerie. Ne leur contestons pourtant pas la gloire de ce magnifique fait d'armes.

Dans le numéro du 19 février 1846 de la *Feuille d'annonces de Thann et de Cernay* ; il a été rendu compte de la mort de Jean Thiébaud Lutringer, l'un des gendarmes qui prit part à la *fameuse bataille*.

on devait rendre ses promesses publiques par le tambour de la ville. Ce respectable commandant a été on ne peut plus fidèle à sa parole ; la nuit a donc été des plus calmes et des plus tranquilles. Mais trois heures avant ces paroles rassurantes les femmes avec leurs enfants s'étaient réfugiées tant au village de Steinbach que sur la montagne voisine où elles pernoctèrent ; elles revinrent toutes le lendemain.

Décembre 27. Il ne se passa rien de remarquable, la tranquillité continua toute la journée jusqu'au soir, où les postes des hussards ont été relevés par d'autres soldats du même corps.

A 10 heures du même soir arrivèrent 300 chasseurs bavaois, bayonnettes au bout des fusils ; ils se rangèrent en trois lignes devant l'hôtel de ville où leur commandant vint trouver le maire et lui demanda des subsistances pour sa troupe ; de quoi il a été satisfait. On a dit qu'une partie de cette troupe avait passé à Soultz où elle aurait pillé plusieurs maisons, entre autres celles d'un juif nommé Gabriel, marchand drapier, un bureau de tabac, et la maison d'un tourneur située au faubourg du dit lieu.

Décembre 28. La journée a été des plus calmes, il n'arriva aucun accident. L'on vint dire cependant qu'un petit détachement de hussards avait été à Thann, y avait enlevé le maire, l'avait conduit les mains liées sur le dos jusqu'à Saint-Amarin sans lui faire cependant de mal. De Saint-Amarin les mêmes soldats doivent s'être rendus à la manufacture de Wesserling où ils auraient diné et d'où ils seraient retournés tranquillement à leur poste.

Décembre 29. Cette journée a encore été très calme ; mais à midi nous eûmes une nouvelle alerte : un officier d'avant-poste doit avoir dit que la ville de Cernay était mal notée dans l'esprit du général, à cause de l'événement qui s'y était passé le 26, qu'en conséquence elle était toujours menacé d'être incendiée. Sur

cela M. de Gohr et M. Zürcher père ont promis d'aller trouver le général qui commande à Rixheim pour le conjurer de ne pas laisser mettre à exécution cette terrible menace. Le soir, à 6 heures, M. Martin fils, d'Isenheim, maire provisoire de la ville de Cernay, est venu à la maison commune nous dire qu'un hussard avait dit à l'hôte du Lion rouge que son officier commandant lui avait assuré que la paix était faite avec toutes les puissances et que la province d'Alsace était rendue à l'Autriche. Pendant toute la nuit on a entendu une canonnade du côté de Brisach et d'Huningue.

Décembre 30. Le canton de Cernay fut obligé de livrer une très forte réquisition par ordre du commandant, à Chèvremont, et M. Zürcher annonça qu'on allait livrer le lendemain un assaut général à la ville de Belfort ¹.

Décembre 31. 1^{er} cantonnement. Cernay fut obligé de loger la troupe ennemie qui était composée du régiment des hussards de Szeckler et de landwehrs autrichiens. Le maire a dit dans ma maison à 7 heures du soir devant M. Müller, capitaine autrichien, en présence de M. Mertzdorf, de M. Blanc, capitaine autrichien, et de l'adjudant Kauffeld, que M. de Latouche était horriblement riche.

Le maire ordonna qu'on logeât chez M. de Latouche :

Le général autrichien Volkmann	1
Le major général Prince de Fürstenberg	1
Le capitaine de la landwehr, Müller de Marcolhin, beau-père de Vincent de Ratsamhausen .	1
L'adjudant-major, Baron de Kirchberg	1
Le capitaine d'état-major Blanc	1
Le lieutenant-adjudant Sick.	1

1. L'ennemi achevait en effet ses travaux de siège et se flattait d'emporter la place. Le bombardement avait commencé et fut terrible dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier ; mais il ne décida pas la ville à se rendre.

Les domestiques de ces messieurs	23
La garde composée de landwehrs	45
La garde des houssards de Szeckler	12

En tout c'était 86 hommes, non compris 16 chevaux, et les palefreniers qui étaient la plupart des houlans qui ont maltraité et battu le domestique de M. de Latouche ainsi que la cuisinière. Le général Volkmann ne voulant pas boire du vin d'Alsace, il fallut l'abreuver, ainsi que sa suite, du vin de Bourgogne.

1814. Janvier 1. Ce jour le général Volkmann alla loger chez M. Zürcher père sous prétexte que le logement de M. de Latouche n'était pas convenable par la froide saison. Dans l'intervalle il y laissa le prince de Fürstenberg ainsi que les officiers susdits avec la garde et les 12 houssards; de manière que M. de Latouche a encore été obligé de nourrir tout ce monde, jusqu'au 2 janvier à 8 heures du matin, d'où ce cortège est parti d'ici en prenant la route de Colmar. Avant leur départ il fallut leur faire un déjeuner des plus dinatoires et y ajouter du vin de Bourgogne. Malgré tout ce monde et la garde, dans la nuit du 1^{er} janvier on envoya à 10 heures du soir à M. de Latouche un lieutenant des Bavares avec 10 hommes à loger jusqu'au lendemain, 2 janvier. Cet officier, n'ayant plus trouvé de lit, coucha sur un matelas à côté de M. de Latouche, dans la même chambre. Il repartit le matin 2 janvier avec ses dix hommes qui ont encore déjeuné.

Janvier 2. J'ai eu le bonheur de loger le lieutenant-colonel d'état-major général Delort qui est un homme de plus grand mérite, tant par ses qualités que par ses sentiments d'humanité.

Le lieuten.-colon. d'état-major général Delort . . .	1
Il était accompagné d'un capitaine, M. le baron de Zeitel.	1
Il avait à sa suite un valet de chambre, nommé Juri.	1

Trois domestiques 3
Deux palefreniers 2
et seize chevaux, ce qui fait ensemble 8 hommes et
16 chevaux.

A minuit j'ai été réveillé par un maréchal des logis, gendarme de ce régiment, lequel a dit qu'il voulait parler au colonel. Ayant été conduit devant ce dernier il lui a apporté l'ordre de départ fixé à 7 heures du matin. Le colonel et le capitaine prirent le café, les domestiques déjeunèrent ; ensuite le colonel monta à cheval avec le capitaine. Ils prirent congé de M. de Latouche auquel ils témoignèrent mille remerciements amicaux.

Janvier 3. Nous eûmes à loger chez nous deux lieutenants bavarois du 1^{er} bataillon de la landwehr nommé de Hægelen et de Hän, natifs de la Souabe, plus deux domestiques, l'ordonnance, dix chevaux et deux conducteurs. Les deux lieutenants ont été des plus honnêtes, et les domestiques avec les conducteurs tranquilles et contents. Les deux officiers et les deux domestiques sont partis pour Colmar le 4, à 8 heures du matin ; les conducteurs avec les dix chevaux sont restés jusqu'à onze heures du matin.

Janvier 4. Cette journée a été assez tranquille pour moi. Cependant j'eus un accès de fièvre causé par la fatigue, n'ayant pu me deshabiller pendant 3 jours consécutifs.

Il arriva cependant un accident au directeur de la poste aux lettres ; ce dernier ayant logé un colonel et deux domestiques, l'un des deux s'étant enivré, brisa toute la batterie de cuisine dans la maison du propriétaire, lequel en fit sa plainte au chef qui soupait alors chez le général commandant qui ordonna de suite de le faire arrêter par six soldats de la garde et le fit conduire en prison où il fut enchaîné aux pieds et aux mains. Le même jour Nick, cordonnier, eut une oreille arrachée par un soldat qui avait été animé

contre lui par le sieur Ben.... Le même soir le char-à-banc de M. de Latouche fut requis avec son cheval et son valet pour conduire un officier à Soultz. En revenant ce domestique fut attaqué par un soldat qui lui ordonna de lui donner son cheval, sinon il le tuerait. Mais ce domestique eut le bonheur de se sauver par la vitesse de son cheval qui s'en revint au grand galop le lendemain 5 à Cernay.

Janvier 5. Le Baron de Meyerhoffen, gentilhomme du Tyrol et capitaine de l'infanterie bavaroise, fut logé avec son domestique chez M. de Latouche; cet officier a été très affable envers toute la maison. Le lendemain, il en est parti à 9 heures du matin sur un char-à-banc pour Colmar; il est grand connaisseur et amateur de peinture et de musique.

Janvier 6. Les habitants de Steinbach ont été attaqués par ceux de Vieux-Thann, qui étaient venus armés de haches pour voler leur bois dans l'Ives. Mais ces premiers ont prévenu de suite leur maire, nommé Thiébaud Muringer, ancien militaire, lequel se mit à la tête de sa communauté qu'il fit armer de fusils et de fourches, marcha vers ces brigands et les ayant chassés de la banlieue, il rendit compte à M. le Baron de Baumlein, commandant de la ville de Cernay, nommé par S. A. R. le Prince royal de Wurtemberg, qui se trouvait dans ce moment logé à Cernay chez M. Zürcher père, directeur et encore propriétaire d'une manufacture de toiles peintes établie en cette ville avant la Révolution.

Janvier 6. Ce même jour le maire donna encore à loger à M. de Latouche. Savoir :

M. son Excellence le général Stockmeyer . . .	1
M ^{rs} les Barons de Lentz, de Roht, et Auditor. . .	3
Un valet de chambre et deux domestiques . . .	3
Un conducteur et deux palefreniers	3
plus 16 chevaux, ce qui fait ensemble dix hommes et seize chevaux.	

Ils ont soupé, diné et déjeuné chez M. de Latouche avec beaucoup de tranquillité et sont partis le lendemain matin avec un autre guide pour aller à Wesserling.

Janvier 7. Le Baron de Roht partit à 10 heures du matin avec la voiture et les équipages du général Stockmeyer qu'il rejoignit à Wesserling; une couverte et une bride furent perdus, le verrou brisé. Ce même jour les troupes de Wurtemberg nommèrent un commandant pour la ville de Cernay; c'est un jeune homme de 20 ans, le Baron de Bäumléin, homme ferme et équitable et dès plus justes. Dans l'après-dîner il fit de sérieux reproches à notre maire provisoire qui avait affecté de quitter son poste de la maison commune, sous plusieurs prétextes des plus frivoles.

Janvier 8. Cette journée se passa tranquillement; notre commandant ayant appris qu'il circulait de faux bons fabriqués par ses soldats, fit venir les coupables devant lui et ordonna à un caporal de leur appliquer une correction militaire en sa présence, ce qui fut fait à l'instant même¹. Le maire de Steinbach lui ayant représenté combien sa commune avait souffert par suite du nombre exagéré de soldats qu'on lui avait donné à loger le 2 janvier dernier (plus de 3.500 fantassins), le commandant ordonna que la commune de Steinbach fut à l'avenir exempte de logements et de réquisitions.

Janvier 9. Dans la ville de Cernay il ne se passe rien de remarquable, mais ce même jour plusieurs cosaques cantonnés à Uffholtz firent une incursion dans la métairie de Weckenthal, y enlevèrent les bestiaux du fermier et lui mirent le pistolet sur la gorge pour avoir son argent et ils exigèrent même qu'il les payât tout en or. Ce fermier ayant porté ses plaintes à M. d'Anthès, son maître, celui-ci demanda justice à

1. Qu'on ne s'y méprenne pas : c'est bien de l'ignoble *schlagut*, qu'il est question ici. C'étaient les caporaux qui étaient chargés de cette dégradante punition qui a depuis disparu des codes militaires allemands.

leur commandant, lequel fit arrêter les délinquants, leur fit appliquer une punition corporelle et les força à rendre au propriétaire tout ce qu'ils lui avaient volé.

A une heure après midi on logea chez M. de Latouche MM. Petry Meyer de Berne, et Brandel d'Inspruck, lieutenants des chasseurs autrichiens du Tyrol ; ils venaient de Montbéliard et sont repartis le lendemain avec un domestique, un conducteur et 3 chevaux pour se rendre à Colmar.

Janvier 11. Le fils de M. Christophe Heuchel, aubergiste du Cheval blanc, est venu inviter M. de Latouche de la part de M. Nachbauer l'ainé de se rendre à une assemblée qui se tenait chez lui. M. de Latouche s'étant rendu à cette invitation, M. Nachbauer lui dit que les bourgeois les plus aisés étaient convenus d'offrir à M. Bäumlein une montre à répétition en or avec une chaîne de même métal, le tout de la valeur de 300 francs, afin de lui témoigner la reconnaissance des habitants de la ville de les avoir préservés du logement des cosaques et maintenu par ses soins la tranquillité publique. Le nommé Salomon Katz offrit de fournir la montre, et M. Meunier, aubergiste du Soleil, la chaîne. Katz fit de suite une liste de répartition ; il cotisa chaque individu à sa fantaisie, si bien qu'il taxa M. de Latouche à 12 francs et mit la même taxe à M. Zurcher, millionnaire reconnu pour tel, et n'augmenta pas les autres maisons de fabrique qui ont fait une fortune considérable depuis le commencement de la Révolution jusqu'à ce jour. Il faut avouer que cette répartition prouve une prédilection des plus distinguées pour les victimes du gouvernement.

Janvier 11. M. de Latouche rencontra chemin faisant M. Dürwell, apothicaire ; ce dernier lui dit qu'on avait découvert deux recruteurs cosaques établis dans la ville de Guebwiller ; l'un de ces recruteurs était un tailleur de l'endroit même et l'autre un maçon du dit lieu, lesquels faisant des habillements de cosaques, et que, sous ce déguisement, ils avaient été dans plusieurs

villages demander des contributions sous peine d'incendie; que ces deux personnages avaient été reconnus, ensuite arrêtés et conduits dans les prisons à Colmar, où ils ont été de suite fusillés. Le dit Dürwell ajouta encore que les vrais cosaques qui étaient à Guebwiller y avaient commis des excès infâmes envers une femme en présence de son mari et qu'en outre ils avaient violé 3 filles de cet endroit.

Janvier 12. M. le commandant, Baron de Bäumlein, annonça à la commune de Cernay, qu'il avait reçu ordre de rejoindre son corps à Remiremont. Cette nouvelle consterna tous les honnêtes gens de l'endroit, car il y avait non seulement rétabli l'ordre et la tranquillité, mais encore protégé la ville contre la malveillance, et par sa prudence il eut le talent d'éloigner toutes les incursions des cosaques, qui sans lui auraient logé dans cette ville.

Le soir il y eut permanence à la maison commune, composée des MM. Michel Fautsch, Mouff et Etienne Augustin; le dit Mouff, quoique déjà ivre, a pris avec lui la garde pour chercher du vin chez lui, est retourné à la maison commune où il a tapagé sans discontinuer à se souler jusqu'à la pointe du jour.

Janvier 13. M. le commandant, Baron de Bäumlein, partit de Cernay à 2 heures après midi sur un charriot attelé de 2 chevaux escorté par 4 soldats de son détachement pour aller à Remiremont. Ce brave militaire a emporté le regret général de toute la ville et surtout des personnes de probité. Il a laissé avant son départ une lettre pour celui qui devra le remplacer, afin de lui donner des indications nécessaires dans ces circonstances. Cette lettre a été portée le même jour à Colmar par M. Mertzdorf, fabricant, pour la remettre en main propre au général Comte de Wrede, commandant l'armée des alliés.

Janvier 14 et 15. Il ne s'est rien passé de remarquable à Cernay, tout y était tranquille, il n'y eut que

les cosaques cantonnés à Uffholtz qui y venaient pour demander des fourrages et en s'en retournant ils ont été faire des visites de politesse aux personnes qu'ils présumaient avoir des bons vins en cave. Ces cosaques étaient accompagnés de M. Winterberger d'Uffholtz, qui a bu avec eux chez M. B. Ingold, notaire à Cernay ¹.

Janvier 16. Deux garçons d'Uffholtz, nommés Sies, avec un de Cernay, nommé Grunevald, s'étaient travestis en cosaques dont ils avaient empruntés les habillements, ces drôles ont été faire des concussions à Wattwiller où ils ont été reconnus et ensuite arrêtés.

Ce même jour M. Mertzdorf est revenu de Colmar à Cernay ; il a dit que S. E. le Comte de Wrede avait refusé de faire remplacer le commandant, parce que cette nomination dépendait uniquement du prince de la couronne.

Janvier 17. M. Hillenmeyer, maire de Wattwiller, qui avait fait arrêter le matin les nommés Sies et Grunevald, fit encore incarcérer deux cosaques d'Uffholtz, qui avaient bu avec ces premiers dans un cabaret où ils avaient vacarmé ensemble ; mais leurs camarades, les cosaques d'Uffholtz, se transportèrent de suite à Wattwiller, réclamèrent ces cinq hommes au maire et lui dirent : que les nommés Sies et Grunevald étaient engagés dans leur troupe, et que s'il refusait de les relâcher et de leur payer en outre 150 francs pour dommages intérêts, ils mettraient de suite le feu dans sa commune. Sur cette menace ce maire fut forcé d'acquiescer à leur demande et paya les 150 francs.

Le soir vers les quatre heures les cosaques d'Uffholtz se présentèrent devant la maison commune de Cernay et dirent à l'adjoint (Michel Fautsch) qu'ils voulaient loger dans la ville avec 40 hommes et 80 chevaux. M. l'adjoint leur ayant demandé s'ils avaient un ordre

1. Le père de l'éditeur de ces *Mémoires*.

par écrit, ils répondirent que non et se firent loger à Wattwiller au grand étonnement du maire qu'ils avaient menacé dans la matinée.

Ce même jour on raconta à Cernay un vilain trait commis le 12 janvier par un habitant d'Aspach-le-Bas, un nommé Louis Haas du susdit lieu. S'étant promené le soir à cheval sur la chaussée de Thann, il trouva sur le chemin une lance de cosaque, qu'il ramassa. Non content de cette trouvaille, il projeta de vouloir imiter le cosaque, en conséquence il rabattit son bonnet de pelisse qu'il avait sur la tête, afin de mieux imiter ce costume. Au bout d'un quart d'heure il rencontra un vieillard nommé Kuenemann, de Schweighouse, marchand de grain, qui venait de Thann à pied pour se rendre à sa demeure; le dit Haas l'arrête et lui ordonne de lui servir de guide pour aller à Aspach-le-Bas. Ce pauvre vieillard lui obéit en croyant que c'était un vrai cosaque; alors ce jeune drôle le brusqua non seulement par des mots durs, mais le poussa encore avec la pointe de sa lance dans le dos et le força de courir devant lui aussi vite que son cheval.

Ce pauvre vieillard tomba plusieurs fois exténué de fatigue et enfin se mit à genoux devant ce drôle pour lui demander grâce de ne pas le tuer; mais ce jeune vaurien fut sans pitié et le picota derechef avec sa lance jusqu'à ce qu'il arriva au dit Aspach où alors il se fit connaître en s'applaudissant d'avoir causé tant de frayeur à cet honnête vieillard. Ce Louis Haas doit être un des neveux du père Thiebaud Haas ci-devant cordelier.

Janvier 18 et 19. Il a fait une forte pluie qui a fondu à la fois toute la neige des montagnes, ce qui occasionna une inondation terrible dont on ne peut en définir les dégâts que dans la suite. Le fossé de M. de Latouche était submergé jusqu'à la maison, et il y avait 3 pieds d'eau dans sa cave.

Janvier 20. A onze heures du matin la maison d'un habitant nommé Kœpfert s'écroula sans causer la moindre blessure aux personnes qui y demeuraient.

Janvier 21. Sont arrivés 50 cosaques et 80 chevaux voulant loger à Cernay, à moins que la ville leur donnât 300 francs pour loger ailleurs. Alors le maire composa avec eux pour 120 francs dont ils lui ont donné quittance et ensuite ils sont allés à Schweighouse où ils ont encore reçu de l'argent, de là ils s'en allèrent se loger à Reiningen.

Janvier 22. Il y a eu six enterrements le même jour à Cernay. Depuis le 22, il ne s'est rien passé de remarquable, mais le 26 les cosaques ont mis le feu à 3 granges de Gommersdorff. Les habitants de Danne-marie ayant voulu venir au secours avec leurs pompes, ces cosaques s'y sont opposés et ont coupé les traits des chevaux qui y étaient attelés et mis en pièces les canaux des pompes. Cette atrocité a révolté les bourgeois, lesquels sont tombés sur ces malveillants et les ont rossé vigoureusement au point qu'ils se sont mis à genoux pour demander grâce, et entre autre leur capitaine qui criait en disant : *Pardon, français.* Depuis le 26 jusqu'au 30 on a toujours entendu une canonnade à Belfort sans en apprendre le résultat.

Janvier 30. L'on a appris qu'à Strasbourg l'on faisait actuellement monter la garde aux douaniers ainsi qu'aux employés des droits réunis auxquels les bourgeois disaient mille douceurs ironiques, pour leur renouveler la mémoire des vexations qu'ils avaient commis pendant leur règne. Le maire Martin a dit qu'à Colmar circulait la nouvelle qu'il n'y aurait à l'avenir plus de réquisition de conscrits et que l'enregistrement ainsi que les droits réunis seraient supprimés.

Janvier 31. On fit courir le bruit à Cernay qu'on avait dit à la préfecture qu'il serait ordonné par la commission de faire désarmer *tout le Haut-Rhin.*

Février 2. La ville de Cernay a eu une nouvelle réquisition consistant en foin, pain, avoine et 2.000 francs en argent et que si l'on ne payait pas sur le champ, que chaque jour cette réquisition serait doublé. Cette

réquisition avait pour signature le nom du commandant de Thann.

Février 3. On envoya un bourgeois de confiance pour parler à ce commandant, mais il apprit avec surprise qu'il était déjà parti depuis plusieurs jours et que cette réquisition avait été fabriquée par des malveillants. En conséquence on n'a rien livré sur cet ordre que l'on a gardé, afin de découvrir par la suite les faussaires de cette signature. Le soir la servante de Madame Öhl dit que les Français étaient arrivés à Bâle.

Février 4. On a appris de Colmar que des paysans près de Sélestadt s'étaient révoltés contre les troupes ce qui occasionna de suite l'ordre de désarmement qui s'est exécuté à Colmar et publié à Rouffach. L'on a appris à Cernay que le maire de Soultz, nommé André Wilhelm, avait été enlevé par 6 hussards, qui l'ont conduit à Ensisheim. L'on ignore encore par quel ordre ni pourquoi.

Février 6. Par un exprès du même jour cette susdite nouvelle sur le maire de Soultz s'est trouvée entièrement fausse. Il avait été à Colmar avec M. d'Anthès pour des affaires et n'a jamais été mandé d'y comparaître par aucune autorité majeure. Depuis le 6 jusqu'au 17 il ne se passa rien de nouveau excepté des réquisitions continuelles et exorbitantes, car on demanda à la ville de Soultz à fournir 25 réseaux d'orge par jour; en conséquence M. d'Anthès l'ainé alla à Colmar en députation pour représenter à la commission l'impossibilité de livrer cette quantité. Il faut observer qu'on croit que l'énormité de ces réquisitions provient d'une compagnie de spéculateurs; on en a fait la remarque par une réquisition de 200 mesures d'eau-de-vie fournie par le canton de Soultz, et le lendemain il y eut un étranger qui vendit à Rouffach encore 20 mesures de la même qualité. Ces spéculations s'étendent sur toutes espèces de réquisitions, car à Thann on a vendu à un paysan d'Aspach deux bœufs gras pour 100 francs,

celui les revendit le lendemain pour 300 francs et ensuite ils furent encore par ce dernier revendu à 600 francs. Il en fut de même des autres espèces de réquisitions.

Février 18. Il arriva pendant cet intervalle une farce plaisante au village de Soppe-le-Haut. Le curé de ce lieu avait un commandant de cosaques à loger dans son presbytère ; ce dernier voyant que le prêtre était un homme de toute gaité, voulut pleinement s'en divertir. En conséquence cet officier le fit habiller en fille et sa gouvernante en uniforme de cosaque ; ensuite il fit venir des cosaques musiciens et fit danser le curé avec sa gouvernante dans toutes les rues du village devant ses paroissiens. L'on dit actuellement que le curé est malade par chagrin d'avoir été la risée de l'endroit. Cela est étonnant, car il ne pêche cependant pas trop par délicatesse.

Depuis le 18 jusqu'au 21 il n'arriva rien de remarquable sinon que la commune de Cernay et Steinbach eut encore une réquisition de fournir 780 francs dans 24 heures, en conséquence le maire de Cernay fit assembler les habitants les plus aisés de Cernay pour contribuer selon leur moyen en leur disant que les avances qu'ils feront leur serviront de bons sur les contributions foncières ; sur cela M. de Latouche a donné pour sa part 25 francs, M. Baudri 30, M. Zürcher 50, et M^{me} Öhl, pour se distinguer, n'a donné que 12.

L'on demanda en outre encore des combustibles, du vin, du pain, de l'orge. Mais à peine avait-on fourni cette dernière réquisition que celui qui les fit emporter, vendit sa denrée en chemin à des spéculateurs français apostés, et l'on a dit que M. Bruner a eu connaissance de cette vente et qu'il est certain que ce sont les habitants d'Aspach-le-Bas et de Burnhaupt qui les ont achetés. Ces acheteurs sont donc pire que des ennemis. Hélas !

Février 24. La ville de Cernay reçut une réquisition d'une autre espèce ; ce fut de fournir 16 chevaux pour Cernay seul ; 4 chevaux pour Steinbach et 8 pour Uftholtz. L'on ne sait comment faire jusqu'à présent. Du 24 jusqu'au 1^{er} mars il ne s'est rien passé de remarquable à Cernay, mais à Aspach-le-Bas où les cosaques ont voulu piller dans la maison d'un nommé Hug qui avait épousé la fille de M. Zimmermann l'officier ; cette femme, qui se trouvait enceinte, en a eu une si grande frayeur qu'elle accoucha 8 jours après et mourut le même jour qu'elle fut accouchée. Ces cosaques qui étaient au nombre de douze, ont été ensuite à Balschwiller pour y piller, mais les habitants sont tombés sur eux et les ont maitrement rossés ; après cela ils ont de suite dressé un procès-verbal et l'ont envoyé au général des cosaques, qui leur a mandé qu'ils avaient bien fait et qu'ils devaient n'avoir aucune crainte de punition.

Mars 2. Il y eut à Thann 4 Russes chez M. Steger l'ainé, lesquels après avoir été bien nourri et abreuvé de schnaps, non seulement ont cherché des querelles à leur hôte, mais le frappèrent. Le dit Steger ayant porté ses plaintes à leur commandant, celui-ci vint lui-même les arrêter dans la maison et leur fit infliger par 2 caporaux à chacun 60 coups de bâton des mieux appliqués, et ensuite les fit mettre au cachot au pain et à l'eau. Ce même commandant fit aussi arrêter un houssard français, nommé Hillweg, qui se trouvait à Thann lequel avait tenu des discours pour émeuter et le fit conduire de suite au quartier général où l'on croit qu'il sera fusillé.

Mars 4. Il y eut à Cernay une réquisition où chaque ménage doit fournir une paire de drap, une couverture, un oreiller pour l'hôpital de Cernay. M. de Latouche a de suite fourni son contingent. Sur les deux heures après midi l'officier qui commandait un petit détachement de Russes blessés, monta à la maison commune où les membres du conseil général étaient assemblés,

les menaça d'exécution militaire de ce que le contingent n'était pas livré et sur le champ, les consigna de ne pas sortir de la salle jusqu'à ce que le tout soit fourni à l'hôpital; cette consigne était si sévère qu'ils ne sont pas seulement sortis pour des besoins naturels, en conséquence M. Weiss fut contraint de p.... par la fenêtre sur la rue. Pendant cet intervalle, M. Mouff, voulant forcer la porte, fut rossé par les sentinelles, ainsi que M. Brunner, aubergiste. Ces Russes tombèrent aussi sur le weibel et sur le geôlier Raindre et les poursuivirent dans les rues les sabres nus. Mais le lendemain est venu à Cernay un chef supérieur, nommé le Baron de Rosen, auquel le conseil général porta ses plaintes. M. le Baron de Rosen fit de suite arrêter cet officier turbulent et ordonna qu'on lui cassât 15 bâtons de noisetier sur les fesses. Alors il se mit à genoux et demanda pardon, mais le Baron de Rosen voulut absolument qu'il subit la punition. Alors M. Zürcher, joint aux autres membres, demandèrent grâce pour le délinquant qui en fut quitte pour la peur. Le Baron de Rosen ordonna qu'on le logeat chez M. Öhl le papetier, avec injonction à ce dernier de ne point ménager ce turbulent; en conséquence M. Öhl fit un serment à ce dernier et le menaça de la bastonnade s'il s'avisait de sortir de l'honnêteté. Alors il lui répondit en disant : « *Pardon franzose, partone, Russe gut seyn, still vill* », et jusqu'au départ de M. Öhl pour Colmar, il a été doux comme un agneau. Reste à savoir s'il persistera.

Mars 6. M. de Babeck, lieutenant des chasseurs du 3^e bataillon des chasseurs Autrichiens, logea chez M. de Latouche avec un domestique et 2 chevaux. Cet officier est de la Bohême à 20 lieues de Prague; il est très affable, ainsi que son domestique qui est un vieux soldat des Pays-Bas. Ce dernier parle très bien le français. Il a dit que de 1.300 hommes, dont ce bataillon était composé, il n'en est plus revenu que 300, le reste ayant été tué à Brienne, et qu'ils avaient beaucoup souffert à cause des Russes qui devaient faire l'attaque

et qui au lieu de combattre se sont sauvés comme des capons ce qui a causé une déroute dans l'armée qui a été contraint de rétrograder; une prodigieuse quantité outre les morts ont été blessés grièvement, entre autres M. le Baron de Brandel dont il a été parlé dans l'article du 10 janvier. Cet officier a reçu 2 blessures, l'une dans la tête et une balle dans la cuisse ¹.

M. de Babeck a dit aussi que la belle ville de Troyes a été brûlée entièrement par les Français à leur seconde retraite, que c'était un désastre terrible, qu'il y avait des caves dans lesquelles le vin de champagne avait coulé si fort qu'on ne pouvait y entrer sans risquer de se noyer dans ces bons vins, qui montaient jusqu'à passé 3 pieds de hauteur; de là on doit juger de la perte ².

Mars 7. M. de Babeck est parti d'ici pour Colmar dans un char à banc couvert, conduit par M. Öhl le papetier. Ils ont été à Munwiller pour visiter un détachement qui s'y trouve actuellement cantonné. Le même jour on a appris que le maire de Hagenbach a subi une punition de cinquante coups de bâton sur les fesses par les Russes qui y étaient cantonnés à cause qu'il avait fait mêler de l'épéautre égrugé parmi l'avoine qu'on devait leur fournir. Le même jour la ville de Cernay a reçu un transport de 80 Russes blessés, lesquels on a tous logés chez les bourgeois.

Mars 8. Le tambour de la ville de Cernay a publié au son de sa caisse cette annonce : *Es ist ein weibsbild verloren gangen, sie ist eine frantzösin und ist die frau eines russischen capitains; der vo wissenschaft von ihr hat, soll sie auf das raikhause bringen, er wird ein gutes tringeld empfangen.* (A suivre).

1. Le 29 janvier 1814, Napoléon enleva la ville et le château de Brienne (Aube) à Blücher et lui fit perdre 4.000 hommes. C'est de ce combat que veut parler notre annaliste.

2. Il y a beaucoup d'exagération dans ce récit. Il est de fait que la ville de Troyes fut prise en 1814 par les Alliés, reprise par les Français, et envahie de nouveau par les premiers qui l'occupèrent encore l'année suivante.

CHRONIQUE BELFORTAINE

PAR

l'abbé SCHULER

(SUITE)¹

Eglises.

Depuis que Belfort existe, il se trouve d'abord qu'il a changé trois fois d'église paroissiale. La première (et par conséquent la plus ancienne) est celle qu'on appelle encore aujourd'hui Brasse. Cette église fait depuis longtemps l'objet d'une dissertation qui ne sera jamais décidée. Où l'histoire manque, la chose demeure nécessairement indécise. On ne peut plus donner que des probabilités et toute probabilité peut être fausse. Il est pourtant vrai qu'on lit dans l'histoire d'Alsace que l'église de Brasse était la paroisse de l'ancien Belfort qui fut réduit en cendres en 1400. Le savant abbé Grandidier rapporte cette opinion sans s'y arrêter. Mais quoi ? Selon cette opinion, l'ancien Belfort aurait-il donc été bâti dans la plaine de Brasse ? Les chétives maisons du *Magasin* seraient-elles bien encore quelques vieux restes de ce prétendu ancien Belfort qui fut consumé dans les flammes en 1400, ou bien l'ancien Belfort n'était-il alors que la vieille ville d'aujourd'hui

1. Voir la livraison de mars-avril.

bâtie sous le château? Voilà ce qu'il faudrait d'abord décider, si on veut dire que Brasse est l'église de l'ancien Belfort. Pour moi, je crois qu'on peut soutenir à bon compte que jamais il n'a existé d'autre Belfort que celui qui est adossé au rocher de son château, et qui fait la vieille ville de nos jours, et que loin d'avoir été réduit en cendres en 1400, il a toujours subsisté sans avoir éprouvé aucune destruction, et on voit par l'histoire que l'église que Belfort avait encore au pied du château en 1748 existait déjà près de cent ans avant le prétendu incendie de 1400.

Mais que dire donc de l'église de Brasse? Quelle est son origine? Dans quel temps a-t-elle été bâtie? Si on veut dire vrai, il faut avouer qu'on n'en sait rien, les plus vieilles archives de Belfort n'en peuvent rien apprendre, puisqu'elles ne remontent pas au-delà du XIV^e siècle et que l'église de Brasse était déjà bâtie longtemps auparavant. Dire (comme je l'ai entendu) que le nom de cette église vient d'un peuple des environs qui s'appelait *Brassiens*, c'est bâtir une opinion qui n'a aucun fondement. Cependant au défaut de l'histoire, on pourrait raisonner sur cette église de Brasse avec quelque apparence de probabilité, et voici ce que je crois qu'on pourrait dire sur cet objet : l'église de Brasse a été véritablement la première église de l'ancien Belfort bâti originairement au pied d'une haute roche sur laquelle est assis son château. Si maintenant on s'étonne que cette église se trouvât éloignée d'un quart de lieue de cette ville, c'est qu'elle subsistait déjà avant que Belfort ne fut bâti. Cette paroisse était déjà alors la paroisse commune de différents habitants, soit laboureurs, soit ouvriers, soit artisans dont les demeures et ateliers étaient épars et éloignés les uns des autres dans les environs de cette plaine qui s'étend depuis Belfort jusqu'au Valdoie, et alors ces habitants ainsi dispersés dans les environs à une lieue à la ronde ont formé petit à petit les villages de Cravanche, du Valdoie, du Salbert, de la Forge et d'Offémont. Belfort

lui-même a pris aussi dans ces vieux temps son existence à son tour et cette ville, ainsi que tous les lieux circonvoisins que je viens de nommer, devaient naturellement avoir l'église de Brasse pour paroisse commune, comme ils l'ont encore aujourd'hui.

Ce que je viens de dire se confirme par ce qu'on a vu souvent dans les Vosges. On bâtissait dans l'ancien temps des églises isolées où se rendaient les habitants des environs qui étaient dispersés à plusieurs lieues dans les vallons ou sur les montagnes. Petit à petit, ces habitants ont formé des groupes de maisons et ont produit des villages et même des bourgs qui, tous, ont gardé la même église pour paroisse dans le lieu où elle était originairement bâtie.

Voilà comme je crois qu'on peut raisonner de l'église de Brasse qui devint insensiblement la paroisse de plusieurs communes qui se formèrent avec le temps dans les lieux circonvoisins de Belfort, où il n'y avait auparavant que des habitations isolées, mais qui, dans la suite, se sont aggrandies par la population dans cet intervalle de temps. Il peut se faire aussi que Belfort ait bâti dans sa propre enceinte une autre église paroissiale qui originairement était de la dépendance de Montbéliard par rapport au patronage, et que Jeanne, comtesse de Ferrette, dame très pieuse, changea en église collégiale vers le milieu du XIV^e siècle¹. Mais nonobstant cette seconde église dans les murs de la ville, celle de Brasse ne perdit jamais sa première qualité d'église paroissiale. Si vrai que le chapitre de Belfort y venait faire l'office à certains jours de l'année, et le cimetière qui l'environne continua toujours d'être le dépôt religieux des morts de la paroisse. Près de cette église de Brasse est la maisonnette du fossoyeur. On l'appelle communément *Broudre*. Ce mot qui vient de l'allemand Bruder, a été reçu dans la langue romance

1. En 1342.

qu'on parlait autrefois universellement dans la contrée de Belfort et laquelle avec le temps a admis quantité d'autres expressions de la langue allemande qui depuis le Rhin s'étend jusqu'à quatre lieues de Belfort. On pourrait croire aussi que la demeure du fossoyeur de Brasse était originairement la demeure d'un bon ermite, portant l'habit de religion et se faisant une occupation pieuse de prendre soin des morts ; c'est ce qui fait soupçonner le titre de frère ou de Broudre que portent encore ses successeurs laïques. On doit se rappeler, en effet, que, dans les anciens temps, le goût de se faire ermite était très répandu, et seulement à sept ou huit lieues à la ronde de Belfort, on pouvait compter, jusqu'au temps de la Révolution, 9 ou 10 ermitages. Je ne nommerai ici que celui de qui avait une telle célébrité que nos jeunes compatriotes y allaient prendre une éducation littéraire auprès d'un frère ermite qui donnait cette éducation sans l'avoir apprise lui-même.

Risum teneatis amici!

Mais je viens maintenant à la seconde église paroissiale et devenue tout à la fois église collégiale, comme je l'ai déjà annoncé. Cette église que je fréquentais dans ma tendre enfance était assez grande pour la population du temps dont je parle ; elle ne le serait plus, si elle existait encore aujourd'hui. Cette église avait son cimetière propre, mais qui n'était destiné que pour les chanoines et les défunts huppés. A côté de sa grande porte était une chapelle dédiée à la S^{te} Vierge sous le titre de N.-D. de Joye qui renfermait un tombeau remarquable de quelque grand seigneur dont le nom s'était perdu. Le clocher, revêtu de fer-blanc, jetait au loin un grand éclat à la lumière du soleil et portait sa flèche jusqu'à la hauteur des remparts du château au pied duquel il s'élevait. Sa nef qui n'avait, à droite, qu'un bas-côté, était fort obscure ; elle ne recevait de lumière que par les fenêtres de ses chapelles bâties à gauche et par celle qui se trouvait au-dessus de son portail qui éclairait encore une grande tribune où se

plaçait un grand nombre de paroissiens. On voyait dans cette église jusqu'à sept autels. Le chœur était aussi grand que la nef, mais mieux éclairé et il régnait tout autour deux rangs de 20 à 30 stalles. Il n'en fallait pas moins alors, puisque l'église, devenue collégiale, avait dans les commencements de sa fondation, en 1342, douze chanoines et treize prébendés plus six enfants de chœur, mais ce chapitre ayant été réduit seulement à six chanoines, les hommes entrèrent alors en plus grand nombre dans le chœur, remplirent les stalles qui se trouvaient vides et soutinrent l'office par l'harmonie de leurs voix qui s'unissaient à celles du petit nombre de chanoines qui restait après leur réduction. L'orgue qui était suspendu fort haut dans la nef n'était qu'une chétive turlutaine, mais elle suffisait à la piété de ce temps-là. Soit que cette église menaçât ruine ou qu'on voulut illustrer la nouvelle ville d'un plus beau temple, elle fut démolie vers le milieu du XVIII^e siècle et il s'en éleva une autre sur la place qui arrête aujourd'hui les regards du voyageur et le provoque à venir voir de plus près sa belle et majestueuse construction. C'est en 1728 que la ville jeta les fondements de ce superbe édifice qui, après 30 ans, arriva au degré de perfection très incomplète où on la voit aujourd'hui. Son architecture, soit en dedans, soit en dehors, est d'un grand goût, seulement la sculpture est trop prodiguée, comme on le voit au dehors, à la corniche qui règne tout à l'entour. Mon père qui n'avait pas fait le plan de cette église¹, mais qui s'obligea à l'exécuter, me disait de cette corniche, qu'étant fort massive, elle devait être rigoureusement entretenue et garantie des pluies et des dégels, autrement, qu'elle se déjoindrait avec le temps et qu'enfin, elle tomberait par partie et par morceaux; c'est à cette remarque que les fabriciens devraient bien faire attention. Les

1. Le plan de l'église fut fait par Maréchal, ingénieur du Roi à Strasbourg.

facultés de la commune n'ont pas permis d'élever une tour plus haute qu'on la voit aujourd'hui. S'il avait été possible de bâtir les deux tours¹, telles qu'elles sont dessinées dans le plan, cette église eût été un des plus beaux édifices de la province et, déjà même, elle peut aller de paire avec la belle église de Guebwiller qui excite l'admiration des étrangers.

L'église paroissiale de Belfort n'est pas la seule qui soit dans cette petite ville. On y trouve encore une chapelle qui est bien entretenue et l'autel richement paré. Je parle de l'hôpital des bourgeois qui, jusqu'à présent, a toujours été très sagement dirigé et où les malades trouvent tous les secours temporels et spirituels que la charité chrétienne peut inspirer aux Dames hospitalières qui prennent soin de ce bien-faisant établissement. Quoiqu'elles soient séculières, elles portent un habillement analogue à leur état, et dont la façon, quoique ancienne, était d'un fort bon goût. Dans les dernières et déplorables années du XVIII^e siècle, ces dames eurent le sort commun des communautés religieuses; elles furent obligées de quitter non seulement leur costume, mais l'hôpital même, c'est-à-dire le domicile de leurs bienfaits; car voilà jusqu'où allait l'aveugle et honteuse fureur de ce temps. Mais quand l'ordre et le calme furent enfin rétablis en France, les directeurs de cet hôpital, qui, jamais, n'avaient oublié le mérite et l'adresse de ces dames à servir les malades, les rappelèrent avec empressement, on rehabilita alors la chapelle qui avait été honteusement profanée; on remonta une cloche; mais son clocher porte encore quelque trace des assauts que la Révolution a livrés aux églises chrétiennes. Aujourd'hui les dames servantes des malades continuent avec le même succès et le même éloge leurs charitables fonctions. Elles ont repris leur ancien et gracieux costume, et, par leurs bons offices, elles persuadent toujours de plus en plus les citoyens qu'il

1. La tour du sud date de 1844.

n'y a que la religion seule qui puisse les animer à vaincre joyeusement les peines de leur état, les fatigues journalières, les rebuts et les dégoûts inséparables de leur vocation.

A l'extrémité du faubourg de la Porte de France, sur la belle route qui conduit au Valdoie, se trouvait autrefois une chapelle dédiée à la S^{te} Vierge et portait le nom de chapelle de Lorette¹ ; elle était liée à un modique bénéfice qui faisait le titre clérical de quelque jeune ecclésiastique de Belfort. L'habitation du bénéficiaire était adossée à la chapelle et il se trouvait encore différents fonds de terre dans la proximité et le même enclos qui produisait les revenus du bénéfice. Le chapitre de Belfort venait quelquefois dans l'année faire l'office dans cette chapelle. Malheureusement, cette chapelle se trouva exister dans un temps fatal où les plus belles églises étaient livrées à l'anathème et à la destruction. Elle fut rapidement démolie et si, aujourd'hui, les habitants de Belfort en cherchaient la situation, ils n'en trouveraient aucun vestige. Sa destruction a produit l'élargissement de la rue du faubourg et l'entrée plus libre sur la chaussée de Valdoie.

Au moment de finir cet article, je me rapelle une ancienne tradition orale que je vais rapporter comme en passant. Lorsqu'on fut décidé de transférer le chapitre dans la nouvelle et pompeuse église qu'on avait mis en état d'y célébrer l'office divin, on agita parmi les citoyens la question : s'il ne serait pas utile de céder la vieille aux Jésuites à qui il serait facile de bâtir un petit collège pour enseigner les belles-lettres à la jeunesse. Ce plan, dont l'exécution aurait été un grand avantage pour la jeunesse de Belfort et pour la bourse des citoyens eux-mêmes qui envoyaient leurs enfants aux différents collèges de la province ; ce plan,

1. Placée à la bifurcation du faubourg des Vosges et de la rue de Mulhouse, cette chapelle avait été fondée en 1683 par Emoinin, ancien prévôt de la Collégiale.

dis-je, ne fut pas adopté. Parmi les raisons invoquées pour le rejet, je n'en ai ouï qu'une. Belfort, disait-on, est trop petit pour avoir un collège. Si on en érigeait un, il en résulterait une épidémie de latinité qui serait nuisible à la ville et aux environs ; alors, tous les états, métiers, professions voudraient avoir des latinistes. Les paysans même d'Offemont, de Danjutin, du Valdoie, de Baviiler, etc., feraient quitter la charrue à leurs garçons pour les envoyer au collège. Cette manie de faire étudier la jeunesse jetterait un désordre qui serait aussi ridicule que nuisible dans l'état civil. La conclusion fut : *Il n'y aura pas de collège à Belfort, on s'y contentera de solder un grammairien qui suffira seul pour le débit de sa mercantille latine.* Mais il est à remarquer que ce grammairien produisit le même inconvénient qu'on voulut écarter en établissant aucun collège ; il avait autant d'écoliers qu'aurait pu en avoir les Jésuites. Il en avait de plusieurs villages des environs et le Valdoie qui a eu des latinistes chez le grammairien de Belfort, a produit deux curés d'un vrai mérite.

Paroisse.

La paroisse de Belfort n'a jamais été bornée à son propre territoire ; déjà, dans les temps les plus anciens, elle comprenait, outre la ville, quatre villages, trois usines et quantité de hameaux et de granges dispersés en différents endroits et fort éloignés les uns des autres. Il n'y a pas encore 40 ans que cette paroisse s'étendait à la distance de deux lieues dans la plus grande extrémité. Un prêtre qui allait, autrefois, administrer un malade derrière le Salbert, en avait pour sa demi-journée. Pour gouverner une paroisse de cette étendue et qui renfermait tant de communautés et d'habitations isolées, Belfort n'eut jamais plus que deux prêtres, c'est-à-dire un curé et un vicaire. Les courses qu'ils

faisaient tous deux dans l'étendue de leur juridiction, devaient être d'autant plus pénibles qu'ils les faisaient toujours à pied, je ne sais qu'un seul curé qui se soit servi d'un cheval pour se porter lui et son vicaire dans les écarts les plus éloignés de la paroisse.

Cependant ces excursions apostoliques étaient très fréquentes et, dans certaines saisons de l'année, elles étaient presque journalières; les temps les plus défavorables et les plus nuisibles à la santé, le chaud le plus brûlant et le froid le plus glaçant n'arrêtaient jamais leurs courses. Mais c'était principalement les dimanches et les fêtes que le curé ou son vicaire visitait les villages les plus éloignés, tel qu'était le Valdoie, Cravanche et le Salbert. Les assemblées pieuses qu'on y avait établi à ces mêmes jours et qui, faute d'église et de chapelle, se tenaient l'après-midi dans une maison ou dans une grange, soit pour y faire le catéchisme ou des lectures pieuses, soit pour y chanter des cantiques qui exigeaient ces visites apostoliques pour soutenir l'utilité de ces pieuses institutions et nourrir la foi, la piété et la religion, dans ces habitants champêtres et écartés du centre de la paroisse, je raconte tout cela pour faire comprendre à mon lecteur compatriote que dans les temps précédents déjà, les environs de Belfort donnaient au zèle des deux prêtres une ample matière de travail pénible et d'occupations fatigantes. Cependant, outre ces peines qu'ils prenaient à desservir tous ces environs dont je viens de parler, ils avaient encore des devoirs plus pénibles et plus multipliés dans la ville et les faubourgs dont les besoins spirituels étaient ceux de tous les jours, de toutes les heures et de tous les moments. Aussi n'y avait-il pas un instant où le curé et, à son défaut, son vicaire ne fut appelé à quelque fonction du ministère ecclésiastique et souvent, à l'heure même où il revenait de la campagne, tout poudreux ou mouillé ou glacé de froid, on les arrachait à un moment de repos pour courir à d'autres besoins pressants qui s'annonçaient tout à coup

dans la paroisse. Eh ! combien d'œuvres pieuses et charitables qui les occupaient en ville, ne leur faisait-on pas interrompre, pour porter d'autres secours plus intéressants où la nécessité les appelait. Que dis-je ? ne venait-on pas encore, outre cette occupation continuelle du service ecclésiastique, troubler leur repas, leur sommeil et leur délassement nécessaire pour reprendre, à la hâte, la chaîne fatigante de leurs travaux. C'est ainsi qu'un curé ou un vicaire à Belfort étaient autrefois le jouet des misères des besoins spirituels et corporels des habitants de cette ville. Maintenant, je demande à mon lecteur, si c'est trop pour Belfort que deux prêtres qui n'ont aucun repos, tourmentés le jour ou la nuit et continuellement, si j'ose parler ainsi, harcelés par 3.000 âmes (car tel était leur nombre dans les temps dont je parle) qui réclamaient leur ministère seulement. L'administration des sacrements dans l'église, soit dans la ville même ou à la campagne, l'instruction ou publique ou privée, la sépulture des morts les occupaient jusqu'à la fatigue, sans parler de bien d'autres œuvres spirituelles liées à leur ministère auxquelles ils devaient se livrer pour remplir les devoirs de leur état ; il était évident aux yeux de la paroisse, qu'ils suffisaient à peine pour sa desserte. Or, si deux prêtres suffisaient à peine dans les temps précédents, comment suffiraient-ils aujourd'hui que le nombre des paroissiens a si prodigieusement augmenté de deux et bientôt de trois mille âmes. Il est vrai que le Valdoie et le Salbert n'appartiennent plus à la paroisse de Belfort, mais le ministère d'un curé dans cette ville n'en est aucunement soulagé, car outre l'agrandissement de la population de Belfort et de ses cinq ou six faubourgs, il est à remarquer que son porteur n'a plus, pour ses fonctions, les avantages dont jouissaient ses prédécesseurs. Ceux-ci avaient autrefois des secours abondants qui se présentaient à leur service, dans l'enceinte même de la paroisse et jusque dans les murs de la ville, il se trouvait des prêtres remarquables par leur piété et

eur zèle qui se prêtaient à tous les exercices du saint ministère ; ils s'asseyaient au tribunal de la pénitence, donnaient la communion, faisaient les prônes, administraient le baptême, enterraient les morts. Bien plus encore, Belfort avait encore dans ces temps-là de jeunes clercs édifiants qui, soit dans la ville, soit à la campagne, se chargeaient du catéchisme. Tout se faisait dans la paroisse d'une unanimité gracieuse qui soulageait le curé et son vicaire et ce soulagement leur donnait le loisir de se porter aux habitations éloignées de la paroisse où les intérêts de la religion les appelait. Soit dit à la louange de l'ancien chapitre de Belfort, il a fourni souvent des hommes de mérite : des prêtres pleins de zèle, des prédicateurs éloignés qui ont partagé les devoirs et la sollicitude du pasteur et pendant de longues années ont édifié la paroisse.

Hé ! pourquoi oublierais-je ici de parler des capucins de Belfort dont la demeure aux faubourgs de la ville a été si utile au ministère ecclésiastique, que de bons services ces bons religieux n'ont-ils pas rendu à la paroisse pendant plus d'un siècle. Comme un de leurs contemporains, je dois louer ici leur charité à recevoir la confession des pénitents, leur exactitude à fournir des prédicateurs à leur église et à celle de la paroisse. Pendant plus d'un siècle, ils ont contribué à soutenir la piété et la religion non seulement de la ville, mais encore des environs à plusieurs lieues à la ronde. Aujourd'hui qu'ils ne sont plus, c'est évidemment une ressource de moins pour le soulagement des fonctions pastorales qu'un curé doit remplir par justice ; il faut qu'il supplée par un redoublement d'effort aux secours qu'il pouvait autrefois se promettre dans les fatigues de son ministère. Non ! non ! il n'en est plus de nos jours comme du passé ; aujourd'hui, un curé de Belfort n'a plus, comme autrefois, l'espoir d'être soulagé ou

1. Emplacement de l'hôpital militaire actuel.

par le zèle d'un pieux chanoine, par l'aide volontaire d'un ecclésiastique zélé ou par le concours édifiant des disciples de saint François. L'état ecclésiastique aujourd'hui a bien changé de face ; on ne trouve plus d'ouvrier surnuméraire qui se porte par pure charité au besoin spirituel des âmes. C'est au curé et à son vicaire à s'en tirer comme ils pourront ; c'est à eux à porter sans partage et sans soulagement tout le poids du travail que leur donne la paroisse qui leur est confiée. Ils ne peuvent plus se décharger en aucun moment de leurs fonctions sur quelque ecclésiastique séculier de bonne volonté qu'ils auraient à la main et si, dans cette circonstance actuelle, le curé ou vicaire vient d'être malade un temps considérable, tout le poids ne tombe-t-il pas sur l'autre et n'est-il pas nécessaire qu'il en soit écrasé. Que conclure de toute ces réflexions ? C'est que la ville de Belfort n'a pas assez d'un vicaire.

Aumônes.

C'est partout qu'il y a des pauvres involontaires, parce que c'est partout qu'il y a des familles victimes du malheur et de l'infortune ; mais l'humanité et, plus encore, la religion, demande qu'on vienne à leur secours pour soulager leurs besoins. Aussi, dans toutes les villes a-t-on cherché les moyens d'adoucir les maux de la pauvreté, quand elle n'était pas le fait du libertinage et de l'oisiveté.

Autrefois il y avait à Belfort trop d'inclination à la vertu et à la religion, pour que nos ancêtres manquassent jamais de pitié envers les pauvres et quand on remonte à l'âge d'or de cette ville, on y trouve des fondations qui tendent toutes à subvenir à la misère de ceux qui, étant d'une classe au-dessous de la commune sont toujours plus exposés aux souffrances que cause la pauvreté. Parmi ces fondations, je nomme d'abord ici

l'hôpital des bourgeois qui (encore aujourd'hui) donne aux pauvres la ressource bien consolante d'être accueillis dans le cas des maladies et soignés dans les infirmités. C'est à l'illustre famille de Noblat¹ qu'on doit la perfection de cet établissement auquel il ne manque qu'un jardin attenant au bâtiment qui, d'ailleurs, est bien distribué dans son intérieur. Mais la desserte de cet hôpital faite par des dames religieusement costumées, sans être religieuses elles-mêmes, est digne de tout éloge et mes concitoyens ne peuvent assez apprécier le bon ordre, l'utilité et le mérite des services que ces dames rendent dans cette maison.

Je me rappelle encore ici une autre ancienne fondation² faite par le ci-devant chapitre de la collégiale de Belfort en faveur de 13 pauvres de la ville, savoir 12 femmes et un homme. On leur donnait la risible dénomination de *poules* et de *coq* et c'était effectivement à ce titre que ces treize personnes avaient le droit de percevoir tous les ans une certaine retribution qui suffisait à leur entretien, à charge toutefois à eux de s'approcher des sacrements une fois l'année. Pareille fondation ne serait pas dans le goût du siècle où j'écris; aussi blamait-on déjà alors celle du chapitre de Belfort, à cause de la condition qui y était apposée, savoir celle de se confesser et de communier pour obtenir le revenu de la fondation. Cela ne peut faire que des hypocrites, disaient nos philosophes de Belfort. Mais je remarquerai ici contre eux qu'au temps où cette fondation fut faite, l'hypocrisie n'était pas à craindre; on était alors sincèrement pieux et dévot à Belfort, et la fréquentation des sacrements n'était pas une chose onéreuse, comme elle le serait aujourd'hui; mais supposé qu'en remplissant la condition de la fondation, on ait pu alors deve-

1. Vieille famille belfortaine qui, depuis l'occupation française, a donné de nombreux baillis et prévôts au comté et à la ville de Belfort.

2. Fondation faite, en 1349, par Jeanne de Montbéliard.

nir hypocrite, je pense qu'il faudrait seulement, en ce cas, blâmer l'hypocrisie accidentelle, sans blâmer la fondation elle-même. Au reste, cette fondation ne subsiste plus, et il n'en faut pas parler davantage.

Je viens donc à un autre secours que les pauvres avaient autrefois, mais qui n'est plus d'usage dans notre patrie ; c'était celui dont nos anciens concitoyens s'imposaient eux-mêmes le libre devoir et qu'ils exerçaient avec une édifiante publicité. Pleins de pitié pour la classe souffrante de leurs compatriotes, ils faisaient régulièrement chaque semaine des aumônes, aujourd'hui l'un, demain l'autre et ainsi chaque jour on voyait des distributions et des secours momentanés, soit à une maison, soit à une autre. Les pauvres le savaient et se trouvaient exactement au jour et à l'heure où se donnaient ces distributions bienfaisantes. Lorsque l'heure en était venue, tous assemblés à la porte du citoyen bienfaiteur, récitaient à voix haute une courte prière et l'aumône était distribuée sans délai comme sans désordre. C'était ordinairement le père ou la mère de famille qui en était chargé ; on donnait de l'argent et plus ordinairement du pain. Des enfants récemment sevrés et portés sur les bras de leur mère recevaient également le petit morceau qu'ils attendaient en pleurant. Par ces aumônes journalières, le pauvre de Belfort était assuré d'avoir chaque jour son indispensable nourriture, telle que nous la demandons nous-même à Dieu dans l'oraison dominicale et quand ce beau spectacle de l'aumône qu'il recevait était fini, le pauvre se retirait en répandant des bénédictions sur la maison où il avait reçu son aumône.

Mais cette certitude même d'avoir tous les jours une aumône, attira dans la ville beaucoup de pauvres de la campagne, la plupart livrés à l'oisiveté et à la paresse. Insensiblement, on vit à Belfort bien des gens, femmes ou hommes qui aimaient mieux une aumône qu'un salaire et préféraient d'avoir un sac pendu au col que de filer une quenouille ou manier un outil de

profession. Cet accroissement de mendiants oisifs déplut à nos concitoyens qui voyaient les guêpes venir manger le miel de leurs abeilles. « Nous voulons bien, disaient-ils alors, faire l'aumône, mais c'est seulement aux vrais pauvres de notre ville et nous pensons que chaque communauté devrait en faire autant à ses pauvres domiciliés chez elle ; par cet ordre, tous les pauvres seraient pourvus partout ».

Le magistrat de Belfort entendit ce raisonnement et l'appuya par une règle de police ; il prit un moyen qui fit distinguer les pauvres de la ville de ceux qui lui étaient étrangers. Pour écarter ceux-ci, il fit porter à ceux-là une médaille de plomb qui tenait lieu de certificat bien légalisé, à la vue duquel on ne refusait jamais l'aumône ; par cet expédient, le citoyen de Belfort était assuré de soulager son propre compatriote, et il le faisait avec plaisir.

Mais cette coutume de nos anciens et qui datait de bien des années, de faire chaque semaine une fois ou deux une aumône publique à leur porte, est tombée dans la suite des temps ; peut-être a-t-elle été supprimée par des lois de police. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'elle ne serait pas aujourd'hui du goût de nos concitoyens modernes ; s'ils font à la place des aumônes particulières, elles sont bien évangéliques, car elles sont si cachées, que jamais on ne leur en voit faire aucune.

Mais outre les aumônes ouvertes et hebdomadaires que nos arrière-grands-pères faisaient à leur porte, il se faisait encore en faveur des pauvres une quête générale tous les dimanches et fêtes à la grand-messe et aux vêpres, comme elle se faisait partout dans la plus ancienne chrétienté. C'était alors nos honorables dames concitoyens qui, chacune à leur tour, se chargeait pieusement de faire cette quête à l'église ; la somme qu'elles recevaient en était chaque fois remise au pasteur qui en faisait une distribution juste, proportionnelle

et convenable. Mais comme tout change avec le temps, ces respectables quêteuses de notre paroisse, par un nouveau système que les fabriciens adoptèrent, furent mises de côté et cependant, afin de continuer la collecte pour les pauvres, on crut qu'en prenant de jeunes personnes pour quêter, ce choix attirerait plus d'aumônes et la fabrique deviendrait plus riche. Cette nouvelle disposition dura quelques années, mais elle eut ses inconvénients et bientôt après aussi son changement. La parure affectée que cette jeunesse offrait aux yeux des fidèles en quêtant, causait des distractions à l'église et en interrompait le recueillement. On voyait même à l'occasion de cette quête une lutte de vanité et une émulation de luxe dans toutes les familles et c'est à quoi on devait bien s'attendre. Il fallut revenir aux premiers arrangements; il fut donc statué qu'on remettrait les femmes pieuses de notre patrie comme ci-devant dans la religieuse fonction de faire la collecte pour les pauvres pendant les offices, et on réforma ainsi les jeunes personnes à qui la quête donnait le prétexte d'étaler à l'église une solennelle mondanité; mais cette deuxième réforme ne fut pas non plus d'une longue durée et nos pieuses concitoyennes se virent encore, pour la deuxième fois, supplantées par les demoiselles huppées de notre patrie qui reprirent avec joie l'emploi de quêter pendant les offices. Cette dernière disposition subsiste encore aujourd'hui. Les jeunes quêteuses paraissent enfin avoir prescrit la quête à l'église; je n'en dis plus rien, je les laisse dans la possession tranquille de cette charge.

Mais en parlant des aumônes faites autrefois dans notre patrie, je ne dois pas oublier une institution pieuse et volontaire qu'on vit naître à Belfort au milieu du XVIII^e siècle et qui dura jusqu'à l'époque de la fatale Révolution qui anéantit les établissements les plus utiles et les plus louables. C'était une société de dames distinguées à Belfort à qui la religion inspira de se réunir pour prendre un soin particulier du soulagement

des familles indigentes. On sait avec quel succès le sexe dévot exerce les bonnes œuvres. Les dames dont je parle ici, avaient, sous la direction du pasteur de la ville, une forme de constitution sage qui devait en affermir l'utilité. Elles avaient une directrice qui tenait le fauteuil dans les assemblées et exposait l'état actuel de la collecte qui avait été faite pendant le mois au profit des pauvres. Deux de ces dames allaient, à tour de rôle, visiter les indigents dans leur obscur domicile, entraient dans le détail de leurs besoins et après en avoir vérifié la certitude, en rendaient compte dans leurs intéressantes assemblées ; elles portaient le zèle jusqu'à faire elles-mêmes des quêtes particulières chez tous les habitants de la paroisse, et elles se présentaient même, la bourse à la main, dans les parades militaires où les officiers supérieurs, charmés de leurs vertus, s'empressaient de les couronner sur la place d'armes même par de larges aumônes. Cette respectable société n'existe plus au moment où j'écris ceci. Mais il faut espérer que l'esprit de la religion qui est encore loin de s'éteindre à Belfort, en fera naître une semblable à l'avantage des pauvres de notre patrie. Le fruit qui en résulterait aura plus de solidité pour eux, que des jeux de comédies dont on réserverait une partie du gain qu'elles auraient produit pour former un bureau de bienfaisance qui ne subsiste jamais longtemps, quand ce n'est pas l'esprit de religion qui l'a établi.

Avant de finir cet article, je dois donner des éloges à l'autorité civile de ma patrie qui, plusieurs fois, fit des établissements utiles qui ouvraient une source de gain pour le soulagement des pauvres, en les assujettissant cependant à un travail utile ; mais ces établissements même n'ont pas eu le succès qu'ils méritaient. Il en a été de même de plusieurs manufactures, fabriques, filatures et autres qui se sont établis à Belfort et dont certains pauvres oisifs n'ont pas profité, parce qu'ils ne voulaient pas que le travail fût un remède à leur pauvreté. Le goût de mendier leur produisait davantage

et nos jeunes mendiants surtout aimaient mieux avoir le loisir de jouer à tête ou pile dans les rues l'argent qu'ils ramassaient par des aumônes que de se procurer un gain honorable par un travail assidu et réglé. De pareils pauvres n'engendrent que le libertinage et doivent faire l'horreur des villes.

(*A suivre*).

DUBAIL-ROY.

CORRESPONDANCE

ENTRE

**LE DUC D'AIGUILLON ET LE PRINCE-COAJUTEUR
LOUIS DE ROHAN**

(SUITE)¹

Lettre n° LXI du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 68 de Durand. — « Versailles, le 31 janvier 1772. Les efforts soutenus, que le roi de Prusse fait à Vienne et à Constantinople pour faire agréer les conditions de la Russie², prouvent, ainsi que vous l'observez, Monsieur, à quel point ce prince s'attache à ménager l'alliance et l'amitié de Catherine II. Cependant on ne peut guère soupçonner que la politique de Sa Majesté prussienne soit fondée uniquement sur des sentiments d'attachement, ni même sur des calculs purement éloignés et que la certitude de se payer par ses mains de ses soins et de ses complaisances et de s'assurer un accroissement de puissance et de territoire pourront bien aussi entrer dans les motifs de sa fidélité à l'alliance russe ainsi que dans le plan de la conduite aussi extraordinaire qu'injuste que les troupes prussiennes tiennent en Pologne. Ces réflexions rapprochées de l'oubli que Sa Majesté prussienne semble faire de la promesse d'évacuer ce royaume, doivent affecter

1. Voir la livraison de mai-juin.

2. Cfr. FRÉDÉRIC II, *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg, 1763, jusqu'à la fin du partage de la Pologne, 1775*, p. 41.

vivement la cour de Vienne, et on ne peut enfin qu'attendre une résolution quelconque de sa part pour terminer une crise, dont on ne voit pas que désormais la prolongation puisse lui être utile ».

Lettre n° 3 du prince Louis de Rohan au duc d'Aiguillon. — Vienne, le 1^{er} février 1772. Il rend compte de la conversation qu'il a eue avec le prince de Kaunitz sur l'état actuel des choses, sur les mouvements du roi de Prusse, ses manœuvres secrètes, ses projets sur Danzig, ses liaisons avec la Russie et les suites d'une telle union. « Tous ces bruits, m'a dit le prince de Kaunitz, ne sont point fondés. Le roi de Prusse est ambitieux. Il saisira sûrement toutes les occasions de s'agrandir ; mais on suppose à sa politique des ressorts qu'il n'a point imaginés. Ce monarque a peu de troupes en Pologne et ce fameux cordon, dont on veut nous faire un épouvantail, ne va pas à 15.000 hommes. Du reste, la czarine sent combien l'alliance du roi de Prusse lui serait onéreuse ; elle en craint certainement les suites. En conséquence toute notre politique actuelle consiste à ne la point dépitier assez pour la contraindre à avoir recours à ce dangereux allié. J'avoue que s'il en faut venir à cette extrémité, ce sera malgré nous et à regret. Nous nous y déterminerons néanmoins, s'il est nécessaire ; mais ce sera notre dernière ressource. — Cette ouverture m'a mis à portée de parler du dernier courrier dépêché à Pétersbourg, et je vais tâcher, Monsieur le Duc, de vous transcrire les propres expressions du ministre de l'Impératrice : « La Russie nous a mandé qu'elle désirerait la paix, que pour en donner des preuves, elle voulait bien renoncer à ses prétentions sur la Valachie et la Moldavie et même sur leur indépendance qu'elle avait d'abord exigée, que pour le dédommagement des frais immenses d'une guerre ruineuse elle conserverait ses autres conquêtes, qu'elle invitait la cour de Vienne à faire valoir à la Porte le sacrifice de deux provinces conquises et l'engager du moins à

se porter le plus tôt possible à des moyens de conciliation et de paix, que pour les préliminaires on pouvait convenir d'une suspension d'armes et assigner un lieu pour un congrès, que la Russie verrait avec plaisir la cour de Berlin se joindre à celle de Vienne pour hâter une négociation utile à l'humanité. Nous avons répondu par le courrier dernier que nous ne refuserions pas nos bons offices, mais que les propositions de la Russie nous paraissaient si éloignées des demandes de la Porte qu'avant de lui proposer la suspension et le congrès, nous voulions voir l'effet que feraient à Constantinople les dernières résolutions de Pétersbourg. Le ministre m'a ajouté que le motif d'une telle réponse était de donner du temps à la Porte, afin qu'elle puisse faire des efforts et se mettre en état de traiter avec moins de désavantage ». M. le prince de Kaunitz a fini par dire que cette suspension et ce congrès proposés par la Russie ne venaient probablement ou que du mauvais état actuel des finances de la Russie et de l'épuisement de ses troupes ou de la crainte que les Turcs puissamment secourus ne fassent perdre aux Russes leurs avantages.

Le résultat de tout cet entretien a été qu'on ne regardait pas encore à Vienne la guerre comme inévitable... Je crains que la cour de Vienne ne soit à la fin dupe de ses lenteurs et de sa trop grande confiance. Je veux croire que la czarine en bonne politique ne se soucie pas d'augmenter la puissance du roi de Prusse; mais elle est fière et vaine. Comme elle a commencé la guerre et pour la bien terminer elle achètera à tout prix l'alliance du roi de Prusse qui ne manquera sûrement pas de se saisir de cette occasion pour se mettre en possession de la Prusse polonaise. La nouvelle que j'ai eu l'honneur de vous mander sur le cordon prussien en Pologne, nous est confirmée. Ses postes par 150 et 190 hommes s'étendent jusques à Léopol et peuvent facilement prêter la main aux cosaques et aux Kalmouks. Je crains donc que les cours de Pétersbourg

et de Berlin ne soient de concert pour amuser celle de Vienne et l'empêcher par les propositions actuelles de se trop précautionner contre les opérations combinées de la campagne prochaine. Je vois bien ici des fonds et des troupes; mais la disette est toujours en Bohême, et on ne se presse pas de former des magasins en Hongrie pour l'ouverture d'une campagne. Le temps nous découvrira la fin d'une politique qui me paraît encore un labyrinthe.

J'ai été hier invité au bal de cour nommé Kammerfest¹, et dans une longue conversation de près d'une heure que j'ai eue avec l'Empereur dans un coin de la salle où nous étions seuls, il m'a parlé comme se disposant à faire campagne cette année... Il peut se faire qu'il ait plus exprimé son désir et son goût qu'une résolution prise dans le conseil; mais cela marque toujours que, malgré la lenteur de M. le prince de Kaunitz et le désir de la paix de l'Impératrice, l'Empereur ne partage pas son opinion...

M. de Vioménil me donne avis que la réponse de M. le prince de Kaunitz a jeté le découragement dans l'esprit des Confédérés. Ils sont même décidés à rentrer incessamment en Pologne pour y défendre eux-mêmes les forteresses qui leur restent et prouver à toute l'Europe par leur résolution leur amour invariable pour la liberté de leurs droits ». L'ambassadeur et M. Durand sont d'avis de ne pas s'y opposer, mais ils pensent qu'il faut se tenir passif, pour n'avoir pas à répondre des événements...

« Dès que M. Durand a pu avoir entre ses mains les tablettes qui vous sont parvenues, il a fait son possible pour éclaircir quelques-unes des rubriques qui y sont employées. Il n'a pu y réussir auprès des gens du pays qui ne sont point au fait de la comptabilité, et, lorsqu'il a voulu recourir aux bureaux, ceux dont

1. Voir sur ces bals ZORN DE BULACH, *L'Ambassade du prince Louis de Rohan à la cour de Vienne*, p. 19.

il s'est servi lui ont répondu que l'effroi était trop grand dans ce moment et qu'il fallait attendre que tout fût calmé pour en tirer quelque chose ».

*Lettre n° 1 du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 1 du prince de Rohan*¹. — « Versailles, le 6 février 1772. J'ai reçu, Monsieur, la dépêche n° 1 que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 20 du mois passé. Votre lettre pour le Roi m'a été remise en même temps, et j'ai eu l'honneur de la présenter à Sa Majesté.

Nous sentons bien que votre début à Vienne était encore trop récent, pour que vous pussiez rien ajouter aux relations de M. Durand; mais nous connaissons trop votre zèle et tous les avantages dont vous pouvez faire un usage utile au service du Roi pour ne pas attendre de votre part les relations les plus intéressantes dans la position actuelle des affaires générales. Les résolutions de la cour de Vienne devant décider de l'état de la partie orientale de l'Europe, de l'issue de la guerre qui s'est allumée entre les Russes et les Turcs et du sort de la Pologne, tous ces objets dignes de fixer l'attention de Sa Majesté feront la matière de l'observation assidue et réfléchie, laquelle dans le moment actuel forme le point capital de vos instructions. Le rôle passif² est en effet, Monsieur, le seul qui soit assorti aux vœux et aux sentiments du Roi. Le maintien de la paix dans l'Occident de l'Europe forme le premier objet de sa politique bienfaisante et modérée. Elle ne peut se flatter d'écarter le fléau des guerres dans ses Etats qu'autant qu'Elle évitera de s'engager dans une querelle qui ne l'intéresse qu'indirectement et la distance des lieux seuls la dispenserait de s'en occuper jusqu'à un certain point.

1. Voir aussi SOREL, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France.... Autriche*, p. 449.

2. Cfr. la recommandation du duc de Choiseul à Durand dans l'*Introduction*, p. 9.

C'est là, Monsieur, une des maximes les plus essentielles du système du Roi ; sa résolution est d'autant plus ferme et plus constante qu'Elle n'a aucun engagement qui puisse balancer la considération du bonheur de ses peuples et du bien de l'humanité. Si Elle donne quelque chose à des intérêts et à des combinaisons éloignées d'une politique prévoyante, ce n'est que subordonnément aux vues que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer et d'une manière si bien compassée que ses démarches ne puissent point la compromettre.

En effet, Monsieur, le Roi n'a contracté qu'une seule obligation formelle, et il se bornera à la remplir, c'est celle de secourir la Maison d'Autriche, si elle est attaquée dans ses possessions. Le traité du 1^{er} mai 1756 détermine les cas de l'alliance, ainsi que la portée des secours. En lisant ce traité, on voit avec précision que les secours stipulés doivent être entièrement à la disposition de la partie requérante. Ce ne serait donc point au Roi d'en déterminer l'emploi, et, si ce cas existait, Sa Majesté ne pourrait que se conformer aux vœux de son allié. Je présume, Monsieur, que M. Durand ne vous aura pas laissé ignorer la déclaration que le ministère autrichien lui a faite, que Leurs Majestés Impériales opteraient pour la prestation en argent du secours stipulé.

Cet exposé succinct, Monsieur, suffira sans doute pour fixer votre jugement et votre conduite relativement aux différentes vues que votre zèle et la position critique de la cour de Vienne et la collision des intérêts et des desseins des puissances orientales de l'Europe vous a fait naître. Dès que le Roi est résolu de ne pas s'immiscer dans leurs querelles, il ne serait ni juste ni praticable de fonder sur les conjonctures des vues quelconques d'agrandissement. Les avantages qu'il serait peut-être possible d'en retirer soit relativement à une acquisition de territoire, soit relativement à la consolidation du système intérieur de l'Italie ne compenseraient jamais aux yeux de Sa Majesté les maux qu'il

pourrait en coûter à ses peuples et à la chrétienté, ni excuseraient l'espèce d'infidélité qu'Elle ferait aux sentiments et aux devoirs de l'alliance et de l'amitié.

Le Roi est donc résolu, Monsieur, de remplir avec exactitude ses engagements et de cultiver l'alliance de Leurs Majestés Impériales, sans épouser leurs querelles particulières, mais aussi sans susciter des obstacles aux mesures que pourraient leur dicter les intérêts les plus puissants, puisque le succès de ces mesures ne peut être qu'agréable à Sa Majesté et qu'à ses vœux et à sa politique.

Je ne puis même me dispenser d'avoir l'honneur de vous observer que c'est probablement moins par fierté que la cour de Vienne n'a point invoqué le concours du Roi que par la juste opinion que Sa Majesté a pris à tâche de lui inspirer.

Tel est, Monsieur, le cercle étroit des vues dans lequel le système actuel du Roi nous circonscrit. Nous sommes d'ailleurs très tranquilles sur les vues et sur les dispositions de l'Angleterre. Cette puissance est non seulement très éloignée de favoriser la Russie dans l'Archipel, mais sa jalousie est tellement marquée et si constante qu'on pourrait se reposer sur elle du soin d'empêcher les Russes de former aucun établissement dans les mers du Levant, en deçà des détroits. Quant aux vues d'agrandissement dont il est probable que le Roi de Prusse fonde les succès sur les conjonctures actuelles, nous devons nous borner à observer l'impression que la conduite de ce prince peut produire à Vienne, et le Roi se réserve de vous faire connaître selon les temps et les circonstances sa façon de penser sur cet objet.

Sa Majesté verra avec plaisir, Messieurs, que Leurs Majestés Impériales défèrent aux instances que le roi d'Espagne leur fait d'envoyer un ambassadeur à Naples, et Sa Majesté trouve bon que vous unissiez vos bons offices à ceux de M. le comte Mahoni pour y déter-

miner cette cour. Sa Majesté adopte entièrement le vœu et les sentiments du roi, son cousin, à cet égard.

La peinture que vous faites de la manière dont l'Empereur se conduit dans les affaires de Bohême ne promet pas à ce royaume un prompt soulagement.

Nous voyons avec plaisir, Monsieur, la manière favorable dont la cour de Vienne a fait traiter les Confédérés de Bar. Il semble qu'elle s'échauffe peu à peu en faveur des Polonais. Comme il convient au service du Roi que vous ayez connaissance des instructions que nous adressons à M. le baron de Vioménil, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la copie des trois dernières lettres que je lui ai écrites.

J'ai l'honneur d'être avec un très sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le duc D'AIGUILLON ».

Lettre du comte Pac, maréchal général de la Confédération, datée de Jicin, le 6 février 1772. Il annonce au prince Louis de Rohan la prise de Cracovie¹ et le prie de s'adresser à Louis XV en faveur des officiers français qui se battent pour les Polonais.

Lettre n° 5 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon. — « Vienne, le 5 février 1772. Monsieur le Duc, Je suis fondé à croire que la cour de Vienne s'est déterminée à proposer à la Porte l'armistice et l'ouverture d'un congrès², et cela dans la crainte que le roi de Prusse ne prit les devants. On assure que ce monarque avait déjà donné ordre à son ministre à Constantinople d'en traiter. Mais la cour de Vienne, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander dans ma lettre n° 3, refuse toujours de faire usage des autres propositions de la Russie, de peur que la nature de ces propositions trop peu modérée ne décide les Turcs à rejeter la suspen-

1. V. dans l'*Introduction*, p. 26.

2. Cfr. ARNETH, *Geschichte Maria Theresias*, VIII, p. 354.

sion d'armes et le congrès. Il m'est plus que jamais démontré que le ministère autrichien ne voudrait point la guerre ¹ et que néanmoins il se met en état ou de la faire avec avantage si elle est nécessaire, ou de ménager une paix qui ne puisse nuire à ses intérêts.

La cour de Vienne depuis quelques jours n'est pas sans inquiétudes sur de nouveaux projets de la Russie relativement à la Pologne. Elle a appris que la czarine se disposait à porter jusqu'à 40.000 hommes le corps de troupes qu'elle a dans ce malheureux royaume. On voudrait bien se persuader ici que le projet de Catherine II est d'ôter au roi de Prusse tout prétexte de s'immiscer dans les affaires du pays.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et parfait attachement, Monsieur le Duc, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le prince LOUIS DE ROHAN, coadjuteur ».

Lettre n° II du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 2 du prince de Rohan. — « Versailles, le 11 février 1772. Les ordres donnés aux officiers qui étaient à Vienne et aux ingénieurs employés sur les frontières de Hongrie semblent tenir à des résolutions de vigueur prêtes à éclore. Il en est d'autant plus difficile dans cette position de conjecturer avec quelque probabilité la nature des instructions que le dernier courrier expédié pour Pétersbourg peut avoir portées à M. le prince Lobowowitz ². Mais nous espérons d'après les sentiments que M. le prince de Kaunitz vous témoigne, qu'il ne vous laissera pas ignorer l'essentiel des résolutions de sa cour et que vous ne tarderez pas à nous en instruire. Au surplus, Monsieur, vous aurez jugé d'après l'exposition que j'ai eu l'honneur de vous faire dans ma lettre n° 1 que ne voulant prendre aucune part aux résolutions de la cour de Vienne, nous n'avons pas le droit

1. Cfr. ARNETH, *Geschichte Maria Theresias*, VIII, p. 350.

2. Cfr. *Introduction*, page 16, note 2

de l'interroger et que nous ne pourrions même l'interroger sans lui donner l'avantage sur nous. L'amitié et l'alliance ont sans doute leurs droits, mais, dans une position aussi délicate, il est bon de ne pas leur donner une étendue qui devienne embarrassante. D'après ces réflexions qui n'auront sûrement pas échappé à votre pénétration, nous présumons, Monsieur, que vous vous serez mis à portée de recevoir de la part de M. le prince de Kaunitz les ouvertures qu'il avait à vous faire, sans les provoquer formellement...

Les réflexions, Monsieur, que vous faites sur les inconvénients et les désavantages qui résultent pour la cour de Vienne de sa persévérance à temporiser nous paraissent très justes. Nous ne pouvons attribuer cette conduite à un autre motif qu'à l'espoir de tout concilier, auquel les dispositions de l'Impératrice-Reine et ses inclinations pacifiques ont peut-être donné plus de force qu'il ne convenait à la politique de la Maison d'Autriche. Au surplus, Monsieur, il est dans le caractère de cette princesse de tout écouter. Mais nous serons bien trompés, si elle prenait un parti décidé dans une affaire majeure contre l'avis de son ministre et nous doutons que le crédit de M. le prince de Kaunitz puisse être entamé par l'humeur frondeuse de M. le prince d'Hildburghausen ».

Lettre n° III du duc d'Aiguillon au prince de Rohan.
— « Versailles, le 11 février 1772. Le Roi me charge, Monsieur, de vous faire passer sa réponse à la lettre que vous avez écrite à Sa Majesté. Vous la trouverez ci-jointe. Je remplis avec d'autant plus de plaisir cette commission qu'elle me donne occasion de vous féliciter sur votre début et sur le contentement que le Roi en a témoigné.

La manière dont M. le prince de Kaunitz vous a reçu et l'ouverture, avec laquelle il vous a parlé, vous promettent une ambassade aussi agréable pour vous-même qu'utile au service du Roi. Nous ne sommes

point en peine du soin que vous prendrez de cultiver des dispositions aussi flatteuses pour vous et aussi avantageuses de la part d'un ministre d'un mérite aussi reconnu et qui est depuis si longtemps en possession de toute la confiance de ses maîtres. Je vous prie de vouloir bien ne perdre aucune occasion de lui renouveler le témoignage des sentiments que j'ai conçus pour lui, de ma confiance personnelle et du désir infini que j'ai de mériter la sienne et son estime.

Je ne puis assez exprimer, Monsieur, la respectueuse reconnaissance dont m'a pénétré la manière pleine de bonté, dont Leurs Majestés Impériales ont bien voulu s'expliquer sur mon compte. Je vous prie de vouloir bien saisir l'occasion de porter à leurs pieds l'expression de tous les sentiments dont je suis animé et du zèle, avec lequel je chercherai à leur plaire, en contribuant de toutes mes forces au maintien inaltérable d'une union aussi respectable par la réciprocité de l'amitié des souverains qu'avantageuse aux Etats respectifs et à toute la chrétienté...

Le discours que l'Impératrice-Reine vous a tenu concernant les succès de la Russie et l'accord des puissances du Nord n'ont paru exiger à Sa Majesté aucune réflexion particulière de sa part, ni la mettre dans le cas de rien ajouter à la connaissance qu'Elle vous a déjà donnée de sa façon de penser à cet égard.

J'ai l'honneur d'être avec un inviolable attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

Le duc D'AIGUILLON ».

Lettre du roi Louis XV au prince de Rohan. —
« Versailles, le 11 février 1772. Mon cousin, Le compte, que vous me rendez des audiences que l'Empercur et l'Impératrice-Reine vous ont données, m'est infiniment agréable, puisque leurs expressions remplies d'amitié répondent parfaitement aux sentiments que j'ai conçus pour eux. Votre premier soin étant de cultiver ces dispositions aussi heureuses, l'accueil qui vous a été

fait, semble vous promettre des succès qui ne me laisseront rien à désirer. Je vous ai confié des intérêts chers à mon cœur et importants pour le bien de mes Etats. Votre zèle et votre attachement me répondant de la manière dont vous répondrez à ma confiance, je vous rends volontiers cette justice et je me persuade que toute la suite de votre négociation me donnera la même satisfaction que je ressens de votre début et que vous me donnerez de plus en plus lieu de vous marquer l'affection et la bienveillance que j'ai pour vous.

LOUIS .

Lettre n° 6 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— Vienne, le 12 février 1772. Il annonce la prise du château de Cracovie par les officiers français. « Les chefs de la Généralité me prient de renouveler au Roi toute leur reconnaissance pour avoir bien voulu leur accorder des hommes si valeureux et si expérimentés, et je joins à ma lettre celle que m'a écrite à ce sujet M. le comte de Pac, maréchal général de la Confédération. M. de Vioménil m'engage à m'unir à lui pour solliciter près de vous et de M. de Monteynard les grâces du Roi en faveur de ceux qui viennent de se signaler. J'écris en conséquence au ministre de la guerre; je lui dis que c'est une justice et de plus un aliment nécessaire pour enflammer le courage et préparer de nouveaux succès ». Le général Suwarow fait ses dispositions pour se porter sur Tiniek et Cracovie. La Prusse cherche à se procurer des chirurgiens; mais la cour de Vienne ne permettra pas qu'elle en prenne dans ses Etats. Les troupes autrichiennes sont très resserrées en Hongrie, ce qui annoncerait que l'Autriche est décidée à ouvrir la campagne de bonne heure. Le prince Wenceslas de Lichtenstein est mort lundi dernier, âgé de 75 ans.

Lettre n° IV du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 3 du prince de Rohan. — « Versailles, le 13 février 1772. J'ai lu au Roi la relation de votre entretien avec

l'Empereur ainsi que des discours que M. le prince de Kaunitz vous a tenus et des réflexions, dont vous en accompagnez le détail. Sa Majesté a paru très satisfaite du compte que vous rendez et de tous ces objets. Nous sommes très portés à croire que l'Empereur en vous parlant de faire la campagne prochaine s'est livré à son désir et à son attente, mais que M. de Kaunitz vous a exprimé assez naturellement la perplexité de sa cour, ses efforts pour éviter une résolution qu'elle redoute et l'espèce d'illusion qu'elle se fait sur la nécessité où l'inflexibilité de la Russie combinée avec l'ambition de la cour de Berlin pourra la mettre de recourir à des mesures tardives. Au surplus, vous avez prudemment supprimé vos réflexions sur ce point. Le ministère autrichien est trop éclairé pour que les inconvénients de sa conduite puissent lui échapper. Des motifs d'un ordre supérieur déterminent vraisemblablement la lenteur et la faiblesse de ses démarches.

Quoique M. de Kaunitz ait caractérisé bien vaguement la dernière réponse de Leurs Majestés Impériales, il est vraisemblable qu'on obtiendra le but qu'on se propose, s'il consiste à temporiser. Reste à savoir si la cour de Vienne peut y envisager ou y trouver aucune sorte d'avantage. Sans entrer dans toutes ses combinaisons à cet égard, elle doit avoir peine à se dissimuler que les corps prussiens d'une force quelconque qui existent en Pologne procurent des ressources immenses à la cour de Berlin et sont en mesure de se joindre aux Russes au premier signal et de mettre toute la Pologne entre eux. Quand même ils ne seraient qu'un nombre de 15.000 hommes, ils suffiraient pour occuper tous les points les plus importants, dans lesquels les troupes réparties en Silésie et vers Custring viendraient bientôt à les renforcer. Ces réflexions, Monsieur, ne sont que pour vous seul, et il ne convient pas d'en faire usage vis-à-vis de la cour de Vienne. Au surplus, nous voyons avec plaisir qu'il s'établit entre vous et M. le prince de Kaunitz un commencement très marqué

de confiance et d'ouverture et nous croyons que vous pouvez vous en promettre les fruits les plus intéressants pour le service du Roi. Les notions que vous puisez dans les entretiens familiers de ce ministre, combinées avec les notions que vous pourrez recueillir d'ailleurs, vous mettront en état de donner au Roi des avis certains et détaillés des vues de la cour de Vienne et d'éclairer sa conduite.

C'est vraisemblablement à Constantinople que cette cour va faire agir, et il ne serait pas étonnant qu'elle s'attachât à inspirer aux Turcs des moyens de se rapprocher de leurs ennemis. Nous avons déjà lieu de présumer que le désir ne leur en manque pas. C'est, Monsieur, un objet digne de votre attention, et nous vous prions de chercher à pénétrer ce qui se passera de ce côté-là.

Le Roi a fort approuvé, Monsieur, le parti que vous avez pris de concert avec M. Durand de ne point vous opposer à l'entrée de la Généralité en Pologne et à la résolution qu'elle paraît avoir prise d'aller elle-même défendre ses places et en même temps de ne pas encourager cette démarche assez positivement pour l'autoriser d'en rejeter sur nous le mauvais succès. Dans le fond, nous pensons depuis longtemps que l'établissement du régime de la Confédération sur le territoire de Pologne serait très important. Nous lui avons même laissé entrevoir cette façon de penser ; mais en général nous nous sommes fait la loi de ne point influencer positivement sur leurs mesures et sur leurs déterminations, soit parce que la position est trop délicate pour nous charger de l'imputation et des suites, soit parce qu'on ne peut point assez compter sur l'union et la vigueur des Confédérés, soit enfin parce que les secours que nous leur donnons ne sont pas assez puissants pour leur procurer des succès décisifs et dignes de la part que nous aurions aux entreprises. Telle est, Monsieur, la politique que nous avons constamment suivie à cet égard et que nous persistons à suivre, tant que les circonstances ne changeront pas essentiellement ».

Lettre n° 7 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— Vienne, le 15 février 1772. Les forces du roi de Prusse déclinent; Kaunitz croit qu'il n'ira plus loin. Un courrier est arrivé de Constantinople, un autre de Berlin. « J'avais espéré en avoir des nouvelles hier; mais M. le prince de Kaunitz a été inabordable. Je le verrai sûrement ce soir et j'espère qu'il me mettra à portée de vous dire quelque chose de positif sur la situation présente ».

Lettre n° 8 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— Vienne, le 19 février 1772. Il raconte comment M. de Choisy défend le château de Cracovie; à la viande près, il a des vivres pour six ans, des munitions pour quatre sièges. La Généralité travaille à le seconder et à le renforcer; mais elle manque de fonds. « M. de Vioménil sollicite surtout avec instance les quatre mois de subsides qui sont encore en arrière. Je vais engager M. de Bréa à faire cette avance. Elle ne fut jamais plus nécessaire, et je crois que les circonstances exigent de la célérité. Le roi de Prusse continue à augmenter ses magasins dans la Grande Pologne. Il y enlève les jeunes garçons et les jeunes filles¹ qui sont en état d'être mariées et leur donne des établissements dans ses Etats. M. Zarembo mande à M. de Vioménil que ce monarque peut nourrir 100.000 hommes avec les magasins qu'il a formés sur la Wartha et dans les environs de Danzig ».

L'ambassadeur rend compte ensuite de l'entretien qu'il a eu avec le prince de Kaunitz. La cour de Vienne, dit ce dernier, ne craint ni les menées, ni les entreprises du roi de Prusse; l'Autriche a 150.000 hommes prêts, qu'on peut porter où l'on veut. Rien n'est décidé sur le congrès qui devrait s'ouvrir à Jassy et où la czarine serait représentée par son favori, le comte Alexis Orloff. Kaunitz s'étendit ensuite sur l'indiscipline des troupes

1. Cfr. DE BROGLIE, *Le secret du Roi*, II, p. 379.

turques. On remarque, dit l'ambassadeur, qu'il travaille avec plus d'assiduité que d'ordinaire. « Avant-hier, l'Empereur entra dans la loge de M. le prince de Kaunitz et ne se fit pas voir. Il est à conjecturer qu'il avait des choses essentielles à lui dire et relatives aux circonstances. Dès ce moment, M. le prince de Kaunitz ne fit plus attention aux acteurs, il étendit même son manteau pour cacher l'Empereur et causer plus à son aise. L'entretien dura plus d'une heure ».

Lettre n° VII du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 5 du prince de Rohan. — « Versailles, le 20 février 1772. Si la cour de Vienne a pris en effet sur elle de proposer aux Turcs une armistice et un congrès, on ne peut point douter du succès d'une démarche qui réunirait alors les vœux de toutes les parties intéressées. Nous présumons que M. de Kaunitz ne tardera à vous mettre positivement au fait des intentions de sa cour. Vous aurez appris par M. Durand les ouvertures que nous avons été chargés de faire concernant l'assemblée d'un congrès et la manière dont on s'est expliqué alors à Vienne. Au surplus, le calcul qu'on paraît fonder sur la jalousie de la Russie vis-à-vis du roi de Prusse paraît bien hasardé, s'il ne porte pas totalement à faux. L'amour de la paix fait saisir avec une sorte d'avidité tout ce qui peut nourrir l'espoir de la conserver ».

Lettre n° 9 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon. — « Vienne, le 22 février 1772. Il me paraît, Monsieur le Duc, que le ministre autrichien ne veut point nous admettre au secret de ses arrangements avec la czarine et la Porte et que nous n'en serons instruits que quand tout sera décidé. M. le prince de Kaunitz ne se communique pas. Je l'ai questionné en vain sur le courrier arrivé dernièrement de Constantinople. Il élude le pressant de la question. Il vient d'en faire partir un pour Pétersbourg. J'ai vu hier ce ministre ; je le verrai encore ce soir. S'il ne me dit mot, je me plaindrai à lui

de son silence dans des circonstances où notre conduite avec la cour de Vienne mérite plus d'ouverture et de confiance. On remarque sensiblement que depuis le départ du courrier pour Pétersbourg, M. le Chancelier de cour paraît moins occupé et plus gai. Il a dit à un de ses intimes : je suis las de griffonner et j'espère que bientôt je serai plus à moi-même. D'un autre côté je sais par une voie sûre que le sieur de Guerloude, ingénieur, a reçu ordre de M. le maréchal de Lacy de se tenir prêt à entrer en campagne d'ici à trois mois. J'ai pris des mesures d'éventer la mine et de connaître surtout les raisons particulières qui engagent la cour Impériale à user de tant de ménagements avec celle de Russie.

Je ne tarderai pas, Monsieur le Duc, à vous faire passer un mémoire très détaillé sur les affaires de Pologne que m'a envoyé M. de Vioménil par le retour de mon courrier. J'y joindrai mes observations et quelques découvertes sur des négociations entamées à notre insu par des Polonais.

M. de Bréa n'a pas plus tôt su le besoin d'argent où se trouvait M. de Vioménil, qu'il s'est empressé de lui faire passer 20.000 florins. Il offre même de doubler incessamment cette somme, si les besoins augmentent. Ce monsieur de Bréa est plein de zèle et de bonne volonté, quand il s'agit des intérêts du Roi. S'il se trouve du retard dans le remboursement de ses avances, il ne veut prendre que cinq pour cent. Le 15 de ce mois il était dû à M. de Vioménil pour le subsi de 50.000 florins. Restent 30.000, qu'il serait essentiel de lui faire toucher le plus tôt possible...

J'ai reçu la dépêche n° 1 datée du 6 de ce mois en réponse à celle que j'avais eu l'honneur de vous adresser le 20 du mois dernier. Elle a exigé un temps considérable pour le déchiffrement. On a employé le chiffre le plus difficile. Le plan de conduite que Monsieur le Duc vient de tracer dans sa réponse sera littéralement suivi. C'est à lui à me guider, et, dans tous

les temps je me ferai un devoir de subordonner mes idées au système qu'il aura adopté. J'agirai sûrement toujours pour le mieux, quand je me conduirai d'après l'impulsion donnée par ce ministre dépositaire des volontés du Roi.

J'observerai seulement à Monsieur le Duc que, quand j'ai parlé du voyage de l'Empereur en Bohême, je me suis borné à exposer le résultat de ce voyage. Si j'avais parlé de la conduite personnelle de ce prince, j'aurais loué sa générosité et son humanité. L'une lui a fait répandre dans le moment tous les secours pressants qui dépendaient de lui et l'autre a ému son cœur sur les malheurs de la Bohême. C'est une justice que tout le monde lui rend ».

Lettre n° 10 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.
— Vienne, le 26 février 1772. Il a eu deux conversations avec le prince de Kaunitz, qui a dit qu'il n'y avait rien de nouveau et qu'il ne lui laisserait rien ignorer de ce qui pourrait intéresser le gouvernement français et « que nous devons être bien persuadés du désir qu'a la cour de Vienne de donner en tout temps à une cour, son alliée, des preuves de confiance ». La cour de Vienne reproche à celle de Saxe son peu d'exactitude à remplir les engagements du cartel, ses liaisons avec le roi de Prusse et ses efforts à attirer en Saxe les blés de la Bohême. De son côté la Saxe se plaint du refus de paiement des arrérages qu'elle prétend depuis la dernière guerre. L'Empereur doit partir le 2 mai pour dix semaines, afin de visiter les frontières de la Transylvanie. Les Hollandais offrent, dit-on, de donner à la cour de Vienne 9 millions de florins et de recevoir en paiement les denrées de la Bohême. La conclusion cependant de cette affaire souffre des difficultés par la crainte que le roi de Prusse ne s'empare des denrées au péage de Magdebourg. Le soin, avec lequel la cour de Vienne lève des recrues, annonce des préparatifs de guerre. Un officier suédois, qui a passé par les Etats du roi de Prusse, a rapporté « que

ce prince use de tous les moyens pour se mettre sur le pied le plus redoutable, que ce pays est dans la consternation et que jusqu'aux militaires témoignent être effrayés des nouveaux dangers auxquels ils vont être exposés ».

L'ambassadeur propose ensuite de parler à la cour de Vienne des moyens à employer pour faire cesser les exactions du roi de Prusse contre la ville de Danzig. « Cette demande me paraît conforme aux instructions particulières que j'ai reçues et nous nous sommes engagés à garantir les droits et privilèges des villes hanséatiques. J'entamerai cette négociation et j'attendrai pour la suivre avec plus de force la réponse que vous voudrez bien me faire ».

Lettre n° VIII du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 6 du prince de Rohan. — « Versailles, le 27 février 1772. Nous voyons, Monsieur, encore bien des incertitudes et des contrariétés dans la conduite ultérieure et les dispositions de la cour de Vienne... J'ai eu l'honneur de vous mander déjà la manière dont nous envisageons la position actuelle des affaires; une connaissance précise de la dernière réponse envoyée à Pétersbourg mettrait seule à portée de fixer l'opinion qu'on doit s'en former. Les fléaux que les Etats héréditaires éprouvent n'influent sans doute pas médiocrement sur les mesures que la cour de Vienne prend... Vous verrez, Monsieur, par ma lettre ci-jointe à M. de Vioménil la satisfaction, avec laquelle le Roi a appris un événement¹ aussi éclatant et aussi glorieux pour les officiers qui ont conduit et exécuté l'entreprise qu'il est avantageux pour les Confédérés. Il faut espérer qu'ils sauront se soutenir dans leur position actuelle et en profiter.

1. La prise du château de Cracovie. « Les Français », remarque le duc DE BROGLIE, *Le secret du Roi*, II, p. 377, « s'emparèrent de nuit, par surprise, du château de Cracovie, sans se demander un instant comment ils pourraient s'y maintenir ».

P. S. Nous remarquons, Monsieur, dans la *Gazette de Vienne* du 12 février qu'en rapportant la prise du château de Cracovie on nomme M. de Choisy *lieutenant-colonel de la Légion de Lorraine* et les autres officiers français de même par leurs grades dans les troupes du Roi. Nous vous prions d'engager l'auteur de cette feuille à n'indiquer désormais les officiers français, dont il aura occasion de parler en rapportant les affaires des Confédérés que comme *officiers étrangers au service de la Confédération*. Comme ces officiers ne sont pas avoués par le Roi, ce ménagement entre nécessairement dans le plan de Sa Majesté, et vous vous ferez plaisir de le faire adopter ».

Lettre n° IX du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 7 du prince de Rohan. — « Versailles, le 28 février 1772. J'ai reçu, Monsieur, la lettre n° 7 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15 de ce mois. L'opinion que la cour de Vienne a eu occasion de se former sur les dangers prochains, dont la vie du roi de Prusse est menacée, pourra bien devenir pour elle un motif de temporiser dans les circonstances actuelles. M. de Mercy a commencé à nous donner quelques idées sur la situation actuelle des affaires et sur le concert qui semble être sur le point de s'établir entre sa cour et celles de Berlin et de Pétersbourg. Cet ambassadeur m'a confié qu'il était question d'un armistice et d'un congrès où les dernières propositions de la Russie seraient portées. Il m'a fait entendre en même temps que l'on paraissait se rapprocher sur l'acceptation des conditions et m'a marqué beaucoup d'incertitude sur le parti que sa cour prendrait relativement à la Pologne. Je ne perds pas un moment pour avoir l'honneur de vous faire part de ces confidences. Vous voyez qu'elles ne sont pas bien positives et qu'elles nous laissent beaucoup de choses à désirer pour pouvoir porter un jugement certain sur la position des affaires et l'issue possible des négociations actuelles. Un point important à éclaircir est surtout le

sort que la Pologne doit se promettre. Peut-être M. de Kaunitz entrera-t-il dans de plus grands détails dans ses entretiens avec vous. Nous avons à tout événement cru devoir vous faire part des propos de M. de Mercy pour servir à votre instruction personnelle et pour vous mettre sur la voie d'éclaircir tout ce qu'il peut y avoir encore d'obscur dans les confidences qu'il nous a faites et de suppléer à ce qui peut y manquer ».

Lettre n° X du duc d'Aiguillon au prince de Rohan.

— « Versailles, le 1^{er} mars 1772. Je reprends, Monsieur, l'objet que j'ai traité par ma dernière lettre, c'est-à-dire les confidences, que M. le comte de Mercy nous a faites, pour vous faire part des réflexions que nous a fait naître la disposition, où la cour de Vienne paraît être décidée de consentir à l'indépendance des Tartares, ainsi qu'à l'établissement des Russes sur la Mer Noire et à la faculté de naviguer et de commercer dans cette même mer. Cette matière a été si fortement agitée, et on a paru ci-devant tellement persuadé à Vienne des dangers dont ce double accroissement de la Russie menacerait la monarchie autrichienne qu'il semblerait qu'il ne reste aucune réflexion à faite sur cet objet que cette cour n'ait faite depuis longtemps; et que si, contre sa propre conviction, elle souscrit à des conditions aussi dangereuses, il faudrait en chercher le motif dans d'autres circonstances et dans d'autres combinaisons. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de vous rappeler les principales considérations qui nous frappent dans cette affaire. La première et la plus sensible, c'est l'illusion qu'on se ferait, si on regardait la prétendue indépendance des nations tartares autrement que comme un moyen de pallier la conquête effective de toutes ces contrées, tant aux yeux des Turcs auxquels cette illusion peut être nécessaire, qu'à ceux d'autres puissances plus clairvoyantes et plus libres dans leur détermination que les Turcs, lesquelles veulent bien conniver à cette tournure. Dans le fait, Monsieur, un peuple constitué comme les Tartares ne peut point maintenir une indé-

pendance réelle entre deux aussi grandes puissances que l'empire ottoman et l'empire russe. La cour de Pétersbourg aura des moyens sans nombre pour les tenir dans une véritable dépendance, lorsque la Porte n'aura plus le droit de les protéger. La séduction, les bienfaits, les menaces, les violences seront employées tour à tour. Les places que les Turcs occupent actuellement dans la presqu'île de Crimée passeront vraisemblablement entre les mains des Russes; ils couperont, par l'étendue qu'ils donneront à leur établissement de la nouvelle Serbie, toute communication avec les Etats du Grand-Seigneur du côté de l'Europe. En Asie, la plupart des peuples de la Circassie et de la Géorgie sont déjà subjugués. Enfin, ce qui mettra le comble à cette position, c'est l'empire de la Mer Noire que la Russie saura s'approprier. Avec de l'avantage et des moyens aussi multipliés, on ne peut, ce semble, douter que l'assujettissement des Tartares ne soit bientôt consommé. On peut aisément présumer quel parti la Russie saura tirer d'une nation telle que les Tartares. Quand elle se bornerait à les associer à ses guerres comme auxiliaires et qu'elle ne les disciplinerait pas comme elle a fait des cosaques, ce serait toujours une multitude nombreuse, dont les essais bien dirigés feraient un mal infini et presque inévitable à l'ennemi quelconque de la Russie. On doit se souvenir à Vienne des inquiétudes qu'y causèrent les mouvements des Tartares pendant la dernière guerre, lorsque les Tartares gagnés par le roi de Prusse sollicitaient à la Porte la permission de faire une irruption en Transylvanie. Les frontières de la nouvelle Serbie n'en sont séparées que par la Moldavie ou par la Pologne, qu'on ne pourra plus regarder comme une barrière capable d'arrêter les Russes. A ces considérations on peut ajouter l'accroissement de richesses et de population que le commerce et la navigation de la Mer Noire procureront aux provinces méridionales de la Russie jusqu'ici désertes et exposées aux incursions des Tartares. Enfin le dernier

trait de ce tableau est que tant de moyens réunis mettront la Russie dans peu d'années en état de s'emparer de Constantinople, au premier prétexte de brouillerie qu'un plus grand voisinage ne rendra que trop fréquente. Aucun intérêt direct ne fixe l'attention du Roi de ce côté-là. Tant que le détroit de Constantinople ne sera pas ouvert aux Russes, les arrangements dont il s'agit lui seront en eux-mêmes indifférents. Ils n'intéressent essentiellement la prévoyance du Roi que par l'effet de l'intérêt que Sa Majesté prend à la sûreté future de Leurs Majestés Impériales, ses alliés. C'est dans ce sens unique, dans des entretiens familiers, et en évitant soigneusement de donner à vos discours un air ministériel, que le Roi désire, Monsieur, que vous veuillez bien faire usage de ces réflexions vis-à-vis de M. de Kaunitz. Vous satisferez ainsi à la franchise, dont l'amitié du Roi lui fait une loi, et vous ménagerez le moyen d'engager ce ministre à s'expliquer sur cet objet important d'une manière plus particulière que M. de Mercy ne l'a fait.

La ville de Dantzic vient, Monsieur, de faire réclamer la protection du Roi contre certains actes des commandants prussiens dans son territoire (*sic*). Quoique le sieur Gérard ne mande qu'il vous fait part de cette affaire, je crois devoir joindre ici l'extrait de sa relation à tout événement. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien parler à M. de Kaunitz et lui dire que, comme nous présumons que la ville de Danzig aura fait la même démarche auprès de Leurs Majestés Impériales, vous êtes chargé de nous informer de leur façon de penser sur cet objet que le Roi désirerait connaître avant de prendre un parti.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

Le duc D'AIGUILLON ».

(*A suivre*).

D^r L. EHRHARD.

NOTRE-DAME DE BON-SECOURS

DE

WINZENHEIM (HAUTE-ALSACE)



A l'entrée ouest de Winzenheim s'élève une chapelle consacrée à la Mère de Dieu sous le vocable de Notre-Dame de Bon-Secours, qui attire, spécialement les samedis, aux fêtes de la Vierge et à quelques autres jours de fête¹, un assez grand nombre de fidèles de plusieurs lieues à la ronde. Jacques Baltsinger, natif de Munzenheim, fonda au milieu du XVIII^e siècle² ce saint édifice³, et, selon les documents de l'ancien évêché de Bâle⁴, conservés aux archives de Berne⁵, ce fut le

1. L'opuscule, intitulé *Geschichte der Wallfahrt zu unserer Lieben Frau von Winzenheim bei Colmar*, pp. 19 et 20, donne des indications précises à ce sujet.

2. La chapelle figure sur l'ancien plan de Winzenheim, daté de l'an 1762 et se trouvant à la mairie. Voyez aussi la carte de Cassini.

3. Il mourut pieusement à Winzenheim le 29 décembre 1779, âgé de 50 ans et 8 mois. « Anno Dni millesimo septingentesimo septuagesimo nono die vigesimo nono decembris pie in Dno obiit Jacobus Baltsinger solutus, natus ex Muntzenheim, *fundator capella B. Virginis in via monasterii Winzenhemii*, ætatis suæ quinquaginta annorum et octo mensium, sacramentis Ecclesiæ rite præmunitus.

Ita testor et testantur : *Démougé*, pchus in Winzenheim,
J. M. Dolter (vic.),
Johannes Klein ». (Liber mortuorum).

4. On sait que Winzenheim fit partie de ce diocèse jusqu'au 10 septembre 1801.

5. Voyez plus bas.

seigneur de Kesselring de Tournebourg¹ qui le fit construire². Au mois de novembre 1770, on s'adressa à Simon Nicolas de Montjoie, évêque de Bâle, pour faire la consécration du nouveau sanctuaire ; le pontife ordonna immédiatement de visiter à cet effet la chapelle au doyen Jean Adam Schultz, curé de Soultzbach, comme l'attestent les lettres suivantes :

1. Peut-être Louis Casimir ou Jean Philippe, junior, né à Winzenheim le 5 août 1668. J. KINDLER VON KNOBLOCH, *Das goldene Buch von Strassburg*, p. 467.

2. Le vicomte Th. de Bussierre (*Culte et pèlerinages de la Très-Sainte Vierge en Alsace*, 297 et 98) raconte l'origine de la chapelle d'après une tradition locale de la manière suivante : « Pendant fort longtemps la statue miraculeuse de la Vierge se trouvait placée dans une niche rustique, au pied d'un vieil arbre (probablement d'un chêne) qui croissait au lieu même où s'élève actuellement la chapelle. Tous les habitants catholiques du voisinage avaient coutume, lorsqu'ils passaient en cet endroit, de s'arrêter et d'adresser une prière à la Mère de Dieu. Les grâces singulières qu'ils y obtinrent, firent donner à l'image le nom de Notre Dame de Bon-Secours.

Un miracle arrivé dans la seconde moitié du siècle dernier eut beaucoup de retentissement dans la contrée, et attira à Winzenheim un grand concours de fidèles.

Jean Endinger (M. de Bussierre a-t-il mal lu ce nom dans ses documents, et cet *Endinger* ne serait-il pas le *Baltsinger* dont nous avons parlé plus haut?), habitant de la commune, était aveugle de naissance. Le malheureux infirme, élevé par des parents pauvres, mais fervents chrétiens, se distingua par une piété précoce. Dès son enfance, il prêtait l'attention la plus surprenante aux enseignements de la foi, et, comme il était doué d'un esprit très lucide, de beaucoup de mémoire et de bonne volonté, il connaissait et pratiquait mieux ses devoirs de chrétien à l'époque où il fit sa première communion que la plupart des jeunes gens de son âge. Étranger aux joies de la terre par son infirmité, son existence n'était en quelque sorte qu'une prière continuelle. Il avait pris la pieuse habitude de se rendre tous les jours au lieu où l'on vénérât *Notre-Dame de Bon-Secours* et d'y passer plusieurs heures ; là il demandait humblement à la Mère des miséricordes d'intercéder pour lui, afin que l'usage de la vue lui fut donné, promettant s'il était exaucé, de remplacer la niche par une chapelle et d'y placer l'image.

Or, un jour, Endinger arriva en courant à Winzenheim, il avait jeté le bâton au moyen duquel il se dirigeait habituellement ; l'enthousiasme le plus vif animait son visage, un feu extraordinaire brillait dans son regard, jadis morne et éteint. « Je vois ! je vois ! je vois ! » s'écria-t-il en se précipitant vers l'église pour y rendre grâce au Dieu trois fois saint, réellement présent dans son tabernacle, et suivi de toute la population, dont le ravissement égalait presque le sien.

L'infirme avait été exaucé. Fidèle à son vœu, mais très pauvre, il parcourait la contrée en faisant appel à la charité des bonnes âmes ; il joignit aux aumônes le produit d'un travail assidu, et réunit en peu de temps assez d'argent pour pouvoir ériger la chapelle ». Cfr. *Geschichte*

« A son Altesse Monseigneur le Comte de Montjoy, Prince de Porrentruy, Evêque de Basle et Prince du Saint Empire.

Supplient très-respectueusement les Prévôts, préposés et communauté de Wintzenheim disant que par une dévotion particulière que feu Messire de Kesselring de Tournebourg portait à la sainte Vierge, il aurait en son honneur fait bâtir et construire une chapelle sur son terrain et apportée du dit Wintzenheim et peu éloignée de la ville de Turckheim et autres communautés voisines de ce lieu, dont les habitants viennent journellement en pèlerinage dans la petite chapelle¹ pour rendre hommage avec toute vénération et zèle le plus édifiant à l'honneur de cette sainte Vierge. C'est aussi à l'article de la mort dudit Sieur feu Messire de Kesselring² qu'il recommandât expressément la dite chapelle à Messire Antoine de Kesselring, son petit-fils demeurant en son dit château de Tournebourg, situé en ce lieu³, lequel ainsi que Madame sa mère de Kessel-

der Wallfahrt zu unserer Lieben Frau Maria-Hilf von Wintzenheim, 4-6; Elsass Lothringer Josephskalender 1900, 21; Elsassischer Tagblatt, 23 février 1903.

Comme cette légende ne s'accorde pas avec nos actes originaux trouvés à Wintzenheim et à Berne, nous ne croyons pas à l'authenticité du récit relatif à la construction de la chapelle par Jean Endinger, mais nous admettons la guérison miraculeuse de ce jeune homme.

Ce fait fut confirmé par le curé Plagnat, qui en arrivant en 1830 (Bussierre écrit par erreur en 1829) à Wintzenheim, y trouva encore plusieurs vieillards qui avaient connu Endinger, aveugle d'abord, puis clairvoyant. Dix sept ans plus tard, il écrivit au vicomte de Bussierre : « Il y a aujourd'hui à Wintzenheim une femme âgée de soixante-treize ans, qui fut aveugle de naissance. Sa mère, se souvenant de la grâce accordée à Endinger, la menait souvent à la chapelle de Notre-Dame du Bon Secours. Un jour aussi elles priaient toutes deux devant l'autel de Marie : tout à coup l'enfant ouvrit les yeux, et depuis lors elle a conservé l'usage de la vue. De nombreux témoins vivent encore et attestent le fait sous la foi de serment. Il m'a été raconté plusieurs fois par la femme elle-même ». (DE BUSSIÈRE, *Culte de la Très-Sainte Vierge en Alsace*, 299-300).

D'autres miracles et de grâces sont constatés par les ex-voto qui tapissent les murs de la chapelle. Le plus ancien ex-voto date de 1793.

1. Attirés sans doute par la guérison miraculeuse d'Endinger.

2. Jean Philippe de Kesselring vivait encore en 1741. (*Liber mortuorum*). Il nous a été impossible de trouver son acte de décès, malgré nos recherches.

3. Ce petit château désigné sous le nom de Thürenburg (Thurnburg, Tournebourg, Thorenburg, Thyrburg, Thornebourg, Thornenburg) se trouvait au centre même de Wintzenheim, à côté du Schlossgarten, là où s'élève aujourd'hui la mairie. Ses possesseurs furent d'abord les Linck, puis les Kesselring, ensuite les Clebsattel (Klebsattel). — (Archives

ring de Clebsattel par leurs dévotions particulières ne manquent pas à remplir exactement par leur bon exemple les devoirs à la sainte Vierge et aux dernières volontés de feu M. de Kesselring, son grand-père, cherchent par un effet de pure religion à planter et continuer la dévotion des autres particuliers de ce lieu et des environs; et comme cette chapelle se trouve par le zèle et soin dudit Sieur De Kesselring dans un fort bon état à y dire la sainte messe, et actuellement pourvus de quelques revenus et fondations que les âmes charitables ont donnés et assurés à l'entretien de cette dite chapelle à l'honneur de la sainte Vierge et notamment encore d'un fond capital de sept cent cinquante livres, savoir par le soussigné sieur Nicolas Braun, prévôt de la Reichsvogtey de Keyzersberg ¹ trois cent livres: par Claude Sutter, bourgeois et hôte au Soleil en ce lieu trois cent livres, et cent cinquante livres par Sébastien Eydenschenck également bourgeois laboureur du même lieu, ainsi qu'il est porté par contract du 29 juillet 1770 passé par M. Zibelin, greffier de ce lieu et de la Reichsvogtey de Keyzersberg; de façon que la dite chapelle aurait des revenus très suffisants pour l'entretien et à y faire dire la sainte messe, s'il plaisait à votre Altesse d'y consentir et d'ordonner à la faire consacrer; c'est dans cette confiance et sentiments les plus respectueux, que les dits suppliants osent prendre la liberté par leur zèle et soumission à implorer aux pieds de son Altesse la demande de la dite permission à y pouvoir célébrer la sainte messe, à quel effet ils ont l'honneur de présenter leurs très-humbles supplications par cette requête.

Ce considéré, Monseigneur votre Altesse, vu l'exposé ci-dessus il plaise à votre Eminence d'accorder que la chapelle dont

dép. de la Haute-Alsace à Colmar, L. 486, Ordre de Malte, commanderie de Colmar, passim; Archives de la ville de Colmar, Contr. prot. Colm. 1640; SCHUEFFLIN-RAVENETZ, *L'Alsace illustrée*, IV, 248; BILLING, *Geschichte und Beschreibung des Elsasses und seiner Bewohner*, 1782, 141; KRAUS, *Kunst und Alterthum im Oberelsass*, 697; BAQUOL-RISTELHUBER, *L'Alsace ancienne et moderne*, 588; JEAN BRESCH, *La vallée de Munster et les Vosges centrales*, 57; A. WALTZ, *Catalogue de la bibliothèque Chanfour*, 141 et 165; J. KINDLER VON KNOBLOCH, *Das goldene Buch von Strassburg*, 466 et 67; B., *Armorial de la généralité d'Alsace*; G. STOFFEL, *Topogr. Wörterbuch des Ober-Elsasses*, 552; E. LEHR, *L'Alsace noble*, II, 51 et 97, III, 119 et 454; MAGNY, *Science du blason*, 208).

1. Le plus grand nombre des habitants de Winzenheim dépendait en ce temps de cette Reichsvogtei SCHUEFFLIN-RAVENETZ, IV, 248.

il s'agit, sera consacrée et visitée par telle personne qu'il plaira à votre Altesse de nommer en conséquence, de la dite chapelle en l'honneur et gloire de la sainte Vierge, pour y être dit et célébré des saintes messes des revenus d'ycelle et pour tous ceux qui auront leur affection et dévotion à la dite chapelle, d'où cette communauté en particulier, et tous les fidèles zélés ne manqueront point à offrir leurs vœux au ciel pour l'heureuse conservation des précieux jours de votre Altesse, par la justice et grâces accordées aux très-humbles et très-soumis suppliants.

Démougé, curé de Wintzenheim¹; De Kesselring; Baun, prévôt; Baffrey, prévôt; Freyburger; Stäble, Burgermeister; Thoma.

Soit communiqué au S^r Schultz, doyen du chapitre rural ultra colles et curé de Sultzbach, lequel nous commettons à l'effet de visiter la chapelle énoncée en la requête, faire description de l'état en lequel elle se trouve, de son autel, de ses vases sacrés, ornements et autres fournitures nécessaires à la célébration des saints mystères, ainsi que de son titre de fondation, si aucun il y a, en outre de ses fonds ou revenus quelconques, le S^r curé du lieu, et les suppliants a ce dûment appelés : de tout quoi notre dit commissaire dressera procès-verbal, pour ce fait et à nous renvoyé être par nous ultérieurement statué ce qu'au cas appartiendra. Fait au conseil ecclésiastique en notre château de Porrentruy, le septième novembre mil sept cent soixante et dix.

SIMON NICOLAS, Evêque de Basle ».

« L'an mil sept cent soixante et onze, le neuvième jour de janvier, en exécution d'un décret rendu par son altesse Monseigneur l'Evêque de Basle, Prince du Saint Empire, en date du septième novembre dernier, qui ordonne que visite sera faite de la chapelle sous l'invocation de la sainte Vierge nouvellement bâtie et construite par feu Messire de Kesselring de Tournebourg, située entre Winzenheim et Turckheim, en partie sur le territoire dud. Sieur de Kesselring, à l'effet de reconnaître l'état actuel du bâtiment de ladite chapelle, son autel, s'il y en a, ses vases sacrés, ornements et autre fourniture

2. Jean Claude Maurice Démougé, natif de Colmar, administra la paroisse de 1742 à 1784. (Archives de la ville de Colmar, Acta Hohenlandsherrschaft; Liber mortuorum, 1784).

nécessaire à la célébration des saints mystères, comme aussi de son titre de fondation, fonds et revenus quelconques, si aucun il y a : de tout quoi dressera procès-verbal pour être rapporté, et en outre statué, ce qu'au cas il appartiendra.

Nous Jean Adam Schultz, doyen du chapitre rural d'ultra colles, curé de Sultzbach et commissaire en cette partie, nommé par le susdit décret, accompagné de M. Jean Baptiste Bohn, curé secrétaire dud. chapitre, sommes transporté à Wintzenheim dans la susdite chapelle, où le S. Demougé, curé du lieu et les parties intéressées à ce présents et dûment appellés, nous avons trouvé une chapelle nouvellement et solidement bâtie de la longueur de trente-deux pieds ¹ et de quinze pieds de largeur, d'une hauteur convenable, accompagnée d'une sacristie de dix pieds de longueur et de sept et demi de largeur avec un logement assez suffisant pour un garde de la dite chapelle, tenante d'un côté à Messire de Kesselring, de l'autre la grande chaussée du val de Munster, vers le Rhin le dit Seigneur de Kesselring, vers les montagnes un chemin de travers qui conduit à Turckheim, environ de trois cent pas du bourg de Wintzenheim. En entrant au fond et contre le mur se trouve un autel où est posée l'image de la sainte Vierge ² avec un crucifix et six chandeliers et dûment orné, tout en état pour dire la messe, pourvue d'une pierre consacrée portative. A l'égard des vases sacrés, ornements et autres fournitures nécessaires à la célébration des saints mystères, il n'y s'y en trouvent point encore pour le présent ; mais M^{rs} les prévôts et préposés présents se chargent de les fournir en bon et dû état, de même que les linges et vin, aussitôt que l'on aura obtenu de son Altesse la permission d'y dire la messe, sans toucher au fond montant à sept cent cinquante livres, que nous y avons trouvé provenant tant de la charité des offrandes des fidèles que des amendes déjà édictées au profit de lad. chapelle sans autre fond ou fondation, laquelle dite somme de sept cent cinquante livres a été remis à l'instant entre les mains du sieur Claude Sutter, bourgeois et hôte au Soleil de ce lieu, qui a été nommé

1. Le pied était estimé à 0^m 274. (HANAUER, *Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, II, 7).

2. Probablement l'image miraculeuse représentant la Vierge Douloureuse. Elle est en bois sculpté, sans mérite comme œuvre d'art, et porte le millésime de 1627. Th. DE RUSSIERRE, 297 ; KRAUS, 697.

par lesdits prévôts et préposés pour receveur des revenus de lad. chapelle et ce sous leur garantie, à charge par led. Sr Sutter d'en rendre annuellement bon et fidèle compte tant à M. le curé qu'aux dits prévôts et préposés, pour quel effet a été dressé acte au greffe dud. lieu pour servir et de valoir ainsi que de raison.

De tout quoi nous commissaire susdit avons dressé notre présent procès-verbal, que nous avons signé avec led. M. Bohn, M. le curé, ledit Seigneur de Kesselring, prévôts et préposés après lecture faite à Wintzenheim les jour, mois et an que ci-devant dit.

Schultz, commissaire, Bohn, curé, Demougé, curé de Wintzenheim, De Kesselring, Braun, Thoma, Stæhle, Freyburger, Zibelin, greffier ».

Le sanctuaire de Marie était à peine convenablement décoré, quand éclata la grande Révolution. Les patriotes étendirent en ce temps néfaste leurs mains rapaces sur la chapelle, qui fut vendue comme domaine national (20 avril 1792). Voici l'acte de vente :

Municipalité de Wintzenheim.

L'an 1792, 20 avril.

Enchère de la chapelle, en présence de Mathieu Probst et Jean Buob, l'ainé, membres du directoire du district de Colmar, du procureur-général du département, et de Blanchard, secrétaire, dans la salle de l'Assemblée du district.

La chapelle de la Sainte Vierge, située à un demi-quart de lieue de Wintzenheim avec deux Schatz environ de jardin potager, estimée à 820 livres.

L'adjudicataire de la dite chapelle sera tenu d'enlever le bâtiment dans le mois et de rendre la place nette à ses frais¹. Il est réservé à la Nation les ornemens, autel et tous les objets qui ont servi à l'entretien du culte.

1. Archives de Berne, Décanat Ultra colles Ottonis.

2. L'acquéreur ne tint pas compte de cette clause exigeant la démolition de la chapelle. — Pendant la Révolution elle servit d'atelier à un tisserand.

Estimée à 820 l.

Surenchérie de personne.

... Enehérie par le S^r Claude Sutter de Wintzenheim à huit cent vingt cinq livres cy 825, et a signé Claude Sutter 1.

Environ trois semaines après cette vente, on demanda au district de Colmar la permission de transporter la statue de la Vierge, ainsi que les autres objets du culte de la chapelle, à l'église paroissiale, et de réclamer au receveur Freyburger les comptes des aumônes du sanctuaire profané. La requête datée du 16 mai 1792 dit :

« MESSIEURS,

La chapelle de Wintzenheim ayant été vendue, j'ai l'honneur de vous prier à ce qu'il nous soit permis de retirer la Sainte Vierge du dit lieu et la porter en cérémonie en notre église paroissiale. J'ai l'honneur de vous prier en outre qu'il nous soit permis de mettre dans notre dite église tous les objets et ornements qui regardent le culte et qui se trouvent tant dans la dite chapelle que dans la sacristie, et en outre d'ordonner au nommé Joseph Freyburger, receveur des aumônes de la dite chapelle, qui depuis trois ans n'a rendu aucun compte, de rendre les dits comptes au commissaire soussigné et à ses adjoints en présence de N. administrateur pour être le tout réuni à la fabrique de notre église paroissiale.

WEINMANN, commissaire. SPANAGEL » 2.

Cette lettre fut immédiatement transmise à Pierre Erasme Tissot, membre du district de Colmar, commissaire nommé par arrêté du directoire du dit district du 16 mai. Celui-ci fit deux jours après (vendredi le 18 mai) l'inventaire des ornements de la chapelle, en présence de Thiébaud Müller et Jean Spannagel, officiers municipaux de Winzenheim, accompagné de Jean-Baptiste Ignace Kugler, greffier de la justice de paix

1. Archives dép. de la Haute-Alsace, L. 361.

2. Id., L. 642.

de la ville de Rouffach, secrétaire greffier, ainsi qu'il en suit :

Premièrement 5 chasubles, dont une blanche, une verte, une noire et 2 rouges, de différentes étoffes et à faux galons. Plus 4 nappes d'autel, 3 aubes, 5 corporaux, 5 bourses, 24 purificateurs, 2 talars¹, 1 calice d'argent doré, 1 missel, 2 burettes et 1 plat d'étain, 1 petite sonnette, 1 lave-main d'étain, 4 essuie-mains, 1 commode de bois de sapin à deux battants ferrés et fermée à clef, 1 prie-Dieu, 1 petit miroir et 1 lampe de cuivre rouge.

Ces effets restèrent entre les mains de Gaspard Weibel, gardien de la chapelle, qui se chargea « de les représenter tant et quantes fois il en sera requis ».

Quelques mois plus tard, on porta une partie de ces objets et la statue de la Sainte Vierge à l'église de la paroisse², et quand l'église fut convertie en temple de la Raison, on cacha sous l'escalier du clocher la statue miraculeuse. Les jacobins de la commune connaissaient, dit-on, le lieu où elle avait été déposée, mais aucun d'eux n'osa porter une main sacrilège sur l'image vénérée. Il est de fait que jamais ils ne troublèrent les femmes de l'endroit qui, pour rendre hommage à la Mère de Dieu, se réunissaient tous les jours sur l'escalier de la tour et y récitaient le chapelet³.

Le 27 février 1793, comparut Jos. Freyburger, l'ancien receveur de la chapelle, qui avait sans doute eu connaissance de la lettre de Weinmann, devant le commissaire Tissot et lui déclara « avoir encore en mains

1. Sans doute des soutanelles pour le gardien ou les servants de messe.

2. Là se trouvait également une autre image miraculeuse de la Vierge provenant de la chapelle de Saint-Gilles, comme le prouve la note suivante : « *Imago B. M. V. memorabilis ante Revolutionem in capella S. Aegidii existens propter alienationem dictæ capellæ in ecclesiam Matricem translata est, ubi parvulis populi concursibus diebus sabbati ansum, præbet* ». (Archives de l'Evêché, Registre fait sous Mgr. Saurine en 1802-1803, Wintzenheim).

3. Th. DE BUSSIERRE, 299.

des ornements pour dire la messe, des médailles d'argent, des effets en vermeil, appartenant à la dite chapelle, qu'il avait eu de l'argent, mais que l'ancienne municipalité lui avait ordonné par écrit de livrer cet argent pour l'église de Wintzenheim... que d'autres ornements avaient été porté à l'église paroissiale, il y a plus de six mois ».

Le citoyen Tissot dressa peu après (11 mars), par ordre du Directoire du district sous la date du 28 février et en présence de Thomas Krick et George Hebinger, officiers municipaux de Winzenheim, accompagnés de Jean Klein, greffier de la justice du même endroit, l'inventaire de ces objets sacrés. En voici le détail :

« 5 médailles de différentes façons, qui paraissent être d'argent ¹ ; 6 médailles en jaune, qui paraissent être de vermeil ² ; une croix de verre encadrée de jaune ; une chasuble d'étoffe de soie avec une croix rouge et garnie de faux galons d'or avec tout ce qu'il faut ; une aube à dentelles avec le huméral ; 5 habits pour la Vierge, qui se trouve dans la paroisse d'ici, avec 9 flots de ruban ».

Tous ces effets furent confisqués par Tissot et remis au Directoire du district, conformément à l'arrêté du 28 février 3.

Ce ne fut qu'une vingtaine d'années après la tourmente révolutionnaire (16 mai 1819) que l'ancien sanctuaire de Marie, qui était sur le point de tomber entre les mains des luthériens, fut racheté par onze propriétaires de Winzenheim. Ces derniers achetèrent la chapelle et le terrain contigu de l'acquéreur primitif dans l'intention de rendre cette propriété au culte. Par donation entre vifs du 31 octobre 1819 ils cédèrent à la fabrique de l'église paroissiale la chapelle et les terres adjacentes, aux conditions que trois d'entre eux dési-

1. En marge : « Il n'y en a que 4, la 5^e est de cuivre ».

2. Un note marginale porte : « Il n'y en a que 5 mal dorés ».

3. Archives dép. de la Haute-Alsace, L. 642.

gnés par le sort seraient chargés de l'administration de la chapelle, constateraient en présence du curé et du président de la fabrique le montant des offrandes des fidèles ; lesquelles offrandes, dont ils rendraient compte périodiquement, serviraient à payer les frais de réparation et ensuite le principal d'achat de l'immeuble ; que ce ne serait que lorsque les acquéreurs seraient totalement remboursés et que la fabrique prendrait l'administration des revenus de la chapelle, que la propriété en serait irrévocablement dévolue à l'église. Le conseil de fabrique s'opposa à l'acceptation de cette donation, parce que les offrandes ne suffisaient au paiement des intérêts, de l'entretien annuel et du capital ¹, et il acquit la chapelle et le jardin attenant pour la somme de 1.320 francs, qu'elle paya dans 4 ans avec intérêt légal, de manière que les paiements furent ainsi divisés :

	fr. cent.
1 ^{er} paiement, 31 décembre 1826. .	330 —
2 ^e » » 1827. .	330 50
3 ^e » » 1828. .	363 —
4 ^e » » 1829. .	346 50
Intérêts et décimes.	215 —

Total : 1.585 francs.

Cette acquisition fut approuvée à la demande de l'Evêque de Strasbourg, par ordonnance royale du 3 décembre 1826 ². Ce décret nous montre comment la chapelle de Winzenheim redevint la propriété de l'église, et pour ce motif, nous le reproduisons ici :

« Charles, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux à qui ces présentes verront, salut.

Sur le Rapport de notre Ministre, Secrétaire d'Etat au Département des affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique.

1. Les offrandes rapportèrent depuis la fête de l'Annonciation 1820 jusqu'au 31 décembre 1824 la somme de 1581 fr. 64 cent. (Archives de Winzenheim, Registre de délibérations, etc.).

2. Registre de délib. et archives de l'Evêché.

Notre Conseil d'Etat entendu

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. premier.

Le trésorier de la fabrique de l'Eglise de Wintzenheim, Dépt. du Haut-Rhin, est autorisé à acquérir au nom de cet établissement et moyennant la somme de mille trois cent vingt francs, du Sieur Klein et consorts une chapelle dite de Notre Dame, avec dépendances, jardin et pièce de vigne, le tout estimé seize cents francs.

La dite chapelle est érigée en chapelle de secours; le culte y sera exercé sous la surveillance du desservant de l'église de Wintzenheim et ses recettes figureront au budget de la fabrique de la dite église.

Art. 2.

Notre Ministre Secrétaire de l'Etat au Dépt. des affaires eccl. et de l'Instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries le 3^e jour du mois de décembre de l'an de grâce 1826 et de notre règne le 3^{me}.

Signé : CHARLES.

Par le Roi

Le Ministre Secrétaire de l'Etat au Département
des affaires eccl.

Signé † D. Ev. d'Hermopolis¹.

Dès que le sanctuaire fut entre les mains des onze acquéreurs, dont nous avons parlé plus haut, l'autorité épiscopale permit au curé Kessler de le rouvrir provisoirement², de le rebénir, d'y placer l'ancienne image et de le rendre au culte d'après l'ancien usage, sauf

1. Reg. de délib. et arch. de l'Evêché.

2. Laurent Forny de Wintzenheim, le propriétaire de la chapelle, paya le 8 juin 1810 la somme de 50 fr. entre les mains du secrétaire Maimbourg pour l'autorisation d'ouvrir le sanctuaire au public. Mais l'autorité locale conjointement avec le desservant s'opposèrent aux vues du propriétaire, d'où il suivit que l'usage en fut défendu par l'évêché. (Archives diocésaines.)

de faire remplir immédiatement les formalités voulues par la loi (11 juin 1819)¹. La bénédiction de la chapelle et d'une cloche² se fit le 19 mars 1820. Le 25 mars, le curé, assisté de deux prêtres, reporta processionnellement la statue miraculeuse de l'église paroissiale à la chapelle de la Vierge.

La chapelle bâtie par le seigneur de Tournebourg fut remplacée en 1829-1831 par un édifice plus vaste, mais encore trop petit pour contenir la foule aux grandes fêtes. Le 13 juin 1831, l'évêché accorda au curé Plagnat la permission de bénir cette chapelle. Elle fut inaugurée, le 2 juillet, par le curé Burtz de Turckheim⁴. En 1832, on permit au recteur de Winzenheim de conserver dans le nouveau sanctuaire la sainte Réserve, d'y dire le soir le chapelet devant le Saint Sacrement exposé et de donner la bénédiction. Cette permission a été retirée dès la cessation de l'épidémie⁵. Cependant en 1837 on autorisa de rechef le curé de conserver dans la chapelle le Saint Sacrement ; cette permission fut de nouveau retirée, redemandée et accordée en 1850⁶.

En 1862, la foudre endommagea la chapelle et l'habit de la Vierge⁷.

Depuis longtemps on songeait à aggrandir la chapelle, ce désir fut enfin réalisé en 1871-72. M. Iselin, curé de Munster, alors vicaire à Winzenheim, m'écrivit

1. Au mois de septembre de la même année, le curé pria les grands-vicaires de lui permettre de fermer la chapelle les dimanches, afin que ses paroissiens fussent plus exacts au service divin de la mère-église. (Archives de l'Evêché).

2. Une seconde cloche a été bénite à peu près 14 ans plus tard. Elle a eu pour parrain Louis Honorat et pour marraine Rosalie Raffrey.

3. Et non en 1828, comme dit Th. DE BUSSIERRE, op. cit., 299.

4. Barthélemy Burtz, natif de Sainte-Croix-en-Plaine, desservit la paroisse de 1826 à 1830. Il mourut à Turckheim le 31 juillet 1856. (*Revue d'Alsace*, 1872, 557-58).

5. Du choléra-morbus. (*Encyclopédie des gens du monde*, V, 771; *Liber mortuorum*).

6. Archives de l'Evêché.

7. Communication bienveillante de M. l'abbé Gény.

à ce sujet : « J'avais été avec M. le curé Maudru¹ à N.-D. des Ermites, et une chapelle sise au haut d'une montagne flanquée de deux tours nous a donné l'idée de bâtir les deux tours actuelles². L'entrepreneur et l'architecte était M. Wetterlé de Colmar. Comme fonds nous n'avions que la piété des fidèles. Ceux de Winzenheim nous cherchaient les pierres gratis avec beaucoup de bonne volonté, même avec enthousiasme. A chaque fête de la Vierge il y avait quête à la chapelle, et elle était abondante. Je me souviens qu'un homme du Ried nous a apporté 1.000 M. à la fois; enfin les offrandes affluaient de Colmar, de Türckheim, de Wettolsheim, de tous les endroits de la circonscription de Colmar³.

La nécessité d'agrandir cette chapelle était bien grande. Avant qu'elle ne fût agrandie, elle pouvait à peine contenir la moitié des pèlerins qui affluaient aux fêtes de la Vierge et les lundis de Pâques et de Pentecôte. Il n'y avait non plus de place pour les confessionnaux. Ils étaient placés à côté de la porte d'entrée et bien souvent soulevés de terre par la masse des pénitents; aussi avons-nous été bien aises d'entrer dans les chapelles de confession actuelles. D'après mes souvenirs l'architecte Wetterlé a construit à très bon marché, *pietatis causa* ».

La chapelle fut encore embellie et restaurée en 1900, grâce au zèle de M. le curé Schermesser. Après avoir remplacé la voûte en plâtre par une belle voûte en bois et mis à six fenêtres, à la place du vitrage blanc, des vitraux peints, on décora nouvellement les murs de l'intérieur et on érigea un maître-autel neuf⁴. Le

1. Ce prêtre avait déjà fait construire quelques années auparavant une nouvelle sacristie et aggrandir la niche du fond du chœur où se trouve la statue miraculeuse.

2. L'ancienne tourelle du chœur et la clochette furent placées sur l'école.

3. La bâtisse monta à peu près à 17.000 fr.

4. Don du curé Birgy de Zellenberg.

produit d'une loterie et des dons particuliers couvrirent les frais de ces travaux qui occupèrent les ouvriers du mois de mars au mois de juillet ¹.

Puissent les habitants de Winzenheim, ainsi que les pèlerins contribuer toujours à l'embellissement de la chapelle pour la plus grande gloire de Dieu et pour la Reine des Cieux.

IOS. LÉVY.

1. *Volksfreund*, n° du 18 mars et du 29 juillet 1900; *Elsasser Kurier*, n° du 10 mars et du 27 juillet.

NOTES

SUR

LES DIFFÉRENTS PROCÈS

SOUTENUS

PAR LES COMMUNES DU DOMAINE DU ROSEMONT CONTRE
LES HÉRITIERS MAZARIN POUR LA RÉPARTITION DES
DROITS ET USAGES DANS LES FORÊTS FAISANT
PARTIE DE LA DONATION FAITE PAR LOUIS XIV EN
DÉCEMBRE 1659.

Exposé général.

Après la donation faite au cardinal de Mazarin, et dans le commencement du XVIII^e siècle, les différentes communes du domaine du Rosemont provoquèrent au conseil d'Etat du roi une demande de cantonnement pour conserver les droits d'usage assez étendus dont elles avaient toujours joui avant cette donation. Après une longue et laborieuse procédure, il fut rendu un arrêt du conseil d'Etat, en date du 27 avril 1762, lequel définissait d'une façon assez précise les droits accordés aux communes réclamantes et dont on trouvera le détail dans l'historique exposé ci-après.

Or, pendant la Révolution, ces forêts firent retour à l'Etat par suite d'un décret rendu le 14 juillet 1791 par l'Assemblée constituante qui révoqua purement et simplement la donation de 1659. Enfin, une décision ministérielle, en date du 27 septembre 1825, réintégra

la famille Mazarin dans la propriété et la jouissance des forêts du Rosemont, et c'est à la suite de cette restitution que les mêmes communes eurent à défendre leurs droits contre les héritiers Mazarin dont voici les dénominations : Honoré Gabriel Grimaldi de Monaco, prince de Monaco, Honoré V, duc de Valentinois, pair de France, demeurant ordinairement à Monaco en son palais :

Le sieur Tancrède Florestan Royer Louis, comte de Grimaldi de Monaco, demeurant à Paris, 20, rue Saint-Guillaume.

Agissant Monsieur le Prince de Monaco et Monsieur le comte de Grimaldi, au nom et comme héritiers pour un tiers chacun de Madame Louise Félicité Victoire d'Aumont, duchesse de Mazarin, leur mère, décédée veuve de Monsieur Honoré Anne Charles Maurice Grimaldi, duc de Valentinois, prince souverain de Monaco, et Madame Amélie Céléste Erodore d'Aumont, épouse de Monsieur Louis Pierre Musnier, baron de Mauroy, fille adoptive de feu Madame la Duchesse de Mazarin, suivant l'acte inscrit sur le registre d'adoption du onzième arrondissement de Paris en date du 28 vendémiaire an treize, et Monsieur Louis Pierre Musnier, baron de Mauroy, son mari, pour la validité, demeurant à Paris, quai Voltaire 5, demandeurs.

Contre les maires des communes de Giromagny, Lepuix, Rougegoutte, Petitmagny, Grosmagny, Lachapelle-sous-Chaux, Vescemont, Rievescemont, la Madeleine, Etueffont haut, Anjoutey, Etueffont bas, Eloye, Auxelle haut, Evette, Offemont, Chaux, Sermamagny et le Valdoye.

Historique.

« Le domaine du Rosemont, dit Schœpflin¹ (traduction abrégée de Chauffour, partie II, page 144), portion

1. Voyez également SCHÖEFLIN, IV, page 19.

« considérable de la seigneurie de Belfort, a tiré son
 « nom du château de Rosenberg ou Rosenfels situé au
 « pied des Vosges. Le domaine se divise en haut et
 « bas Rosemont et en deux mairies d'étendue fort iné-
 « gale, qui sont échues à la maison d'Autriche par
 « succession de celle de Montbéliard. Le haut Rosemont
 « consiste dans la mairie de Chaux ou Tscha, compre-
 « nant Valdhoy, Sermamagny, Evette, Lachapelle-sous-
 « Chaux, en patois Capeltscha, Giromagny, grand village
 « qui a dû son accroissement aux mines qui s'y trouvent,
 « le Puix ou Soda, Vesemont ou Vesenberg, Rouge-
 « goutte, Gromagny, Eloi et Auxelle haut. Les mines
 « ont fait naître ce village au XVI^e siècle ; il a été
 « donné en fief avec basse justice à un sieur Heydem-
 « burg, directeur de ces mines. Le village plus ancien
 « d'Auxelle bas ou Nieder-Assel et son château était
 « un fief de la famille Assel dès 1347, qui après avoir
 « passé par plusieurs mains est resté depuis 1520 dans
 « celle des nobles de Ferrette. Rougegoutte et Giro-
 « magny, fief possédé sur la fin du quatorzième siècle
 « par la famille de Masmunter, a été donné par les
 « archiducs, après l'extinction de cette famille, aux
 « nobles de Koppe autrefois dit Roppach. Rosemont
 « le bas se compose des villages d'Argesans, Bauvillar
 « et Urseray sur la route de Belfort à Besançon.

« Par lettres patentes en date du mois de décembre
 « seize cent cinquante neuf, Louis XIV, voulant témoi-
 « gner au cardinal de Mazarin et aux siens en toutes
 « occasions combien il en avait satisfaction et avec
 « combien d'affection il affectionnait sa personne et ce
 « qui le touchait, céda, donna au dit cardinal Mazarin,
 « ses hoirs, successeurs et ayans cause le comté de
 « Ferrette et les seigneuries de Belfort, Delle, Thann,
 « Altkirch et Isenheim, le tout ainsi qu'elles se com-
 « portaient, étendaient et consistaient de toutes parts
 « tant en villes, châteaux, châellenies, bailliages, justices,
 « places et maisons, qu'en tous fruits, profits, cens,
 « surcens, rentes, emolumens, hommes, hommages,

« vassaux, vasselages et sujets, bois, forêts, étangs, rivières, etc., le tout à charge de foi et hommage.

« Les forêts du Rosemont qui sont considérables, firent avec le fief du Rosemont partie de cette donation ; cependant dans les commencemens du dix-huitième siècle, les différentes communes du Haut-Rosemont qui avaient sur ces forêts des droits d'usage très étendus, provoquèrent au conseil d'Etat du roi un cantonnement. La procédure que cette demande nécessita, fut extrêmement longue ; elle se termina par un arrêt du conseil d'Etat du vingt-sept avril dix-sept cent soixante-deux qui se résume en ce qu'il a ordonné : 1° qu'il serait distraire des forêts de Monsieur le duc de Mazarin la quantité de trois mille trois cent cinquante-neuf arpens de bois, séparés par bornes, et limités au profit des habitans du Rosemont, et répartit cette quantité entre les communes affouagères pour leur tenir lieu des droits d'usage en bois qu'elles devaient exercer sur les forêts ; 2° que tout le surplus des forêts appartiendrait à la seigneurie du comté de Belfort exemptes d'usage en bois de quelque nature qu'ils soient ; 3° que tous les habitans des communautés pourraient exercer dans toutes les forêts du Val de Rosemont le droit de parcours, pâturage, passage, à la charge néanmoins de ne pouvoir user dudit droit que dans les bois qui auraient été déclarés défensables par le juge du lieu ».

Cet arrêt fut exécuté et les parties litigantes jouirent respectivement des portions de terrains qui leur avaient été attribuées. Survint la Révolution de quatre-vingt-neuf. La famille de Mazarin se trouva dépossédée des forêts du Rosemont par le décret de l'Assemblée constituante du 14 juillet 1791, qui annula et révoqua la donation de 1659 comme faite et consentie au détriment du domaine de l'Etat.

Cependant, il avait été rendu le 15 mars 1790 une loi, dont l'article 31, ou titre II^e, était ainsi conçu : « Tous édits, déclarations, arrêts du conseil et lettres

« patentes rendus depuis trente ans, tant à l'égard de
« la Flandre et de l'Artois qu'à l'égard de toutes les
« autres provinces du royaume, qui ont autorisé le
« triage hors des cas permis par l'ordonnance de 1669,
« demeureront à cet égard comme non avenus, et tous
« les jugements rendus et actes faites en conséquence
« sont révoqués ; et pour entrer en possession des por-
« tions de leurs biens communaux dont elles ont été
« privées par l'effet des dits édits, déclarations, etc.,
« les communautés seront tenues de se pourvoir dans
« l'espace de cinq ans par devant les tribunaux, etc.

« Cette disposition législative se retrouve dans l'ar-
« ticle 9 de la loi du 20 septembre 1790 et dans l'ar-
« ticle 6 de la loi du 28 août 1792.

« En dix-sept cent quatre-vingt-onze, comme moins
« de trente années s'étaient écoulées depuis l'arrêt du
« conseil de 1762, les communes du Rosemont étaient
« en droit de se prévaloir de cette législation toute en
« leur faveur. Les communes du Rosemont, à l'except-
« tion d'Evette et d'Offemont, actionnèrent Monsieur
« le procureur général syndic du département du Haut-
« Rhin aux fins de ce que, sans s'arrêter à l'arrêt du
« conseil d'Etat de 1762, elles soient remises au même
« et semblable état qu'elles étaient avant cet arrêt ; en
« conséquence qu'elles soient réintégrées dans la jouis-
« sance de tous les droits d'usage qui leur compétaient
« dans la totalité des bois du Val du Rosemont.

« Ces conclusions leur furent adjugées par un juge-
« ment par défaut du district de Belfort, en date du
« quatre août dix-sept cent quatre-vingt-douze, con-
« firmé sur opposition par jugement du cinq février
« suivant ».

Or depuis, une décision ministérielle, en date du
27 septembre 1825, réintégra la famille Mazarin dans
la propriété et jouissance des forêts du Rosemont, dont
elle avait été dépouillée par le décret de l'Assemblée
constituante du 14 juillet 1791.

En 1826, toutes les communes du Rosemont, après avoir été autorisées, dirigèrent contre les héritiers Mazarin une demande en cantonnement. Cette demande était encore pendante devant la Cour royale de Colmar et en appel, quand les biens en litige ont été adjugés à Messieurs Tessier, Corcelette, Devillaine et Lacroix, par jugement rendu en l'audience des criées du tribunal de première instance du département de la Seine, le 15 novembre 1834.

Cependant, la Cour royale de Colmar, par un arrêt rendu le 15 février 1838, a ordonné :

1° Que pour remplir de leurs droits d'usage, les
« neuf communes de Giromagny, Lepuix, Vescemont,
« Kierrevescemont, Evette, Grosagny, Eloie, Chaux
« et le Valdoie, l'ensemble des forêts du Rosemont
« serait recomposé par l'augmentation fictive de cinq
« cent dix-neuf hectares cinquante ares, représentant
« les emphytéoses et les ventes nationales faites pen-
« dant la prise de possession du gouvernement, que
« les dites forêts ainsi recomposées seraient divisées
« en deux parties égales en valeur réelle et vénale,
« que sur la moitié qui représenterait l'équivalent de
« tous les droits d'usage des dix-neuf communes du
« Rosemont, il serait attribué à chacune des neuf com-
« munes susdésignées une portion en pleine propriété
« en parfaite harmonie avec sa population particulière
« comparée à celle des dix-neuf communes réunies qui
« est de onze mille sept cent cinquante-quatre habitants,
« que cette portion sera fixée de préférence dans la
« partie des forêts qui se trouve le plus à la proximité
« de chaque commune.

« 2° Que quant aux communes de Rougegoutte,
« Sermamagny et Lachapelle-sous-Chaux qui ont, en
« forêts communales, une étendue de cent quatre-vingt
« hectares à affecter en premier lieu à ces mêmes
« droits, le cantonnement ne serait que du tiers au
« lieu de la moitié et que la différence entre le tiers

« et la moitié serait réunie à la moitié réservée aux
« propriétaires.

« 3° Que quant aux cinq communes d'Etuffont haut,
« la Madelaine, Etuffont bas, Petitmagny et Anjoutey
« qui formaient l'ancienne mairie d'Etuffont, le cantonne-
« ment se ferait au tiers comme celui des trois com-
« munes de Rougegoutte, Sermamagny et Lachapelle-
« sous-Chaux.

« 4° Que quant aux communes d'Offemont et
« d'Auxelle haut, le cantonnement se ferait pareillement
« au tiers.

« Qu'enfin, pour parvenir à cette opération, les
« différens cantons des forêts du Rosemont, seraient
« préalablement vus et visités par des experts ».

D'après les dispositions de cet arrêt, voici quelles
seraient les portions de propriétés auxquelles auraient
droit les dix-neuf communes du Rosemont, suivant les
héritiers Mazarin :

« L'étendu superficielle des forêts soumises aux droits
« d'usage des communes est de cinq mille quatre cent
« six hectares. Il faut y ajouter cinq cent dix-neuf
« hectares que les propriétaires ont été condamnés à
« rapporter fictivement à la masse partageable. En tout
« cette masse est de cinq mille neuf cent vingt-cinq
« hectares.

« D'après eux encore, en application faite des bases
« de calcul établis par l'arrêt de la cour à la population
« totale des dix-neuf communes fixée par la cour à
« onze mille sept cent cinquante-quatre habitans, on
« trouve que chaque habitant a droit à vingt-cinq ares
« vingt-cinq centiares; que six mille cinq cent quatre-
« vingt-trois habitans des neuf communes de la première
« catégorie doivent obtenir dans les deux mille neuf
« cent soixante-deux hectares et demi, formant la moitié
« de la masse afférente aux communes, en totalité seize
« cent cinquante-huit hectares quatre-vingt-onze ares.
« Celle des autres catégories, huit cent soixante-huit

« hectares soixante-douze ares. Ou en total deux mille
« cinq cent vingt-sept hectares soixante-trois ares.

« Cependant les héritiers Mazarin prétendent que
« les dix-neuf communes du Rosemont devaient acquitter
« proportionnellement à leurs droits dans la propriété
« toutes les charges dont elle était grevée, que néan-
« moins ce sont eux héritiers Mazarin qui, depuis le
« premier janvier mil huit cent vingt-cinq ont cons-
« tamment payé les contributions et les frais de garde
« comme s'ils avaient été les seuls propriétaires.

« Ils prétendent en outre que du 1^{er} janvier 1825
« au 1^{er} janvier 1834, c'est-à-dire pendant neuf ans, les
« impôts levés sur les forêts du Rosemont se sont
« élevés à la somme totale de soixante-sept mille cent
« quarante-neuf francs quatre-vingt-seize centimes. Que
« les frais de garde, pendant le même temps, ont coûté
« à Madame de Mazarin, et après elle à ses héritiers,
« la somme de soixante mille huit cent quatre-vingt-
« dix francs seize centimes; que ces deux sommes
« réunies forment un total de cent vingt-huit mille
« quarante francs douze centimes; que cette charge
« divisée en cinq mille quatre cent six hectares s'attache
« à chacun des dits hectares pour vingt-trois francs
« soixante-huit centimes, en sorte que les communes
« déclarées propriétaires de deux mille cinq cent vingt-
« sept hectares soixante-trois ares, devaient la suppor-
« ter jusqu'à concurrence de cinquante-neuf mille huit
« cent cinquante-quatre francs vingt-cinq centimes.

« Les héritiers Mazarin soutiennent en second lieu
« que l'affouage provisoire, par suite duquel les com-
« munes du Rosemont s'attribuaient plus des deux tiers
« de la coupe annuelle, alors qu'elles n'avaient dans
« la propriété qu'une portion qui ne s'élevait pas à
« moitié, était évidemment excessif, que par suite elles
« ont eu des jouissances qui appartenaient à Madame
« la Duchesse de Mazarin et à ses héritiers et qu'elles
« doivent aujourd'hui en faire remise à la succession;
« que la coupe ordinaire annuelle de cent dix-neuf

« hectares, divisée proportionnellement entre les communes et la famille Mazarin, devait donner, à raison
« de vingt-deux ares par hectares de propriété à la
« famille Mazarin propriétaire de deux mille huit cent
« soixante-dix-huit hectares trente-sept ares, un total
« de soixante-trois hectares trente-six ares, et aux communes propriétaires de deux mille cinq cent vingt-sept hectares soixante-quatre ares, un total de cinquante-cinq hectares soixante-quatre ares, soit en total
« cent dix-neuf hectares ; qu'au lieu de couper cinquante-cinq hectares soixante-quatre ares, valeur qui
« seule leur revenait, les communes ont constamment
« exploité quatre-vingt-trois hectares, de sorte qu'elles
« ont pris sur la part revenant à la famille Mazarin un
« excédant annuel de vingt-sept hectares trente-six ares ;
« que cet excédant, calculé à raison de huit cent francs
« par hectare, produit une somme annuelle de vingt et
« un mille huit cent quatre-vingt-huit francs, ou pour
« les neuf années qui se sont écoulées de mil huit cent
« vingt-cinq à mil huit cent trente-quatre, une somme
« totale de cent quatre-vingt-seize mille neuf cent quatre-vingt-douze francs.

« Pour faire légitimer ces prétentions, la famille Mazarin a dirigé contre les dix-neuf communes du Rosemont une demande au paiement :

« 1° de cinquante-neuf mille huit cent cinquante francs vingt-cinq centimes pour le remboursement de la portion à leur charge dans les contributions et frais de garde ;

« 2° de celle de cent quatre-vingt-seize mille neuf cent quatre-vingt-douze francs pour la valeur des excédans de coupes dont elles ont, d'après les dits héritiers Mazarin, induement joui ».

Tel est l'objet de la demande dont les communes du Rosemont ont à apprécier le fondement.

Suit un long exposé d'arguments et de citations établis pour la défense des intérêts des communes, et

dont les détails n'ajouteraient rien d'intéressant à l'histoire qui précède. Je crois toutefois en extraire les conclusions que je transcris textuellement ci-après :

« En résumé, quel est le tableau qui présente ce
« procès ? C'est d'une part une famille, autrefois puis-
« sante, qui, par l'obsession et l'intrigue, était parvenue
« à arracher au souverain des biens formant le patri-
« moine de l'Etat, cette même famille frappée par les
« lois révolutionnaires, rentrée plus tard en possession
« des dits biens, cherchant par tous les moyens pos-
« sibles à se soustraire à des charges incontestables et
« immémoriables, voulant pour ainsi dire se venger sur
« les communes des vexations que leur a fait subir le
« gouvernement populaire. — De l'autre, des habitants
« réunis en communautés, essayant, par l'action du
« cantonnement, à séparer définitivement leurs droits
« de ceux de leurs anciens seigneurs et ne parvenant
« à sortir d'un long et coûteux procès que pour tom-
« ber dans un autre ».

(Extrait des archives de la commune de Valdoie).

CHARPENTIER-PAGE.

VARIÉTÉS

DAGSBURG

*Germanistische Studien im Elsass von Richard Stieve, kaiserlicher
Landgerichtsrath a. D., Rechtsanwalt zu Zabern, 2 vol., 1903.*

Depuis plusieurs années, l'Administration forestière est en différend avec les communes qui formaient l'ancien comté de Dabo, au sujet des droits d'usage dont elles jouissent dans les forêts du comté qui sont aujourd'hui propriété de l'Etat. Le procès va se terminer prochainement, si déjà jugement n'a pas été rendu. Comme la cause tient à l'histoire de notre province, M^e Stieve, avocat, dans le livre qu'il a publié sous le titre de *Dagsburg*, ne s'est pas contenté d'exposer et de discuter la difficulté actuelle : il a voulu consulter l'histoire, il est remonté aux origines, car il a pensé avec grande raison que le passé devait être connu pour apprécier justement un litige qui s'y rattache par tant de liens.

Pour bien comprendre le procès actuellement pendant, et la portée qu'il peut avoir, il importe de reprendre les choses depuis la grande Révolution.

Le comté de Dabo fut séquestré par arrêté du département de la Meurthe, en date du 1^{er} novembre 1792, à titre de biens d'émigré, en exécution de la loi des 9-12 février 1792 ; et tous les biens, domaines, propriétés et droits quelconque, qui avaient appartenu aux princes de Linange, ont été définitivement réunis au domaine, après la paix de Lunéville, par arrêté du 21 floréal, an XIII.

Au moment de la mise sous séquestre, les communautés du comté étaient en procès depuis de longues années avec leur seigneur, au sujet de leurs droits sur les bois, par devant le Conseil souverain et les juridictions qui lui succédèrent. Elles n'avaient pas encore usé des facilités qu'accordait la loi des 28 août — 14 septembre 1792 aux communes du royaume pour se faire réintégrer dans la possession des droits d'usage dont elles avaient été dépouillées par leurs seigneurs, lorsque les lois du 10 juin et 20 octobre 1793 ordonnèrent de faire vider par des arbitres toutes les contestations quelconques des communes qui avaient pour objet des droits d'usage. En exécution de ces lois, le juge de paix de Lorquin désigna le 17 pluviôse an II les quatre arbitres qui eurent à trancher le différend dans lequel les communautés de l'ancien comté de Dabo étaient intéressées. Ceux-ci prononcèrent le 9 ventôse an II, et leur sentence devait être définitive. Mais les arbitres en général avaient fait preuve de tant de partialité aux dépens du domaine dans tout le pays, que deux lois de l'an III, les lois des 7 frumaire et 29 floréal, suspendirent l'exécution de leurs jugements, jusqu'à ce qu'il en serait autrement ordonné. Bientôt une loi du 4 brumaire an IV permit d'en appeler de toutes les sentences d'arbitres, appel qui selon la loi de ventôse, même année, devait être porté devant les juges ordinaires auxquels la loi rendait la connaissance de ces contestations. Cependant, comme personne ne paraissait se soucier d'user de cette nouvelle faculté, les lois des 28 brumaire an VII et 19 germinal an XI prescrivirent l'examen, presque la révision de toutes ces jugements pour savoir s'il fallait, ou non, les déléguer aux tribunaux par voie d'appel. A cet effet, les communes devaient, dans les six mois, produire leurs titres ou les sentences qu'elles avaient obtenues; les administrations centrales et le ministre des finances étaient chargés, dans un délai déterminé, d'examiner s'il y avait lieu d'interjeter appel, de telle sorte que, faute d'appel, les sentences des arbitres reprenaient toute leur force, et en cas d'appel, la justice ordinaire avait à prononcer en dernier ressort. Ces dispositions ne reçurent guère d'exécution, d'autant plus qu'elles ne concernaient pas le grand nombre de communes, qui sans avoir eu recours à la voie d'arbitrage, s'étaient attribué des droits d'usage sur des forêts maintenant propriété de l'Etat, soit de leur propre autorité, soit en se fondant sur des titres incertains, nuls ou faux. Il en résulta une telle confusion, que les lois du

28 ventôse an XI et 14 ventôse an XII prescrivirent de nouveau à toutes les communes, sans exception, qui se prétendaient « fondés par titre ou possession » en droits d'usage dans les forêts de l'Etat, de produire au secrétariat des préfectures ou sous-préfectures de l'arrondissement où se trouvaient les forêts grevées, leurs « titres ou actes possessoires », dans un certain délai, à peine de déchéance, afin que l'Administration put s'éclairer sur la valeur de leurs droits. Les communes intéressées de l'ancien comté de Dabo déposèrent à la sous-préfecture de Sarrebourg « *différentes pièces, entre autres* » le « jugement arbitral du 9 ventôse an II... comme étant leur titre le plus récent et comme devant les dispenser d'en fournir d'autres ». Peu après, le préfet de la Meurthe se pourvut par voie d'appel contre ce jugement arbitral, et obtint un arrêt de la Cour de Nancy qui le cassait et en prononçait la nullité (25 avril 1808). A la suite de la notification de cet arrêt, les communes intéressées complétèrent le dépôt qu'elles avaient fait, et fournirent encore « des extraits des actes anciens qui appuient leurs prétentions », certainement pour combler la lacune que l'annulation du jugement de ventôse an II avait produit dans les preuves ou les moyens à l'aide desquels elles justifiaient leurs droits. Toutes ces pièces ou documents, au nombre de *dix-huit*, sont énumérés dans l'arrêté du Conseil de préfecture de la Meurthe en date du 12 septembre 1809. Parmi eux se trouvait une prétendue ordonnance forestale des anciens comtes, portant la date du 27 juin 1613, de laquelle il est principalement question dans l'instance actuellement engagée. Par arrêté du 12 septembre 1809, le Conseil de préfecture de la Meurthe après examen de ce dossier, reconnut « que les communes du ci-devant comté de Dabo » étaient recevables à demander la confirmation de leurs droits d'usage » tels qu'elles les avaient réclamés, et le Ministre des finances approuva cette décision et la confirma le 28 mai 1812. La commune d'Engenthal, qui faisait partie du département du Bas-Rhin, s'adressa de son côté au Conseil de préfecture de ce département et en obtint le 9 juin 1810 un arrêté que lui reconnaissait les mêmes droits que que les autres communes du département de la Meurthe. Nous ne parlons pas des deux arrêtés du préfet, des 22 août 1810 et 11 septembre 1811, sur un point particulier, arrêtés auxquels l'approbation ministérielle du 28 mai 1812 enleva tout objet.

Les communes de l'ancien comté de Dabo voyaient donc, après une contestation qui avait duré plusieurs années, leurs droits d'usage sur les forêts domaniales du comté définitivement reconnus par le gouvernement français¹, non pas à la légère, mais après un examen sérieux et contradictoire de leurs titres et malgré l'opposition de l'Administration des forêts. L'ère des procès ne fut pas close pour autant ; car c'est le propre des droits d'usage dans les forêts d'être une source intarissable de difficultés de toute espèce. Mais du moins personne ne leur contesta plus leurs droits en principe et l'on ne se disputa plus que sur la manière dont il fallait les interpréter dans tel ou tel cas particulier.

Il en fut encore ainsi dans les premières années de l'occupation allemande. Mais peu à peu l'Administration forestière allemande ne considéra plus que les intérêts de l'Etat, et se persuadant qu'ils étaient lésés par des droits d'usage d'une telle étendue, s'appliqua de restreindre ces derniers de plus en plus par la voie de mesures de police administrative. M. Stieve (p. 19 ss.) énumère ces restrictions successives et accuse durement l'Administration de n'avoir plus qu'un seul objectif : trouver le plus d'argent possible pour en fournir les caisses du fisc. « Geld ! Geld ! Geld ! *Auri sacra fames !* » dit-il (p. 20). Il était nécessaire que ce nouveau principe multipliât les procès déjà si fréquents. C'est ce qui se produisit. Aussi en 1891 la commune d'Engenthal, pour se mettre à l'abri des exigences du fisc, crut devoir demander au tribunal de Saverne de déterminer judiciairement ses droits, sans cesse mis en question par les mesures arbitraires de l'Administration forestière. Celle-ci, pour justifier sa conduite, fit paraître en 1893 un Mémoire très documenté qui forme deux gros volumes, dans lequel son avocat, le conseiller de gouvernement Esser, s'appuyant sur d'anciennes ordonnances forestales des comtes de Linange, qu'il croit authentiques, s'efforce d'établir que jamais les usagers de Dabo n'ont joui de droits d'usage aussi étendus que ceux que leur reconnaît l'arrêté du Conseil de préfecture de 1809 ; que le règlement du 27 Juin 1613, qui leur est le plus favorable, est un document faux, n'émanant pas des comtes de Linange (avis qui est partagé par M. le professeur

1. Nous ne parlons pas d'un règlement du 29 novembre 1822, qui n'eût qu'une existence éphémère et fut rapporté le 2 décembre 1828.

Breslau dans un travail spécial qu'il a fait sur la question, à la demande de l'Administration); enfin qu'aux termes des dits règlements authentiques, les jouissances qu'ils possèdent sont de pures grâces du seigneur, et par conséquent essentiellement précaires. Puis, passant à la question de savoir si la législation intermédiaire et les diverses instances qu'elle provoqua, ou si le code Napoléon ont modifié en quelque chose la condition des usagers vis-à-vis de l'Etat-proprétaire des forêts, il s'appuie sur la jurisprudence française et la doctrine, pour ne reconnaître aux arrêtés des Conseils de préfecture, même revêtus de l'approbation du Ministre, que le caractère ou la valeur de simples avis; et comme toute prescription a été impossible, il croit que rien ne saurait faire obstacle à ce que l'Administration ne saisisse encore aujourd'hui, les tribunaux civils de ses revendications et ne contestât devant eux *le fond du droit*¹. S'appuyant sur cet avis, l'Administration s'opposa à la demande d'Engenthal et demanda au tribunal de Saverne, non pas de supprimer, car elle ne l'osa pas, mais de régler à nouveau les droits d'usage des habitants de cette commune, et cela sans plus tenir compte du règlement de 1613 reconnu faux, mais d'après les six autres règlements forestaux, de 1569 à 1628, émanés certainement des anciens comtes de Linange, et d'après la possession des usagers, telle qu'elle existait, à son avis, à la fin du XVIII^e siècle et avant la production devant le Conseil de préfecture du document faux de 1613. Le tribunal donna gain de cause à l'Administration. Par jugement en date du 20 juin 1898 il rejeta la demande de la commune d'Engenthal et le 4 janvier 1899 il détermina les usages que l'Administration consentait à lui laisser, usages considérablement réduits en comparaison de ceux qu'elle exerçait jusque-là. L'Administration avait donc réussi pour Engenthal ! Il s'agit maintenant de soumettre au même régime Dagsbourg. C'est précisément ce que l'on cherche aujourd'hui; l'instance est engagée.

Mais quelle est l'origine des droits d'usage des habitants du comté ? M. Esser, l'avocat de l'Administration, rejette l'opinion de l'Administration française et de la Cour de Nancy,

1. Ce travail qui n'est pas sans mérite, a coûté, si l'on en croit M. Stieve, une assez belle somme : « Das Esser'sche Werk ist auf Kosten der Steuerzahler verfasst und gedruckt, und kostet, wenn man den mehrjährigen Urlaub des Verfassers einrechnet, den Steuerzahlern wohl über 20.000 M. ». (P. 14, note).

qui ne voyaient dans ces droits d'usage que des libéralités des anciens comtes, dans le but d'attirer par ces faveurs des habitants dans leurs terres¹. Il émet la pensée (sans la développer), que ces droits sont les débris d'une ancienne marche : « ...*dass sie auf markgenossenschaftlichem Boden erwachsen sint*². M. Stieve partage cette opinion ; mais il va plus loin : s'appuyant sur les données que fournissent les sciences historiques sur cette matière, il établit que le comté de Dabo primitivement avait été une de ces marches, que les historiens appellent « *freie oder gemeine Mark* », (p. 17), et auxquelles il faut reconnaître la pleine propriété des forêts de leur territoire. C'est là la partie vraiment neuve et intéressante de son livre. Mais M. Stieve ne s'arrête pas là ; il soutient que si cette marche a cessé d'exister comme institution politique, elle subsiste encore comme corporation et par conséquent a conservé tous ses droits jusqu'à nos jours, grâce à des circonstances toutes particulières, de telle sorte qu'aujourd'hui ses représentants pourraient encore justement revendiquer, comme leur appartenant, la pleine propriété des forêts dont l'Etat s'est emparé. Il serait trop long de discuter cette opinion que M. Stieve défend avec vigueur. Toutefois nous doutons que ses efforts aient quelque succès, nous ne disons pas auprès des gens de pratique, mais même auprès des historiens, car aujourd'hui les marches sont mortes et bien mortes dans toute l'Europe ; et comment pourrait-il se faire que tous les bouleversements qui ont amené leur ruine, aient épargné précisément la seule marche de Dabo ? M. Meitzen qui n'est pas jurisconsulte, a remarqué depuis longtemps cette transformation successive des marches, qui les a fait toutes disparaître : « Die Almenden, dit-il, wurden hie und da als sogenanntes *Bürgervermögen* ausgesprochen, d. h., wer Mitglied der Dorfgemeinde ist, hat als solches ein verhältnissmässiges Anrecht daran ». Tel fut le premier changement. Bientôt il y en eut un second : « In ziemlicher Verbreitung, namentlich überall da, *wo die französische Verwaltung Einfluss gewonnen hat*, ist aber die Almende auch zum Eigenthum der politischen Gemeinde erklärt

1. Décision ministérielle du 24 août 1859, et arrêts de la Cour de Nancy des 6 juillet 1838 et 3 août 1839, reproduits au tome II^e du livre de M. Esser, p. 373-556, 453.

2. I, p. 4.

worden »¹. Et de fait, il n'a pas échappé à M. Stieve que le Conseil souverain ne donne jamais aux « *Markgenossen* » que la qualité de *bourgeois* : « Die Markgenossen werden vom Conseil souverain stets als *bourgeois*... bezeichnet »². Ensuite il est remarquable que toutes les conditions auxquelles, encore aujourd'hui, est soumis l'exercice de ces droits d'usage dans l'ancien comté de Dabo, sont exactement les mêmes, *ni plus ni moins*, une seule exceptée, que celles que devait réunir autrefois un bourgeois de n'importe quelle communauté de notre Alsace, d'après notre droit commun d'avant la Révolution, pour avoir part aux bons communaux, et notamment aux bons de bois, que ce bois fut pris dans les forêts seigneuriales ou dans les forêts communales, il importait peu. Nous disons *une seule exceptée*. En effet, jamais sous notre ancienne jurisprudence, il n'était exigé d'un bourgeois qu'il fut français, sujet du Roi, pour jouir des bons communaux, parce que le droit de bourgeoisie avec tous ses privilèges pouvait très bien appartenir à des étrangers non nationaux ; les exemples en sont trop nombreux pour insister. Aussi nous sommes bien convaincu que cette exigence est d'origine tout à fait moderne à Dabo et ne date guère que de la grande Révolution, ou même des années qui la suivirent. M. Esser qui étudie dans le plus grand détail les conditions requises pour participer aux droits d'usage à Dabo, admet de plus que les laboureurs, *Bauern*, qui seuls, d'après lui, faisaient partie de la communauté, avaient seuls droit aux distributions du bois, tandis que les *Handwercker* (mot qu'il traduit par *manouvrier*), n'y étaient admis que par grâce, *vergünstigungsweise*, et pour une bien faible partie³. Qu'il en fut ainsi dans une certaine partie de l'Allemagne, comme le prétend M. Esser, nous n'entendons

1. *Siedlung und Agrarwesen der Westgermanen*, von A. MEITZEN. Berlin, 1895, I, 165.

2. I, 114. « Hochleute heissen die 8 jedem Berechtigten... zu liefernden 8 Tannenbäume : die *Acht Bürgerstämme*, oder schlechweg, *das Bürgerholts* ».

3. « Mitglied der Gemeinde, Gemeindebürger war nur der Bauer... Der im Dorf lebende Handwercker (Tagner) zählte nicht mit... Dass nur der Bauer Mitglied der Gemeinde war, entsprach es, dass grundsätzlich nur er, nicht auch der Handwercker an den Nutzungen der Gemeinde theil nahm ». M. Esser avoue que « Es ist dies zwar in keiner der erhaltenen Dagsburger Urkunden ausdrücklich gesagt... » ; mais il ne voit aucune raison de croire « dass es in der Grafschaft Dagsburg anders als im übrigen Deutschland gewesen sein sollte. (I. 36, 126).

pas le contester. Mais chez nous, sous le régime français, tous les bourgeois, quels qu'ils fussent, faisaient partie de la communauté, et de plus, il est inouï que des bourgeois eussent été exclus du partage des bons communaux, parce qu'ils étaient manouvriers. Dans toute la province, au contraire, laboureurs ou manouvriers, dès là qu'ils étaient bourgeois, avaient exactement le même droit aux bons les uns que les autres ; on ne faisait de différence que quant à l'étendue : les uns, les laboureurs, ayant le plus souvent dans le partage une plus forte part que les manouvriers. De là, pour le dire en passant, des agitations, des réclamations, de la part de ceux qui demandaient l'égalité absolue ; même des troubles, aux approches de la Révolution. Qu'il en fut ainsi à Dabo, cela est incontestable, puis que les anciens Etats de distribution qui existent encore, comprennent, comme M. Esser lui-même le constate, un meunier, un cordonnier, un maréchal, entre autres¹. Mais il nous est impossible de nous étendre davantage. Revenons à notre sujet. Si on ne croit pas pouvoir admettre que l'exercice de leurs droits d'usage ait conservé aux gens de Dabo leur ancien droit de propriété, du moins il semble juste à M. Stieve de ne jamais perdre de vue qu'après tout, ils ont été dépouillés et par conséquent, en cas de doute, il faut toujours pencher en leur faveur.

Mais comment ont-ils été dépouillés ? L'Administration forestière attache la plus grande importance à six règlements forestaux émanés des comtes de Linange, sur l'authenticité desquels elle ne conçoit aucun doute, quoique cinq d'entre eux ne sont que de simples copies, et qu'un seul, le sixième, porte des signatures et soit muni de sceaux. (ESSER, I, 28 ; STIEVE, I, 76). M. Esser ne se pose pas même la question de savoir quelle valeur pouvaient avoir en elles-mêmes ces diverses ordonnances. Pour lui, elles émanent d'une autorité légitime ; il ne doute pas qu'il faille s'en rapporter à leur texte, ajouter foi à ce qu'elles expriment et qu'elles furent pleinement en vigueur dans tout le comté. M. Stieve, au contraire, croit que ces règlements ne sont que de véritables abus de la force (I, 76, 93, 96). « *Missbrauch des öffentlichen Rechts im Wege*

1. I, 127. Il est vrai que M. Esser suppose bien gratuitement, que selon toute vraisemblance, *wahrscheinlich*, à côté de leur métier, ils possédaient un train de labour.

der angemassenen Polizei » (I, 75, 98), bien loin d'accorder des faveurs ou des grâces, révocables à volonté, comme M. Esser (I, 15) le conclut des termes dans lesquels ils sont conçus (I, 15). Au surplus, rien ne prouve qu'ils aient été réellement exécutés; et puis qu'ils ne peuvent avoir aucune valeur, s'il ne sont pas confirmés par une possession conforme, M. Stieve les regarde comme de simples projets, ou comme des exercices de style de chancellerie. Projekte, Stilübungen (I, 75, 97).

M. Stieve prouve qu'ils n'ont reçu aucune exécution, par un passage de l'Acte de partage du 8 juillet 1813, dans lequel il est positivement reconnu que le règlement commun dont les seigneurs étaient convenus, règlement qui avait été dressé, approuvé et scellé, ne fut ni publié ni exécuté : « So ist jedoch angeregte, verfasste und wohlangestellte Waldordnung nicht in esse gebracht, noch den Unterthanen zur nachrichtung publiziert, vielweniger dieselbe vollzogen und effectiert worden » (97). Et non seulement il n'existe aucune raison de croire que les autres règlements, plus heureux que celui-ci, ont été *exécutés de fait*; mais la multiplicité même de ces règlements successifs, qui chacun a pour objet de réprimer les *mêmes excès* des sujets et d'empêcher la dévastation complète des forêts, *comme si aucune mesure n'avait été prise à cet effet avant qu'il n'eut paru*, prouvent avec évidence que les règlements précédents n'étaient pas observés, avaient été inutiles, en en mot, n'avaient reçu aucune exécution.

Pour démontrer que ces règlements qui ne furent jamais sérieusement en vigueur, n'étaient en eux-mêmes que des abus, M. Stieve s'en réfère à l'état général de la société à la fin du moyen-âge, telle que l'histoire nous la fait connaître. On ne peut plus guère sérieusement contester aujourd'hui, que les seigneurs autrefois finirent par abuser de leurs situation pour s'enrichir eux-mêmes aux dépens de leurs sujets. A l'origine leur intervention dans les affaires fut salutaire, souvent désirée comme le seul remède efficace aux divisions et aux difficultés du présent. M. Meitzen en donne un exemple à propos des forêts. Lorsque la population se fut multipliée, dit-il, « wo so viele in der augenblicklichen Nutzung ihren möglichsten Vorteil suchen, ist, selbst wenn sie die Grenzen ihres Rechtes innehalten, die unvermeidliche Folge, dass mehr und mehr die *Nachhaltigkeit der Substanz angegriffen wird* (I, 167) ». Aussi continue notre auteur, lorsque les seigneurs s'emparèrent de

l'administration des forêts (peut-être même appelés, invités par les intéressés soucieux de leurs intérêts, ajouterons-nous), « wenn sie nun die Rechte der Dorfgenossen in dem Sinne der Servituten behandelten, den Bedarf gewährten, wenn er vorhanden war, und ihn gleichmässig kürzten, wenn er nicht beschafft werden konnte, so lag darin offenbar kein Unrecht, im Gegentheil, es war der Weg, die Grundstücke wieder zu besseren Erträgen zu bringen » (Ib.). Aussi bien, en cas de différend entre les intéressés, il n'y avait guère de moyen de rétablir la paix plus sûrement et plus facilement, qu'en s'abandonnant complètement à l'autorité du seigneur. Mais l'habitude que prit celui-ci de prononcer sur les droits de ses sujets, d'en disposer un peu à son gré, puis les théories nouvelles du droit romain sur le *dominium directum et utile*, et surtout les théories sur les régaliens auxquels il avait le droit de prétendre en sa qualité de seigneur, etc., jointe à des besoins financiers de jour en jour croissants, finirent par le convaincre aisément, qu'après tout le véritable propriétaire des forêts c'était lui et que ses sujets n'avaient que des droits de jouissance, dont ils étaient redevables à la munificence de ses ancêtres, droits qu'il s'agissait de régler avec soin et de modérer, même souvent pour empêcher de prétendues usurpations. De là toute une série de règlements forestaux, conformes à ces nouveaux principes, qui, les uns mieux que les autres, dépouillaient à l'envie les vrais propriétaires. Il est incontestable qu'il en fut ainsi en Alsace. C'est ainsi par exemple que le comte de Ribeaupierre parvint à s'attribuer la propriété des forêts de Ribeauvillé et de Sainte-Marie. Il est curieux de voir avec quel esprit de suite et quelle ténacité la chancellerie poursuivit pendant de longues années ce but qu'elle ne perdait jamais de vue, jusqu'à ce que enfin elle eut réussi à faire prévaloir les intérêts du maître sur les droits de ses sujets. Mais au lieu d'en faire le récit, nous préférons emprunter à M. Bonvalot (*Coutumes du Rosemont*, 45), l'histoire des démêlés des Rosemontains avec les Archiducs d'Autriche au sujet de leurs forêts, parce que ce travail a été fait en 1866, par conséquent à un moment où nul ne pouvait même soupçonner le procès qui devait s'élever de nos jours entre l'Administration et les communes de Dabo : personne ne pourra donc prétendre que cela a été fait pour la circonstance.

M. Bonvalot ne remonte pas jusqu'à la marche. Il admet que les forêts du Rosemont appartenaient « en presque totalité

au seigneur », mais constate cependant que les droits forestiers des Rosemontains, qu'il regarde comme une concession de l'archiduc Léopold, étaient « d'une étendue équivalant *quasi à la propriété* ». Il fait remarquer d'ailleurs que de tels droits « n'avaient rien d'inusité en Alsace. Les habitants des vallées du Ban de la Roche, de Schirmeck, de Villé, d'Orbey, de Munster, de Lautenbach, de Saint-Amarin et de Massevaux en avaient de tout à fait pareils ». Toutefois l'archiduc Ferdinand, imbu des nouveaux principes, les considéra comme une source des plus graves abus. « Afin d'arrêter dans ses forêts les dommages dont il croyait avoir à se plaindre de la part de ses vassaux, il édicta, le 17 avril 1557, une organisation nouvelle » pour toutes les forêts de ses terres, organisation dont M. Bonvalot esquisse les principaux traits (p. 45), et sur laquelle nous ne pouvons nous arrêter. « Cette ordonnance, qui était générale, reçut son complément dans un règlement du 16 octobre 1557, qui concerne spécialement le Rosemont », et dont M. Bonvalot également fait une analyse. Puis il apprécie en ces termes les effets de ces deux règlements : « Ces ordonnances (*Waldordnung*) portaient une atteinte considérable au statut primitif du Rosemont. En effet, elles multipliaient la surveillance des forêts par la création de nouveaux agents chargés d'exercer un contrôle permanent, journalier, rigoureux et sans miséricorde. Elles aggravaient la répression des délits... Elles annihilaient totalement certaines industries se rattachant à l'exploitation des bois. Elles gênaient par la restriction de la dépaissance et de la glandée, l'élevage du bétail, cette industrie principale de la vallée. Elles rendaient plus difficile l'exercice de tous les autres droits d'usage antérieurement concédés. Enfin, à côté de la promesse *si peu respectée* de maintenir force et vigueur et forces aux anciens titres et aux coutumes immémoriales, elles plaçaient la menace d'un amoindrissement nouveau des droits d'usage par *la facilité de changer encore, diminuer, augmenter ou de tout abolir ce nouveau régime forestier, selon le bon vouloir, plaisir ou utilité*. Toutes ces causes réunies, jetèrent le pays dans une douloureuse émotion. Son effet se prolongea, d'autant que la publication des ordonnances, opérée fréquemment d'après les prescriptions archiduciales, ravivait à chaque instant les mécomptes du présent en y ajoutant les appréhensions de l'avenir. Aussi quand les agents seigneuriaux voulurent mettre à exécution dans toute leur rigueur les nouvelles ordonnances, le Rosemont

protesta contre ces agissements et la violation de ses privilèges (avril 1560) ». Mais la Chambre d'Ensisheim ne tint aucun compte de ses réclamations. De là des propos séditeux d'abord, puis la révolte ouverte qui « fut poussée jusqu'au refus de la taille et à l'insulte des soldats envoyés pour comprimer l'émeute (décembre 1569). Ce que souhaitaient les habitants du Rosemont, c'était, à l'avenir, la jouissance paisible et complète de leurs antiques usages. *Ils se l'arrogeaient de fait et par violence* en même temps qu'ils expédiaient à Belfort et à Ensisheim des députés » pour en réclamer la confirmation. Ceux-ci ne réussirent pas dans leur mission. La Régence d'Ensisheim leur signifia même que leur « coutume, n'étant pas revêtue du sceau et de la signature de l'archiduc ne prouvait pas authentiquement leurs usages forestiers et que dès lors, il fallait, faute d'autres titres officiels, s'en tenir aux récents édits forestiers (31 janvier 1570) ».

Toutefois, pour ne rien brusquer, la Régence confia au grand bailli de Belfort le soin de procéder à une enquête. Ce magistrat, fidèle aux instructions qu'il avait reçues, et « *comprenant parfaitement ce qu'on attendait de lui* », voulut persuader à tout prix les Rosemontains « que l'utilité publique commandait d'user des forêts particulières et seigneuriales avec la plus extrême modération ; que les *Waldordnung* n'avaient pas en vue un autre objet ; et qu'en cas d'insuffisance de leurs propres forêts, l'archiduc leur permettait d'en prendre dans les siennes (18 décembre 1570) ». Personne ne fut la dupe de ces belles assurances. Aussi, pour y couper court radicalement, à toutes les plaintes et réclamations qui s'élevaient sans cesse, la régence prit le parti de « débouter carrément les Rosemontains de leur demande en confirmation expresse de leurs droits forestaux » (déc. 1576 et av. 1597). La lutte recommença donc plus vive que jamais ; les habitants reprochaient à la seigneurie ses défenses illégales et ses vexations ; la seigneurie se plaignait de l'insubordination et des excès de ses sujets, et voulant les réduire à l'obéissance, ellé fit paraître le 27 avril 1599 un nouveau règlement qui renchérrissait encore sur les précédents. « Le Rosemont entendait obtenir à titre, non de grâce, mais de droit, la faculté de prendre du bois pour ses nécessités... Il ne s'arrangeait en aucune façon de voir ses usages rétrécis par une distinction arbitraire entre les hautes futaies et les bas bois, diminués par une assignation à des quartiers pauvres et éloignés des habitations, enfin limités à

l'excès quant au marronnage, charronnage, glandée, panage et pâturage : le nouveau régime forestier inauguré par les édits archiducaux, froissait les habitudes immémoriales, en « *anéantissant totalement* » leurs anciens statuts. Néanmoins en 1601, ordre de la Régence à ses officiers de faire strictement respecter les règlements ; mais la guerre de Trente-Ans laissa libre carrière aux usagers : ils ne manquèrent pas d'user de la liberté qu'ils retrouvaient ainsi inopinément.

La paix rétablie, le duc de Mazarin, suivant les errements des Archiducs, s'empessa d'introduire dans ses forêts un ordre sévère pour leur aménagement et fit publier de nouveau les anciens règlements de 1599. Ce fut le signal de la reprise des hostilités. « Les Rosemontains étayent leurs prétentions sur leurs anciennes coutumes et sur une possession incontestée pendant cinq cents ans ; les Mazarin sur leur souveraineté et les règlements archiducaux : *ils déniaient toute autorité à un titre qui est l'œuvre d'un faussaire* et à une possession qui a toujours été un abus condamnable. La haute et basse vallée du Rosemont crie à l'injustice et à la spoliation de ses usages forestiers, par l'augmentation des cens, par les coupes abusives, les défrichements, les emphythéoses et les ventes de terrains effectuées par la seigneurie. A son tour la seigneurie récrimine contre ses vassaux, contre leur mauvaise foi et leur fourberie, contre leur esprit séculaire de chicane et de révolte, contre leurs entreprises incessantes », qui devaient avoir pour résultat à bref délai la dévastation et la ruine des forêts.

Ce ne fut donc, jusqu'en 1739, qu'une suite continue de procès dans lesquels, il faut le remarquer, la seigneurie ne fut pas toujours heureuse. Enfin, sur la demande de la duchesse de Valentinois, le Roi évoqua en son Conseil tous les litiges pendants devant le Conseil souverain, et crut rétablir le calme par le moyen d'un cantonnement, dans lequel un tiers des forêts du Rosemont était attribuée aux sujets, contre deux tiers que recevait le seigneur (11 avril 1739). Les travaux du partage durèrent vingt-trois ans. Mais après qu'ils furent homologués par le Conseil d'Etat en 1762 et 1770, toutes les communautés, deux seules exceptées, protestèrent contre une solution qui était tout à fait à leur détriment. Bientôt survint la Révolution. Aux termes de la loi du 15-26 mai 1790, les communes obtinrent l'annulation du cantonnement de 1762 ; et ce ne fut qu'au XIX^e siècle qu'un jugement du tribunal de Belfort

(11 avril 1828) et un arrêt de la Cour de Colmar (15 février 1838), confirmé par la Cour de Cassation en 1839, mirent fin par un nouveau cantonnement à des luttes et à des dissensions qui avaient duré plusieurs siècles.

Cet exemple n'est pas isolé dans notre province. Pour peu que l'on fouillât nos archives, il serait aisé de se convaincre que la propriété de la plupart des forêts seigneuriales, n'a pas une autre origine¹. Aussi est-ce avec grande raison que M. Stieve n'attache aucune importance à des règlements forestaux, qui sont en eux-mêmes de vrais abus de la force, et dont on ne peut pas même prouver qu'ils ont jamais été mis véritablement en exécution.

Mais si le règlement de 1613, le plus favorable aux habitants de Dabo, est réellement faux, faut-il reconnaître à l'Administration la faculté de faire réduire par les tribunaux les droits d'usage des habitants, à la mesure fixée par les autres règlements contre lesquels il n'existe aucun soupçon, même de les supprimer complètement, puisque ces derniers règlements en réservent expressément le pouvoir aux comtes de Linange, à titres de propriétaires de ces forêts? M. Stieve ne le pense pas et justement. On connaît maintenant les raisons qu'il invoque pour prouver que ces Règlements n'ont aucune valeur; comment pourraient-ils donc avec justice servir de base à quelque nouveau règlement dont l'effet serait de restreindre ou de supprimer les droits des habitants? D'autre part si le règlement de 1613 est faux, il ne s'ensuit nullement que les droits des habitants de Dabo tels qu'ils les exerçaient jusqu'aujourd'hui, n'aient plus aucun fondement. L'arrêté du Conseil de préfecture du 22 septembre 1809, qui en reconnaît la légitimité, se base sur dix-sept documents qu'il énumère (p. 146), parmi lesquels sans doute, le règlement de 1613 (nous en avons déjà fait plus haut l'observation); mais ce règlement, qui est connu et a été publié, ne comprend que quelques feuillets de papier, tandis que le dossier complet formait une masse, un tome « *trop volumineux* », d'après une lettre du préfet de Nancy du 20 juin 1810, pour avoir pu « être distrait des archives » de Nancy et envoyé au Conseil de préfecture de Stras-

1. Aux exemples déjà cités, on peut ajouter celui de la forêt de la Hart que dans la Maison d'Autriche finit également par s'attribuer en toute propriété.

bourg. Or tout cette masse si « volumineuse » a été dépouillée, étudiée, examinée avec soin par le Conseil de la Meurthe, contradictoirement avec l'Administration forestière; il a été fait de plus une enquête contradictoire; on interrogea des témoins, contemporains de la réunion des forêts de Dabo au domaine; et ce n'est que parce que les prétentions des gens de Dabo parurent confirmées, justifiées, non pas tant par les titres des documents écrits qui ne faisaient que les formuler, que par la *possession actuelle* prouvée surtout par les enquêtes, que le Conseil reconnut la légitimité de leurs droits. Il faut bien remarquer que la loi du 28 ventôse an XI, en vertu de laquelle se poursuivait cette instance, ne faisait pas dépendre les droits des communes exclusivement de la production des *titres constitutifs écrits*. C'eût été le plus souvent leur demander l'impossible parce que les droits des communautés dataient en général d'une époque où l'on n'avait pas l'habitude de se faire donner des preuves écrites, un titre écrit. Aussi la loi dit expressément « les titres *ou actes possessoires* » (art. 1). De même la loi du 14 ventôse an XII (art. 1), reconnaît que l'on peut être « fondé par titre *ou possession* ». Il fallait donc établir ses droits, ou bien en produisant les titres constitutifs : ce qui évidemment mettait fin à toute discussion; *ou bien en prouvant la possession*, ce qui était la seule ressource des communes qui n'avaient pas de titres constitutifs. Or il est évident que ni le règlement de 1613, même en le supposant authentique ni quelque autre document de ceux que furent présents, n'étaient des *titres constitutifs*. Le Conseil le reconnaît expressément : « Considérant, dit-il, que quoique « les Communes du ci-devant Comté de Dabo, *ne produisent pas les titres constitutifs* des droits d'usage qu'elles réclament ». (ESSER, II, p. 262). En second lieu, il n'est pas moins évident que ni le règlement de 1613, ni aucun de ces nombreux documents pris isolément, n'aurait suffi à lui seul à procurer la possession des communes. Mais si le Conseil s'est déclaré satisfait et convaincu, s'il a reconnu la preuve comme suffisante, c'est parce que l'ensemble des titres produits, justifiés par les enquêtes contradictoires faites par l'administration, ont pleinement démontré que les communes étaient réellement en possession incontestable des droits dont elles réclamaient le maintien. Le règlement de 1613, indépendamment de la question de son authenticité, n'a pas plus de valeur que les autres règlements dont nous avons parlé; mais il reçoit une véritable importance par l'arrêté du Conseil

reconnaissant officiellement que la possession des communes au jour où il fut produit, était exactement telle qu'il la décrit. Et fut-il aujourd'hui reconnu faux judiciairement, qu'il ne s'ensuivrait nullement que la possession des communes soit viciée, car bien loin d'ajouter quoi que ce soit à cette possession, il reçoit d'elle au contraire, et lui a emprunté toute sa valeur.

Mais de quelle possession est-il donc question ? De la possession nécessaire pour prescrire, car autrefois, chez nous, ces droits d'usage pouvaient s'acquérir par *prescription immémoriale* (Cf. Arrêt de Colmar 25 nov. 1836). Or il est évident qu'aujourd'hui, les usages sont dans l'*impossibilité absolue* de renouveler la preuve par témoins, comme l'exige la loi de faits possessoires qui remontent à plus de quarante ans avant la promulgation du Code Napoléon. Et puisqu'ils sont actuellement dans l'impossibilité *matérielle* de les contredire, serait-il juste d'admettre que de très anciens règlements fassent preuve contre eux, alors que la plupart ne sont que des copies dont rien ne garantit la conformité avec l'original qui n'existe plus et dont on ne sait même pas s'ils ont été réellement mis en exécution ? Lors même que l'on ne veut pas les considérer comme de grands abus de pouvoir, ces règlements qui sont après tout que des actes unilatéraux, auxquels les ancêtres de nos usagers n'ont aucunement concouru et qui émanent précisément de leurs adversaires les plus intéressés à leur disputer leurs droits. Ce serait tout autre chose si l'administration avait découvert un jugement contradictoire, une transaction, ou contrat, inconnu jusqu'aujourd'hui, qui contredit la possession des usages, telle qu'elle a été constatée par l'arrêt du Conseil de 1809. Mais déjà en 1847, Meaume, qui fait toujours autorité en cette matière, écrivait : « Il est peu probable que les instances de cette nature, dont l'origine remonte, soit aux lois de ventôse an XI et an XII, soit aux deux années qui ont suivi la promulgation du Code forestier *ne soient pas aujourd'hui (en 1847), complètement terminées.* » (I 113). Que dirait-il donc de nos jours, en 1903 ? Quoi qu'il en soit de cette question, par toutes les raisons que nous venons d'analyser, M. Stieve pense avec justice que l'Administration, même en démontrant que le prétendu règlement de 1613 est réellement faux, n'apporte aucun fait, aucun titre qui soit de nature à contester *le fond du droit* des usages de Dabo, et s'il est vrai qu'aucune décision de l'autorité administrative n'a pu conférer un droit de propriété aux usagers, il n'est pas moins vrai qu'il ne peut

suffir de prouver que le prétendu règlement de 1613 soit faux, pour pouvoir soulever de nouveau la question de propriété devant les tribunaux ordinaires.

On connaît maintenant l'état de la question qui fait le sujet principal du livre de M. Stieve, et les arguments que ce dernier invoque pour établir le bon droit des usagers de Dabo. Nous ne reviendrons pas spécialement sur la partie historique de son travail, d'autant que nous avons suffisamment exprimé nos doutes sur la valeur des conclusions *pratiques* qu'il tire de sa thèse sur les marches, quelque exacte qu'elle puisse être au point de vue historique. Ailleurs il donne des appréciations personnelles sur les hommes et les choses qui nous semblent assez souvent inexactes et auxquelles nous ne pouvons nous associer. Et nous passons outre d'autant plus facilement, que tout cela semble tout à fait indifférent à la solution que peut recevoir la question principale, discutée dans son livre, la seule qui nous ait préoccupé. C'est pour la même raison que nous nous sommes abstenu de faire remarquer quantité de petites inexactitudes que l'on trouve dans son travail. En voici quelques exemples. M. Stieve reproche avec raison à M. Esser de ne pas comprendre le français, c'est-à-dire la langue juridique en usage devant les tribunaux, en particulier de ne pas savoir ce que signifie : *mettre les parties hors cours* (p. 116) : or l'explication qu'il en donne lui-même prouve bien qu'il n'en a pas saisi le véritable sens. Ainsi encore, il emploie indifféremment *arrêt* pour *arrêté*, et cependant ces deux mots ne sont pas synonymes ; puis il croit qu'au XVIII^e siècle, *communauté* avait la signification de *Markgenossenschaft* (I. 116. II. 75 etc.), alors que cette expression, d'un usage journalier à cette époque, avait un sens bien déterminé, qui ne prête pas à l'équivoque, etc. Ces petites choses, et bien d'autres, ne nous ont pas paru valoir la peine d'être relevées.

CH. LE LORRAIN.

LIVRES NOUVEAUX

Les Anciens minéralogistes français par M. GOBET, réimprimé
par MM. Jules JAPY et CHARPENTIER-PAGE, Montbéliard,
1903.

Petite plaquette qui contient deux mémoires du plus grand intérêt pour l'histoire de nos mines d'Alsace et pour la minéralogie des Vosges. L'un est du comte d'Hérouville de Claye, lieutenant général des armées du roi. Il est de l'année 1741 et traite surtout des mines de Giromagny avec quelques observations sur les améliorations à apporter dans leur exploitation. L'autre est le mémoire bien connu de M. de Genssane sur l'exploitation des mines d'Alsace et du Comté de Bourgogne. Comme ce document est devenu assez rare on sera heureux de le retrouver ici. L'impression est bonne, malheureusement déparée par quelques fautes d'impression comme *Alfaticis* pour *Alsaticis*, *afuvertz* pour *asurertz*. Quelques notes auraient été utiles parfois, pour éclaircir le texte et identifier certains noms.

ALSATA.

F. v. APELL. Geschichte des Befestigung von Strassburg.
Strasbourg, Hauten, 1902.

C. SCHLUMBERGER. Portraits mulhousiens du XVI^e au XIX^e
siècle. Album de 50 à 60 planches. Prix : 25 francs. (Chez
l'auteur, à Ribeauvillé).

Imprimerie F. SUTTER & Cie, Rixheim (Alsace)

LE PROCÈS D'UN FAUX MODERNE

La campagne poursuivie dans ces derniers temps contre la mémoire de Grandidier, a ramené mon attention sur une petite comédie contemporaine, dont tous les acteurs me sont personnellement connus. Il s'agit d'une pièce supposée, dont l'origine, étudiée et commentée à l'aide des principes que nous voyons appliqués ailleurs, jetterait un jour odieux sur l'honorabilité de Batt, le laborieux auteur de l'*Eigenthum zu Hagenau*, l'une des natures les plus loyales et les plus honnêtes que j'aie connues. Prévenir une méprise aussi injuste qu'injurieuse, serait une obligation d'honneur pour tout homme qui a l'amour sincère de la vérité ; c'est en outre pour moi un devoir d'ami. Voici

Les Faits.

Le 12 décembre 1867, le curé de Hagenau, V. Guerber, lisait à la Société des monuments historiques un Mémoire, accompagné de dessins, où il espérait reconstruire, sur le papier bien entendu, la Burg impériale de Hagenau. A l'appui de ses conclusions il invoquait l'ancien sceau de la ville, des notes inscrites sur une carte de 1763 qu'il supposait plus ancienne, et diverses indications plus ou moins précises, dispersées çà et là,

dans Hertzog, Gebwiller, Mérian, etc... Mémoire et dessins furent publiés dans le Bulletin de la Société (t. 5, 2^e série).

Deux ans plus tard, Guerber se représente devant la même assemblée avec un nouveau dessin et un nouveau Mémoire. Dans l'intervalle un *heureux* hasard avait, dit-il, mis au jour une *Vue* du castel impérial, prise du haut de S. George. Elle était datée de 1614, antérieure par conséquent de soixante ans à la destruction du château. Comme son authenticité n'était ni contestée, ni suspectée par personne, elle mettait un terme à toutes les hésitations. C'était bien la Burg, telle qu'elle existait jadis, dans son ensemble et dans ses détails, qu'elle plaçait sous nos yeux. En face d'un document si décisif, il n'y avait qu'à s'incliner, et Guerber s'inclina, rectifiant tout ce qui dans son précédent exposé ne concordait point avec ces révélations inattendues. (V. Bulletin, t. 7).

Quelques années se passent. Guerber s'occupe une troisième fois de la Burg, dans son *Histoire de Haguenau*. Mais ici le croquis de 1614 est jeté au panier sans la moindre réserve. « Il y a quelques années, lit-on dans une note (I, 71), on offrit à un amateur de Haguenau un ancien dessin de la burg, qui portait dans un cartouche le millésime de 1614... dessin que tout le monde croyait authentique, tant il portait le cachet de l'époque indiquée. *Depuis des doutes très fondés se sont élevés et on réussit à prouver que le dessin, inappréciable pour l'histoire de la burg, s'il remontait à l'année 1614, manquait d'authenticité.* Nous avons à notre regret dû l'abandonner et faire exécuter par un artiste habile, sur les documents connus et certains, un dessin exact, qui n'a pas la prétention de simuler un âge qui ne lui appartient point, mais qui se rapproche certainement de la réalité autant que possible ».

Au moment même où paraissait cette note, en 1876, Batt publicait le premier volume de son *Eigenthum*, où il se penchait hautement pour le croquis de 1614 toute-

l'autorité¹ que Guerber venait de lui dénier. A cela rien de trop étonnant. Batt pouvait ignorer le désaveu contemporain formulé par son émule. Mais cinq ans plus tard, en 1881, quand il mit sous presse le second volume, spécialement consacré à la Burg et aux Burgmänner, il ne pouvait plus l'ignorer et ne l'ignorait plus. Il persiste néanmoins dans l'attitude adoptée. Sans discuter la rétractation de Guerber, sans la combattre, sans même y faire la moindre allusion, il ne perd jamais de vue l'*Abriss* de 1614, lui demandant des conseils dans ses embarras, la consécration de toutes ses conjectures. A l'exception de quelques détails infimes, pour lesquels il suppose que l'artiste a voulu idéaliser, il y voit la loi et les Prophètes.

Si la conduite de Batt peut et doit surprendre, on s'explique plus aisément que la note de Guerber ait été peu remarquée au dehors. L'*Histoire de Haguenau* n'y rencontra qu'un petit nombre de lecteurs et bien peu d'entre eux avaient une idée nette de la question. La *Vue* de 1614 poursuivit donc paisiblement le cours des triomphes que, dès ses débuts, elle avait rencontrés dans le monde artistique et littéraire de l'Allemagne, où l'avait introduite le docte patronage de notre Société historique. Elle envahit toutes les publications illustrées, livres, albums, revues, etc... Elle a sa place d'honneur sur le guéridon de la noble châtelaine; l'almanach l'a fait entrer dans la chaumière du pauvre et l'atelier de l'artisan. Que dis-je? Elle réussit même à pénétrer dans le sanctuaire d'ordinaire mieux clos de la science, et l'on pourrait citer tel ouvrage classique d'architecture, qui la signale comme l'un des documents les plus précieux pour l'art du XII^e siècle.

Depuis le désaveu de Guerber, il n'a paru, que je sache, à l'encontre de cette vogue aussi universelle qu'inattendue, qu'une seule voix discordante. C'est une

1. Entre autres, p. 108 : ... und so war nun das leere Grübela gehemmt.

note de deux lignes, où je déclare le croquis de 1614 dépourvu de toute valeur historique ¹. Mais je n'ai pas la présomption de croire que ma note, insérée dans une publication complètement étrangère au monde des lettres et des beaux arts, y rencontrera plus d'écho que celle de Guerber.

Le croquis de 1614 continuera donc à jouir sans trouble de ses succès présents, passés et futurs, jusqu'au jour inconnu, mais inévitable, où les faits que je viens de signaler, arriveront à la connaissance de quelque esprit critique, en train de fonder ou de consolider sa réputation. Sentant le voisinage d'un mystère, peut-être même d'un petit scandale — chose si agréable à la foule et à l'occasion si bien goûtée de certains délicats — il se lancera plein d'ardeur et d'espérance sur la piste rencontrée ².

L'Instruction.

Mais notre docteur N. aura beau chercher. A moins que les rares initiés qui en savent plus long, ne sortent de leur mutisme — ce qui n'est guère vraisemblable — il n'apprendra rien de plus que les faits racontés plus haut. C'est là-dessus qu'il devra bâtir tout l'échafaudage de sa critique.

Le caractère apocryphe du Croquis ne sera pas bien difficile à établir. Citation des deux notes indiquées, avec accompagnement de commentaires, quelques coups d'œil sur l'église S. George, construction voisine et presque contemporaine de la Burg, ou sur des collections de vieilles gravures, pour indiquer les sources où l'artiste a pris ses inspirations techniques, et tout sera

1. Das Alte Statutenbuch von Hagenau, p. 31.

2. Le lecteur me permettra de parler d'un procès hypothétique que cet article a pour objet de prévenir, comme s'il avait lieu, comme sans lui il aurait certainement lieu dans un avenir plus ou moins éloigné.

dit. Pour le moment du reste ce côté de la question intéresse fort peu ; je n'insiste point.

Avec cela toutefois le docteur N. n'aura rempli que la partie la plus facile et la moins piquante de sa tâche. Constaté l'existence d'un faux, c'est l'enfance de l'art. La critique moderne doit aller plus loin et démasquer le faussaire. Elle ne trouve elle-même aucun charme à s'escrimer contre un mannequin anonyme, inerte et sans valeur ; elle ne peut compter sur les suffrages de la galerie, que si elle rencontre devant elle un adversaire déterminé, qui n'existera plus peut-être en chair et en os, mais qui vivra encore par cette partie de nous même qui s'appelle la réputation, parfois même la renommée. Plus alors la victime immolée sur *l'autel de la vérité* sera grande et noble, plus aussi le sacrifice sera glorieux pour le sacrificateur, agréable au public.

Il s'agit donc pour notre docteur de trouver cette victime. Il la cherchera tout naturellement parmi les personnes plus ou moins mêlées à l'incident, et, comme jusqu'ici l'histoire ne signale à son attention que deux noms propres, Guerber et Batt, c'est sur ces deux hommes que porteront tout d'abord ses investigations.

A certains points de vue, Guerber n'irait pas mal pour le rôle qu'on aurait à lui faire jouer. C'est d'abord un curé, un clérical ; il y aurait double plaisir à l'accuser d'un faux. C'est ensuite une personnalité d'une incontestable valeur, qui, comme artiste, comme historien et comme journaliste, a eu son heure de popularité. C'est enfin, ou plutôt c'était — puisqu'il ne vit plus — une de ces natures ardentes et passionnées qui sous l'impression du moment, ne se plient pas toujours aux règles d'une prudente réserve. Mais, tout bien considéré, cela ne va point. Comment faire croire qu'après avoir présenté un Mémoire à la Société des monuments historiques, Guerber s'est avisé le lendemain de *supposer* une *Vue* qui le forçait à chanter une palinodie, honorable sans doute pour sa sincérité, mais bien dure pour son amour propre d'archéologue ? Pourquoi

l'aurait-il ensuite désavouée à une époque où personne n'élevait, n'osait élever, le moindre doute sur son authenticité ? Non, malgré toute la bonne volonté que l'on pourrait y mettre, il n'y a pas moyen de tirer parti de Guerber, *dauernd untauglich*.

Il n'en est pas de même de Batt. Contre lui les charges s'accumulent d'elles-mêmes, aussi nombreuses qu'accablantes.

On rencontre d'abord le fameux axiome juridique. *Is fecit, cui prodest*. Personne n'a profité comme lui du croquis de 1614. Comparez le second volume de l'*Eigenthum* au Mémoire de 1870, élevé sur la même base ; la différence profonde que présentent les deux œuvres, saute aux yeux. Tandis que Guerber ne saisit que les lignes principales, les traits saillants, n'arrive qu'à une esquisse vague et souvent superficielle, Batt entre dans les moindres détails. Pour lui chaque coup de crayon parle et lui révèle quelque secret. Il étudie le fameux croquis sous toutes ses faces, le tourne et le retourne dans ses mains, le presse avec une manifeste complaisance, et ne le lâche que lorsqu'il en a extrait jusqu'à la dernière goutte du suc précieux qu'il renfermait.

En second lieu, après le désaveu de 1876, Batt n'a pas tenu la conduite que lui imposait la critique, s'il n'avait pas lui-même des égards particuliers pour la pièce supposée. Avant de lui conserver sa confiance, il devait demander compte à Guerber de ses accusations, et si la réponse donnée n'était point satisfaisante à ses yeux, il devait les discuter, tout au moins protester contre elles. Faire semblant de n'avoir rien entendu, se boucher les oreilles pour ne rien entendre, se taire sans provoquer aucune explication, c'était avouer qu'il prenait sous sa protection le document contesté, qu'il avait intérêt à en écarter tout ce qui pouvait jeter sur lui une ombre de discrédit.

Enfin — et cet argument sera péremptoire pour la science contemporaine — la *Vue* de 1614 n'est point l'œuvre du premier venu, d'un profane. Elle suppose

une étude approfondie de la Burg, de ses destinées, de ses diverses parties, une somme de connaissances locales, qu'en dépit de ses deux mémoires et de son *Histoire*, on chercherait vainement chez Guerber, que Batt seul possédait et pouvait posséder. Si l'on songe en outre qu'elle a paru sur la scène avant 1870, à une époque où le public ne savait encore rien des investigations de Batt et des conclusions où il était arrivé, il faudra bien admettre, avec une confiance entière et absolue, qu'elle fut dessinée par lui ou — ce qui revient au même — sous son inspiration directe.

Le docteur N. a ainsi trouvé ce qu'il pouvait désirer, et, sans chercher plus loin, il tombera sur ce pauvre Batt avec toute l'ardeur que peuvent exciter l'amour de la science et le culte désintéressé de la vérité.

Non missura cutem, nisi plena cruoris hirudo.

Le réquisitoire

du docteur N. ne sera que la mise en œuvre de ces diverses données, habilement entremêlées d'insinuations doucereuses ou d'objurgations indignées, selon le caractère du critique. Le résumé suivant en donnera une idée aussi exacte que complète :

« Frappé dans son enfance par les récits merveilleux qui se faisaient autour de lui sur la grandeur passée de Haguenau, sur Frédéric Barberousse, sur le château de cet empereur, etc... Batt se demandait dès lors ¹ s'il ne serait pas possible de retrouver les traits principaux de ces glorieux souvenirs, de les grouper en un faisceau, d'en faire un tableau vivant, capable de frapper les imaginations les plus paresseuses. Ce rêve de son enfance, il voulut le réaliser, quand l'âge mûr lui procura quelques loisirs. Dans ce but il parcourut toutes les bibliothèques, toutes les archives où il espérait rencon-

1. V. la Préface de l'*Eigenthum*.

trer quelque lumière. A force de patience et de sagacité, il réussit de la sorte à rassembler, tant à Haguenau qu'au dehors, une masse considérable de renseignements historiques, sur la ville en général, sur la Burg en particulier. Mais au moment où, touchant au terme de ses recherches, il voulut classer, coordonner, élaborer les matériaux réunis, il dut constater, à son grand désespoir, qu'en dépit de ses efforts, il restait encore en face de lui des lacunes déplorables qu'il ne pourrait combler qu'à l'aide de conjectures plus ou moins heurteuses.

« Il en était là, lorsque parut le premier Mémoire de Guerber, qui ne répondait que de loin à ce que Batt avait en partie constaté, en partie soupçonné. Il y trouvait de nombreuses erreurs et des hypothèses moins plausibles, à son avis, que les siennes : il pouvait signaler les unes, discuter les autres. Mais cela entraînait à une polémique, peut-être longue et irritante, qui répugnait à sa nature calme et placide. Alors se présenta à l'esprit de Batt une pensée bien séduisante pour un homme qui a un système, des idées particulières à faire accepter, la pensée de fermer la bouche à la contradiction par un coup d'adresse. Il fit — ou plutôt fit faire par un crayon plus exercé que le sien, mieux à même de triompher des difficultés techniques qui se trouvaient sur la route — un dessin, qui donnait un corps à tout ce qu'il savait, à tout ce qu'il croyait savoir, de l'antique castel de Barberousse. Puis ce dessin, entouré de toutes les précautions qui devaient dérouter la critique, fut muni de la date de 1614, qui coupait court à toute controverse ¹.

« L'artifice obtint un succès complet. Mis en présence du fameux croquis, Guerber rendit les armes, sans même essayer de se défendre : sa loyauté ne lui per-

1. Si quelque lecteur trouve trop frivole le mobile que le docteur N. admettait pour notre faux, je le prierai de se rappeler qu'ailleurs la science moderne se contente de beaucoup moins.

mettait point de lutter contre un témoin de 1614, un témoin oculaire. Il poussa même la complaisance plus loin. Il consentit à servir de parrain au nouveau venu, à l'introduire lui-même dans le monde savant, lui sacrifiant sans hésitation tout ce qui dans son *Mémoire* antérieur pourrait l'offusquer.

« Ces résultats, le dernier surtout, devaient faire oublier à Batt ce qu'il y avait de repréhensible dans sa conduite. Le triomphe de ses idées était désormais assuré. Postérieur à la publication de l'*Eigenthum*, le dessin semblait inspiré par ce dernier et n'obtenait que la valeur attribuée au livre lui-même. Mais connu et admis dix ans plus tôt, il avait son autorité propre et indépendante, et, les rôles étant renversés, le livre bénéficiait sans difficulté de tout le crédit dont jouissait le dessin.

« Heureusement, la sagesse humaine, même chez les faussaires, est toujours courte par quelque endroit. Dans ses calculs, Batt n'avait pas tenu compte du souvenir amer que les rétractations imposées devaient laisser dans l'esprit de Guerber. Même le sacrifice consommé, celui-ci dut se demander plus d'une fois s'il n'avait pas mis trop d'empressement à le faire, si le croquis, cause et occasion de son humiliation forcée, était réellement authentique. De là des *doutes*, vagues d'abord, plus fondés dans la suite, des recherches qui aboutirent à la découverte de la vérité et au désaveu de 1876.

« Ce revirement était une catastrophe pour Batt, frustré à l'improviste de tous les profits qu'il attendait de son artifice. Mais que faire ? Soutenir l'authenticité du dessin était une entreprise trop dangereuse. Le républicain comme Guerber, c'était démolir de ses propres mains l'édifice qu'il avait si ingénieusement élevé. Le meilleur parti à suivre était de se taire, d'agir et parler comme si rien n'était survenu, dans l'espoir que Guerber, pour lequel l'incident avait aussi son côté désagréable, n'insisterait point. De fait, les choses se passèrent ainsi.

La *Vue* de 1614 conserva son crédit et le conserverait sans aucune doute longtemps encore, s'il ne s'était pas rencontré un homme qui, grâce à son amour pour la vérité, par ses infatigables recherches, son érudition, etc., etc., devait enfin mettre fin à ce scandale.

Sans exagérer mon mérite comme *avocat du diable*, je crois que les charges relevées contre Batt dans l'Instruction du procès et dans le réquisitoire du docteur N. aboutiraient fatalement à sa condamnation : on en a exécuté plus d'un à moins de frais. Cette condamnation n'en serait pas moins une erreur judiciaire des plus iniques, provoquée surtout par une connaissance incomplète des faits, et par les suppositions gratuites que suggérerait cette ignorance. L'historique plus détaillé du faux et de ses destinées sera la meilleure

Défense de l'accusé.

Batt était en effet, comme on l'a dit, un enfant de Haguenau, qui avait le culte de sa ville natale et de ses traditions. Dans sa jeunesse il en rêvait volontiers, l'imagination surexcitée par les récits d'un vieux conteur qui avait le don de le charmer. Plus tard, l'esprit mûri par l'âge et l'étude des sciences positives, il voulut donner à ses rêves une forme plus certaine et plus précise : tâche patriotique qui absorbait tous les loisirs que lui laissaient ses devoirs de professeur. Il y consacrait surtout ses vacances, qu'il passait à visiter les bibliothèques et les archives, celles de Haguenau notamment, les plus importantes pour le but particulier qu'il poursuivait.

Pendant ces vacances il se rencontrait souvent avec un groupe d'amis qui partageaient ses goûts et ses espérances, au milieu desquels il aimait à s'éclairer et à se retremper par un échange cordial de pensées et de sentiments. Il leur communiquait les petites découvertes entrevues dans ses recherches, leur exposait les

combinaisons à l'aide desquelles il pensait suppléer aux lumières plus vives qui manquaient çà et là ; il les discutait avec eux, le crayon ou la craie à la main. La Burg, longtemps la gloire de la ville, le point de départ de son ancienne prospérité, aujourd'hui disparue sans avoir laissé de traces faciles à reconnaître, occupait naturellement la place d'honneur dans ces conférences intimes, en particulier après la publication du premier Mémoire de Guerber.

Le cénacle était un soir réuni, lorsque se présenta un brocanteur bien connu, un fureteur émérite, auquel on devait plus d'une trouvaille précieuse. Il leur offrait un papier chiffonné qu'un confrère du dehors avait trouvé dans un fouilli d'anciennes paperasses, qui pourrait peut-être intéresser ces Messieurs. On déroule le papier avec le calme flegmatique que le souvenir de leurs déceptions fréquentes finit par inspirer aux amateurs les plus passionnés ; mais ô surprise ! ô bonheur ! on y rencontre une Vue de la Burg, une Vue prise en 1614, à une époque où le château conservait encore une bonne partie de ses splendeurs primitives. On entoure le brocanteur, on cherche à obtenir de lui des renseignements plus précis, on lui assure une riche récompense s'il parvient à retrouver la provenance de son dessin. Il promet et se retira, laissant entrevoir des éclaircissements qui ne devaient jamais arriver.

Mais en attendant le croquis faisait de lui-même son chemin. Papier, dessin, ornements, etc., tout avait un cachet de parfaite authenticité. Ce qui plaidait surtout en sa faveur, c'était sa concordance avec les conclusions qu'après de longues et mûres discussions ces Messieurs avaient fini par adopter. En pareil cas, la critique est désarmée d'avance. Malgré l'obscurité qui continuait à planer sur le passé de la Vue, on n'en convint pas moins d'un commun accord, qu'elle était l'œuvre d'un dessinateur du XVII^e siècle.

Ces Messieurs se trompaient. Le dessinateur était bel et bien un de leurs contemporains ; il se trouvait

même près d'eux, au milieu d'eux. C'était l'artiste auquel Guerber avait recouru pour l'illustration de son *Mémoire*. Par suite de cette collaboration et de ses tâtonnements personnels, la question de la Burg avait pour lui un attrait spécial. Il est facile de se figurer l'attention avec laquelle il écoutait les confidences de Batt et les discussions qui les suivaient. Sans en avoir l'air il provoquait des explications sur les points demeurés au premier abord obscurs à ses yeux, prenait des notes, etc. Bref, le moment vint où, grâce à ses connaissances techniques, il fut en état de réaliser sur le papier le monument que Batt rêvait, et de lui donner ce cachet antique auquel même des professeurs d'architecture se sont laissés tromper.

Dans la pensée de cet artiste, la date 1614 n'était qu'une plaisanterie, qui devait disparaître après avoir procuré au cénacle quelques heures de surprise et de gaieté. Il n'en devait rester qu'une preuve nouvelle de ses aptitudes remarquables pour ces sortes de restitutions. Mais la plaisanterie eut tant de succès qu'il ne se pressa point de la retirer. Les jours, les semaines, les mois se passèrent de la sorte, et bientôt il n'osa plus faire un aveu qui pouvait blesser des susceptibilités qu'il avait cent raisons de ménager.

Cependant lorsque Guerber, préparant son *Histoire de Haguenau*, invoqua de nouveau le secours de son crayon, il lui dévoila franchement la vérité; tout en le priant de ne pas mettre les points sur les i et de ne pas le trahir trop clairement. De là le ton embarrassé qui domine dans le désaveu de notre historien.

Au lieu de nous apprendre que l'auteur de la pièce supposée en avait reconnu la paternité, Guerber parle de *doutes très fondés qui se sont élevés*, du manque d'authenticité que l'on *réussit à prouver*. Or à Haguenau personne n'avait jamais entendu parler de ces *doutes*; on n'en savait pas davantage sur les *preuves* mentionnées. Que penser d'un désaveu donné en ces termes?

D'un autre côté Guerber annonçait qu'il faisait exé-

cuter un nouveau dessin, *sur les documents connus et certains*. Or il arriva que, sauf la date 1614 supprimée, le *nouveau* dessin n'était que la reproduction exacte et fidèle du croquis supposé. Cela se comprend au fond. Les documents *certaines et connus*, Guerber ne les connaissait point et il en était de même de son dessinateur. Celui-ci, pour se tirer d'affaire, revint à ses notes d'autrefois, prises en quelque sorte sous la dictée de Batt, et des mêmes prémisses tira naturellement la même conclusion. Mais ceux qui n'étaient point dans le secret des Dieux, qui s'attendaient à autre chose, auxquels on avait promis du nouveau, que durent-ils penser, quand ils constatèrent que la restitution scientifique de 1876 et le croquis *supposé* de 1614 se ressemblaient comme deux gouttes d'eau?

Pour le coup, les membres du cénacle crurent à une mauvaise plaisanterie. Ils y crurent d'autant plus facilement qu'en ce moment des nuages de diverse nature planaient entre Guerber et eux. Batt resta fidèle à la foi que dès le premier jour il avait accordée au dessin de 1614, et cette foi il la conserva jusqu'à sa mort. Ce n'est que quelques années plus tard que ses amis, ébranlés dans leur confiance par certaines particularités qu'il est inutile de rappeler ici, s'adressèrent directement à l'auteur de la Vue et en obtinrent une réponse qui mit un terme à leurs dernières hésitations.

L'Arrêt

qui doit clore le procès, n'est pas difficile à prévoir après les explications données. Sa rédaction toutefois ne laissera pas d'être assez épineuse. Guerber, qui du reste n'a pas été appelé sur la sellette, restera hors de cause. Bien qu'il ait contribué plus que tout autre à la fortune du dessin apocryphe, il ne l'a fait qu'égaré par de trompeuses apparences. S'il pouvait figurer au

procès, ce serait en qualité de plaignant et non de prévenu.

Batt à son tour sera acquitté au même titre et d'une voix unanime. On le blâmera peut-être d'avoir prêté trop peu d'attention au désaveu de 1876. Mais si les juges examinent de près, comme c'est leur devoir, la rédaction de ce document et les circonstances au milieu desquelles il se produisit, ils se garderont d'insister.

La responsabilité du délit et de ses conséquences tombe tout entière sur l'auteur du trop célèbre croquis, coupable envers ses amis qu'il a trompés et laissés trop longtemps sous l'empire de cette erreur; coupable envers Guerber qu'il a forcé à une double palinodie, l'obligeant à rétracter successivement son Mémoire de 1867 et celui de 1870; coupable envers Batt qu'il a compromis de même, dont il a paralysé en partie les dix dernières années de son activité littéraire, en dirigeant ses recherches moins sur la découverte de la vérité que sur la justification d'un document fictif.

Mais quel nom donner à ce crime? Le délinquant ne se proposait qu'une plaisanterie, aussi inoffensive qu'innocente en elle-même. Après avoir joui quelque temps d'un succès qu'il n'espérait, ni si complet ni si facile, il ne demandait qu'à sortir de cette fausse situation, pourvu qu'il pût le faire honnêtement. Il crut y réussir par son aveu de 1876 et si le mal entendu se prolongea, ce fut contre son gré. Dans ces circonstances, je laisse à ceux qui s'en sentent le courage, le soin de lui jeter la première pierre.

Il me suffit d'avoir disculpé Batt et d'avoir prouvé que les charges relevées contre lui, quoique accablantes au point de vue de ce qu'on appelle la science et la critique, s'évanouissent d'elles-mêmes, dès qu'on les peut examiner à la lueur des faits.

Au sortir du Prêtoire.

En écrivant les pages qui précèdent, je me suis plus d'une fois demandé, plus d'un de mes lecteurs se sera demandé en les lisant, si les accusations lancées contre Grandidier résisteraient mieux à un exposé sincère, impartial et complet des faits signalés. Malheureusement cette histoire nous manque. Ceux qui parlent au nom de la science et de la critique, ont beau jeu.

Ces accusations se rencontrent dans une étude publiée par le *privat dozent* strasbourgeois, docteur Bloch ¹.

Dans une première partie, il s'attache à démontrer que, sur les chartes éditées, par Grandidier il s'en trouve 17 qui sont fausses et apocryphes. Je ne l'ai pas étudiée d'assez près pour l'apprécier en pleine connaissance de cause et me sens fort peu disposé à l'étudier. Un pareil examen serait fort long, parce qu'il s'agirait de lire et de comparer non seulement les documents cités, mais beaucoup d'autres qui ne sont qu'indiqués, et d'autres encore qui ne sont ni cités ni indiqués. Il serait en outre peu rémunérateur. En dehors des conclusions personnelles que l'on en a tirées, injurieuses pour l'honorabilité de Grandidier, glorieuses pour la sagacité du critique, les découvertes annoncées n'ont aucune importance pour l'histoire proprement dite. Bloch l'a lui-même franchement reconnu, elles ne l'enrichissent d'aucune vérité nouvelle, ne l'affranchissent d'aucune erreur ancienne ².

Je me suis arrêté d'avantage à la seconde partie de la thèse, celle qui rejette sur Grandidier la fabrication

1. *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XII, 459.

2. P. 198. Keine einzige von ihnen ist hergestellt worden um ein Recht zu erwerben oder irgend einen Anspruch zu begründen; was ihr Rechtsinhalt ausdrückt, war durch völlig einwandfreie Urkunden längst gesichert.

de toutes ces pièces supposées : elle m'a médiocrement satisfait. Elle était aussi particulièrement difficile. Les hommes qui ont grandi dans l'amour et le respect de la vérité, sont peu favorables à des imputations de ce genre. Ils admettront sans doute qu'un écrivain égaré par l'ignorance ou la passion peut dire et publier des choses inexactes, mais ils ne croiront pas qu'un historien intelligent ira se permettre un faux, un faux réel et digne de ce nom, sans y être poussé par des mobiles plus puissants, au moins pour le moment, que la voix de la conscience et de l'honneur.

Grandidier partageait lui-même ces principes. « Ce n'est que par l'amour de la vérité et par un zèle impartial, dit-il dans son *Histoire de l'Eglise de Strasbourg* (II, XII), qu'on peut prétendre à l'estime publique. Nous mettrons toujours notre gloire à la mériter, et tel sera toujours le but principal de notre ambition ». Sans cesse il dénonce et flétrit toute supposition ou altération volontaire de textes, comme un crime et une folie, un crime contre la vérité qu'elle défigure, une folie pour le faussaire, qui ne tarde pas à être démasqué. Ces protestations et cette conduite ne seraient-elles que mensonge et hypocrisie ?

Encore les faussaires qu'il poursuit ne s'occupaient-ils que de pièces disparues, de restitutions qui échappaient à tout contrôle direct. Plus fou qu'eux, il n'eût pas hésité à refaire, comme pour Schuttern, des documents qui existaient encore, dont il avait demandé communication sans l'obtenir, dont la publication prochaine, en tout cas certaine, devait le couvrir d'une inévitable confusion.

Les mêmes faussaires avaient pour leurs manipulations frauduleuses une espèce d'excuse : la défense de droits injustement attaqués. « S'ils commettent un *crime*, reconnaît-il lui-même (ibid., I, 81), la bonne volonté, leur en cachait l'*énormité* ». Et lui se serait précipité dans le même crime sans motif et sans raison !

Ce désintéressement complet de Grandidier dans les falsifications constatées, était un écueil grave pour les découvertes de Bloch. Quel parti tirer de faux qu'il déclarait lui-même (p. 503) *zwecklos und unverständig* ? Enfin, à force de chercher, il finit par découvrir chez Grandidier deux phrases, vagues et insignifiantes en elles-mêmes ; mais habilement commentées, elles pouvaient frapper des lecteurs qui ne répugnaient pas trop à se laisser frapper. Grandidier y dit qu'il « s'efforçait d'ajouter quelques fleurs nouvelles à l'immense (uberrium) bouquet de chartes que Schœpflin avait réuni ». Il lui était difficile de parler avec plus de simplicité de lui-même, avec plus de respect pour son devancier. Mais ne prête-t-on pas à un avocat général ce propos typique : donnez-moi une ligne de la main d'un homme quelconque et je le fais pendre. Le docteur Bloch s'est amusé à justifier cette boutade. Dans les paroles de Grandidier il voit l'aveu indirect d'une rivalité. Or la rivalité, c'est la lutte ; et dans une lutte, on n'est pas toujours sévère sur les moyens, pourvu qu'ils mènent au triomphe.

Le filon si ingénieusement mis à jour est exploité à l'aide de calculs non moins ingénieux. L'*Alsace diplomatique* renferme 191 chartes antérieures à la mort de Henri II ; Grandidier n'en a rassemblé pour la même période que 220, dont 37 inédites, y compris 12 diplômes royaux. Bloch trouve cela mesquin, et, persuadé que Grandidier pensait de même, il *suppose* que celui-ci se hâta de fabriquer ses 17 diplômes apocryphes pour doubler d'un coup le nombre de ses chartes royales.

Cette petite débauche de mathématique ne m'impose pas le moins du monde. Je ne m'arrêterai point à demander au docteur Bloch, pourquoi il n'a pas noté en passant que sur les 191 chartes de Schœpflin il s'en trouve plus de cent qui étaient connues avant lui ; pourquoi il limite cette espèce de concours à l'avènement de Conrad le Salique ; pourquoi il ne dit rien des cen-

taines de pièces postérieures que Grandidier a publiées le premier, des centaines d'autres, qu'il a préparées et qu'il aurait publiées, si la mort n'avait pas, hélas ! brisé trop tôt une carrière si féconde pour notre histoire provinciale. C'est la pensée même qui préside à tous ces calculs que ma raison refuse d'admettre.

Sans aucune doute chez les historiens, comme chez les autres savants, il existe et doit exister une certaine émulation, non seulement entre contemporains, mais aussi entre les générations qui se succèdent. C'est la condition même du progrès. L'œuvre de Schœpflin est immense. Le premier, avec le P. Laguille, il a débrouillé l'*art confus* de nos vieux chroniqueurs et sa sollicitude s'est étendue jusqu'aux moindres détails de nos traditions locales. Mais si c'est un mérite que de frayer une voie nouvelle, il y a aussi de graves inconvénients à marcher sans guide, à éparpiller son attention sur mille objets disparates ! Celui qui se sentirait la velléité presque impie d'éclipser sa gloire, n'aurait que l'embarras du choix. En marchant sur ses traces, en profitant de ses fautes comme de ses découvertes, il réussirait sans peine à être, sur une foule de questions, plus exact, plus profond, plus complet que lui. Mais à moins d'être bien mal avisé, il ne choisira pas comme terrain de concurrence un recueil de chartes et la publication de documents inédits.

Ici, en effet, imprudemment confiné, — ainsi que le supposent les calculs du docteur Bloch — dans un champ déjà exploité par des mains aussi intelligentes que laborieuses, il est dans la condition du glaneur qui ramasse péniblement, un à un, les rares épis oubliés par son devancier. Or quel est le glaneur assez dépourvu de sens pour prétendre que les manipules réunis par lui seront plus nombreux et plus riches que les gerbes du moissonneur ? Tout ce qu'il peut espérer, c'est d'ajouter « quelques fleurs au bouquet tressé par ses précurseurs ». Placé dans une situation analogue, le docteur Bloch eût pensé comme lui, et il n'aurait pas

trouvé pour cette pensée sincère une expression à la fois plus innocente et plus élogieuse.

Une prétendue rivalité de Grandidier, sur ce terrain spécial de publications inédites, vaut donc tout juste ce que vaut le brin d'herbe auquel veut s'accrocher, faute de mieux, un malheureux en train de se noyer. S'il ne trouve pas autre chose, notre critique moderne devra renoncer stoïquement aux petits profits accessoires, qu'il comptait tirer de ses découvertes. Il laissera reposer en paix les cendres de notre vieil historien et se contentera de la réputation de finesse et de subtilité que lui peut valoir la première partie de son travail.

Ces remarques me dispensent d'examiner de près l'exécution un peu sommaire que la *Zeitschrift* fait des hypothèses qui pourraient militer en faveur de l'accusé. Elles méritaient cependant d'être sérieusement discutées. Je viens d'exposer longuement un cas où les éditeurs du faux, victimes d'une innocente plaisanterie, seraient infailliblement condamnés au nom de la science. Je pourrais citer d'autres cas, avec noms propres à l'appui, où l'on se proposait directement la mystification du prétendu faussaire ; et plus un homme est honnête, moins il se défie de la probité des autres, moins il est en garde contre des pièges de ce genre. Une mystification peut se faire pour cent raisons différentes. Un malin pariera avec ses compères qu'en dépit de votre savoir et de votre expérience il vous fera accepter sa marchandise frelatée. Un ennemi travaillera sournoisement à vous compromettre. Un correspondant à la conscience légère vous transmettra des copies inexactes ou supposées pour mettre fin à des réclamations importunes, se libérer de promesses qu'il est dans l'impuissance de tenir, etc., etc.

En face d'un homme jusqu'ici universellement respecté, à propos de faux pour lesquels ne se découvre aucun mobile plausible et sérieux, la critique restera hésitante et réservée, à moins qu'elle ne trouve un

plaisir secret à condamner. Ce plaisir, le docteur Bloch n'a pas toujours su s'en défendre. Un de ses amis, le prof. Breslau, l'avoue franchement, avec une rudesse que son âge et sa position sociale rendent doublement choquante¹.

Il s'agit d'une charte de l'*Histoire d'Alsace* (n° 372) que Grandidier doit avoir corrigée ou complétée en deux endroits. Ces corrections anodines en elles-mêmes et pleines de sagacité (*scharfsinn*), l'éditeur avait le droit de les proposer. Mais il devait les signaler comme telles, les distinguer au moins par quelque signe typographique; il devait avertir le lecteur qu'elles étaient son œuvre et ne faisaient point partie du texte édité. Ces précautions n'ont pas été prises ou ont disparu dans l'impression. Peut-on toutefois conclure de là à une *falsification* intentionnelle et rejeter ce *crime* sur la mémoire de Grandidier?

Dans la circonstance donnée, ce que la critique avait à démontrer, si elle tenait à exploiter le fait, ce n'était point le caractère prémédité des corrections, mais leur insertion *préméditée* dans le texte, la suppression *réfléchie* de toute indication capable d'éclairer le lecteur, l'intervention *personnelle* de Grandidier dans ce délit. Sans aucun doute tout écrivain est censé responsable de tout ce qui est imprimé sous son nom. Mais nous ne croyons pas qu'il s'en rencontre un seul qui consente à accepter sans réserve l'application rigoureuse de ce principe. Nous n'insisterons pas sur les distractions et les inadvertances qui nous arrivent à nous-mêmes, pendant la préparation et la rédaction de nos écrits. Mais que de choses passent dans nos livres, à notre insu et contre notre gré : par l'étourderie d'un scribe qui prépare la copie, par les méprises des compositeurs qui impriment, par les négligences des protes officiels ou officieux qui corrigent, parfois en notre absence. Pour conclure à

1. *Zeitschrift*, N. F., t. 14, p. 9 et suiv.

une *intention criminelle*, il faudrait tout au moins y être autorisé par la constatation de motifs graves et certains.

Le docteur Breslau ne constate rien de ce genre. Il ne peut même point parler ici de cette vanité enfantine qui défrayait tout à l'heure les calculs de Bloch. Car enfin cette vanité, elle pouvait trouver son compte à des corrections faites avec *sagacité*, si on les signalait dans une note ; elle ne tirait aucun profit de ces mêmes corrections, confondues avec le texte, inconnues du lecteur. Breslau se contente donc d'affirmer gravement que « ici toute possibilité d'une mauvaise lecture est exclue (?), ainsi que la pensée (?) que Grandidier ait été trompé par un autre ». Après quoi, il s'écrie : « Ce qu'il a fait nous ne pouvons l'exprimer en bon allemand que par ce jugement : il a *falsifié* (*gefälscht* souligné par lui) *sciemment et de propos délibéré* le texte placé sous ses yeux. Même en français on trouvera difficilement (*kaum*) une autre expression pour sa conduite ».

Je laisse aux collègues du docteur Breslau, aux professeurs qui enseignent à l'université de Strasbourg la dialectique, la morale et la philologie allemande le soin d'apprécier la valeur de son argumentation, la délicatesse de son jugement et la justesse de son langage. Je me bornerai à le rassurer moi-même au sujet du doute qu'il expose à la fin de son article. Sans disposer d'une langue aussi riche que celle des Allemands, un Français ne serait point embarrassé de parler avec tact et convenance du fait incriminé. S'il rencontre dans un texte des additions faites par l'éditeur, il les réprouvera sans hésitation ; mais il évitera de forcer la note de sa réprobation scientifique. Ces additions lui paraissent-elles anodines et sans portée, il se contentera de les regretter, lorsqu'il les croira accidentelles et fortuites ; il les repoussera avec plus de sévérité, comme une négligence et une légèreté condamnables, quand il les jugera volontaires et préméditées ; mais dans aucun cas,

soucieux de parler correctement et de mesurer son arrêt sur la gravité du délit, il ne recourra à ces gros mots *faux, faussaire, falsification*, plus compromettants pour l'accusateur que pour l'accusé lui-même.

La vérité n'a point cet air impétueux.

Supposons que dans un livre connu de lui, le docteur Breslau rencontre cette phrase latine : *Securos facimus omnes qui in captivitate R. concivis nostri rei esse noscuntur*. — Nous assurons pleine sécurité à tous ceux qui se sont compromis dans la capture de notre concitoyen R. — traduite par : *Geben Sicherheit für alle die sich in der Gefangenschaft eines gewissen Hagenauer Bürgers befinden*.

Ou celle-ci : *Quamvis quidam Conradum pistorem concivem vestrum ex illa (civitate Hagenoensi) insecutum et captivum suspicantur, nulla siquidem debetis credere ratione, scientes quod ejus liberationem summo opere intendimus et vobis solum remittere laboravimus cum effectu*. — Bien que quelques-uns pensent que votre concitoyen, le boulanger Conrad, a été poursuivi et fait prisonnier par les Haguenauiens, vous ne devez le croire en aucune façon ; car *j'ai travaillé* avec ardeur à sa délivrance et *je n'ai rien négligé* pour vous le renvoyer libre (ce qui aurait abouti, s'il se trouvait à Haguenau) — résumée en ces termes : « Konrad von Lichtenberg sichert der Stadt Strassburg, dass er die Freilassung ihres Bürgers des Bäckers Konrad *bewirken werde* » ¹.

En présence d'étourderies de ce genre, le docteur Breslau ira-t-il crier à l'ignorance du latin, au mépris de la vérité ? Parlera-t-il de *kecke Willkür*, de *gröbliche Täuschung*, de *kühnliche Übersetzung*, etc. ? Non, au

1. Ces exemples, je ne les ai pas cherchés, je les ai rencontrés par hasard, en étudiant dans l'*Urkundenbuch* de Strasbourg (II, p. 27 et 15) les documents relatifs à Haguenau. Je les cite, parce qu'ils sont empruntés à un ouvrage d'une valeur aussi incontestable qu'incontestée, trop haut placé dans l'estime de tous pour être atteint par là.

lieu de tenir ce langage tout au moins passionné, il se taira, ou, si les circonstances ne lui permettent point de se taire, il excusera ces pécadilles de son mieux, les mettant sur le compte d'un collaborateur distrait ou inexpérimenté, les rangeant parmi ces négligences inconscientes,

quas aut incuria fudit,
Aut humana parum cavit natura.

Et, ce faisant, il montrera plus de respect pour la vérité et les règles d'une saine critique que, lorsque vis à vis d'un homme éminent, qui a rendu à son pays d'inoubliables services, il se refuse à cette appréciation indulgente des fautes d'autrui, qui est toujours et pour tous un devoir de convenance et d'équité; qui, à un certain âge, nous est commandé en outre par le souvenir de nos propres défaillances.

A. HANAUER.

LES

ÉLECTIONS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX

(COLMAR-BELFORT)

CHAPITRE PREMIER

Les Etats généraux. — Edits des 5 juillet et 8 août. — Ancienne constitution de l'Alsace. — Les Etats provinciaux. — Mémoire des dix villes. — Mémoire des princes.

Le mot d'*Etats généraux* fut prononcé pour la première fois à l'Assemblée des Notables de 1787. La Fayette et le procureur général au Parlement d'Aix, Castillon, avaient réclamé la convocation des Etats généraux dans le bureau du comte d'Artois, et l'Assemblée tout entière accueillit cette idée avec une faveur marquée. Plus tard, lorsque M. de Brienne voulut faire enregistrer les édits sur le timbre et la subvention par le Parlement de Paris, celui-ci demanda communication des états du trésor royal, et c'est à ce propos que l'abbé Sabathier s'écria : « Ce ne sont pas des états de finances qu'il nous faut, Messieurs, ce sont des *Etats généraux* ». Le mot ne demeura point perdu, et le Parlement refusa l'enregistrement qu'on lui demandait, sous le prétexte que la nation seule avait le pouvoir de voter l'impôt : « Chargé par le Souverain d'annoncer sa volonté aux peuples, le Parlement, disait-il, n'a jamais

été chargé par les peuples de les remplacer »¹, et il en appelait aux *Etats généraux*, seul représentant légal et régulier de la nation. La plupart des historiens suspectent la sincérité du Parlement, qui venait d'enregistrer pour un milliard deux cent cinquante millions d'impôts; ils l'accusent de ne s'être préoccupé que de son intérêt personnel, et d'avoir voulu défendre ses propres privilèges pécuniaires qu'il sentait menacés par les nouveaux édits². Quoi qu'il en soit, dans la déclaration solennelle du 5 mai 1788, il affirmait encore avec plus de précision : « Art. 2. Le droit de la nation d'accorder librement des subsides par l'organe des *Etats généraux*, régulièrement convoqués et composés ».

La France entière, à l'exemple du Parlement, réclamait à grands cris la convocation des Etats généraux, comme le seul remède efficace à ses maux. Le Roi, sous la pression de l'opinion publique, avait pris l'engagement de les réunir avant 1792, dans la séance royale du 19 novembre 1787. Mais Brienne, à bout d'expédients, pour calmer la vive émotion causée par les mesures qu'il avait prises contre les Cours souveraines, et aussi pour ne pas exaspérer les nombreux créanciers de l'Etat, dut les promettre pour le mois de mai 1789³. Le Roi cependant était toujours inquiet et hésitant. Brienne tombé, il prit d'autres ministres, sous l'influence desquels il avança au mois de janvier leur ouverture qui devait avoir lieu le 1^{er} mai, puis la renvoya au mois d'avril, pour la fixer définitivement au 5 mai⁴.

Les discussions qui s'étaient élevées de tous côtés,

1. Remontrances des 16 et 21 juillet.

2. Tel était aussi l'avis de beaucoup de contemporains. Voyez *Le Citoyen contemplateur*, p. 8, brochure publiée en Alsace en 1790.

3. Arrêt du Conseil du 8 août 1788.

4. Elle avait été fixée au 29 avril; mais les élections de Paris, dit le syndic CHAUFFOUR, n'étant pas achevées à cette date et partie des députés des provinces n'étant pas encore arrivés, « le Roi a différé l'ouverture des Etats généraux au 4 mai ». (*Hist. d'Als.*). Le 4 mai eut lieu la procession et le 5 mai l'ouverture effective.

n'étaient pas, peut-être, étrangères à ces hésitations du pouvoir. Le Parlement de Paris, en enregistrant l'édit de convocation, avait ajouté : *suivant la forme observée en 1614*. On recherchait donc avidement partout comment les choses s'étaient passées en 1614 ; et comme à cette époque le tiers-état avait subi des humiliations que le tiers de 1788 n'était point d'humeur à supporter, celui-ci manifestait hautement son mécontentement et ses prétentions, non sans rencontrer d'ardentes contradictions. Le Gouvernement, il faut l'avouer, avait beaucoup contribué à soulever ces irritantes discussions. Un édit du 5 juillet ordonnait de rechercher dans tout le royaume les anciens usages au sujet de la convocation des Etats généraux. Le Roi, disait ce document, avait trouvé dans les anciens procès-verbaux assez de détails sur la police, les séances, les fonctions de ces Etats, mais très peu sur les formes qui précédèrent ou accompagnèrent leur convocation ; de plus, en 1614 les élections eurent lieu par bailliages, division qui n'existe pas aujourd'hui dans plusieurs provinces, et particulièrement dans les provinces nouvellement annexées ; les anciens titres connus ne sont pas non plus constants pour la forme suivie dans ces élections, ni pour le nombre des électeurs, ni pour celui des élus. Le Roi a donc résolu de se déterminer selon les vœux de ses sujets. En conséquence il était ordonné aux officiers municipaux, magistrats des villes, officiers de juridictions, Assemblées provinciales ou de district, Etats provinciaux ou à leurs syndics, Commissions intermédiaires ; l'on pria même tous les savants quels qu'ils fussent, d'étudier les anciens titres et d'exposer le résultat de leurs recherches, ainsi que leurs vœux personnels dans des mémoires adressés au Garde des sceaux. De tous côtés on répondit à l'invitation du Souverain. Il en résulta une quantité d'écrits, dont quelques-uns émettaient les prétentions les plus singulières ; et le Gouvernement, n'osant pas prendre sur lui de trancher toutes les questions qui avaient été agitées, crut se tirer d'embarras

en convoquant pour le 3 ou 6 novembre 1788 une seconde assemblée des Notables.

En Alsace, une des dernières provinces réunies à la Couronne, les Etats généraux étaient un inconnu dont on entendit prononcer le nom pour la première fois. Mais parce qu'on les regardait comme un moyen extrême de salut, conséquemment comme une institution essentiellement transitoire, et que l'homme porte en général plus d'attention à ce qui le touche de près, on se préoccupa davantage de la transformation de l'Administration provinciale en Etats provinciaux. Les Etats provinciaux se rattachaient d'ailleurs par un lien très étroit aux Etats généraux : ceux-ci devaient voter les impositions royales ; ceux-là devaient en faire la répartition dans la province et de plus voter et répartir les impôts provinciaux. L'Administration provinciale, qui en tenait lieu et place jusqu'alors, n'avait été établie qu'à titre d'essai, le Roi s'étant réservé, dans les édits de création, de modifier son organisation si le besoin s'en faisait sentir. L'occasion était donc toute trouvée de demander au Gouvernement la modification d'une institution que l'on ne regardait, après tout, comme plus utile à la province que les futurs Etats généraux. Aussi l'édit du 5 juillet, comme celui du 8 août, conçu à peu près dans le même sens, eurent dans la province un grand retentissement¹.

Pour apprécier à leur juste valeur les réclamations qui s'élevèrent, il importe de ne pas perdre de vue les principes de notre ancienne constitution, que nous avons exposés dans notre *Introduction*, principes en contradiction avec les idées d'alors, presque autant qu'ils le sont avec les idées d'aujourd'hui, mais principes fondés sur les traités de paix qui les garantissaient et dont il

1. « La tenue des Etats prochains fait beaucoup de sensation dans tout le royaume. Il paraît que tout le monde est en alerte pour en connaître les suites. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'on n'en augure rien de bon ». (Lettre de M. de SALOMON, directeur des domaines à Colmar, à son parent, M. de Cointoux de Haguenau, 14 nov. 1788).

n'appartenait pas à l'une des parties de se départir sans le consentement des autres contractants : nous n'y reviendrons pas. Faisons toutefois remarquer que non seulement les Etats généraux de France ne ressemblaient en rien à la diète de l'Empire, mais encore, à proprement parler, qu'il n'y eut jamais chez nous de véritables Etats provinciaux. Autrefois, dit M. Chauffour dans son *Histoire d'Alsace*, l'Alsace « était divisée en autant d'états distincts et indépendants les uns des autres, qu'il y avait de princes, de comtes, de gentilshommes immédiats, de villes libres immédiates ou impériales. Chacun de ces états avait son gouvernement particulier ; et aucun, hors la maison d'Autriche, n'avait des états assez considérables pour former des assemblées provinciales. Les villes impériales tenaient quelquefois des assemblées par députés pour leurs intérêts communs. Il y eut de pareilles assemblées de députés des princes, des villes, de la noblesse d'Alsace, pour le maintien de la paix publique, pour la défense commune du pays, et régler la contribution de chaque état ou contractant à la dépense. Mais ces assemblées n'étaient que des ligues d'états, ou états, sur lesquels on ne consultait pas les peuples des terres seigneuriales ». C'étaient seulement, selon l'auteur des *Considérations* (p. 10), « des congrès volontaires où les seigneurs comparaissaient pour l'ordinaire par leurs envoyés et fondés de pouvoirs... Aussi ne trouve-t-on pas que tous les états aient toujours assisté à ces assemblées ; aucun n'y pouvait contraindre l'autre : *par in parem non habet imperium* ; ce n'était que l'intérêt que chacun y avait, ou voulait y prendre, qui l'y conduisait. Ces congrès n'avaient, au surplus, ni lieu d'assemblée fixé, ni temps périodique déterminé, ni forme, ni organisation réglée, ni commission intermédiaire, parce qu'ils n'avaient point d'objets unis et suivis ». Le *Projet d'instruction par le Chapitre de X.* dit également (p. 19) : « L'Alsace n'a jamais eu, dans sa totalité, d'Etats provinciaux. Les aggrégations qu'on a voulu appeler de ce nom, n'étaient

que des ligues entre plusieurs états, qui se réunissaient par des traités d'alliance et de commerce. Les pays soumis à la domination de la maison d'Autriche, ont seuls offert, avant la guerre de Trente Ans, le spectacle d'une assemblée représentant imparfaitement les trois ordres ». Mais « c'étaient des états provinciaux *autrichiens* auxquels les *Landsaas de toute l'Autriche antérieure* assistaient. Ce n'était rien moins que des Etats provinciaux d'*Alsace*, parce que ni les seigneurs territoriaux du reste de l'Alsace, ni leurs sujets, n'y ont pris part ». (*Considérations*, p. 9).

Le premier président de Corberon nous a laissé des détails très intéressants sur ces états, particuliers à l'Autriche antérieure :

« Selon la tradition, dit-il, d'après l'usage actuel du Brisgau qui faisait aussi parti des pays antérieurs d'Autriche, et les pièces produites par la noblesse de la Haute-Alsace, il résulte que :

« Ces états étaient composés de trois ordres, savoir du clergé, de la noblesse et du peuple ; le premier dans lequel entraient les abbés, prévôts et prieurs, était nommé l'état des prélats ; le second qui comprenait les comtes, barons, seigneurs et nobles, l'état de chevalerie ; et le troisième qui comprenait les villes et le plat pays, l'état des communes ou du pays ».

« Ces états ne s'assemblaient que par ordre du prince et lorsqu'il le trouvait convenable à ses intérêts. Cette convocation se faisait par un mandement qui leur était envoyé et dans lequel le temps et le lieu, qui encore dépendait absolument du choix du prince, leur étaient notifiés ».

« Avant que d'ordonner cette assemblée, le prince avait coutume de consulter la régence, tant sur la nécessité de la convocation que sur le lieu et le temps, ensemble la proposition qui s'y ferait. Le prince s'y trouvait souvent en personne, ou lorsque pour raison il ne jugeait pas devoir s'y rendre en personne, il y envoyait pour le représenter un commissaire qui ordi-

nairement était une personne de grosse naissance : comte ou autre à peu près de cette qualité. En l'un et l'autre à ces deux cas, c'était le prince, ou le dit commissaire, qui faisait ou faisait faire la proposition des points ou matières sur lesquelles les états avaient à délibérer et se déclarer ».

« Ces états se tenaient toutes les fois que les affaires du prince le requéraient ; mais on ne manquait presque jamais de les convoquer lorsque le prince changeait, soit par mort, cession, résignation, ou autrement, et cela afin de faire prêter par les états le serment de fidélité et d'obéissance au nouveau prince ».

« On ne laissait pas de se servir en même temps de l'occasion pour leur demander quelques subsides ou sommes d'argent à employer, ou pour l'entretien de sa cour, ou pour la guerre et la défense du pays, ou pour le paiement de ses dettes, ou pour autres besoins de cette nature qui leur étaient expliqués ».

« Le serment de fidélité se prêtait par les états avec cette différence, que quant à celui des prélats, on se contentait du serment qu'ils étaient tenus de faire nécessairement à la régence après leur élection, ou avoir été pourvus. L'on tenait pareillement pour suffisant le serment que les comtes, barons, seigneurs et nobles prêtaient, soit pour raison des fiefs dont ils étaient investis, soit à raison des emplois qu'ils possédaient ; et pour ce qui est de ceux d'entre les gentilshommes de l'état de la chevalerie qui n'avaient ni fief, ni emploi, l'on se contentait par distinction de l'offre qu'ils faisaient de prêter le dit serment de fidélité et de leur présentation pour cet effet. Mais au regard des villes, on envoyait des commissaires de ville en ville pour le recevoir en grande cérémonie ».

« Tous ceux qui étaient immatriculés et reconnus être du premier ou second des dits trois ordres, avait le droit de se trouver à la tenue des états ; et quant aux villes et communautés, elles y envoyaient des députés ».

« L'autorité de ces états ne paraît pas avoir été bien grande ; car quoique sur les subsides et sommes d'argent, ou autres besoins, qui leur étaient demandés, ils eussent la liberté de faire des remontrances, de répondre à la proposition qui leur était faite par le prince, ou en son nom, de dupliquer encore à la réplique et de quadrupliquer enfin à la triplique, il y a lieu d'être persuadé que tout ceci n'était que pure formalité, et que quand le prince avait résolu de tenir bon et de ne rien remettre, il fallait que les états se soumissent ».

« Quand on était convenu de la somme, les états en faisaient la répartition entre eux, suivant et à proportion des revenus, de la force et des facultés de chacun ».

« L'imposition sur les sujets suivait après. Il y avait des receveurs pour en faire la recette. Mais quand quelqu'un des membres des dits états était en retard, ou refusait de s'acquitter de son contingent, il fallait recourir pour l'exécution à l'autorité de la régence. Le même se faisait lorsque quelqu'un des dits membres se plaignait de surcharge, ou que l'imposition n'avait point été faite dans l'équité et suivant la proportion requise en ces sortes de cas : circonstances qui confirment que celle des états était très médiocre ».

« Ces deniers imposés se payaient, ou portaient dans les deux villes de Fribourg et de Thann, appelées à cause de cela les villes de *dépost* ou de *recepte* : Fribourg pour le Brisgau et autres pays de l'Autriche voisins, et Thann pour la Haute-Alsace et le Sundgau. Là il y avait des receveurs établis qui en rendaient compte et les payaient, ou sur les ordres du prince, ou ceux de la régence, et suivant la destination dont on était tombé d'accord dans les états ».

« Il est à observer qu'à la séparation des états convoqués la première fois par un nouveau prince, ce prince avait coutume de donner des lettres aux dits états, par lesquelles il confirmait leurs anciennes libertés, franchises, privilèges et usages ».

« Ces états et leurs assemblées ont cessé en 1632, autant que l'on peut en juger et que l'on a entendu dire, les grandes guerres d'Allemagne, qui ont commencé en 1618, s'étant communiquées à l'Alsace dans le dit temps, et la régence d'Ensisheim, obligée de se retirer dans les places fortes pour sa sécurité¹ ».

Les édits de création de l'Administration provinciale, nous l'avons vu ailleurs, quoiqu'ils fussent d'un caractère provisoire, avaient fait une première brèche à notre ancienne constitution. Or, maintenant qu'il s'agissait de donner à la province une organisation définitive, toutes les questions qui avaient été soulevées depuis 1787, reparaissaient plus irritantes que jamais et mettaient de nouveau aux prises les mêmes adversaires, les uns avec les autres. On se demandait, en effet, si la composition et les attributions des futurs Etats provinciaux seraient, oui ou non, celles de l'Administration provinciale actuelle, administration qui avait été l'objet de tant de critiques et avait rencontré tant de contradictions. On se demandait si la province allait être représentée, tant aux Etats généraux, qu'aux Etats provinciaux, par des élus des trois ordres, avec exclusion de toute représentation de droit, ou si du moins on respecterait dans une certaine mesure l'ancienne constitution de l'Alsace qui n'admettait que la représentation de droit. Le clergé, la noblesse et le tiers-état, de second rang, qui forment en quelque sorte des ordres depuis les édits de 1787, caressaient avec joie l'idée de devenir désormais des corps politiques. Ils paraissent avoir formé un parti très nombreux, avaient pour organe la Commission intermédiaire et comptaient pour principal appui toute la noblesse, à peu près, qui envoyait aux princes et aux états d'Empire l'exercice exclusif de droits politiques dont la privation la constituait, vis-à-vis de la noblesse de France, dans un état d'in-

1. Bibl. de Colmar. — Cfr. *L'ancien Régime et ses premières modifications*, livre X, ch. 2.

fériorité humiliant pour son orgueil. Au contraire les princes et les états d'Empire voyaient les droits que leur garantissaient la constitution de l'Alsace et les traités plus contestés que jamais, et ne négligèrent rien pour les défendre de leur mieux. Mais reprenons notre récit.

A l'assemblée d'Obernai du 2 septembre 1788, dont nous avons parlé précédemment ¹, les députés des dix Villes résolurent d'envoyer en Cour un *Mémoire* : 1° pour demander le rétablissement des anciens Etats provinciaux, tels qu'ils existaient sous la domination autrichienne; et 2° pour démontrer le droit qu'avait la préfecture de Haguenau à être représentée aux Etats généraux. On savait que Strasbourg et les autres états d'Empire se proposaient de réclamer les mêmes droits pour répondre à l'invitation des édits des 5 juillet et 8 août; et comme on pensait qu'il serait utile d'agir de concert, afin d'assurer plus sûrement le succès de la cause commune, on chargea MM. Delort et Buob, représentants de Colmar, de prendre à ce sujet de plus amples informations. En attendant, les députés de chaque ville furent priés de faire des recherches dans leurs archives, et d'en communiquer le résultat à M. Chauffour, syndic de Colmar, chargé par l'assemblée de la rédaction du *Mémoire* projeté.

Cependant les deux questions qui devaient en être l'objet, furent séparées. On comprit sans doute que les princes possessionnés, tous étrangers, ne seraient que très difficilement admis à siéger, fût-ce par procureur, dans une assemblée essentiellement française; de sorte que l'on s'exposait à un échec presque certain, si l'on ne séparait point, sur ce point, leur cause de celle des dix Villes. D'un autre côté, on pensa que leur concours serait au contraire très précieux, lorsqu'on demanderait le rétablissement des anciens Etats provinciaux. Aussi

1. Livre II, *Les premières Municipalités*, ch. 7.

lorsque les délégués de la préfecture se rencontrèrent à Colmar pour complimenter le Conseil qui venait d'être rétabli, ils ne signèrent à la chancellerie de la ville, le 11 octobre, qu'un seul *Mémoire* assez court, sur le droit des Villes d'avoir des représentants aux Etats généraux, et chargèrent M. Chauffour de conférer encore avec les agents des princes, au sujet des Etats provinciaux. Si le plan que le conseiller du duc des Deux Ponts, Radius, devait lui soumettre, pouvait se concilier avec celui qui avait rallié leurs suffrages, ils décidèrent que l'on ferait un *Mémoire* commun, et que l'on agirait de concert ; dans le cas contraire, il était convenu que chaque partie conserverait son entière liberté d'action.

Voici l'analyse du *Mémoire* relatif aux Etats généraux, qui fut arrêté à cette occasion : Les Villes de la préfecture ont fait partie de la monarchie française jusqu'en l'an 860, époque à laquelle Lothaire II les céda à son oncle, Louis le Germanique. Dans l'Empire, elles avaient voix et séance aux diètes, jusqu'en 1654 inclusivement. Elles ont fait alors retour au Roi, avec différents privilèges garantis par les traités, entre autres celui de ne pouvoir être imposées sans leur consentement donné à la diète, diète que remplacent en France les Etats généraux : c'est un droit dont elles sont en possession et qu'on ne voudra pas certainement leur ravir. En Allemagne, on ne convoquait jamais aux diètes les personnes de second rang, mais seulement les princes et les villes, états d'Empire, jouissant de la supériorité territoriale, parce que ceux-ci seuls contribuaient aux charges publiques directement et immédiatement ; tandis que les personnes du second rang y contribuaient médiatement par le moyen du seigneur immédiat chargé du recouvrement. En France, au contraire, tous les ordres et toutes les classes paient l'impôt immédiatement et par conséquent ont un droit égal d'avoir des députés aux Etats généraux ; et de fait, il y eut toujours des députés pris parmi la noblesse, le clergé et

le tiers de second rang. De cette différence, il en résultait une autre quant à la manière de faire les convocations. En Allemagne, l'Empereur invitait spécialement chaque état d'Empire à se faire représenter à la diète. En France, au contraire, les élections se font par bailliages ou sénéchaussées après signification ou assignation générale aux bénéficiers, villes, villages, possesseurs de fief etc. Comme l'Alsace n'a ni bailliage ni sénéchaussée, on pourrait concilier les deux usages et les fondre en un seul, de la manière suivante : le Roi inviterait spécialement chaque état d'Empire à se faire représenter aux futurs Etats généraux; tandis qu'il pourrait adresser ses ordres au Commandant de la province ou à l'Intendant et le charger de faire élire des députés parmi le clergé, la noblesse médiata ou immédiate et le tiers de second ordre. C'est ainsi que seraient respectés tous les droits de la province ¹.

Ce *Mémoire* fut adressé le 12 octobre au Garde des sceaux, au Contrôleur général, au Ministre de la guerre, au maréchal de Stainville, grand préfet, à M. de Grolbois, chargé d'affaires de la préfecture à Paris, au commandant de la province et à l'Intendant. Necker répondit qu'il soumettra en les appuyant les demandes des dix Villes à l'assemblée des Notables. Le maréchal de Stainville, l'un de ces Notables, promit également de soutenir leurs prétentions; et M. de Grolbois, le 21 octobre, en les assurant que leur constitution serait respectée et que l'on n'avait plus à craindre l'érection de municipalités, ajoutait : « Notre *Mémoire* a été trouvé excellent; il produira le succès que vous en attendez ». Toutefois il les pressait de demander l'établissement d'Etats provinciaux avant la convocation des Etats généraux, leur conseillait de s'entendre avec les princes pour la rédaction d'un *Mémoire* commun et leur

1. Le texte même du *Mémoire* a été publié : *Revue cathol.*, nov. 1890, p. 681, *Les élections aux Etats gén. de 1789 dans les districts réunis de Colmar et de Sélestadt*, par G. DANZAS.

marquait que déjà Strasbourg lui avait communiqué ses vœux, qui étaient tout à fait conformes aux leurs.

Cependant il ne fut pas possible de s'accorder avec les princes ¹, et le 25 octobre on résolut d'envoyer à Paris le *Mémoire* sur la conversion de l'Administration provinciale en Etats provinciaux, *Mémoire* qui avait été lu et approuvé conditionnellement à l'assemblée de Colmar du 11 octobre, et dont l'auteur était également M. Chauffour :

La province d'Alsace eut diverses assemblées d'états. Les princes et les villes, états d'Empire, avaient séance et voix aux diètes d'Empire et dans les cercles. Les villes se réunissaient pour s'occuper de leurs intérêts particuliers. L'Autriche antérieure eut ses états, auxquels l'Alsace autrichienne était convoquée ; enfin on comptait encore les états de Haute et Basse-Alsace, dont la dernière assemblée eut lieu en 1683. Ces assemblées ne se composaient pas toujours des trois ordres. Cependant dans les états de l'Autriche antérieure et dans les états d'Alsace, connus sous le nom de *Landtäge*, ou assemblées du pays, il y avait outre les états d'Empire, des bénéficiers, des représentants de maisons religieuses, des députés de la noblesse médiate ou immédiate, des villes seigneuriales et des bailliages. Ces *Landtäge* ou ces états s'occupaient des intérêts généraux de la province, de sa défense, des monnaies, du commerce, navigation, péage, etc., et réglaient la part contributive de chaque état aux dépenses publiques. Ils présentaient tous les avantages des Assemblées provinciales sans en avoir les inconvénients : ils coûtaient beaucoup moins cher et l'administration était beaucoup plus simple. Il n'y avait ni district, ni municipalité, ni

1. Strasbourg et les dix Villes avaient chargé de leurs affaires M. de Grolbois ; mais les princes eurent d'autres agents, que nous ne connaissons pas. Nous savons seulement que le prince de Darmstadt, le duc de Deux-Ponts et le prince Maximilien avaient pour agent d'affaire M. Bonnart, avocat à Paris, qui se disait l'ami de M. de Grolbois.

ces nombreuses commissions intermédiaires, qui sont une filière obligatoire par laquelle il faut passer pour arriver jusqu'à l'Assemblée provinciale et qui surchargeront énormément le budget de la province. Chaque état supportait la dépense de son représentant, et lorsque quelques travaux étaient ordonnés, ils étaient faits sous la surveillance de l'état, ou de la ville, sur le territoire duquel ils étaient exécutés, à beaucoup moins de frais que n'en occasionne la direction d'une commission intermédiaire de district. Il est dur pour les princes, les seigneurs et les villes impériales, dont les traités garantissent l'immédiateté en tant qu'elle est compatible avec la souveraineté de la Couronne de France, de se voir faire la loi par leurs propres justiciables ou sujets, parce que ceux-ci ont été élus membres d'une municipalité ou siègent dans une assemblée de district ou provinciale dans laquelle les princes et les villes n'ont aucun représentant¹. L'intention du Roi a été de ne confier à ces assemblées que la répartition et le recouvrement des impositions; mais les syndics des municipalités s'arrogent tous les jours quelque droit nouveau et traitent les officiers des seigneurs et les préposés des communautés avec une arrogance, et une hauteur telle, qu'il en naîtra nécessairement une insubordination générale. Cependant les vues bienfaisantes du Roi pourraient parfaitement se concilier avec les droits des princes et des villes impériales, si Sa Majesté voulait bien rétablir nos anciens Etats provinciaux, modifiés toutefois selon les nécessités du moment. Ils seraient alors formés des princes, ecclésiastiques et laïcs, seigneurs, villes impériales, tous ci-devant états d'Empire, ayant voix et séance de droit, comme autrefois à la diète, auxquels on ajouterait des députés du clergé inférieur, de la noblesse médiate et immédiate, des villes et des bailliages seigneuriaux de la province, en tel nombre qu'il plairait à sa Majesté de déterminer,

1 C'est-à-dire, aucun représentant *de droit*.

pour établir une juste proportion. Ces états formeraient un corps, qui représenterait alors véritablement la province, tandis que l'Administration provinciale actuelle, à cause de sa composition défectueuse, n'a aucune qualité pour la représenter et pour parler en son nom¹.

Ce *Mémoire*, comme le précédent, fut envoyé au Garde des sceaux, à Necker, au maréchal de Stainville, à M. de Grolbois; mais de plus, communiqué à M. Pfefel, jurisconsulte du Roi à Paris, à M. Gérard, prêteur royal de Strasbourg, et à la Commission intermédiaire elle-même. « Ces états, écrivait le Magistrat de Colmar au nom de ses collègues à M. Gérard, nous paraissent un établissement plus solide, plus utile et plus conforme à l'ancienne constitution de la province, que ne l'est la constitution des assemblées actuelles; vous pouvez en juger par le mal que produisent dans le pays les municipalités ». « Nous ne croyons pas, écrivit-il encore à la Commission intermédiaire, que la transformation demandée puisse vous déplaire, parce qu'elle vous mettrait à même de traiter avec les Ministres, comme véritables représentants du pays ». Eh bien! le magistrat de Colmar se trompait lourdement, si nous en croyons un certain M. Commart de Strasbourg. Nous ignorons quel était ce M. Commart², mais il semble qu'on peut le

1. Comme on le voit, les magistrats ne proposaient que de modifier la composition des anciens états. Or ils se trompaient en prétendant que ces états étaient des états provinciaux, proprement dits. Jamais anciennement l'Alsace n'en compta de pareilles : « Comment une pareille institution pouvait-elle avoir lieu entre plusieurs princes et états, égaux en pouvoir, mais ordinairement divisés d'intérêts? ». Elle n'aurait pu avoir lieu que pour chaque territoire en particulier; et en ce cas, ce n'aurait pas été des Etats provinciaux d'Alsace; c'eût été des états par exemple de Deux-Ponts, de Hanau, etc., etc. C'est ainsi que les Archiducs avaient leurs états provinciaux dans la Haute-Alsace (SCHÖFFLIN, *Als. illustr.*, II, p. 601); mais ce n'était rien moins que des Etats provinciaux d'Alsace, parce que ni les seigneurs territoriaux du reste de l'Alsace, ni leurs sujets n'y ont pris part ». (*Considérations*, l. c.). Nous avons suffisamment insisté sur ce point un peu plus haut.

2. Un sieur Commart était, ou avait été, secrétaire du sieur de Pape-lier, chancelier du prince Maximilien de Deux-Ponts, à Strasbourg. Il y avait aussi un sieur Commart, chef de bureau à l'Intendance et receveur général d'amendes forestales.

considérer en quelque sorte comme l'écho officieux des princes : et la lettre qu'il écrivit aux Magistrats de Haguenau et de Landau, paraît rendre l'impression que ceux-ci éprouvèrent à la lecture de ce *Mémoire*, tout autant que la sienne propre. Il faut ajouter que M. Commart était l'auteur d'un projet d'Etats provinciaux que nous ne connaissons pas et qui avait reçu l'approbation des princes. Quoi qu'il en soit, M. Commart paraît très mortifié de ce que ses propositions n'aient pas obtenu l'adhésion des dix Villes ; de là évidemment, bien qu'il s'en défende, la vivacité exceptionnelle de sa lettre, dont voici une courte analyse :

« Je viens, Monsieur, de recevoir le *Mémoire* de M. Chauffour ; je suis, je l'avoue, tombé de mon haut à la lecture de cette production informe qui confond tout, qui n'explique rien, et qui tend à plonger dans des maux plus grands que ceux qui existent, une province dont j'aurais voulu faire le bonheur ». M. Chauffour prend pour modèle les états de l'intérieur de la France « mille fois pis que les Assemblées provinciales » ; le peuple y gémit sous le despotisme du clergé et de la noblesse, écrasé par les frais énormes occasionnés par ces états : il en coute chaque année 1.100.000 *fl* au Languedoc, 800.000 à la Bretagne, 500.000 à la Bourgogne ; « et c'est là le modèle qu'il choisit » ! Sa commission intermédiaire ne pourra faire que ce que fait celle qui existe. Il veut que les travaux soient surveillés par les officiers des seigneurs et des communautés où ils s'exécutent. « Il faut avoir la fièvre pour proposer une telle oligarchie si ridicule ! Mon *Mémoire* ressemble à celui de M. Chauffour autant que le jour à la nuit. Je ne puis être suspect, car, ayant le droit de compter sur la promesse que les princes et quelques villes m'ont faite du secrétariat de ces états, je devrais me déclarer pour M. Chauffour dont le projet fait de ce poste une place riche et importante, tandis que le mien n'en fait rien ou peu de chose. Je le dis sans amour propre : si ce *Mémoire* est envoyé aux notables et aux

Ministres, les dix Villes seront sacrifiées ! Comme les Notables ne s'assemblent que le 3 du mois prochain, il y a encore moyen de remédier au mal ; mais il ne faut pas perdre de temps. Huit villes seulement ont donné leur approbation ; et ni vous (Landau), ni Haguenau n'avez signé. Si donc vous n'avez pris aucun engagement, sous prétexte de rectifier quelques erreurs et délibérer encore, conciliez vos vues avec le vœu des princes et proposez l'adoption du projet ci-joint (malheureusement la pièce à laquelle il est fait allusion, a disparu). Je garantis deux choses : ce projet a été approuvé par les princes, qui s'opposeront de toutes leurs forces à celui de votre *Mémoire* ! »

Que l'on partage ou non l'appréciation de M. Commart sur l'œuvre de M. Chauffour, on ne peut se défendre d'une certaine surprise, en voyant avec quel sans gêne les princes et certaines villes, que nous ne connaissons pas, avaient déjà disposé du futur secrétariat des Etats provinciaux dont l'existence, autant que la composition était encore problématique. Néanmoins cet engagement d'une part, ainsi que l'approbation donné au projet dont M. Commart recommandait l'adoption avec tant d'instance, donne à sa lettre un caractère officiel, et en faisant la part de l'amour-propre ou de l'intérêt froissé, on peut y lire assez clairement que les princes avaient été fort peu satisfaits des Etats provinciaux tels que les réclamaient les dix Villes, quoiqu'elle ne permette pas de préciser les causes de leur mécontentement. Nous pouvons cependant les deviner, s'il est vrai que dans le *Mémoire* que les princes envoyèrent en Cour, ils demandaient uniquement le rétablissement et la conservation de l'ancienne constitution de l'Alsace, sauf quelques petites modifications sans doute, et comme conséquence, le droit d'avoir leurs représentants, tant aux Etats provinciaux qu'aux Etats généraux. Nous n'avons pas retrouvé leur *Mémoire*. Mais l'auteur d'une brochure en faveur de ces princes, brochure dont nous parlerons plus loin, en fait très probablement une courte

analyse dans les termes suivants : « Les motifs qui ont dû déterminer les plaintes, les réclamations des princes, sont très simples et très naturels : ce sont la violation de leurs droits, devenus la proie des commissions intermédiaires ; leurs communautés livrées au désordre et à l'insubordination par la violence des nouvelles municipalités ; le tort ruineux qu'éprouvait la province par la progression d'une multitude d'abus odieux ; enfin la demande que les Villes immédiates ont faite à ces princes, de concourir avec elles à la proscription de tous ces maux ; tels furent, sans doute, leurs motifs. On ne peut certainement pas en contester la légitimité, parce que leurs terres étant immédiates, et comme telles, ne pouvant être subordonnées qu'à l'autorité du Commissaire du Roi, comme elles l'ont été jusqu'à présent, n'ont pu être livrées au pouvoir d'une assemblée populaire, que les princes n'ont jamais reconnue, qu'ils ne peuvent reconnaître et qui, sans une violation formelle des traités publics, ne peut être établie dans leurs domaines. Mais ce qui a dû rendre cette violation plus irritante encore, c'est l'établissement des nouvelles municipalités, contraire au *droit patrimonial* des princes, qui ont seuls le droit de les instituer dans leurs terres, de revêtir les membres qui les composent de leurs fonctions, de les faire assermenter par leurs juges, formalité observée partout et sans aucune exception... Si, d'*après ces faits*, les princes ont fait un vœu, c'était sans doute qu'il plut à Sa Majesté de supprimer l'Assemblée établie dans cette province, de délivrer au moins leurs terres du fléau de ses commissions intermédiaires et probablement de rendre à l'Alsace son *ancienne administration* » ; avec quelques modifications cependant, disions-nous plus haut ; car la Commission intermédiaire avoue, dans un *Mémoire* dont nous parlerons tout à l'heure, qu'ils demandaient véritablement des Etats provinciaux, mais composés de telle façon que la prépondérance leur fut absolument assurée. Ainsi, que nous l'avons vu, les princes se considéraient non pas comme sujets, mais

en quelque sorte comme souverains, ou du moins comme participant dans une certaine mesure aux prérogatives de la souveraineté, en vertu des traités et des conventions confirmatives qui leur garantissaient leurs privilèges et leurs droits, et ne voulaient pas admettre qu'une assemblée composée de leurs sujets, ou de sujets de seigneurs étrangers, put d'une manière quelconque faire la loi chez eux, sans leur permission. Voilà pourquoi ils demandaient le retour à l'ancienne constitution de la province et la suppression de toutes les modifications qu'elle avait subie dans ces dernières années, avec certaines restrictions cependant que nous ne connaissons pas exactement, mais peu importantes et qui avaient pour but, tout en sauvegardant d'une certaine manière leurs droits menacés, de concéder quelque chose aux théories du jour.

(*A suivre*).

C. HOFFMANN.

LA

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME

DE SAVERNE

Introduction.

Comme autrefois à peu près partout, de même aussi à Saverne, garçons et filles allèrent longtemps à la même école. Il n'y avait que des maîtres, et jamais de maîtresses. Cela ressort clairement, pour Saverne, de la déposition du maître allemand Thomas Hammer, dans un procès de sorcière de 1614. Il parle des bavardages très compromettants pour l'accusée qu'avaient tenus dans son école Marguerite Schweighardt, et une série d'autres fillettes. (Arch. de Sav., L. 105).

Hammer était un brave homme, élevant la jeunesse dans la crainte de Dieu. Il tomba malade en 1634, après 38 ans de service. Comme il n'avait pas fait d'épargnes, sa femme fit rédiger, le 2 mars 1635, par un nommé Nicolas Tusch, une pétition au Conseil de la Régence, afin d'obtenir un secours du Legs Princier. Elle ne savait pas écrire (L. 350); et n'avait par conséquent pas pu s'occuper des filles.

Dès le 8 mars 1634, Hammer avait été remplacé par un nommé Balthasar Wagnèr, arrivé de Haguenau. On eut bientôt à se repentir du choix. Le nouveau maître prenait avec les filles de son école des libertés

telles, qu'on crut devoir s'informer de ses antécédents. Il s'était laissé aller à Haguenau envers les petites filles à de véritables turpitudes. On engagea à sa place, mais seulement provisoirement, le maître d'école de Hochfelden.

Pendant les années qui suivirent, l'instruction fut en souffrance à Saverne, sur toute la ligne. En 1643, il fallut intimer au maître d'école l'ordre de ne pas loger, la nuit, du bétail dans la salle de classe. En 1666, lors de la nomination du nouveau maître, Guy Bollender, la maison d'école était occupée par des locataires, dont il lui fallut attendre la sortie.

Il est vrai qu'on avait également une école latine, mais celle-ci servait aux garçons, quoique exceptionnellement nous y trouvions, en 1671, Catherine Muderer, la fille du défunt organiste Muderer, une enfant tout au plus de 8 ans, y recevant avec son frère François, né en 1663, une subvention du Legs Princier. L'arrivée des religieuses à Saverne fut un grand bienfait pour la ville.

I. Les premières religieuses.

La congrégation des religieuses de Notre-Dame avait été fondée par Pierre Fourier, chanoine régulier de Saint-Augustin et curé de Mattaincourt. Elle avait pour but principal d'obvier à l'inconvénient des écoles mixtes. Nous n'avons pas à entrer ici dans les détails de cette œuvre. En arrivant à Mattaincourt en 1597, le saint fondateur y avait trouvé une école où les deux sexes étaient réunis. De plus, l'enseignement n'était pas gratuit, de sorte que les enfants des pauvres s'en voyaient exclus. Le saint fit un essai du côté des jeunes gens, dont il avait réuni quelques-uns sous son toit, afin d'en former de futurs maîtres pour les garçons; il dut abandonner ce projet, mais il réussit à fonder une congrégation de filles. Sa première adepte fut Alix Leclerc, et le premier monastère de la congrégation fut ouvert à

Nancy, le 20 novembre 1617, avec Mère Alix comme supérieure. Le 9 décembre de l'année suivante, à sa profession, elle fut appelée Mère Thérèse de Jésus.

La congrégation fit des progrès rapides. On vit surgir successivement les maisons de Châlons, de Bar, de Mirecourt, d'Epinal, de Dieuze, de Soissons, de Laon.

Les religieuses de Saverne arrivèrent de Dieuze en 1634. Voici ce qu'en dit Grandidier (INGOLD, IV, p. 55) principalement d'après le chanoine Bernard (*Conduite de la Providence, dans l'établissement de la Congr. de N.-D. Toul*, 1732, p. 287):

« Le monastère de Saverne doit son établissement à celui de Dieuze, fondé en 1621. La guerre, la contagion et la famine, qui ravagèrent tout le pays en 1632, obligèrent les religieuses de Dieuze à abandonner leur monastère, pour ne pas être exposées à la fureur du soldat et aux malheurs de la faim. La plupart cherchèrent leur retraite dans différents endroits. Cinq de ces filles vinrent enfin, en 1643, à Saverne, ville appartenante à l'évêque. Elles y furent plusieurs années sans pouvoir y fonder un établissement, et ce ne fut que quatorze ans après qu'elles obtinrent une maison pour pouvoir y faire les fonctions de l'ordre. Elle fut accordée le 29 mai 1657 par Léopold d'Autriche, évêque de Strasbourg, qui leur promit en même temps de songer à leur fondation et dotation, mais il mourut avant l'exécution. Son successeur, François Egon de Furstemberg, informé du grand bien qu'elles faisaient par leurs petites écoles, ainsi que de leur conduite édifiante, les prit sous sa protection, leur fit bâtir deux corps de logis contigus à la maison qu'elles occupaient déjà et leur donna une fondation par lettre du 1^{er} octobre 1663, la même année qu'il fut élu évêque. Cette fondation consiste en 26 sacs de froment, 26 de seigle, 52 mesures de vin, 52 cordes de bois et 104 livres d'argent ».

Dagobert Fischer (*Not. hist. sur N.-D. de Sav.*, p. 5) cherche à établir que les religieuses de Dieuze n'arri-

vèrent à Saverne qu'en 1657. « Antérieurement à la paix de Westphalie, dit-il, on ne trouve aucune trace, aucun vestige de leur séjour, ni dans les archives de la ville, ni dans celles du département. » Cela est très juste, mais il est aussi peu fait mention, dans nos archives, du séjour temporaire des Jésuites à Saverne, où néanmoins le B. Canisius, comme il nous l'atteste lui-même, composa son petit catéchisme et donna l'instruction religieuse aux enfants. Ne recevant rien de la ville, et appelés par l'évêque seul, les Pères ne figurent ni dans les comptes municipaux, ni au registre des délibérations du Magistrat. Il pouvait en être de même des cinq religieuses arrivées ici en 1643, et qui, d'après une autre donnée plus précise, n'auraient été que deux, à savoir Mère Louise Bertrand, vocale ou religieuse de chœur, et Marie Barbe Leroy, sœur adjutrice. On comprend que deux femmes isolées n'aient pas grandement attiré l'attention.

L'établissement définitif de la congrégation à Saverne, eut réellement lieu en 1657. Fischer (*Le couv. de N.-D. de Sav.*, p. 5) donne comme preuve de cette date un décret de la Régence de l'Evêché, conservé autrefois aux archives du Tribunal de Saverne, et dont voici la traduction :

« Comme les héritiers Stotelus de Saverne ont fait avec les religieuses, arrivées en cette ville, *il y a à peine une année*, un traité pour l'entretien de leur mère et aïeule respective, moyennant la cession d'un capital de 500 florins, qui leur est dû par la recette du baillage d'Epfigh, il est ordonné à Etienne Kestler, receveur général de l'Evêché, de payer contre quittance, aux susdites religieuses, cette somme de 500 florins, qu'il portera valablement en dépense.

Décrété à Saverne en Alsace, le 20 juin 1658 ».

Il semble que les mots « il y a à peine une année », se rapportent clairement à l'arrivée des religieuses.

Tous les doutes disparaissent devant d'autres indications.

Une pièce intitulée « Avis des conseillers ecclésiastiques de Molsheim au sujet des Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, Règle de St Augustin, admises ici » (Arch. départ. G. 1694), datée du 6 novembre 1657, parle de l'arrivée des religieuses à Saverne comme ayant eu lieu « à peu près quatre mois » auparavant. Cette date, nous le verrons, est légèrement erronée.

Les religieuses, d'après le même document, avaient promis de n'être à charge à personne.

Elles vivaient, disaient-elles, du travail de leurs mains et de la générosité des personnes charitables, en même temps qu'elles prendraient chez elles des enfants (comme pensionnaires), ce qui avec les dots des religieuses devant faire profession dans leur maison, leur permettrait d'arriver peu à peu à des revenus suffisants pour leur fondation. On devait leur permettre, en attendant, de faire, pour quelques mois ou pour une année, l'essai de leur œuvre. Si elles réussissaient à se maintenir, l'évêque pourrait leur donner la permission de s'établir définitivement.

Les religieuses devaient bien se dire qu'une fois installées, elles ne seraient plus si facilement renvoyées.

Un autre ordre enseignant, les Annonciades de Haguenau, arrivées en cette dernière ville (GRANDIDIER-INGOLD, *Als. sacra*, II, 443 sq.) en 1621, mais reparties l'année suivante à l'approche de Mansfeld, puis revenues en 1623 et une seconde fois reparties en 1631, pour ne revenir qu'en 1647, menaçait de les supplanter, ayant obtenu de l'évêque la permission d'établir une petite communauté (*ein Klösterlein*) à Saverne ou à Molsheim. Ces rivales, qui cherchaient « à étendre sans cesse leur ordre et qui acceptaient continuellement un plus grand nombre de jeunes filles », négligèrent cette fois-ci d'user de la permission obtenue, et se laissèrent rebuter par l'exiguité de l'aumône à elles offerte, d'une demi charretée de vin ($\frac{1}{2}$ foudre ou 6 hectol. 50 l.) avec 50 florins (100 l.) en argent, et faisaient tous les efforts pour avoir,

par an, de la Chambre de Saverne la somme de 100 thaler ou 300 livres. Elles furent écartées par les religieuses de Notre-Dame.

On offrit à celles-ci un sac de blé et une mesure (demi-hectolitre) de vin par semaine. Le vicaire général demandait cependant que cette largesse ne fut que temporaire, et qu'elle cessât quand une fois les religieuses auraient d'autres ressources.

Il prévoyait de plus quelques difficultés pour la compétence à fournir à l'aumônier. Ces détails ressortent de la lettre du 6 novembre.

Malgré toutes sortes d'hésitations semblant avoir existé d'abord, on arriva à une entente. Munies d'une autorisation émanée du suffragant et vicaire général de Metz, M. Pierre Bedacier, et datée du 4 oct. 1656, les religieuses arrivaient à Saverne « à peu près au mois de mai 1657 », avec une lettre d'obédience de Sœur Marie Séraphine Dafnicour, supérieure à Dieuze. A leur tête se trouvait Marie Claire Dafnicour. Elles étaient cinq en tout. Toutes ces données sont prises d'un acte de vente passé avec M. Gabriel du Terrier de Birckenwald. (Arch. dép. *ibid.*). Nous avons à faire connaître ce dernier.

Arrivé à Saverne dès les premiers temps de la protection française, il y était major de la place depuis 1636 et avait épousé le 12 juin 1640 Marie Ursule d'Andlau. Son nom était alors Gabriel Lafontaine, ou Gabriel du Terrier, seigneur de Fontaine. Il reçut le 11 janvier 1649, de l'abbesse d'Andlau, qui était alors Marie Sabine d'Offenbourg, le fief de Birckenwald, avec le beau château qui se voit encore dans cette localité, et en prit le nom.

Dès 1644, il avait cherché à obtenir un autre avantage, à Saverne même. Pendant le siège franco-suédois l'hôpital et toute la Petite ville avaient été brûlés par les Impériaux qui croyaient par là pouvoir mieux se défendre. La Moyenne ville aussi était devenue, le 4 juillet 1636, pendant l'attaque du duc Bernard, la

proie des flammes et un monceau de décombres. C'étaient, de ce côté-là seulement, près de 100 familles (L. 286) perdant leur abri. La misère générale en était arrivée, dans tout le pays, au point que souvent « on vendait pour un morceau de pain des propriétés considérables, par où certaines gens possédaient plusieurs maisons, et plus de terres qu'ils ne pouvaient en cultiver » (Délib. du Mag. 19 oct. 1650). Elle empêcha très longtemps la reconstruction de la ville.

Encore en 1653 (Délib. du 26 mars), on dut noter tous les emplacements vides de la Moyenne Ville, des deux côtés de la rue, et en 1655 (Compte de la Ville) faire enlever les décombres qui empiétaient encore sur la voie publique.

Le 4 novembre 1644, Gabriel du Terrier s'adressa d'abord au Magistrat pour pouvoir construire une auberge dans la Moyenne Ville. Il songeait à la louer à Jean Adolphe Reinbold, et, en considération des services rendus à la population, s'attendait à ce qu'on lui cédât, à lui, la moitié des droits d'accise (*Umgelt*). « Depuis huit ans, disait-il, que je suis major, je n'ai pas encore reçu un liard de la ville » ! Cela devait être exact.

Cependant le magistrat lésina, et voulut prendre préalablement l'avis de M. de Wangen. Le 24 novembre, arriva une nouvelle proposition. Le major avait choisi, pour la construction projetée, la place en deçà du pont de l'hôpital, à droite, derrière le mur d'enceinte, ou, comme s'expriment les procès-verbaux, « l'emplacement, près du Zollthor, où s'était trouvé autrefois le parc de la ville appelé Thiergarten ».

Avant l'incendie ce terrain était surbâti. Ulrich Hoch, François Lux le tanneur, et Pierre Ritt le boulangier, y avaient eu leurs maisons. Il fallait encore au major, pour sa cour, une largeur de quelques pas, d'un terrain appartenant à la ville. Il réitéra, à cette occasion, ses doléances. Depuis 9 ans qu'il était major,

il n'avait reçu de la ville aucune gratification, contrairement à ce qui se passe partout ailleurs. Si on lui accorde sa demande, il saura se montrer reconnaissant. Le Magistrat fit la réflexion très juste, qu'il valait mieux avoir M. le major pour ami que pour ennemi, et le marché fut conclu. La maison ne tarda pas à s'élever. Elle existe encore, et porte sur un de ses linteaux le millésime 1645.

Madame de Birckenwald, qui avait encore donné en janvier 1651 le jour à un fils du nom de François-Paul, mourut, laissant deux filles en bas âge, Marie Françoise, et Sabine Richarde Françoise. Leur père se trouva embarrassé, pour l'éducation à leur donner, et les confia aux religieuses de Notre-Dame, en même temps qu'il cédait à celles-ci sa maison à Saverne.

Nous donnons ici la substance du contrat passé avec elles à Molsheim, le 20 septembre 1657, et ratifié le 25 septembre 1658, par le statthalter, le chancelier et les conseillers de Régence.

« Après la mort de leur mère, les deux fillettes (*Jungfräulein Döchter*), y est-il dit, ne pourront pas facilement recevoir une éducation conforme à leur naissance. La surveillance maternelle leur manque, et comme on habite un simple village de paysans, elles se trouveraient sans cesse en rapport avec une valetaille grossière, des domestiques et des servantes, dont les discours et la conduite ne pourraient leur être que préjudiciables. Elles apprendraient plus de mal que de bien.

Leur père préfère donc les confier à la Mère Supérieure et aux religieuses de Notre-Dame. Si elles demandaient plus tard à entrer dans l'ordre, il ne s'opposerait même, en rien, à leur vocation et leur fournirait la dot voulue.

Pour montrer son bon vouloir envers la communauté, dont l'action est si bienfaisante et la vie si pleine de bons exemples, il veut bien leur vendre sa maison située dans la Moyenne Ville, près du mur d'enceinte,

et construite, par lui, à neuf depuis les fondements, avec grange, écuries, jardinet et dépendances ».

Le prix convenu est de 3.000 florins (6.000 livres).

Si les deux jeunes filles doivent réellement rester au couvent, et y faire profession, ces 3.000 florins formeront leur dot du côté paternel et maternel (*väterliche und mütterliche Heimsteuer*).

Pour leur entrée ou leur vêture elles recevront de leur père, les meubles qu'il leur faudra, et le premier habit, mais à partir de ce moment, plus rien du tout.

Pendant tout le temps que durera leur éducation (*in Zeit sie noch weltlich instruiert werden*) et, le cas échéant, aussi pendant leur noviciat, elles seront complètement à la charge de la Mère Supérieure et du couvent.

A leur profession, elles renonceront, ainsi que le couvent lui-même, à tout héritage pouvant leur arriver de n'importe quel côté.

En toute éventualité, c'est-à-dire qu'elles veuillent entrer dans l'ordre, ou ne pas y entrer, elles seront instruites consciencieusement, d'après la méthode et le règlement des religieuses. Celles-ci les nourriront, les vêtiront, pourvoiront à tous leurs besoins, sans recours au père, et jusqu'à ce qu'elles arrivent à l'âge où elles pourront faire elles-mêmes le choix de leur état. Si elles restent dans le monde, on leur rendra à chacune mille florins, en quatre termes, chacun d'un an. S'il en meurt une avant le mariage, ou la profession, la moitié des 1000 florins qui lui revenaient, restera au couvent, l'autre moitié sera rendue au père ou à la famille, en 2 termes d'un an chacun.

Si la maison est détruite par le feu ou par une guerre, le couvent ne devra à M. de Birckenwald que 500 livres pour chacune de ses demoiselles.

Si le couvent est transféré, les religieuses emmèneront les deux pensionnaires avec elles.

M. de Birckenwald garde hypothèque sur la maison

et tous les biens appartenant au couvent. Ce contrat sera écrit sur parchemin en double expédition ».

Les archives départementales de Strasbourg n'en possèdent que le brouillon.

Fischer nomme parmi les supérieures du couvent de N.-D., *Marie-Anne d'Andlau*. Elle aurait été à la tête de la communauté en 1709. Comme il n'indique point de source, il nous a été impossible d'avoir d'autres détails sur cette religieuse. Elle devait être une tante ou une cousine des demoiselles de Birckenwald. Elle prit en tout cas le voile avant 1698, époque à partir de laquelle nous avons, comme on le verra plus tard, tous les noms des nouvelles professes.

Sabine Richarde Françoise du Terrier, née le 12 sept. 1649, épousa Charles Dupré de Dortal, lequel devint seigneur de Birckenwald après son beau-père. Il ne semble pas, que Marie Françoise de Birckenwald soit entrée en religion.

Le Magistrat fit quelques dépenses pour la première installation des religieuses. Le compte payé en partie pour elles en 1658 à Jean Henninger, menuisier, n'est pas détaillé. Il se montait en tout à 6 livres (allemandes) 14 Schill. 2 Pf., soit 26 l. 17 s.

Par contre nous possédons quelques autres indications plus précises. Le compte de la ville pour 1658 porte la dépense :

« Plus à maître Jean Justitius, maçon, pour une porte à percer et à placer dans le mur de la cour chez les religieuses établies dans la maison de M. le major, 15 schill ».

« Plus à M. André Panzer, menuisier, pour travaux de son métier chez les religieuses, dans la maison de M. le major, d'après la quittance N° 75, le tout commandé par M. de Wangen, avec ordre à l'ouvrier de se faire payer par la ville, 2 livres 8 schill. (9 l. 12 s.) ».

Ce N° 75 est ainsi conçu :

« 1658, février et mars. Travaux de menuiserie exécutés, sur ordre de M. de Wangen, par mes ouvriers,

chez les nouvelles religieuses, pour l'aménagement de la salle d'école et de la chapelle, à savoir :

23 février, un long prie-Dieu, pour y placer les livres pendant la prière, avec banquettes pour s'y agenouiller.

25 et 26, première grande table pour la salle de classe.

1 et 2 mars, bancs et tables.

Jeudi après les Cendres, et vendredi suivant, de même 12 mars, dans la salle de classe : rayons et bancs. Total 4 fl. 8 schill. (9 l. 12 s.) ».

II. Fondation.

Nous possédons dans nos papiers particuliers, une copie de l'acte de fondation du couvent. Comme cette pièce mérite une attention particulière, nous la transcrivons ici textuellement :

Copia foundationis religiosarum virginum ordinis Sanctæ Congregationis B. M. Virginis, a Reverendissimo et Serenissimo Archiduce Leopoldo Guiljelmo Episcopo Argentinensi, ex Dieuze in civitatem Tabernensem evocatarum et a Reverendmo ac Illustrissimo Francisco Egon stabilitarum ac fundatarum.

Nos Franciscus Egon, Dei gratia Episcopus Argentinensis, S. I. Romani Princeps, Landgravius Alsatiæ, Comes a Fürstenberg, ad perpetuam rei memoriam.

Quandoquidem pastoralis sollicitudo munusque nobis a Deo impositum exigat ut gregi nobis concredito, pretioso Christi sanguine redempto, pro viribus et quantum modernus rerum status permisit, debite prospiciamus, omnemque adhibeamus operam, ut oviculæ curæ nostræ commissæ, in fide orthodoxa morumque integritate ac christianis virtutibus imbuantur, foveantur et perficiantur, eumque in finem principaliter parvulis, cum lacte quasi materno, fides, pietas, cæteræque virtutes instillantur, ne aliquando coram divino tribunali negligentæ alicuius

argui possimus, ac si nobis incumbenti non satisfacissemus officio, —

Cum igitur Prædecessor noster Reverendus et Sermus Archidux Leopoldus Guilielmus, Episcopus Argentinensis, felicitis record., consensu et approbatione Venerabilium et Generosorum DD. Præpositi, Decani et Capituli Ecclesiæ nostræ Cathedralis Argentinensis, religiosas virgines ordinis Sanctæ Congregationis B. M. Virginis, ex Dieuze, in civitatem nostram Tabernensem, hunc in finem evocarit, ut juxta professionem et obligationem suam, in imbuenda in bonis moribus virtutibusque christianis juventute, diligendem navarent operam, —

Et quia dictæ virgines necessariis vitæ mediis necdum provisæ, ne ob eorum defectum impedirentur quomodus debitis functionibus satisfacere possent; idcirco, ob datum assiduæ et constantis diligentiae specimen, ab altememorato Prædecessore nostro, eis ad sex solum annos, è camera nostra, certum aliquid pro sustentatione subsidium assignatum fuit.

Nos proinde attendentes, quod dictæ religiosæ, juxta pium et laudabile suum institutum, a Sancta Sede apostolica approbatum, juventutem singulari cum fructu et utilitate, non minus christianis moribus quàm litteris, indefesso labore hucusque imbuerint, vestigiis antecessoris nostri inhærendum duximus, easdemque virgines, pro civitatis nostræ Tabernensis non exiguo bono, religionis catholicæ incremento, teneræ juventutis fructuosa educatione, in habitatione Tabernis nostris Alsaticis sita, ad quam jam ante receptæ, stabiliendas, confirmandas, et in quantum afflicta moderna rerum facies permisit dotandas, cum sequentibus conditionibus duximus :

1° Ut non Nos, neque Successores nostri, verum prædictæ religiosæ antedictam suam domum sartam tectam conservare, et non minus quam quartum aut sextum personarum numerum in ea sustentare obligatæ sint.

2° Ut officium divinum juxta ordinis suis regulas et salutare constitutiones diligenter peragant et servant,

horasque canonicas secundum ritum romanum legant, vel, ubi sufficientibus ad hoc personis, ecclesia, et monasterio cum clausura provisæ fuerint, content. Eundem ob finem, sacra missæ officia in capella SS. Trinitatis montis Hohbahr celebrari consueta, futuris temporibus, per sacerdotem a nobis determinandum, celebrabuntur in ecclesia seu capella huius monasterii.

3° Ut tenellam juventutem curæ earum concredendam, legendo, scribendo, aliisque fœmineum sexum decentibus exercitiis, juxta institutas sui ordinis regulas, prout ipsis eum in finem a Nobis seu Vicario Nostro in spiritualibus generali, vel consistoriis nostris ecclesiasticis, specialis, huic loco conveniens, instructio danda foret, assidue instruant, et in timore Dei educant.

4° Ut a nemine nisi Nobis, et Nostris successoribus, immediate dependeant, sed Nos Nostrosque successores, uti immediatos superiores suos agnoscant, eorumque soli jurisdictioni subsint.

5° Ut autem ea omnia melius præstare possint et valeant, cum consensu Capituli Cathedralis Ecclesiæ nostræ, Nos clementissime resolvimus, ipsis pro sustentatione sua hebdomadatim, e cameræ nostræ redditibus, in frumentis unum quartale, pro medietale triticum, pro altera siliginem; in vino, unam ohmam; in pecunia, præter medium florenum quem capitulum nostrum de suo contribuere se obligavit, alterum medium florenum, necnon unum plaustrum lignorum assignare, prout vigore harum assignamus.

In cuius rei evidens testimonium, pro nobis ac successoribus nostris, pontificale nostrum sigillum, quo ad eiusmodi negotia uti consuevimus, præsentibus litteris appendimus. Actum Tabernis Alsaticis, die prima mensis Octobris, anno post partum virgineum millesimo sexcentesimo sexagesimo tertio.

Et nos Franciscus Ernestus, Comes a Dorstweiler Chricking et Pittingen, Decanus, et Capitulum cathedralis ecclesiæ Argentinensis, antedictam foundationem consensu nostro approbamus et confirmamus, et in huius rei fidem

et testimonium, consuetum capituli nostri sigillum hisce appendi jussimus. Actum ut supra.

Ainsi les données de Grandidier, sur ce que l'évêque fournissait annuellement aux religieuses, sont exactes. Il devait pourtant ajouter, que la moitié des 104 livres en argent, garanties par la fondation, était donnée par le Chapitre.

Léopold d'Autriche avait accordé aux religieuses, conformément au vœu émis par son conseil à Molsheim, un secours seulement provisoire.

La distraction des messes du Haut-Barr se comprend d'elle-même, après la démolition du château en 1650. La chapelle, il est vrai, y était restée debout, mais elle devait être dans un triste état, puisqu'elle eut besoin, en 1668, d'être restaurée et bénite de nouveau par le curé Zwanger (Arch. paroiss.). Les fondations attribuées au couvent, devaient aider à en indemniser l'aumônier. L'entretien de ce dernier avait, ainsi qu'on l'a vu plus haut, déjà préoccupé les conseillers de Molsheim.

Les religieuses, cela résulte également du décret ci-dessus, n'avaient encore en 1663 ni clôture, ni église proprement dite.

Elles récitaient le bréviaire romain.

Nous possédons encore la partie du printemps, de celui d'Adélaïde Martinez, une des dernières religieuses.

On n'y trouve aucun office propre à la congrégation.

Une religieuse cependant y a inscrit plusieurs prières qu'on récitait dans la communauté, et que nous croyons, pour cela, devoir signaler ici. Ce sont d'abord les oraisons de S. Augustin et de S. Antoine ermite, avec une teneur différente de celle de nos bréviaires.

Les voici :

1. Deus qui beatum Augustinum ecclesiæ tuæ in exponendis sacræ scripturæ mysteriis doctorem optimum et electum antistitem providisti, da nobis quæsumus ejus semper et doctrinis institui et oratione fulciri,

Et : *Omnipotens, sempiterna Deus, qui gloriosum patrem nostrum Antonium variis tentationibus probatum, inter mundi hujus turbines illæsum transire fecisti, concede nobis famulis tuis, ut et præcloro ipsius in sancto professione proficiamus exemplo et a præsentis vitæ periculis, ejus meritis et intercessione liberemur.*

Tous les samedis, d'après une autre notice manuscrite, du même bréviaire, les religieuses avaient à dire, à moins qu'il n'y eût fête de première classe, l'antienne, également étrangère au rit romain : *O sæculi, solatrix sempiterna, — O divina regina fidei firmatrix, nos adjuva. — Ora pro nobis pia Jesum tuum filium, — Ut nobis auxilium ferat dulcis Maria.* Suivait le verset : *Ora pro nobis sancta Dei genitrix,* avec son répons, puis l'oraison *Concede*, celle pour le Roi, et une autre pour le couvent. Voici cette dernière : *Omnipotens, sempiterna Deus, aedificator et custos Jerusalem civitatis supernæ, ædifica et custodi locum istum cum habitatoribus suis, ut sit (in) eo domicilium stabilitatis et pacis.*

On ajoutait : *Et fidelium animæ* etc.

Chaque jour après Complies, on disait la prière *Inviolata* avec le verset *Ora probis* etc. L'oraison était : *Deus qui ecclesiam tuam varietate circumdatam diversis tibi famulantium ordinibus decorasti, exaudi nos pro universitate ordinis nostri suppliciter exorantes, ut intercessione B. Mariæ semper virginis et sancti Antonii abbatis, temporalibus non destituatur auxiliis et spiritalibus semper proficiat incrementis.*

On voit que le monastère se trouvait sous la protection spéciale de S. Antoine abbé.

(A suivre).

A. ADAM.

CHRONIQUE BELFORTAINE

PAR

l'abbé SCHULER

(SUITE)¹

Religion.

L'innocence et la pureté des mœurs qui, dans les anciens temps, régnaient universellement à Belfort, étaient nourries et soutenues par un attachement sincère à la religion, par une fidélité constante à ses enseignements, à ses lois, à ses usages et à ses pratiques. Plus on remonte à l'antiquité de Belfort et plus on trouve des vestiges de la piété qui éclatait alors parmi ses habitants.

Pour faire voir à mon lecteur compatriote que je ne hasarde pas l'éloge que je fais ici du vieux temps de notre patrie, je les renvoie à des sources respectables où il pourra lui-même puiser (s'il le veut) des témoignages irrécusables de la religion de nos anciens. Qu'il ouvre les archives de la ville, celles de sa ci-devant collégiale, qu'il consulte encore celles de l'hôpital des Bourgeois ; il trouvera dans tous ces dépôts civils des preuves bien convaincantes de la piété que respiraient nos anciens concitoyens, je veux dire qu'il trouvera des dispositions testamentaires exprimées avec tous les

1. Voir la livraison de mars-avril.

sentiments de la foi et de l'espérance chrétienne ; il trouvera des donations faites dans les vues de la charité la plus pure, soit pour la nourriture des pauvres, soit pour le secours des malades, soit pour le soulagement des pauvres ; il trouvera des fondations de toute espèce qui, toutes, intéressent le culte de Dieu, l'honneur de la religion, la pompe du service divin, la solennité du sacrifice et l'adoration du sacrement de l'autel ; je demande, si tout cela ne prouve pas que nos anciens compatriotes étaient animés du zèle le plus religieux.

Mais sans recourir aux sources que je viens de nommer, Belfort présente, sur sa place, un monument célèbre qui atteste, aux yeux des voyageurs, la religion de ses habitants : c'est la construction de sa superbe église paroissiale. Qui a pu faire sortir de terre (si j'ose parler ainsi) un bâtiment si magnifique, si ce n'est pas la piété sincère ? Oui, c'est elle et elle seulement qui a su faire jouer tous les ressorts de la richesse et de l'art pour consacrer à Dieu un temple où l'on peut dire que l'architecture et la sculpture semblent vouloir se disputer la préférence.

Avant l'élévation de ce bel édifice, qu'on a le regret de ne pas voir achevé, Belfort avait, aux pieds de son château, une église qui n'était pas assez grande pour la population actuelle et qui, d'ailleurs, était fort obscure et fort caduque. La ville aurait pu se bâtir une nouvelle église à moindres frais, mais la religion de ses habitants n'eut pas été satisfaite, et, aujourd'hui, l'étranger admire une église d'un bon goût et qui offre à ses yeux autant d'art que de majesté. Pour moi, quand, depuis la place d'armes, je contemplais le frontispice de ce beau temple, quand je portais mes yeux sur la tour qui n'est encore élevée qu'à la moitié de sa hauteur, je me rappelais aussitôt que l'architecte qui en avait exécuté le plan, était l'auteur de mes jours ; je me rappelais les dangers effrayants qu'il y avait souvent encourus et je frissonnais encore au souvenir d'une chute qu'il y avait faite d'une hauteur prodigieuse où,

sans la main de Dieu qui le soutint dans les airs, ses membres auraient été ramassés entièrement moulus.

L'étranger qui contemple aujourd'hui l'église paroissiale de Belfort, s'étonne qu'une si petite ville ait une église si dispendieuse ; il y en a même qui l'ont trouvée trop belle et ont blâmé la richesse de sa corniche en dehors et l'ont trouvée trop chargée de sculpture. Hé ! qu'auraient-ils dit, si les deux tours avaient été bâties selon le beau plan que j'ai souvent vu dans les mains de feu mon père et que la Révolution m'a fait perdre avec mes biens.

Mais pour revenir à l'éloge que je fais ici, dans ce chapitre, de la religion de mes anciens compatriotes, je pourrais, de plus, citer une tradition orale qui retentissait encore dans ma jeunesse au milieu de ma patrie et qui m'apprenait que les antiques habitants de Belfort avaient même la vie la plus chrétienne et la plus édifiante. Je me rappelle, en effet, que des personnes âgées et dignes de foi m'en racontaient les vertus les plus exemplaires, et, pour preuve de la sincérité de leur récit, ils m'en citaient le nom, la famille, l'état, la condition et la demeure. Ce règne de religion et de piété qui a signalé nos anciens concitoyens a passé pendant plusieurs siècles de famille en famille et a produit quantité de fervents chrétiens dont la mort édifiante a laissé dans l'esprit de la postérité une sorte de certitude qu'ils jouissent tous, dans l'éternité, de la gloire promise aux vrais saints.

Mais quand je ne raconterais que ce que j'ai vu dans ma jeunesse (j'entends une jeunesse capable de remarques et de réflexions), j'en aurais plus qu'il ne m'en faut pour édifier mon lecteur et l'exciter à admirer, à estimer et à chérir la religion de nos communs ancêtres. Oui, j'ai vu, autrefois, parmi mes concitoyens des hommes animés de la piété la plus chrétienne, remplir fidèlement tous les devoirs de la religion et toutes les pratiques du christianisme et en donner ouvertement l'exemple à leurs familles, j'ai vu que la prière du soir et du matin

se faisait en commun dans les maisons bourgeoises : parents, enfants et domestiques, tout était à genoux. Le petit nourrisson lui-même essayait dans les bras de sa mère de bégayer la prière qu'il entendait faire ; j'ai vu l'usage de l'eau bénite régner dans les familles et les pères donnaient, deux fois le jour, avec cette eau, la bénédiction à leurs enfants ; j'ai vu les fêtes et les dimanches l'église jonchée de paroissiens assistant à la solennité du sacrifice et à l'instruction du prône. Ce pieux concours était alors un spectacle d'édification auquel la présence de la magistrature donnait de la pompe et de l'éclat. J'ai vu les jours d'abstinence et de jeûne observés avec une scrupuleuse exactitude, même aux tables des aubergistes et des cabaretiers. On ne voyait pas alors ces repas de sensualité où le gras et le maigre offrent, de concert, leur attrayante séduction, où le brochet et la truite se trouvent, sur une même table, associés au chapon et au gibier. Aux jours dont je parle ici, toutes les familles se privaient de viande et tous les mets étaient cuits au beurre et à l'eau ; loin de manger de la chair, on sollicitait humblement la permission d'user d'œufs et de lait ; chacun jeûnait selon ses forces et les mères apprenaient à leurs enfants à s'abstenir de manger quelques petites heures du jour ; j'ai vu, les veilles des dimanches et des fêtes, les paroissiens environner le tribunal de la pénitence, et, le lendemain, la table sainte. Dans ces temps de piété, le devoir pascal était exactement rempli par tous les états : le Magistrat, en corps, communiait en grand costume avec le clergé. Dans tous les temps, on fréquentait les offices avec la même assiduité ; les assemblées chrétiennes étaient toujours nombreuses. J'ai vu, dans les jours d'une grâce et d'une bénédiction toutes spéciales, tels que sont les semaines saintes, les missions, les jubilés, etc, toutes les familles s'animer par une émulation réciproque à entendre la parole de Dieu, à se sanctifier par la réception des sacrements et par l'exercice des œuvres de la piété la plus édifiante.

Le chant, surtout dans l'ancienne église, était toujours harmonieux; je dis surtout dans la vieille église, parce que le chœur était fort vaste; les hommes y entraient plus librement et en plus grand nombre qu'ils ne le font dans la nouvelle, et, alors, unissant leurs voix à celles des chanoines et du clergé, il en résultait un chant vigoureux et une forte mélodie qui excitaient à la piété et faisaient aimer l'office divin.

Mais c'était au jour d'une procession ou d'une fête portant le caractère d'une solennité toute particulière que la religion et la piété des habitants de ma patrie éclataient dans toute leur pompe et leur ferveur. Je ne veux rien dire ici de la procession annuelle de la Fête-Dieu qui, dans tous les temps, a offert le spectacle d'une émulation religieuse pour tous les âges, les sexes et les états. Je veux seulement continuer de raconter ce que j'ai vu d'édifiant et de religieux dans ma patrie au temps de ma petite jeunesse, et déjà il me vient encore à l'esprit cette procession célèbre où le plus auguste de nos sacrements fut solennellement transporté de la vieille église dans la nouvelle collégiale qui offrait tous les charmes d'une neuve et brillante architecture. Concours, chant, musique, clergé, ornements, pompe, cérémonies, rien ne manqua alors. Cette solennité, qui s'est toujours gravée dans ma mémoire, n'eut pas satisfait la religion de mes concitoyens, si elle s'était terminée le même jour, mais elle fut continuée pendant huit jours, où la voix éloquente des prédicateurs et les cérémonies augustes du saint sacrifice donnèrent le spectacle de la plus joyeuse et de la plus édifiante dédicace.

Et pour finir enfin l'histoire de cette édification personnelle que me donna, dans ma jeunesse, la piété de mes compatriotes, j'ajouterai le récit d'une fête pompeuse que j'ai encore vue à Belfort dans mon enfance; elle fut occasionnée par la canonisation d'un nouveau saint de l'ordre de Saint-François, que le Magistrat, de concert avec les habitants, fit célébrer dans l'église des

Capucins avec toute la solennité que pouvait inspirer la foi et la religion la plus vive. Voilà comment, depuis nos ancêtres les plus reculés jusqu'aux temps dont je fais mention dans mon histoire, on a vu à Belfort une succession de christianisme et de piété qui a toujours été exemplaire et remarquable dans tous les âges et les états de mes concitoyens.

J'avoue que la religion que je viens de vanter avec justice et vérité dans les anciens temps de ma patrie, a diminué au temps où j'écris : c'est l'effet déplorable des troubles et des orages qui ont éclaté, en France, il y a bien des années déjà. Ces troubles avaient, par une malheureuse fatalité, amené l'irreligion et l'impiété dans les murs de Belfort. On élevait alors des autels profanes dans les rues; on promenait sur des chars des déesses de volupté qu'on appelait déesses de raison; on renversait les autels, on brûlait les statues, les images et les confessionnaux, on élevait dans l'église des trophées du paganisme et on outrageait ouvertement le sacerdoce dans les ministres de la religion. Ces désordres, il est vrai, régnaient dans toutes les autres villes, et aujourd'hui la France désire bien sincèrement que jamais ils ne fussent arrivés. Belfort ne tarda pas, sous un règne plus pacifique, de bannir les excès sacrilèges de ses enceintes, et quand, après un exil de douze ans, auquel la Révolution avait condamné les évêques, les prêtres et les pasteurs, il me fut permis de revoir les murs de ma patrie, je remarquai bientôt que le zèle de mes concitoyens pour le rétablissement de la religion de Jésus-Christ avait fait les plus édifiants efforts pour détruire les monuments d'idolâtrie qu'on avait élevé au milieu du sanctuaire, pour y redresser les autels, les confessionnaux, rétablir la table sainte, les ornements et les vases sacrés que l'esprit de fureur avait détruit. Une piété unanime avait excité mes compatriotes à remettre l'église dans sa primitive splendeur. Tout y a été réparé, excepté le grillage du chœur qui était un chef-d'œuvre de l'art. Si l'orgue n'y fut pas ravagé,

c'est que dans ce temps d'impiété épidémique dont je parle, on se permettait d'y jouer des airs profanes qui excitaient à l'esprit d'anarchie. Mais ce que je remarquai bientôt dans ma patrie, lorsqu'elle reprit les sentiments anciens de sa religion, c'est que l'obéissance au chef de l'Eglise comme au vicaire de Jésus-Christ était toujours conservé dans le grand nombre de mes compatriotes. Effectivement, on doit à leur édifiante constance aujourd'hui la réparation de tous les dommages et de tous les scandales que l'église paroissiale avait souffert pendant dix années consécutives.

Dans ces temps malheureux, il s'était élevé à Belfort une église schismatique, mais c'était celle d'un petit nombre, et cette séduction qui dura fort peu de temps, finit par la réunion la plus édifiante et l'obéissance la plus exemplaire au vicaire de Jésus-Christ. Dieu n'avait permis cette courte dissension religieuse parmi mes compatriotes que pour donner, peu après, plus d'éclat à la foi catholique et à la sincère piété qui fit toujours le caractère du plus grand nombre des habitants de Belfort. On reprit donc alors, avec empressement, les sentiments de l'ancienne catholicité. Le pasteur légitime fut remis dans toute l'étendue de sa juridiction, les brebis égarées revinrent au vrai bercaïl, on prêcha la soumission au chef de l'Eglise universelle; on se réunit dans une même paroisse, on reçut les sacrements de la seule main qui devait les administrer. Tout Belfort se montra unanimement catholique. O heureuse faute ! qui produisit dans les murs de cette ville un spectacle bien touchant de piété et de religion. On vit alors l'église paroissiale pleine de paroissiens; le vrai pasteur monta à l'autel, et on entendit, avec acclamation, deux prêtres originaires de Belfort, orateurs estimables, qui excitèrent, par des discours éloquentes, les larmes, la componction et le regret.

Mais quoi qu'il en soit de ce schisme qui n'a eu qu'un règne éphémère, il en a été, de la foi catholique de Belfort, comme du soleil dont un nuage passager

couvre quelquefois une partie de ses rayons, ce nuage se dissipe bientôt et l'astre du jour reparait dans toute sa beauté et sa splendeur. Si donc l'unité catholique a souffert à Belfort quelque blessure, la foi dont elle fait aujourd'hui profession, n'a jamais eu la moindre altération dans ses dogmes. Depuis le commencement de son existence jusqu'au moment où j'écris, on n'a jamais entendu qu'aucune société opposée à sa catholicité y ait jamais apporté son culte et sa doctrine. L'habitant de Belfort fut toujours constamment catholique. Lors même que, dans le XVI^e siècle, la religion catholique fut étrangement ébranlée par la naissance du protestantisme, Belfort et tout le Sundgau qui l'avosine restèrent toujours fidèles à la catholicité. La doctrine luthérienne se répandit pourtant en Allemagne et en France ; elle gagna la Franche-Comté, elle vint s'établir à Montbéliard et dans les environs, c'est-à-dire jusqu'aux portes de Belfort, mais elle n'entra jamais dans ses murs ; la religion catholique demeura invulnérable dans cette ville et tout le pays sundgoyen, soumis autrefois à l'évêché de Bâle, professa toujours et professe encore aujourd'hui l'ancienne et indestructible religion des apôtres. Ce n'est pas qu'on n'ait quelquefois tenté d'y introduire la religion protestante ; on dit qu'à Belfort même, on y fit quelque essai. C'est une tradition orale que j'ai entendu moi-même dans ma patrie, que certain étranger voulant un jour prêcher sur la pierre à poisson¹ les nouveautés de Martin Luther, il en fut culbuté par les habitants. Depuis ce temps, la religion catholique y a toujours régné tranquillement et avec éclat.

Je dis avec éclat, car depuis que le service divin (il y a près d'un demi-siècle) fut solennellement transféré dans la superbe église neuve que la ville fit bâtir,

1. Le réformateur Farel était venu de Montbéliard prêcher la doctrine nouvelle aux habitants de Belfort. Il était monté sur la pierre à poisson qui se trouvait à côté de la Grande-Fontaine et qui a disparu il y a une quarantaine d'années.

toutes les belles cérémonies qu'on peut voir exercer dans un diocèse, on les vit autrefois exercées dans le chœur fort clair et fort élevé de cette église ; on y célébra avec la plus grande pompe les fêtes solennelles de l'année, et la collégiale de Belfort, il n'y a pas encore trente ans, ne le cédait en rien aux collégiales des plus grandes villes. C'est qu'en ce temps dont je parle, Belfort avait un chapitre composé, il est vrai, seulement de six chanoines, mais qui, joint avec le reste du clergé de la ville, était à même de donner aux cérémonies du culte divin l'appareil le plus édifiant. On voyait alors l'autel et le chœur environnés d'un grand nombre d'ecclésiastiques revêtus de riches ornements et propres à leurs fonctions de prêtres, de diacres, de sous-diacres, d'acolytes, et dans ces grands jours de religion, célébrant, ministres, enfants de chœur, tout offrait aux yeux du citoyen pieux le spectacle frappant du culte pompeux dont on honorait Dieu dans les fêtes principales de l'année.

Je dois ajouter ici que, parmi les chanoines qui composaient le chapitre dont je viens de parler, plusieurs se consacraient avec zèle et édification à la prédication, et Belfort peut se glorifier d'avoir vu dans son clergé des prêtres respectables qui avaient pris naissance dans ses murs et qui remplissaient les fonctions ecclésiastiques avec le plus grand éloge et la plus grande célébrité.

On se rappelle encore aujourd'hui la vie sainte et vraiment sacerdotale de feu M. Pierroq¹, curé de cette ville qui, pendant trente ans qu'il gouverna la paroisse, retraça la vie mortifiée d'un Jérôme et le zèle indomptable d'un Ambroise. Vit-on jamais dans aucune paroisse du diocèse une vigilance pastorale plus ferme, plus active et plus constante que la sienne ? Hélas ! c'est ce

1. L'abbé Félix Pierroq, né à Belfort en 1725, mort curé de cette ville en 1780. Il fut inhumé dans le cimetière du Valdoie, localité pourvue d'une église par les soins de ce saint prêtre.

même zèle qui l'exposa souvent aux maltraitements corporels et au danger même de sa vie. Aussi est-il mort dans une haute réputation de sainteté, et c'est cette réputation universelle qui porta ses paroissiens à multiplier son portrait, à se partager le cilice affreux qui avait couvert et déchiré son corps pendant toute sa vie.

Mœurs.

Ce serait ici le cas de faire la comparaison des anciennes mœurs de l'ancien temps avec celles des temps où nous vivons à ce moment. La simplicité est-elle bien le partage de nos concitoyens actuels ? Règne-t-elle sur leur table, dans leur habitation et dans leurs vêtements comme elle régnait autrefois ? Les mariages y sont-ils heureux ; les liens qui réunissent les deux époux ne se brisent-ils pas trop facilement ? La paix, la concorde, l'amitié, etc., règnent-elles encore ? L'avarice et la volupté n'ont-elles pas pris à Belfort un droit de bourgeoisie ? Est-il vrai que les villes voisines parlent de son libertinage ? La chasteté est-elle encore toujours la dot essentielle qu'on apporte dans les contrats de mariage ? Si on faisait toutes ces questions à un vieux concitoyen qui aurait vu quelque chose des anciennes mœurs, ne soupirerait-il pas sans répondre ? Hé bien, je n'y répondrai pas non plus. Mon lecteur compatriote le fera s'il le veut.

Danse.

La danse est l'expression corporelle de la gaité et de la folie ; c'est la nature elle-même qui en inspire le mouvement et la cadence ; elle se trouve dans toutes les nations, même les plus sauvages, mais la danse n'est pas la même partout ; elle est devenue l'objet d'un art

qui est fort recherché. Il s'est formé des maitres qui ont inventé de nouveaux mouvements du corps, et de là est venue cette multitude de danses méthodiques qui se sont successivement introduites sous différents noms et qui s'exécutent dans les bals ou autres assemblées de plaisir. La danse devint un exercice qu'on ne pouvait ignorer sans déshonneur ou ridicule ; le jeune homme ou la jeune personne qui n'apprenait pas à danser, passait pour un niais ou une niaise et la jeunesse commençait déjà à avoir trop d'amour-propre pour supporter cette chétive censure. Les parents le prirent donc sur le beau ton, ils appellèrent des maitres de danse à 6 livres par mois : c'était 4 sous par leçon. Vraiment, l'art de danser s'apprenait alors à bon marché ! Ces maitres, dont on ambitionnait alors les instructions, enseignaient à faire serviteur et servante avec méthode et avec grâce, à bien tenir les pieds en dehors, les épaules effacées, la poitrine en avant, à former des pas, à faire des entrechats. Jusque-là, on ne s'était jamais fait un déshonneur d'ignorer ces élégances corporelles ; les saluts et les révérences qu'on faisait auparavant, quoique sans art et sans recherche, étaient plus sincères, parce qu'ils étaient plus naturels. On ne savait alors, comme danse, que le menuet ou l'allemande ; mais tout à coup on entendit parler, dans notre bonne patrie, de contredanses, de passe-pieds, de chaconos et de sarabandes. Les grand'mères s'étonnaient de ces nouveaux termes de danse et elles demandaient à leurs gendres ce que c'était. Mais petit à petit, les enfants, au gré des parents, s'apprivoisèrent avec ces nouvelles danses, et, à la fin, le goût de danser des danses de plusieurs nouveaux genres entra dans toutes les familles. On n'entendit plus, à Belfort, que des airs de violon et des sauts cadencés dans presque toutes les maisons. Tel jeune homme qui, auparavant, avait la marche un peu lourde, commençait à marcher sur la pointe de ses pieds ; telle jeune personne qui baissait la tête et les yeux, commença à porter le nez au vent, à élever

ses regards et fixer les visages ! Avec l'art de danser s'introduisit la passion de mettre les leçons de danse en pratique ; on désira les bals et ils devinrent très fréquentés. Les parents y amenaient avec ambition leurs filles. On vit alors à Belfort des danseurs et des danseuses et quantité d'élèves de maîtres de danse dans toutes les classes de citoyens, et cette affluence de gens, même de petite condition, se retrouve encore aujourd'hui chaque fois qu'il se donne un bal. Lecteur qui habitez Belfort, voyez-vous cette jeune lessiveuse qui bat le linge sur le lavoir du canal ou sur les bords de la Savoureuse, attendez jusqu'au premier bal qui se donnera et vous verrez cette fille parfaitement instruite de tous les genres de danse introduits dans notre siècle. Car c'est ainsi qu'avec le temps notre patrie s'est perfectionnée dans le goût et dans la variété des danses.

Mais je n'ai pas encore tout dit sur ce divertissement. En voici bien d'un autre goût. Tout ce qu'on avait appris auparavant en fait de danse, même vive et légère, ne serait plus propre aujourd'hui qu'à endormir la jeunesse ; le menuet surtout est devenu une danse trop froide, autant vaudrait-il prendre de l'opium que de le danser. Comme la jeunesse de nos jours a plus de feu, dit-on, qu'elle en avait, il y a cinquante ans, il lui faut des danses plus rapides et plus violentes et c'est aussi à Belfort qu'elles se trouvent. On y voit des groupes de danseurs et de danseuses se tortiller avec la légèreté des ombres chinoises, voltiger d'un bout de la salle à l'autre avec la rapidité des ailes d'un moulin à vent et piroïter longtemps en l'air avant que d'avoir seulement une fois touché la terre du bout des pieds. Cela s'appelle-t-il danser ? Non, puisque pareils mouvements ne tiennent que du vol et qu'on est plus souvent en l'air que sur le plancher d'une salle. Ce sont des agitations violentes qui échauffent le sang jusqu'au danger de la pleurésie et font suer jusqu'au péril de la pulmonie et quelquefois, à une jeune personne,

sont capables de causer une pamoison semblable à celle des carpes qui manquent d'eau. De tout temps, on a regardé la danse comme l'accès d'une gaité folle, mais il faut dire aujourd'hui qu'elle est l'accès d'une rage épidémique.

N'importe, ces sortes de danses plaisent à la jeunesse, on a beau en critiquer les tourbillons, elle n'écoute ici que l'impétuosité de son âge. Hé bien, je ne veux plus parler de sa maladie, puisqu'elle est incurable. Dansez donc, jeunes gens, dansez vos danses convulsives, mais sachez que la mort en rit.

Musique.

Le goût de la musique ne date pas de bien loin à Belfort ; encore au milieu du XVIII^e siècle, notre patrie n'avait que des chétifs ménétriers ; on n'entendait alors ni basson, ni clarinette, ni cor ; une vieille basse, un méchant hautbois, un mauvais violon faisaient, il y a cinquante ans, tout l'orchestre de Belfort. Si cependant à quelque jour de fête ou à quelque autre solennité, on voulait encore une musique un peu plus sonore, on ne pouvait alors trouver que ces trois instruments que je viens de nommer. C'était un potier, un portefaix et un aveugle qui les jouaient, en se faisant bien payer. La musique de ces trois hommes n'avait rien de recherché ; tous trois avaient le mérite de jouer, par cœur, des airs de l'ancien temps, des vieux menuets, des contredanses surannées. Nos ancêtres n'étaient pas difficiles pour la musique ; à une noce ou dans quelqu'autre société de danse, on se contentait souvent d'un seul joueur, sans jamais mesurer l'étendue de son habilité. S'il jouait du violon, on souffrait qu'il jouât avec un archet gras sur un violon fendu qui n'avait pas toujours toutes ses cordes ; s'il jouait de la basse, on ne lui faisait pas un crime d'en frotter quelquefois même derrière le chevalet ; s'il jouait du hautbois, il avait l'avantage

de faire des faux tons sans nuire à son salaire. Du reste, on n'exigeait du joueur qu'une mesure exacte pour danser en cadence, et quelque pitoyable qu'était son jeu, il était aussi bien payé que s'il avait été le premier musicien de l'orchestre de Strasbourg.

Parmi ces antiques et chétifs ménétriers de Belfort, je viens d'en indiquer un qui était aveugle-né; il était pourtant le coryphée de nos musiciens. C'était de son mauvais violon que sortait l'âme de presque toutes les danses, et tout pauvre joueur qu'il était, il vivait commodément de son archet. On lui savait bon gré quand, à un jour de patron ou à celui d'une année, il venait sous les fenêtres d'un citoyen jouer, par réjouissance, l'air trivial de *Dragon pour boire* ou celui de *Berg-op-som, je te viens voir*, et quand son art était épuisé (ce qui ne durait pas longtemps) au bout duquel il exprimait alors, à haute voix, son compliment de félicitation plus trivial encore que sa musique, et, du même jour, sa chétive sérénade lui était grassement payée.

Il ne fallait donc pas dans le temps dont je parle ici chercher à Belfort un maître de musique; au fond, on n'en avait pas besoin. Il n'était pas encore venu en idée aux parents de faire apprendre cet art à leurs enfants; dans cet ancien âge, on était fort économe; on ne s'occupait que de l'utile. Un violon de Mirecourt eut paru trop cher et le talent de jouer d'un instrument passait pour frivole. On était donc bien éloigné alors de faire venir de Paris, comme on l'a fait par après, des fortepianos de vingt-cinq louis pour faire toucher des allegros à nos jeunes compatriotes. Nos ancêtres croyaient communément qu'un argent dépensé pour les aisances et les commodités du ménage était mieux employé qu'à faire retentir un poêle¹ du son d'un violon ou d'une épinette. C'est que le goût de la musique

1. Chambre principale d'un appartement où la famille se tenait ordinairement.

ne s'était pas encore exprimé dans notre patrie, et les plus belles sonates de Pleyel eussent été trouvées fort insipides. Mais voici encore d'autres raisons que nos ancêtres alléguaient pour ne pas faire apprendre la musique aux jeunes gens : c'est une dépense bien inutile, disait le grand-père, d'apprendre à un garçon à jouer du violon sous prétexte qu'il aurait alors un agréable passe-temps ! N'en peut-il pas avoir d'autres qui ne lui coûteraient rien. A la bonne heure, disait le père, s'il devait y gagner sa vie ; mais quel honneur fera-t-il à sa famille d'être un ménétrier ! A quoi bon, disait aussi la mère, faire apprendre à ma fille à toucher du clavecin ; quand elle sera mariée, elle oubliera ce qu'elle a appris et les cris de ses enfants seront plus forts que les sons de son épinette. La grand'mère, à son tour, n'entendait pas volontiers qu'on voulut faire chanter sa petite-fille en musique ; qu'a-t-elle besoin de maître, n'a-t-elle pas son livre de cantique ; les airs et les sujets qui s'y trouvent ne valent-ils pas mieux que toutes ces arriettes d'amour qu'on lui ferait chanter ?

Ces raisons qui n'étaient pas sans solidité, avaient ce bon effet, que, dans les familles, un garçon ou une fille ne perdait pas son temps à une musique qui, souvent, n'aboutissait à rien, et ne s'occupaient qu'à des choses essentielles ; les parents épargnaient par là un gros écu par mois.

Mais on a pensé bien différemment dans les âges suivants ; la musique est devenue le talent à la mode et l'amusement de bon ton. Quand le goût s'en manifesta à Belfort, on prétendit que la musique était d'un grand avantage pour la jeunesse à qui ce talent agréable attirait l'estime, la bienveillance et l'applaudissement des sociétés. Cette manière de penser qui avait déjà quatre siècles de retard, attira dans notre patrie des maîtres de toute espèce. Jusque-là, on n'avait entendu à Belfort que des violons et des guitares assez pauvrement joués ; mais quand la musique y passa en mode, on vit alors dans les familles aisées des clavecins de

grand prix. C'était sous les doigts des jeunes personnes qu'on commença à mettre ces grands instruments, appelés forte-pianos, instruments coûteux qui, dans les premières années de leur invention, coûtaient vingt-cinq louis. Mais les parents, follement épris du beau talent de la musique, les sacrifiaient sans délibération dans l'espoir de faire, de leurs filles, des musiciennes. Ils semblaient croire que plus un instrument était cher et plus leurs enfants devaient avoir des dispositions pour le bien jouer. Grand nombre de jeunes gens apprirent effectivement à jouer des instruments, mais ce n'était guère que par manie ou par oisiveté, ou parce que c'était alors le bon ton ; du reste la plupart jouait sans avoir des dispositions à bien jouer ; ils jouaient sans goût, sans oreille, sans mesure et sans justesse et, après plusieurs années où l'on avait payé un maître de musique trop cher pour le succès, la jeunesse s'ennuyait de jouer et elle oubliait enfin ce qu'elle avait appris à prix d'argent.

Il me vient, à ce moment, à l'esprit une aventure sur les instruments que la mode avait amenés à Belfort, il y a quarante ans, et je ne peux même m'empêcher de la raconter : tout à l'heure, je disais que les forte-pianos de 600 livres étaient devenus très en vogue dans notre patrie. Tout à coup, il prit fantaisie à quantité de jeunes personnes de quitter leurs clavecins pour apprendre à pincer de la harpe ; le clavecin ne plaisait plus à ces volages ; on ne voulait plus que la harpe, mais il fallait que cette harpe fût bien dorée et qu'elle eut des pédales. On la commandait à Paris et elle arrivait à grands frais. C'était une fierté pour une demoiselle de Belfort quand elle pouvait dire à ses amies : ma harpe coûte 25 louis. Aussi était-ce toujours la première question que les jeunes personnes faisaient entre elles au premier abord de la société : « Mademoiselle, pincez-vous de la harpe ? » Celle qui disait qu'elle n'en pinçait pas, était accueillie d'un ris moqueur. C'est qu'alors il régnait, depuis un an, une épidémie de

harpes qui gagnait peu à peu bien des familles, et cette maladie était du bon ton ; toute jeune personne huppée avait sa harpe et quand on se rendait visite, la servante ne disait plus comme chez nos anciens : Mademoiselle travaille, mais elle disait : elle pince de la harpe ! La harpe était donc l'idole du jeune sexe féminin, dont l'éducation devait avoir quelque chose de distingué. Mais qu'arriva-t-il un jour ? Un petit malheur qui affligea quelques-uns et fit rire quelques autres, mais ce malheur eut l'effet de faire maudire les harpes et de congédier, dans une matinée, tous les maîtres qui enseignaient cet instrument. Voici le fait.

Une jeune personne qui jouait de la harpe, parce que c'en était la mode, devint contrefaite : on s'aperçut qu'elle avait une épaule plus haute que l'autre. O ciel ! jamais tel accident ! grand trouble dans la famille ! grand effroi chez la jeune personne elle-même ; sa mère et sa grand'mère en étaient inconsolables ! On voulut savoir la cause de cette difformité, et on crut bientôt l'avoir trouvée. On donna pour raison que la demoiselle pinçant de la harpe depuis quelques années, avait pris en pinçant une position forcée qui avait insensiblement dérangé l'ordre et la symétrie de sa construction corporelle. Cette raison parut vraisemblable à beaucoup de gens. Le bruit s'en répandit dans la ville ; toutes les joueuses de harpe en furent allarmées, aucune ne voulut avoir une épaule plus haute que l'autre, toutes abandonnèrent le nuisible instrument et les maîtres qui tenaient déjà en poche quelques cent francs pour des leçons qu'on disait maintenant être meurtrières, furent congédiés avec précipitation. Aussi quand on demandait à une joueuse de harpe pourquoi elle n'en pinçait plus : « N'est-ce pas, répondait-elle, que pour le plaisir de pincer la harpe, je me rendrai bossue ? Fi ! de la harpe, si elle doit me donner une épaule plus haute que l'autre ! »

Avait-on donc besoin d'un semblable inconvénient pour dégouter, à Belfort, les jeunes personnes de leur

instrument ? Non, lecteur compatriote, elles s'en seraient dégoûté elles-mêmes tôt ou tard sans autre raison que celle de l'inconstance et de la légèreté. J'en dis de même des jeunes gens qui avaient appris à jouer de la flûte traversière ou du violon ; on les a vus et on les voit encore tous les jours quitter, par caprice, leurs instruments, en négliger les leçons, en abandonner l'exercice et oublier enfin ce qu'ils avaient appris au prix d'un gros argent que leurs parents eussent bien voulu, par après, retrouver dans leur bourse. Hé bien, c'est précisément cet inconvénient même que nos ancêtres avaient prévu, et ils ont gagné sans peine ce que des maîtres de musique auraient gagné sans succès. Pour éviter donc cet inconvénient à l'avenir, il serait à désirer que les parents ne fissent pas apprendre d'instrument à leurs enfants, à moins que d'avoir aperçu en eux une grande inclination et beaucoup de disposition pour la musique, de manière à faire espérer qu'ils y feront des progrès et s'y rendront habiles ; car, n'apprendre un instrument qu'autant qu'il en faut pour faire danser dans une société, serait bien ridicule d'avoir donné plusieurs années de suite 12 livres par mois pour un si chétif succès.

Cependant, il faut que je fasse ici l'avou qu'aujourd'hui le goût de la musique règne assez louablement dans les enceintes de notre patrie. Elle a (je parle pour le moment où j'écris) un orchestre composé d'amateurs à qui on ne peut refuser de l'habileté. La jeunesse s'applique, avec succès, à jouer de différents instruments. C'est une chose assez ordinaire d'entendre à Belfort des concerts très bien exécutés. Voilà comment il a fallu un siècle pour faire naître à Belfort un de ces beaux arts qui fait l'agrément de la société et que cette ville avait pourtant ignoré pendant plus de 400 ans.

Comédie.

Les jeux de théâtre sont communément le partage des grandes villes, mais le goût de ce divertissement est universel et il ne tient pas aux petites villes d'avoir aussi leur théâtre propre et leurs comédiens ordinaires.

Belfort a le mérite, à l'exemple de Genève, d'être resté longtemps sans avoir de théâtre dans ses murs et jamais on ne l'entendit se plaindre de la privation des spectacles. Quoique son élévation à une ville de guerre eut anéanti son ancienne et chétive qualité de petit bourg, la sévérité de ses premières mœurs régna encore longtemps parmi ses habitants et les tint dans l'éloignement des jeux de théâtre. Ce n'est pas qu'il ne se soit joué quelque fois des pièces de comédie sur sa grande place ; c'étaient des farceurs passagers dont les grotesques personnages amusaient le peuple pendant quelques jours. Mais la comédie dont je veux parler ici est d'une espèce plus noble que le jeu des opérateurs et vendeurs d'orviétan, et je répète encore que pendant plusieurs siècles Belfort ne pensa point à s'approprier un théâtre et des acteurs et qu'il se passa de ce divertissement sous aucune peine ; la comédie n'était pas pour lui, comme pour bien d'autres villes, un besoin d'amuser l'oisiveté de ses habitants.

Cependant les mœurs changent avec le temps, parce qu'on prend insensiblement une nouvelle manière de penser plus ou moins bonne. Belfort changea donc aussi et aujourd'hui les jeux de théâtre sont le grand goût de cette petite capitale. Voici comment, petit à petit, le goût a gagné nos citoyens. Un certain grammairien ou maître de l'école latine, essaya, vers le milieu du XVIII^e siècle, de faire monter sur le théâtre les écoliers de sa rhétorique ; il en choisit bien les acteurs et il les fit dresser par un de nos célèbres avocats qui ne perdit pas ses peines. Ce fut à l'arsenal qu'on dressa le

théâtre sur lequel ce maître voulut produire ses élèves et la comédie des *Plaideurs* s'y joua avec le plus grand succès. Je ferai seulement ici en passant une remarque : c'est que ce même maître en faisant jouer ses écoliers n'imita pas la conduite très sage que tenaient, de son temps, les Jésuites lorsqu'ils faisaient jouer des comédies dans leurs collèges. Ces pères, toujours louablement inquiets sur les mœurs de leurs écoliers, ne faisaient jamais paraître les deux sexes sur le théâtre ; les jeunes gens ne s'habillaient jamais ni en filles, ni en femmes. Les rôles de ce sexe étaient changés en rôle d'hommes ou de garçons et la pièce ne perdait rien de son mérite. Mais le maître latiniste de Belfort ne prit pas tant de précautions dans la comédie des *Plaideurs* qu'il fit représenter par sa jeunesse latine. On y vit un rôle de femme joué par un écolier qui, travesti sous les vêtements d'une comtesse, contrefit toutes les manières et les affectations féminines avec le plus grand naturel.

Le succès de la pièce des *Plaideurs* retentit longtemps dans les sociétés de Belfort et on y parla souvent de *Perrin Dandin* et de la *comtesse de Pimbèche*. Peut-être sont-ce ces éloges réitérés des écoliers comédiens qui firent naître, après quelques années, le projet de faire monter aussi sur le théâtre, les écolières de la ville à leur tour et on crut qu'elles pouvaient en avoir le talent, aussi bien que les garçons. On ne se trompa pas ; nos jeunes compatriotes, se trouvant flattées de l'opinion qu'on avait d'elles, acceptèrent sans hésiter la proposition qui leur en fut faite, et elles se montrèrent bien disposées à jouer leur rôle ; il ne s'agissait donc plus que de choisir une bonne comédie. Le lecteur pensera peut-être ici que celle des *Femmes savantes* ou des *Précieuses ridicules* de Molière eussent été bien choisies. On crut au contraire (et j'applaudis à cette idée) que la modestie et la décence si convenables au sexe féminin, pouvaient être blessés en faisant monter de jeunes personnes sur le théâtre pour faire rire le public. Pour écarter cet inconvénient, on choisit une

tragédie édifiante, et la pièce fut jouée avec applaudissement.

Mais la comédie qu'avait jouée les écoliers de l'école latine ne fut pas la dernière. Quelques années après, ils en jouèrent encore une autre, pour laquelle on dressa un nouveau théâtre dans le grand bâtiment¹. Nouvelle foule de spectateurs qui accoururent à ce jeu, car c'est partout qu'on se plait à voir des jeunes gens s'évertuer sur un théâtre, et nos jeunes compatriotes s'attirèrent encore beaucoup d'applaudissements dans cette seconde pièce. C'est ainsi, lecteur, que, peu à peu, le goût de monter sur un théâtre gagna la jeunesse de notre patrie, et ce goût fut encore secondé par le successeur du maître de latin dont j'ai parlé : il avait la même inclination que son prédécesseur de faire jouer la comédie à ses écoliers. Plusieurs fois, il fit dresser un théâtre dans le bâtiment où se tient aujourd'hui la sous-préfecture² et c'est là qu'il produisit à son tour le talent qu'avait sa jeunesse latine pour le comique.

Mais Belfort avait alors changé de pasteur. Celui qui gouvernait en ce temps la paroisse était un homme d'une éminente vertu qui veillait avec sévérité sur les mœurs de la jeunesse.

Ses principes sur les spectacles étaient rigoureux ; il blâma les jeux de théâtre qu'on faisait exercer aux jeunes écoliers, soit parce qu'ils y jouaient des rôles en costume féminin, soit parce que la comédie faisait perdre beaucoup de temps aux jeunes acteurs et les jetait dans une grande dissipation qui nuisait à leurs études. Quoiqu'il en soit, ce pasteur dont on révère encore la mémoire crut que les jeux de théâtre auxquels on appliquait la jeunesse écolière lui étaient désavantageux, employa toute la force de son autorité et

1. Ancien magasin aux vivres, plus tard halle aux blés, actuellement maison Grosborne sur la Place d'Armes.

2. Ecole normale actuelle.

toute la conviction de ses remontrances pour abolir (au moins parmi elle) ces sortes de jeux. Il serait téméraire de blâmer sa conduite. Il n'était pas le seul qui fût d'une opinion si rigoureuse, touchant les jeux de théâtre exercés par la jeunesse. Il pensait même comme on pensa partout après le changement que subirent les collèges vers la fin du XVIII^e siècle, et il est remarquable qu'en France comme en Allemagne, on s'est accordé à ne plus donner de comédie dans aucun collège comme c'en avait été la coutume auparavant, chaque année, à la distribution des prix.

Il se passa donc à Belfort bien des années sans qu'on y vit jouer aucune pièce par les jeunes étudiants; mais le goût pour le théâtre ne s'éteignit pas pour cela dans notre patrie. Ce goût reprit tout à coup plus fortement que jamais; il vint une époque où mes compatriotes se livrèrent à ce divertissement, avec une sorte de passion, plusieurs années de suite. Ce fut quand l'ordre et la tranquillité eurent succédé aux fatalités monstrueuses de la Révolution. Belfort avait alors la musique de sa garde nationale, il en fit l'orchestre de ces bals et bientôt celui de son théâtre qu'il érigea dans sa maison commune¹ et il ne fut pas difficile de trouver des acteurs et des actrices : c'étaient nos concitoyens et concitoyennes qui offrirent ici leurs talents, et les jours spécialement consacrés à la religion, devinrent des jours ordinaires de comédie. On courut donc de toutes les classes de la ville à ce nouveau théâtre dont les acteurs et actrices rendaient les jeux spécialement intéressants : la salle de spectacle était exactement foulée de spectateurs et de spectatrices. Bien des petits gens trouvaient un argent suffisant pour payer leur entrée. On jouait avec émulation et dans toutes les sociétés de notre patrie, on louait l'habileté de nos acteurs et actrices compatriotes. Monsieur N. disait-on, fait bien le valet;

1. Le théâtre, aménagé dans une des ailes de l'hôtel de ville fut incendié pendant le bombardement de 1870-71.

mademoiselle N., ajoutait-on, fait bien la soubrette et madame N. imite bien la vieille femme. Telles étaient les louanges qu'on prodiguait partout à mes compatriotes comédiens et comédiennes qui s'étaient dévoués au théâtre de Belfort. Mais voici les réflexions que croyait devoir faire un de nos concitoyens à ce sujet, je les rapporte ici. Ce ne sont pas les réflexions d'un Tartuffe, mais bien celles d'un homme sensé et judicieux qui s'intéressait, en honnête homme, à la moralité de ses compatriotes. Quand une bande de comédiens passe par notre ville, disait-il, et y vient jouer sur un théâtre, on peut bien ne pas s'arrêter sur les pernicieuses influences que leur état de comédien peut avoir sur leurs mœurs; ce sont des étrangers qui ne nous intéressent pas; on les laisse pour ce qu'ils sont et on ne prend aucune part à l'état actuel de leurs mœurs. Mais, ajoutait-il, je vois d'ici des jeunes gens, des jeunes personnes, de mères de familles qui montent sur un théâtre pour faire rire le public; mais moi, leur compatriote et leur concitoyen qui, par un vrai esprit de patriotisme m'intéresse à leurs mœurs, puis-je envisager, avec indifférence, ces jeux comiques auxquels je les vois se dévouer sérieusement et n'y a-t-il véritablement dans ce nouvel état, auquel ils se consacrent, rien de nuisible qui dût m'inquiéter pour le moral; ce jeune homme qui jusqu'ici, a été assidu à l'ouvrage, obligé maintenant, par sa qualité d'acteur, d'étudier chaque semaine un rôle et de s'y exercer, sera-t-il maintenant bien exact au travail et son caractère ne dégénérera-t-il pas peu à peu et ne prendra-t-il pas insensiblement les qualités vicieuses des différents personnages qu'il jouera sur un théâtre, afin de singer, dans ses rôles, les défauts ou les ridiculités d'autrui, ne les contractera-t-il pas, petit à petit, et, à la fin, ne deviendra-t-il pas tout semblable aux personnages qu'il aura joués? Ce père qui ira voir sa fille jouer un rôle de soubrette, pourra-t-il bien compter, à l'avenir, sur sa vertu, quand il l'entendra sur le théâtre parler le langage de la volupté et représenter les intrigues,

les supercheries et les dangers de l'amour? Ce mari, qui est charmé que sa femme soit devenue actrice, sera-t-il toujours content, quand il la verra négliger son ménage pour apprendre son rôle par cœur, à le débiter devant un miroir, à l'exercer dans les répétitions, à s'occuper toute une semaine de l'achat ou de la construction de sa parure théâtrale; enfin, ce jeune acteur et cette jeune actrice qu'on verra faire le rôle du vieil homme et de la vieille femme seront-ils bien portés à respecter leurs aïeux encore vivants quand, sur un théâtre, ils auront ridiculement copié leur attitude de caducité et leur ton de décrépitude pour faire rire un parterre sur leur compte.

Voilà comment s'exprimait, un jour, un de nos concitoyens qui n'approuvait pas que la comédie se jouât à Belfort par nos propres compatriotes. Mais quoi qu'il en soit de ces réflexions qui, peut-être, seront blâmées par le lecteur lui-même à qui je les raconte, la comédie fut constamment jouée à Belfort plusieurs années par nos musiciens, nos dames et nos demoiselles. On leur prodiguait chaque fois des applaudissements et des éloges. On donnait à leurs jeux un motif d'humanité, celui d'enrichir le bureau de bienfaisance; jamais comédiens et comédiennes plus dignes de louanges. Mais l'inconstance humaine qui règne dans les plaisirs du monde plus souvent qu'ailleurs, amena la fin de ces spectacles. Au moment où j'écris ceci, le théâtre de Belfort demeure encore dressé, mais il est en vacance, on ne joue plus de comédie. Ce n'est que parfois, lorsque le goût ou le caprice se réveille, qu'on voit alors notre patrie profiter avec plaisir d'un spectacle que le hasard de certaines occasions leur offre, et la foule qui court à ce divertissement du théâtre prouve qu'il est toujours agréable aux habitants de Belfort.

(*A suivre.*)

DUBAIL-ROY.

CORRESPONDANCE

ENTRE

**LE DUC D'AIGUILLON ET LE PRINCE-COAJUTEUR
LOUIS DE ROHAN**

(SUITE ¹)

Lettre n° 11 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— « Vienne, le 2 mars 1772. Depuis six semaines, Monsieur le Duc, que je suis arrivé à Vienne, j'ai cherché à m'instruire à fond des affaires de Pologne et de la position de cette république vis-à-vis de la Russie, du roi de Prusse et de la cour de Vienne.

Les connaissances que j'en ai acquises par les mémoires que j'ai eus et les gens instruits que j'ai écoutés, l'arrivée de l'envoyé de Pologne, la conduite que j'aurai à tenir avec lui et même l'espèce de négociation que je pourrais entamer, si vous m'y autorisez, la nécessité d'être instruit des points sur lesquels je puis traiter l'objet de sa mission qui est, dit-on, de demander les bons offices de la cour de Vienne pour une pacification générale en Pologne et de lui procurer des avantages assez considérables pour la déterminer, mais dont la première condition sera de chasser la Généralité et de lui refuser tout asile, la réserve du ministère autrichien à ne pas nous instruire de ses projets dans la négocia-

1. Voir la livraison de juillet-août,

tion actuelle, la crainte que le résultat de ce secret pour nous ne soit un accord entre les cours belligérantes et médiatrices, qui, déterminant tout à coup le sort de la Pologne sans notre participation, nous ôte l'influence que la France doit conserver, qu'elle a même achetée par les secours qu'elle a fait passer aux Confédérés et ne nuise à l'intégrité de cette république qui, comme vous me le marquez, doit être protégée par nous, l'état actuel de la Confédération, qui, au jugement des personnes les mieux instruites et de M. de Vioménil même, n'est encore qu'un état précaire, sans espérance, faute de secours suffisantes, de lui donner assez de force et de solidité pour l'arracher au joug de ses tyrans, la lettre de M. de Wielhorsky au roi de Pologne, lettre qui a été vue en original par celui même qui m'en a fait le rapport, dont il m'a paru important que vous fussiez promptement instruit et dans laquelle il se plaint de sa situation et de la disette d'argent, et fait des propositions pour se rapprocher de Stanislas-Auguste et faire sa paix particulière, etc., cette désertion et la persuasion où l'on est ici que cette conduite est déjà projetée par les personnages les plus considérables de Pologne, qui, en sacrifiant les intérêts de tous à leurs intérêts particuliers, anéantiront de fait la Confédération, la crainte que témoigne le roi de Pologne dans ses lettres particulières à son frère, le prince de Poniatowski, que la Russie ne soit d'accord avec la cour de Vienne, qu'il ne soit obligé d'acquiescer à ce que ces puissances décideront et d'être forcé à une réconfédération qui, formée par les Russes, ne ferait qu'augmenter son esclavage et rendre leur joug plus pesant, le contenu des dépêches que M. de Vioménil vient de m'envoyer par un estafette pour vous les faire passer le plus promptement possible, les lettres de Hesse-Cassel dont vous connaîtrez l'importance mieux que moi qui ne pourrais les juger que d'après le caractère du landgrave : tous ces différents objets combinés m'ayant paru demander du secret et de la célérité, je

me suis décidé à vous envoyer un courrier pour vous en informer plus tôt et plus sûrement et vous présenter ma manière de les envisager.

La France a sûrement eu un but en faisant passer des subsides aux Polonais confédérés et en envoyant un officier général avec d'autres officiers pour diriger les opérations de la Généralité. Ce subside n'étant pas hautement avoué, ni appuyé par des secours proportionnés aux besoins actuels, il est à présumer que nous avons seulement voulu empêcher les Russes d'opprimer la Pologne. Ces vues nobles et désintéressées font honneur au cœur du Roi. Il n'a pas voulu déployer avec éclat son caractère de garant de traité d'Oliva et de Belgrade pour ne pas prendre part à une guerre nécessairement ruineuse par la distance des lieux et la difficulté d'y entretenir des troupes assez nombreuses pour ne pas compromettre la gloire de la Nation.

Pendant les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin n'ignorent pas les moyens dont nous nous servons pour soutenir la Confédération. La première ne paraît pas les approuver, et même elle se persuade que nous nous compromettons en devenant les protecteurs et l'appui d'un *ramassis* (ce sont les termes dont s'est servi M. de Kaunitz) de gens désunis et cruellement divisés par des intérêts personnels et dont l'assemblée informe ne pourra jamais acquérir ce degré de force et de considération qui inspire la confiance et décide le succès. M. de Kaunitz affecte même depuis dix à douze jours de me parler de cette Confédération pour me dire le peu de cas qu'il en fait et combien il est fâché de nous y voir immiscés. Je plains, dit-il, le sort des officiers français qui seront tôt ou tard pris et sacrifiés ; et j'ai cru apercevoir dans ces entretiens que la cour de Vienne ne s'opposerait pas aux efforts combinés des cours de Pétersbourg et de Berlin pour anéantir le parti de la Confédération. Ces deux cours se flattent que nos secours seront en pure perte, que nous n'en retirerons aucun avantage, pas même l'in-

fluence que nous désirerions nous conserver dans les affaires de Pologne. Le roi de Prusse doit déjà avoir donné des ordres aux troupes qu'il a en Pologne pour se joindre aux Russes et marcher de concert contre les Confédérés. On prétend même qu'on a résolu de faire déclarer les Confédérés rebelles, de ne leur faire aucun quartier sans en excepter les officiers étrangers au service de la Généralité et de les faire périr ignominieusement ou tout au moins de les envoyer en Sibérie, qu'on en viendra là, dès qu'on se croira en état de ne pas craindre de représailles. On espère par cette étrange sévérité faire repentir les Polonais de s'être laissé entraîner par l'espoir de la protection de la France.

La Confédération actuelle, faible et malheureusement chancelante, ne pourra même dans un moment de désespoir que faire des efforts impuissants. Je crains qu'elle ne s'anéantisse insensiblement et par la désertion de ses principaux membres qui cherchent déjà à faire leur paix particulière et par la haine invétérée qui règne toujours entre les chefs et par l'impossibilité de résister longtemps à des forces supérieures et continuellement renouvelées.

Voilà, je crois, l'état des choses. Certainement nous devons désirer que nos démarches en faveur des Confédérés ne soient pas infructueuses et surtout que la nation polonaise soit de plus en plus convaincue qu'elle ne peut avoir de protection plus puissante et plus utile que la nôtre, et que, si elle vient à bout de briser les chaînes, elle ne devra ce bonheur qu'aux bontés du Roi et à l'intérêt qu'il a toujours manqué pour la conservation des droits et de la liberté de la république.

Si le Roi n'a aucune vue particulière pour le trône de Pologne et que Sa Majesté ne soit pas décidée à de plus grands efforts pour déterminer la réussite des projets qu'elle pourrait avoir, il faut, je crois, s'occuper uniquement aujourd'hui des moyens d'écarter les Russes

et de réunir Stanislas-Auguste à la nation polonaise¹. M. de Vioménil pense aussi que c'est le moyen le plus sûr de finir les affaires de Pologne d'une manière avantageuse et d'y conserver le crédit de la France. Il faudrait pour arriver à ce but une Confédération générale de tous les partis divisés qui alors agiraient de concert et avec vigueur contre la Russie, l'ennemi commun de la patrie. On ne parviendra jamais à cette union totale si nécessaire qu'en détruisant les obstacles qui empêchent la plupart des magnats de se déclarer en faveur de la Généralité. Un de ces grands obstacles est l'acte d'interrègne et le profit d'une nouvelle élection. Il faudrait donc révoquer cet acte d'interrègne. Il y aura de très grandes difficultés à surmonter, mais M. de Vioménil fait espérer qu'on en viendrait à bout et que plusieurs Confédérés, notamment M. de Krasinski, ne sont pas contraires à cette démarche pouvant procurer une issue avantageuse aux affaires de la république.

Une démarche si éclatante et qui est peut-être la plus nécessaire ne doit pas être prématurée. Je désirerais pour préliminaire que la Généralité fût entrée en Pologne et que par sa position elle en imposât assez aux Russes pour persuader à Stanislas-Auguste qu'il peut briser sans risque les liens qui l'attachent à la Russie, se mettre à la tête de la république confédérée et surtout qu'on ne le recherche ni par faiblesse, ni par besoin, mais par le seul désir d'une paix, qui, faisant cesser les horreurs d'une guerre trop longue et trop meurtrière, mette fin aux malheurs de la république et lui rende sa liberté et ses droits.

Une négociation si épineuse et si délicate demande des secours prompts et plus abondants. Si les succès des Confédérés continuent, ils trouveront des ressources ; mais pour hâter ces succès, il faudrait augmenter leurs

1. Tel avait été aussi, quelques années auparavant, l'avis du comte de Broglie. V. le duc DE BROGLIE, *Le secret du Roi*, II, p. 286.



fonds. J'observerai que cette dépense, plus considérable dans le moment, est une vraie économie, parce qu'elle abrégera le temps que pourrait durer le subsidé actuel en donnant à la Confédération une supériorité qui la mettra d'avoir en Pologne même les ressources nécessaires pour se soutenir.

Je vous aurais fait passer plus tôt ces réflexions, Monsieur le Duc, mais comme mon opinion était balancée par l'avis de M. Durand, la déférence que j'ai pour son expérience m'a fait naître de l'incertitude sans cependant changer de sentiment. J'ai écrit à M. de Vioménil pour le consulter et je lui ai communiqué les réflexions que vous trouverez ci-jointes sous la lettre A. Il m'a répondu, a adopté mes idées, a approuvé mes projets et m'a fait passer en conséquence un mémoire instructif et détaillé qu'il m'a prié de vous envoyer et que je n'ai pas cru devoir confier aux inconvénients de la poste. J'ai cru qu'il serait intéressant d'avoir une réponse prompte pour guider ma conduite. Je souhaite vivement que le zèle que je marque soit une preuve du désir que j'ai, Monsieur le Duc, de mériter les bontés du Roi.

Il vient d'arriver ici presque en même temps l'envoyé de Varsovie, l'évêque de Kaminiek, le comte de Vibiski, agent de la Généralité, et le ministre de Hesse-Cassel. L'objet de leurs missions est certainement bien différent; mais on pourrait peut-être profiter de cette circonstance.

Le roi de Prusse continue ses exactions dans la Grande Pologne, il écrase ces malheureuses contrées par ses contributions et ses recrues forcées. Sa réunion avec les Russes contre les Confédérés n'est plus douteuse. Ses vues sur Danzig semblent se développer de plus en plus. Il pourra arriver un moment, où, se trouvant en forces, il lèvera le masque et exécutera les droits du plus fort. La cour de Vienne n'ignore aucune des démarches de ce monarque et elle se tait. Cette

apathie tient sans doute à une politique, dont il me paraît difficile de démêler les ressorts.

Tout est encore ici dans le même état pour la négociation qui intéresse la Russie et la Porte. On se plaint toujours des Turcs. Est-ce un préliminaire qui nous prépare à des résolutions peu favorables à l'égard de la Porte ou plutôt n'est-ce pas un jeu pour nous donner le change sur des arrangements secrets dont on ne veut pas que nous soyons instruits. Le ministre continue à m'assurer qu'il ne me laissera rien ignorer de tout ce qui pourra vous intéresser et qu'on ne vous fera point un mystère du plan de négociation, quand les parties intéressées seront convenues de quelque chose ou seront absolument décidées pour un parti quelconque. En attendant les troupes sont en bon état, les coffres se remplissent ; mais on est encore fatigué de la disette qu'on a éprouvée et, si malheureusement il survenait de fortes gelées, ce qui arrive souvent ici jusque vers la fin d'avril, les moissons trop avancées périraient, et il y aurait tout à craindre pour la famine. Cette crainte, les maladies qui continuent à ravager la Bohême et l'Autriche, l'éloignement bien connu de l'Impératrice pour la guerre font augurer que le ministère autrichien met actuellement tout en œuvre pour une pacification ¹ qui ne puisse lui donner ni inquiétude, ni ombrage, et qu'on ne renoncera à ce projet que quand toutes les mesures pour procurer la paix seront épuisées. Voilà, ce me semble, ce qu'on peut dire aujourd'hui de moins hasardé sur la politique du cabinet de Vienne.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et parfait attachement, Monsieur le Duc, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le prince LOUIS DE ROHAN, coadjuteur ».

1. Cfr. ARNETH, *Geschichte Maria Theresia's*, VIII, pp. 378, 435, 443, 446.

P. S. Mon courrier partait hier, Monsieur le Duc, lorsque l'arrivée d'un officier envoyé par M. de Vioménil m'a fait suspendre son départ de quelques heures. Vous verrez par ces dernières dépêches de Teschen que je joins aux miennes la situation très critique où se trouvent maintenant les Confédérés. Les choses vont nécessairement prendre une nouvelle face en Pologne, et il me paraît plus instant que jamais de savoir la conduite que vous prescrirez à M. de Vioménil. Cette levée de boucliers du roi de Prusse ne m'a point surpris : pouvait-on douter de ses projets, lorsqu'on l'a vu pénétrer dans la Grande Pologne et étendre ses quartiers jusqu'au territoire de Halisz ? La tranquillité, avec laquelle la cour de Vienne a vu toutes ces démarches, cette union des Prussiens avec les Russes pour décider du sort de la Pologne, me portent à croire qu'il y a, comme je l'avais déjà prévu, un accord secret fait entre les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin pour un démembrement et pour s'attribuer le territoire qui sera le plus à leur convenance. Ne serait-ce point là cette condition tacite et si secrète que la Russie a mise pour entrer en négociation avec les Turcs et dont le ministère autrichien disait à M. Durand ne pouvoir encore donner communication ? »

Le prince-coadjuteur joignit à cette lettre n° 11 adressée au duc d'Aiguillon ses « *Réflexions envoyées à M. le baron de Vioménil après la nouvelle de la prise du château de Cracovie* ». Il y pose son opinion sur la situation de la Généralité en Pologne. Il n'y aura, dit-il, d'ordre en Pologne que si tous les partis se réunissent contre l'ennemi commun, la Russie, et cette union ne se fera jamais, tant que l'acte d'interrègne subsistera. C'est pourquoi il conseille de le révoquer.

Lettre n° XI du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 3 du prince de Rohan. — « Versailles, le 4 mars 1772. Il n'y a rien à ajouter aux recommandations précédentes.

Lettre n° XII du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 9 du prince de Rohan. — « Versailles, le 5 mars 1772. Après avoir fait la remarque qu'il ne sait que penser des nouvelles contraires au sujet des trois cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, le ministre continue : « Nous ne pouvons que nous en rapporter aux différentes réflexions dont vous nous faites part et à votre propre prudence sur la manière dont vous espérer parvenir à provoquer plus particulièrement la confiance de M. de Kaunitz. Il faut espérer que nous acquerrons de nouvelles notions capables de concilier la contrariété des avis que nous recevons... Votre attachement pour la personne du Roi et votre zèle pour le bien de son service ne laissent à Sa Majesté aucun doute sur votre empressement à vous conformer à ses intentions et sur votre attention à ne vous jamais écarter de ses vues. Elle veut que vous soyez toujours exactement instruit, et je vous prie de croire que je me porterai avec plaisir et avec empressement à ne vous rien laisser ignorer de ce qui peut servir à votre direction et contribuer à vos succès.

J'ai vu, Monsieur, avec surprise que le paiement du subsidé des Confédérés fût arriéré. Je n'ai pas perdu un moment pour éclaircir la cause de ce retard et pour y remédier. Nous ne pouvons que savoir beaucoup de gré au sieur de Bréa des avances qu'il a bien voulu faire à M. de Vioménil. »

Lettre n° 12 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon. — Vienne, le 7 mars 1772. Il annonce que les forces supérieures des Russes et le concours des troupes prussiennes ne permettent pas d'espérer que le château de Cracovie puisse tenir longtemps. Il craint que les Russes ne se portent à des cruautés contre les officiers français. M. de Vioménil a plus de 600 recrues à Tinick, mais on n'a pas de fusils pour les armer. L'armurier de Vienne et celui d'Olmütz n'en fournissait pas. « Si la cour de Vienne n'est pas d'accord avec celles de Pétersbourg et de Berlin pour le démembrement de la Pologne,

je ne puis comprendre quels peuvent être sa politique et son but en laissant le plus cruel ennemi de la monarchie autrichienne s'engraisser pour ainsi dire de la substance des Polonais et en lui facilitant les moyens d'écraser un parti qui pourrait lui faire une diversion en cas de guerre avec le Roi de Prusse et la Russie. Cet abandon total des confédérés par le ministère autrichien et la tranquillité avec laquelle on voit l'union des Prussiens avec les Russes me persuadent de plus en plus qu'on est sûr ici d'une pacification prochaine ; mais il n'est pas à craindre que le ministère autrichien ne se soit fait illusion et que ses spéculations si lentes n'aboutissent bientôt qu'à se voir le jouet des promesses de la Russie et des secrètes négociations du roi de Prusse. » Le roi de Prusse travaille à Constantinople contre la cour de Vienne, de sorte que les Turcs pourraient bien le charger seul de la négociation de la paix. « Si la cour de Vienne perd à Constantinople, nous pouvons y gagner et reprendre notre ancienne prépondérance qu'elle semblait vouloir nous enlever. »

Lettre du duc d'Aiguillon au prince de Rohan. — Versailles, le 10 mars 1772. Il mande que la subside aux Confédérés devra être payé le 1^{er} de chaque mois.

Lettre n° 13 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon. — Vienne, le 10 mars 1772. Je profite d'une occasion sûre, Monsieur le Duc, pour vous adresser les cahiers dont j'ai eu l'honneur de vous parler sur la constitution et les manœuvres de la cavalerie autrichienne. Le règlement pour le nouvel exercice est ce qu'on peut avoir ici de plus récent et de plus détaillé sur ces sortes d'évolution. J'ai cru devoir vous envoyer l'ouvrage en langue allemande tel qu'on me l'a remis. Il pourrait y avoir de l'inconvénient à la faire traduire ici. »

Lettre n° XIII du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 10 du prince de Rohan. — « Versailles, le 10 mars 1772. Nous ne pouvons qu'attendre les découvertes ultérieures que vous pourrez faire sur la matière

importante qui fixe si justement l'attention du Roi. Les dispositions réciproques des cours de Vienne et de Dresde n'annoncent pas l'arrangement prochain des griefs respectifs, à moins que M. de Knebel¹ ne soit chargé de propositions particulières. C'est un objet, Monsieur, auquel nous voyons avec plaisir que vous donnez votre attention. La tournée que l'Empereur se propose de faire en Transylvanie pourrait n'être que l'exécution du projet qu'il avait formé, il y a environ un an et qui fut alors interrompue. Les démonstrations de guerre conviennent si bien à la position quelconque des négociations actuelles de la cour de Vienne qu'il ne peut être que difficile de se prononcer sur l'intention réelle de ces préparatifs et qu'on peut guère asseoir de jugement à cet égard que sur des notions indépendantes de ces préparatifs. Au surplus, on ne conçoit pas bien, attendu la disette qui désole le Bohême, dans quelle espèce de denrées ni à quelle époque la cour de Vienne pourrait fournir la valeur de neuf millions de florins que les Hollandais doivent lui avoir offerts. Vous nous ferez plaisir, Monsieur, de nous donner quelques éclaircissements sur cet objet ainsi que sur les suites de cette négociation.

Ma dernière dépêche, Monsieur, ne vous aura rien laissé à désirer concernant les démarches à faire à la cour de Vienne en faveur de la ville de Danzig. Si par hasard vos démarches avaient prévenu l'arrivée de ma lettre et si elles avaient passé les bornes de l'intérêt que le Roi s'est prescrit de prendre à cette affaire, l'intention de Sa Majesté est que vous laissiez tomber cette négociation, jusqu'à ce qu'elle puisse envoyer de nouvelles instructions d'après les relations que vous lui adresserez de la manière dont le ministère autrichien aura reçu vos ouvertures. »

Lettre n° 14 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— « Vienne, le 11 mars 1772. J'ai reçu, Monsieur le

1. Représentant autrichien à Dresde.

Duc, la lettre n° VII que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 du mois dernier.

- On me marque que l'artillerie que le roi de Prusse a envoyée vers Cracovie s'est divisée en quatre corps différents, dont l'un est destiné au siège de Cracovie, l'autre à celui de Tiniek, le troisième à celui de Brobek et le quatrième à celui de Landskrona. Le projet est de former en même temps le siège de ces quatre places, ce qui pourra bien être le coup de grâce de la Confédération. J'ai pris occasion de cette nouvelle et de ce que l'on me mande des exactions du roi de Prusse en Pologne et surtout dans l'évêché de Warmie pour demander à M. le prince de Kaunitz s'il n'était pas inquiet de l'établissement des forces prussiennes dans la Prusse polonaise et s'il n'était pas plus que temps de se hâter de prendre des mesures pour prévenir les vues ambitieuses de ce prince. Le ministre m'a avoué ses craintes, mais il m'a dit en même temps qu'ils étaient point encore pourvus des moyens nécessaires pour former opposition, que d'ailleurs les inconvénients d'entreprendre une guerre ouverte étaient trop dangereux dans la crainte où l'on était d'une mauvaise révolte et dans un moment surtout où la mortalité désolait la Bohême et la Moravie. Nous avons discuté cet objet, et dans la conversation je lui ai dit que l'union et l'amitié qui régnaient entre les deux cours était la seule raison qui pût me faire voir avec inquiétude l'agrandissement du roi de Prusse, et que si les anciens préjugés subsistaient encore, je verrais avec satisfaction un voisin puissant et dangereux balancer leurs forces. Je lui ai parlé ensuite des Confédérés comme du seul moyen, dont on puisse se servir sans conséquence pour occuper le roi de Prusse et les forces russes ».

Pour cela il faudrait que la cour de Vienne fournit aux Confédérés les secours nécessaires en argent, des munitions et des hommes ; alors la pacification serait peut-être facile. Le prince de Kaunitz dit ensuite à l'ambassadeur que les Turcs avaient accepté l'armistice

et le congrès pour traiter de la paix et qu'il ne restait que la difficulté du choix du lieu, les Russes proposant Jassy, les Turcs Bucharest. L'ambassadeur fit l'observation que l'espoir de la paix lui paraissait légèrement fondé; mais Kaunitz promit d'engager Leurs Majestés Impériales à secourir les Polonais qui étaient dans le Banat de Temesvar.

« M. le prince de Kaunitz m'ayant demandé quel parti on pourrait tirer en rassemblant ainsi quelques forces, je lui ai répondu qu'il y avait deux points de vue essentiels, sur lesquels devaient porter tous les efforts, l'un qui serait d'aller au secours de Cracovie et qui en faisant lever le siège rendrait les Confédérés maîtres du cours de la Vistule et des salines, ce qui leur procurerait sur-le-champ des sommes considérables. Le second serait de faire passer le Dniester à un corps de troupes qui, tournant l'armée qui est en Moldavie, lui couperait les communications nécessaires pour sa subsistance ».... On ne peut presque plus douter aujourd'hui que le principe qui sert de base à la politique actuelle de la cour de Vienne est de tout tenter pour éviter la guerre et surtout pour ne pas en venir à une rupture ouverte avec le roi de Prusse. Ce prince est trop bien instruit pour ignorer qu'on le craint et trop ambitieux pour n'en pas profiter. Il ne manquera pas de prétexte pour justifier sa conduite. Il a promis de faire cesser les troubles en Pologne et d'en assurer la couronne à Stanislas-Auguste. La Prusse polonaise sera sans doute le prix des efforts qu'il paraîtra avoir faits pour parvenir à ce but.

Lettre n° 15 du prince de Rohan au duc d'Aiguillon.

— « Vienne, le 14 mars 1772. Les lettres n° 8 et 9, Monsieur le Duc, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 et le 28 février, me sont arrivées le 12 au soir. Je fis passer à M. le baron de Vioménil le paquet qui est à son adresse et qui m'a été envoyé à cachet volant.

Quand l'Impératrice a des soucis ou de la joie, il

semble qu'elle ait besoin de se communiquer. C'est alors qu'on apprend quelquefois les secrets du ministère et c'est souvent par son intérieur qu'on découvre les résolutions de son conseil. Je sais que la position actuelle des Prussiens en Pologne l'inquiète beaucoup. Elle s'en est expliquée avec force dans un entretien particulier. Je ne puis, disait-elle, me dissimuler tout le danger de laisser le roi de Prusse s'emparer de la Prusse polonaise. Ce prince, que rien de sacré n'arrête quand l'ambition le guide, va à ses fins par les moyens les plus illicites. Pour se trouver en force, il a ruiné la Pologne par les contributions qu'il a exigées en hommes, en denrées et en argent. Il a contrefait et altéré les monnaies étrangères, et, afin de colorer ses invasions, vous verrez qu'il alléguera les secours qu'il dira avoir donnés à la Pologne pour y établir l'ordre et la tranquillité. Malgré ma forte répugnance pour la guerre, a-t-elle ajouté, je me croirais dans une nécessité indispensable de l'entreprendre sans les calamités dont mes peuples sont affligés. Il est des maux qu'il faut souffrir pour n'en pas attirer de plus grands. L'Impératrice est si occupée de cet objet qu'elle a tenu à peu près le même langage à M. Durand, lorsqu'il a eu son audience de congé. L'Empereur avait prévu la crise où l'on se trouve, et, si ses avis avaient été suivis l'année dernière, on se serait mis en état de parer plus efficacement aux inconvénients qui arrivent. On m'a assuré qu'il s'était plaint vivement à l'Impératrice des précautions excessives qu'on a prises pour une pacification qui forcera peut-être à une guerre dont on aurait pu se tirer avec plus d'avantages, si on n'avait pas tant tardé.

Le prince Hildburghausen dit hautement que ce sont les lenteurs de la cour de Vienne et ses négociations trop pusillanimes qui ont fait éclore les entreprises du roi de Prusse. Il est certain que la tranquillité avec laquelle le ministère autrichien voyait les troupes de ce monarque se répandre et se fortifier en Pologne a

donné lieu à des conjectures fondées en raisons, mais qui se trouvent détruites par les alarmes actuelles de cette cour. Il est naturel de supposer qu'il y avait un accord secret; car comment imaginer qu'on laissait impunément le plus dangereux ennemi de la monarchie autrichienne se mettre en état de s'agrandir, de former par là une puissance capable de rompre l'équilibre en Allemagne et d'y donner la loi; comment penser qu'on ne songerait à mettre des digues à l'ambition du roi de Prusse que quand le torrent de ses ressources, si je puis m'exprimer ainsi, serait grossi au point de ne plus craindre d'obstacles? M. le prince de Kaunitz a des principes, auxquels il tient fortement. Il regarde la puissance de ce monarque comme une puissance éphémère. C'est selon lui un astre malfaisant qui a été terrible à son midi. Le voilà, disait-il un jour, à son déclin; laissons-le s'éteindre et épargnons à l'humanité des flots de sang qu'il faudrait répandre, si on se livrait trop à la nécessité apparente d'arrêter ses progrès. Ce ministre est convaincu avec moi que de nouveaux délais à entrer en action donneraient sans doute de la supériorité à son ennemi; mais il est persuadé qu'il y a moins à perdre et plus à gagner en temporisant. Nous verrons quelle sera l'issue de cette combinaison. En attendant l'on continue à se procurer des fonds et à faire des emprunts. Une maison milanaise vient de fournir un million de florins et M. de Hastfeld demande encore 500 000 florins à Gènes. »

Lettre n° XIV du duc d'Aiguillon en réponse à la lettre n° 11 de prince de Rohan. — « Versailles, le 16 mars 1772. J'ai reçu, Monsieur, la lettre n° 11 et les différentes lettres et paquets qui l'accompagnaient et dont vous avez chargé le baron de Battincour.

J'ai rendu compte au Roi dans son conseil de votre dépêche et des réflexions qui l'accompagnaient ainsi que des lettres et du mémoire du baron de Vioménil, où cet officier-général résume tous les détails qui concernent l'état actuel des affaires des Confédérés.

Sa Majesté en a pris occasion de considérer la position actuelle des affaires de Pologne sous le point de vue où les négociations entre les cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg doivent les lui faire envisager. Afin de vous rendre sensibles les réflexions que le roi a faites à ce sujet, il convient de reprendre de plus haut ce qui s'est passé entre nous et la cour de Vienne sur cet objet intéressant.

Dès le commencement de l'interrègne, le désir de la Russie d'établir sa domination en Pologne s'était manifesté, l'union intime du Roi avec l'Impératrice-Reine et l'indentité des intérêts des deux monarchies portèrent les deux cours à se concerter sur les moyens de mettre obstacle aux vues ambitieuses de la Russie. De là les déclarations correspondantes que les deux cours firent publier pendant l'interrègne ainsi que leur conduite uniforme, d'abord pour se refuser à le reconnaître de Stanislas-Auguste et ensuite pour le reconnaître sous certaines conditions.

L'indépendance de la Pologne et l'intégrité des possessions de la république parurent former les objets importants de la sollicitude du ministère de Leurs Majestés Impériales et Royales, comme elles l'étaient des vœux du Roi et des différentes démarches que les circonstances mirent Sa Majesté à portée de faire pour concourir au but commun des deux cours.

Le mécontentement général de la nation s'étant manifesté par les confédérations auxquels tous les districts de la Pologne sans exception ont adhéré, le Roi ne dissimula jamais à son allié les motifs qui l'engageaient à accorder son appui à des réclamations authentiques qui semblaient annoncer les efforts prochains de toute la nation réunie contre ses oppresseurs et qui fournissaient aux puissances protectrices immédiates de la Pologne, par leur situation et par leur intérêt, les moyens de la délivrer d'un joug qui s'appesantissait de manière à annoncer l'extinction de cette puissance intermédiaire.

La cour de Vienne en applaudissant à la politique du Roi jugea devoir s'abstenir d'y prendre une part active. Sa position en effet qui rendait sa conduite plus critique et plus dangereuse a toujours paru au Roi justifier sa réserve, et Sa Majesté s'est appliquée, en se chargeant seule d'un rôle auquel la cour de Vienne ne pouvait pas se livrer, à préparer toutes choses de manière à faciliter l'intervention des puissances amies et à ménager tous les moyens possibles de rendre un jour cette intervention efficace et décisive.

Ce fut d'après ce système, Monsieur, que le Roi multiplia les marques d'intérêt à mesure que les Confédérations en eurent plus de besoin et qu'il leur donna des secours effectifs, dès qu'il crut que l'emploi en serait utile sous le point de vue que je viens de présenter, surtout après que la guerre eut éclaté entre les Turcs et les Russes.

Sans adopter les mêmes mesures, la cour de Vienne concourut essentiellement à leurs succès par sa connivence et par l'asile qu'elle accorda aux Confédérés, malgré les réclamations des cours de Pétersbourg et de Varsovie. Les prétentions ambitieuses de Catherine II et les dangers dont les frontières autrichiennes allaient être menacées par les conquêtes de cette princesse ayant fixé l'attention de Leurs Majestés Impériales et occasionné une négociation entre elles, le roi de Prusse et la cour de Russie, les circonstances engagèrent la cour de Vienne à donner plus d'étendue à sa bonne volonté pour les Confédérés et à s'occuper plus décidément des moyens de leur donner une consistance capable de lui être utiles dans le cas qu'il fallait malheureusement prévoir alors d'une rupture avec la Russie. M. le comte de Mercy fut chargé en conséquence à plusieurs reprises de nous témoigner au nom de sa cour de la manière la plus formelle sa satisfaction et sa reconnaissance pour les secours que le Roi donnait aux Confédérés. M. le prince de Kaunitz tint le même langage à M. Durand et on agit de part et d'autre cet

objet et les projets qui étaient relatifs avec la confiance établie entre les deux cours.

Telle est, Monsieur, notre position à cet égard ; mais l'événement probable et prochain des négociations établies entre les cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg, l'ouverture que M. le comte de Mercy nous a faite à ce sujet et la conclusion apparente d'un armistice nous font sentir que nous touchons au moment qui fera évanouir avec ces combinaisons politiques les motifs qui faisaient persévérer le Roi dans des mesures onéreuses et désormais infructueuses.

Nous ne prétendons pas ajouter foi aux bruits qui se répandent, ni même aux avis qui nous reviennent sur le concert établi entre les cours de Vienne et de Berlin. Nous sommes bien plus éloignés encore de croire que ce concert soit fondé sur la destruction de l'indépendance de la Pologne et sur des démembrements du territoire de la république en faveur des puissances qui participent à la négociation et dans lesquels la monarchie autrichienne aurait son lot comme le roi de Prusse. Cet arrangement paraît bien contraire à tous les principes que les deux cours semblaient s'être faits sur cette matière¹, surtout si la conquête indirecte de la Tartarie et la libre possession des terrains intermédiaires entre le Dniéper et la Moldavie et d'une partie des bords de la Mer Noire achevaient de donner à la Russie les moyens et les occasions d'étendre sa domination sur tous les voisins.

Mais la cour de Vienne paraissant envisager ces intérêts comme étrangers à l'alliance et comme lui étant purement personnels, nous avons nullement la prétention de percer le mystère de ses négociations ni de provoquer la confiance de ses vues et de ses projets. Le Roi est persuadé, Monsieur, que l'intimité de l'union qui a subsisté si heureusement jusqu'à présent et la

1. Cité dans DE SAINT-PIERRE, *Le partage de la Pologne*, p. 265.

confiance qui en résulte surtout dans les affaires qui intéressent essentiellement l'alliance et sa considération extérieure ne recevra aucune atteinte dans cette occasion-ci. Aussi l'intention de Sa Majesté à cet égard est-elle simplement, Monsieur, que vous vous mettiez constamment à portée de recevoir les ouvertures que M. le prince de Kaunitz croira devoir vous faire.

Il y a cependant un objet, sur lequel il importe que nous soyons prévenus des intentions des cours qui participent au concert, parce qu'il influera nécessairement sur notre conduite : c'est le sort qu'on prépare à la Pologne et aux Confédérés. Ou la cour de Vienne se changera de pacifier la république et fera la paix avec les Confédérés, ou elle les abandonnera à la vengeance de la Russie et du roi de Pologne. L'ordre, qu'on prétend que le roi de Prusse a donné au général Belling de courir sus aux Confédérés, indiquerait assez, s'il était réel, que la cour de Vienne a pris le dernier de ces partis et que la persécution commencée par le roi de Prusse a été précédée de l'aveu de Leurs Majestés Impériales. Si tel est en effet le concert de ces puissances, nous nous flattons que M. le prince de Kaunitz, qui connaît si bien ce que l'ordre des procédés exige, voudra bien vous en avertir, afin que nous puissions sortir avec dignité des mesures que nous avons prises dans la vue de l'intérêt commun des deux cours et pour ménager une diversion utile à Leurs Majestés Impériales sans les compromettre. Dans le cas où cet abandon ne serait pas positivement décidé, il serait néanmoins possible que l'armistice fût conclu sans y comprendre les Confédérés et alors toutes les forces russes se tourneraient contre eux, et ce cas serait entièrement semblable au premier et exigerait de notre part des mesures aussi promptes.

Enfin le troisième cas serait celui où la cour de Vienne prendrait en main sous une forme quelconque la cause de la Pologne et des Confédérés, et alors nous désirerions connaître les intentions de Leurs Majestés

Impériales et Royales et nous concerter avec elles sur le parti que le Roi aura à prendre vis-à-vis des Confédérés.

L'intention de Sa Majesté est, Monsieur, que vous vouliez bien exposer ces considérations et nos désirs à M. le prince de Kaunitz. Vous accompagnerez cet exposé des choses les plus propres à bien faire sentir à ce ministre que ce n'est point un allié incommode qui cherche à pénétrer les secrets de son allié, mais que l'amitié nous donne une sorte de droit à être instruits d'objets qui doivent essentiellement régler notre conduite. Nous connaissons trop bien les sentiments de ce ministre et sa manière de traiter les affaires relatives à l'alliance pour n'être pas persuadés à l'avance qu'il ne vous laissera rien à désirer sur l'objet de votre réquisition et que vous éprouverez personnellement dans cette occasion les effets de la confiance qu'il a paru vous accorder d'une manière aussi flatteuse pour nous.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le duc D'AIGUILLON ».

(*A suivre*).

D^e L. EHRHARD.

SOLDATS ALSACIENS

IV.

Le colonel Léon Haffen, de Saverne

(1846-1903).

Le 9 janvier 1903, la ville de Toul présentait un aspect inaccoutumé.

Les officiers de tout grade et quantité de généraux s'y côtoyaient dès le matin et les trains venant de toutes les directions en amenaient constamment de nouveaux. En même temps un déploiement de troupes se préparait qui éveillait la curiosité de la population habituée cependant à toutes les exhibitions militaires.

Ce n'était malheureusement pas d'une fête qu'il s'agissait, mais des funérailles du colonel Haffen, directeur du Génie de la place de Toul, enlevé brusquement par une fatale maladie à l'affection des siens, à l'estime de ses chefs et à l'attachement de ses subordonnés. Aussi tous ceux qui l'avaient connu, avaient-ils eu à cœur de venir lui donner une dernière marque de sympathie. Et de près comme de loin, du lieutenant au général, tous étaient venus en foule montrer la haute considération en laquelle ils tenaient le défunt.

Léon-Auguste Haffen était né le 16 avril 1846 à Saverne où son père était avoué. En 1862, à seize

ans par conséquent, il avait ses deux baccalauréats, lettres et sciences, et se présentait à 17 ans à l'Ecole polytechnique, où il était déclaré admissible et était reçu définitivement l'année suivante. Il en sortait deux ans plus tard avec le numéro 52 et entrait dans l'arme du génie le 9^{me} de sa promotion.

C'était, on le voit, un brillant début de carrière et il se désignait d'emblée à l'attention de ses chefs.

Il vint comme sous-lieutenant à l'Ecole d'application de Metz d'où il sortit pour être affecté comme lieutenant le 24 octobre 1868 au 1^{er} régiment du génie à Metz et classé à la Compagnie chargée du service de la télégraphie militaire, alors en voie d'organisation.

Il prit part comme tel aux expériences de télégraphie militaire au camp de Chalons en 1869 et 1870 et à l'exploitation par des militaires du réseau télégraphique reliant les casernes de Paris à l'Etat-major de la place.

L'année terrible le trouva ainsi bien préparé à coopérer à la défense technique de l'armée, et, en août 1870, il fut attaché avec sa compagnie à l'armée du Rhin et vint camper sous Metz dans les plaines du Ban Saint-Martin. Là, il fut chargé de l'établissement du réseau télégraphique entre les forts des environs de Metz et le corps d'armée. Puis, il s'occupa de la mise en état de défense du village de Woippy et des intervalles des forts de la rive droite de la Moselle, rôle obscur dont il s'acquitta consciencieusement.

Malheureusement ses efforts comme ceux de tant d'autres braves ne servirent absolument à rien et après la capitulation de Metz, il fut envoyé à Brême le 28 octobre 1870 comme prisonnier sur parole et il dut y rester jusqu'à la fin de la guerre.

Pendant ses travaux sous Metz avaient été remarqués et on tint à l'en récompenser et à le consoler de sa captivité en le nommant capitaine, par décret daté de Bordeaux du 11 janvier 1871.

Enfin le 1^{er} avril 1871 vint pour lui la liberté et il put rentrer en France, mais ce fut pour reprendre aussitôt du service, et le 17 avril il prit part à la répression de l'insurrection de Bordeaux.

Lorsque la France fut pacifiée et remise de ses terribles secousses, le capitaine Haffen fut envoyé en Algérie, où il y avait aussi beaucoup à faire et où le besoin d'habiles officiers du génie se faisait vivement sentir. Il s'embarqua donc à Toulon le 14 juin 1871 et vint d'abord en sous-aide à Dra-el-Mizan le 19 juin. Ses chefs eurent vite fait de constater ses aptitudes remarquables et de se convaincre qu'on pouvait lui confier un travail sérieux avec la certitude qu'il serait effectué consciencieusement. Aussi fut-il chargé successivement de la construction du fort de Bordj-Menaül, des études concernant la création des centres de Bordj-Menaül et des Issers, de la construction du réduit et des bâtiments publics de Bordj-Menaül et de la construction du réduit et de la caserne défensive de Fort-National.

Sa tâche achevée, il est rappelé en France, et, débarqué le 16 février 1874, il est aussitôt installé comme professeur à l'Ecole régimentaire de Versailles où il reste jusqu'en 1879. Là, il s'acquitte de ses fonctions d'une façon si brillante qu'à trois reprises différentes, les 30 septembre 1876, 29 mars 1878 et 28 janvier 1880 il reçoit des lettres de félicitations du ministre de la guerre qui le complimente pour le zèle et le dévouement avec lesquels il a fait son cours.

Entre temps des récompenses plus positives lui sont aussi accordées : il est d'abord nommé capitaine en premier le 2 novembre 1879, puis chevalier de la Légion d'honneur le 12 juillet 1880.

Pendant les années suivantes le capitaine Haffen travaille au dépôt des fortifications de Paris et est chargé notamment de la rédaction des diverses écoles pratiques et d'une partie de l'aide-mémoire.

En 1883, ses chefs font appel à son dévouement et à ses connaissances spéciales en langues étrangères pour le décider à accepter un service particulièrement délicat et difficile : celui d'inspection des places fortes étrangères. Le capitaine Haffen parlait couramment l'allemand, l'anglais, l'italien, l'espagnol et le hollandais. Il était donc particulièrement qualifié pour ce genre de service. C'était là un rude sacrifice à demander aussi bien à lui qu'à sa famille qui périodiquement, pendant des années, avait à trembler pour la liberté et même l'existence de son chef. Mais le capitaine Haffen, habitué en toute occasion à l'obéissance militaire, accepte ce poste périlleux sans l'ombre d'une observation, et sa seule ambition est de l'occuper dignement et de rendre au bureau des renseignements les services qu'on attend de lui. Et pendant treize ans, chaque année pendant trois mois, il parcourt successivement l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, l'Autriche, l'Espagne, la Hollande, le Danemark, l'Angleterre et la Suisse, recueillant partout de précieux renseignements et prenant des notes secrètes à l'aide desquelles il rédige ensuite de véritables ouvrages remplis de détails inédits.

Lorsque, il y a quelques années, les officiers russes vinrent à Paris, on leur mit sous les yeux quelques plans de places fortes d'un pays voisin, et ils furent stupéfaits de l'exactitude et de la précision de ces plans, et avouèrent qu'au service russe, ils n'avaient rien qui pût leur être comparé. Or ces plans étaient le fruit du travail du capitaine Haffen. C'est là le meilleur éloge qu'on en puisse faire.

Personne ne connaîtra jamais les difficultés sans nombre qu'il eut à vaincre au cours de ses voyages. Une fois même il fut arrêté et ne dut qu'à son sang-froid et à sa présence d'esprit d'être relaxé immédiatement.

Et pourtant, pendant les treize années que durèrent ses voyages, il ne borna pas là son activité. Les voyages l'occupaient six mois par an, et pendant la seconde

partie de l'année il s'occupait sans relâche de l'étude de questions intéressant la section du génie auprès du comité technique de l'armée à laquelle il était aussi rattaché.

C'est ainsi qu'en 1888 il fut envoyé au camp de Chalons pour faire partie de la Commission d'expériences sur les tourelles cuirassées ; il y resta du 18 janvier au 19 mai et fut nommé rapporteur de la Commission. Là encore il se distingua tout particulièrement.

Apprécié comme il l'était par ses chefs à une époque où le mérite personnel primait encore les considérations politiques, sa carrière ne pouvait que se ressentir favorablement de ses hautes capacités et de son dévouement reconnu.

Aussi est-il nommé successivement commandant le 27 mars 1886, officier de la Légion d'honneur le 10 juillet 1894 ; détaché à l'Etat-major de l'armée le 1^{er} janvier 1896 et lieutenant-colonel le 31 mai 1896.

Il est alors envoyé à Angers où pendant deux ans il fait du service actif au 6^{me} régiment du génie.

Il est ensuite nommé directeur du génie à Tours où il reste du 19 juillet 1898 au 29 août 1900, et est entre temps nommé colonel le 30 décembre 1899.

Là, comme toujours, il se distingue par ses aptitudes remarquables si bien qu'on n'hésite pas à lui confier un des postes les plus importants du génie français en le nommant directeur de la place de Toul.

Mais c'était aussi une situation écrasante par le travail et la responsabilité qu'elle comportait. Le colonel, ne connaissant que le devoir, s'y jette à corps perdu, mais, hélas ! il y use ses forces, et lui, qui jusque-là avait été un prodige de vigueur et de force, ne sachant pas ce que c'est que d'être malade, se débilite au point de devenir la victime d'un germe morbide, cueilli on ne sait où et qui occasionne en lui de terribles ravages.

D'autres aux premiers symptômes du mal se fussent soignés. Mais le colonel Haffen ne connaît que son

service et le service passe avant tout, même et surtout avant le repos. Il fallut que ses chefs, apprenant son état, vinssent s'interposer en lui ordonnant de prendre un congé.

Obéissant comme un soldat, il se soumet alors ; mais il était trop tard et les soins les plus dévoués ne purent enrayer la fatale maladie.

Le 6 janvier 1903, la mort inexorable venait mettre un terme à cette belle carrière toute d'honneur, de travail et de dévouement.

Nous croyons ne pouvoir mieux terminer cette notice qu'en reproduisant le discours que le général Michal, commandant de corps d'armée à Nancy, prononça sur la tombe du colonel Haffen.

« Le général commandant le génie du 20^{me} corps d'armée et le général gouverneur ont retraçé tantôt à Toul la carrière si bien remplie, carrière toute d'honneur et de devoir de notre camarade et ami commun, le colonel Haffen, si prématurément enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis, au pays à qui il était à même de rendre encore tant de services.

« Profondément ému par cette fin inattendue, je ne veux pas laisser fermer cette tombe sans apporter à un ami de près de quarante ans la suprême expression de la haute estime dans laquelle il était tenu par les officiers généraux qui se sont succédés au commandement du 20^{me} corps d'armée. Cet hommage rendu au Français animé du plus pur patriotisme, à l'ingénieur militaire plein de talent, au soldat dévoué à tous ses devoirs, je saluerai pour la dernière fois ici, comme représentant de la promotion de 1864 à l'Ecole polytechnique, le camarade au cœur chaud et à la main ouverte qui ne comptait que des amis parmi ses contemporains, parmi ses chefs et parmi ses subordonnés. Faisant avec lui partie de l'un de ces petits groupes d'élèves qui, à l'Ecole, vivaient dans la même salle d'étude, à la même table, dans la même chambre, j'avais pu, le voyant de si près, apprécier toutes les

qualités de cœur et d'intelligence qui faisaient alors de lui un camarade aimé de tous, qui en ont fait ensuite l'homme de haute valeur que j'étais heureux de présenter récemment à Toul au Ministre de la guerre en demandant qu'il reçoive au plus tôt les étoiles de général si bien et si dignement méritées.

« Comment penser, hélas ! qu'après un mois à peine écoulé, j'aurais à lui dire ce dernier adieu !

« Puisse le témoignage d'amitié et de haute estime donné à celui que nous pleurons par tous ceux qui se pressent à ses funérailles et dont plusieurs que je vois ici sont venus de loin, apporter un adoucissement à la douleur de cette famille si cruellement éprouvée.

« Elle puisera la force d'envisager l'avenir dans la consolante pensée de retrouver un jour l'époux et le père bien aimé, si vite enlevé à son affection.

Adieu, colonel Haffen, adieu, mon vieil ami ! »

Metz, 28 mai 1903.

V. PREVEL.

LIVRES NOUVEAUX

La Flore des Hautes-Vosges et les plantes officinales, par
C. BRUNOTTE, professeur à l'Université de Nancy. Berger-
Levrault, 1903.

Après avoir doctement établi que « la plante est la compagne habituelle et forcée de tout être humain » : que « les plantes et fleurs nous sont indispensables », l'auteur cherche à démontrer que si « Gérardmer est la perle des Vosges pour les touristes, c'est aussi le paradis des botanistes ». Il s'efforce ensuite avec une éloquence dont la chaleur n'exclut pas la grâce souriante, d'inspirer à ses lecteurs l'amour de la science qui fait ses délices. Il prévoit l'objection : « Il y a de trop grandes difficultés pour se mettre à l'œuvre, il est trop difficile de déterminer une plante, de trouver son nom, il faut une somme considérable de connaissances, etc... Erreur, grande erreur, un peu d'effort simplement ». Et comme preuve, il appuie son affirmation d'un vrai cours de botanique vosgienne, succinct, mais d'une clarté saisissante. Cette attrayante étude devra se trouver entre les mains de quiconque excursionne dans nos Vosges. Outre le profit scientifique qu'on tirera de sa lecture, elle contribuera excellentement à tromper la longueur du chemin, en attirant le regard sur les mille beautés du spectacle qui se déroule devant les yeux.

ANGEL INGOLD.

Club alpin français, section des Hautes-Vosges. (Bulletin n° 13). Belfort, Devillers, 1903.

Depuis trois ans la section des Hautes-Vosges du Club alpin ne nous avait donné de ses nouvelles, aussi avons-nous été heureux de recevoir son 13^e bulletin réunissant le compte-

rendu des trois années 1900-1901-1902. Nous trouvons comme d'ordinaire les relations d'excursions écrites d'une plume alerte et franche. A noter le récit d'une excursion faite à Pâques 1902 aux châteaux de Haut-Königsbourg et de Ribeauvillé avec jolies photographies, et celui d'une autre du Ballon d'Alsace à celui de Guebwiller, en août 1902. Il est également accompagné de vues pittoresques et peu banales. Nous souhaitons à la section la réussite des projets d'excursion qu'elle a conçus nombreux dans nos Vosges toujours si belles.

ALSATA.

J. B. Fleurent, 1837-1903. Imprimerie Jung, à Colmar. In-8° de 36, avec un portrait.

Cet opuscule, consacré à la mémoire de notre regretté collaborateur, contient, après quelques pages signées par *un ancien ami*, les trois discours prononcés sur la tombe de Monsieur Fleurent, et enfin les paroles dites par M. le curé de Colmar à une réunion du conseil de fabrique dont le défunt fut longtemps le président. Ainsi sera perpétué, pour les générations futures, le souvenir de l'homme de bien, si éminent par tant de qualités de cœur et d'esprit, que fut J. B. Fleurent.

LA DIRECTION.

Fôrêt Noire et Alsace. Notes de vacances, par MASSON-FORESTIER. Paris, Hachette, 1903.

Grande a été notre déception à la lecture de ce volume, dont l'impression et l'illustration cependant ne laissent rien à désirer comme tout ce qui sort de la maison Hachette. Mais le texte est un méli-mélo, agréable à lire si l'on veut, mais qui fourmille d'inexactitudes autant que d'appréciations fausses. Donnons une preuve de l'une et l'autre de ces critiques. L'auteur qui relève avec raison « les livres d'histoire » qui écrivent Salzbach pour Sasbach, écrit bravement *Saint-Blasien*¹, *Gunterthal*, *Carlspach*, *Wier*, *Immerbach*, etc... etc... Veut-on savoir maintenant en quoi consiste « le premier acte d'initiative de l'Alsace » et ce qu'elle va faire pour « secouer le mortel

1. Il fallait s'en tenir à un système, à l'orthographe française ou à l'orthographe allemande et ne pas écrire *Schlestadt*, *Badenweiler*, *Haut-Königsbourg*, quand on écrit, dans le même livre, *Strasbourg*, *Fribourg*, etc...

engourdissement, la paix de cimetière où elle languissait depuis 30 ans », le « symptôme d'un réveil, d'une reprise de conscience de ses propres forces... ». L'auteur veut sans doute faire allusion à la fondation de la *Landespartei* ? Pas du tout, il s'agit de la construction d'une auberge à Tannenkirch ! Après cela, tirons l'échelle, n'est-ce pas, et laissons ce livre, pour rester fidèles à nos bons guides alsaciens (qui ne manquent point, quoiqu'en dise l'auteur), l'excellent livre de Huot, par exemple, ou *Les Vosges* de C. Mündel, pour ne parler que d'ouvrages en langue française.

A. M. P. INGOLD.

FRANCK. *Der Meister der Ecclesia und Synagoge am Strassburger Münster*. Düsseldorf, Schwann, 1903. In-8° de 115 pp. (Cet artiste était Français ou tout au moins élève de maître français).

J. KNEPPER. *Jac. Wimpfeling*. Fribourg, Herder, 1902. In-8° de XX-375 pp.

W. WITTICH. *Le génie national des races française et allemande en Alsace*. Traduit par A. Korn. Paris, Girard & Brière, 1903. In-8° de 100 pp.

P. HEITZ. *Les filigranes des papiers contenus dans les incunables de la bibliothèque de Strasbourg*. Strasbourg, Heitz, 1903. In-4° de 34 pp. et 50 planches. 20 francs.

J. GÉNY. *Führer durch Schlestadt*. Berlin, Wasmuth, in-8° de 64 pp. avec 13 gravures.

••• *Le Rév. Dom Mayeul Lamey*, prieur majeur des Bénédictins de Cluny. 1842-1903. Aoste, imprimerie catholique, 1903. In-12 du 13 pp.

Articles de revues.

Revue catholique d'Alsace. Juin. La destinée de l'Alsace-Lorraine, par F. BLUMSTEIN. (D'après l'ouvrage suédois de Nyström).

Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertum. II, fas. 2. Mitteilungen über R. Perraudi (Réforme de Schönensteinbach), par R. WACKERNAGEL.

Annales de géographie. Janvier 1903. Le port de Strasbourg, par P. LÉON.

Revue de la Renaissance. Tome I. Louis des Masures (mort à S.-Marie-aux-Mines vers 1580) par A. H. BECKER.

Journal des Débats. (Depuis le 10 juillet.) En flanant. A travers l'Alsace. Par A. HALLAYS.

Studien und Mitt. aus den Benediktiner- und Cisterzienserorden. 1903. 1^{er} fascicule. Die Cisterzienser und der Weinbau im untern Elsass, par L. PFLEGER.

Annates franc-comtoises. Août. Un Montbéliardais au Maroc au XVIII^e siècle, par A. GASSER.

Le Messager des Vosges illustré. 19 juillet. Nécrologie : Charles Blech.

Annales de S. Louis-des-Français. Avril 1903. De Luxembourg à Rome en 1739 (traversée de la Lorraine et de l'Alsace) par A. LAMY.

Jahrbuch für Schweizer Geschichte. Zurich, 1903. Winterthurs Strassburger Schuld, 1314-1479, par K. HAUSER.

Imprimerie F. SUTTER & Cie, Rixheim (Alsace)

HINDISHEIM

LE DROIT DE CHASSE SUR SON BAN

SOUS

LES ÉVÊQUES DE STRASBOURG

Situé dans la plaine du Rhin, sur les bords de l'Andlau dont les flots baignent au couchant le château, Hindisheim, fort village du canton d'Erstein, est d'une haute ancienneté, car les moines bénédictins de l'abbaye de Moyen-Moutier¹ étaient, avant la Révolution, collateurs de la cure qui dépendait de l'archiprêtré de Benfeld, diocèse de Strasbourg. L'église est sous l'invocation des glorieux apôtres saint Pierre et saint Paul. Deux chapelles se trouvent dans la localité, l'une au levant dédiée à sainte Apolline; l'autre, dont la construction paraît remonter au XV^e siècle, est le but d'un pèlerinage : elle est dédiée à Notre-Dame et se trouve au midi en entrant dans le village.

Sous le rapport du temporel, le village appartenait aux princes-évêques de Strasbourg, bailliage épiscopal de Dachstein.

Dans le cours du XIII^e siècle, un évêque concéda en fief Hindisheim avec Lipsheim aux nobles de Hohen-

1. En 1114, l'empereur Henri se déclare le vœu de ce monastère situé dans les Vosges lorraines, pour la cour franche d'Hindisheim et pour ce que les moines possédaient au village voisin de Lipsheim. En 1790, le curé était M. Colin.

bourg. Ces furent ces seigneurs qui firent bâtir le château entouré de murs et de fossés et contenant quatre jours tant en jardins qu'en chènevières. En 1476, un Hohenbourg, désirant embrasser la vie monastique, rendit la seigneurie à l'Evêché. Deux ans après, elle était engagée à Michel de Misselbach. A la mort du dernier de cette famille, nommé Richard, un de ses parents, Sicker de Sickingen, prétendit que les deux villages devaient lui revenir avec tous les biens des Hohenbourg; mais les officiers de l'Evêché réduisirent ses prétentions et il dut se contenter d'une pension annuelle.

D'après une transaction judiciaire de l'an 1572, les châtelains du fief d'Hindisheim ne se gênaient pas pour désarmer les paysans qu'ils rencontraient dans la campagne. Cette mesure devait être cruelle à des gens privés de leur ancien droit de chasse par l'abus du pouvoir féodal¹.

Le château et le village furent encore conférés plus tard aux nobles Zum Treubel qui en jouirent jusque vers 1600. (Gabriel Zum Treubel, prêtreur de la ville de Strasbourg, mourut en 1596). Les Von Hemmingen l'eurent ensuite et le possédèrent jusqu'en 1669, année où le prince de Furstemberg jugea à propos de racheter le fief pour une somme de 2.200 écus d'empire. Pendant que les trois frères Von Hemmingen étaient réfugiés à Bruxelles, lors des épouvantables guerres qui ravageaient l'Alsace, le lieutenant-colonel Navier, bâtard de Charles, l'un des trois frères, défendait aux paysans de chasser et prenait les fusils de ceux qu'il rencontrait. Les malheureux y étaient poussés non seulement par la misère, mais encore par le bailli épiscopal

1. Ce fut en 1501 que les seigneurs alsaciens enlevèrent le droit de chasse à leurs sujets sous prétexte qu'ils pourraient mieux soigner leurs intérêts. (V. HANAUER, *Etudes économiques sur l'Alsace*, 1878, II, 198, 201). Ce fut un des grands griefs des paysans révoltés en 1525. Ils avaient inscrit le droit de pêche et de chasse parmi leurs articles de revendication.

de Dachstein, soucieux d'avoir du gibier pour sa table et celle de quelques nobles voisins.

En 1681, M. de Furstemberg, du consentement du Grand Chapitre et pour subvenir aux besoins de l'Evêché, se décida à concéder en fief Hindisheim à Jean-George de Mayerhoffen, directeur de la Chambre des finances de l'Evêché à Saverne, ville où demeura toujours sa postérité. C'était pour éteindre une somme de six mille florins prêtée à l'Evêché par ce fonctionnaire que la cession avait été faite. Voici un extrait de l'investiture :

« A Hindisheim, le château avec ses murs, fossés, « bâtiments, droits, appartenances et dépendances, rentes « en grains, argent, poules, chapons, prés, maisons, « champs, cens, granges, jardins, droit de chasse, com- « munaux, forêts, buissons, eaux, terres vagues et « pâquis avec seigneurie et autres droits et dépen- « dances ».

La chasse était formellement stipulée, et c'était le droit le plus apprécié par tous les gentilshommes campagnards. M. de Mayerhoffen comptait bien l'exercer sans aucune contestation : il n'en fut pas ainsi comme on va voir. Le nouveau pourvu fut de longues années sans être troublé dans son droit, et cependant le village possédait deux bourgeois, deux frères, nommés Nicolas et Jacob Breff, qui s'intitulaient chirurgiens, mais qui en réalité étaient braconniers dans l'âme et avaient été employés dans le bailliage épiscopal de Dachstein comme chasseurs, ainsi que dans les chasses du Grand Chapitre de Strasbourg par ordre des deux princes de Ventadour : Armand-Jules de Rohan, archevêque-duc de Reims, et Camille-Eugène-Hercule de Rohan¹, abbé commendataire d'Humblières au diocèse de Noyon, tous deux chanoines du Grand Chapitre.

1. L'archevêque fut sacré le 23 août 1722. Il avait pour suffragant François-Joseph Robuste, évêque de Nitrie qui fut sacré le 1^{er} août 1729. M. de Rohan mourut en 1762.

Le « prince Camille », né le 6 avril 1737, était aussi trésorier de l'église cathédrale de Liège.

Les deux Breff respectèrent d'abord la modeste chasse d'Hindisheim ; mais en 1756, ils s'avisèrent d'y tirer du gibier pour la table du château de Saverne. M. de Mayerhoffen, en ce moment conseiller de régence épiscopale à Saverne, tout ému de cette atteinte à ses droits (il avait reçu l'investiture de son fief en 1716), s'empressa de porter plainte à M. Jean-Philippe de Reich, grand veneur de l'Evêché ¹, qui lui répondit fort poliment :

« Je suis bien mortifié que ce Breff vous cause tant de peine ; c'est bien contre mes intentions qu'il chasse, mais le prince Camille auquel il délivre du gibier toutes les semaines, n'en a pu trouver d'autre que lui. Comme je vais à Strasbourg, je prierai le prince de charger quelque autre de cette commission qui du moins ne sera pas un braconnier comme Breff ; c'est tout ce que je puis faire en ce moment pour votre service ; ne désirant que de trouver les occasions de vous témoigner que personne n'est plus sincèrement, etc. ».

Le braconnier ayant récidivé, M. de Mayerhoffen le menaça de tuer ses chiens et de le faire enlever lui-même par la maréchaussée. Breff eut peur, et il y avait de quoi, et resta tranquille ; mais il demanda à la Régence épiscopale une permission de chasser sur le ban d'Hindisheim que le jeune cardinal de Soubise (1749-56) s'empressa de lui refuser, ne voulant pas priver un de ses feudataires d'un droit précieux et si chèrement payé.

Le châtelain d'Hindisheim obtint donc un arrêt du successeur d'Armand de Rohan en date du 25 janvier 1761 défendant à tout habitant de chasser sur le ban. Fort de cet arrêt, M. de Mayerhoffen établit un garde-chasse sur sa seigneurie et fut laissé tranquille. Mais en 1774, il fut de nouveau troublé ; un apprenti-chasseur

¹. Il avait succédé dans cette charge en 1749 à son père François-Ernest.

de l'Evêché vint sur le ban. Le seigneur se pourvut le 2 mai à la Régence pour le faire condamner; mais, pendant l'instance, un nouvel incident fâcheux se produisit. Le maître-chasseur de l'Evêché avec un compagnon, vint tirer sur le finage. Il n'y avait pas à s'y tromper. François-Félix de Mayerhoffen vit de suite d'où le coup partait et quels étaient les hauts personnages qui poussaient le maître-chasseur à cet acte indélicat. Il n'entama pas une instance judiciaire, mais il envoya des plaintes respectueuses au prince-évêque, le prince Louis-Constantin, cardinal de Rohan (1756-79), le même sous lequel avait eu lieu l'arrêt de 1761. Mais quel fut son étonnement de voir le vieux prélat, imbu de fausses idées féodales, déclarer que le droit du vassal en fait de chasse ne devait comprendre que les quatre jours enclavés dans l'enceinte du château d'Hindisheim!

Tout stupéfait de cette nouvelle manière de définir les droits de gentilhomme vassal, M. de Mayerhoffen résolut d'aller faire vider la question devant le Conseil souverain d'Alsace; il envoya à cette Cour, le 29 novembre 1775, un mémoire dans lequel il établissait qu'il était seul propriétaire de la chasse sur le ban d'Hindisheim, mais qu'il reconnaissait loyalement que le prince-évêque, comme seigneur, avait le droit d'y chasser personnellement, mais non d'y envoyer le chasseur épiscopal de Schæffersheim aidé d'un compagnon. De son côté, le chasseur mis en jeu assurait qu'il avait été autorisé par le prince de Ventadour, depuis cardinal de Soubise (mort en 1756) dans le bailliage épiscopal de Dachstein, dont dépendait Hindisheim, mais non dans ce village, malgré la pancarte que lui avait octroyée en 1730 le maréchal Du Bourg, gouverneur d'Alsace, et qu'en 1742, l'archevêque de Reims déjà cité, lui avait donné une permission de chasser dans les villages épiscopaux de Fessenheim, Lampertheim, Eschau, Erstein, Bœrsch et Saint-Nabor.

A la réception du mémoire de M. de Mayerhoffen,

le vieux cardinal de Rohan se contenta de répondre que les pièces signifiées ne suffisaient pas pour établir la demande! Devant cette réponse qui n'en était pas une, M. de Mayerhoffen résolut de poursuivre devant le Conseil souverain, et l'affaire fut inscrite à la fin d'avril 1778. Son factum d'un style fort modéré se termine ainsi :

« MM. de Mayerhoffen ont donc en leur faveur titre
 « commun et onéreux, autorité de la chose jugée et
 « possession constante que leur assure le droit de chasse
 « sur le ban d'Hindisheim. C'est un atôme dans l'im-
 « mense étendue des chasses destinées aux plaisirs de
 « MM. les Evêques de Strasbourg et c'est le droit le
 « plus précieux attaché à la possession du château
 « d'Hindisheim. Ces Messieurs ont toujours espéré et
 « espèrent encore que la grandeur d'âme, la justice et
 « la bienfaisance innées des princes de l'illustre maison
 « de Rohan, leur procureraient par eux-mêmes la jus-
 « tice qu'ils sollicitent »¹.

Les châtelains d'Hindisheim avaient le bon droit par eux; il y a tout lieu d'espérer que le Conseil souverain d'Alsace donna raison à MM. de Mayerhoffen et qu'ils furent seuls reconnus pour avoir le droit de chasse sur le ban d'Hindisheim, malgré que le prince Louis grand chasseur lui-même², eut succédé à son oncle, le cardinal Constantin et eut repris l'instance; la justice avant tout.

A. BENOIT.

1. Mémoire pour les S^{rs} de Mayerhoffen, demandeurs contre Messire Louis-René-Edouard, prince de Rohan, cardinal de la S^{te} Eglise Romaine, Prince-Evêque de Strasbourg, Prince d'Etat d'Empire, Grand Aumônier de France, Commandeur des Ordres du Roi, comme ayant repris les errements et instances, Défendeur. A Colmar de l'imprimerie de J. H. Decker, 1778, in-4^o, 23 pages. M. Athalin, conseiller-rapporteur; M^o Chauffour l'aîné, avocat, M^o Schirmer l'aîné, procureur.

2. V. les *Mémoires d'un garde forestier du Cardinal*, par M. l'abbé FISCHER, insérés dans la *Revue catholique d'Alsace*.

APPENDICE

A. Le cardinal Armand de Soubise II.

I.

D'Alembert dans son *Histoire des Membres de l'Académie Francoise*, Paris, 1787, V, 531, 538, commence ainsi l'éloge du cardinal Armand de Soubise :

« Une constitution faible, qui nous a trop tôt privés de cet estimable Prélat, et les places importantes qu'il eut à remplir, ne lui permirent pas de cultiver les talents de l'esprit avec autant d'assiduité et de succès que d'autres académiciens d'un rang distingué. Mais si M. le cardinal de Soubise ne put donner que des moments aux Lettres, il les aima du moins, il honora ceux qui les cultivent et qui joignent au don du génie la conduite et les mœurs ; il a entretenu dans nos cœurs par son attachement à la Compagnie la reconnaissance que nous devons à la maison de Rohan dont le nom, si respectable à tant d'égards, doit nous être à jamais précieux comme celui des plus illustres et des plus constans de nos bienfaiteurs ». En reconnaissance de « l'obligation signalée » qu'avait rendue à l'Académie le premier des cardinaux de Rohan, ce corps illustre reçut le 30 décembre 1741, son neveu, dérogeant ainsi à la règle d'avoir deux membres du même nom dans son sein.

II.

Le cardinal de Soubise donna en 1753 le droit de chasse sur le ban d'Elsenheim (bailliage épiscopal de Marckolsheim) au curé M. Schwendt. Le même curé obtint en 1753 et en 1754 le droit de pêche dans les ruisseaux du village. En 1771, son successeur, M^e de la Volpillière, jadis vicaire à Phalsbourg, fit la même

location près de la commune, mais il ne put obtenir du vieux cardinal de Rohan (1756-79) le droit de chasse sur le ban.

C'est ce même curé qui se rendit célèbre en 1773 en réclamant à un de ses paroissiens une dime de miel et de cire, dime inusitée. M. Zœpfel avait remplacé vers 1782 ce curé processif.

B. Le cardinal Constantin de Rohan.

I.

« Le 11 février 1778, à onze heures du matin, S. A. E. le cardinal Louis-Constantin, prince de Rohan, prince-évêque de Strasbourg, prince-évêque du Saint-Empire Romain, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, abbé des Bénédictins de Saint-Epvre de Toul, etc., s'est décidé, malgré son grand âge, à se faire faire l'opération de la cataracte cristalline de l'œil gauche. Elle lui a été ôtée très heureusement et avec beaucoup de dextérité dans l'espace d'une minute et deux secondes par M. de Wentzel, natif de la Lorraine allemande, oculiste de S. M. l'Impératrice-Reine et de plusieurs Potentats de l'Europe, que son habileté dans ce genre a élevé au rang de baron libre de l'Empire. Le prince a soutenu l'opération avec la plus grande fermeté; il a dans l'instant distingué les objets. Comme il a encore les bandages et les compresses sur l'œil, on ne peut rien dire de certain sur le rétablissement entier de la vue. Son Eminence a senti quelques atteintes de la goutte à la main et au coude; mais elle est présentement dissipée.

« Dès que S. A. S. Mgr le Prince René-Louis-Edouard de Rohan, coadjuteur de Strasbourg et grand aumônier de France, a été informé de l'opération, il s'est empressé de se transporter à Strasbourg avec la

permission du Roi, pour y voir le prince, son oncle. Il arriva au Palais épiscopal le 27 suivant de grand matin ».

II.

C'est le cardinal Constantin qui fit décider par le parlement de Nancy, par arrêt du 23 février 1773, qu'une permutation faite en Lorraine entre deux curés par devant l'Ordinaire du diocèse, pendant la maladie d'un des permutants, devient caduque si le copermutant malade ne survit pas vingt jours à la permutation et qu'à défaut de cette survie le bénéfice est censé vaqué par mort.

Voici ce qui donna lieu à cet arrêt :

Le curé de Fresnes-en-Santois, dangereusement malade, avait permuté son bénéfice valant plus de 3.000 francs annuellement avec son frère, le curé de Bouzanville (*hodie* Autrey, les deux paroisses sont du département de Meurthe-et-Moselle), qui n'en avait qu'un rapportant par an 1.000 à 1.200 francs au plus. L'abbé de Saint-Epvre-lès-Toul et le commandeur de Malte à Xugney nommaient alternativement à Fresnes; le commandeur seul à Bouzanville. Le curé de Fresnes ne survécut que dix jours à la permutation et le cardinal nomma un titulaire à la cure vacante. Il fut attaqué en trouble par le permutant survivant devant le bailliage de Vézelize qui ordonna la mise en cause du prélat. Appel fut porté à la Grand'Chambre du parlement de Nancy qui rendit l'arrêt ci-dessus mentionné. M^{re} de Bouteiller et Regnier (le grand juge de l'Empire) plaidaient pour les intéressés.

C. Les nobles de Mayerhoffen.

François-Félix de Mayerhoffen, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment d'infanterie de Penthièvre, commandant de Saverne dès 1761, reprit le fief d'Hin-

disheim en 1772. D'après son ex-libris, ses armoiries portaient « coupé d'argent et de gueules au lion passant d'or sur une montagne de trois coupeaux de sinople, ayant dans ses griffes une massue » ; avec lambrequins, croix de Saint-Louis, heaume surmonté d'un lion issant tenant la massue entre deux cornes coupées d'argent et de gueules. Au-dessous dans une banderole DE MAYERHOFFEN. C'était le fils de Jean-George-Joseph de Mayerhoffen, qui fit ses reprises en 1732, et le petit-fils de Jean-George (1704). Celui-ci était le fils du premier possesseur du fief portant les mêmes prénoms que lui et mort, d'après D. Fischer, à Strasbourg le 10 septembre 1688.

LES
SUFFRAGANTS DE BALE
AU XIV^e SIÈCLE

I.

Martin, évêque de *Drépanum* (Trapani, Sicile), 1311.

Othon de Grandsée, évêque de Bâle de 1306 à 1309, avait pour suffragant Martin, évêque « Drepanensis »¹. Ce suffragant continua ses fonctions sous le successeur et neveu d'Othon, Gérard ou Gérald de Wuippens, qui figure déjà en 1310, comme évêque de Bâle nommé par le pape Clément V.

Or cet évêque Gérard s'attacha aux pas de l'empereur Henri VII, qu'il suivit en Italie.

Pendant ce lointain voyage, une cérémonie intéressante avait lieu à Thann, le dimanche avant la Toussaint 1311. C'était la bénédiction solennelle du nouveau couvent des Frères mineurs et la consécration de leur église, et en particulier du chœur de cette église. En l'absence de Gérard de Wuippens, l'évêque consécrateur fut le suffragant de Bâle, Frère Martin, évêque de Drépane. Par lui, l'église des Conventuels fut dédiée à la très sainte Trinité, à la très sainte Vierge, Mère de Dieu, et mise sous la protection du saint apôtre Jacques

1. *Chron. Thann.*, I, 289.

le majeur, du saint martyr Christophe, de saint Erasme, évêque et martyr, du saint évêque Théobald et des saintes vierges et martyres Catherine, Barbe et Apollonie.

Ce fait nous est rapporté, dans tous les détails que nous venons de reproduire par la *Chronique de Thann*¹, avec cette différence que le chroniqueur suppose que l'évêque Othon vivait encore à cette époque. Ce qui est démontré inexact par trois documents authentiques que nous donne Trouillat dans ses *Monuments pour l'histoire de l'Evêché de Bâle*², contrairement à l'affirmation du P. Sudan et de l'historien de Bâle, Wurstisen.

II & III.

Jacques, évêque de Panaden (Panadensis), et **Jean**, évêque de Rurch (Rurchensis), 1312-1320.

Ces deux suffragants ne nous sont connus que par Wurstisen 3, et la *Chronique de Thann*.

Nous lisons dans cette dernière : « Gérard de Wippingen emploie comme évêque-suffragant d'abord Jacques, évêque de Panaden, et après lui Jean, évêque de Rurch » 4.

Ainsi trois suffragants se succèdent rapidement sous le règne assez court du prince-évêque Gérard, par Agnès sa mère neveu de son prédécesseur sur le siège de Bâle, Othon de Grandsée.

Comment expliquer cette rapide succession ?

Le P. Sudan nous dit qu'au temps de certains suffragants, la peste sévit avec tant de fureur dans la Germanie et principalement sur les rives du Rhin, qu'elle

1. *Chron. Thann.*, loco cit.

2. *Monuments*, tome III, p. 155, 167 et 171.

3. P. 154.

4. I, 291.

fit à Bâle 14.000 victimes¹. C'était, à cette époque, plus de la moitié de la population bâloise.

Rien d'étonnant, si l'un ou l'autre de ces prélats a succombé à ce terrible fléau.

Rappelons d'ailleurs qu'il arrivait assez souvent qu'un suffragant passait d'un diocèse à un autre pour des raisons appréciées par les évêques respectifs. Nous en trouvons ci-après plus d'un exemple.

IV.

Henri Wyss (Albus), *archevêque d'Anaverza* (Anaverezensis), 1346.

Jean Senn de Münsingen fut évêque de Bâle de 1335 à 1365. C'est un des plus longs épiscopats de ce siège. C'est aussi un des plus douloureux. En 1349, la peste noire, dite peste de Florence, ravage l'Europe et dépeuple la ville de Bâle, et, pour comble de malheur, cette ville est renversée aux trois quarts avec sa cathédrale et son château par l'horrible tremblement de terre qui détruisit, en 1357, plus de trente-quatre châteaux dans le Jura².

L'évêque Jean Senn avait pour suffragant en 1346, Henri Wyss, archevêque d'Anaverza.

Le 18 février de cette même année, le samedi après la fête de saint Valentin, évêque, le suffragant Wyss, « procureur et lieutenant au spirituel de l'évêque Jean », consacrait solennellement, et « à la grande joie de la seigneurie et de toute la contrée »³ la nouvelle église de Saint-Théobald à Thann, ainsi que cinq autels et le cimetière. Cette importante cérémonie fut suivie, ajoute

1. *Basilea sacra*, 261.

2. Id., 272-274. *Chron. Abbati Argent.*, 165. WURSTISEN, *Chron. Basil.* URSTITIUS, *Epitome hist. Basil.*, 73.

3. Archives de la ville de Thann.

la *Chronique de Thann*, de divers actes pontificaux tels que confirmation, baptême de cloches (Glockentauffen), etc. ¹.

Le 27 mars suivant, l'archevêque d'Anaverza consacrait à Mulhouse la chapelle de la Sainte Vierge appartenant à l'abbaye de Lucelle et accordait aux visiteurs de ce sanctuaire une indulgence de 40 jours pour les péchés mortels et une autre d'une année pour les péchés veniels ².

Quand le chroniqueur de Thann écrivait les lignes que nous venons de rapporter, le suffragant Wyss était mort, comme l'indiquent ces mots : « Weyland Weybischoff ».

Il vivait encore en 1347. Le 25 juillet de cette année, à la fête de saint Jacques, apôtre, Henri Wyss (Albus) était à Bergheim, où il consacrait trois autels dans l'église de cette ville, et accordait 40 jours d'indulgences à ceux qui prieraient aux conditions ordinaires devant ces autels. Le premier était dédié à sainte Madeleine, le second à saint Jean l'Évangéliste, le troisième à saint Thomas, apôtre ³.

V.

Pierre Senn, évêque de Cython (Cythonensis), 1363.

Après Henry Wyss, le règne de l'évêque Jean Senn vit un autre suffragant de Bâle dans la personne de Pierre, *episcopus Cythonensis*, qui était en même temps, en 1363, suffragant de Constance ⁴.

L'évêque Jean Senn avait été sept ans à relever sa cathédrale, grâce à des quêtes faites dans tous les dio-

1. *Chron. Thann.*, I, 354.

2. Lettre en parchemin, archives du Haut-Rhin, fond. Lucelle.

3. Eug. HANS, *Urkundenbuch der Pfarrei Bergheim*, Strasbourg Leroux, 1893, p. 46-47, et 289.

4. *Chron. Thann.*, I, 396.

cèses voisins. En 1363, la restauration de l'édifice était assez avancée pour qu'il pût être l'objet d'une nouvelle consécration. A en croire le chroniqueur de Thann et d'autres chroniqueurs, cette cérémonie eut lieu le 25 juin, en présence du roi de Chypre, Pierre I de Lusignan, venant de Strasbourg, et du duc d'Autriche, Rodolphe l'Ingénu. L'évêque consécrateur fut le suffragant Pierre Senn, évêque de Cython, assisté des prélats de Lucelle et de Pairis, de Saint-Blaise et de Beinwyl. Il accomplit cette cérémonie sainte sous les yeux du prince-évêque Jean Senn, que l'âge inclinait vers la tombe. Un nombreux clergé, une foule immense prenaient part à cette nouvelle consécration de la basilique de Saint-Henri. Les mêmes reliques qui sanctifiaient le tombeau du maître-autel détruit par le tremblement de terre, retrouvées dans les décombres, prirent place dans le nouvel autel du chœur.

Et l'évêque Jean voulut que la première dédicace, faite en 1019, fût maintenue au 11 octobre de chaque année. Et comme en 1019, la cathédrale fut dédiée de nouveau à la Sainte Trinité, à la bienheureuse Vierge Marie, et à plusieurs saints en honneur dans le diocèse de Bâle ¹.

Il est à croire que le suffragant Pierre Senn était un frère puîné de l'évêque Senn, et, comme lui, fils du chevalier Burkhard Senn de Münsingen et de Jeanne de Buchegg, fille du comte Henri, landgrave de Bourgogne ².

Le suffragant Pierre Senn continua sans doute ses fonctions sous le règne belliqueux de l'évêque Jean de Vienne. Partagea-t-il sa politique ? L'histoire ne nous le dit pas.

1. *Chron. Thann.*; WURSTISEN, *Chron. Basil.*; *Chron. Lucell.*, 296; N. GERUNG, *Chron. episc. Basil.*, 325.

2. Th. VON LIEBENAU, *Zu Basler Chronik von Nikolaus Gerung*, p. 6.

VI.

Jacques de Wattwyler, évêque de Castorie (Castoriensis),
1384-1391.

Le savant historien Trouillat, au vu d'un document qu'il avait sous les yeux, nous montre le suffragant de Bâle, Jacques, évêque de Castorie, consacrant un autel au monastère de Sainte-Catherine à Colmar, en 1384¹.

Ce suffragant Jacques, évêque de Castorie *in partibus infidelium*, n'était autre que Jacques de Wattwyler, d'abord chanoine, puis prévôt du chapitre de Saint-Ursanne de 1389 à 1397, que les archives du chapitre qualifient de weyebischoff².

Jacques de Wattwyler, dont le frère Rodolphe de Wattwyler était abbé du monastère de Lucelle en 1382, était connu et estimé de l'évêque Imier de Ramstein (1383-1395), qui avait été son prédécesseur en qualité de prévôt de Saint-Ursanne (1381-1382)³.

Bien que le successeur immédiat d'Imier de Ramstein, à la tête de la collégiale de Saint-Ursanne, eût été Jean Münch de Landskron, nommé évêque de Lausanne, mais non accepté par ce diocèse, néanmoins le suffragant, Jean de Wattwyler, put à la mort de ce dernier lui succéder, non plus simplement comme l'élu du chapitre, mais en toute réalité, et joindre cette dignité à celle de suffragant de Bâle jusqu'à sa mort.

Le suffragant Jacques de Wattwyler, en 1391, eut mission du pape Boniface IX, de recevoir, avec l'évêque de Lausanne, Guy de Prangins, le serment de fidélité que devait prêter l'évêque de Strasbourg, Frédéric de Blanckenheim, en qualité d'administrateur de l'Evêché

1. TROUILLAT, *Monuments*, V, ad calcem.

2. Archives paroissiales de Saint-Ursanne, liste des prévôts du Chapitre.

3. MÜLINEN, *Helvetia sacra*, I, 191.

4. *Hist. de Saint-Ursanne*, p. 203.

de Bâle, après la démission d'Imier de Ramstein, acceptée alors par le souverain Pontife ¹.

VII.

Georges, évêque de Dimitrie (Dimitriensis), 1398-1404.

Le siège de Bâle, en 1398, était vacant par la démission du prince-évêque Imier de Ramstein (1391), suivie de la mort de son successeur, Conrad Münch de Landskron (1395). Tandis que le comte Thiébaud VI de Neuchâtel (en Bourgogne) administrait l'évêché de Bâle au temporel, un suffragant était là pour l'administration spirituelle du diocèse.

C'était Georges, évêque de Dimitrie *in p. inf.* Ce prélat nous est connu par un document des archives départementales de Colmar. « En 1398, y est-il dit, Georges, évêque de Dymitrie, en l'absence d'un évêque de Bâle *sede vacante* ², consacra la chapelle de Saint-Nicolas, avec ses trois autels, de Bitschwiller dans la paroisse de Willer, incorporée depuis longtemps à l'abbaye de Murbach, chapelle érigée, il y a bien des années, par de pieuses mains ³ ».

En 1404, un noble de Sickingen, nommé gardien de Thann, exprimait à l'évêque de Bâle le désir de remettre « en état de perfection » son couvent et son église, dont il demandait la « reconsécration ».

« Le 27 décembre suivant arrivait à Thann, dans ce but, Frère Georges, évêque de Dimitrie, de l'ordre des Prêcheurs, suffragant et vicaire général *in spiritualibus* du prince-évêque de Bâle, Humbert. Et le lendemain, jour des saints Innocents, il consacrait à nouveau

1. Catalogue des archives de l'Evêché de Bâle, n° 392, p. 26 et 102.

2. Ob carentiam tunc episcopi Basiliensis.

3. Fonds Murbach, cart. 57, 2-5. Cfr. *Chron. Thann.*, p. 305, apud TROUILLAT, *Monum.*, V, ad calcem.

l'église rebâtie et le chœur, ainsi que la chapelle de la Mère de Dieu, l'autel de saint François, ceux de saint Jacques le Majeur, de sainte Barbe, vierge et martyr, de saint Erasme, évêque et martyr, de l'archange saint Michel, comme aussi ceux de sainte Catherine et de saint Sébastien. Puis il donna la confirmation et bénit des cloches, savoir la grande et la petite du couvent, qui pesaient ensemble onze quintaux moins vingt-cinq livres, et une pour Leimbach du poids de treize quintaux. Au sortir de la cérémonie, il fut traité magnifiquement par le magistrat et la noblesse, et du couvent il regagna, très satisfait, la ville de Bâle, où il arriva en pleine santé ». Il bénit en même temps l'hôpital de Thann ¹.

En 1400, le suffragant Georges obtint du jeune évêque de Bâle, Humbert de Neuchâtel, une nouvelle promulgation des statuts diocésains, publiés un siècle auparavant par l'évêque Pierre d'Aspelt.

« C'était, dit Mgr. Vautrey, rappeler le clergé et les fidèles aux règles de la discipline ecclésiastique et à tous les devoirs de la vie chrétienne ». Remarque plus sage que celle qui suit, et à laquelle nous ne pouvons souscrire, pas même à titre de transition : « Il était plus facile à l'évêque de régir les âmes que de gérer les affaires temporelles de l'évêché » ².

L'historien oublie ici cette affirmation d'un grand pape et d'un grand docteur : « *Ars artium regimen animarum* ». (S. Grégoire).

Mgr. CHÈVRE.

1. *Chronique de Thann*, I, 477.

2. *Hist. des évêques de Bâle*, I, p. 450.

CONTES

DES BUVEURS ALSACIENS

RECUEILLIS

PAR DES FOLKLORISTES VERSIFICATEURS

Avertissement.

On ne peut donner le texte de la plupart de ces contes, parce qu'ils n'en ont pas d'attitré. Les joyeux buveurs les répètent avec d'innombrables variantes devant les choppes de bière des brasseries et des estaminets, devant les Krümmele (les quarts de litre) des marchands de vin au détail; devant les tas de pommes et de noix, les petits verres de Kirsch ou d'eau-de-vie du cru, des veillées champêtres; et même devant les bouteilles cachettées des cures, quand, après la conférence, le curé régale ses confrères du canton.

Nous mettrons le texte attitré chaque fois qu'il y en aura un. Quand dans les différentes variantes d'un conte, une même phrase se présente, toujours la même, nous la mettrons en note, d'autant plus que dans ce cas elle a généralement une forme pittoresque et comique.

Ch. BERDELÉ.

1. Les deux bergers.

Dans un voyage pastoral
 Un évêque, amateur de la belle nature,
 Un beau jour de printemps renvoya sa voiture
 Pour s'en aller à pied. Sur un grand communal
 Il accoste un berger dont la figure
 Lui plaît. Il l'interroge et demande d'abord :
 — « Es-tu, petit berger, bien content de ton sort ? »
 — « Ma foi ! mon bon Monsieur, je n'ai pas à m'en plaindre ! »
 Répliqua le petit, « surtout n'ayant à craindre
 « Ni faim, ni soif, ni froid ! Mon maître me nourrit,
 « Il m'habille et me loge, et même il me fournit
 « Deux paires de sabots, sans compter qu'il me donne
 « Mes dix écus par an ! Hein ! que ma place est bonne ! »
 L'évêque répondit : « Moi je garde un troupeau
 « Comme toi ! Mais pourtant je jouis d'un plus beau
 « Traitement que le tien, savoir vingt mille livres.
 « Un fort bon cuisinier me prépare mes vivres.
 « J'ai nombreux serviteurs, un cocher, des laquais,
 « Qui me suivent partout. Je loge en un palais,
 « Et partout où je vais on me fait grandes fêtes !
 « N'est-ce pas beau pour un berger ? »
 — « Oui ! » reprend le gamin, « et si vraiment vous l'êtes,
 « C'est qu'alors vous gardez de bien plus grosses bêtes,
 « Moins faciles à diriger » ! ¹

2. Franc de droits.

Un aubergiste de village
 Avait tué son cochon gras
 Et tous les gens du voisinage
 Se trouvaient réunis d'un tas
 A la table à la grande salle,
 Afin de goûter le boudin.
 Pendant que chacun se régale
 En mangeant, en buvant du vin,

1. Ehr were halt an grössere Vieh ze hüten han !

De la ville un fort de la halle
 Arrive et prend part au festin,
 Puis, avalant force liquide,
 Se met dans un si bel état
 Qu'avec un tas de paille on lui fait un grabat.
 Les autres buveurs décemment
 Se conduisirent. En causant
 Notre hôte leur dit : « A la ville
 « De Strasbourg, chez un charcutier
 « Mon cochon ira tout entier !
 « J'aimerais, chose difficile,
 « Le faire passer à l'octroi
 « Sans rien payer. » — « Oh ! bien ! ma foi !
 Dit un buveur, « de ton affaire
 « Je veux me charger. Mêmement
 « Je veux déclarer franchement
 « La bête ». — « Comment peux-tu faire
 « Alors pour ne pas la payer ? »
 — « Tu verras ! veux-tu parier ? »
 — « C'est bien ! nous ferons le partage.
 « Du bénéfice ! ».... Sur le fait
 On s'en va mettre l'attelage
 A la voiture, et puis on met
 Un siège devant. L'on dépose
 Derrière, la chair aussi rose
 Qu'appétissante du gorét.
 « Couvrez-moi tout cela de paille »,
 Dit notre parieur, « et si »,
 Dit-il au faiseur de ripaille,
 « Du coup je t'emmenais aussi ?
 « Notre hôte n'aurait plus souci
 « De ta personne ! » Alors l'ivrogne
 Fut hissé sur le chariot,
 Et, ronflant là comme un idiot,
 Il cuva son vin sans vergogne.
 Vers la ville on va d'un bon trot.
 On ralentit à la guérite.
 Les employés, sans démarrer,
 Avant de faire la visite
 Demandent : « Rien à déclarer ? »
 — « Si fait ! voyez ! j'ai là derrière »,
 Répondit le cocher sans hésitation,

« Un gros cochon ! Venez-en faire
 « Vous-même l'estimation ».
 L'un des employés de sa chaise
 Se lève, et, voyant le pochard
 Cuver son vin tout à son aise :
 « Passez, passez, car pareil lard »,
 Dit-il, « est de valeur trop vile
 « Pour payer en entrant en ville » !¹

Un ancien gabelou.

3. Une reddition de comptes.

C'était dans le Haut-Rhin, vers la fin de l'Empire.
 Un député, voulant se faire réélire,
 Dans un gros bourg entra chez les plus opulents
 Electeurs, ou plutôt chez les plus influents.
 Dans la même journée, à la maison d'école,
 Les faisant réunir, comme c'est dans le rôle
 D'un député sortant, établi candidat,
 Il voulait rendre compte à tous de son mandat.
 Tous ceux qu'il visitait de façon très aimable,
 Mais en vrais vigneron le faisaient mettre à table,
 Le forçant de goûter, chacun son meilleur vin,
 Certains même plusieurs ! Le candidat en vain
 Leur dit : « J'en ai trop bu ! » Chaque électeur s'entête,
 Malgré sa résistance, à trop bien faire fête
 A celui qui devait tous les représenter,
 Et notre candidat à force de goûter
 / *Eschgriessler* et *Riesling*, ces nectars de l'Alsace,
 Sentit de leur ardeur s'enluminer sa face.
 Il marchait ! mais c'était d'un pas bien incertain !
 Avec impatience il voit venir la fin
 Des visites, et puis, c'est la figure pâle
 Que tous ses électeurs, réunis dans la salle,

1. Nix zue deklariere?

— Doch ! do hinte lejt e grosses Schwin. Ihr kenne's selwerbschaue...

— Ah so ! fahre nur wittersch ! Schweinefleisch von dere Sort zahlt kein entrée !

Peuvent le voir entrer, se diriger d'un air
 Souffrant jusqu'à l'endroit où du vieux magister
 Le pupitre est placé. De plus en plus malade,
 Le candidat vite escalade
 L'estrade,

Soulève le couvercle et n'a plus que le temps
 Derrière cet abri de remplir le pupitre
 D'*Eschgiessler*, de *Riesling*, aux gais chuchottements
 De tous ceux qui venaient de verser à plein litre
 Au pauvre candidat ces vins trop encombrants.

Un Winsticher (autrement dit gourmet)
de Kayzersberg.

(A suivre).

SOUVENIRS DE 1813 & 1814

JOURNAL D'UN HABITANT DE CERNAY

(SUITE) ¹

1814. Mars 8. Ce même capitaine russe logeait au *Cheval-Blanc* chez Christophe Heuchel où l'on apprit que la veille de cette fuite cette femme avait été rossée par les domestiques de ce capitaine par ordre de leur maître, parce qu'il ne pouvait marcher à cause de ses blessures; et malgré cela elle fut obligée de coucher avec lui cette nuit, mais pendant qu'il dormait elle prit la fuite et lui laissa une partie de ses cotillons; mais en revanche elle emporta non seulement la montre d'or à répétition de ce Russe, mais encore tout son argent. L'on prétend qu'elle s'est enfuie avec des marchands de Lunéville de sa connaissance.

Le nommé Joseph Helling fils est revenu de Faveroz où il avait été pour y voir son beau-frère. Il nous dit qu'étant arrivé au dit Faveroz il y entendit sonner le tocsin et vit tout ce village en alarme. Voici ce qui y donna lieu : un soldat de la troupe qui y était cantonné, avait donné un soufflet à un habitant de cet endroit; ce dernier voulut s'en venger et appela les autres paysans à son secours. Ceux-ci tombèrent sur

1. Voir la livraison de juillet-août.

le soldat, qui attira aussi ses camarades lesquels mirent sabre à la main et tombèrent sur les paysans, qui se sauvèrent pour sonner le tocsin. Alors tout le village fut en insurrection et il y eut des coups de fusil tirés par les militaires lesquels, après avoir été les vainqueurs, finirent par piller le village. Pendant cet intervalle le susdit Helling s'était réfugié avec son cheval dans une forêt voisine.

Mars 9. Il est arrivé un incendie dans le village de Blodelsheim chez la fille aînée de Christophe Heuchel, mariée au fils du maître de poste aux chevaux à Blodelsheim ; cet événement a eu lieu pendant que M. Landwerlen, garde général des forêts, était à souper chez eux. Le feu y a été mis aux quatre coins de leur grange et sans recevoir de secours pour l'éteindre ; on estime cette perte à plus de 5.000 francs.

Mars 17. M. Martin, d'Isenheim, maire de la ville de Cernay, envoya à 10 heures du matin à M. de Latouche par le sergent de ville un ordre de payer dans l'espace de deux heures la somme de 120 francs. Sur cet ordre, M. de Latouche alla lui-même le trouver à son bureau et lui apporta 95 francs, parce qu'il avait déjà payé 25 francs le 21 février précédent, comptant qu'on lui tiendrait compte de cette dernière somme de 25 francs. Mais le dit Martin ne voulut lui en tenir aucun compte et refusa même les 95 francs si le reste n'était de suite compté, et menaça encore M. de Latouche de lui envoyer des garnisaires s'il ne payait les 120 francs sur l'heure. Alors M. de Latouche lui donna 3 écus de 6 francs et un écu de 5 francs dont il fut encore obligé de lui payer 12 sols d'appoint.

Il faut observer que cette répartition a été faite des plus arbitrairement, en voici la preuve, car on taxa :

M. Zürcher, père et fils, les deux ensemble (millionnaires)	à 160 fr.
M. de Latouche, lui seul	à 120 fr.
M. Thiébaud Witz, maître de poste. . .	à 110 fr.

M. George Witz, son frère	à 87 fr.
M. Bernard Hérissé, petit laboureur . . .	à 56 fr.
M. Etienne Augustin, tonnelier.	à 33 fr.
M. Etienne Armspach	à 27 fr.
M. Mouff, percepteur des contributions .	à 16 fr.
M. Joseph Weiss, secrétaire de la mairie .	à 15 fr.
M. Etienne Häling, le tonnelier	à 14 fr.
M. Ingold, notaire	à 10 fr.
M. Serodino, négociant et capitaliste. .	à 9 fr.
Une pauvre boulangère, nommé Jeanne	
Ruch	à 17 fr.
Gefelé, riche juif	à 37 fr.
Ulric Gams	à 22 fr.
Joseph Häling, le père.	à 16 fr.

Ensemble : 678 fr.

Le nommé Jacques Witz ayant fait des représentations au dit Martin, maire, de ce que cette répartition était inégale à proportion des fortunes, M. Martin l'apostropha rudement et lui dit qu'il le ferait enlever par la garde s'il continuait ses représentations. Alors le susdit Jacques Witz lui répondit fermement qu'il ne craignait pas les menaces. Alors le susdit Martin ordonna au sergent de ville de chercher la garde pour mettre le dit Witz en prison. Mais le S^r Mouff et d'autres bourgeois intercédèrent pour que cette punition n'eût pas lieu. — Il est à observer que ce maire est un homme extrêmement rigide, car il en a agi de même envers M. Girard, huissier de Mulhouse, qu'il a fait conduire par la garde en prison, à cause qu'il n'était pas de son opinion.

Mars 21. Le dit maire fit publier par le tambour de la ville que chaque citoyen devait apporter une paire de souliers à la maison commune à peine de garnisaire; en conséquence M. de Latouche envoya de suite les siens lesquels on inscrivit.

M. Martin Schnebele représenta au dit maire que les soldats lui avaient déjà enlevé 2 paires et qu'il ne

lui restait plus que les souliers qu'il avait aux pieds, par conséquent il n'en pouvait envoyer. Alors le maire lui dit qu'il n'avait que se déchausser et aller chez le cordonnier prendre mesure pour des neufs.

M^{me} Baudri avait envoyé une paire de souliers de son mari qui n'étaient plus neufs. Alors ce maire les lui renvoya en lui faisant dire qu'elle en devait envoyer 2 paires au lieu d'une, sinon qu'il lui donnerait des garnisaires.

Mars 24. Un jeune lièvre s'était caché dans le jardin de M. de Latouche, lequel, ne pouvant le tirer à cause du désarmement, le fit lancer par sa grande chienne, nommée Madame, laquelle le fit sauter dans l'étang où M. Kraft, l'instituteur, le tua à coups de trique.

Mars 28. Le Baron de Schenck, capitaine des Bava-rois, et le lieutenant de Schwartzmann ont diné chez M. de Latouche. Ces deux officiers étaient blessés, le premier à la tête d'un coup de fusil qui l'empêchait de mâcher, et le second avait la main percée d'une balle. Ils étaient des plus honnêtes et sont repartis à 2 heures après midi pour aller à l'hôpital de Colmar.

Mars 29. A minuit et demi sont arrivés à Cernay 450 blessés de l'armée des Alliés. Tous les habitants eurent ordre de mettre une lumière à la fenêtre de chaque maison et de fournir un pain par chaque ménage, malgré qu'on avait approvisionné un boulanger pour cet objet.

Le sauve-garde caporal autrichien dit à son hôte qu'il avait été prévenu par ses chefs, que le quartier général des Français était actuellement à Besançon, et que les avant-postes des Français n'étaient plus qu'à 12 lieues de Cernay.

Mars 29. M. Martin, maire de Cernay, envoya à 8 heures du matin une réquisition à M. de Latouche de fournir sur le champ 12 mesures de vin de l'an XI. M. de Latouche lui renvoya cette réquisition, puisque

son tonnelier était absent, en observant au dit maire, qu'il avait déjà fourni plus de 35 mesures, tant à Cernay qu'ailleurs. Mais le dit maire lui envoya le sergent de ville avec la même réquisition par écrit où il ajouta en bas que s'il différerait à satisfaire à la dite réquisition, il lui enverrait dix Russes à raison de 6 francs par jour chacun. Ce qui fait 60 francs par jour. Le dit Martin a dit depuis que ce n'était pas par son ordre que M. de Latouche avait été requis de fournir les 12 mesures de vin. Par qui donc ? puisque cette réquisition est de sa main.

Avril 1. Le nommé Schimmel Gensburger, juif et boucher à Cernay, acheta d'un Russe un chariot avec 2 bœufs, le tout pour la somme de 240 francs. Il est indubitable que cet équipage avait été volé par ce Russe, lequel en avait chassé les conducteurs en route. Alors ce Russe demanda une autre voiture en réquisition pour le conduire : ce qui lui fut accordé, malgré la clameur des habitants de Cernay, qui disaient qu'on devait le faire conduire par le susdit juif, puisqu'il avait acheté une chose volée. Mais le maire n'a fait aucun cas de ces représentations, et le juif n'a nullement été reprimandé par le maire. Aussi ce juif en profite et continue cette spéculation et profite des circonstances ; car ce n'est pas le premier équipage volé qu'il a acheté.

Avril 2. Le général Trexel qui commande à Colmar, envoya à la ville de Cernay un commandant autrichien avec 45 hommes pour protéger les habitants de l'incursion des Russes qui avaient commis différents excès dans les environs de Belfort. Ce commandant était un capitaine autrichien, nommé le baron de Vogel-sang, natif de Prague en Bohême, excellent musicien sur le clavecin et sur le violon. C'était un homme très affable, d'une belle taille d'environ 5 pieds 8 pouces, cheveux noirs, yeux de même, le nez un peu large et un peu basané. Il était logé chez la veuve Öhl la mère. Tous les habitants avaient du plaisir à le possé-

der, mais le surlendemain au soir il reçut ordre de son général de repartir de Cernay, et il fut remplacé par un commandant bavaïois, qui fut logé chez le S^r Zürcher père.

Avril 4. Il arriva le baron de Molidor, capitaine bavaïois, qui fut logé chez M. de Latouche avec 2 domestiques et un cheval. C'était un jeune homme d'environ 21 ans, de belle taille ; il avait été blessé à la jambe droite d'une balle qu'il avait reçue à la bataille de Brienne. Cet officier dina, soupa, y coucha et le lendemain, 5 avril, il repartit pour aller à Ensisheim. Il nous a dit en arrivant que le général Blücher était entré à Paris avec 4 divisions, faisant 80.000 hommes, tant Bavaïois que Russes, et que la grande part de l'armée des alliés était actuellement à Saint-Amarin, par conséquent à trois lieues de Cernay.

Avril 4. M. Dominique Elser, commis pour le logement des troupes, s'est avisé de vouloir donner une réquisition de son chef pour avoir des œufs. Il en a déjà fait la demande à la cuisinière de M. de Latouche.

Avril 4. Le nommé Sébastien Sengele, jardinier, qui avait servi chez les Religieuses du couvent d'Als-pach, et après s'était domicilié à Cernay, est revenu de la montée de Bussang, où il avait été envoyé comme espion par M. Zürcher père, et a dit que les avant-postes des Français étaient au dit Bussang. Pour être persuadé de la fidélité d'un espion, il faut auparavant savoir l'éprouver, d'autant plus que cet espion avait déjà été repris de justice.

Avril 6. M. Martin, maire de Cernay, envoya une réquisition vers 9 heures du soir à M. de Latouche pour fournir une chaise à soupente au commandant de la ville pour aller à Rouffach. Cette chaise se trouvant cassée, M. de Latouche fit dire au susdit maire, qu'il avait un char-à-bancs couvert, et que si cela pouvait lui convenir, qu'il était prêt à l'envoyer. Alors un charretier du parc vint le chercher le lendemain et le ramena le soir dans un mauvais état.

Avril 9. Le S^r Mouff, percepteur des contributions à Cernay, envoya le soir le weibel à M. de Latouche pour lui dire que trois porteurs de contrainte étaient arrivés, et qu'il devait payer sur-le-champ; en conséquence M. de Latouche alla ensuite parler au dit S^r Mouff et lui demanda seulement le temps du soir pour ramasser 188 francs 8 centimes que le dit percepteur lui avait réclamés par son billet du 14 mars dernier, lui promettant de lui payer cette susdite somme le lendemain matin, afin d'éviter les frais de contrainte. Mais quelle a été la surprise de M. de Latouche d'apprendre le lendemain à 10 heures du matin, 10 avril, que le dit percepteur était déjà parti dans son carosse avant 8 heures du matin, et la servante qui était restée dans la maison, assura que son maître était allé à Soultz d'où il n'en devait revenir que vers le soir ou le lendemain matin. Cela a étonné tout le monde, surtout sachant que les porteurs de contraintes étaient à l'auberge aux frais des contribuables. Le lendemain, 11 avril, M. de Latouche envoya la somme de 188 francs 8 centimes; mais le percepteur déchira son billet du 14 mars et demanda que M. de Latouche lui payât 259 francs 8 cent., et encore de plus 10 francs pour la contrainte. Total : 269 francs 8 cent.

L'on ne peut disconvenir que ce dernier trait est des plus odieux, surtout d'un percepteur qui affecte de s'absenter pour se divertir, au lieu de rester à son bureau, puisqu'il a fait venir lui-même trois porteurs de contraintes, qu'il a fait mettre à l'auberge de M. Friese.

Observez encore que M. Bachelin, juge de paix, n'a été payer au dit Mouff que le 11 avril ses contributions, et cependant ce percepteur ne lui a pas fait payer de garnisaires comme à M. de Latouche; cette préférence est digne d'être remarquée.

Avril 19. Sont arrivés à 9 heures du soir sept cosaques à la maison de ville pour demander une réquisition en argent et ils voulurent loger à Cernay.

Aussitôt les membres du Conseil général allèrent trouver le commandant bava­rois qui était logé chez le St Zürcher, pour lui annoncer cette réquisition et l'impuissance de payer cette somme ; ce brave commandant ordonna de suite à ces cosaques de se retirer, sinon qu'il ferait assembler le peuple joint à sa garde, pour les expulser. Alors les 7 cosaques sont repartis en disant au commandant qu'ils reviendraient en plus grand nombre pour renouveler leur demande.

Avril 20. Les cosaques sont revenus cette nuit avec des chariots conduits par des Lorrains pour voiturier leurs équipages. Ils enfermèrent ces voituriers dans la cour de la maison de ville de Cernay avec leurs chevaux. Vers le matin ces cosaques ont commencé à molester et battre ces charretiers ; mais ces derniers se sont révoltés et sont tombés à coups de trique sur ces cosaques, qui ont fini par leur demander grâce de ne pas les achever entièrement.

Avril 20. Un filou eut le talent de persuader à un officier bava­rois qui allait à Cernay pour voir le commandant de son corps, qu'il était le fils du maître de poste chez lequel il devait loger. Etant arrivés, cet officier lui recommanda d'avoir soin de son portemanteau, qui contenait non seulement ses hardes, mais encore tout son argent, lui disant qu'il allait en attendant trouver son commandant qui était chez M. Zürcher, et que de là il reviendrait le rejoindre chez le maître de poste. Mais quel a été l'étonnement de cet officier, d'apprendre que cet étranger était parti avec son portemanteau, et que personne ne savait ce qu'il était devenu. Alors l'officier fit tambouriner par le sergent de ville la recherche de ses effets, mais le filou avait déjà décampé avec la valise de cet officier dans laquelle ce dernier a déclaré qu'il y avait encore des lettres adressées au général des Bava­rois, ce qui causa à l'officier les plus vives inquiétudes.

Avril 21. Un juif, soldat chez les Russes et qui était un de leurs interprètes, se trouvant à Cernay, eut

l'impertinence de dire que le commandant bava-
rois qui commandait cette ville, devrait lui b.... le c.... pen-
dant un an avant qu'il obéit à ses ordres. Ce comman-
dant, en ayant été instruit, le fit de suite arrêter dans
la maison d'un juif de cette commune où il s'était
caché dans un four à cuire du pain, le fit conduire
par deux fusiliers bava-
rois dans le corps de garde de
la ville, lui a fait appliquer 15 coups de bâton sur les
fesses, et ensuite le commandant ordonna que sur-le-
champ tout le reste de ces Russes devait quitter Cer-
nay et se rendre à Thann.

Avril 22. Il est arrivé à Uffholtz un détachement
de Russes avec 12 canons, autant de chariots de poudre
et autant de charrettes d'équipages, lesquels furent pla-
cés dans la prairie derrière le calvaire du dit Uffholtz
où plusieurs cavales et poulins ont pâturé jour et nuit
dans ces prés. Le tout était gardé par plusieurs cava-
liers russes qui y étaient en sentinelle le sabre à la
main.

Avril 23. Le commandant de ce détachement en-
voya plusieurs de ses cavaliers en réquisition au village
de Steinbach pour y avoir 224 rations d'avoine; le
maire de cet endroit ainsi que l'adjoint étant absents,
ils s'adressèrent au nommé Sifferlen, weibel du dit
lieu, lequel leur ayant représenté l'impossibilité de satis-
faire à leur demande, il le saisirent par corps et l'ame-
nèrent de suite à Uffholtz où le commandant le fit
mettre en prison pour y rester jusqu'à ce que cette
réquisition soit délivrée.

Avril 24. Le fils de Henri Elser, valet d'un paysan,
rencontra avec son chariot un paysan des environs sur
la route de Thann à Mulhouse, lequel avait une cocarde
blanche sur son chapeau. Ce dernier n'ayant pas fait
de suite place au dit Elser qui venait contre lui, cet
Elser, grossier de son naturel, l'insulta en lui disant :
« Crois-tu, chauve, que je suis fait pour me déranger
du chemin à cause de ta fichue cocarde ? non, car je
ch.... sur toi, ainsi que sur ta cocarde blanche ». Le

paysan ne lui répondit rien, lui fit place et alla de suite se plaindre au commandant des Bavares, lequel fit arrêter par quatre de ses fusiliers le susdit Elzer, lequel, ayant été mené au corps de garde, reçut une volée de coups de bâtons sur les fesses par deux caporaux, par ordre du commandant, pour lui apprendre dans la suite à respecter la cocarde blanche¹.

Avril 25. Le nommé Etienne Fautsch, weibel de Cernay, vint chez M. de Latouche pour lui dire qu'il venait de la part du conseil général, qui demande de lui faire le plaisir de fournir à la commune encore 12 mesures de vin de l'an 1812, pour M. le général Mengaud de Belfort; que ce n'était pas par réquisition qu'on le demandait, ajoutant que les membres de ce conseil payeraient ces 12 mesures de vin le plutôt possible en argent comptant. Or M. Weiss, l'un des membres, était présent à cette demande, et il n'a pas jugé d'y satisfaire, malgré qu'il avait dit et s'était même plaint qu'il ne pouvait vendre son vin de 1814. Mais c'est que M. Weiss est prudent; il prévoyait aisément que les autres membres n'avaient nullement envie de payer de si tôt, d'autant plus qu'il s'y trouvait M. Zürcher, millionnaire, qui aurait bien pu faire cette dépense, s'il avait été réellement intentionné de faire cette avance. En conséquence M. de Latouche fit réponse au dit Fautsch, weibel, qu'il lui était impossible de satisfaire à cette demande, ayant à peine pour lui (après toutes les réquisitions qui l'ont mis aux abois) de quoi payer ses journaliers.

1. A l'époque où se passaient les événements que raconte notre annaliste, les habitants de Cernay n'étaient pas épris d'un violent amour pour le nouvel ordre de choses qui s'établissait. On regrettait l'empire : les excès de la soldatesque étrangère et ses innombrables réquisitions n'étaient pas de nature à le faire oublier si vite. Sous la pression des bayonnettes étrangères les sentiments patriotiques des habitants arrivaient difficilement à se faire jour. On rongea le frein en maugréant, et plus tard, quand d'autres revers nous amenèrent des soldats français renvoyés dans leurs foyers, on les reçut avec une cordiale distinction, respectant en eux le courage malheureux de la patrie en deuil.

Nota. Il faut observer que toutes ces réquisitions ont été faites, depuis le commencement jusqu'à ce jour, de préférence sur M. de Latouche, et que plusieurs particuliers n'ont jamais livré une goutte de vin, parce qu'ils sont parents ou amis des membres de ce conseil général ¹.

Avril 26. M. Martin, maire de Cernay, fit publier par le tambour, à 3 heures après midi, que chaque ménage devait envoyer une paire de souliers à la maison commune pour l'hôpital. De suite M. de Latouche envoya par sa cuisinière la paire même de souliers qu'il avait encore aux pieds lors de la publication. Cette cuisinière, ayant apporté ces souliers, elle les fit inscrire dans le registre par M. Ingold, notaire, qui était présent.

Mai 3. M. de Latouche eut à loger M. le baron Berccle Belovitz, Hongrois, capitaine, commandant du régiment autrichien Vincent-Coloredo, avec domestique et soldats; comme il est d'usage que la municipalité fournisse l'étape aux soldats en vin, pain et viande, en conséquence la cuisinière de M. de Latouche se présenta à la dite municipalité pour y demander seulement de la viande pour les deux soldats, sans pain ni vin; mais le S^r Martin, maire, refusa cette étape de viande, ainsi que le nommé Berger, membre du conseil général; ils dirent à cette cuisinière qu'on ne lui en délivrerait pas, et qu'elle n'avait qu'à dire à son maître qu'il était assez riche pour en acheter lui-même.

Mai 6. M. Mouff, percepteur, envoya chez M. de Latouche pour le prier de lui prêter une paire de draps de lit fins, en disant qu'il avait amené un ami de sa

¹. Des malheurs de famille et des revers de fortune avaient aigri le caractère de l'auteur du journal que nous publions et l'ont parfois rendu injuste envers ses contemporains. Nous aurons plus d'une fois à revenir sur ces appréciations, du moins fort sincères, des hommes et des choses de son temps. Le cours de ce récit nous a déjà appris plus d'une fois que tout n'était pas couleur de rose dans les fonctions d'administration dans ces moments difficiles.

belle-sœur de Soultz. M. de Latouche les lui fit donner en reconnaissance des garnisaires qu'il lui a fait payer le 9 avril dernier.

Mai 10. A huit heures du matin, la veuve de feu Charles Edmond est venue tout effarée chez M. de Latouche pour lui demander du secours, disant que l'on assassinait sa belle-fille et que c'était les soldats du régiment Colorado qui étaient logés chez elle. L'adjudant se transporta de suite dans la maison pour s'informer du sujet de la rixe, et apprit que cela provenait de la grossièreté de la Schnebele Agathe, qui ne voulait souffrir que la femme d'un caporal qui logeait chez elle fit la lessive dans sa cuisine. Cette femme militaire lui avait représenté poliment qu'elle faisait la lessive pour les officiers du caporal, mais la dite Agathe Schnebele lui dit qu'elle lui ch.... sur sa lessive, ainsi que sur tous ses officiers¹. Le caporal, mari de cette femme, ayant entendu ces invectives, donna une bourrade à la susdite Agathe, alors elle voulut commencer à faire sonner le tocsin. Heureusement que le commandant est un homme d'esprit et de douceur, sans cela il en serait résulté un massacre. Mais heureusement tout a été apaisé.

Mai 11. M. de Perez, commandant du bataillon du régiment de Vincent Colorado, reçut à 8 heures du soir l'ordre de repartir avec sa troupe pour se rendre à Mertzen près de Bâle. Il partit le lendemain, 12 mai, à 6 heures du matin, au regret de tous les habitants de Cernay, car c'était un chef infiniment juste et honnête. Il est surtout adoré de tous les soldats qui sont sous son commandement. Il avait pour son secrétaire un caporal, nommé Henri Rhuska, dont il faisait infiniment l'éloge de sa droiture, de sa capacité et de son courage.

1. Nous demandons mille pardons à nos lecteurs des expressions malsonnantes qui tombent parfois de la plume de notre annaliste. Mais après tout, la vérité ne peut être que ce qu'elle est, et le mot de Cambronne, dans sa rustique énergie, est plus précieux aux yeux de l'histoire, que celui que lui prêtent les amis du beau langage.

Mai 12. Le conseil général de la commune de Cernay fit encore une nouvelle répartition arbitraire, pour payer 3.000 francs, dont était taxé Cernay et Steinbach. La voici :

M. Zürcher, père et fils, les deux ensemble (millionnaires)	950 fr.
M. Witz, maître de poste	300 fr.
M. de Latouche	300 fr.
M. Baudry, commerçant	150 fr.
M. Weiss, secrétaire salarié de la commune	40 fr.

Ensemble : 1740 fr.

Mai 16. La nommée Barbe Obrist, fille d'un huissier de Cernay, s'est enfuie à minuit avec un chirurgien-major du régiment de Vincent-Coloredo qui l'a enlevée dans un carosse à 4 chevaux et a pris la route de Bâle. Dans la journée du 14, un nommé Stephan, directeur d'une tisserie, a déclaré que la susdite fille était enceinte de lui ; qu'en conséquence il avait été intentionné de l'enlever ce jour à la nuit tombante pour ensuite l'épouser de l'autre côté du Rhin, mais malheureusement le chirurgien-major l'avait prévenu de 24 heures ¹.

Mai 17. M. de Latouche reçut encore la réquisition de M. Martin, maire de Cernay, de fournir à l'instant une paire de souliers pour le départ des soldats bava-rois, qui étaient au nombre de 45. M. de Latouche, pour ne pas rester en retard, s'ôta lui-même ses souliers qu'il avait aux pieds et les remit au nommé Erasme Schuler qui était porteur de cette réquisition. Notez que M. de Latouche avait déjà fourni des souliers à plusieurs reprises et ces susdits soldats avaient déjà reçu des souliers des magasins de Colmar et cela plus qu'en suffisance, puisqu'il y en a qui les ont

1. Voilà une Hélène qui ne manquait pas de Paris!

vendus à des particuliers, parce qu'ils en avaient trois paires dont deux de blancs. Notez que cette réquisition s'est faite très arbitrairement, puisque l'on n'en a pas demandé à d'autres personnes qui auraient été par leur fortune plus dans le cas d'en fournir que M. de Latouche ¹.

Mai 18. M. Martin, maire, envoya le weibel à M. de Latouche pour l'inviter à assister le lendemain, 19, à la maison de ville, à un bal qu'il a donné au commandant des Bavares et cela aux frais de la commune. M. de Latouche lui fit répondre qu'il ne pouvait profiter de son invitation à moins d'y aller pieds nus, ayant été déchaussé la veille par sa réquisition du 17.

Mai 24. Il vint deux officiers du régiment de Jordis, de l'infanterie autrichienne. Ils se nommaient M. de Richter, capitaine des grenadiers, et M. Meyvold, lieutenant, le premier natif de Lintz et le second de Silésie. Ils avaient avec eux deux domestiques et deux chevaux; ils ont tous été logés chez M. de Latouche et en sont repartis le lendemain pour aller à Colmar.

Juin 8. Au commencement de ce mois tous les aubergistes et brasseurs de Colmar se sont assemblés sur le Vanolle et ont juré par serment de ne laisser entrer aucun droits-réunis dans leurs caves sous peine de mort; ensuite ils ont dressé une pétition qu'ils ont envoyée à Paris. Dans cet intervalle deux droits-réunis se sont présentés à Dannemarie, ont été chez le maire

1. Accusation bien grave à propos de savates! Comment démêler le vrai du faux à une aussi grande distance des événements que raconte notre narrateur. Il s'agissait de pressantes contributions en nature, il fallait prendre où il y avait. Apparemment M. de Latouche était l'homme le mieux chaussé de la ville: il devait avoir une mine inépuisable de souliers. Toujours il en donnait, toujours il en restait. Vrai type de contribuable, se plaignant toujours et payant toujours, comme ces *vieux de la vieille* qui grognaient toujours et qui marchaient toujours. D'un autre côté il paraît bien que nos amis les ennemis ne tiraient pas mal la carotte. Il est vrai que nos troupiers leur avaient donné des leçons à cet égard, de l'autre côté du Rhin.

du dit lieu pour l'inviter à les escorter dans les visites qu'ils voulaient faire chez les cabaretiers; mais ce maire, nommé Maudru, leur dit qu'il leur conseillait de sortir sur-le-champ de l'endroit, parce qu'il ne voulait pas s'exposer d'être assommé avec eux.

Juin 18. M. Martin, maire, a eu l'effronterie d'envoyer le sergent de ville à M. de Latouche pour lui demander de lui prêter son cheval avec son char-à-banc pour le conduire à Thann. Cette demande était insolente après la réquisition malhonnête qu'il lui avait envoyée le 29 mars dernier. En conséquence, M. de Latouche a dit au sergent de ville qu'il ne prêtait son cheval qu'à ses amis.

Juin 18. Le susdit Martin, maire de Cernay, n'ayant pas pris la précaution de faire approvisionner en fourrage le régiment des cuirassiers *Empereur d'Autriche*, qui y était de séjour, le commandant le fit arrêter dans son logement chez M. George Witz et y fit placer plusieurs sentinelles, le sabre à la main, avec consigne de l'y bloquer jusqu'à ce que l'avoine qui était demandée fut livrée, et condamna le maire de payer 6 francs par heure à chaque sentinelle jusqu'à ce que tous les fourrages fussent livrés. Dans cet intervalle un des officiers de ce corps prit au collet M. Nachbauer Joseph, ci-devant maire, et le fit dégringoler en bas de l'escalier de son frère chez lequel il s'était réfugié.

Juin 18. M. le Baron de Kras, chef d'escadron en second des cuirassiers *Empereur d'Autriche* fut logé chez M. de Latouche avec trois cuirassiers et six chevaux. Ce capitaine était très affable, il avait plusieurs blessures aux mains qu'il a dit avoir reçu à la bataille de Wagram. Il a conté qu'il devait entrer dans l'ordre Teutonique, mais qu'il s'y était refusé à cause du vœu de chasteté qui l'aurait empêché de se marier.

Juin 22. Il y eut une rixe à Mulhouse entre des soldats français et des Russes. Ils se battirent à coups de sabre et la victoire fut du côté des Français, qui

forçèrent les Russes de crier : *Vive la nation française et à bas les droits-réunis!* et *Vive Napoléon si Louis X^{III} ne chasse pas ces droits ruineux!* L'on dit qu'un officier commissaire de ces Russes a été souffleté et qu'un de leurs majors a été blessé à la main.

Juin 22. Le S^r Walrof, marchand de beurre de Bussang a raconté que les Droits-réunis avaient voulu opérer à Remiremont, mais que le peuple les avait rossés d'importance. Le 21 mai dernier, M. Martin, maire de Cernay, avait écrit une lettre insolente au nommé Jordan, maire de Berrwiller; ce dernier porta ses plaintes à M. le Préfet du Haut-Rhin, lequel lui donna satisfaction, en lavant la tête au dit Martin, menaçant de le destituer à la première sottise qu'il ferait.

Juin 24. Le weibel est venu à 9 heures du soir chez le fermier de M. de Latouche pour le commander de corvée. Ce fermier lui ayant représenté que ce n'était pas son tour d'y aller, puisqu'il en était revenu le même jour, le dit weibel lui répliqua que c'était pour le tour de M. de Latouche, son maître. Or il faut observer que M. de Latouche avait affirmé son bien à charger pour son fermier de faire les corvées à la place de son maître. Il paraît donc que M. le maire exige double emploi. Au reste cela est d'autant plus surprenant qu'il y a ici des juifs qui ne font pas de corvées, malgré qu'ils ont 2 chevaux dans leurs écuries dont ils se servent journellement pour leurs voyages.

Juin 30. Les Droits-réunis avaient requis la gendarmerie de Mulhouse pour les assister à leurs opérations, elle ne put s'y refuser; mais au moment où ils voulurent opérer, le peuple de l'endroit se leva en masse et les assaillit à coups de crottes et les chassa hors de la ville jusqu'aux bords de la rivière appelée la Doller, où se trouvaient appostés plusieurs gaillards vigoureux qui tombèrent sur eux à coup de triques et se saisirent de deux Droits-réunis qu'ils jetèrent ensuite dans cette rivière.

P. S. L'on dit qu'on a trouvé des pamphlets à Strasbourg affichés avec ces mots : *L'Angleterre a vendu à la France un gros cochon de dix-huit Louis pour un Napoléon*, et qu'à Colmar un muet a porté dans tous les auberges un rat de fer blanc peint en couleurs ayant dans la bouche une auge avec un livre de registre de Droits-réunis et dans ses pattes était écrit : *Celui qui laissera entrer chez lui ce monstre abominable sera regardé comme un monstre exécrationnel*.

Juillet 2. Les Droits-réunis ont voulu opérer à Cernay, mais à l'instant qu'ils se sont montrés dans les rues avec leurs registres sous les bras, les polissons se sont mis à leurs trousses en les huant et leur jetant des pierres avec des crottes de cochon : ce qui les a obligés à s'enfuir à toutes jambes. Ils se sont réfugiés chez le S^r Meunier, aubergiste du *Soleil*, et le fils de M. Weiss courut chez Sonet pour chercher les gendarmes au secours.

Juillet 2. Un houssard dn 9^e a dit qu'avant le couronnement de Louis XVIII, les Allemands reviendraient en France y placer sur le trône Marie-Louise, et que Napoléon était actuellement à Vienne et que les soldats français le désiraient tous.

Juillet 2. M. de Walbot, capitaine au 9^e régiment de houssards, a logé chez M. de Latouche avec deux houssards et trois chevaux. Cet officier avait été criblé de blessures à la bataille de Hanau. Il a dit qu'il venait d'apprendre que le général Marmont avait été assassiné à Paris, que c'était ce même général qui avait trahi Napoléon.

Juillet 2. Les droits-réunis Poulin et Crevoisié sont allés se plaindre au juge de paix de Cernay et ont dressé procès-verbal dans sa maison ; pendant cet intervalle les polissons de la ville se sont assemblés et leur ont crié maintes invectives. Le dit juge de paix tout furieux ouvrit la fenêtre et les menaça de les faire mettre en prison, mais ils se moquèrent de lui et recommencèrent leur charivari.

Juillet 26. Jour de la fête de sainte Anne, tous les matadors de Soultz, d'Isenheim, et de Colmar allèrent en pèlerinage au Schauenberg ou Frauenberg proche Pfaffenheim. Une partie des habitants de Pfaffenheim étaient restés dans l'église ou chapelle et priaient le chapelet dévotement. Durant leur prière, ces matadors, Messieurs et Dames, se sont amusés à jouer à la savatte à l'entour de la chapelle, et faisaient des éclats de rire à interrompre les pieux pèlerins. Alors il sortit une paysanne de l'église, qui leur chanta pouilles; cette remontrance fut mal reçue de la bande joyeuse qui la maltraita; mais cette femme porta ses plaintes aux habitants de Pfaffenheim, qui tirèrent complètement vengeance contre les matadors en tombant sur eux, à coups de pierres et de serpettes. Un colmarien eut un pouce coupé, des dames furent tirées par les cheveux, l'une eut le nez cassé. Les pierres volaient sur leurs têtes par le toit du clocher de la chapelle, et ces braves prirent la fuite à toute jambe tant à pied qu'à cheval. L'apothicaire Richard, de Soultz, força son cheval au grand galop, lequel creva de suite en entrant dans son écurie. Les matadors corrigés nièrent leur aventure, mais les habitants de Pfaffenheim débitèrent leur triomphe dans tous les environs du canton.

Août 2. M. George Witz, négociant en tabac, a été arrêté par les gendarmes de Cernay et conduit la nuit à Belfort par le gendarme Sonnet. Il en est revenu le lendemain à 3 heures à Cernay. Cette arrestation est attribuée à MM. Poulin et Crevoisié, nos deux respectables Droits-réunis, lesquels sont venus le surlendemain, 4 août, à Cernay, ont été de suite chez le S^r Martin, maire, auquel ils ont dit qu'ils avaient appris à Thann, que M. George Witz avait instigué les polissons de la ville pour faire la scène du 2 juillet, et que le dit Witz avait envoyé chez l'instituteur, pendant la durée de l'école, ordre de sa part de finir la classe, afin que ses écoliers vinssent les insulter dans les rues. L'imbécile de maire leur répondit qu'il y était venu un polisson

à la maison de ville de la part du dit George Witz, mais que lui, maire, avait défendu au maître d'école de laisser aller ses écoliers. Sur cela les susdits Droits réunis ont requis M. Kraft, instituteur, de leur dire la vérité sur l'aveu du S^r Martin, maire. M. Kraft leur répondit qu'effectivement il était venu un polisson demander ses écoliers, mais qu'il ne connaissait en aucune manière ce polisson, ne sachant ni son nom ni à qui il appartenait. Sur cela les susdits rats de cave ont encore dressé procès-verbal et ont obligé le dit Kraft à signer sa déposition. M^{lle} Dietrich, nièce de M^{me} Öhl, la veuve, a dit que M. Maniere de Bourglibre (Saint-Louis) avait fait arrêter une patache qui venait de Bâle, parce qu'il a été averti qu'elle transportait un livre défendu. L'équipage fut saisi avec le cheval, et l'on attend la suite de cette arrestation.

Août 7. Le serrurier Schnebelen courut comme un forcené sous le Kahl¹ en disant et criant qu'on l'avait volé pendant son absence, ainsi que sa fille ou servante à laquelle tous ses habits avaient été enlevés. Le dit Schnebelen en porta ses plaintes au juge de paix, qui fit venir la femme du dit serrurier, laquelle lui avoua que c'était elle qui avait commis cette action, mais qu'elle n'avait enlevé que la houppelande de son mari avec un crucifix.

Août 18. On a appris à Mulhouse que M. Legrand, commandant de la ville de Belfort, était revenu de Paris, entièrement justifié. Ce qui a donné lieu aux factums de MM. Billing et Haas. On prétend que ce dernier perd sa place.

Août 19. Le maire envoya le géolier (Render) à 5 heures du soir au S^r Henri Dürrwell, apothicaire et médecin de la ville de Cernay, pour lui signifier à

1. On appelait ainsi à Cernay le passage qui communiquait de la rue du marché à la rue des Tanneurs, à travers la maison des bergers, démolie pendant l'administration de M. Risler (père). Dans d'anciens titres la rue du marché figure elle-même sous le nom de Kœhlgass.

avoir à monter la garde. Le dit Dürrwell ayant refusé de satisfaire à cet ordre, le dit maire le fit conduire en prison et ordonna qu'on l'y enchainât aux pieds et aux mains (ce qui ne fut pas exécuté) dans le cachot. Mais le maire eut sans doute un repentir de son ordre, car il fit relâcher le prisonnier à 8 heures du même soir.

Il faut observer qu'après la détention ou sortie du dit Dürrwell, M. Martin, maire, fit seulement dresser procès-verbal contre le prisonnier. Ce que peut affirmer le nommé Fautsch, weibel, qui fut le porter à 7 heures du matin chez M. Rouillé pour le faire contrôler par ordre de ce maire turbulent et violent. Les excès de sa méchanceté assaisonnée d'injustice s'étaient déjà manifestés trois semaines avant cet acte d'abus d'autorité envers Christophe Schenkeri, laboureur, auquel il envoya douze soldats à huit heures du matin pour les transporter sur sa voiture, sans l'avoir fait avertir la veille, et ce laboureur se trouvant absent à labourer ses champs, le maire envoya ces douze militaires au cabaret chez le S^r Brunner, son beau-frère, et leur dit de vivre et de manger à discrétion aux dépens du dit Schenkeri, jusqu'à ce que ce dernier fut de retour. Ils en profitèrent largement, car ce pauvre homme fut obligé de payer à ce cabaretier douze francs de sa poche.

Août 20. La commune de Reiningen a reçu un changement total de son administration, car le maire, l'adjoint, le greffier et le conseil général ont reçu leur démission et ont été remplacés par d'autres citoyens, lesquels doivent leur faire rendre compte de leur gestion, parce qu'ils ont été accusés de malversations durant le passage des troupes alliées. Les remplaçants ont en effet trouvé plus de 500 aunes de toile pourrie, plus de 600 miches de pain moisi lesquels ils avaient requis des particuliers de l'endroit.

Septembre 16. Le maire Martin envoya deux garnisaires au nommé Meunier, aubergiste du *Solcil* et leur fit payer 12 francs, à cause que le dit Meunier n'avait pas satisfait à sa réquisition pour reconduire les musi-

ciens à Guebwiller, d'où il les avait fait venir pour donner une sérénade à M. le préfet du Haut-Rhin, qui était venu à Cernay pour faire prêter serment à la garde nationale.

Septembre 24. M. de Latouche, ayant refusé de payer à la ville de Cernay une rente foncière à cause qu'elle était féodale et par conséquent abolie par les lois du 17 juillet 1793, le S^r Martin, maire, vint le trouver dans sa maison et dit à M. de Latouche de vouloir bien lui faire le plaisir de lui prêter le titre de cette rente, parce qu'ils ne pouvaient trouver l'original à la maison de ville et que cela lui prendrait du temps pour chercher dans les archives. M. de Latouche lui a répondu qu'il ne l'avait pas actuellement pour satisfaire si promptement aux désirs du dit M. Martin, maire.

Les nommés Jean Lamaire fils et Jenner fils ont été arrêtés pour avoir volé une pièce de toile dans le jardin de M. George Witz. Ils ont voulu vendre cette pièce à un tailleur de la ville qui était justement le tailleur du dit George Witz, et le nom de ce dernier subsistait encore sur cette pièce de toile.

Octobre 18. Les habitants de Cernay ont vu à 8 heures du soir environ plus de 40 feux qui bordaient le Rhin. L'on ne sait encore ce que cela peut signifier, si ce sont des camps ou autre chose.

Octobre 21. Le nommé Jacques Witz père, fabricant, de la Société Mertzdorf et Hornel, a été arrêté ce matin à environ 6 heures par la gendarmerie de Cernay qui a été requise par le S^r Antonin, huissier de Belfort, à cause d'une lettre de change de dix mille francs que le susdit Witz doit à un marchand de Belfort. Le dit Witz a été conduit par les nommés Horkraff et Luttringer de suite à Belfort.

Novembre 2. M. Gutimar, greffier de la conciergerie à Colmar, a dit à M. J. B. Armspach, sellier du dit Colmar que M. Henri de Cointet, Meyer, adjoint, Halon, notaire, Siffert, huissier, tous les quatre d'Isenheim,

devaient être transportés dans la prison des Augustins étant accusés de concussions dans les réquisitions qui ont été faites au passage des Alliés.

Novembre 7. Le S^r Hornel est parti de Cernay avec sa femme et bagages. Cette dernière a pris congé chez M. Armspach en lui disant qu'ils s'allaient s'établir à Strasbourg pour y mieux faire leurs affaires.

Novembre 9. La nommée Barbe Obrist, qui avait été enlevée le 12 mai dernier par le chirurgien-major du régiment de *Colorado*, est venue avec son ravisseur, dans une voiture à 2 chevaux avec un domestique et un cocher, plus une soi-disante sœur de ce chirurgien-major. Ils logeaient tous chez l'huissier Obrist père, lequel, à ce que l'on dit, a donné 500 fr. de dot à sa susdite fille, laquelle est repartie aujourd'hui dans le même équipage avec son prétendu mari pour retourner en Allemagne.

Novembre 11. Le S^r Meunier, aubergiste du *Soleil* à Cernay, ayant porté ses plaintes à M. de Lavieuville, préfet du Haut-Rhin, contre le S^r Martin, maire de Cernay, parce que ce dernier avait fait un abus d'autorité en lui envoyant le 16 septembre des garnisaires et l'avait obligé en outre de payer 12 francs pour conduire les musiciens à ses frais à Guebwiller; le susdit préfet envoya un arrêté au sous-préfet de Belfort, qui condamne le dit Martin à restituer les 12 francs au dit aubergiste et de payer à Meunier toutes les dépenses que les garnisaires avaient faites; enjoint en outre que le dit arrêté sera mis en exécution par M. Prud'homme, sous-préfet, en signifiant au maire qu'il n'a pas le droit d'envoyer des garnisaires à personne de son autorité personnelle sans y être autorisé par un arrêté du préfet.

Novembre 18. Le S^r Toussaint, brigadier forestier du canton de Cernay, avait apporté le mandat de M. de Latouche au susdit maire, pour le faire signer par ce dernier, ce qui ne devait souffrir aucune difficulté,

puisque M. de Latouche y avait déjà signé son nom. Mais le dit Martin refusa sa signature en disant au S^r Toussaint que M. de Latouche devait se présenter lui-même devant lui. Sur cela M. de Latouche y est venu et alors ce maire n'a plus pu refuser à signer son mandat de solde de retraite.

Décembre 20. Le fils du médecin Schilling a renversé un enfant avec son cheval proche du Calvaire d'Uffholtz, et cela à 5 heures du soir.

(A suivre).

LA
CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME
DE SAVERNE

(SUITE) ¹

III. Agrandissements successifs.

Le couvent prit un développement rapide. La preuve en est que dès 1666 il fallut ajouter de nouvelles constructions. C'était l'évêque qui les payait.

Un devis du 5 mai de cette année-là, portant extérieurement la mention : « Evaluation de ce que coûtera la construction du couvent des religieuses jusqu'à l'église (bis ahn die Kirche) », et à l'intérieur celle de : « Evaluation de ce que coûtera le couvent des religieuses dans la Moyenne ville — sans l'église — pour les travaux de charpente, depuis le vieux bâtiment jusqu'à l'église », contient les données suivantes :

1. Ce bâtiment sera long de 115 pieds et large de 36.
2. Il exigera 400 pièces de bois, chêne et sapin ; pour deux toitures se joignant (2 Dachstühle aufeinander), puis pour les cloisons des cellules, lesquelles seront au nombre de 12.

1. Voir la livraison de septembre-octobre.

3. De même il y aura à mettre des escaliers en nombre suffisant, les planchers, les rebords(?), les fenêtres de la toiture.

4. Quand les constructions seront terminées et qu'on amènera le bois, le charpentier demande qu'on mette à sa disposition deux journaliers; il enverra de son côté deux de ses ouvriers qui aideront à charger et à décharger. Quand on posera la charpente, on lui fournira tous les jours 8 hommes et 2 maçons pour qu'il n'y ait pas d'accident. On lui donnera 300 florins (600 livres), 28 sacs de blé et 20 mesures (10 hectol.) de vin.

Le contrat fut passé le 11 mai. Il y fut accordé au maître André, charpentier, 270 florins, 12 sacs de seigle et 20 mesures de vin. Il promit de faire son travail de manière à ce que Sa Grandeur, Mgr. l'Evêque, fût contente.

Dans un document que nous aurons à citer plus tard et qui est déjà de la seconde moitié du XVII^e siècle, nous trouvons 12 cellules, aussi bien dans le bâtiment longeant la rivière, que dans celui qui le coupe à angle droit au fond de la cour. Ce dernier a seul les dimensions indiquées ci-dessus. La porte d'entrée de ce corps de logis était, comme nous l'apprenons par Fischer (op. cit., 6) et comme le fait nous a aussi été confirmé par les anciens propriétaires de la maison, surmontée du grand bas-relief se trouvant maintenant au musée et représentant les armoiries de l'évêque François Egon de Furstemberg, le constructeur de cette seconde et importante partie du couvent.

Il y avait dans le bâtiment une petite chapelle, mentionnée dans le même document du XVIII^e siècle, et où se faisaient nécessairement les offices avant qu'on eut une église. Auparavant il devait y avoir une chapelle dans l'ancien bâtiment.

L'église déjà projetée, comme on l'a vu, en 1666, n'était pas encore commencée en 1668.

Il y eut même alors une sérieuse opposition aux nouveaux agrandissements projetés par les religieuses.

C'était l'époque où les exilés revenaient. Dans la banlieue, bon nombre de terres et de vignes commençaient à être de nouveau cultivées, et en ville Pierre Léonard Doffutz, ingénieur du prince-évêque, avait déjà fait, aux murs et aux tours, des réparations si conséquentes, que le magistrat avait cru pouvoir lui céder (Délib. de nov. 1666) une pièce de terre, en récompense de ses peines. Les maisons se relevaient assez lentement, à cause du manque de ressources, et des charges qui continuaient à peser sur les habitants.

Encore en janvier et février 1668 (L. 354) on avait eu à loger des soldats. Le séjour des troupes était plus onéreux, comme en général les impositions devenaient plus lourdes, à cause du petit chiffre de la population.

Tout le monde était intéressé, à ce que surtout la Moyenne Ville se relevât de ses ruines.

George Würmel, l'aubergiste du Cygne (au faubourg), Jean Hubertswiller, teinturier, et Barthélemy Steinel, tailleur, avaient commencé à y débayer un emplacement qui touchait au couvent, dans l'espoir, disent-ils dans une pétition adressé à l'évêque, le 3 avril 1668 (Arch. dép., G., 1694), de voir s'établir là leurs frères qui revenaient au pays. Ils voulaient construire 3 maisons. Le Statthalter, à son passage, les avait vus à l'œuvre et les avait exhortés à continuer, disant que l'évêque, son frère, avait besoin qu'il vint des habitants; et voilà, ajoutent-ils, qu'on nous intime l'ordre de nous arrêter, sur la requête des religieuses, qui demandent ce terrain pour elles. On empêche ainsi, continuent les trois pétitionnaires, l'accroissement de la bourgeoisie; on a laissé aux quelques religieuses déjà assez de place, pour leurs personnes et leurs exercices, dans une localité si petite; la ville, de son côté, a mis la main sur beaucoup de terrains, si bien qu'il reste peu de chose pour les bourgeois, qui devraient pourtant devenir plus nombreux, vu que la moitié de la banlieue est encore en friches; l'évêque voudra donc autoriser la continuation du dé-

blaient, par les pétitionnaires, et par d'autres qui voudraient construire au même endroit.

La réponse de l'évêque ne tarda pas à arriver. Il manda, le 11 avril 1668 (Arch. dép., *ibid.*), à son vicedom et à ses conseillers, qu'ils devaient savoir suffisamment, combien il désirait la construction de nouvelles maisons et la repopulation. « Nous tenons, ajoutait-il, à celle-ci, bien plus qu'aux religieuses (*voran uns dann mehreres als an den Nonnen gelegen*). Ces dernières peuvent très bien se contenter de l'édifice que nous leur avons fait élever (en 1666). Il devra donc être signifié aux bourgeois pétitionnaires, qu'ils aient à continuer leurs travaux de construction, comme d'autres aussi pourront le faire ; cependant, on laissera libre un emplacement de 35 pieds de large, où plus tard on construira l'église. Celle-ci aura à peu près 65 pieds de long. Notre commissaire des bâtiments nous fait savoir, il est vrai, que les religieuses songent à bâtir une école sur l'emplacement où les susdits bourgeois veulent construire ; mais nous ne songeons encore nullement à faire élever de nouvelles constructions pour elles. Qu'elles se tirent d'affaire avec ce que nous venons de leur faire bâtir, et qu'elles s'efforcent davantage, d'attirer chez elles de riches professes (*reiche Nonnen und Jungfrauen*), pour avoir leur fondation régulière, et ne pas être, comme cela s'est fait jusqu'ici, par trop à notre charge ».

Le 24 avril 1668, le conseil fit savoir à l'évêque, qu'on avait ordonné « aux trois pétitionnaires de poursuivre leurs constructions à côté du couvent. En même temps maître Mathias, le tailleur de pierres, avait dû jalonner le terrain ; on avait laissé aux religieuses 35 pieds sur 65, tout à fait contre le couvent (*hart am Closter*), pour leur future église.

George Wurmel (Arch. dép., *ibid.*) chercha à s'agrandir à côté des religieuses. Le 26 décembre 1682, Christophe de Barrois, alors à Offenbourg, mais résidant ordinairement à Nancy, ainsi que sa femme Marie de

Barrois, née Reich, lui vendirent, à lui et à sa femme Ida Hoach, un verger avec gloriette dans la Moyenne Ville, contre le mur d'enceinte, et en face de la Sinn (bureau de jaugeage). Ce terrain donnait d'un côté sur la Sorn, de l'autre sur le mur d'enceinte, par devant sur la ville, par derrière sur les religieuses. La vente fut cependant annulée sur les réclamations du couvent.

Voici la lettre, non datée, mais évidemment du mois de décembre 1682, que les religieuses adressèrent à l'évêque :

« A son Altesse Mgr. l'Evesque et Prince de Strasbourg.

« Nous supérieure et religieuses de la Congrégation de Notre Dame, du monastère de la ville de Saverne, supplient Votre Altesse, vouloir accorder, à l'exemple de feu son Altesse, la même grâce dont elle nous a fait l'honneur de nous protéger, en tout ce qui regardera le service de Dieu et l'agrandissement du peu de place que nous gardons pour l'enclose de notre couvent. Votre A. nous permettra bien la liberté que nous prenons de la (*lui*) dire côme (*comme*) quoy par une transaction de marché fait autrefois par feu le sieur Zwanger, curé de cette ville, nous avons esté en possession d'un certain jardin situé derrier notre couvent, doux (*d'où*) mesme nous iouissons iusque à présent d'une partie dud. jardin à nous donné par testament, lequel, suivant les coutumes du pais, fut rachepté par ses héritiers. Or il se trouve aujourd'huy, que le jardin est venu à estre vendu, hier 22 Décembre, a une personne qui n'est pas alliée à lad. famille. Nous prenons la liberté, vu que M. le baron de Krebs, comme le plus proche parent ayant droit de rachapt, nous a cédé son droit, de supplier V. A., de nous vouloir maintenir dans lad. cession fait du marché par ledit M. de Krebs dont nous en aurons à V. A. toutes les obligations imaginables, et qui prieront incessamment Dieu pour sa santé et prospérité ».

Droit fut fait à cette supplique, à condition, est-il dit,

dans une lettre de l'évêque, du 3 janvier 1683, à ses conseillers, qu'un tiers ne soit pas lésé, et qu'il n'apparaisse pas d'inconvient. Les conseillers n'eurent rien à objecter, et mirent sur la pièce la simple note : « Son Altesse consent à l'achat, par les Religieuses d'ici, du jardin des Reich ». Les Reich de Platz étaient apparentés aux Zwanger. (Arch. de l'hôp. L. 1).

En 1687, les religieuses eurent enfin leur église. Nous apprenons par les registres paroissiaux de Waldolwisheim, que le suffragant confirma, cette année-là, dans le nouvel édifice, après qu'il l'eut consacré (Nomina confirmatorum hoc anno 1687, die 14. 15. 16. 17. Sept., in ecclesiâ Tabernensi sanctimonialium Annuntiatorum (*sic*) ab R^{mo} D^{no} suffraganeo Argentinensi, episcopo Tripolitano, D. Gabriele (Haug), *tunc solemniter dedicatâ*).

En 1693, les sœurs firent placer un autel neuf, et obtinrent à cette occasion, du magistrat, (Prot. 19 juin), quelques sapins pour un échafaudage.

Elles avaient eu pour l'autel un don particulier du roi.

La quittance suivante, de notre collection, et sur parchemin, en fait foi.

« Par devant le sousigné notaire royal au Conseil Souverain d'Alsace, establi à Saverne, et les tesmoins cy enbas dénommés, furent présentes la tres-reverende Mere Marie Angelique de Ramberviller, Superieure du Monastere des religieuses de la Congregation de nostre Dame aud^t Saverne, et Mère Marie Agnese, procureuse dud^t monastere, les quelles ont recognües et confessées, avoir reçu comptant de Monsieur Charles Renouard de la Touane, Cons^{ler} du Roy, tresorier general de l'extraordinaire des Guerres, et Comm^{te} Legere, par les mains de son Commis, la somme de quinze cens Livres Tournois que le Roy a accordé aux religieuses dud^t Monastere, tant pour les reparations en jceluy, que pour la construction d'un autel a faire dans leur Eglise. De laquelle somme de quinze cens livres, les susd^{tes}

Dames religieuses se tiennent contantes, et acquittent ledit S^r Trésorier general, sond^t Commis, et tous autres. Faict et passé à Saverne, avant midy, le neufiesme Octobre mil six cens quatre vingt huit, en presence de S^r Jean Matern Metzguer et Martzelof Sommer, bourgeois aud^t Saverne, temoings à ce requis. Lesquels ont signé avec lesd^{tes} Dames religieuses et moy le Notaire. Signé : Matzloff Sommer, Jean Mat. Mezguer, J. G. Mezguer not. royal, Angelique de Ramberviller, Marie Agnès Mant ».

En 1692, les religieuses, qui ne perdaient pas un instant de vue leur but de dégager complètement le couvent de tout voisinage, firent des instances auprès de l'évêque, pour pouvoir acheter la maison du tailleur Barthelemy Steiner, leur antagoniste d'autrefois. Elle était située entre elles et l'auberge de la Couronne; il y logeait sans cesse des soldats royaux, et le bâtiment était en si mauvais état, qu'il fallait à tout moment craindre de le voir s'écrouler. On devait, disaient-elles, avoir la clôture; mais, de cette maison, il était facile de descendre dans leur enclos et de leur créer toute sorte d'embarras. Dernièrement un malade en était tombé dans l'intérieur de leur petite cour. La maison du reste rapportait peu à la ville, pourquoi, dès lors, celle-ci s'opposerait-elle à la vente?

Ainsi raisonnaient les sœurs. L'immeuble avait été estimé par deux chefs ouvriers à 200 florins; le magistrat fit encore une descente sur les lieux, et trouva, qu'à cause de la situation, il pouvait en valoir 250.

Les sœurs l'achetèrent à ce prix.

En 1696, elles firent construire une école donnant sur la rue de la Rivière. Le terrain dont elles disposaient, de ce côté-là, devait être restreint; elles demandèrent à pouvoir empiéter sur la rue, alors bien plus étroite que maintenant, puisque l'avenue actuelle de la gare est formée de deux rues, de celle de la Rivière ou des Sœurs et de l'ancienne rue des Bouchers.

« La vénérable Mère Prieure et les Religieuses de

la Congrégation de cette ville », est-il dit dans la délibération du magistrat, du 7 juin 1696, « insistent, pour qu'il leur soit permis de sortir de 2 pieds hors leur jardin, pour le mur à élever dans la rue de la Rivière, afin que leur école, construite pourtant pour le bien commun, puisse être un peu élargie ». Le magistrat, après descente sur les lieux, décida que, malgré le rétrécissement de la rue, on céderait un pied et demi, avec charge, pour les religieuses, de payer annuellement 5 schill. (1 livre) à la ville. Le couvent, mécontent de la décision, s'adressa au vicaire général, M. de Camilly, et obtint que la lanière de terrain fut cédée sans redevance. (Prot. 22 juin 1696).

En 1709, les religieuses achetèrent, des héritiers La Ramée, deux maisons attenantes à leur jardin (Prot. 12 juin et 10 juillet 1716), et payèrent à la ville 40 florins, comme rachat de la taxe pesant sur ces bâtiments. Nous avons déjà vu qu'elles avaient fait disparaître la maison Steiner. Par le fait même elles étaient devenues voisines de la Couronne. Jean Carré, dit Beaulieu, y avait succédé aux Würmel, et n'était pas trop bien dans ses affaires. On s'aboucha avec lui. Il demandait 7.000 livres de son immeuble. Le conseiller Schillinger saisit le magistrat de la question, le 22 juin 1716.

Les religieuses, disait-il, ont grand besoin de s'étendre, tant à cause de l'augmentation du nombre des dames, qu'à cause des pensionnaires devenant également plus nombreuses de jour en jour.

C'était le motif qu'elles faisaient elles-mêmes, valoir dans leur supplique à l'évêque; le magistrat était prié d'accéder à leur désir.

Il ne put cependant s'y résoudre et décida, qu'on ferait à Son Eminence de très humbles remontrances, au sujet de cette acquisition.

« Déjà de vivant de l'évêque François Egon, est-il dit au procès-verbal, lorsqu'on construisit le couvent, et que l'emplacement sur lequel s'élève mainte-

nant l'auberge de la Couronne, n'était qu'un terrain vague et sans bâtiments, les dames religieuses l'avaient réclamé pour leur maison. On le leur avait refusé et cédé le terrain à Jean George Würmel, hôtelier du Cygne, pour y bâtir une auberge. Dût-on permettre à présent que celle-ci fût vendue, non seulement une maison particulière disparaîtrait, après que le couvent en a acheté récemment deux autres (des héritiers La Ramée), mais, de plus, Son Eminence et la ville subiraient, pour maintenant et plus tard, une perte notable (à cause des impositions); on espérait par conséquent que Son Eminence daignerait rejeter la demande des Sœurs, sans que l'on voulut toutefois faire opposition, vu qu'on était prêt à accepter tout ce qu'Elle déciderait ».

L'évêque accéda à la demande des religieuses. M. Schillinger en informa le magistrat, le 10 juillet. Les droits de la ville demeuraient cependant réservés; on pouvait conclure une entente avec les Sœurs, « comme on l'avait fait au sujet des propriétés particulières acquises en 1709 ».

Ces dernières acquisitions se trouvent de nouveau mentionnées en 1736 (Délib. 11 fév.).

La ville devait alors payer 2.648 l. 8 s., pour sa part de contribution royale.

On imposa les particuliers, et, à ce qu'il paraît, également les religieuses.

La supérieure s'en plaignit à M. Schillinger, par la lettre suivante :

« Monsieur, J'espère que vous me pardonnerez la liberté que je prends de vous importuner au sujet de la demande que les Messieurs Pallas et Gast vous ont encore fait pour les argents royaux, suivant les impositions que vous, Monsieur, et vos messieurs du Magistrat vous avez fait. Je vous avoue, que cela m'est très-sensible, de voir le peu d'esgard que vous avez pour nous. Vous savez, Monsieur, que les maisons que nous avons achepté, que ce n'est que pour enfermer

la voiture, et les jardins et prez, que ce n'est que pour notre petit entretien. Je vous prie, Monsieur, de le représenter à vos Messieurs; nous espérons qu'ils auront quelque considération pour nous. C'est la grâce que nous leur demandons et (à) vous tres particulièrement, estant persuadé, Monsieur, que vous nous continuerez vos bontés. Si vous ne pouvez pas nous accorder notre demande, faites-nous le plaisir de nous le mander; nous tacherons de l'obtenir de Son Eminence, s'il est possible. Excusez mon importunité, et faites la grâce, de me croire très-parfaitement, Monsieur, Votre très humble et très obéissante servante, M^{re} E. Paillot, supérieure. Saverne, 2 février 1726 ».

La réclamation eut son effet. Il fut décidé que les deux maisonnettes de la rue de la Rivière, — détail important, qui montre que les religieuses arrondissaient leur enclos sur les deux rues, — et sur lesquelles il y avait déjà eu une entente avec la ville, seraient à la fois effacées des registres (d'où elles auraient dû disparaître depuis longtemps), et de la liste alors en circulation.

On renonçait également à imposer le jardin. Celui-ci touchait au mur d'enceinte, ainsi qu'on l'a déjà vu plus haut.

Il fut considérablement aggrandi en 1736. En dehors du mur, courait alors une bande de terrain, appelée Zwingel, dont la continuation est en partie encore visible au dessous du pont de la gare, et qui faisait le tour de la ville. Le Zwingel se trouvait resserré, près de l'enclos des religieuses, entre le mur d'enceinte et la Sorn. De l'autre côté de celle-ci, s'étendait un terrain vague, qui avait autrefois appartenu à l'évêque, mais dont la ville était devenue propriétaire exclusive, par suite d'une transaction passée le 30 juillet 1726. Les religieuses demandèrent à en faire l'acquisition, avec celle du Zwingel, soit pour une somme fixe, soit contre une redevance annuelle. On le leur céda pour 20 florins par an, rachetables à 500 florins. Elles devaient cepen-

dant laisser « en haut près du mur d'enceinte, sur lequel étaient en partie construits les fours royaux, un passage permettant d'arriver au grand barrage » (établi à cause du canal du moulin), à moins qu'elles préférassent supporter le passage par leur cour ».

Par l'acquisition successive des maisons sus-mentionnées, et du nouvel achat qu'on vient de voir, les religieuses étaient maîtresses de tout le triangle compris aujourd'hui entre la grand'rue, l'avenue de la gare et la Sorn, et au-delà de celle-ci, de tout le jardin actuel de l'hôpital, avec le terrain de l'auberge y adjacente, jusqu'au chemin de fer.

Elles se firent donc, de l'autre côté, de la Sorn un second jardin, très bien situé et renommé bientôt, dit Fischer (op. cit., 8), comme le plus fertile de la banlieue. Il fut cultivé par François Hammon, natif de Morlaix en Bretagne, leur jardinier attitré (Act. bapt. 1745 et 46). L'acte de vente (24 juillet 1736) est signé, du côté de la ville, par le prévôt Schillinger, l'oberlohnherr Büchler et sept conseillers, parmi lesquels se trouvait Michel Carette, dit Beaulieu, déjà nommé plus haut. Du côté du couvent, toutes les religieuses du chœur signèrent. Elles étaient au nombre de 23, à savoir :

Marie Elisabeth de Pailhot, supérieure ; Marie Charlotte de Ruthe, assistante ; Marie Thérèse de Graben, conseillère ; Anne Magdeleine de Wangen, conseillère ; Marie Anne Rose de Wangen, conseillère ; Marie Louise de Berkheim, Marie Angélique de Ramberviller, Marie Catherine de Berckheim, Marie Elisabeth Colson, Marie Augustine de Lindau, Antoinette de Barrois, Marie Claire Wolbret, Marie Ursule Spies, Marie Antoinette Desroziers, Marie Joseph Damée, Marie Eléonore de Zurthane, Marie Hélène Herrenberger, Marie Ignace de Hircnheim, Marie Victoire de Boeckel, Julie Febronie d'Elvert, Marie Xavière Datil, Marie Keyne Louise Behr. (L. 17).

Quelques-uns de ces noms nous sont déjà connus ; les autres, sauf celui de Marie Thérèse de Graben, se présenteront encore plus loin.

IV. La ville et les religieuses.

Les écoles externes étaient complètement gratuites. Cela était stipulé par les constitutions mêmes des religieuses de Notre-Dame.

« Afin que Notre Seigneur seul soit le salaire de leur petit labeur », est-il dit des sœurs, au chapitre traitant des écolières externes, « et ait toujours plus d'occasion de leur en savoir gré..., et aussi pour y donner facile et gracieux accès aux filles les toutes plus pauvres, de même qu'aux plus riches, elles enseigneront purement pour l'amour de Dieu, et gratuitement, sans en rien demander ny prétendre, ny des pères et mères d'icelles, ny d'autres en leur nom ».

« On ne demandera rien aux écolières, ny à leurs parens, pour aider à acheter des balais, à nettoyer les classes, ou pour faire des bancs ou des tables, ou pour rabiller des vitres cassées, ou pour autres choses semblables qui touchent aux écoles; tout cela se fera aux frais du monastère, s'il n'y est pourvu de quelque autre côté ». (Constit., 3^e partie, ch. 19).

La ville s'était bien imposé quelques sacrifices dans les commencements et pour la première installation, mais elle se montra très peu généreuse dans la suite, faisant payer aux Sœurs le voiturage du bois, et lésinant sous d'autres rapports. Si elle leur fournissait du bois de construction, ce n'était pas une faveur. Le magistrat en faisait autant pour les particuliers; il était seulement défendu à ceux-ci de couper du bois seuls, et « sans d'être allés d'abord chez le garde en chef pour lui indiquer la quantité qu'il leur fallait ». (Schwörordnung de 1558. L. 8). Tous les registres des délibérations sont là, pour témoigner des avantages, faits sous ce rapport, à quiconque voulait construire.

On se bornait, dans ce cas, à présenter sa demande, qui était accordée sans difficulté. Les particuliers rece-

vaient de même des échalas, des douves, et toute sorte de bois.

Ces observations étaient nécessaires pour réduire à leur juste valeur les faveurs accordées aux religieuses.

Le peu d'encouragement qu'elles recevaient de la ville, pouvait être, en partie, l'effet de la mauvaise situation financière de celle-ci. En tout cas, il était parfois réel, comme le montreront les extraits suivants, presque tous pris des protocoles du magistrat :

31 janvier 1692. Un décret de la Régence ordonne qu'on fasse amener 50 cordes de bois de hêtre, de la forêt seigneuriale de Greiffenstein, chez les religieuses de N.-D.

30 avril 1693. Comme les religieuses ont à payer pour leur bois 5 schill. (1 livre) de voiturage, ainsi que cela s'est toujours pratiqué, on ne fera la délivrance complète qu'après paiement, afin qu'on ait toujours cette garantie en main.

5 déc. 1693. Puisque la ville est obligée d'amener aux religieuses le bois qui leur est alloué, et que les chemins sont par trop mauvais, on leur fournira en attendant du bois de flottage.

24 avril 1702. Il est accordé aux religieuses deux chênes, pour le lavoir qu'elles veulent établir dans leur jardin.

6 Avril 1716. Accordé aux religieuses deux chênes, pour une gloriette dans leur jardin.

23 avril 1751. Les Dames religieuses demandent au magistrat cinq sapins, à faire couper dans la forêt, pour la construction qu'elles élèvent à côté de leur maison d'école.

La demande est accordée, mais comme faveur particulière, et sans préjudice pour l'avenir; de plus les religieuses auront à payer 6 schill. (1 l. 6 s.) par arbre.

3 janv. 1761 (Catal. de 1788). M. l'Intendant désire savoir pourquoi on a réduit les religieuses, pour le bois, à la moitié de ce qu'elles devaient recevoir.

15 nov. 1762 (ibid.). M. l'Intendant ordonne, qu'on leur fournira 20 cordes au Fallberg, et qu'ensuite la ville leur en assignera encore 10 dans l'Eichwald.

24 sept. 1763. Aujourd'hui, par suite d'un décret de M. Roullin, on a accordé aux Religieuses du bois de chauffage.

1764 (Catal. de 1788). Les religieuses reçoivent du magistrat 10 cordes de hêtre et 10 de chêne, du Fallberg.

3 mai 1777. Sur la requête, présentée aujourd'hui, nous avons accordé aux dames religieuses de cette ville, 16 cordes de bois de chêne, des forêts de la ville et notre contribution du bois de hêtre dans le Fallberg, à charge par elles, en conformité avec leurs offres, de les faire couper à leurs frais, et sans conséquence pour l'avenir.

1778 (Catal. de 1788). Les dames religieuses demandent des arbres, des forêts de la ville, pour leurs écuries; le magistrat les refuse.

Entre les Sœurs et ce dernier, il s'éleva une autre difficulté. Le 29 juin 1737, on fut avisé que le couvent, pour placer un conduit, avait fait entamer la maçonnerie du grand barrage, et percer le mur d'enceinte. Le conduit passait même sous les fours royaux. Il pouvait résulter de cette opération des dommages sérieux pour la ville. Le magistrat fit donc sommer les religieuses de vouloir remettre tout dans son état antérieur, autrement on ferait enlever soi-même le conduit et exécuter les réparations, sauf à en réclamer les frais en justice.

Cela se passait peu de temps avant l'acquisition du jardin sur l'autre rive de la Sorn; l'entente entre le couvent et le magistrat n'avait donc pas trop souffert de ce démêlé.

La ville avait, du reste, quelque intérêt à vendre un emplacement duquel, d'après l'acte de vente, « elle n'avait tiré jusqu'ici et ne pouvait tirer dans la suite aucun profit ».

Le 28 novembre 1767, M. l'Intendant ordonna la réparation de la herse du barrage qui se trouvait près du couvent, et le 22 juin 1775 (Catal. de 1788), il exigea celle du canal passant par l'enclos des religieuses.

Mais ces travaux regardaient d'avance la ville, qui dut donc les payer.

Les fours de munition, ou fours royaux, mentionnés plus haut, et auxquels on arrivait par la propriété des sœurs, avaient été construits en 1734, d'après un plan encore conservé aux archives municipales. C'était un bâtiment de 19 pieds 3 pouces de long, sur 6 pieds de large, et 4 pieds de haut, sans le toit, lequel était, de son côté, haut de 6 pieds.

La présence de ces fours dans leur enclos et celle du barrage étaient une servitude, à laquelle il n'y avait pas moyen de se soustraire. Heureusement que les fours ne servaient pas continuellement.

V. Fortune et revenus.

Dès l'année 1692, les religieuses possédaient (L. 31) dans la banlieue de Saverne :

Un demi-arpent au canton dit Butterheckel ; un jardin, d'un arpent et demi, au Mulacker ; un jardin, de deux arpents et demi, dans l'*Untere Dell* ; 4 arpents, terres et prés, au Thiergarten.

Nous verrons bientôt, qu'elles avaient également des terres ou des propriétés au dehors, et qu'elles faisaient des placements d'argent.

La ville même s'adressait, au besoin, à elles. Dans son compte de 1718 figure un emprunt de 2.000 livres chez les religieuses, contre obligation passée le 12 mai, devant le notaire Behr, et qui valut le 10 octobre 1720, de la part de M. Bayn, intendant des finances, à MM. du conseil, l'avertissement suivant : « Faisons deffiance aux magistrats d'emprunter à l'avenir aucune somme, sans

notre permission par écrit, à peine de répondre en leurs propres et privés noms ».

Cet emprunt avait été autorisé par la régence épiscopale, ainsi que la minute qu'on en trouve aux archives de la ville (L. 17) en fait encore foi, car il fallait l'argent pour des travaux hydrauliques au moulin, pour la reconstruction de la maisonnette où se faisait le jaugeage (Sinnhäuslein), et qui se trouvait, on l'a vu, dans le voisinage même du couvent. sur le bord de la rivière ; il en fallait aussi pour des réparations à l'orgue et à l'église paroissiale, la quote-part de la ville pour ces deux dernières dépenses étant d'un tiers, et pour d'autres cas extraordinaires. La dépense était donc justifiée, mais le gouvernement du Roi voulait, de plus en plus, avoir la main partout et n'entendait pas que la moindre chose se fit sans lui.

Les premiers intérêts furent touchés en 1719 (Comptes de la ville), par M^{re} Marie Magdeleine de Selbach, alors supérieure du couvent.

Le 11 août 1772, on prêta également 300 florins (600 l.) aux conjoints Diebold Wurtz, charretier, et Catherine Britschgy, pour une maison à construire au faubourg.

Le capital fut remboursé en 1735, ainsi que l'atteste le reçu suivant, au bas de l'acte hypothécaire :

« Nous soussignées, Supérieure et Religieuses de la Congrégation de N^{re} Dame, du monastère de la ville de Saverne, confessons avoir reçu de Catherine, veuve de feu maître Diebold Würtz, la somme de six cent livre, qu'il avet de nous, dont nous la quiton. Et reçu trente livre pour une année de rente. Fait a Saverne, ce 1 Juin 1735 : Marie Elisabeth de Pailhot, supérieure, Marie Charlotte de Ruthe, assistante, Marie Thérèse de Graben, Anne Magdeleine de Wangen, conseillère, Marie Anne Rose de Wangen, conseillère ».

L'écrit, quelque peu incorrect comme orthographe, même pour cette époque-là, est de la propre main de la Mère Supérieure. Les religieuses prêtaient également

à l'évêque. Elles durent du moins, avancer, en 1730, à Armand-Gaston, la somme de 2.000 livres, destinée (Fischer, op. cit. 7) « à être employée au payement du prix des terres entrées dans le canal ». Cette magnifique pièce d'eau, courant en ligne droite du château de Saverne vers Steinbourg, avait exigé de si nombreuses acquisitions de terrain que le petit village de Sornhofen, tombant dans le tracé, dut disparaître. Au bout du canal on voyait s'élever dans un vaste bassin circulaire, encore visible aujourd'hui, le magnifique Kiosque chinois, dont on retira, lors de sa démolition, 5.380 livres de cuivre rouge, 4.380 livres de plomb et 32 chapiteaux de tôle, pensant 2.592 livres (Procès-verb. du 13 vendém. an III). Ces dépenses exorbitantes forçaient les évêques à solliciter toutes les bourses, et les engageaient dans des dettes de plus en plus lourdes.

En 1737, nous avons à consigner, pour le couvent, une fondation d'anniversaire, la seule qui nous soit connue.

Les religieuses de Notre-Dame ne devaient pas trop charger leurs monastères « de ces espèces d'obligations, et ne s'y soumettre à longues années, que pour du fond qui soit bien assuré et qui mérite évidemment cette reconnaissance ». On ne s'engageait guères au-delà de 40 ans. (Constitutions, 2^e P., ch. 8).

La fondation, dont il s'agit en cet endroit, provenait de Marie Marguerite Elisabeth Jenner, femme du sieur Michel Oswald Scheffmacher, conseiller et avocat de la ville de Strasbourg.

Cette pieuse femme, morte le 2 juillet 1797, légua, par testament du 10 juin 1730, à l'église paroissiale de Molsheim, où elle voulut être enterrée dans le tombeau de feu ses père et mère, 30 florins, avec tous ses habits de damas ou de soie. L'étoffe en devait servir à des ornements. Sa cousine, Marie Françoise Reinecker, pouvait toutefois prendre pour elle le plus beau vêtement, et différents autres objets. La testatrice donnait

à la même église une somme de 200 florins pour la célébration annuelle de 8 messes.

Après sa mort on devait faire célébrer immédiatement 40 messes, et puis pendant toute une année, une messe, chaque jour, dans quelque monastère (*in einem Stift oder Closter*), moyennant 130 florins, à prendre sur ses épargnes. Elle ajoute :

« De même je lègue et donne aux révérendes mères religieuses de la Congrégation de N.-D. de Saverne, une somme de 300 florins, plus un foudre (11 hectol. 52 l.) de vin, du meilleur crû de Molsheim, l'un et l'autre à prendre sur ma succession, à charge, par elles, de faire célébrer annuellement, et à perpétuité, une messe des morts, chantée pour moi et ma parenté (*Freund u. Anverwandte*) ».

La perpétuité de la fondation était, en principe, contre les statuts, mais la somme donnée aux religieuses, comparée aux 200 florins que reçut l'église de Molsheim pour 8 messes annuelles, montre que la testatrice voulait particulièrement les favoriser.

Nous n'avons pas à nous occuper des autres clauses du testament. Il suffit de marquer ici que M. Scheffmacher, « n'ayant d'héritiers (nécessaires) ni en ligne ascendante ni en ligne descendante », donnait toute sa fortune aux pauvres de Molsheim ; il voulait que quatre veuves ou filles, se trouvant dans le besoin, eussent leur logement dans sa maison à Molsheim, et reçussent, en plus, par an 2 sacs de grain et trois mesures de vin. D'après un arbre généalogique de la testatrice, que nous avons trouvé chez les dames Rœsch de Saverne, encore de sa famille, Elisabeth Jenner était fille de Jean Jacques Jenner, et d'Anne Marie Reinecker. Les Reinecker étaient apparentés à Luc Weinmeyer (L. 439), le premier Ammeister catholique de Strasbourg. Ils possédaient à Saverne la scierie du Ramsthal (L. 353), qu'ils vendirent en 1672. Jean Charles Reinecker avait été, de 1565 à 1668, greffier de la ville de Saverne.

Les Jenner étaient originairement une famille de

meuniers. Etablis d'abord à Geudertheim, où l'un d'entre eux vend en 1572 sa maison « près du moulin et derrière le cimetière », ils occupent tantôt (1563) le moulin de Wilwisheim, tantôt (1575) celui de Hochfelden, et de Saverne.

En 1666, *Jean Jacques Jenner*, syndic, et Luc Weinemmer, receveur en chef à Molsheim, touchent de la ville de Saverne (Comptes) 16 livres 6 sols d'intérêts, remontant à Jacques Jenner, leur grand-père, lequel, en 1607 et 1611 (Urtelb.), avait été meunier de l'Evêché, à Saverne.

La bienfaitrice des pauvres de Molsheim était donc Savernoise, par son père et par sa mère.

Tout porte à croire qu'elle était allée à l'école chez nos religieuses, comme pensionnaire, et que, pour cette raison, elle fit en leur faveur un legs si généreux.

Quelques pièces de notre collection nous fournissent des données sur les revenus du couvent. Nous en rendons compte dans l'ordre chronologique.

D'un acte dressé le 6 février 1751, par M. Schœn, secrétaire du bailliage de Dabo, il ressort que les religieuses avaient, depuis le 2 août 1735, hypothèque pour une somme de 100 florins, sur une maison sise à Dabo et qui passait, en vertu de l'acte en question, des mains d'un nommé Antoine Friedrich, en celles de Jacques Weber, cordonnier, et de sa femme Marie Ruffenach. Weber vendit, en 1761, sa maison à un nommé Pierre Blum, et alla demeurer au Harberg.

Les religieuses ne recevant plus leurs intérêts, elles citèrent en justice Weber, qui fut condamné, le 21 novembre 1769, à l'audience du comté de Dabo, à payer tous les arrérages depuis 8 ans. La sentence lui fut signifiée par l'huissier Gall, le 16 décembre. Il fit faire opposition, le 29 décembre suivant, par le sergent (*Bott*) Jacques Schott, de Dabo, sous prétexte que la dette, à lui réclamée, avait passé à Blum, en même temps que la maison. M. d'Elvert, écuyer et bailli du comté de Dabo et autres lieux, autorisa

une nouvelle assignation de Weber, à Alberschwiller, en son auditoire ordinaire. L'audience se tint le 29 mai 1770. Weber fut débouté de son opposition, et condamné aux dépens. Il continua à faire des difficultés, car le 6 juillet 1773, nous le voyons assigné de nouveau. Nous ne possédons pas la suite du procès.

En 1765 (6 avril), les religieuses louèrent, pour l'espace de 12 ans, à 5 habitants de Mussig des prairies, au ban de Sélestadt, à savoir :

Onze arpents sis près de la Porte de Brisach, et entourés d'un fossé ;

Un arpent et demi, au canton dit Sandmatt ;

Un zweytel, au même canton ;

Un arpent et un quart, près de la forêt ; un quart d'arpent, au canton dit Muhlbach ; un arpent et un quart, derrière la forêt ; deux arpents, au canton dit Kaulengiessen ; ensemble dix-huit arpents.

Les preneurs payaient toutes les charges ordinaires et extraordinaires, royales et locales, plus, une fois seulement, pour arrhes, la somme de 24 livres, et annuellement, à la St Michel, la somme de 360 livres, de canon, « le tout entre les mains de notre mère procureuse ». Le bail précédent avait été fait le 17 janvier 1759, et n'avait ainsi duré que 6 ans. Le nouveau bail est signé par Marie Geneviève Payen, supérieure, et Marie Madelaine Gambs, procureuse.

« En 1771, écrit Fischer (op. cit. 9), le couvent (de N.-D.) fut l'objet de la libéralité du roi de France, Louis XV. Ce prince lui témoigna sa gratitude, aux dépens de l'opulente abbaye d'Altorf, près Molsheim, et lui assigna une pension de quinze cents livres sur les revenus de ce monastère ». Le brevet original suivant, sur parchemin, montre cependant, que la faveur en question remonte plus haut :

« Brevet de don de l'abbaye d'Alstorff pour le St Leugel.

Aujourd'hui huitième du mois de décembre 1765, Le Roy estant a Fontainebleau, bien informé des bonnes

vie, mœurs, piété, suffisance, capacités, et autres vertueuses qualités du S^r Gallus Leugel, l'un des Religieux de l'abbaye d'Alstorff, ordre de S^t Benoist, au diocèse de Strasbourg, et desirant, pour ces considérations, le traiter favorablement, Sa Majesté luy auroit, par Lettres patentes de ce jour, accordé et fait don de la d^e Abbaïe d'Alstorff, vacante par la demission qu'en a donné le S^r Guy, dernier titulaire, et paisible possesseur d'icelle, a la charge, par led. S^r Gallus Leugel, et apres luy, par ceux qui luy succéderont, en la d^e abbaïe, de payer annuellement, pendant l'espace de trente années, sur les revenus d'icelle, aux Religieuses dites les filles de la Congrégation de Saverne, une somme de quinze cent livres, par forme de pension, franche et quitte de toute retenüe mise ou a mettre, pour estre la d^e somme employée à l'entretien, et aux besoins pressants des dites Religieuses, m'ayant Sa M^{te} commandé d'expédier toutes lettres et depeches nécessaires pour l'obtention des provisions de la d^e Abbaïe, et, cependant, pour assurance de sa volonté, le present brevet, qu'elle a signé de sa main, et fait contresigner par moy son conseiller secrétaire d'Etat, et de ses commandemens et finances. Signé : *Louis*. Plus bas : *Le duc de Choiseul* ».

Mais les religieuses faisaient aussi des emprunts. Un décret du suffragant et vicaire général du 9 mars 1768, s'exprime ainsi qu'il suit :

« Vue la requête à Nous présentée par la Supérieure et Religieuses du Monastère de la Congrégation de Notre Dame à Saverne, en ce diocèse, tendant à ce qu'il nous plût les autoriser a faire l'emprunt d'une somme de sept mille livres, aux intérêts de quatre pour cent, pour faire le remboursement d'une parreille somme dûe, qu'on attend pour faire le partage d'une succession, et étant dûement informés de la nécessité de cet emprunt, nous avons permis, ainsi que, de l'autorité ordinaire Nous permettons, aux suppliantes, d'emprunter la somme de sept mille livres, pour rembourser une

pareille somme, par elles dûe, les autorisons en conséquence, à payer les intérêts, à quatre pour cent, jusqu'au remboursement de ladite somme de sept mille livres, à charge par les supplians, d'en faire le remboursement, des premiers fonds des dottes qu'elles recevront, à quelle fin les exhortons d'user d'économie, pour parvenir plutôt aux fins dudit remboursement ».

Mandat fut, pour cet emprunt, donné par la communauté au S^r Mathieu Schmitt, receveur de l'Evêché, le 15 mars 1768. L'argent fut fourni par le père d'une des religieuses, le S^r George Müller, architecte, ancien assesseur au Sénat à Strasbourg.

Le couvent ne resta pas débiteur bien longtemps. M. Müller reçut, à compte, le 15 mars 1768, la somme de 5.000 livres; le 27 août 1772, celle de 2.000 livres; en outre, pour les arrérages jusqu'au dit jour, 884 livres, ainsi que le tout se trouve marqué, de sa main, sur la copie du décret d'autorisation.

Les religieuses étaient en 1768 : Marie Geneviève Payen, supérieure; Marie Charlotte de Ruthe, assistante; Marie Ursule Spiess, Marie Ignace de Hirtigheimb et Cécile Duhl, conseillères; Magdeleine Gambs, procureuse; Marie Eléonore Zurthanne, Marie Hélène Herrenberger, Marie Victoire de Böckel, Julie d'Elvert, Félicité de Tessonnière, Reine (var. Claire) Louise Behr, Sophie de Meyerhoffen, Beatrix de Hirtigheimb, Alexandrine Faure, Marguerite Légat, Gaëtane de Grunberg, Philippine d'Elvert, Richarde Metzger, Monique Kempfer, Thérèse Gauthier, Armande Duportail, Gabrielle Gérard, Uphrasie Müller, Bernarde Pivolot, Rose de la Villardièrre. Toutes signèrent la procuration donnée à M. Schmitt.

Le 10 août 1772, furent vendus aux enchères, à Sélestadt, par procuration donnée cette fois-ci à M. Stouhlen, avocat à Saverne, 31 pièces de contenance diverse, terres et prés, situées dans les banlieues d'Ebersheim, de Kintzheim, mais surtout de Sélestadt, et dont le

prix total se monta à 6.207 florins. Le même jour, le sieur Stouhlen céda par contrat, aussi au nom des religieuses, à M. Georges d'Anthès, ancien chanoine de la collégiale de St Florent, moyennant 7.500 livres payées comptant, onze arpents de prés, en quatre pièces, sis également dans la banlieue de Sélestadt.

Il faut croire que le couvent était en grand besoin d'argent. Une partie du produit de cette vente servit, sans doute, à acquitter les 2.800 livres encore dues alors à M. Müller.

On possédait en 1785 (L. 324), à Saverne :

1. Dans le vieux chemin, appelé Kayserstrasse, un arpent, mesure du ban de Saverne, valeur 70 l.; dans la Mittelanwand vers le Martelberg, 2 quarts d'arpent, valeur 60 l.; sur le Rennweg, un arpent, valeur 60 l. Ces deux arpents et demi formaient ensemble à peine un arpent du roi; ils étaient loués à Joseph Segesser, tuilier, pour 2 boisseaux de froment et cinq boisseaux d'orge.

2. A l'Aumatt, prairies : 5 arpents, valeur 1200 l.; à la Wittwalt : 5 arpents et un quart, valeur 1200 l. Ces deux prés formaient ensemble, au plus, 4 arpents du roi. Les religieuses en jouissaient elles-mêmes; le produit pouvait en être 4 chariots, de foin et 1 1/2 chariot de regain, le tout valant 120 l.

3. A la Schlettenbach, un verger de 2 1/2 arpents, valeur 660 l.; au Bleichgarten, près de la ville, un verger de 3 arpents, valeur 1200 l.; à la Rotheg un verger de 1 1/2 arp., valeur 500 l.; à la Dell, un verger de 2 arpents, val. 550 l.; le tout environ 3 1/2 arp. du roi. Les religieuses jouissaient également elles-mêmes de tous ces vergers, dont le produit est estimé à 200 livres.

Ces indications sont prises d'un relevé cadastral. Dans l'inventaire, fait à la Révolution en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 18 nov. 1789, et qui fut dressé le 24 février 1790, nous trouvons comme appartenant au couvent, 250 arpents et demi, de biens affermés dans les communes suivantes : Furch-

hausen (42 arp.), Gugenheim (9 a.), Hochfelden (4 a.), Jettersweiler (14 a.), Dimbsthal et Salenthal (12 a.), Knærsheim (12 a.), Littenheim (33 a.), Molsheim (11 a.), Saverne (2 1/2 a.), Scherlenheim (54 a.), Schweinheim (12 a.), Waldolwisheim (30 a.), Westhausen (35 a.), rapportant en tout 54 rezaux 4 boisseaux de froment, 11 rezaux de seigle, 10 rezaux 2 boisseaux d'orge, et 2 rezaux d'avoine. Les religieuses faisaient également cultiver : 4 arpents au ban de Monsweiler; et au ban de Saverne, 5 arpents à l'Aumatt, 2 1/2 à la Schlettenbach, 3 au Bleichgarten, 1 1/2 à la Rothe Heg, 2 dans la Dell; de même environ 240 perches de prés, au canton dit Wittmath, et un « petit jardin dotal », près de la ville; — revenu net de toutes ces pièces, estimé à 511 l. 4 s.

Cet inventaire est précédé de la liste des religieuses: « Etat du nombre des Religieuses tenant pensionnat interne et des *classes d'instruction externes publiques et gratuites* au couvent de Saverne, — de leurs revenus et de leurs charges ».

Nous ne possédons pas le relevé des charges, sans doute arraché et perdu, mais les professes étaient alors:

Rose la Villardièrre, supérieure; Julie Febronie d'Elvert, Marie Louise Kempfer, Marie Sophie Mayerhoffen, Beatrix Mackau, Marguerite Legat, Richarde Metzguer, Thérèse Gauthier, Armande Duportal, Marie Gabrielle Gérard, Bernarde Bivollot, Joséphine Watteville, Alix Lachausse, Victoire Rondouin, Henriette Immelin, Augustine Nicart, Marie Stupfel, Adelaïde Martinez, Charlotte Strasser, Melanie Martinez.

Il y avait une seule novice du chœur, Angélique Müller. Les sœurs converses étaient: Catherine Hartz, Scholastique Ganszer, Jeanne Jungmann, Madeleine Loos, Marie Jacquet, Salomé Kuning, et Marie Häuser, tourière.

D'après Fischer, les religieuses possédaient aussi, lors de la suppression, vingt mille livres en capitaux.

(A suivre).

A. ADAM.

LES FINANCES

D'UNE

PETITE VILLE DE LA HAUTE-ALSACE

(SOULTZ)

Ce n'est qu'à partir de la constitution municipale de Soultz qu'il y a lieu de considérer ses finances. Antérieurement elle était soumise au régime colonger dont nous avons parlé précédemment¹ ; plus tard la communauté jouit des biens communs qui suffirent à ses besoins. Les bois des forêts, les pierres de ses carrières, les corvées des habitants s'unirent pour édifier les quelques bâtiments communaux. Des redevances payées par les membres de la communauté subvenaient aux frais d'administration et de justice.

Mais lorsque Soultz devint une ville, il fallut pourvoir à l'entretien des bâtiments publics, des fortifications, de la voirie, au salaire des fonctionnaires des divers ordres, à toutes les charges enfin qui incombent à une ville. Le seigneur y pourvut en accordant à la commune certains droits et privilèges utiles.

Ce n'est que dans un registre foncier², colligé en audience publique le 10 juin 1698, que nous trouvons une spécification complète de ces droits ; mais nous

1. *Revue d'Alsace*, 1893.

2. Arch. de Soultz.

trouvons la trace de la plupart d'entre eux dans des documents plus anciens et notamment dans l'urbair des droits de l'évêché de 1578. En voici le détail :

De toute ancienneté, la ville avait droit au tiers de l'umgeld qui se percevait à Soultz, Wuenheim et sur les verreries.

La ville percevait seule le droit appelé *böspfenig*, qui était d'un heller par mesure de vin entamée par les aubergistes et les gourmets.

Elle avait le troisième denier d'un droit appelé *Stückbusch* (Stückbuchs ?) en 1698, qui se percevait à Soultz et à Wuenheim. Il est sans doute à identifier avec celui qui est appelé *Weinzohl* en 1578 et qui se percevait sur le vin vendu et emmené hors du ban, à raison de 3 schillings par charrette.

Le pontonage aux trois portes de la ville appartenait pour moitié à celle-ci. Ces droits formaient un revenu de 225 livres 6 sols 8 deniers en 1719¹.

Le petit débit de sel appartenait également à la ville en 1698. D'après un compte arrêté en 1720, il s'en était vendu 1203 $\frac{1}{2}$ quintaux ayant produit 15.930 livres; la dépense ayant été de 11.382 livres, le revenu pour la ville s'élevait à 4.548 livres². Ce droit fut contesté par Rouffach qui le prétendait pour elle seule. Un jugement arbitral, rendu par l'évêque Guillaume III en 1529, confirma aux communautés de Soultz, Eguisheim, Pfaffenheim, Soultzmatt, Gueberschwihr et Gundolsheim le droit d'acheter et de débiter le sel comme Rouffach, mais seulement dans l'enceinte de leur ban³.

Nous avons vu que ce droit fut encore contesté par l'évêché en 16634. Il paraît cependant que les communautés eurent gain de cause, puisqu'elles jouissaient encore du débit de sel en 1698 et 1720.

1. Comptes communaux. Arch. de Soultz.

2. Ibidem.

3. Inv. des titres du bailliage. (B A C.)

4. *Revue d'Alsace*, 1903, p. 187.

La ville percevait un droit sur le pesage qui se faisait à l'*anckhen hauslein*.

A partir du vendredi-saint, pendant un mois, la ville faisait servir le banvin par les aubergistes de Sultz et de Wuenheim. L'*umgeld* perçu sur ce vin lui appartenait alors en entier.

Le droit de péage (*pfundzoll*) et les amendes perçues les deux jours de foire, à la Pentecôte et à la Saint-Mathieu, le jour compté de 24 heures, nuit et jour, revenaient encore à la ville. Nous avons vu que ce droit a été contesté par l'évêché, en 1598, et semble lui avoir été enlevé par arrêt du Conseil souverain d'Alsace, en 1768¹. Le produit de ces droits et amendes s'élevait en 1719 à 172 livres 9 sols 8 deniers.

La ville enfin prétendait à l'octroi d'après d'anciennes ordonnances.

Après ces droits et privilèges la ville tirait revenu de différentes rentes foncières que nous trouvons consignées dans plusieurs registres ou *Berein*, appelés aussi *Burgermeisterbuch*. Le premier a été collationné le 12 mars 1607, par le greffier après enquête faite devant les autorités par 9 conseillers et notables. Nous y trouvons maints détails curieux. Au nombre de ces rentes il y a celles que payaient les fermiers des moulins de la ville, parmi lesquels le tenancier du *Grabenmuhl*, autrefois à l'évêché, les rentes payées par les propriétaires de vignes derrière la chapelle du Lieu-Croissant, pour les portions adjacentes du fossé de la ville et pour d'autres communaux : fossés, communaux au Hornstein, étang de Saint-Georges, pour une maison entre les deux ponts du faubourg, pour une fosse à fumier, pour la maison Martin Kuen près la salle du conseil, la maison au Thiergarten, une maison dans la guldengasse, une maison au faubourg, qui fut achetée plus tard par la ville suivant une annotation. Les habi-

1. *Revue d'Alsace*, 1901, p. 501.

tants de Rimbach payaient 18 schillings et 1 setier de marmelade (Muoss) sur une ancienne futaie dite *deren von Sultz allmendt*. Ceux de Rimbach-Zell 1 livre à titre féodal. Le meunier du faubourg, André Schrepfer, devait 2 schillings pour un coin près de la tour du faubourg et Christen Leupold 1 schilling pour la galerie (*hindern Lauben*) derrière sa maison.

Ceux de Hartmansviller devaient annuellement 1 livre 3 schillings pour la carrière de pierre à chaux sur le ban de Soultz, mais cette somme était balancée avec la taille que la ville leur devait et qui se montait à pareille somme.

La scierie de Rimbach-Zell appartenait à Soultz, il se tenait un compte spécial à son égard.

Pierre Schlitzweckh payait 5 schillings pour le bien d'Unterlinden.

Le fermier de l'aiguiserie (Schleifmüller) payait 1 livre 5 schillings pour le pré près de l'aiguiserie à moins de le balancer avec du bois de construction, etc.

Les communaux suivants avaient été affermés en 1602 : un étang communal, une portion de communal touchant à la maison des Béguines, une clairière *beim Belchensteg*, un pâturage im Winterhald, un autre appelé Auwassen, une fosse à fumier, un jardin contre le mur d'enceinte intérieur du côté de la Feldthor, à côté des magasins de la ville (Stattwerckhoff), une portion de fossé à la porte haute près du vivier de Landenberg. Antoine Julio, le Milanais, payait 2 livres 5 schillings pour un communal entre la chapelle et la cour de Brinighofen, sur lequel il a construit une maison (une annotation marque que cette rente a été rachetée). Caspar Ackermann payait une livre sur la châtaigneraie *im Walterspath* : cette châtaigneraie appartient encore à la famille. Nicolas Munschi, charbonnier au Freundstein, payait 5 livres pour rente emphytéotique de sa portion de forêt près le Freundstein. On avait encore affermé l'ancien étang derrière le presbytère, un pré *bei St. Claus*, le pré le long de la maison de tir. On

trouve ensuite plus de cent articles de rentes dues à la ville suivant des lettres d'obligation, assises sur différents biens particuliers.

La ville était encore chargée de percevoir 57 livres 22 sols 6 deniers pour 13 titres de rente emphytéotique légués par l'ancien prévôt Jean Léonard Haller et son épouse Appolline Harnist pour une fondation de charité appelée *ewigen Almuosen*.

Enfin l'ancien prévôt Théobald Wendt, suivant une lettre du 3 sept. 1626, avait légué au conseil de la ville une rente de 5 livres pour un repas à prendre en commun¹.

Ces rentes sont légèrement modifiées dans le second registre de 1698 et qui contient, comme nous l'avons dit, d'abord les droits fiscaux et privilégiés de la ville, puis les rentes foncières sur les fossés de la ville, sur la glaisière près de la commanderie, sur des fosses à fumier, sur la maison *Zum Tribell* près la Feldttor à Jean Georges Lorentz, sur la maison des Trois Rois pour le fossé derrière la chapelle, sur la carrière de Soultz, sur Jean Conrad Marloy, pour un coin près de sa maison *Zu der Glockhen*, située sur la place, sur la maison Cromer à côté du Thiergarten, sur la maison de la dame d'Elsenheim née Kempf d'Angreth, à côté de George Cromer près l'église (presbytère actuel), sur la maison Jean Gässler *an der höll*, enfin Melchior Emenecker payait 25 livres pour le pâturage du Ballon. Sept bouchers payaient chacun 1 livre 10 sols pour leur banc de boucher sous la halle. Plusieurs particuliers payaient des rentes pour des communaux sur lesquels ils avaient établi leur fumier. Les juifs, au nombre de 8, payaient chacun 3 livres 7 schillings 6 pfening pour droit de pâturage et Kopell payait en outre 5 schillings pour le communal où est son fumier.

Les rentes suivantes appartenaient à la burgmaîtrise : 2 quartants 6 setiers pour les champs du *Gehäg*,

1. Archives de Soultz.

5 quartauts de blé et 5 d'avoine à payer par le fermier de l'hôpital, 5 setiers pour un champ appartenant à la ville.

Celle-ci avait acheté du prieuré de Saint-Pierre de Colmar des rentes que celui-ci possédait sur le territoire de Soultz et qui provenaient en grande partie du domaine autrefois possédé par l'abbaye de Königsfelden. Cette acquisition s'était effectuée vers 1593 pour le prix de 252 florins¹. En 1607 ces rentes sont consignées dans un registre spécial, mais elles figurent sur le grand registre de 1698.

Les 4 verriers établis au Ballon payaient une rente de 112 livres 10 schillings pour leurs baraques et les parcelles de terre dont ils jouissaient. Il en était de même de six charbonniers.

Le dernier registre foncier contient une colligende des matières précédentes, en date du 14 mai 1777. Il a servi jusqu'à la Révolution. Les droits de la ville y sont libellés comme dans le registre de 1698, puis viennent les rentes du Kleinberg et du Grosberg qui se montent à 265 livres 3 sols 4 deniers pour les premières et à 71 livres 13 sols 4 deniers pour les secondes. La rente du *lehmmatt* de Rimbach s'élève à 119 livres 7 sols 2 deniers; la rente des fossés de la ville à 187 livres 10 sols 1 denier; les rentes foncières diverses à 411 livres 2 deniers. La rente perpétuelle de Saint-Pierre est évaluée à 1117 livres 5 sols 4 deniers pour 10 mesures de vin, 7 rezaux de grains et une rente en argent de 62 livres 11 sols 3 deniers.

Les 15 boulangers payaient un *beckenzoll* variant de 2 livres 10 sols à 1 livre 10 sols par tête. Les 11 bouchers payaient chacun 2 livres pour leur banc de boucherie et 15 juifs devaient chacun 4 livres 10 sols pour droit de pâturage.

1. *Schuldbuch*. Arch. de Soultz. Voyez aussi Arch. de Colmar, fonds de Saint-Pierre.

A partir de la fin du XVII^e siècle, les revenus communaux susdits furent affermés en bloc par la ville moyennant une somme fixe. En 1700, le produit de cette ferme était de 2.600 livres; en 1725, elle était de 2.400 livres. A la fin du régime nous voyons la ville en procès avec son fermier, un juif, qui avait en mains le registre de 1777 sur lequel il a mis diverses annotations en caractères hébraïques.

A part quelques exceptions nous voyons que les biens communaux n'étaient la source d'aucun revenu conséquent pour la ville. Les pâturages et les forêts étaient abandonnés à la jouissance commune. A peine de loin en loin voyons-nous faire une coupe de bois pour éteindre une dette ou solder une contribution extraordinaire. Ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle, nous l'avons vu, que l'on songea à exploiter régulièrement les forêts; et nous avons vu aussi quelle opposition la réglementation forestière rencontra dans les communes¹. Aujourd'hui que les dépenses ont été augmentées considérablement, tandis que les droits et anciens revenus ont été enlevés aux communes, l'exploitation des biens communaux est presque leur unique ressource.

La comptabilité communale incombait au bourgmestre. Chaque année il rendait ses comptes devant les officiers du *Mundat*. C'était l'occasion d'un grand repas dont la ville faisait les frais. Or il paraît que le *guculeton* faisait la préoccupation principale à cette audience des comptes, car ceux-ci furent souvent en désordre. C'est alors que les tribus élevaient la voix. Déjà l'intitulé d'un *Schuldbuch* de 1577 annonce que ce registre a été commencé pour recevoir l'état des extances des comptes des bourgmestres, marguilliers, receveurs de l'hospice, de la maladrerie et de Saint-Georges, attendu que par la suite des temps, l'ignorance

1. *Revue d'Alsace*, 1899, p. 86 et suiv.

et divers événements, ces comptes étaient dans un remarquable désordre : *in ein merckliche Unordnung und Confusion gerathen*¹.

Les archives de la ville de Soultz renferment encore quelques-uns de ces comptes dont le dépouillement révèle bien des choses curieuses.

En 1683, la recette se monta à 945 livres 12 schillings, tandis que les dépenses ordinaires s'élevaient à 1102 livres 1 schilling 8 pfening et les dépenses extraordinaires à 176 livres 9 schillings 4 pfennig.

En 1700, la recette formée uniquement du produit de la ferme des revenus, se montait à 2.600 livres, tandis que la dépense se soldait par 2692 livres 7 deniers qui se décomposaient comme suit :

Rente due à M. de Rosen 150 livres ;

16 cordes de bois pour le prévôt et le greffier ;

Rente due à la commanderie 5 livres 6 sols 8 deniers ;

Rente à la chapelle des Trois Rois 1 livre 2 sols 8 deniers ;

Rente à la cure et à la chapellenie 9 livres 2 sols 8 deniers ;

Rente à la chapellenie d'Ensisheim 2 livres 13 sols 4 deniers ;

Dépense pour poudre aux processions autour du ban et à la Fête-Dieu 36 livres 1 sol 6 deniers ;

Repas du magistrat à la Fête-Dieu 21 livres ;

Don aux capucins 89 livres 10 sols ;

Subside au Conseil souverain 73 livres 7 sols 4 deniers ;

A la compagnie d'arquebusiers 6 livres 13 sols 4 deniers ;

Repas du magistrat lors de la procession à Murbach 54 livres 13 sols 4 deniers ;

Dépense pour la fondation de M. de Schauenbourg suivant laquelle on doit donner à 6 pauvres femmes

1. Arch. de Soultz.

qui porteront sur leurs habits les armoiries de Schauenbourg, la somme de 2 sols 8 deniers par semaine à chacune ;

Salaire du magistrat consistant en 3 gobelets de 16 onces en argent doré pour le bailli, le prévôt et le greffier, et 12 gobelets de 12 onces pour les conseillers ;

Salaire du maître d'école 207 livres 9 sols 4 deniers ; de son assistant 44 livres ;

Gages des sergents de ville 55 livres et 16 livres, de celui de Wuenheim 9 livres ;

Pour le garde champêtre 59 livres 6 sols 8 deniers ; les crieurs de nuit 32 livres ;

Salaire du bourgmestre 13 livres 6 sols 4 deniers ;

Rentes et redevances à l'évêché 135 livres 16 sols ;

Intérêts divers 902 livres, 9 sols 9 deniers ;

Leg de l'ancien prévôt Wend au magistrat d'un capital à lui dû par la ville 22 livres 13 sols 4 deniers ;

Charge prise sur la taille : 10 livres 13 sols 4 deniers au receveur ; 38 livres 13 sols 4 deniers au greffier ; 36 livres 7 sols 2 deniers au maître d'école ; 11 livres 10 sols au vicaire ; 7 livres 6 sols 8 deniers aux trois sergents.

En 1725 la ferme des revenus produit 2.400 livres, les impositions royales 8.164 livres 16 sols, total : 10.564 livres 16 sols formant la recette.

La dépense se monte à 11509 livres 3 sols dans lesquels sont compris :

Le reliquat du compte précédent 777 livres 5 sols 3 deniers ;

Le salaire du bailli 50 livres, du prévôt 60 l., du greffier 80 l., des 12 conseillers 360 l., du bourgmestre 16 l., pour la recette de la taille 10 l., pour les deux maîtres de tribunes, les 4 élus et les 2 jurés de Wuenheim 14 l. ; les deux sergents 40 l., celui de Wuenheim 9 l. ; le garde champêtre 30 l., les deux gardes de nuit 28 l., le maître d'école 120 l., son assistant 70 l., le forestier 30 l.

Rente due à l'hôpital 6 liv. 13 sols 4 den.; aux Trois Rois 1 liv. 2 sols 8 den. à la confrérie de Saint-Sébastien 40 liv., aux arquebusiers 6 livres 13 sols 4 den., à la chapelle de Waldner 16 livres; à la chapelle d'Ensisheim 2 livres 13 sols 4 den., à la commanderie 3 livres 17 sols 3 den., à la fabrique paroissiale pour anniversaires, miserere pendant le carême, sonnerie de la grosse cloche les jeudis pour la Passion, la première messe de fondation des Schauenbourg 112 liv. 14 sols.

Aux capucins 70 livres;

Pour les processions 70 livres;

Pour l'horloge 10 livres;

Le tout formant un total de 1256 livres 13 sols 11 deniers.

Les charges contributives se décomposent ainsi : taille 66 livres 9 sols 4 den.; gage du seigneur 2 liv. 13 sols 4 den.; vicedom 34 livres 13 sols 4 den.; redevance des 8.000 échalas 142 liv. 9 sols 4 den., droit de subside 374 liv. 6 den.; à l'Intendant d'Alsace 100 liv. En tout 616 liv. 9 sols 10 den.

Dépenses pour entretien des bâtiments et extraordinaires 693 liv. 18 sols.

Impositions royales 7.389 livres 1 sol.

Dépenses communales 775 liv. 15 sols.

Dans tous ces comptes on est frappé de suite de l'excédent de la dépense sur les recettes formant un déficit qui s'ajoute au compte suivant et ne fait ainsi qu'augmenter. Nous avons déjà parlé¹ des conséquences de ces embarras financiers sur la tranquillité de la ville. La bourgeoisie finit par s'émouvoir, les ambitieux s'empressèrent de mettre en cause les magistrats, et, en 1733, la bourgeoisie formula douze chefs de plaintes contre eux sur les excès commis dans l'administration des deniers royaux et patrimoniaux.

1. *Revue d'Alsace*, 1895.

L'intendant d'Alsace, par jugement du 17 juillet 1738 décida sur une partie de ces plaintes et ordonna révision des comptes depuis 1728 par une commission désignée.

Les commissaires constatèrent sur les comptes de 1728 à 1733, une dépense portée trop forte de 3.856 livres 2 schillings, et de plus qu'il avait été imposé sans autorisation, en outre des mandements, une somme de 1.276 livres 8 sch. 8 pf.

L'intendant ordonna par arrêt du 30 juillet 1741 que les magistrats de Soultz restitueraient dans les trois mois à la communauté la somme imposée arbitrairement, sauf à se justifier des dits comptes et à les faire approuver, les condamna en outre à une amende de 1.500 liv. et aux dépens de la commission se montant à 192 liv. Enfin ils durent produire les comptes et pièces justificatives de 1734 à 1740 pour être vérifiés par la même commission.

Les magistrats protestèrent contre ce jugement par une requête où ils s'épuisèrent à protester de leur honnêteté et à accuser la haine personnelle de différents particuliers. Ils prétendirent avoir rendu les comptes en présence des chefs de tribune et des échevins. Ils tâchèrent de faire voir à l'intendant que si son jugement était maintenu, aucun respect et subordination ne serait plus accordé à la magistrature de Soultz et qu'il ferait naître l'anarchie parmi les bourgeois.

En même temps les bourgmestre et conseillers s'adressèrent au conseiller Müller, commissaire en la partie, pour se plaindre de l'abandon où les laissaient le prévôt et le bailli devant la haine des bourgeois. D'autre part, pour leur défense, ils protestèrent que la répartition des impôts s'était toujours faite suivant les règles et usages qui consistaient à répartir l'impôt sur les résidants en totalité et à n'employer l'imposition des forains que pour couvrir les non-valeurs; que lors de l'arrêt de liquidation de 1720, la ville était chargée de 26.058 livres de dettes pour l'acquittement desquelles

elle devait vendre les deux communaux appelés les Verreries, mais que ces pâturages, rapportant 1.800 liv., étaient trop utiles à la communauté et qu'ils avaient cru bien faire pour éteindre ces dettes de dépasser les mandements d'imposition. Ils demandaient aussi que s'ils étaient reconnus coupables, ils le soient solidairement avec les jurés de Wuenheim et les échevins de Soultz qui avaient assisté à la répartition; enfin ils demandaient de nouveaux délais pour la production des comptes. L'intendant leur accorda un délai de six semaines à partir du 29 septembre 1741.

Le bourgmestre fut alors député pour remettre les comptes demandés. Ceux-ci, par arrêt du 25 novembre 1741, furent communiqués aux préposés de la bourgeoisie pour y répondre devant la commission.

Les préposés, chef de tribune et échevins, craignant sans doute de se voir mis en cause, acceptèrent la justification donnée par le magistrat pour l'emploi des 12.000 liv., de plus ils désavouèrent les agissements du sieur Beiger nommé par la bourgeoisie pour la représenter dans ce procès.

Néanmoins l'intendant ne tint pas compte de ce revirement. François Beiger avait été élu par la bourgeoisie comme notable la représentant en cette partie, en vertu d'un décret du 22 décembre 1741, et son élection avait été approuvée le 2 janvier 1742. Beiger fut donc admis à présenter ses preuves. Il fit voir à l'intendant que les comptes allemands seuls étaient à vérifier, les français ayant été rédigés par les magistrats pour couvrir leurs excès et ne coïncidant ni avec les comptes allemands ni avec les pièces justificatives. Il débat ensuite article par article, d'abord les comptes des deniers patrimoniaux depuis les années 1728 jusqu'en 1732. Parmi les dépenses indues il remarque surtout plusieurs repas tenus par les magistrats et mis au compte de la commune, plus des augmentations de traitement des valets de ville et de différentes personnes, plus une rétribution pour avoir assisté à la procession,

de la vaisselle achetée par le magistrat au compte de la commune, des réparations faites au profit de leurs biens particuliers, des pots de vin, etc.

Viennent ensuite les débats sur les comptes des deniers des forains de 1729 à 1732, puis l'examen de l'état des extances où il prouve que la plupart des individus qui y figurent sont parfaitement solvables.

D'autre part il adressa un mémoire au commissaire Muller, subdélégué de l'intendance, contenant l'examen des comptes de 1740 et 1741. Parmi les articles reprochés on remarque différents salaires pour le bourgmestre, son allocation fixée à 80 livres devant suffire ; une rétribution prise pour avoir distribué les 40 livres de la fondation Schauenbourg à six pauvres femmes ; une rente foncière payée à la chapelle des Trois-Rois dont la quittance n'a pas été produite ; les gages du taupier qui doit être payé par les propriétaires et non par la commune ; un repas de quatre magistrats chez les capucins pour 29 livres 16 sols ; ensuite un article trop chargé pour les frais de la procession de la Fête-Dieu et autour du ban, et pour la bénédiction du Ballon : on employait pour les processions 55 personnes à chacune desquelles on donnait 1 pain d'un sol et 1 pot de vin. Celui de l'année 1740 était estimé le meilleur à 10 livres la mesure. Quant à la bénédiction du Ballon, elle se faisait par deux capucins assistés du bourgmestre et de deux inspecteurs du Ballon. Ils tenaient alors un repas à 2 livres par tête. Il reprochait encore des réparations excessives pour les trois ponts, deux en bois et un en pierre, et pour la tour de la porte haute et la maison du pâtre de Wuenheim, enfin une visite de l'emplacement pour construire l'écurie du Ballon, cotée 24 liv. Toutes choses qui produisent un total de 7.691 livres 5 sols 9 den. dont il demandait la restitution par le bourgmestre.

Le 3 juillet 1742, les magistrats envoyèrent leurs protestations indignées contre le mémoire de Beiger, rédigé, disaient-ils, par haine et insubordination, au

moment où l'accord commençait à se produire avec la bourgeoisie. Ils cherchaient à se justifier de toutes les dépenses reprochées, notamment la réparation du pont de la ville et de la maison du Bogenrain, et des repas qu'ils avaient donné aux capucins en reconnaissance des soins spirituels que ceux-ci avaient donnés aux bourgeois de Soultz.

Toute cette procédure aboutit à la transaction du 11 février 1743 dont nous avons déjà parlé ¹. Par cette transaction l'emploi de receveur ne pouvait plus être exercé par les magistrats. On devait choisir pour cet emploi un bourgeois sur trois sujets désignés par la bourgeoisie et il exercerait au moins pendant trois ans sans pouvoir être destitué, à moins qu'il ne se soit rendu coupable de négligence, dissipation ou autre faute. A l'ancien gage il devait être ajouté 150 liv., la franchise personnelle et un quintal de sel ; par contre le receveur devait donner caution de 6.000 liv. à la ville et ensuite faire la recette de toutes les rentes et revenus, acquitter les charges, recevoir des collecteurs les deniers royaux et seigneuriaux, remettre les premiers au bailli du département et les autres au receveur du seigneur ; ledit receveur devait aussi prendre soin des bâtiments, ustensiles, meubles et immeubles de la ville, dont il serait responsable. Il devrait rendre compte annuellement des deniers patrimoniaux, royaux et seigneuriaux, à l'intendant et aux magistrats, ainsi qu'aux chefs de tribunes et échevins. Les marchés, accords et autres contrats ne devaient être arrêtés qu'en sa présence et il devait examiner avec le bourgmestre les ouvrages que l'on aurait fait pour la ville et ne les recevoir que s'ils étaient conformes aux accords. Il ne pouvait porter en compte que les dépenses faites par ordonnance de l'intendant ou du magistrat, sous peine de radiation des articles.

1. *Revue d'Alsace*, 1898, p. 70.

Malgré cette transaction, l'ordre ne fut pas encore établi et en 1746 on ergotait toujours sur les comptes.

A plusieurs reprises la ville contracta des emprunts nécessités par des dépenses extraordinaires ou par l'état de ses finances. Nous en voyons la trace dans plusieurs constitutions de rente. La plus ancienne est du 7 décembre 1399, en vertu de laquelle la ville s'engageait à payer une rente de 7 florins à Saint-Pierre de Bâle pour une somme capitale de 84 florins, assise sur les bourgeois de Soultz, leur ban, champs, prés, bois. Une note au dos du titre réduit cette rente à 4 florins.

Le 29 mars 1498, la ville de Soultz contractait un emprunt de 100 florins portant 5 florins de rente en faveur de l'honorable Stoffel Bekh, du conseil de Soultz. Cette rente était également assise sur les communaux, revenus et biens de la ville.

Le 25 novembre 1518, la ville constituait une troisième rente de 6 florins en faveur de Pierre Quatterbach, bourgeois de Rouffach, moyennant 120 florins (le florin de 1 livre 5 schillings bâlois).

Ces trois constitutions de rente se trouvaient le 17 décembre 1660 entre les mains de Jean Adam von Pfow de Muntzingen¹, elles n'étaient donc pas encore éteintes à cette époque.

En 1431, le 24 mars, les nommés Clewi Lang, Ulrich Scherer, Heintz Stet, Henni Zypfel, et Werlin Krumblin, bourgeois et conseillers à Soultz, se déclarent caution pour une rente de 14 florins que la ville de Soultz payait à la chandeleur à Hennin Diesthin et actuellement à son fils Herman, bourgeois de Massevaux, au lieu et place des cautions défunts : Cuntzelli Hermann, Claus Gasser, Henni Wattwiller, Henni Bruder et Hennsli Hugelin². Cette dette existait encore en

1. Extrait vidimé de la coll. Knoll.

2. Original sur parchemin, coll. Knoll.

1451, suivant un acte de partage où il est dit que la rente due à Henman Dietzschin était primitivement de 18 florins rachetables pour 300 florins, mais qu'elle avait été réduite à 14 florins, toujours rachetables pour la même somme¹. Enfin encore le 12 novembre 1460, les cautions de cette dette sont renouvelés par suite des décès d'Ulrich Scherer, de Claus Armbruster et de Clewin Lang qui sont remplacés par Jegklin Peris, Hanns Lieblin, conseillers à Soultz et Hanns Zipfel, maître de tribune².

Le 26 avril 1454, la ville de Soultz constitue en faveur de Henri Jungermann, marchand épicier à Bâle, une rente de 3 florins réduite de 5 qu'elle devait précédemment au sire de Girsberg. Cette rente était rachetable pour 60 florins du Rhin et était assise sur les biens, revenus et communaux de la ville et en outre garantie par 4 cautions : Theny Aman et Jecklin Bollviller, conseillers à Soultz, Cunin Groshennin et Hanns Pfaffen, maîtres de tribune³.

Le 22 octobre 1478, les magistrats de Soultz déclarent que la dame Marguerite Wilhelm, veuve de feu Guillaume Metzger, a bien voulu par amitié à leur égard, réduire à 14 florins la rente de 15 florins que la ville devait annuellement jusqu'à l'acquittement du capital de 300 florins. Cette créance, au lieu d'être garantie par sept membres du conseil désignés par lui, le serait désormais par sept membres désignés par la dite dame ou ses héritiers⁴.

Le 1^{er} janvier 1515, la ville de Soultz reconnaît devoir aux religieuses du couvent de l'Engelport à Guebviller une rente annuelle de 16 florins, garantie par les dîmes, tailles et autres droits et sur les biens communaux de la ville et rachetable par une somme

1. Original aux arch. de Soultz.

2. Original sur parchemin, coll. Knoll.

3. Ibidem.

4. Arch. de Soultz.

de 320 florins du Rhin. Suivant une quittance au dos du titre, cette dette fut soldée le 27 mars 1721 ¹.

Par un acte daté du 15 janvier 1539, la veuve Madeleine de Falkenstein vendit à Caspar Brucker dit Gerber de Neuenburg, une rente de 25 florins, payée par la ville de Soultz et assise sur les villes de Rouffach, Soultz, Eguisheim et Sainte-Croix et les vallées du Mundat de Rouffach, rente constituée en 1482, qu'elle a héritée de son père Tristan Tröstel et de sa mère Anne de Herlingen, plus deux titres de rente sur les dominicaines de Colmar, le tout pour la somme de 500 florins du Rhin. Une note consignée sur le replis du parchemin indique que cette dette a été payée par la ville de Soultz le 3 avril 1721 ².

Le 20 septembre 1550, les magistrats de Soultz constituèrent en faveur de Jean Hanrey, prévôt de la ville, une rente de 11 livres bâloises, hypothéquée sur les biens, revenus, péages, tailles, etc., rachetable pour 220 livres. Une quittance sur le parchemin marque que cette dette a été rachetée le 6 septembre 1724 ³.

Ces trois dettes formaient partie de celles que la ville éteignit par des impositions extraordinaires pour ne pas être obligée de vendre les verreries, comme nous l'avons vu plus haut.

Le 12 juin 1570, Judith de Herckheim, née Metzler de Marsilien, veuve de Georges de Brinighofen, et son gendre, Wolff d'Andlau, reconnaissent que la ville de Soultz a racheté, moyennant une somme de 200 florins, chacun compté à 25 schillings bâlois, une rente annuelle de 10 florins que ladite ville avait contractée envers Wolff de Brinighoffen ⁴.

Le 23 décembre 1632, la ville avait encore contracté envers Nicolas Krafft, greffier de la seigneurie

1. Arch. de Soultz.

2. Ibidem.

3. Ibid.

4. Ibid.

d'Isenheim, une dette de 400 florins au denier 15, garantie par les revenus annuels de la ville. Les temps troublés où l'on vivait alors, expliquent le taux élevé de l'intérêt de cette somme. D'après des notes consignées sur le titre, la ville solda 50 florins en 1656 et 50 en 1663; enfin, en 1667, cette dette passa à la confrérie en vertu d'un règlement de compte avec la ville ¹.

Ajoutez à cela les cautions que la ville devait pour des dettes de tout le Mundat et dont nous trouvons des traces en 1351, 1396, 1401, 1515 et 1528 ².

Il nous paraît intéressant de mettre en regard de la situation financière d'antan le rapport suivant sur la gestion du maire Delevieuleuse de 1881 à 1887 ³.

Lors de son entrée en fonction, la ville de Soultz devait encore 25.000 marks sur l'emprunt de 150.000 francs, contracté en 1859 pour la construction des écoles. Pendant sa gestion il paya et solda cette dette de 25.000 marks; plus les dépenses extraordinaires suivantes :

	Mk.
Pour la construction de l'amtsgerecht .	7.000,00
Restauration du presbytère.	11.684,00
Acquisition de deux autels latéraux pour l'église paroissiale.	3.420,00
La distribution d'eau et l'aménagement des sources	3.397,00
Mobilier de l'amtsgerecht	2.788,00
Frais de partage avec la commune de Jungholtz.	11.671,91

A reporter : Mk. 40.560,91

1. Arch. de Soultz.

2. Ibid.

3. En 1860 le revenu annuel de la ville était de 56.000 francs, sur lesquels les bois produisaient de 23 à 25.000 francs et les fermes de 11.000 à 12.000 francs.

Report :	Mk. 40.560,91
Plantation de huit hectares de châtaigneraie	1.500,00
Acquisition de la maison Vest pour l'établissement de la mairie . . .	20.531,71
Pavage dans les rues des sœurs, du bœuf, de la cloche et des bouchers .	1.255,00
Contribution pour la réfection de la route de Rimbach	1.500,00
Subvention pour l'exposition agricole .	600,00
Frais de réception du gouverneur d'Alsace-Lorraine	454,00
Subvention au fermier des taureaux communaux.	200,00
Paiement du premier terme de l'emprunt de 16.000 Mk.	1.034,00
Paiement du premier terme de l'indemnité de partage de Jungholtz .	2.000,00

Total : Mk. 94.636,28

A l'issue de sa gestion, la ville devait encore :

Sur 16.000 Mk. empruntés en 1885 .	14.965,34
A la commune de Jungholtz	7.027,90

Total : Mk. 21.993,44

Plus pour les frais de coupe de bois .	8.037,67
Pour différents comptes.	1.200,00

En regard de ces dépenses il y a lieu de mettre les revenus de coupes de bois, toujours en décroissance comme l'indique le tableau ci-dessous :

Revenu de 1879	112.000
» 1880	115.084

	Mk.
Revenu de 1881	58.475
» 1882	68.225
» 1883	82.043
» 1884	63.095
» 1885	55.659

Actuellement les coupes tant ordinaires qu'extraordinaires donnent 6.000 stères produisant 50.000 Mk. de revenu.

A. GASSER.

VARIÉTÉS

LETTRES INÉDITES DE SCHŒPFLIN

I. LETTRES A HARSCHER.

Les dix lettres de notre célèbre historien qu'on va lire sont adressées au savant Jean Henri Harscher, de Bâle. Elles sont conservées à la bibliothèque de cette ville (A. R. II, 21) et nous ont été signalées par le très érudit conservateur de cette bibliothèque, M. Bernoulli. Ces lettres donnent divers renseignements intéressants pour l'histoire d'Alsace, notamment sur l'activité littéraire de Schœpflin. La première n'est pas datée. A la neuvième nous ajoutons une réponse de Harscher, conservée en brouillon dans le même recueil.

A. M. P. I.

. I.

Monsieur,

Je ne prescis rien à M. Schweighauser sur l'impression des *Scriptores rerum alsaticorum* ; il prendra tels caractères qu'il trouvera convenables. Ceux de l'*Alsatia illustr.* sont trop grands ; je voudrais renfermer tout dans un vol. d'épaisseur ordinaire. Le papier ne doit pas être non plus d'une grandeur différente de l'ordinaire, pour qu'on puisse joindre le livre aux

autres *Scriptores rerum German.* Ceux de Menckhenius et la dernière édition de *Goddasti Scriptores rer. alem.* sont d'une hauteur convenable. Il n'y aura pas d'estampes. Vous aurez la direction de l'ouvrage et nous mettrons sur le frontispice : *Harscherus recensuit.* Je pars d'ici le 19 de ce mois pour aller chez le prince de Furstenberg à Donaueschingen et de là par Schaffausen chez le cardinal évêque de Constance.

C'est de sa résidence que je ferai mes excursions dans les abbayes voisines. Du lac de Constance je passerai à Bâle, où je compte d'avoir le plaisir de m'entretenir avec vous. Je vous enverrai par la première diligence le paquet qui contient les pièces qui pourront entrer dans le recueil des *Scriptores rer. alsat.* Vous les recevrez francs de port. Vous trouverez que le *Chronicon Alberti Argent.* est mal nommé. C'est Mathias de Neuenbourg qui a composé cette chronique, dont l'original est à Berne, dont j'ai copie exacte. Il est beaucoup plus ample que celui d'Urstisius, qui n'a eu qu'une copie tronquée. Ce précieux manuscrit de Mathias a existé primordialement dans la Bibliothèque de la cathédrale de Strasbourg qui a été distraite dans le schisme d'élection d'évêque 1592. Bongars, se trouvant alors à Strasbourg, s'est rendu possesseur de beaucoup de mss. qui par sa mort sont parvenus à son ami Gravisot qui les a donnés à la bibliothèque de Berne. Ces mss. que j'ai vus portent l'empreinte *De B. Maria Virg.*

La Chronique de Kœnigshofen n'a été donnée qu'en allemand par Schilter. J'ai fait copier l'original latin qui est ici.

Vous verrez en détail les pièces pour en juger et choisir les meilleures.

Nous conférerons ensemble pendant mon séjour à Bâle. Ces momens me seront très agréables, parce que j'aurai le plaisir de vous réitérer de bouche les sentimens d'amitié avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Monsieur

Votre très humble et très obéissant serv.

SCHÖEPFLIN.

Le paquet partira par la diligence de lundi, le 18 de ce mois franc de port.

II.

Strasbourg, le 11 juillet 1767.

Monsieur,

Je suis arrivé ici de Bâle en 12 heures de temps en bonne santé. Pendant ma route j'ai pensé à vos affaires et je trouve qu'avant tout il faut travailler à vous faire connaître dans la République des lettres par différents ouvrages. La célébrité facilite tout et fraye le chemin à l'avancement.

Lorsque vous aurez fait la préface à l'*Albertus Argent.* vous me la communiquerez et successivement les autres préfaces. Je joindrai au recueil des annales mss. que j'ai fait sur la révolution de la religion en Alsace et sur ses progrès. C'est une matière intéressante, qui n'a jamais été traitée. Tout y est tiré des sources.

Le jeune graveur médailleur qui a gravé M. Spreng, m'a témoigné de l'envie de vouloir aussi graver en médaille mon portrait. Je pourrai lui envoyer l'estampe que l'on a fait il y a quelques années, que l'on dit être bonne et ressemblante. On mettrait simplement à l'entour du buste : *Schœpflinus historiographus Francie.* Au revers, l'image de la vérité qui écrit debout dans un livre. La légende serait : *Nescia flecti.* Vous arrangerez cela selon votre goût auquel je me rapporte. Plus que la médaille ressemblera à la belle antiquité, plus elle sera recommandable. Je ne manquerai pas de reconnaissance vis-à-vis du jeune graveur et je le ferai connaître. Je ne partirai pour Bruxelles que dans les premiers jours du mois prochain. Je vous salue et embrasse.

SCHÖEPLIN.

Milles amitiés à M. Dill. Je suis très sensible à la marque d'amitié qu'il m'a donnée en invitant mes amis chez lui.

III.

Strasbourg, le 29 juillet 1767.

Monsieur,

Si l'*Albertus Argent.* était seul à publier, M. Thurneisen ne ferait peut-être point de difficulté, parce que la dépense de l'impression serait petite et le débit sûr. Nous pourrions com-

mencer par l'*Albertus* la première année et continuer petit à petit par la suite. Ce qu'on tirera de l'*Albertus* servira à imprimer une seconde portion. Il pourra partager l'ouvrage en tant de portions qu'il voudra, cela ne fera rien, et ensuite on mettra un frontispice général. Proposez cela et marquez-moi la résolution. Je pars pour Bruxelles le 9 d'août. Je suis tout à vous.

SCHŒFFLIN.

IV.

Strasbourg, le 10 novembre 1767.

Monsieur,

Je viens de retourner des Pays-Bas à mes pénates en pleine santé. Avant mon départ je vous ai communiqué un moyen aisé à imprimer les *Scriptores rer. alsat.* Ayez la bonté de me mander si M. Thurneisen accepte ce projet. Il pourra partager le volume en tant de parties qu'il trouvera à propos, sans risquer et sans s'incommoder. Je vous prie de dire à M. le professeur Iselin, en lui faisant mes complimens, que je viens de recevoir des lettres du marquis de Tanucci, premier ministre du roi de Naples, qui me marque que le roi me fait présent des trois nouveaux volumes du *Herculaneum* qui me manquent. S'il le trouve convenable, nous ferons venir ensemble nos exemplaires par la voie de Marseille, qui est la plus courte et la moins coûteuse. Mais en ce cas il faut qu'il m'envoie par un billet un plein pouvoir à pouvoir retirer son exemplaire pour le joindre au mien ; je ferai passer alors l'un et l'autre à un négociant de Naples qui retirera les 2 exemplaires et les fera passer à Marseille.

En attendant votre réponse, je vous embrasse de tout mon cœur.

SCHŒFFLIN.

V.

Strasbourg, le 21 novembre 1767.

Monsieur,

Ma lettre à M. le Tribun vient de partir ; j'espère qu'elle fera un bon effet. Vos amis seconderont ma recommandation.

Vous ferez mes compliments à M. le professeur Iselin et lui direz que son billet est parti pour Naples.

Comme on ne commencera à imprimer les *Scriptores rer. alsat.* qu'au mois de mars, vous aurez tout le temps à préparer le *Mathias a Nuenburg* (nous l'appellerons *Mathias de Novocastro* comme *Albertus Argent.* s'appelait *Albert von Strassburg*) pour l'impression. M. Sinner m'avait au commencement envoyé séparément les supplémens et les variantes du prétendu *Albertus Argent.*, mais ayant vu que la quantité était trop grande et qu'il en résulterait confusion, je l'ai prié de faire copier tout le ms. de Mathias à mes frais; c'est celui que vous avez, mais je vous enverrai aussi les cahiers des supplémens et les lettres que M. Sinner m'a écrit à cette occasion: j'y joindrai le frontispice et la préface sur Mathias, pour que vous puissiez m'en dire vos sentimens. M. Sinner viendra à notre secours lorsqu'il se trouvera quelque difficulté sur le texte.

Le code est écrit sur velin, autant que je m'en souviens. Le même Sinner dans son Catalogue codd. mss. Bern. a fait graver un échantillon des caractères du ms. qui n'est pas grand. Nous pourrions le faire graver et le mettre à la tête du texte.

Après Mathias on pourrait imprimer le Kœnigshofen en latin qui n'a jamais vu le jour.

Je suis tout à vous.

SCHŒPFLIN.

VI.

Strasbourg, 2 décembre 1767.

Monsieur,

M. de Bary m'a répondu très favorablement sur votre chapitre. Il regarde la chose faisable, mais il me propose de venir moi-même à Bâle, l'été prochain, de loger chez lui dans la maison neuve qu'il occupera alors, et que l'affaire ira lorsque je le proposerai moi-même.

Que ne fait-on pas pour un digne ami comme vous! Je me rendrai l'été prochain dans votre ville pour une huitaine de jours. *Hæc inter nos.*

Je répondrai dans quelques jours à M. le tribun que je viendrai.

A l'égard des *Scriptores rer. alsat.* il serait bon de mettre aussi dans ce recueil des *Extraits* des auteurs grecs et latins qui ont parlé des contrées de notre Alsace.

A l'égard d'*Albertus Argent.* j'ai trouvé que Cuspinien en a donné une partie dans son *Austria* et ses consuls romains, dont Oporin a fait la réimpression à Bâle en 1553. Il faut avoir cette édition. Il faut renoncer à celle que Cuspinien a fait imprimer à Vienne sur laquelle Oporin a réimprimé la sienne.

Je vous embrasse.

SCHCEFFLIN.

VII.

Strasbourg, le 4 janvier 1768.

Monsieur,

J'écris trois lettres sur votre affaire, savoir à MM. Stehelin, Pierre Mertian et Jean Jacques Mertian, pour vous recommander instamment, les priant de vouloir bien s'intéresser pour vous comme si la chose me regardait personnellement.

Pour l'autre affaire je me rendrai à Bâle l'été prochain pour l'avancer, M. le bourguemaitre m'ayant fait connaître que ma présence pouvait y contribuer quelque chose.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

SCHCEFFLIN.

VIII.

Strasbourg, le 9 avril 1768.

Monsieur,

Je pars le 12 pour Manheim et je retourne ici à la fin du mois. Vous recevrez par la diligence franc de port un petit paquet qui contient quelques lettres de M. Sinner de Berne avec les collations du ms. de Mathias de Neuenbourg dont la quantité m'a fait prendre la résolution de faire copier tout le ms. pour éviter la confusion. Vous y trouverez aussi ma préface à cet auteur, à laquelle nous ajouterons par la suite ce que nous trouverons à propos d'y ajouter. Nous conférerons sur cela ensemble lorsque je ferai mon voyage à Bâle après la

S.-Jean où nous arrangerons tout ce qui regarde le volume que nous allons faire imprimer. J'apporterai encore quelques morceaux que nous pourrions ajouter. Nous n'avons pas ici la première édition d'*Albert. Argent.* qu'Oporinus a donnée à Bâle en 1553 à la suite de l'*Austria* de Cuspinien. On m'a envoyé de Vienne copie de la préface d'Oporin au dit *Albertus* et l'observation que Cuspinien y avait ajouté longtemps avant l'impression d'*Albertus*. Cuspinien est mort en 1529. Oporin ne l'a imprimé qu'en 1553.

Peut-être trouverez-vous à Bâle cette première édition d'Oporin. Dans la seconde édition de Cuspinien qu'on a donnée à Bâle, on a omis depuis *Albertus*, parce que Ursticius dans l'intervalle l'avait fait imprimer dans les *Scriptores rerum germ.* publiée à Francfort.

SCHÖPFELIN.

Le paquet partira lundi prochain, le 11, par la diligence. J'ai payé le port.

IX.

Strasbourg, le 10 mai 1768.

Monsieur,

A mon retour de Manheim j'ai trouvé la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Ce n'est pas sans raison qu'on appelle le sort aveugle, cependant il faut s'y soumettre. Nous verrons s'il y aura moyen d'arranger quelque chose pour vous, sans avoir besoin du sort. Je persiste toujours dans la résolution de me transporter à Bâle aussitôt que S. Exc. M. de Bary sera entré dans sa maison consulaire, car j'ai promis à l'Electeur palatin de faire cet été un voyage littéraire dans ses états, et je voudrais le commencer au commencement de juillet. Ce sera un voyage de deux mois. Marquez-moi en quel temps son Exc. entrera dans sa nouvelle maison.

Faites tous mes compliments à M. le prof. Spreng et dites-lui que je lui fais présent du Boxhornius, mais que je le prie de me renvoyer l'autre. La matière de son glossaire nous la traiterons à mon séjour à Bâle. Faites mes complimens à M. le prof. Iselin et dites-lui que mes volumes du *Herculaneum* de Naples seraient déjà ici, si l'ordre pour son exemplaire avait

été donné par la cour ; c'est ce que mon commissaire à Naples vient de me mander.

J'accepte avec reconnaissance le don que vous voulez faire à ma bibliothèque de l'édition de Cuspinianus de 1553. Elle se trouve dans la bibliothèque à Manheim où je l'ai consultée, et après l'avoir examinée j'ai trouvé nécessaire d'ajouter quelque chose à la préface que je vous ai envoyée. Nous arrangerons tout le volume des *Scriptores rerum alsat.* pendant mon séjour dans votre (ville). Le public recevra avec plaisir ce volume. L'*Albertus Argent.* intéresse toute la republ. des Lettres. Kœnigshoven n'a jamais été donné en latin ; *Petrus Argent. ineditus* et les autres petites pièces.

M. de Gayot veut vendre la plus grande partie de la bibliothèque de feu son frère.

Je suis tout à vous.

SCHÖEPFLIN.

Réponse de Harscher.

A Monsieur le Prof. Schœpflin, Bâle 20 mai.

Son Excellence Mons. le bourgmaitre de Bary est arrivé ici lundi le 16 de ce mois. Il m'a fait sentir que son changement de demeure et les affaires publ. qui l'attendent à la prochaine entrée annuelle du Conseil ne lui permettront que difficilement de jouir de votre présence avant le commencement de juillet. Mais comme il est fortement dans l'idée que le moyen le plus sûr pour faire réussir mon affaire est de retarder toute tentative jusqu'à ce que nos magnan. Sgrs. soient sollicités par la Régence de l'université à créer la charge en question, il croit ne pas être avantageux de l'entamer actuellement et avant que par votre présence vous puissiez décider ces Messieurs à faire cette démarche. Ainsi, Monsieur, comme le voyage littéraire que vous proposez de faire dans les Etats de l'Electeur palatin ne vous occupera que les deux mois de juin et juillet, vous voudrez bien me permettre que je vous prie très instamment de vous rendre ici après ce voyage fini, et de conduire par vos bons conseils et par votre crédit notre projet à une heureuse issue.

Son Excell. vous marquera lui-même son empressement de vous recevoir chez lui sitôt que les circonstances lui permettront de profiter de votre agréable conversation.

M. le prof. Iselin m'a chargé de vous faire bien des complimens de sa part, et de vous dire que par ordre de la cour il doit avoir un exemplaire des antiquités du *Herculaneum*, et que s'il savait le nom de votre commissionnaire, il prierait incessamment le ministre de lui faire livrer cet exemplaire.

M. le prof. Spreng vous assure de ses respects et il m'a dit vous avoir déjà renvoyé *Boxhornius* et *Leibnitz*, mais qu'il accepte avec beaucoup de remerciemens le don que vous lui faites du premier. Je suis curieux de voir le catalogue des livres de M. de Belombre que M. de Gayot veut vendre.

En attendant l'honneur de votre réponse, j'ai celui d'être avec le dévouement le plus parfait.

XI.

Strasbourg, le 22 mai 1768.

Monsieur,

Je ferai mon voyage à Bâle quand son Excellence M. de Bary le trouvera convenable; il faut le différer à l'arrière-saison. Ne pourrait-on pas en attendant commencer l'impression de l'*Albertus Argent.*? La préface que j'y mettrai peut être imprimée en son temps.

Pour que le public soit sûr du véritable nom de l'auteur, il sera bon de faire graver en taille-douce une partie du ms. de Bongars, savoir celle où se trouve son nom.

L'Electeur palatin m'a proposé un voyage littéraire dans ses états le long du Rhin et de Juliers et Bergues. C'est une affaire de deux mois. Deux académiciens à mon choix et un dessinateur m'accompagneront dans un bon carosse de l'Electeur à 4 chevaux.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

SCHÆFFLIN.

LIVRES NOUVEAUX

Alsatia superior sepulta. Die Grabschriften des Bezirkes Ober-Elsass von den ältesten Zeiten bis 1820.. von Th. WALTER. Guebwiller, librairie Boltze, 1904. In-8° de 293 pages avec de nombreuses illustrations.

Auteur déjà d'un excellent cartulaire de Rouffach que nous avons loué ici même comme il le méritait et dont nous espérons avoir bientôt la suite, M. Th. Walter vient de s'acquérir un nouveau titre à la reconnaissance du public lettré d'Alsace par la publication du bel ouvrage dont on vient de lire le titre. Edité avec le plus grand soin, ce beau livre, en publiant 660 épitaphes de la Haute-Alsace, la plupart inédites, fournit une contribution très importante à l'histoire de notre pays ; grâce aussi à l'heureuse idée qu'a eue l'auteur d'ajouter souvent à ces épitaphes des extraits des livres paroissiaux ou tirés d'autres documents. Un pareil ouvrage ne s'analyse pas. Disons seulement que presque toutes les localités de la Haute-Alsace y figurent, ainsi que la plupart des familles, comme un simple coup d'œil sur les 18 pages de tables le montre. C'est dire que cet ouvrage intéressera tout le monde et a sa place marquée dans toutes les bibliothèques.

D'excellentes reproductions d'armoiries ou de pierres tombales achèvent de faire de cet ouvrage un des plus remarquables alsatiques qui aient parus depuis des années ¹.

A. M. P. INGOLD.

1. Le recueil de M. Walter paraît bien complet. Souhaitons cependant qu'une nouvelle édition nous fournisse un jour quelques additions. Signalons-lui dès aujourd'hui une seconde inscription en l'honneur de Margaretha Keller, à Carspach, et à Aspach-le-Bas l'épithaphe de Joh. Keffle, 1783.

Notice sur les pays de la Sarre, et en particulier sur Sarreguemines et ses environs, par N. Box. Deux vol. in-8°, de 1554 pages, avec portrait de l'auteur et 41 planches, brochés. — Librairie Berger-Levrault et Cie, 5, rue des Beaux-Arts, à Paris. Prix : 25 fr.

Publié d'abord en pays annexé, par l'auteur même, ce bel ouvrage, connu et apprécié seulement d'un nombre restreint de souscripteurs, n'a pas encore trouvé l'extension qu'il mérite en raison de son grand intérêt aux points de vue historique, archéologique et géographique. Etant consacré à tout le vaste, populeux et si pittoresque bassin de la Sarre, qui s'étend depuis le Donon au sud jusqu'à Trèves au nord, depuis Bitche à l'est jusque vers Metz à l'ouest, cet ouvrage contient par conséquent la description et l'histoire de près de la moitié de la superficie de la Lorraine, et précisément de la région la moins favorisée jusqu'à présent à cet égard.

En se chargeant du soin de mieux répandre l'œuvre si consciencieuse de M. N. Box, la librairie Berger-Levrault et Cie rend un véritable service aux nombreux Alsaciens-Lorrains aujourd'hui répandus en dehors de leur terre natale; ils y retrouveront tous leur plus chers souvenirs fixés par une main sympathique et compétente, et ils y reconnaîtront un véritable monument érigé patiemment et avec un filial amour à sa patrie par un de ses plus dignes enfants.

Les nombreuses planches : cartes, plans, blasons, monuments, vues, paysages, etc., qui accompagnent chaque volume, en rendent la lecture d'autant plus agréable, de même que des tables très détaillées facilitent toutes les recherches.



Allanjoie, par H. BARDY. Montbéliard, imprimerie du *Petit Montbéliardais*. In-8°.

Dans ce nouveau travail, l'auteur effleure l'histoire du pays d'Alsace. Il y discute, en effet, avec la compétence qu'on lui connaît, sur « cette dépression de terrain qui s'étend depuis les derniers mamelons des Vosges jusqu'aux premiers contreforts du Jura, et qui porte le nom devenu historique de *Troute de Belfort* ». Cette monographie remonte non au déluge, ni même à l'époque néolithique, mais à la période gallo-romaine, et ne s'arrête qu'à nos jours, comme de juste.

M. Bardy cite au cours de son étude le travail sur Saint-Nicolas, dont M. Keller, ancien député, avait bien voulu réserver la primeur à la *Revue d'Alsace*.

ANGEL INGOLD.

Les Trois Guittard par H. BARDY. Belfort, typogr. et lithogr. E. Devillers, 1903.

On sait que M. Bardy charme ses loisirs en élucidant les points restés indécis dans notre histoire et en redressant les inexactitudes que des écrivains, moins heureusement renseignés ou moins scrupuleux dans leurs recherches, avaient glissées dans leurs travaux. Il raconte aujourd'hui la vie de trois de nos compatriotes dont le souvenir mérite de rester gravé dans notre mémoire et, à cette occasion, rectifie certaines erreurs qui, jusqu'à nos jours, jouissaient du crédit général.

Belle-magny fut le berceau des trois Guittard. « Belle-magny et Saint-Cosme sont deux petites communes de la Haute-Alsace qui, avant le traité de Francfort du 10 mai 1871, faisaient partie de l'arrondissement de Belfort (canton de Fontaine). Contigues, elles forment une seule paroisse, dont l'église et le cimetière se trouvent dans le second village, quoique sa population soit bien inférieure à celle de l'autre ».

Le premier de nos héros (1713-1800), après avoir bravement servi pendant toute sa vie dans l'armée française, où il était parvenu au grade de capitaine, prit sa retraite à la dernière limite et rentra dans ses foyers. Mais, le 21 juin 1791, l'Assemblée constituante décréta l'organisation et la mise en activité de la Garde nationale du royaume. Guittard a 77 ans ; n'importe, il s' enrôle. Voilà une décision exempte de banalité. Mais est-ce en cette époque de fièvre et d'héroïsme qu'il faut chercher des exemples de banalité ? Ici apparaît la grande figure de Kléber, qui servit sous les ordres de Guittard.

Le second Guittard (1737-1811), Jean-Baptiste commence sa carrière militaire « dès le berceau, pourrait-on dire, car ses états de service nous le montrent comme sous-lieutenant au premier bataillon de milice de Colmar à neuf ans ! Cela peut paraître extraordinaire, mais il faut se rappeler que sous l'ancienne monarchie le cas de bambins pourvus de grades d'officiers était assez fréquent ». Il reçut le baptême de feu

pendant la campagne de Flandre. Nous ne le suivrons pas dans ses nombreuses campagnes, au cours desquelles il fut remarqué par le roi qui le nomma chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Revenu au milieu des siens, il s'adonna exclusivement à la culture de ses biens et à l'éducation de ses cinq ou six enfants, lorsque les suffrages de ses concitoyens l'arrachèrent à ses rustiques occupations pour l'envoyer à l'Assemblée provinciale d'Alsace, puis successivement aux Etats généraux, à l'Assemblée nationale, à la Convention, au Anciens, au Conseil des Cinq Cents.

Le troisième Guittard (1771-1807), engagé en 1791, se signala en mainte rencontre. Il guerroya pendant la campagne de 1793 et se fit particulièrement admirer pour son intrépidité dans celle de 1794; à Fleurus il charge l'ennemi avec une vaillance peu commune. En 1794 il fait prisonnier un bataillon autrichien tout entier et s'empare d'un drapeau. Il cavalcade ainsi l'arme au poing à travers l'Europe et risque sa peau partout où il y a des coups à recevoir et à rendre. Il mourut à Bayonne où il accomplissait les fonctions de chef de l'Etat-Major du corps d'armée de la Gironde.

A. I.

~~~~~  
*Monuments d'architecture de l'Alsace depuis le moyen-âge jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par S. HAUSMANN et E. POLACZEK. Librairie W. Heinrich, Strasbourg, 1903. 100 planches en phototypie, format grand in-folio et un volume de texte avec illustrations.

Après avoir publié un ouvrage analogue sur les *Monuments d'art en Alsace* où était présenté au public, par de magnifiques reproductions, un choix des œuvres les plus intéressantes conservées dans les églises et les musées de notre pays, les auteurs vont nous donner, dans cette nouvelle publication, les types les plus caractéristiques des monuments d'architecture. La parfaite exécution du premier ouvrage est une garantie pour le second. Nous aurons l'occasion d'entretenir nos lecteurs de cette superbe publication qui sera terminée, texte et planches, dans le délai d'un an. Les 2 premières livraisons ont paru. Elles contiennent une vue intérieure de l'église d'Ottmarsheim, l'église de Rouffach, l'intérieur de l'église des Jésuites de Molsheim, le château Saint-Ulrich, la porte haute de Riquewihr;

Saint-Georges de Haguenau, l'extérieur des Jésuites de Molsheim, l'intérieur d'Ebersmünster, le Wasenburg, la place du marché d'Obernai.

A. M. P. INGOLD.

---

*L'ancien clergé de France. III. Les évêques pendant la Révolution. De l'exil au Concordat*, par l'abbé SICARD. Paris, Lecoffre, 1903. In-8°. 6 fr.

Après nous avoir donné, dans deux premiers volumes, l'histoire de l'ancien clergé de France *avant*, puis *pendant* la Révolution, M. Sicard nous mène, dans celui-ci, jusqu'au Concordat. Comme dans les précédents, l'historien de l'Eglise de l'Alsace aura à y glaner, soit dans le chapitre sur le clergé réfugié en Suisse, soit dans le suivant sur le clergé réfugié en Allemagne; car c'est dans ces deux pays seulement que nos prêtres fidèles allèrent se réfugier. L'auteur connaît et utilise le beau travail de notre collaborateur M. Beuchot. Mais il ne s'est pas borné à utiliser les ouvrages parus dans ces temps derniers sur la lutte de la Révolution et de l'Eglise. M. Sicard a aussi consulté les documents conservés aux Archives nationales et dans d'autres dépôts, et il cite notamment la correspondance des préfets avec les ministres de l'intérieur. En réponse à la circulaire de Chaptal demandant aux préfets, le 21 juillet 1801, un état des prêtres de leur département qui « méritent la confiance du gouvernement et jouissent de l'estime publique », le préfet du Bas-Rhin répondit : « Toutes les églises sont ouvertes, parce que les prêtres ont prêté la dernière promesse de fidélité à la Constitution ». Et il compte dans le Bas-Rhin 520 prêtres catholiques, 210 protestants, 72 juifs; 20 à 25 constitutionnels. Pour le Haut-Rhin le préfet envoie une liste de 498 prêtres, exerçant dans trois arrondissements.

Une des principales sources de renseignements qu'utilise M. Sicard est la très importante correspondance de Mgr. de Mercy, évêque de Luçon. Cette correspondance mériterait d'être imprimée intégralement. Les *Archives du Diocèse de Luçon* que je fondais, il y a une quinzaine d'années, avec le regretté abbé Pontdevie, en avaient projeté et annoncé la publication. Mais où sont les neiges d'antan ?

A. M. P. I.

---

*Der Isenheimer Altar und die Gemälde Grünewalds*, par Joseph FLEURENT. Colmar, Jung, in-8° de 44 pages. Avec 14 phototypies.

Cette élégante brochure est l'œuvre d'un jeune écrivain qui débute dans la carrière des lettres par un excellent travail. Il y reprend la question de l'auteur des merveilleuses peintures du musée de Colmar (elles sont décrites par M. Fleurent avec un enthousiasme que tous ceux qui les ont vues partagent), et refuse avec raison, ce nous semble, de les attribuer à Grünewald dont les peintures connues sont bien inférieures à celles de Colmar. Les bonnes phototypies qui accompagnent cette brochure, en font un des plus précieux alsatiques que nous ait donnés l'année 1903.

A. M. P. I.

~~~~~  
Madame Julie Lavergne. Sa vie et son œuvre. Par J. LAVERGNE. Ouvrage couronné par l'Académie française. Paris, Taffin-Lefort, 1903. In-8°. 3 fr. 50. — *Correspondance de Madame J. Lavergne.* Paris, ib., 1902. 2 vol. in-8°, avec cinq portraits. 8 fr.

Il n'est jamais trop tard pour louer et signaler un bon livre. Or celui dont nous annonçons ici la 9^e édition, est certainement l'un des plus bienfaisants et des plus réconfortants qu'on puisse lire. Nous ne saurions donc le recommander assez à nos lecteurs, d'autant plus que le père de l'héroïne de cet ouvrage, Georges Ozaneaux, nous appartient en quelque manière, ayant été professeur à Colmar en 1817, avant de devenir recteur d'académie pour mourir inspecteur général de l'université. A plusieurs reprises, dans ce livre comme dans la *Correspondance* qui y fait suite¹, il est question de Colmar et de « la belle Alsace ».

Mais ce qui recommande surtout ces trois volumes aux lecteurs de tous les temps et de tous les pays, c'est, nous le

1. Je conseillerais de supprimer dans les éditions suivantes que cette *Correspondance* ne manquera pas d'avoir les quelques lettres de l'année 1870 où se trouvent certaines appréciations, déplacées surtout sur la plume d'une femme, sur les discussions qui précédèrent le concile du Vatican. En somme, après le livre du P. Lecanuet où tout est mis au point, citer la regrettable parole de Pie IX sur Montalembert, fait plus de tort à la mémoire du premier que du second.

répétons, l'élévation des sentiments qui y sont exprimés, dans une langue pure et harmonieuse. Rien, me semble-t-il, d'aussi parfaitement beau n'a paru, depuis bien des années, dans la littérature de notre pays. A. M. P. I.

Sensations d'Alsace, de Forêt-Noire et de Suisse, par M. VERRET. Malines, lib. Godenne, 1902.

BROKHOFF, *Geschichte der Stadt u. Festung Neu-Breisach im Elsass*. Neubreisach, 1903. In-8° de 362 pages. Avec carte.

BAZIN, *L'âme alsacienne*. Paris, rue Bayard, 5. 32 pages. 0,25 fr.

Führer für Reichenweier und Umgebung. Strasbourg, Heitz, 1903. In-12 de 50 pages, avec 16 ill. et 3 cartes.

(I. BEUCHOT), *Colmarer Volksschulen seit hundert Jahren*. Colmar, Jung, 1903. In-12.

Le grand messager boiteux de Strasbourg. Strasbourg, Le Roux, 1604. Avec de nombreuses gravures. Editions française et allemande. Prix : 24 pf.

L. STOUFF, *Les possessions bourguignonnes dans la vallée du Rhin sous Charles le Téméraire* d'après l'information de Poincot et de Pillet, commissaires du duc de Bourgogne (1471). Paris, Larose, 1904. In-8° de 93 pages. (Extrait des *Annales de l'Est*.)

Städte und Burgen in Elsass-Lothringen. N° 1 : Landsberg. N° 2 : Ottrotter Schlösser. Strassb., HEITZ, 1903. 50 et 60 pf.

Articles de journaux et de revues.

Journal de Colmar. Septembre. Démêlés des communes du Val d'Orbey avec l'abbaye de Pairis (1344-1532), par Jean MICHEL.

Revue de l'école d'anthropologie de Paris. Septembre. La question d'Alsace et l'argument ethnologique, par G. HERVÉ.

Diözesanblatt. Juillet. Die Kreuzkapelle bei Weier im Thal, par J. LÉVY.

La Revue de l'art ancien et moderne. Septembre. J. J. HENNER, eau-forte, d'après Carolus DURAN.

Mélanges.... de l'Ecole française de Rome. Décembre 1902. Eugène Müntz, par G. DE MANTEYER.

Mélanges d'archéologie et d'histoire. 1903, t. XXIII. Eugène Müntz, par C. ENLART.

Revue d'histoire diplomatique. 1903. N° 2. L'ambassade du prince L. de Rohan à Vienne, par M. BOUTRY.

Le Messager des Vosges illustré. Octobre. Le Kaufhaus de Colmar.

Revue catholique d'Alsace. Septembre. La Mère de Rosen, par A. M. P. INGOLD. — Le Marché aux grains de Barr vers 1770, par P. A. HELMER.

Revue alsacienne illustrée. Octobre. Grandidier poète, par A. M. P. INGOLD. — Chronique d'art industriel, par A. LAUGEL.

Imprimerie F. SUTTER & Cie, Rixheim (Alsace)

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME 54^e (1903), 4^e DE LA NOUVELLE SÉRIE

DE LA « REVUE D'ALSACE »

NOTA. — Les noms en caractères gras sont ceux des auteurs des articles; les autres ceux des objets dont il est question dans ces articles ou des auteurs des ouvrages analysés dont les titres sont mentionnés aussi à part en italiques.

ABBREVIATIONS : C. R., compte rendu ; — Art., article ; — V., voyez.

- | | |
|---|---|
| <p><i>Abîme</i> (l'), par R. Maygrier. C. R. 326.</p> <p>Adam. La Congrégation de N.-D. de Saverne. Art. 483, 599.</p> <p><i>Les anciens minéralogistes français</i>, par Gobet. C. R. 440.</p> <p>Bardy (H.). Le premier historien de Belfort. Art. 68.</p> <p>Bardy. Les Sires de Parroy. Miscellanées. 323.</p> <p>Belfort (le premier historien de), Art. Bardy. 68.</p> <p>Benoît. Hindisheim. Le droit de chasse sur son ban. Art. 553.</p> <p>Berlière (Dom). Les évêques auxiliaires de Bâle au XIII^e siècle. Art. 332.</p> <p>Berdellé (Ch.). Contes des buveurs alsaciens. Art. 571.</p> <p>Boyé (P.). Les Hautes-Chaumes. 212.</p> | <p>Brunotte. La flore des Hautes-Vosges. C. R. 549.</p> <p>Capitaine Mann (le). Art. 308.</p> <p>Charles X à Colmar. Art. Reiset. 217.</p> <p>Charpentier-Page. Notes sur les procès du Rosemont. Art. 413.</p> <p>Chèvre (Mgr.). Les suffragants de l'ancien évêché de Bâle aux XIII^e et XIV^e siècles. Art. 235. 563.</p> <p>Chronique belfortaine. Art. Dubail-Roy. 109. 337. 498.</p> <p><i>Chronique de Colmar</i>, par A. Waltz. C. R. 322.</p> <p>Clauss. Das alte Kaysersberg. C. R. 214.</p> <p><i>Club alpin français.</i> C. R. 549.</p> <p><i>Collections de médailles et de monnaies d'Alsace.</i> C. R. 101.</p> <p>Congrégation de N.-D. de Saverne, art. par Adam. 483. 599.</p> |
|---|---|

- Contes des buveurs alsaciens, par Berdellé. [571.](#)
- Correspondance entre d'Aiguillon et Rohan. Art. [281.](#) [375.](#) [522.](#)
- Dagsbourg, par l'abbé Hoffmann. Art. [423.](#)
- Dollfus** (A.). Sur la fondation à Mulhouse de la *Feuille des jeunes naturalistes*. Art. 299.
- Direction** (La). M. Waltz et la *Bibliographie colmarienne* (avec un portrait). Art. [105.](#)
- Dubail - Roy**. Chronique de l'abbé Schuler. Art. [109.](#) [337.](#) [498.](#)
- Ehrhard**. Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince-coadjuteur de Rohan. Art. [281.](#) [375.](#) [522.](#)
- Elections aux États Généraux (les), art. Hoffmann. [464.](#)
- Etats-Unis* (les) d'*Europe et la question d'Alsace-Lorraine*, par un Européen. C. R. [326.](#)
- Européen (un). Les Etats-Unis d'Europe et la question d'Alsace-Lorraine. [326.](#)
- J.-B. Fleurent*. C. R. [550.](#)
- La flore des Hautes-Vosges*, par Brunotte. C. R. [549.](#)
- Fondation de la *Feuille des jeunes naturalistes*. Art. 299.
- Forêt-Noire et Alsace*, par Masson-Forestier. C. R. [550.](#)
- Gasser** (A.). Les impositions, corvées et dîmes d'une petite ville d'Alsace (Soultz). Art. [194.](#)
- Gasser** (A.). Les finances de Soultz. Art. [623.](#)
- Gasser (A.). Recherches archéologiques sur Mantoche. C. R. [102.](#)
- Gobet. Les anciens minéralogistes français. C. R. [440.](#)
- Grandidier est-il un faussaire ? Art. de R. Reuss. [5.](#)
- Hanauer**. Les petits imprimeurs de Haguenau. Art. [89.](#) [142.](#)
- Hanauer**. Le procès d'un faux moderne. Art. [441.](#)
- Les Hautes-Chaumes*, par Boyé. C. R. [212.](#)
- Helmer**. La manufacture d'armes blanches d'Alsace. Art. [25.](#) [197.](#) [258.](#)
- Hindisheim. Le droit de chasse sur son ban. Art. par Benoit. 553.
- Hoffmann** (C.). Les élections aux Etats Généraux. Art. [464.](#)
- Hoffmann** (C.). Dagsbourg. Art. [423.](#)
- Imprimeurs de Haguenau. Art. Hanauer. [89.](#) [142.](#)
- Ingold** (Arm. Ignace). Souvenirs d'un habitant de Cernay de 1813-1814. Art. [337.](#) [576.](#)
- Ingold** (Angel). Les troubles de Landser il y a cent ans. Art. [48.](#)
- Ingold** (A. M. P.). Le monument de Mulhouse. Art. [98](#) (avec une gravure).
- Ingold** (A. M. P.). Soldats alsaciens : le capitaine Mann. Art. [308.](#)
- Ingold** (A. M. P.). Lettres inédites de Schœpflin. I. Lettres à Harscher. Art. [643.](#)
- Das alte Kayzersberg*, p. l'abbé Clauss. C. R. [214.](#)
- Kuony** (L.). Un météorologiste alsacien au XVIII^e siècle. Art. [25.](#) [158.](#) [312.](#)

- Landser (les troubles de). Art. A. Ingold. 48.
- Latouche.** Souvenirs de 1813-1814. Art. 337. 576.
- Lettres inédites de Schœpflin. 643.
- Lévy (J.).** Notre-Dame de Winzenheim. Art. 398.
- Manufacture d'armes blanches d'Alsace. Art. Helmer. 25. 197. 258.
- Marleix.** Le régiment du Bas-Rhin. Art. 209.
- Masson-Forestier. Forêt-Noire et Alsace. C. R. 550.
- Maygrier (R.). L'abîme. 326.
- Météorologiste alsacien. Art. de L. Kueny. 15. 158. 312.
- Mulhouse (le monument de). Art. Ingold. 98.
- Notes sur les procès du Rosemont. Art. Charpentier. 413.
- Observations sur la légende de S. Odile*, par M. Sepet. C. R. 327.
- Prevel (V.).** Soldats alsaciens : le colonel Haffen. Art. 542.
- Procès d'un faux moderne (le). Art. Hanauer. 441.
- Recherches archéologiques sur le territoire de Mantoche.* C. R. 102.
- Régiment du Bas-Rhin (le). Art. Marleix. 209.
- Reiset (V^e de).** Charles X à Colmar en 1828. Art. 217.
- Reuss (R.).** Grandidier est-il un faussaire ? Art. 5
- Schœpflin. (Lettres inédites de). 643.
- Schuler.** Chronique belfortaine. Art. 109. 337. 498.
- Sepet (M.). Observations sur la légende de S. Odile. 327.
- Les sires de Parroy. Miscellanées*, par Bardy. C. R. 323.
- Soldats alsaciens : le capitaine Mann, 308. Le colonel Haffen, 542.
- Soultz (les impositions, corvées, etc.). Art. Gasser. 194. 623.
- Souvenirs de 1813-14. Art. 337. 576.
- Spetz (G.).** Thierenbach, avec 3 dessins de Spindler. Art. 329.
- Suffragants de l'ancien évêché de Bâle aux XIII^e & XIV^e siècles. Art. Chèvre 235. 563. Art. Berlière, 332.
- Thierenbach, par G. Spetz. Art. 329.
- Waltz (A.). La Chronique de Colmar. C. R. 322.
- M. Waltz et la *Bibliographie colmarienne*. Art. 105.
- Winzenheim (N.-D. de). Art. Lévy. 398.

TABLE DES SOMMAIRES

DU TOME 54^e (1903), 4^e DE LA NOUVELLE SÉRIE

DE LA « REVUE D'ALSACE ».

1^{re} livraison. — Janvier-Février.

	Pages
ROD. REUSS, Grandidier est-il un faussaire ?	5-14
D ^r LOUIS KUENY, Un météorologiste alsacien au XVIII ^e s.	15-24
PAUL-ALBERT HELMER, La manufacture d'armes blanches d'Alsace (Suite) Chap. II	25-47
ANGEL INGOLD, Les troubles de Landser, il y a quelque cent ans (Fin)	48-67
HENRI BARDY, Le premier historien de Belfort	68-79
A. HANAUER, Les petits imprimeurs de Haguenau	80-97
Varités, Le monument de Mulhouse (A. M. P. Ingold)	98-100
<u>Œuvres nouvelles.</u> Collection de Médailles et de Monnaies d'Alsace formée pour Henri Meyer et donnée au Département des Médailles de la Bibliothèque Nationale par M. Carlos de Beistegui en 1902 (Jules Schwartz). — Recherches archéologiques sur le territoire de Mantoche (Haute-Saône), par M. Héron de Villefosse. — Articles de revues	101-104

2^e livraison. — Mars-Avril.

LA DIRECTION, M. Waltz et la <i>Bibliographie colmarienne</i> (avec un portrait)	105-108
DUBAIL-ROY, Chronique belfortaine de l'abbé Schuler	109-141
A. HANAUER, Les petits imprimeurs de Haguenau : A. Farkal, Seltz, Kobian, Bund	142-157
D ^r LOUIS KUENY, Un météorologiste alsacien au XVIII ^e siècle (suite)	158-193
A. GASSER, Les impositions, corvées et dîmes d'une petite ville de la Haute-Alsace : Soultz (fin)	194-196
PAUL-ALBERT HELMER, La manufacture d'armes blanches d'Alsace (Suite) Chap. III : Les ouvriers	197-208
Varités, Le régiment du Bas-Rhin (1813-14), par J. B. Marleix	209-211
<u>Œuvres nouvelles.</u> Les Hautes-Chaumes, par P. Boyé (A. Ingold). — Das alte Kayserberg, par J. Clauss (Alsata). — Articles de revues	212-216

3^e livraison. — Mai-Juin.

	Pages
VICOMTE DE REISET, Charles X à Colmar en 1828 . . .	217-234
MGR CHEVRE, Les suffragants de l'ancien évêché de Bâle au XIII ^e siècle.	235-241
A. HANAUER, Les imprimeurs de Haguenau (fin) : VI. Les problèmes bibliographiques	242-257
PAUL-ALBERT HELMER, La manufacture d'armes blanches d'Alsace (fin)	258-280
D ^r L. EHRHARD, Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince-coadjuteur Louis de Rohan	281-298
ADRIEN DOLLFUS, Sur la fondation à Mulhouse de la <i>Feuille des jeunes Naturalistes</i> . (Notes et souvenirs)	299-307
A. M. P. I. Soldats alsaciens : III. Le capitaine Mann, d'Oberhergheim (1759-1822)	308-311
D ^r LOUIS KUENY, Un météorologiste alsacien au XVIII ^e siècle (fin)	312-321
<i>Livres nouveaux</i> , Chronique de Colmar, p. p. A. Waltz (Angel Ingold). — Les Sires de Parroy, Miscellanées, p. H. Bardy (Id.). — Les Etats-Unis d'Europe (Alsata). — L'ahime, par R. Maygnier (Id.). — Observations sur la légende de sainte Odile. — Articles de revues. . .	322-328

4^e livraison. — Juillet-Août.

GEORGES SPETZ, Thierenbach (728-1130).	329-331
D. BERLIERE, O. S. B. Les évêques auxiliaires de Bâle au XIII ^e siècle (Notes supplémentaires).	332-336
* Souvenirs de 1813-14	337-356
DUBAIL-ROY, Chronique belfortaine (suite).	357-374
D ^r L. EHRHARD, Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince-coadjuteur Louis de Rohan (suite).	375-397
J. LÉVY, Notre-Dame de Bon-Secours de Winzenheim	398-412
CHARPENTIER-PAGE, Notes sur les différents procès soutenus par les communes du domaine du Rosemont contre les héritiers Mazarin	413-422
C. HOFFMANN, Variétés : Dagsburg	423-439
<i>Livres nouveaux</i> , Les anciens minéralogistes français (Alsata). — Geschichte der Befestigung von Strassburg. — Portraits mulhousiens du XVI ^e au XIX ^e siècle	440-441

5^e livraison. — Septembre-Octobre.

A. HANAUER, Le procès d'un faux moderne	441-463
C. HOFFMANN, Les élections aux Etats-Généraux (Colmar-Belfort).	464-482
A. ADAM, La Congrégation de Notre-Dame de Saverne.	483-497
DUBAIL-ROY, Chronique belfortaine (fin)	498-521
D ^r L. EHRHARD, Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince-coadjuteur Louis de Rohan (suite).	522-541

	Pages
<u>V. PREVEL</u> , Soldats alsaciens : IV. Le colonel Léon Haffen, de Saverne (1846-1903)	542-548
<u>Livres nouveaux</u> . La Flore des Hautes-Vosges et les plantes officinales. (Angel Ingold). — Club alpin français, section des Hautes-Vosges. (Alsata). — Forêt-Noire et Alsace). (A. M. P. Ingold). — J. B. Flenrent (1837-1903). (La Direction). — Articles de Revues	549-552

6^e livraison. — Novembre-Décembre.

<u>A. BENOIT</u> , Hindisheim, Le droit de chasse sur son ban sous les évêques de Strasbourg	553-562
<u>M^{me} CHEVRE</u> , Les suffragants de Bâle au XIV ^e siècle. . .	563-570
<u>Ch. BERDELLÉ</u> , Contes des buveurs alsaciens recueillis par des folkloristes versificateurs	571-575
* * * Souvenirs de 1813-14 (suite)	576-598
<u>A. ADAM</u> , La Congrégation de Notre-Dame de Saverne (suite)	599-622
<u>A. GASSER</u> , Les finances d'une petite ville de la Haute-Alsace (Soultz)	623-642
<u>Variétés</u> , Lettres inédites de Schœpflin, (A. M. P. I.) . . .	643-651
<u>Livres nouveaux</u> . <i>Alsatia superior sepulta. Die Grabchriften des Bezirkes Ober-Elsass von den ältesten Zeiten bis 1820</i> von Th. Walter. (A. M. P. Ingold). — Notice sur les pays de la Sarre, et en particulier sur Sarreguemines et ses environs, par N. Box. — Allanojoie, par H. Bardy. (Angel Ingold). — Les Trois Guttard par H. Bardy (A. I.) — Monuments d'architecture de l'Alsace depuis le moyen-âge jusqu'au XVIII ^e siècle, par S. Hausmann et E. Polaczek (A. M. P. I.) — L'ancien clergé de France. III, Les évêques pendant la Révolution. De l'exil au Concordat, par l'abbé Sicard (A. M. P. I.) — Der Isenheimer Altar und die Gemälde Grünewalds, par Joseph Fleurent (A. M. P. I.) — Mme. Julie Lavergne. Sa vie et son œuvre, par J. Lavergne (A. P. M. I.) . .	652-658
Articles de journaux et de revues	659

TABLE DES GRAVURES

	Pages
L'hôtel de la Société industrielle de Mulhouse	1
Portrait de M. Waltz	105
Thierenbach, 3 dessins inédits de Ch. Spindler.	329

TABLE DES DOCUMENTS
POUR SERVIR A L'HISTOIRE D'ALSACE
(*Supplément à la Revue*)

Première série :

1. *Règlements municipaux d'Ammerschwihr.*
 - II. *Journal du Palais de Holdt.*
-

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06828 5835

